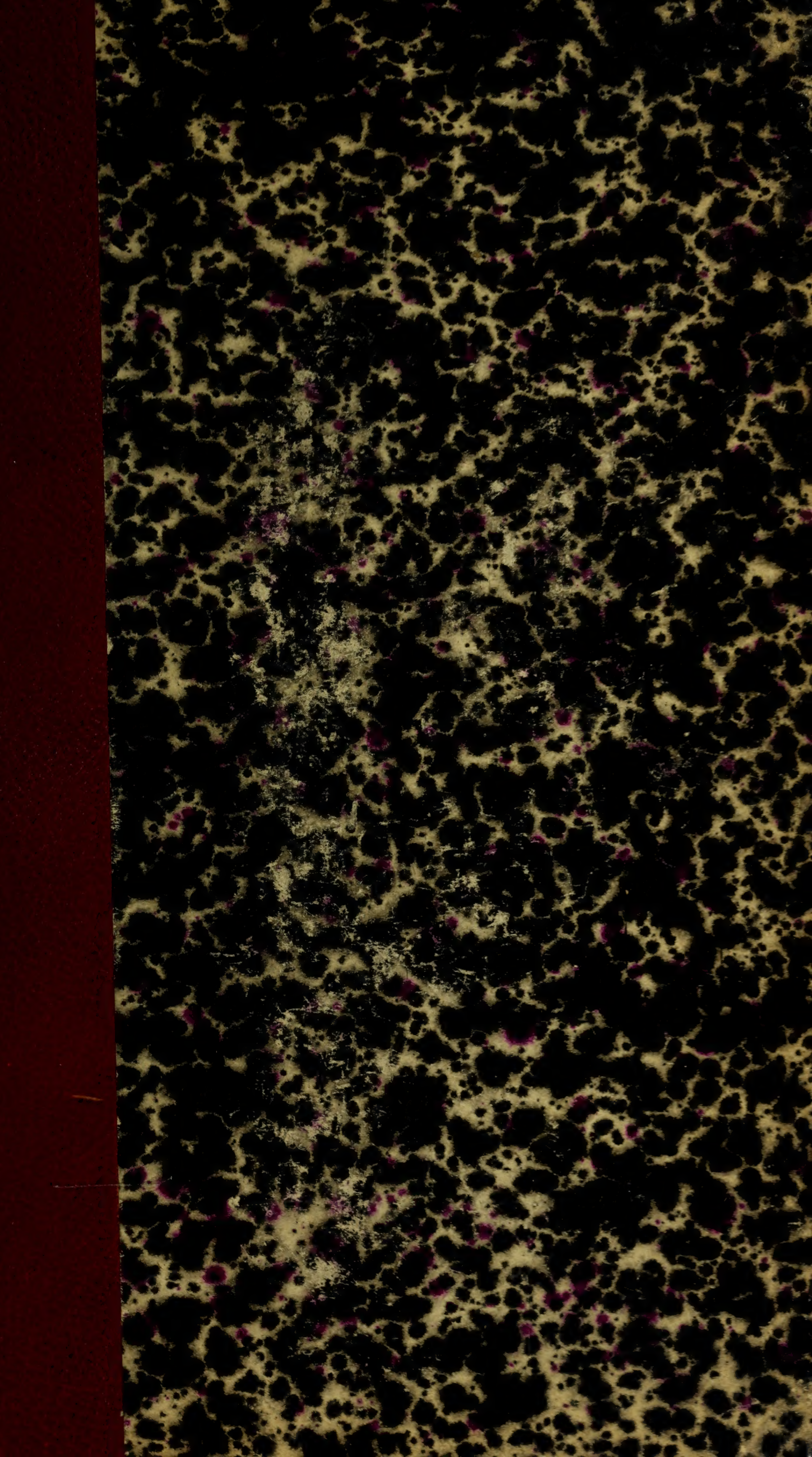
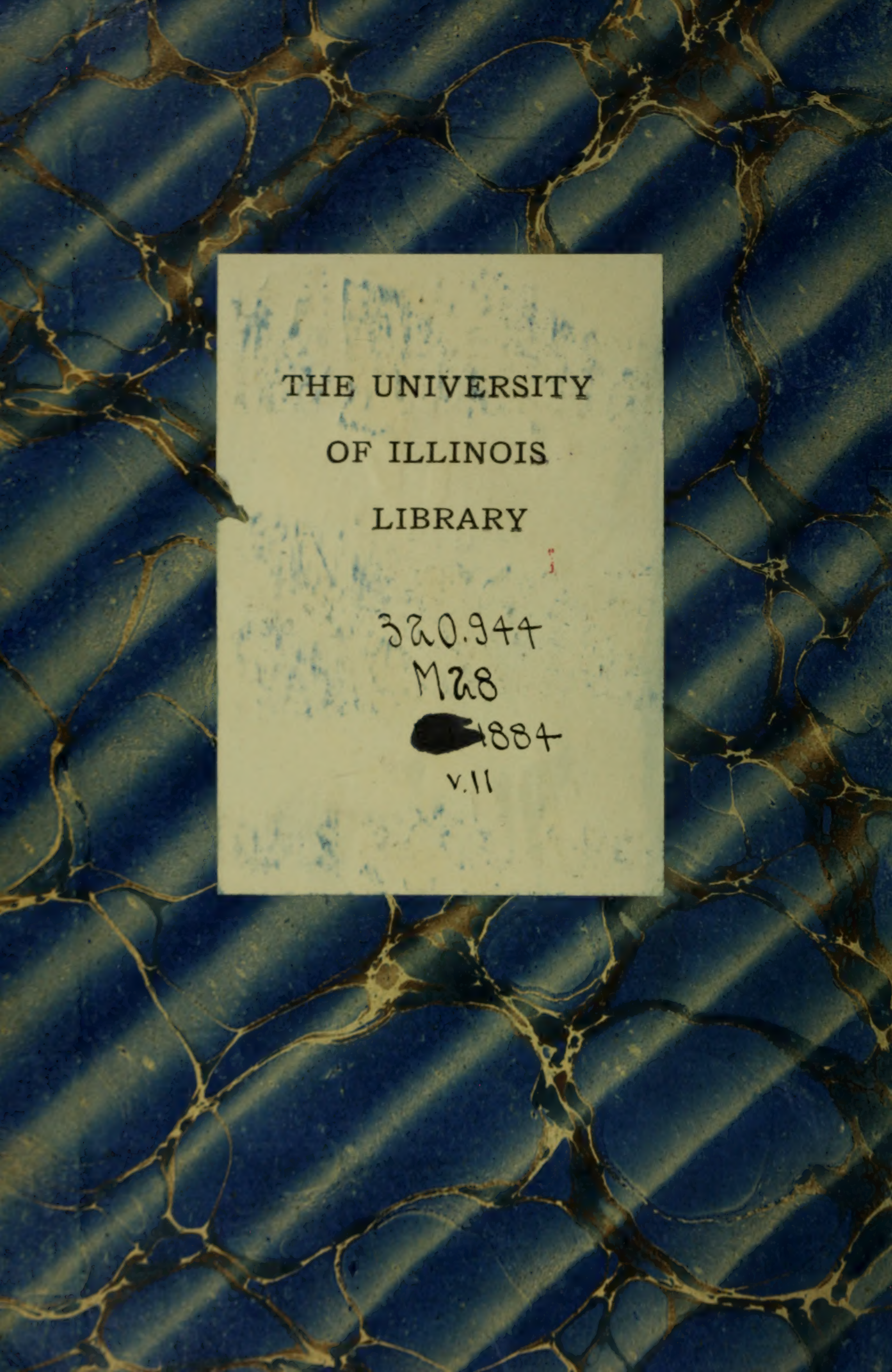
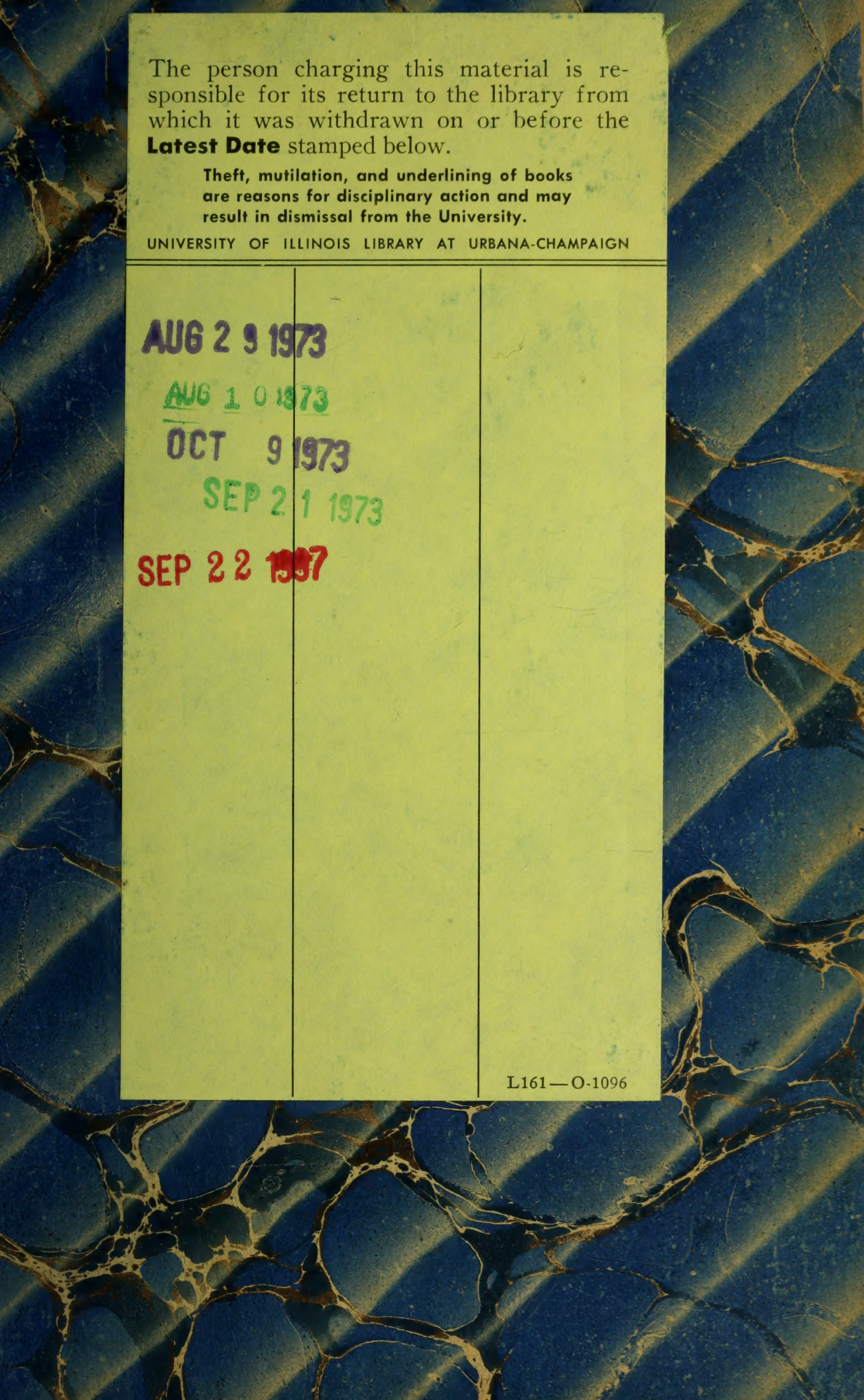






ŒUVRES COMPLETES

DE

# JOSEPH DE MAISTRE

Lyon. — Imprimerie Vitte & Perrussel, rue Sala, 58.

# ŒUVRES COMPLÈTES

DE

# J. DE MAISTRE

NOUVELLE ÉDITION

Contenant ses Œuvres posthumes et toute sa Correspondance inédite

## TOME ONZIÈME

## CORRESPONDANCE

III

1808 — 1810




LYON

LIBRAIRIE GÉNÉRALE CATHOLIQUE et CLASSIQUE

VITTE ET PERRUSSEL, ÉDITEURS-IMPRIMEURS

3 et 5, Place Bellecour

1885

# LETTRES

DE

# J. DE MAISTRE

## 246

*A M. le Chevalier de Rossi.*

Saint-Pétersbourg, 4 (16) janvier 1808.

Monsieur le Chevalier,

Quoique vous m'eussiez averti depuis longtemps que vous attendiez un envoyé anglais à Cagliari, j'ai vu cependant dans les papiers publics, avec un plaisir égal à celui de la surprise, le nom de l'honorable M. Hill et celui de M. Smith, son secrétaire de légation. Cette démarche est bien digne de S. M. Britannique. Quoiqu'Elle se trouve seule en scène dans ce moment, je ne désespère pas que sa protection généreuse ne puisse encore obtenir à S. M. une situation décente, en attendant d'autres

événements dont la date seule me paraît douteuse. Il n'y a rien de si sage que les mesures vigoureuses prises par cette puissance : c'est ainsi qu'elle est ce qu'elle est, et qu'elle peut beaucoup. Lorsqu'il s'agit d'agir terrestrement sur le continent et de s'amalgamer avec les autres puissances, elle n'est plus la même. Voilà donc le monde partagé en terre et en eau et n'ayant plus que deux propriétaires. Jamais on n'a vu un tel état de choses. Il y a cependant entre ces deux pouvoirs une immense différence : c'est que le premier est invulnérable à la force du second, mais le réciproque n'est pas vrai, et c'est à quoi il faut faire grande attention. Je crois avoir eu l'honneur de vous le dire et rien n'est plus vrai, toutes les puissances maritimes ont péri par terre, depuis la bataille de Zama jusqu'à celle d'Agnadel. L'Angleterre peut être attaquée chez elle ou dans l'Inde. Une invasion chez elle paraît chimérique à la raison méditant sur les bases ordinaires ; cependant je ne serais pas parfaitement tranquille sur ce point, vu que, dans les temps de Révolution, rien n'arrive que ce qui ne doit pas arriver ; de manière qu'à chaque instant le bon sens se trouve dérouté. Du côté de l'Inde, le péril est beaucoup plus certain et mérite toute l'attention de l'Angleterre. Le perfectionnement de la navigation, le mélange des nations, la connaissance des langues, l'audace d'une ambition sans frein et l'habitude des entreprises exagérées ont appris à mépriser les distances. La Russie touche à la Perse et la Perse au Mogol : il ne faut s'endormir sur rien.

....... Il faut se rappeler même qu'on attache toujours

un agneau sur le piège qui attend le loup. M. le Comte de Front, qui lira ceci, verra ce qu'il en faut penser. Je suis au reste fort éloigné de croire que rien de ce qui peut passer dans la tête d'un individu puisse échapper à l'œil d'un gouvernement éclairé, qui en sait toujours plus qu'un particulier: cependant mon avis est qu'il faut toujours dire, sauf aux intéressés à faire de chaque notion l'usage convenable.

Je contemple beaucoup ici l'ambassade française qui n'a rien de merveilleux. Le spectacle qui m'a frappé, depuis le commencement de la Révolution, c'est la médiocrité des personnes par qui de si grandes choses s'exécutent. Dès que ces fameux personnages sont isolés et qu'on les voit un à un séparés de la grande machine, je vous assure que personne n'est humilié. Dans ce moment, il y a un homme véritablement extraordinaire qui mène tout; mais, s'il disparaissait, vous verriez crouler l'édifice en un clin d'œil. Je m'amuse beaucoup à considérer Caulaincourt. Il est bien né et il s'en targue, il représente un homme qui fait trembler le monde, il a six ou sept cents mille francs de rente. Il est le premier partout, etc. Je vous assure cependant qu'il a l'air fort commun sous sa broderie, qu'il est raide en compagnie comme s'il avait des fils d'archal dans les jointures, et, qu'au jugement de tout le monde, il a l'air de Ninette à la Cour. Ce phénomène, de la puissance balbutiant devant la véritable dignité, m'a frappé mille et mille fois depuis l'ouverture de la grande tragédie.

Le Général Savary est parti le 28 décembre (n. s.); je ne crois pas du tout qu'avant son arrivée, il soit pris

aucune détermination à mon égard : je suis au demeurant à peu près indifférent sur le succès. Si je pars, je serai très content de pouvoir entreprendre quelque chose pour les intérêts du Roi ; si je reste, je serai très content d'échapper aux dangers de cette entreprise.

S. M. I. avait nommé M. Bibikof, ci-devant Ministre en Bavière, et M. le Comte de Boutourlin, Ministre désigné auprès de Sa Sainteté avant la brouillerie, pour le représenter, savoir : le premier auprès de S. M. le Roi de Naples, et le second auprès de S. M. le Roi de Hollande. Mais l'Empereur voyant que le premier de ces Souverains lui envoyait le Duc de Mondragone et le second l'Amiral........, il a jugé convenable à sa dignité et à l'amitié qui l'unit à S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, d'envoyer de son côté des hommes plus qualifiés. En conséquence le Prince Serge Dolgorouki partira pour Naples, et le Prince Repnin de Moscou pour Utrecht.

Rien de nouveau sur la Suède. Beaucoup de mauvais plaisants disent qu'on attend les ordres de la France. Cette guerre, entreprise sans sujet contre ce Roi gentilhomme, serait extrêmement anti-nationale et probablement réussirait mal. Qui sait cependant si la parade immense qui aura lieu après-demain, n'a pas quelque rapport à cette guerre. Après-demain donc, jour de l'Epiphanie et de la bénédiction des eaux, il y aura à Saint-Pétersbourg plus de 40,000 hommes sous les armes. S. M. I. a pris la peine d'écrire elle-même, sur six pages, le détail de toutes les manœuvres, et aujourd'hui même Elle a parcouru les rues avec son auguste

frère, pour fixer le poste de chaque corps. La ville est divisée en quartiers, chaque quartier est sous l'inspection d'un Général, afin que tout se passe dans l'ordre convenable. Tous les uniformes sont neufs, les broderies, les casques et les panaches sont de la plus grande beauté. Ordinairement, c'était le thermomètre qui décidait de cette cérémonie. Mais cette fois S. M. a déclaré qu'on n'aurait nul égard à l'intensité du froid. L'hiver étant enfin arrivé, après un retard presque miraculeux, nous avons aujourd'hui dix degrés. Qui sait s'il n'y en aura pas 12 à 15 après-demain ? Les parents qui verront leurs enfants sous les armes, à travers les vitres, désireront beaucoup la fin de la cérémonie. Vous noterez, Monsieur le Chevalier, que nul militaire ne peut porter de pelisse ni même de manteau dans ces occasions. Les Ministres, également sans pelisse, font leur cour aux Impératrices sur un grand balcon qui a vue sur la Néva. Les Princesses, comme vous savez, sont enveloppées artistement. Le Corps diplomatique n'est point gêné : celui qui trouve qu'il en a assez rentre dans la salle pour se frotter à un poêle et prendre du café. Je suis, pour mon compte, entièrement façonné à ce climat. Pour revenir au sujet principal, je crains que ce nombreux rassemblement ne finisse par une guerre que tout le monde déteste. — On ne sait rien de certain sur l'Autriche. Les Anglais ont été écartés de Vienne, mais cette première condescendance n'est point précisément une déclaration de guerre. Le Cabinet de Vienne a même eu l'art de décliner habilement la première insinuation, ou, si vous voulez, le premier ordre de la France ; mais

jusqu'à présent nous n'avons pas vu que les complaisances politiques aient un terme.

Tout le monde dit ici, comme je viens de l'écrire, qu'il y aura après-demain au moins 40,000 hommes sous les armes : c'est un article de foi. Cependant quelques incrédules, qui prétendent même avoir le secret des prêtres, soutiennent qu'il n'y en aura réellement que 24,000. Je suis tout prêt à le croire ; car sur le nombre des troupes, sur celui des morts dans les batailles et sur la population des villes et pays, je ne sais pas si on a dit une fois la vérité depuis la création du monde.

M. le Comte de Front vous aura sans doute informé de la manière noble et délicate avec laquelle le Ministre de Russie a été traité à Londres. C'est une bonne leçon à ce Cabinet qui a congédié brusquement et sans audience Milord Gower. Il est vrai qu'il avait fort déplu ici, mais la politique doit toujours agir sans affection et sans autre règle que la raison et la grandeur. Au reste, Monsieur le Chevalier, je vous l'ai dit souvent et rien n'est plus vrai : les Anglais ne savent pas négocier, le caractère national exclut même ce talent. Il a quelque chose d'exclusif de raide et de hautain qui gâte les affaires. Tout traité d'alliance avec eux ne doit avoir que deux articles : 1^er^ Les Anglais feront par mer autant de mal à l'ennemi qu'il sera possible ; 2^e^ Ils nous paieront tant de millions, avec lesquels nous lui ferons par terre autant de mal que nous pourrons. Tout le reste est en l'air et finira mal.

Les nations sont comme les individus, c'est un mélange de bien et de mal, et l'anglaise a d'assez beaux

côtés pour que les autres puissent dire avec quelque mouvement de jalousie : *Non fecit taliter omni nationi.*

Au surplus on n'a exercé aucune violence ni même aucune rigueur contre les Anglais qui sont ici, ni sur leurs propriétés. L'ancien Ambassadeur, Milord Douglas qui est à Moscou et qui s'y trouve à merveille, a écrit, dit-on, à S. M. I. pour obtenir la permission de demeurer où il est. On l'a excessivement turlupiné dans les papiers anglais sur quelques ridicules extérieurs qu'il s'était donnés ici et que nous n'avons pas vus. Son véritable tort est qu'il parle trop bien français et italien, qu'il s'est habitué à notre soleil, à nos dames et à nos mœurs, et qu'il pourrait fort bien ne tenir à l'Angleterre que par son nom. Il est devenu fort amoureux de la belle et riche Comtesse Potocka, célèbre par ses amants et par ses maris, dont le dernier l'a laissée veuve. Esclave grecque par sa naissance, la beauté l'a menée à tout. Nul homme, dit-on, n'a pu conserver le bon sens devant elle. Je l'ai connue âgée de cinquante ans : je ne répondrais pas d'une tête de vingt en sa présence. Douglas veut l'épouser, mais elle ne veut pas *parce qu'une sorcière lui a prédit qu'elle mourrait Impératrice.* — Que de bon sens de part et d'autre ! Mais je ne puis recommencer une autre feuille. Pardon.

# 247

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, 10 janvier 1808.

Ce serait une chose plaisante, M. le Chevalier, si vous aviez commencé quelque négociation au moment où j'ai fait cette démarche auprès de la France. Ma foi, tant pis pour vous! Pourquoi ne me tenez vous pas au fait de ce qui se passe? Au reste, je ne vois pas qu'il puisse arriver le moindre inconvénient de tout ceci. L'Empereur de France rira tout au plus de vous et de moi : ce n'est pas un grand mal. Je penche toujours à croire qu'on a fait une équivoque sur la personne. Ce que je vous demande en grâce, c'est de vouloir bien vous rappeler ce que je me souviens d'avoir eu l'honneur de vous mander une fois. Je vous ai prié, et je vous prie de nouveau très instamment de faire en sorte qu'on ne dispose pas de moi sans m'avertir ; ce serait me rendre désobéissant, sans qu'il y eût de ma faute, et me perdre sans raison. Je consentais volontiers à m'absenter pour quelque temps si j'avais pu ainsi me rendre utile au Roi ; mais que j'aille planter ailleurs mon tabernacle, c'est ce qui n'est pas possible. Vous m'avez coupé en deux : je ne puis laisser ici une moitié de moi-même et conduire l'autre ailleurs. Il faudrait pour cela des préliminaires qui sont ort éloignés des idées de S. M.; d'ailleurs j'ai bâti ici

une maison telle quelle, malgré votre canon qui n'a cessé de tirer sur moi avec toute la poudre et tous les boulets qui vous restaient. A mon âge, voulez-vous que j'aille bâtir ailleurs avec les mêmes dangers ? Non, en vérité, il y a trop à perdre. Je ne crois pas inutile de prendre ces précautions avec vous ; car, telle est la bizarrerie des événements à cette époque, qu'on pourrait fort bien me croire utile ailleurs, au moment où j'y songerais le moins ; et vous êtes trop équitable pour ne pas sentir que je ne suis plus en état de prendre mon parti sur deux pieds. Laissez-moi donc ici tant que je vous serai utile, renvoyez-moi quand je vous ennuierai, même sans m'avertir (de la même manière que mon grade me fut ôté il y a trois ou quatre ans). Je ne puis plus éprouver ni chagrin ni plaisir. Une autre raison me chassera du service du Roi, même malgré vous et malgré moi, c'est la dépense. Tout est hors de prix. J'avais promis de tenir compte sans retard de la somme payée à ma femme : je n'aime pas parler en l'air ni demander de l'argent ; jamais je n'en ai demandé, excepté pour acheter du pain et de la bière en arrivant ; mon fils me dévore, malgré sa sagesse qui fait spectacle ici. J'espère que vous ne me direz pas : *Pourquoi l'avez-vous mis là.*

On m'a donné ici pour certain que S. M. la Reine était enceinte. Ensuite j'ai appris de Milan que la chose était douteuse. Si la chose était vraie, ou si la Princesse nouvellement arrivée devenait enceinte (ce qui revient au même pour la succession), souvenez-vous de cette vérité, que le Prince qui naîtra en Sardaigne, qui sera élevé en Sardaigne et qui aura une nourrice sarde, ne

régnera jamais. La première chose dont un observateur philosophe s'aperçoit en Sardaigne, c'est que la Souveraineté n'appartient point à ce peuple: voilà pourquoi il n'y a jamais eu de *Roi sarde*, quoique toutes les autres îles, depuis la Sicile jusqu'à Ithaque, aient eu leurs Souverains indigènes.

Si le ciel nous donnait un Prince, il faudrait nous garder de l'ancienne éducation piémontaise (fort bonne *in illo tempore*) comme de la mort Il faut que l'éducation soit tout à fait septentrionale, et il faut surtout que l'enfant royal ait auprès de lui une bonne anglaise qui lui donne sa langue *in succum et sanguinem.* D'abord il n'y a plus que deux langues libres dans le monde, les autres sont *serves*, et puis il y a d'autres raisons pour la langue anglaise : croyez-moi sans autre détail. Tout ceci étant fort délicat, je vous l'écris confidentiellement, sauf à vous, Monsieur le Chevalier, à en faire l'usage que les circonstances suggéreront. *Plurimùm vale.*

## 248

### † *A Mlle Adèle de Maistre.*

Saint-Pétersbourg, 10 janvier 1808.

Mon cher cœur, dans une lettre qui peut-être ne te sera point encore parvenue lorsque tu recevras celle-ci, je te disais que je n'avais pas la moindre espérance de

t'envoyer mon portrait, qui ne se faisait jamais que *demain*. Le même jour j'allai chez Xavier. Tout à coup il me dit, *à propos* de toute autre chose : « *A propos*, il « faut que je fasse ton portrait ; voyons si j'ai des ivoires. « — Non, rien ne me contente ; il faut que je le peigne « sur cette palette qui est forte : je vais la laver. — Fort « bien , allons vite. — A propos, j'ai pensé qu'il fallait « le faire graver, j'ai déjà parlé au graveur. Tu as « beaucoup d'amis : cette gravure est nécessaire. » — Et voilà, ma chère, comment tu auras dans peu de temps ma chienne de figure. Tu auras peine à me reconnaître, tant j'ai vieilli. Je ne suis pas *gris comme un âne*, comme disait notre ami Costa, *mais blanc comme un cygne*. Cela est plus élégant et plus triste. Que veux-tu, ma chère Adèle , il faut obéir au temps.

Son vol impétueux me presse et me poursuit.
Je n'occupe qu'un point de la vaste étendue,
Et mon âme éperdue
Sous mes pas chancelants voit ce point qui s'enfuit.

J'aurais cependant bien mauvaise grâce de me plaindre d'être ainsi poussé par le temps ; ce qui me fâche, c'est de faire le voyage loin de toi, et de ne pouvoir jaser avec toi pendant que la barque vole. Ma plume ressemble un peu (et en cela seul) à celle de Madame de Sévigné : elle a la bride sur le cou. Elle pouvait bien se dispenser, par exemple, de griffonner ces lugubres moralités sur le temps ; mais qui peut arrêter certaines plumes ?

Nos *santés respectives* sont parfaites. Ton frère est toujours à cheval, et me mange *plus d'argent que je ne voudrais;* mais je ne puis me plaindre, puisqu'il en mange *moins qu'il ne faudrait.* Si l'on te faisait Chevalier-Garde, tu ne serais pas plus sage. L'on me complimente beaucoup sur son éducation ; mais, comme il est de toute justice, j'en renvoie tout l'honneur à ta mère, car je n'ai rien tant en horreur que de posséder le bien d'autrui. — Si tu ne trouves pas dans cette lettre une feuille de sa façon, il ne faut pas lui en vouloir, il allait prendre la plume lorsqu'il a été commandé. *Gloire, tu commandes; adieu mes amours!* Cette gloire pacifique ne m'ôte pas le sommeil. Je ne me rappelle jamais l'autre sans terreur.

Je t'avais invitée, par écrit, à un souper où tu n'es point venue : je t'attendis en bâillant jusqu'à deux heures du matin. Tu as commis là une grande indignité,

Et le Caucase affreux, t'engendrant en courroux,
Te fit le cœur plus froid, plus dur que ses cailloux.

Peut-on finir plus amoureusement ? Mille tendresses à mes trois femmes.

## 249

### *A M. le Chevalier de Rossi.*

Saint-Pétersbourg, janvier 1808.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Vous avez vu dans mes précédents numéros que je ne croyais par devoir adhérer jusqu'à nouvel ordre à ce *devoir hebdomadaire* dont vous me parlez dans votre numéro 26. En premier lieu, écrire toutes les semaines par la poste, c'est donner un chiffre (si on ne l'a pas déjà) : tenez la chose pour sûre. D'ailleurs si je vous écrivais chaque semaine, je serais obligé de vous écrire que la Neva coule à Saint-Pétersbourg. Ensuite lorsque je trouverais l'occasion d'un courrier, êtes-vous bien sûr que sans secrétaire ni aide d'aucune espèce, j'aurais la patience, peut-être même le *pouvoir*, de reprendre toutes ces petites lettres et de les refondre péniblement pour en faire des dépêches telles que celles que je vous adresse? N'ayant point de registre, il faudrait prendre les copies à la presse anglaise qui me les rendrait en chiffres. Il faudrait donc traduire : joli travail, comme vous voyez. Conclusion : il n'y a rien de mieux que de me servir. comme je fais, de tous les courriers Anglais, Allemands et Siciliens pour envoyer des dépêches en règle. J'ai pour moi l'exemple de tous les autres Ministres. Aucun

n'écrit par la poste. Je vois par votre dernière lettre que vous avez été longtemps privé des miennes ; c'est un accident, un véritable *casus maris*, inévitable dans notre position.

Vous avez vu, Monsieur le Chevalier, combien j'ai été surpris de lire dans une lettre d'Allemagne : *Il y a un plénipotentiaire Français à Cagliari.* J'en doute encore, quoique le ton général de votre dernière lettre favorise cette supposition. En tous cas j'aurai l'honneur de vous dire sur ce sujet, comme sur celui du testament du Cardinal d'York, que pour les choses qui intéressent essentiellement le Souverain et qui ne peuvent être cachées, il est de toute nécessité d'informer les Ministres résidents près des Cours principales, et même de leur donner quelques instructions éventuelles, sans lesquelles ils sont exposés à répondre et même à agir mal. Vous ne pensez pas sans doute que le testament du Cardinal puisse être ignoré : tous les papiers le publieront, tout le monde en parlera. Alors le Ministre, obligé de répondre comme ne sachant rien, fait tout au moins une figure ridicule ; ce qui est, je vous assure, très peu nécessaire. Tout ceci sauf meilleur avis.

La plupart des officiers piémontais qui sont ici se trouvent dans le plus grand embarras, car ils sont menacés de la confiscation s'ils ne rentrent pas dans un terme de trois mois qui est déjà expiré. Le Chevalier Gianotti, qui avait profité de la paix pour aller voir sa famille, s'est trouvé présent à la promulgation de la loi ; mais en brave homme qu'il est, il a dit qu'il avait prêté serment et il est parti ; mais il s'est fait précéder d'une

lettre qui implorait mes bons offices dans cette circonstance. Il serait inutile de vous expliquer tout ce que j'ai fait, car vous ne connaissez ni les hommes ni les anicroches du moment. Le gouvernement ne montre aucune chaleur pour eux, et même le Ministre des affaires étrangères a répondu tranquillement au plus intéressé de tous (le Baron de Meyran qui vient d'hériter de son frère), *qu'il était bien naturel qu'un Prince cherchât à ramener ses sujets.* Ainsi doit parler la politique qui a beaucoup de cervelle, mais point de front. De savoir ensuite si cette phrase doit être prise au pied de la lettre, c'est une autre question. Le Comte de Roumantzof a le cœur très bon. L'Empereur aime beaucoup les Piémontais. Il peut très bien se faire que le jour même où ce discours a été tenu, on ait agi pour ces officiers.

Messieurs le Comte de Galaté, le Chevalier Manfredi et le Baron de Meyran ont reçu la croix de Saint-Georges. Ce dernier n'était désigné d'abord que pour celle de Saint-Wladimir; mais la chose dépendait en partie du Ministre de la Marine, chez qui je suis reçu avec une bonté qui ressemble à l'amitié ou même à la parenté. Saint-Wladimir s'est métamorphosé en Saint-Georges.

Je vous ai fait connaître la manière délicate avec laquelle il vient de m'obliger grandement dans la personne de mon frère. Je tâcherai de profiter de ses dispositions bienfaisantes pour rendre service aux officiers piémontais qui, je l'espère, en seront quittes pour la peur.

Voilà la flotte russe à Lisbonne. Le 6 de ce mois (n. s.) est arrivé ici un courrier envoyé par l'Amiral Siniavin, par qui nous avons su le départ du Prince Royal de

Portugal pour le Brésil. Je suis grandement aise qu'il ait pris son parti. C'est le seul Prince de l'univers qui gagne en puissance et en richesses en quittant son trône, car il trouvera à Rio-Janeiro, l'or, les perles, les diamants qui font sa richesse ; mais cette richesse sera à lui, ce qui est un peu différent. Voilà le plus grand événement qui soit arrivé sur le globe depuis mille ans. Il me semble qu'il y a plus de deux ans que j'ai eu l'honneur de l'annoncer directement à S. M., ou à vous peut-être, Monsieur le Chevalier. Je disais : — *Ou la Cour d'Espagne, ou celle de Portugal, ou l'une et l'autre peut-être se verront obligées de se transporter en Amérique ; alors la Souveraineté naîtra dans cette partie du monde, et ce sera une..., etc...* Nous y voici. Lorsque jadis le Portugal se révolta contre Philippe II, on répandit en Espagne des billets portant : *Exemplum enim dedi vobis ut quemadmodum ego feci ità et vos faciatis*. C'est aujourd'hui qu'il faudrait répéter cet avis avec des intentions beaucoup meilleures : mais, qui sait s'il en serait temps ? Malheureuse Espagne ! Là et ailleurs, c'est une terrible chose qu'une femme ! Mais la proscription est générale et la Révolution universelle. Je le répète : la France s'empare de l'Europe, et l'Europe s'empare du monde. Choiseul, d'Aranda, Tanucci, Pombal, Kaunitz même, Frédéric II et Joseph II agissant noblement par eux-mêmes, et sous-aidés par une foule de complices visibles ou invisibles avaient mis toutes les monarchies de l'Europe plus ou moins hors de leur base. Dans cet état, il ne faut qu'une secousse : elle est arrivée, tout a croulé. Celui qui est destiné à faire tout ce qu'on a vu et tout ce qu'on

verra, s'empare des nations pour ainsi dire *vacantes.* Il les réunit dans sa main de fer et les fait marcher vers son but. Je vous avoue au reste, Monsieur le Chevalier, que je n'ai pas reconnu sa profondeur ordinaire dans l'affaire de Portugal. Où est l'utilité, j'entends pour lui, de ce grand changement? Que devient le subside du Portugal ? Il y a plus : que deviendra le Potosi dans six mois ? Comme on doit rire à Londres du blocus des ports ! Il ne reste *plus* aux Anglais, pour l'écoulement de leurs marchandises, *que* l'Asie, l'Afrique, l'Amérique, et toute l'Europe contrebandière. Certainement S. M. l'Empereur des Français en sait plus que moi : cependant ces questions ne me paraissent pas bien claires.

Il me semble que l'Angleterre pourrait, si elle voulait, placer tous les Princes malheureux en Amérique. — Et pourquoi pas? Cette idée d'*autre monde* fait peur à l'imagination; dans le fait, ce n'est rien. On se traîne, de Rome ici, à travers des fatigues et des ennuis inconcevables qui durent deux mois : tandis que l'homme qui s'embarque à Cadix avec sa femme, ses enfants, ses domestiques, s'en va, sans la moindre fatigue, coucher à La Havane en quinze jours. Il ne s'agit que de régner, bien si l'on peut, mal s'il est nécessaire, mais il faut régner.

J'ai dans la tête un ouvrage où je développerais les causes et les résultats futurs de cet incroyable renversement, car c'est un sujet où je crois voir assez clair ; mais je n'ose rien entreprendre avant de savoir à quoi m'en tenir sur mon départ. Il y a aujourd'hui plusieurs jours que j'aurais pu avoir réponse. Peut-être l'Empereur a-t-il voulu attendre le Général Savary pour se décider ;

peut-être le grondera-t-il de m'avoir entendu; peut-être *l'agent envoyé* (si ce n'est pas un rêve) rend ma démarche inutile. Enfin il y a mille peut-être, mais la suspension est bien fatigante pour moi.

L'auguste beau-frère de S. M. ne doute pas de pouvoir revenir à Mitau quand il voudra, mais certaines notions qui me sont parvenues m'en font douter très fort. Je me flatte au moins qu'il ne s'embarquera pas sans avoir la certitude d'être reçu. M. le Comte de Blacas est toujours ici, mais d'une manière très pénible. Il veut absolument se retirer volontairement, mais son Maître s'obstine à le retenir, je ne sais pas trop pourquoi. Nous logeons dans la même maison et nous sommes fort bons amis ; souvent nous sortons ou nous rentrons ensemble dans la même voiture. Nous sommes même entrés ensemble dans une maison où se trouvaient les Français. Blacas ne leur parle jamais, ne les salue jamais, et ne les regarde même jamais : c'est ce qu'il doit faire. Mes devoirs sont différents, mais je n'ai pas voulu imiter certaines personnes, des Français même, qui fuient le Comte de Blacas. Je ne me gêne nullement, et je ne vois pas que j'aie aucunement déplu ni au gouvernement ni à l'Ambassade Française. J'ai même des preuves du contraire. Le Général Savary fut choqué d'abord de la hauteur de Blacas, et il me dit ouvertement : « Cet homme me choque la vue ; j'ai déjà été tenté deux fois de lui servir un plat de mon métier. » — Gardez-vous en bien, lui dis-je, vous ne pourriez faire plus mal. *Le Comte de Blacas est un brave homme qui fait son devoir, et vous ne devez rien faire contre lui.* — Il peut se faire que

je lui aie été utile ; ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il ne lui a rien dit. Il est même invité à la Cour ; cependant il n'y va pas, pour ne pas se trouver à côté de *ses amis*. Son très grand bon sens lui dicte une raison de s'en aller qui me paraît décisive. *Si je pars volontairement, je revîendrai quand je voudrai ; si je me fais exclure, je ne pourrai plus revenir quand l'intérêt du Roi l'exigera.* Mais précisément parce que ce départ serait utile à son Maître, je crains que ce Prince n'y consente jamais. L'Anathème n'est pas levé ! C'est la loi du moment.

Je suis extrêmement curieux de savoir si mon savant cousin, le Chevalier Napion, aura suivi la Cour de Portugal ; je sais que le 7 novembre il avait d'autres idées ; mais qui sait ce qui s'est passé jusqu'au 27, à 11 heures du matin, jour du départ ?

La légation Française a donné ici la plus mauvaise idée du Prince Royal de Portugal. Elle l'a tourné en ridicule de plus d'une manière, le présentant entre autres comme un Prince superstitieux, occupé à sonner les cloches et à danser avec des moines. Tout le monde d'ailleurs me semblait d'accord avec eux sur la faiblesse de son caractère, de manière que je mourais de peur qu'il se laissât prendre. Me voilà tranquille. Encore une fois, je ne conçois pas du tout l'Empereur des Français. Je penche à croire qu'il n'a pas cru que le Prince partirait, d'autant plus que sa légation a constamment affirmé ici *qu'il ne partirait pas*. Vous aurez remarqué que l'Infant d'Espagne est parti avec sa famille adoptive : cette circonstance est fort remarquable. Il y a bien trois mois qu'il est arrivé ici, dans la terre d'un négociant de

Londres, un plan écrit en Anglais, portant une division de toute l'Amérique méridionale entre l'Infant et le Prince régent de Portugal. Suivant ce plan, ce dernier devait acquérir le Pérou et régner avec le titre d'Empereur de l'Amérique méridionale; à l'Infant était attribué le Chili, etc...; et l'Angleterre, pour son droit de commission, avait, comme il est de toute justice, la Havane. Il n'y a rien là de fort improbable. Dès qu'une grande puissance force les moyens, sa rivale l'imite sur le champ, et il n'y a plus de droit public.

Je vous ai parlé plus d'une fois de certains présages sinistres qui m'effrayaient au delà de toute expression. Tout à coup, au grand étonnement des spectateurs intelligents, il s'est fait un calme parfait. J'en ai demandé la raison à un homme capable de bien juger. Il m'a répondu très sérieusement..... Cette réponse est caractéristique : on croit voir ces insectes de Virgile qui vont s'exterminer, lorsque tout est apaisé *pulveris exigui jactu.*

Les papiers publics ont extrêmement parlé du remplacement de M. le Comte de Meerfeld par M. le Comte de Bellegarde. Ce serait une assez grande bizarrerie que celle qui amènerait ici un Ambassadeur d'Autriche compatriote du Ministre de S. M. Le premier demanda l'autre jour à l'Ambassadeur de Suède ce papier français dont j'ai eu l'honneur de vous parler, et où il est (lui, Comte de Meerfeld) si maltraité. L'Ambassadeur de Suède répondit qu'il n'avait pas cette feuille; mais l'Autrichien s'étant bien douté que la *gazette* n'avait été refusée que par politesse, la lui a fait demander par le Duc de Serra-Capriola de la manière la plus pressante. Le Baron de

Stedingk l'a donc envoyée à l'Ambassadeur d'Autriche qui l'a renvoyée accompagnée de six pages de justification. Il y démontre par des pièces authentiques : 1° Qu'il n'était point à Braunau qu'on l'accuse d'avoir mal défendu; 2° Qu'il n'a pas fait un mouvement sans un ordre précis de l'Empereur son Maître. Le Prince Bagration, qui était sur les lieux et qui d'ailleurs fait beaucoup de plaintes sur ce Général, l'absout de même complètement sur les accusations imprimées à Paris. Cependant ces publicités sont fort désagréables. M. de Meerfeld est homme d'esprit, fort bon Autrichien, très bon théoricien, brave comme son épée, mais il a une certaine finesse entortillée qui ne plaît pas, et jamais il n'a été heureux à la guerre. Or, vous savez, Monsieur le Chevalier, ce que disait avant tout Mazarin lorsqu'on lui proposait un général. — *Est-il heureux ?* — Il est assez commun dans le monde de voir des gens qui savent fort bien les jeux et qui s'y ruinent.

S. M. I. vient de faire présent à Monsieur l'Ambassadeur de France, d'un carrosse magnifique qui a coûté 8,000 roubles, attelé de six chevaux de la plus grande beauté. M. le Général de Caulaincourt a donné 100 Napoléons au cocher qui lui a amené la voiture.

Le Roi de France est inscrit cette année dans l'almanach de la Cour de la manière suivante : *Son Altesse Royale Louis Stanislas Xavier*, *frère de S. M. Louis XVI, Roi de France.* Celui qui a inventé cette phrase mérite bien la croix de Saint-Wladimir qui s'accorde aux talents dans tous les genres.

Ce même Prince avait un cuisinier, homme de confi-

ance comme tout ce qui l'entoure. Cet homme était dans la cuisine un véritable Cerbère, et le meilleur garde du corps de S. M. Si quelqu'un étranger à la maison s'était avisé d'approcher de son feu ou de son potager, il eût été homme à lui jeter un tison dans les jambes. — Il vient de partir et de rentrer en France.

Rien de nouveau sur la Suède ; on se flatte toujours que la continuation de la paix n'est pas au rang des choses impossibles, je souhaite qu'on ne se trompe pas.

Il faudrait enfin, je le sens, vous remercier de tout ce que vous me dites d'obligeant dans ce numéro 26 auquel je réponds, mais je vous prie de m'excuser ; je n'en ai pas la force. Homme sans pain et sans espérance, père sans patrie et sans propriété, époux sans femme, mandataire sans moyens, ministre sans fonctions, gentilhomme sans titre, employé sans grade, etc., etc. — *Occallui*. Je ne suis plus qu'un tronc et ne sens plus rien.

J'ai l'honneur d'être.....

*P. S.* — On parle publiquement en Suède et en Danemark, et ici universellement, du mariage de S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, avec la grande Duchesse Catherine. Cela ferait un superbe mariage ; mais nous ne comprenons pas comment on aplanirait la difficulté du divorce nécessairement préalable. On dit sur cela que le premier mariage est purement civil, mais je n'en crois rien, et je croirai le divorce quand je le verrai. Je me borne à vous faire connaître les faits sans me répandre en réflexions inutiles. Tous les intéressés sont majeurs et savent ce qu'ils font.

## 250

*Au Chevalier de Maistre.*

Saint-Pétersbourg, 7 (19) janvier 1808.

Je ne sais, mon cher Nicolas, si tu as jamais lu ou entendu une description de la cérémonie de la bénédiction des eaux : dans le doute, je t'en envoie une petite narration. Ce ne peut être que du papier perdu, le plus léger des inconvénients.

On bâtit sur la Néva une espèce de pavillon, ou, si tu veux, un temple en rotonde antique, formé par un circuit de colonnes et ouvert de toutes parts. Dans cette enceinte, on fait un trou à la glace, qui met à découvert les eaux de la Néva, et l'on remplit un baquet qu'on bénit, et dont l'eau sert ensuite à baptiser les enfants nouveau-nés qu'on y présente, et à bénir les drapeaux de tous les corps de troupes qui sont à Pétersbourg. La cérémonie faite, on verse l'eau du baquet dans le puits ; et voilà comment toute la Néva se trouve bénite par communication. Jadis on apportait une grande importance à faire baptiser les enfants avec cette eau : on les plongeait immédiatement, suivant le rit grec, dans l'eau de la Néva ; et quelques voyageurs ont raconté sérieusement que, lorsque l'Archevêque laissait échapper de ses mains, pétrifiées par le froid, quelqu'un de ces enfants,

il disait froidement : *Davai drougoi* (Donnez-m'en un autre). C'est un conte fondé, comme il arrive toujours, sur quelques cas particuliers généralisés par la malice. Au surplus, le Gange voit souvent des choses tout aussi extravagantes.

Le matin de l'Épiphanie, le clergé, avec ses plus beaux habits de cérémonie, part du palais d'hiver en procession pour se rendre sur la Néva, et toute la Cour suit à pied. Maintenant les princesses seules et les petits princes se trouvent à cette procession, l'Empereur et le grand Duc Constantin, son frère, étant à cheval à la tête des troupes. La cérémonie dure plus d'une heure, et je n'ai pas encore vu, depuis six ans, que les princesses s'en soient dispensées. A leur retour, elles viennent se placer sur un grand balcon, ou, pour mieux dire, sur une petite terrasse attenante à l'une des grandes salles du palais. C'est là où nous leur faisons notre cour, pendant que les troupes défilent devant elles. Cette seconde procession n'a pas duré hier moins de deux heures mortelles ; et je ne doute pas, en considérant ce temps et l'immense espace que les troupes occupaient, et ayant pris d'ailleurs l'avis des hommes les plus instruits, que nous n'ayons vu défiler trente mille hommes. Toutes ces troupes (d'une beauté incomparable) ont fait, pendant la procession, trois salves divisées par corps, et ont tiré d'une manière détestable. Nos milices auraient été punies pour une pareille lourdise. Ici il ne m'a guère paru qu'on y ait fait la moindre attention. J'ai déjà observé ce phénomène d'autres fois. Un tiers des fusils peut-être a gardé le silence. Les yeux français et autrichiens

ont bien aperçu cette circonstance, qui a été attribuée au défaut des armes; mais j'en doute beaucoup. Outre l'envie de garder la poudre, il y a une autre cause qui te paraîtra bien étrange, mais dont je ne suis pas moins parfaitement assuré : c'est la peur des recrues qui craignent de tirer!

Pendant cette marche de deux heures, les Impératrices et l'auguste famille n'ont jamais remué. Tu entends bien qu'elles sont enveloppées, de la tête aux pieds, de tout ce qu'il y a de plus chaud et de plus magnifique en fait de pelisses; cependant c'est une corvée, à cause du visage surtout.

Quant à ceux qui font leur cour, ils ne sont point gênés : ils rentrent dans la salle, se chauffent, boivent du vin, des liqueurs, et mangent toutes les fois qu'ils en ont fantaisie.

Un spectacle précieux était celui de l'Ambassadeur de France, pénétré et transi de froid, rouge comme une crête de coq, et tremblant comme un roseau. Il nous a beaucoup divertis ; mais, en récompense, il a été comblé d'honneurs. Le matin, S. M. I. a envoyé chez lui le Grand Maréchal de la Cour (note bien, je te prie) pour l'inviter à suivre l'Empereur à la parade. En même temps il lui était recommandé de ne point s'inquiéter, et de demeurer tranquille chez lui jusqu'à dix heures. — A dix heures donc, S. M. I. lui a envoyé un cheval pour lui, et trois autres pour les trois aides de camp qu'il voudrait choisir. L'un des élus lui a dit : *Mon général, j'aimerais mieux une bataille que la journée d'aujourd'hui !* — Comment donc ? — *Mais oui*; *on se tire des coups de*

*fusil, mais au moins cela sert à quelque chose.* De son côté, Monseigneur le grand Duc envoya un message fort poli à Monsieur l'Ambassadeur, lui faisant dire qu'*il ne lui envoyait point de chevaux, parce qu'il savait que son frère lui en envoyait; mais qu'il serait enchanté de pouvoir lui être utile à quelque chose.* M. de Caulaincourt a donc eu le très grand mais très froid honneur d'accompagner S. M. I. à la parade ; et ce fut de là qu'il nous rapporta ces belles couleurs et ce grelottement qui amusa beaucoup le balcon.

Il n'y avait hier que six degrés de froid ; mais il y avait malheureusement du vent, ce qui double l'effet du froid. Les troupes demeurèrent huit heures de suite sous les armes. Parmi cette foule de soldats, aucun peut-être n'avait mangé, et très peu avaient dormi, à cause de la toilette militaire. Ils ont dû beaucoup souffrir ; quelques uns s'évanouirent et tombèrent. Qui sait ce qui se rend aujourd'hui dans les hôpitaux ? C'est de quoi on s'embarrasse fort peu ; ce qu'on ne voit pas ne fait nul effet. Ce qu'on vit malheureusement très distinctement, ce fut le malheur arrivé à un jeune Chevalier-Garde, M. Walouieff. Il montait un jeune cheval qui n'avait pas encore vu ou assez vu le feu. Aux premières décharges, l'animal se cabra et s'emporta d'une manière terrible. Le jeune homme était gelé, privé de mouvement et de tact ; ne pouvant tenir la bride, il fut renversé comme une bûche. Le pied resta pris dans l'étrier, et le cheval se mit à traîner ce malheureux officier sur la grande place d'armes : ce fut un spectacle épouvantable. On arrêta à la fin le cheval, mais le cavalier était bien maltraité. D'a-

bord on le dit mort, comme il arrive toujours ; mais aujourd'hui j'entends dire qu'il est mieux. Au reste, on dit qu'il avait mérité son malheur en buvant beaucoup de liqueurs pour s'échauffer, chose qu'il ne faut jamais faire lorsqu'on est dans le cas de s'exposer au froid ; nous avions souvent l'occasion de faire cette expérience dans les Alpes. Adieu, cher ami ; je joins cette feuille à ma lettre de ce jour pour l'amusement de toi et des nôtres.

## 251

### *A M. le Chevalier de Rossi.*

Saint-Pétersbourg, 20 janvier (1er février) 1808.

Monsieur le Chevalier,

Vos trois lettres des 15, 16 et 19 novembre, numéros 27, 28 et 29, me sont parvenues ici par la voie de Rome, le 28 du mois dernier. Toutes trois sont des *duplicata* parvenus avant les dépêches originelles. J'ai appris avec un extrême chagrin les nouvelles angoisses de S. M. au sujet des brigandages commis sur les côtes de la Sardaigne. C'est la triste répétition de tout ce que j'ai vu pendant que j'étais régent en Sardaigne. Les armateurs sont toujours un peu *corsaires* de leur nature, et ce n'est pas sans raison que cette noble dénomination a été étendue jusqu'à eux ; mais il est véritablement inconce-

vable que des vaisseaux de Roi se permettent de pareilles violences. Un capitaine de haut bord anglais ne m'a-t-il pas dit, sur son vaisseau, à Cagliari : *Je voudrais bien que la rupture dont on nous parle avec le Danemark se trouvât vraie, je prendrais tout de suite ce beau vaisseau Danois qui est là à côté de moi.* — *Comment donc*, lui dis-je, *vous prendriez un vaisseau ami du Roi au milieu du port?* Il me répliqua : *Sans doute. Dès que nous sommes amis du Roi, tous nos ennemis sont les siens; nous lui ferions une politesse en prenant ce vaisseau.* Ne sont-ils pas venus une fois, armes hautes et baïonnette au bout du fusil, prendre *dans la Darse* un vaisseau monté par un Turc qui leur était suspect et l'emmener sans autre forme de procès? J'ai vu tout cela, etc., etc. Il n'y a cependant rien de moins digne d'une grande puissance que d'abuser de l'état ou nous sommes pour nous jeter de semblables affaires sur les bras. Au reste, si les Anglais sont sujets à commettre de certaines fautes, il leur arrive aussi de les réparer magnifiquement, et je me crois fondé dans la persuasion où je suis que Son Excellence M. le Comte de Front aura obtenu de la Cour de Londres, bien informée, les indemnisations que S. M. a certainement droit de réclamer.

En thèse générale, il est incontestable que les Anglais seràient de grandes dupes s'ils n'établissaient pas sur mer le même droit public que leurs ennemis proclament sur le continent; il n'est pas moins vrai que nous voilà ramenés au xe siècle, et il serait à désirer au moins qu'on voulût bien à Londres prendre quelques mesures pour mettre un auguste et malheureux ami à l'abri de

telles vexations. Conformément à vos intentions, je ne dirai rien ici, quoique les Russes s'en soient mêlés, du moins jusqu'à nouvel ordre. — Comme j'ai tout dit sur Tilsitt et ses suites, je n'y reviens plus. Quand je dis *suites*, j'entends celles que nous avons vues jusqu'à présent, car il s'en faut qu'elles soient épuisées. Elles se développent, au contraire, de la manière la plus effrayante. Hélas, Monsieur le Chevalier, j'ai vu périr la Souveraineté en Savoie, en Piémont, en Suisse ; j'ai vu son triste cadavre à Venise, à Florence, à Parme, etc. Ce hideux spectacle devrait-il encore me poursuivre jusque sous l'étoile polaire ? Je ne suis pas sans de très grandes craintes à cet égard. Tout va mal, et très mal, je vous l'assure, et je vois devant mes yeux un avenir bien sombre.

La guerre contre la Suède est à peu près décidée. Déjà les troupes filent vers la Finlande et cela s'appelle *une occupation*. C'est par ce mot (qui n'est qu'un mot) que les Français, qui sont ici tout-puissants, font illusion à l'Empereur, qui est le plus honnête homme de son Empire. Comment ne se trouve-t-il pas un digne conseiller qui ait le courage de démontrer à un si bon Prince l'horrible iniquité et l'infamie d'une telle guerre ? Une guerre contre son beau-frère, contre le Chevalier des Rois et le Roi des Chevaliers, qui a refusé noblement, dans les moments les plus critiques, de faire sa paix particulière avec des avantages immenses, pour maintenir ses obligations envers la coalition en général, et envers l'Empereur en particulier, qui s'est empressé au premier signal d'envoyer ses propres armes en Russie

et de dégarnir ses arsenaux en faveur de S. M. I. qui en manquait.— Et, cette année, on tournera ces mêmes armes contre lui ! Cette idée est intolérable. Attendez-vous, Monsieur le Chevalier, à quelque chose d'extraordinaire. La nation abhorre cette guerre, l'armée n'en veut point. Qui sait ce qui arrivera ? Les bontés de S. M. I. m'ont naturalisé dans ce pays. Je vous assure que peu de Russes souffrent dans leur cœur autant que moi. C'est le Général Buxhovden, le *Pultuskien*, qui commande l'armée de Finlande. Il est bien digne de faire une guerre qu'il est décent de mal faire.

Le Baron de Stedingk, Ambassadeur de Suède, est toujours ici, car *il n'y a point de guerre*, comme je vous disais tout à l'heure ; mais il s'attend à partir au premier jour, et, suivant les apparences, il combattra les Russes qu'il a déjà combattus avec avantage sur le même théâtre. Il sera extrêmement et universellement regretté, car c'est un excellent homme : il est vrai cependant que son caractère le portant naturellement aux mesures de prudence et de circonspection, je crois qu'il aurait désiré que son Maître eût filé plus doux. Cette opinion ne lui est pas particulière, à beaucoup près. — Mais vous ne serez probablement pas fâché de connaître la nature des négociations entre les deux Cours. En 1781, l'Impératrice Catherine II proclama la neutralité armée et la liberté de la Baltique. D'autres circonstances, mais surtout la coalition et l'alliance avec l'Angleterre, avaient suspendu ces belles maximes. Aujourd'hui on veut que S. M. le Roi de Suède y revienne. Il répond très sensément des choses qui ne souffrent pas de réplique : « Les circons-

« tances ont totalement changé et je ne puis absolument « me détacher de l'Angleterre. Depuis que le Danemark « n'a plus de flotte, que vous n'en avez plus vous-même « et que les côtes de la Baltique depuis Stralsund jusqu'à « Memel sont occupées par les Français, comment peut- « il être question de la neutralité armée et de la liberté « de la Baltique ? » Concevez-vous qu'on puisse répondre à cela quelque chose de raisonnable ? Cependant la Finlande sera occupée et le Général russe publiera un manifeste dans lequel il protestera qu'il ne s'agit point de guerre, mais seulement d'une mesure de sûreté jusqu'à la paix générale. En attendant, si les Russes peuvent joindre la flottille suédoise qui est de ce côté du golfe à Helsingfords, nul doute qu'ils ne la brûlent *par mesure de sûreté*. J'ai quelques raisons de craindre que l'Ambassadeur n'ait pas cru assez tôt à la guerre. Si les Suédois arrivent à temps, on m'assure qu'ils se battront volontiers contre les Russes, contre lesquels ils sont extrêmement irrités. Quoi qu'il en soit, cette guerre coûte déjà infiniment à la Russie. La Finlande ne produit rien : il faut tout transporter. La défense des côtes nécessite encore des dépenses extraordinaires. Je vous en donnerai un seul exemple d'après lequel vous jugerez des matières. On fait construire à la fois quatre-vingts chaloupes canonnières, à 10,000 roubles l'une. Pour faire face aux dépenses, il n'y a pas d'autre moyen qu'une augmentation illimitée de billets, qui perdent tous les jours davantage, comme vous ne l'aurez que trop vu par le paiement du dernier semestre des subsides. Lorsque j'arrivai ici il y a six ans, 8,000 roubles me valaient à

peu près 20,000 livres de Piémont, aujourd'hui ils ne m'en vaudraient pas 16. Ne sachant plus comment se tirer de cette situation embarrassante, on s'est résolu à établir un nouvel impôt, chose étrange dans ce pays, et qui fera, à ce qu'on dit de toute part, un très mauvais effet. Voici un autre malheur : la peste s'était déclarée à Astrakhan ; on la croyait circonscrite dans ce gouvernement, lorsqu'on a appris qu'elle avait envahi ceux de Rostof et de Tambof, les plus fertiles de l'Empire. Tout de suite on a envoyé des Cosaques pour former un cordon, des gens de l'art pour administrer des remèdes, des Sénateurs pour veiller à tout, etc., etc. En attendant, les grains vont manquer en grande partie, et le sel tout à fait. Les paiements publics sont retardés cette année, ce qu'on n'a jamais vu, et, tandis que la frontière importante se dégarnit, la France a 200,000 hommes à sa disposition dans la Pologne, la Prusse, la Westphalie, etc., etc. Tel est l'état des choses, Monsieur le Chevalier, et certes il n'est pas brillant. Qu'arrivera-t-il ? C'est ce qu'il est impossible de dire. Que ferai-je moi-même? C'est ce qui ne l'est pas moins. Je suis pénétré de crainte et de regret. Je meurs de peur qu'on ne pousse le bon Empereur dans le précipice. Comment peut-on commander la guerre au Souverain de 30 millions d'hommes, qui peut faire 800 lieues sur ses terres et dont les frontières sont intactes ? Quelle inexplicable fatalité le porte à entreprendre deux guerres antinationales qui jettent son peuple dans l'état le plus violent ? Encore une fois, j'en suis malade, et comme particulier et comme ministre. Je permis à mon fils unique, l'année dernière, puisque

l'honneur et le malheur l'ordonnaient impérieusement, d'aller affronter les saisons et le canon pour la cause de l'Europe. Mais s'il doit être tué, allant pour sa part égorger l'innocence et protéger une épouvantable usurpation, je vous l'avoue, Monsieur le Chevalier, toute ma raison est à bout, et je dis de tout mon cœur comme Job : *Maudit soit le jour où je suis né!* Il y a ici plusieurs Français attachés jusqu'à la dernière extrémité au parti du Roi et qui ont pris du service en Russie, où ils croyaient au moins leur conscience en repos.

Aujourd'hui ils vont trouver sur le champ de bataille, qui? Le corps du Duc de Vienne devant qui on porte le drapeau blanc, qu'on appelle *les Dragons du Roi de France*, et qui ont des fleurs de lis sur leurs casques! Concevez-vous rien d'égal? En vérité, je crois que le genre humain en entier est maudit, tant ce que nous voyons ressemble peu à rien de ce qu'ont vu les temps passés. Vous me faites l'honneur de me dire *que cet état de choses ne vous paraît encore présenter rien de stable.* Pardonnez-moi, Monsieur le Chevalier : il y a quelque chose de stable, c'est l'instabilité. Pour longtemps encore nous ne verrons que des ruines. Il ne s'agit de rien moins que d'une fusion du genre humain. Lorsque les nations, écrasées sous le même marteau, auront perdu ce qu'elles ont d'hétérogène et d'antipathique et qu'elles ne formeront plus qu'un même métal malléable, et préparé pour toutes les formes, l'ouvrier paraîtra et le métal en prendra une. *Sera-t-il Dieu, table ou cuvette?* Nous verrons, ou plutôt on verra! Ce qu'il y a de sûr, c'est que l'univers marche vers une grande unité qu'il

n'est pas aisé d'apercevoir ni de définir. La fureur des voyages, la fureur des langues, le mélange inouï des hommes opéré par la secousse terrible de la Révolution, des conquêtes sans exemple et d'autres causes encore plus actives quoique moins visibles ne permettent pas de penser autrement.

La lenteur de l'ouvrage étant proportionnée à son importance, c'est ce qui me faisait désirer avec tant d'empressement pour S. M. un état *provisionnel*, si l'on peut s'exprimer ainsi, qui permît à Lui et à son auguste famille d'attendre paisiblement l'avenir que nous désirons. J'ai été véritablement charmé de voir dans votre numéro 29 que pour obtenir cet état supportable, j'avais fait ce que vous me conseillez d'après les ordres de S. M., du moins en général ; car, pour les détails, ils n'étaient pas devinables.

Au demeurant, Monsieur le Chevalier, tout homme est obligé d'entreprendre ce qui lui paraît bon et avantageux ; mais personne n'est obligé de réussir.

*Gengis-Khan* est arrivé le 2 janvier à Paris. Au premier moment je saurai s'il a dit oui ou non, ou s'il a dit qu'il ne dirait ni oui ni non. L'affaire n'a nullement transpiré ici, de manière que je ne vois pas d'inconvénient dans aucune supposition. Plus je considère la chose, et plus je vois que j'ai pris le bon parti. — Consultez l'Histoire et la Philosophie (j'entends la bonne), vous verrez que le colosse actuel ne peut être ébranlé, et le repos rendu au monde, que par un homme extraordinaire, né tout exprès pour ce grand œuvre. Il sera très certainement jeune : il sera Prince ou il aura la confiance exclusive

d'un grand Prince. Il ne prendra conseil de personne et il aura l'air d'un inspiré. Mais cet homme où est-t-il ? Existe-t-il même? On n'en sait rien. Ce qu'on sait bien, c'est que tous les hommes influents qui nous sont connus semblent faits exprès pour perpétuer le mal. L'opinion a perdu le monde. Avant qu'une opinion contraire ait germé, point de salut. Donc il faut prendre les voies conciliatoires et tâcher d'obtenir une situation supportable. Je connais, comme vous l'imaginez assez, les immenses dangers de l'entreprise ; mais ceux qui montent à l'assaut savent bien qu'ils y peuvent périr : cependant ils y montent.

Pendant que j'écrivais cette lettre, on me donne comme une chose certaine que S. M. Suédoise a déjà évacué la Finlande, et qu'Elle a écrit à S. M. I. une lettre où Elle lui dit: « Je ne puis faire aucune résistance; l'année dernière je me suis épuisé pour vous. Vous ne trouverez pas un soldat en Finlande ; je verrai si vous aurez le courage de venir attaquer jusque dans le sein de ses Etats votre plus fidèle allié. » Je ne puis, comme vous sentez, répondre des mots de cette lettre ; mais la lettre en général paraît constante. D'ailleurs, c'est une de ces occasions où ce que l'on dit et ce que l'on peut dire sont absolument la même chose. Le printemps ouvrira une scène bien remarquable. Si les Anglais forcent le Sund, il peut arriver d'étranges choses, surtout si les Suédois poussés à bout agissent de concert avec leurs alliés. Ici on élève des batteries à Catherine-Haff, promenade aux portes de la ville, sur l'embouchure de la Néva.

On prend aussi de grandes mesures à Cronstadt. La

défense de ce port est surtout confiée à M. du Ponton, officier du génie au service de la France, attaché à l'Ambassade et à M. Zundler, sujet de S. M. Le premier a reçu en partant mille sequins pour ses équipages. Le second sera un peu moins payé; cependant il le sera et c'est une bonne commission. Ils sont partis hier dans la même voiture, à la suite de l'Amiral, ministre de la marine. Cet accouplage est bizarre et digne de cette époque où tous les éléments se combattent. Les Suédois, qui ne sont rien moins qu'Anglais dans le cœur, vont combattre avec eux et pour eux, et qui sait si des sujets du Roi ne sont pas destinés à brûler des vaisseaux du Roi d'Angleterre à qui nous devions tout! On a vu les mêmes contradictions en Bavière, et ceci me ramène à ma grande thèse: « *Que dans toutes les Révolutions, il y a des questions de morale insolubles pour la conscience la plus éclairée et la plus délicate.* » Nul doute, par exemple, que Guillaume d'Orange n'ait été un usurpateur, digne de périr sur l'échafaud; nul doute que Georges III ne soit un Souverain légitime digne de l'amour, de l'admiration, des respects de l'univers. Mais à quel moment, entre ces deux points extrêmes, la légitimité a-t-elle commencé? A quel moment le Jacobite est-il devenu coupable? Réponde qui pourra.

Il y a mille questions de ce genre: dans ce moment plusieurs officiers se trouvent placés entre deux serments. Un personnage exalté a conseillé à un jeune homme qui dépend de lui, et qui se trouve dans ce cas, de déserter et de passer en Suède. C'est à merveille: mais si le *fidèle* est arrêté en chemin, qu'on lui déchire

son uniforme, qu'on lui casse son épée à la tête de l'armée et qu'on l'envoie en Sibérie, n'est-ce pas, Monsieur le Chevalier, que cela sera une opération assez désagréable? Le temps seul terminera la question comme il termine tout. J'ai laissé courir ma plume sur ce sujet, pour mettre clairement l'état des choses sous les yeux de S. M.

Je passe maintenant à une simple promotion qui forme ici dans ce moment un très grand événement.

M. le Général Westmitinof était ici Ministre de la guerre et Gouverneur militaire de la ville, deux emplois qui se réunissent assez souvent dans ce pays. Depuis quelque temps, celui de Gouverneur, détaché de l'autre, avait été conféré au Prince Labanof, l'un des plénipotentiaires de Tilsitt. M. le Général Westmitinof n'était donc plus que Ministre de la guerre, c'est-à-dire rien, car il n'était que Ministre nominal et dans le fait toute l'autorité appartenait au Comte de Liéven, qui avait ce qu'on appelle le *petit portefeuille*, et qui faisait tout. M. le Comte de Liéven est aide de camp général et jouit ou jouissait (en vérité, je ne sais comment dire) d'une haute faveur. Madame son épouse est dame de Cour; Madame sa mère est gouvernante des grandes Duchesses; enfin cela s'appelait un homme ancré. M. le Général Ouwarof, colonel des Chevaliers-Gardes et inspecteur général de la première division de cavalerie, jouissait aussi d'une grande faveur. Les aides de camp généraux étaient aussi des enfants gâtés du premier ordre, et l'imagination publique était accoutumée à cette oligarchie militaire.

Tout à coup on a vu sortir de dessous terre, sans le moindre signe préliminaire, le Général Araktcheief, Gouverneur de la ville sous Paul Ier, avant le mémorable Pahlen, et depuis quelque temps général de l'artillerie. Sous ce dernier rapport, on en parle diversement; mais, si j'en crois de fort bons juges, il serait fort embarrassé de fondre ou de pointer un canon. Cet homme, dans son ancienne place, fit trembler la Russie. Sur les discours que j'avais ouï de part et d'autre et que je n'avais nul intérêt d'approfondir, je le regardais comme le Séjan du dernier règne. Depuis qu'il est monté sur le piédestal, j'ai pris des informations plus exactes sur son compte. J'ai trouvé qu'il est dur, sévère, inflexible, mais qu'il ne peut s'appeler *méchant*. Il subit auprès de Paul Ier les alternatives ordinaires de faveur et de défaveur comme tous les autres gens en place. Il fut tour à tour chassé et rappelé. Un caprice l'avait exilé à la fin du règne, un autre caprice le ramena à Saint-Pétersbourg où il arriva le 11 mars 1802. L'habile Pahlen profita de cette circonstance bizarre, et fit croire à sa bande, qui avait déjà le bras levé, qu'Araktcheief arrivait pour soutenir l'entreprise, mais rien n'était plus faux. Il n'entra pour rien dans ce coup détestable qu'on n'envisage point, au reste, dans ce pays, avec nos yeux européens, comme je m'en suis convaincu mille fois. Enfin, Monsieur le Chevalier, voilà ce personnage remarquable devenu tout à coup Ministre de la guerre avec une puissance entièrement inconnue sous ce règne. Il s'est fait donner le titre d'inspecteur général de l'armée, dont il a tout de suite commencé à user sans miséricorde. Il a

exigé une garde alternative de tous les régiments qui sont ici, sans distinction. Le Grand Duc Constantin, comme chef de la cavalerie, a voulu s'opposer, mais il a fallu plier. Ce Prince, en considération de ses services, de ses connaissances militaires et de sa naissance distinguée est parvenu heureusement au grade de lieutenant-général ; mais de là à celui de général en chef et d'inspecteur suprême de toute l'armée, il y a bien loin. Aussi M. Araktcheief a dit sans façon à Son Altesse Impériale : *Demain j'irai inspecter vos deux régiments, ayez soin que tout soit en ordre.* Le lendemain le Prince s'est présenté chez son supérieur ; mais celui-ci a tiré sa montre : le temps pressait, il a congédié le Prince, sans l'entendre, ce qui est tout simple.

Pierre III s'était mis, comme vous savez, au service de Frédéric II. Il disait un jour à l'Ambassadeur de Prusse : « Ah ! Monsieur l'Ambassadeur, votre Maître a bien peu reconnu mes services. Pendant toute la guerre que nous lui avons faite, je n'ai jamais manqué de l'avertir de tout ce qu'on décidait dans le conseil de l'Impératrice Elizabeth où j'étais appelé : cependant je ne suis que général major, mais j'espère qu'il m'avancera. » Ce discours fut enregistré ici d'une manière solennelle et vous pouvez y compter comme si vous l'aviez entendu. — Ce sang, quoique filtré à travers Catherine II, est demeuré le même. Je reviens au Ministre. Sur la fin du règne de cette même Impératrice, Paul Ier qui ne pouvait établir son *Corps de Garde* auprès d'Elle, l'avait fixé à Gatchina. Là il avait formé un corps avec tout ce qui lui était tombé sous la main et il l'exerçait soir et matin,

tout à son aise. Ces militaires de Gatchina étaient le plastron des plaisanteries de tout l'Empire. On les appelait les Gachinois ; mais il fallut bien changer de ton le lendemain de la mort de l'Impératrice, où l'on vit ces Messieurs arriver triomphants à Saint-Pétersbourg, souiller les parquets du Palais d'Hiver avec leurs semelles de paysans, et substituer l'odeur de la pipe et de l'écurie à l'ambre de Catherine. En un instant ils furent maîtres de tout. Araktcheief était du nombre, et fut jusqu'à la fin tout ou rien, suivant le caprice du jour. Quelques personnes, comme j'avais l'honneur de vous le dire, m'ont assuré qu'il n'est pas essentiellement méchant, mais vous connaissez le proverbe : *Benedicere de Patre priore.* Partout, et surtout ici, on loue celui qui est craint : pour moi je penche à le croire méchant, et très méchant. Au surplus cela ne prouve rien contre la promotion, car il est plus que probable que, dans ce moment, l'ordre ne peut être établi que par un homme de cette espèce. Il reste à savoir comment S. M. I. s'est déterminée à créer un Visir, car rien n'est plus opposé à son caractère et à ses systèmes. Sa maxime fondamentale était de ne donner à chacun de ses mandataires qu'une portion circonscrite de confiance. Il employait même volontiers, du moins sans répugnance, deux ennemis mortels sans que l'un pût jamais parvenir à déraciner l'autre. D'ou vient donc ce changement soudain? On parle diversement sur ce point ; mais je crois très fort savoir à quoi m'en tenir. D'abord l'Empereur en peut ignorer l'épouvantable désordre qui règne partout chez lui, mais surtout dans l'armée. Il est donc naturel

que, aidé peut-être de quelque conseil français, il ait senti qu'une main de fer était seule capable de réparer le désordre; mais, sans nier cette cause, je crois en apercevoir une plus profonde. Il est impossible que S. M. I. ait ignoré la fermentation que je vous ai suffisamment fait connaître. Il y a des personnes singulièrement attachées à la sienne.

Je ne puis douter d'ailleurs qu'une générosité étrangère lui ait fait parvenir des avis importants. Je trouve tout simple qu'il ait mis à côté de lui un épouvantail du premier ordre ; voilà ce que je pense.

Araktcheief n'a contre lui *que* les Impératrices, le Comte de Liéven, le Général Ouwarof, tous les aides de camp, les Tolstoï, en un mot *tout ce qui compte ici*, *et tout ce qui tient à tout ce qui compte*. S'il se tient à sa place, il faut qu'il soit bien cramponé et que S. M. I. ait pris de bien fortes délibérations. En attendant il écrase tout. Il a fait disparaître comme un brouillard les influences les plus marquantes. Il adresse de mauvais compliments ; il désarme, il envoie aux arrêts, etc., etc. Un militaire de haut parage me disait, il y a peu d'heures, qu'il croyait que la chose pourrait bien finir par un coup terrible de la part de quelque offensé qui ne saurait pas se posséder. Mais les Russes ont trop de principes pour tuer des Ministres.

Vous ne sauriez croire, Monsieur le Chevalier, combien ce nouvel ordre de choses m'intrigue personnellement. Je n'ai pas mal fait jusqu'ici les affaires de notre chère colonie piémontaise. J'étais surtout très distinctement entendu chez le Comte de Liéven ; maintenant je ne sais

pas trop comment aborder le nouveau Ministre qui ne sait pas un mot de français. Mon fils étant parvenu à parler couramment le Russe, je vais le lui proposer pour drogman : qui sait s'il en voudra? Je ne suis pas médiocrement en peine; cependant il faut voir.

MM. Rana et Gianotti reviennent de Géorgie passablement mécontents, mais je crois qu'on se prépare à les consoler ici. Le premier est le plus fort dans la langue russe. Cet avantage est grand pour celui qui peut se le procurer.

N'oubliez pas ce que j'ai eu l'honneur de vous dire pour le commerce de Sardaigne; ce moment me semblerait bien avantageux.

J'ai lu dans les papiers publics que M. le Marquis de Saint-Marsan venait d'accepter la place de conseiller d'Etat à Paris. Je crois qu'il a pris le bon parti : après avoir donné ce qu'on doit à l'attachement et à l'espérance, il n'y a plus qu'une imprudence stérile à choquer l'autorité locale. Qui sait si cet excellent homme ne pourrait pas nous être utile de quelque façon? Je ne doute pas que si Bonaparte l'interrogeait sur mon compte, il ne favorisât de toutes ses forces mon arrivée, qui pourrait bien être ou avoir été contrariée par d'autres. Il y a longtemps que je sens la nécessité des voies conciliatoires que vous m'indiquez dans votre numéro 29, mais je me suis vu obligé de m'adresser d'abord à la source; car pour ce qui est d'échauffer comme vous dites certaines personnes, il n'y faut pas penser, du moins de longtemps ; c'est un dogme du moment de ne rien demander et surtout de ne toucher aucunement les deux

cordes *Naples et Sardaigne*. Voilà pourquoi on s'est abstenu si fort de prendre aucune part directe à mes vues politiques, se contentant d'approuver l'intention de mon voyage et de parler de ma personne en termes qu'il ne m'est pas permis de copier. Le même esprit s'est fait sentir dans l'affaire des officiers piémontais. L'Empereur n'a pas voulu faire une demande de peur qu'on ne lui en fasse deux. Cependant le Ministre s'est avancé jusqu'à leur dire qu'il tenait de S. M. I. *qu'Elle serait fort aise, si on les laissait tranquilles*. Cela signifie sans doute que c'est ce qu'il a dit lui-même à l'Ambassadeur de France. Quand même on refuserait de m'entendre, ce qui me paraît commencer à devenir probable, la démarche que j'ai faite ne serait cependant pas superflue: comme elle a été accompagnée d'une grande faveur de ce côté-ci, qui sait ce qui arrivera? Il peut arriver un moment où il soit bon que mon nom se présente.

Au surplus, Monsieur le Chevalier, les affaires en général sont un jeu.

Qui ne voudrait jouer à l'Hombre qu'avec cinq matadors perdrait rarement toute sa fortune. Quelque chose est soumis à la règle et au calcul ; le reste doit être laissé à ce qu'on appelle hasard.

On a parlé du fameux mariage, à Paris comme ici. Quelqu'un m'a assuré qu'il en a été expressément question à Tilsitt, et que le grand intéressé a répondu : « *Pour cet article, il dépend exclusivement de ma mère.* » Cela peut être vrai : mais qui peut en avoir la certitude? Les Russes n'y voient pas la moindre difficulté du côté du divorce. Accoutumés à un Pape qui porte

l'épée, ils croient qu'on coupe tout avec cet instrument.

La réunion des Eglises est encore un objet dont on a beaucoup parlé, je ne puis vous dire jusqu'où la chose a été portée; mais je ne puis douter qu'il n'ait été question de quelque chose. Dernièrement, M. de Rayneval, premier secrétaire de l'Ambassade française, me dit dans une maison où nous passions la soirée ensemble : « M. Grégoire (*nosti hominem*) me prie instamment de Paris de tâcher de lui trouver ici des renseignements sur ce qui fut fait au commencement du siècle, sous Pierre Ier, pour la réunion des Eglises. Ne sauriez-vous point, Monsieur le Comte, me dire où je pourrais les trouver? » Je lui répondis : « Ecrivez à M. Grégoire qu'il entre chez le premier libraire qu'il trouvera sur sa route en sortant de chez lui et qu'il demande *les Annales politiques, littéraires et religieuses* de M. l'abbé Boulogne ; tome 2, vers le milieu du volume, il trouvera la chose parfaitement détaillée. » Il ne poussa pas plus loin la conversation ; mais il est bien évident qu'on avait imaginé quelque chose dans le grand magasin des Révolutions. La grande phrase ici est : *Le Pape fera tout ce que Bonaparte voudra.* Je pense bien autrement ; je crois qu'il sera inébranlable sur le divorce comme sur d'autres points mis en avant. C'est le sacre qui trompe les observateurs : il n'y a point de conclusions à tirer de ce fait. Les meilleurs apôtres pour la réunion seraient une douzaine de dames de qualité qui la désirent vivement. Aucune affaire de ce monde, sacrée ou profane, grande ou petite, bonne ou mauvaise ne s'est faite sans femme. Il ne me paraît pas au reste que le Saint-Père soit instruit de

certaines précautions qu'il devrait prendre ici. Ce que je puis vous assurer, c'est que la réunion brusque et solennelle, telle qu'on l'a annoncée dans les papiers, serait un moyen sûr de renverser la Russie.

Je vous dois encore un chapitre sur un Ministre extrêmement marquant dans ce moment, c'est l'amiral Tchitchagof, Ministre de la marine. Il est fils de cet autre amiral du même nom qui gagna, sous Catherine II, la grande bataille navale contre les Suédois, et dont le buste en marbre est placé à l'Ermitage. Je ne puis vous dire qu'il vive encore, mais il n'est pas enterré. Il a quatre-vingt-dix ans, et il est sourd et aveugle. Son fils est une des têtes les plus extraordinaires qui existent dans ce pays ; il a été élevé en Angleterre où il a appris surtout à mépriser son pays et tout ce qui s'y fait. Ses discours sont d'une hardiesse qui pourrait porter un autre nom. Comme il a beaucoup d'esprit et d'originalité, ses traits aigus et polis s'enfoncent profondément. Il passe pour être extrêmement Français, mais la chose est certainement moins vraie qu'on ne le croit, car il est certain qu'il a contracté en Angleterre une admiration pour ce pays, qui est très visible pour tous ses amis. Je crois bien qu'il a bon nombre d'idées françaises dans la tête ; cependant il est difficile de savoir précisément à quoi s'en tenir, vu qu'il contredit tout, uniquement pour se divertir ; quelquefois je l'appelle : *Le gentilhomme de l'autre côté*, pour faire rire sa femme qui est Anglaise et qu'il aime passionnément. Ses aventures avec Paul I sont ravissantes. Un jour je lui demandais : « Où étiez-vous, Monsieur l'Amiral, sous le règne précédent ? » Il me

répondit : « Tantôt à Cronstadt, tantôt en prison ». Une fois après une scène épouvantable avec l'Empereur, Paul Ier lui dit *qu'il ne voulait plus de lui et qu'il le congédiait sur le champ*. Sur quoi l'Amiral se déshabilla devant le Maître et sortit de la Cour en chemise. Vous m'avouerez que ce trait est joli et qu'on ne peut guère le voir ailleurs. Comme il ne veut absolument ni voler, ni permettre qu'on vole dans sa sphère, il est détesté. Il peut se faire aussi qu'il ait des torts réels dont je ne suis pas informé ; mais je puis vous assurer, sur le témoignage des officiers piémontais qui ont fait la campagne de Grèce, témoignage bon et désintéressé, que s'il a régné quelque ombre d'ordre sur la flotte, on l'a dû uniquement à la terreur qu'inspirait le nom de Tchitchagof. Depuis plus de trois ans, la voix publique le congédie ici tous les quinze jours, et lui n'a cessé de gagner du terrain en continuant à se moquer de tout. Il n'y a pas fort longtemps que dans un très petit comité, chez un chambellan de ses amis, nous exprimions de très bonne foi notre crainte à son sujet, il nous paraissait impossible que cet homme se tînt à sa place.

Il était alors *ministre adjoint*, ce qui revient assez à ce que nous appelons Régent. Le lendemain nous apprîmes qu'il venait d'être fait Amiral et Ministre en chef avec une augmentation de revenu de 12,000 roubles. L'Empereur sait ce que ce Ministre dit et ce qu'il pense comme celui qui écrit ces lignes. Cependant il le retient et l'élève beaucoup. Mon avis est qu'il compte sur son désintéressement et qu'il croit avoir besoin de sa tête violente. Quoique la maison de l'Amiral soit peut-être

celle de Saint-Pétersbourg où il soit le plus difficile de pénétrer, cependant, Monsieur le Chevalier, sans avoir prévu cette difficulté, sans avoir pris aucun détour, enfin sans savoir comment, je suis entré là comme l'eau entre dans une éponge. J'y suis, non sur le pied de la politesse et de l'hospitalité, mais sur celui de l'amitié. Il en a bien pris aux sujets du Roi, mais surtout à mon frère. On dira ce qu'on voudra de ce personnage extraordinaire, mais je lui dois beaucoup comme Ministre et comme particulier, et jamais il ne me sera permis de l'oublier. L'Empereur vient de lui confier une espèce d'emploi de la plus haute importance. Il l'a chargé de la défense des côtes, et à mis sous ses ordres les gouverneurs militaires de toutes les provinces maritimes. Le voilà en collision directe avec Araktcheief. Je crois voir deux boulets de canon qui se heurtent de front. On regarde comme certain que l'un des deux écrasera l'autre.

Trouvant une occasion parfaitement sûre j'en profite pour vous écrire en toute liberté et pour faire connaître à S. M. les acteurs qui représentent sur le théâtre où je suis placé. Que vous dirais-je d'ailleurs si je ne vous parlais pas de l'Empire? Les grandes nouvelles dans ce moment viennent du midi et vous en êtes plus près que moi.

Il faut toujours avoir l'œil sur l'Inde et si je ne me trompe agir en Perse, autant que j'en puis juger sans avoir pu ouvrir certains portefeuilles.

J'ai l'honneur d'être avec une respectueuse considération, Monsieur le Chevalier, votre très humble et très obéissant serviteur.

# 252

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, janvier 1808.

Monsieur le Chevalier,

J'ai reçu avant hier, par M. Bustori, votre paquet contenant les numéros 35, 36 et 37, et votre confidentielle du 2 novembre dernier. Que voulez-vous que je vous dise? Il est trop vrai que nous ne nous entendons jamais, et je renonce de bon cœur à vous persuader, comme vous renoncez de votre côté à me persuader moi-même. Vous accusez mes *Lunettes Russes*, et vous ne faites pas attention aux *Lunettes Sardes* que vous portez. Puisque nous en sommes à l'optique, pouvez-vous ignorer, Monsieur le Chevalier, que le verre concave qui rapetisse les objets est précisément aussi menteur que le verre convexe qui les amplifie. La différence qu'il y a entre nous deux c'est que, lorsque je raisonne sur Pétersbourg par les règles de Pétersbourg, je vois et raisonne très juste, au lieu que vous, Monsieur le Chevalier, quand vous me prouvez que telle ou telle chose ne doit pas choquer à Saint-Pétersbourg parce qu'elle paraît bonne et raisonnable à Cagliari, vous me paraissez tout à fait hors des règles de l'optique, et permettez-moi d'ajouter encore de la *logique.*

Quant au *salpêtre* dont vous me croyez pétri, je vous prierai encore d'observer que nul homme ne passe pour bouillant ou emporté parce qu'il l'a été avec tel homme ou à tel moment. Il faut, pour qu'il mérite sa réputation, qu'il le soit toujours, ou au moins ordinairement. Il y a sept ans que je suis ici, au milieu des circonstances les plus difficiles et des hommes les plus aisés à effaroucher. Par quel enchantement est-il arrivé que mon *salpêtre*, loin de produire la moindre explosion, a paru à tout le monde du *beurre frais*.

Dites, Monsieur le Chevalier, autant de mal qu'il vous plaira de ce qui vous choque dans mon caractère, je me soucie fort peu de vous contredire puisque vous ne critiquez que votre ouvrage.

Je ne veux pas divaguer davantage sur ce sujet, puisque nous n'avons plus de langue commune et que nous ne pouvons nous entendre. D'ailleurs il s'est passé bien des choses depuis votre lettre du 2 novembre, à laquelle je réponds maintenant. Ensuite de très mures réflexions et avec toutes les précautions requises, j'avais tenté avec Bonaparte... Je n'ai pu réussir et j'en suis toujours très fâché. Si vous m'aviez répondu tout simplement : *S. M., bien persuadée que vous ne pouvez rien entreprendre que par un véritable zèle pour son service*, *désapprouve néanmoins votre idée et souhaite que vous ne l'ayez pas exécutée*, je n'avais certainement rien à dire, car tout Ministre qui prend sur lui d'agir sans autorisation, dans les occasions où il n'a pas le temps de consulter, doit faire entrer dans ses calculs la chance de la désapprobation (ou de la non approbation) ce qui n'est pas tout à

fait la même chose. Mais vous saisissez une plume massive, et vous me répondez comme à un jeune homme qui débuterait dans le monde et qui chercherait une réputation ; je pourrais même ajouter comme à une espèce de mauvais sujet. Vous souhaitez, *pour mon bien*, *que je ne sois pas parti*, et vous m'apprenez même *que S. M. veut bien ne pas donner d'interprétation sinistre à ma démarche.* C'est une extrême clémence, Monsieur le Chevalier, mais qui a tout à fait achevé de m'aliéner. Cette lettre m'a paru un péché capital contre la délicatesse, et contre les égards que tous les Souverains veulent bien avoir pour de vieux serviteurs. *Eh! que me fait à moi cette Troie où je cours?* Etait-ce pour mon plaisir ou pour mon profit, que je voulais aller à Paris? Si j'avais voulu faire ma paix particulière, ou me tourner d'un autre côté, après avoir pris congé respectueusement, je n'aurais pas été plus coupable que les Ducs et Pairs qui ont quitté les flancs de leur ancien Maître pour s'en aller faire leurs affaires, en disant comme on dit ici : *Tout est fini.* Quel motif pouvait donc me déterminer, sinon une volonté ardente d'être utile à S. M., volonté qui est considérée et appréciée par les hommes équitables? Pour être en règle en me retirant, aux yeux du moraliste le plus rigide, je n'avais qu'à lui montrer la lettre où vous m'intimez franchement le divorce, et la séparation éternelle d'avec ma femme et mes enfants, sans ajouter le plus léger compliment, un mot seulement, je ne dis pas de compassion et d'intérêt, mais de simple politesse. Encore une fois, Monsieur le Chevalier, quel motif coupable et suspect pouvait me déterminer? Mais

ces réflexions, qui sautent aux yeux, ne m'épargnèrent pas votre *aimable* lettre du 15 février qui acheva de me décourager. Ne voyant donc plus dans mon cœur qu'une fidélité froide qui ne me contentait plus, quand même S. M. aurait daigné s'en contenter, je me hâtai de me dénoncer moi-même et de vous offrir de me retirer purement et simplement, sans aucune stipulation quelconque, ne voulant jamais rien accepter de S. M. mécontente. Si Elle est entrée dans cette idée, tout est dit : il ne vous reviendra de ma part ni plainte ni clabaudage. Quelque traitement que S. M. m'ait fait souffrir, je sais ce que tout le monde lui doit, ce que je lui dois en particulier, et quels sont les devoirs d'un homme délicat dans ces tristes circonstances ; de votre côté, Monsieur le Chevalier, j'espère que vous ne me forcerez à aucune apologie, ce que je regarderais comme la plus grande des calamités. Je n'ai qu'une chose à vous dire encore dans cette supposition, c'est que je ne trouverai dans mon changement de position d'autre plaisir, ou pour parler plus exactement, d'autre consolation que celle de procurer à mes enfants un Souverain qu'ils n'ont pas, un état, et une propriété quelconque, article que je place avant tous les autres, et sans lequel tous les autres ne sont rien pour moi. Du reste, ce pays est le dernier où je voudrais passer ma vie.

Dans la supposition contraire, c'est-à-dire en supposant que S. M. n'ait pas dédaigné les services d'un mécontent, je les continuerai loyalement comme je l'ai offert : je n'ai pas deux paroles. Si l'offre est sincère, je puis ajouter qu'elle n'est pas moins désintéressée, puis-

que je n'attends, ni ne puis rien attendre, du rétablissement de S. M. (que je désire cependant de toutes les forces de mon cœur). Je n'ai cessé de vous dire, Monsieur le Chevalier, sans équivoque, sans balancement, sans variation, *et nunc et semper*, qu'en calculant mon âge, le nombre et la nature des circonstances où nous sommes, la Restauration est un événement absolument nul pour moi, que je n'espère rien, que je ne demande rien, que je suis prêt même à mettre entre les augustes mains de S. M. une renonciation écrite à toute prétention renvoyée à cette époque ; qu'en conséquence je ne lui demandais en grâce que les moyens aisés, raisonnables, discrets, et absolument en sa puissance de tolérer d'une manière moins douloureuse la position excessivement pénible où il lui a plu de me placer. Elle a jugé à propos de repousser péremptoirement toutes mes demandes ; et sans doute Elle est bien la maîtresse ; mais vous voyez au moins que ma détermination ne présente pas, dans cette seconde supposition, le moindre alliage d'ambition, d'égoïsme ou d'intérêt ; puisqu'au contraire je sacrifie aux lois de la délicatesse, et sans aucun équivalent possible, la seule chose dont je me soucie réellement dans ce monde, l'état.

Si je demeure au service de S. M. vous n'entendrez plus de moi aucune plainte : il faut finir ces interminables querelles. Déjà vous avez pu observer, tout à votre aise, que l'œil le plus fin ne pourrait pas découvrir dans ma correspondance officielle la plus légère trace de mécontentement ; j'espère que chez moi l'homme et le Ministre sont bien séparés, et que l'un n'a jamais épousé

les ressentiments de l'autre. Il faut à l'avenir, si je demeure à ma place, que le premier se taise comme le second. C'est le parti que je prendrai, et il me coûtera d'autant moins que je suis persuadé depuis longtemps que toutes les routes me sont fermées pour arriver au cœur de S. M. En convenant néanmoins que mon devoir est de cacher l'ulcère, il ne s'ensuit pas qu'il doive guérir.

Après vous avoir écrit les lettres amères dictées par la vôtre du 15 février, j'ai vu des difficultés à mon rappel actuel, que je n'avais pas vues d'abord ; mais à cet égard, S. M. ne doit se gêner aucunement : quand elle voudra, comme elle voudra, tout ce qu'elle voudra, et sans que je prétende me faire valoir pour cela, au contraire, je proteste formellement qu'un homme affecté comme vous l'avez vu, n'est pas même susceptible de mérite.

Un mot de votre lettre me ferait regarder mon rappel en *Sardaigne* comme une idée qui s'est présentée entre les autres. Mais, comment donc, Monsieur le Chevalier, le Roi, après m'avoir refusé un état pour mon fils, et m'avoir condamné par le fait à une indigence sans fin pour le soutenir ici, pourrait-il encore me séparer de lui, et nous perdre l'un par l'autre? Cette idée est si cruelle, si étrangère à la grandeur d'âme de l'auguste famille de S. M., et à la sienne propre, que vous me permettrez de ne la pas mettre au rang des choses possibles.

La querelle que vous me faites sur la rareté de mes lettres est si peu fondée, que *je m'attends à des excuses de votre part.* Depuis le 6 décembre 1807 jusqu'au 16 décembre dernier, j'ai eu l'honneur de vous écrire vingt-

quatre lettres officielles (depuis le numéro 32 jusqu'au 55 inclusivement), dont plusieurs ont 20 pages, et, outre les lettres officielles, une lettre non numérotée, du 9 (21) octobre, adressée par la voie de M. Torlonia; or, dans les circonstances actuelles et vu les immenses difficultés des correspondances, la mienne est une correspondance *très* et même *trop* active; mais j'ai suivi vos intentions : il faut pour cela être bien aux aguets, et n'avoir pas laissé échapper une seule occasion. — Eh bien, Monsieur le Chevalier, qu'en dites-vous ? Faites-moi réparation d'honneur, ou je me fâche. Quant à la forme de mes lettres, c'est une autre affaire. Nous n'aurons sur ce point aucune difficulté, et le tout dépendra de vous. Nous assistons au plus grand et au plus terrible spectacle qui ait jamais été donné aux hommes. Il est bien fait pour exciter les réflexions, et je vois que de forts grands Cabinets recommandent expressément à des Ministres de confiance de laisser courir leur plume, et d'exposer leur manière de penser sur les événements. Il ne tiendrait qu'à moi, Monsieur le Chevalier, de vous prouver matériellement que je ne suis pas sans droit pour dire mon avis sur ces grands événements; mais je n'y ai nul intérêt, et si S. M. s'accommode mieux d'une *gazette* décharnée de ce pays, parlez, Monsieur le Chevalier, il est bien aisé de vous satisfaire.

Voici qui s'adresse particulièrement à vous. Peu d'hommes m'ont inspiré d'abord plus d'estime et de confiance que vous, Monsieur le Chevalier ; je crois que vous ne l'avez pas oublié, je m'applaudis dans le temps d'avoir à correspondre avec vous. Je me rappelle vous

avoir écrit un jour, en riant, que le premier article de mon Décalogue était : *Non tripotaberis*, et je me flatte que vous ne m'avez jamais mis au rang des hommes qui ont la foi sans les œuvres. Je n'ai rien oublié pour me montrer à vous tel que je suis, ami de la vérité, de l'*unité*, de la droiture ; ennemi mortel de toute espèce de détour. Je vous ai toujours témoigné une confiance sans borne. Je voyais avec plaisir deux plumes sur votre bureau, celle du Ministre et celle de l'ami; maintenant j'en vois une qui se dessèche et bâille faute d'exercice. Les deux personnages commencent à se confondre, et comme dans la fable de Salmacis, *neutrumque et utrumque videntur*. Divisez-les de nouveau, je vous en prie, mais d'une manière claire et distincte, en sorte que je ne puisse m'y tromper; vous me ferez le plus sensible plaisir, et pour me le procurer il me semble qu'il vous en coûtera bien peu : renoncez seulement à l'infaillibilité. Est-ce trop exiger? Ne croyez pas surtout que Dieu vous ait condamné à vivre *Bœotum in aere crasso*, qu'on n'ait pas le sens commum dans le reste de l'univers, que je ne me forme pas la moindre idée de ces grands mots de justice, de bonté, d'honneur, de délicatesse, que toutes mes pensées sur ces objets sacrés soient des hérésies, et toutes les vôtres des *canons*. Dites-moi quelque chose qui ressemble à ceci : *Il est vrai*, *je conviens*, *il pourrait bien se faire*, *en effet*, *j'avoue*, etc., et je vous saute au cou ; je demande bien peu, Monsieur le Chevalier, mais qui sait si je réussirai ? L'Empire de la raison n'est heureusement pas seul dans ce monde ; mais il est bien restreint, et tout le reste est mené par ce que les hommes

appelent hasard, fortune, destin, etc., sans trop savoir ce qu'ils disent. Demandez-vous à vous-même pourquoi je suis parvenu à être si malheureux et si mécontent sous les ordres d'un Souverain si bon, si grand, si généreux, si juste que S. M.? Demandez-vous ensuite comment un Prince brillant de toutes ces qualités a pu se déterminer, se complaire même, à humilier, à chagriner, à pousser à la mutinerie un homme qui lui était aussi ardemment dévoué que moi ; vous ne trouverez pas d'autre réponse sinon que les choses humaines sont maudites et qu'elles ne peuvent aller bien. Donnez-moi du contraire une preuve qui dépend de vous, et croyez-moi en attendant, avec un respectueux attachement, Monsieur le Chevalier, votre, etc.

## 253

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, 30 janvier (11 février) 1808.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Quoique les armées aient marché en Finlande, la guerre n'a pas commencé et l'Ambassadeur est toujours ici, à la vérité de fort mauvaise humeur, mais enfin il y est. Dans ses notes, *il ne doute pas un moment de la loyauté de S. M. I. et ne croit pas la guerre possible.* Dans son cœur, il n'est pas tout à fait aussi décidé. Des voyageurs arrivés tout nouvellement de Suède disent

qu'ils n'y ont pas vu le moindre préparatif ni la moindre apparence de guerre. Qu'est-ce que cela signifie ? Y aurait-il quelque convention secrète? C'est ce que nombre de personnes croient ou regardent du moins comme probable : pour moi je ne suis pas trop de cet avis. On se divise encore sur la question de savoir si le Roi de Suède se défendra : je pense qu'il vaudrait mieux demander s'il pourra se défendre ; car, s'il en a les moyens, je ne comprends pas comment son caractère lui permettra de se laisser dépouiller sans résistance. J'ignore quelle espèce de secours les Anglais pourront et voudront lui donner. Au reste, Monsieur le Chevalier, il ne peut y avoir qu'une manière de penser sur la loyauté et les nobles sentiments de S. M. Suédoise. Nous assistons, Monsieur le Chevalier, à une longue et terrible maladie de l'esprit humain. Il est impossible d'en connaître les bornes, et bien difficile d'en découvrir le remède.

Nous venons de perdre le Comte de Norona, Ministre d'Espagne qui a été rappelé (je ne dis pas par son Maître). Il emporte l'estime universelle, et laisse en particulier pour moi un grand vide dans la société. Son successeur est le Général *Pardo de Figaroa*, homme extrêmement distingué du côté des talents, et qui en réunit même qui semblent s'exclure mutuellement, car il a dans son pays une grande réputation militaire et il est en même temps grand connaisseur dans les beaux arts, littérateur, jurisconsulte, helléniste même, etc.; mais, si je ne me trompe infiniment, c'est un mauvais sujet du premier ordre. En arrivant il a débuté par refuser de voir le Duc de Serra-Capriola. En vain le Secrétaire de la légation

espagnole (M. d'Anduaga qui est parti avec le Comte de Norona), lui fit les plus grandes instances pour qu'il jetât un billet chez le Duc, Pardo répondit bravement qu'il ne reconnaissait dans le Duc de Serra-Capriola nul caractère diplomatique, vu qu'un simple Infant d'Espagne (Ferdinand IV) n'avait nul droit d'envoyer des Ministres. Il a traité de même le Chevalier *Navarru de Andrade*, chargé d'affaires de Portugal. Ces Messieurs, comme vous l'imaginez assez, sont justement furieux. On s'est mis à l'appeler *Figaro*, en jouant sur son nom, et il est possible que ce baptême de la malice imprime un caractère qui ne s'efface jamais.

Ce que je vous ai dit sur l'Espagne est la vérité même. D'un autre côté, le Général Pardo ne se gêne nullement sur le compte de Caulaincourt : il le traite, à ce qu'on m'assure, de *Général de la Garde qui n'a jamais vu que le feu de la cuisine*. Je suis curieux de voir quelle figure fera un homme qui déplaît à l'Empereur et à la France. En attendant, je me tiendrai avec lui sur le ton de la plus grande réserve. Il paraît que nous nous sommes sentis et peut-être est-il arrivé avec quelques mémoires sur mon compte, car il n'a point cherché à me parler ; nous en sommes donc aux froides révérences. C'est aussi ma position à l'égard des Français : je leur parle avec politesse lorsque l'occasion s'en présente, mais je ne cherche point à les voir. Par le moyen de mes amis, j'espère être parvenu à persuader assez bien Caulaincourt que je suis extrêmement gêné par l'incertitude où me tient son Maître qui n'a rien répondu à ma demande et qui se met d'ailleurs dans un état de demi-guerre avec

le mien, en faisant rayer son nom de tous les almanachs qui lui obéissent, de manière que je ne sais si, dans les règles diplomatiques, je puis voir son Ambassadeur. Au moyen de cette manœuvre très innocente, Caulaincourt me croit réellement embarrassé, ce qui m'amuse beaucoup *in petto*, et je reste chez moi, à mon grand contentement; car ces Messieurs, sauf leur respect, sont bien *mauvaise compagnie*. J'en reviens toujours à ce que je vous ai dit sur la médiocrité des personnes.

Il y a au reste ,en France, deux partis qu'on pourrait appeler le parti Bonaparte et le parti Talleyrand : d'accord contre l'Europe, ils se détestent mutuellement. Le premier est plus âpre, plus révolutionnaire; le second est plus agréable dans ses formes. Souvent on dirait qu'ils n'agissent pas d'après les mêmes principes. Savary, par exemple, a fort mal traité ici l'Envoyé d'Espagne : il lui a cherché une querelle ridicule sur je ne sais quel prétendu défaut d'égards dont ce dernier n'était nullement coupable; il s'est continuellement plaint de lui et n'a cessé de lui faire de la peine. Caulaincourt, au contraire, a eu l'air de ne pas savoir un mot de tout ce qui s'est passé et à fort bien traité le Comte de Norona. La même différence de procédés s'est fait apercevoir à l'égard de l'Ambassadeur d'Autriche. Qui sait ce qui a pu produire cette division de parti, qui me semble, en creusant jusqu'au fond, une division de gentilshommes et de bourgeois?

Le Général Araktcheief va son train, et il me semble que les gens sensés, en convenant de ses défauts durs et repoussants, conviennent aussi que cet homme est fait

pour le moment. On ne parle que de ses décisions tranchantes et sévères. Reste à savoir si le malade pourra et voudra soutenir le remède. Je vais tâcher de m'introduire auprès de lui avec mon drogman, pour pouvoir toujours me rendre utile aux officiers piémontais qui sont ici ; car, pour moi, je ne me trouve nullement dans sa sphère.

Les Gardes sont averties de se tenir prêtes pour l'un des premiers jours de la semaine prochaine avec équipages domestiques. Bien des gens pensent cependant que ces corps ne seront employés que comme réserve. Véritablement ils seraient (la cavalerie du moins) très déplacés en Finlande ; mais il y a des gens qui regardent du côté de la Turquie. En attendant, les Français ont fortifié Korono et autres points importants de la frontière polonaise. Mais lorsque l'Empereur, il y a quelque temps, voulut faire mine d'opérer de son côté, on se fâcha terriblement, et on lui demanda s'il avait quelques soupçons.

## 254

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, 14 (26) février 1808.

Monsieur le Chevalier,

C'est la dernière fois que j'aurai l'honneur de vous écrire par la voie de Londres, c'est-à-dire de la Suède

La guerre est déclarée et la Finlande est occupée presque sans résistance. La déclaration de cette Cour a été remise ici à l'Ambassadeur de Suède, mais on lui a refusé un passe-port pour son courrier, et lorsqu'il a allégué la nécessité de faire connaître cette détermination à sa Cour, on lui a répondu que S. M. I. avait chargé son Ministre à Stockholm de communiquer la déclaration. Nous sommes destinés à voir dans tous les genres des choses fort extraordinaires ! C'est la première fois peut-être qu'on remet à un ambassadeur une déclaration de guerre en lui refusant les moyens de la faire parvenir à son Maître. Qui sait si nous ne devons pas voir bientôt quelque chose de plus singulier encore? L'Ambassadeur va partir : lui permettra-t-on de passer par la Finlande ? Sur le simple doute proposé l'autre jour (non par moi) dans une grande société, une dame s'écria : *Cela n'est pas possible; pour qui nous prend-on ?* Pour moi je ne dis rien : encore une fois tout a changé dans le monde.

Je n'ai pas lu la déclaration, mais je sais qu'elle contient précisément les mêmes griefs dont je vous ai fait part préalablement. D'ailleurs dès que la Russie est en guerre avec l'Angleterre et que la Suède refuse de se détacher de cette dernière puissance et de s'unir à ses ennemis pour la forcer de faire la paix, il est clair qu'il faut lui faire la guerre. Je supprime toutes les réflexions; puisqu'on fait cette guerre, c'est une belle preuve qu'il *faut* la faire.

Le chargé d'affaires de Portugal a voulu de son côté envoyer un courrier à Londres. Il a été refusé de même

et on lui a fermé la bouche par l'exemple de l'Ambassadeur de Suède. Il est obligé d'envoyer par Kœnigsberg, où son courrier frètera un vaisseau : jugez de l'embarras. D'ailleurs cette porte, suivant les apparences, sera bientôt fermée comme les autres, de manière que toute communication sera fermée de ce côté.

Il y a ici une fièvre de bals et de fêtes telle qu'on n'en a jamais vu. On fait danser cinq ou six cents personnes et on leur donne à souper. C'est une bagatelle : la dernière fête donnée par le grand Chambellan, Alexandre Louis Narischkine, lui coûte au delà de 40,000 roubles.

La famille Impériale les ayant presque toutes honorées de sa présence, vous sentez qu'on n'a rien épargné. C'est une élégance, un luxe, une profusion dont rien n'approche. Je m'y traîne par devoir, pour quelques instants, en me rappelant mon Tite-Live : *Inter acrioris belli pericula hœc Romœ gerebantur*.

Au milieu des circonstances, uniques dans l'histoire, il faut surtout avoir l'œil sur l'Empire de Turquie. Sa chute semble ajournée, mais je crois qu'on peut toujours la regarder comme infaillible. La Servie est déjà détachée, le reste suivra. J'ai eu l'honneur de vous faire passer un jour un fragment remarquable, imprimé à Paris, sur les anciennes prétentions de la Maison de Savoie. L'Achaïe, Chypre, etc., n'étaient que des titres. Qui sait ce que ces titres peuvent devenir à cette époque de prodiges ! Il faut avoir l'œil sur tout. A Londres on peut tout dire : ici c'est autre chose ; je ne puis dire en ce moment que ce que je dirais à des Français.

L'embarras et l'ennui de Caulaincourt sont visibles malgré les distinctions dont il est comblé. On regarde comme certain qu'il a grande envie de se retirer, et comme Savary qui s'était retiré avec peine, a suivant les apparences grande envie de revenir, je crois qu'il y parviendra. J'ai eu l'honneur de vous dire que ces deux Messieurs appartiennent à deux sectes différentes. En général, la noblesse qui a donné dans la Révolution *n'a point de grâce*. C'est elle cependant qui a fait la Révolution; car, partout où il y a une aristocratie saine, le trône ne risque rien, et le monde sera agité jusqu'à ce qu'il se soit formé une légitime et solide aristocratie. — Je reviens à la Suède.

Son Excellence M. le Comte de Front aura probablement eu connaissance de l'offre qui a été faite ici par S. M. Suédoise, au nom de l'Angleterre, de laisser la Baltique libre et de n'y pas faire entrer un vaisseau de guerre, si la Russie voulait se désister de la guerre contre la Suède. Puisque cette offre n'a pas été acceptée, vous sentez que la guerre était absolument nécessaire. En refusant à l'Ambassadeur de Suède un passe-port pour son courrier, on lui a dit, dans la réponse écrite, que S. M. I. avait pris la détermination de ne permettre à aucun voyageur....., etc. Ce mot est très probablement un avant-goût du refus qu'on lui prépare, après l'avoir comblé des égards les plus distingués; car il n'a jamais été mieux traité que dans la dernière audience qu'il a eue, il y a deux ou trois jours de S. M. I. Si le passeport lui est refusé, il est décidé à se démettre solennellement de son titre et à se constituer prisonnier comme

*Général Suédois*. L'estime universelle et peut-être unique dont il jouit ici depuis si longtemps, donnera à cette démarche beaucoup d'éclat et beaucoup d'influence sur l'opinion.

Il y a eu à Louisia, peu au delà de la frontière de Finlande, deux hommes tués du côté des Russes : du reste il n'y a pas de résistance. On parle d'un manifeste de S. M. Suédoise à ses sujets de Finlande, par lequel il leur déclare que, vu l'impossibilité absolue où Elle se trouve de leur porter du secours, Elle se voit obligée de s'en reposer sur eux-mêmes du soin de leur propre défense. La grande question est de savoir si les Russes peuvent s'emparer de Helsingfords et de la flottille suédoise qui s'y trouve (probablement prise dans les glaces). Je sais que l'endroit est très fort, mais j'ignore si la saison et d'autres circonstances ne favoriseront pas les Russes. Je ne sais si le digne Roi de Suède se tirera de là ; mais je regarde comme très probable que le Danemark achèvera de s'y perdre. Nous verrons comment les Anglais et les Suédois marcheront ensemble.

M. le Comte de Front vous aura sans doute beaucoup parlé de S. M. le Roi de France, qui est à Londres. On a cru assez généralement qu'il était parti d'ici avec l'intention de se rendre en Angleterre, mais rien n'est plus faux. Milord Gower s'était d'abord fâché ici contre M. le Comte de Blacas qu'il accusait de ne l'avoir pas instruit de ce voyage ; mais il a vu la vérité avant de partir. Le Roi de France s'étant décidé en Suède, il en fit part en Angleterre, ensuite il partit lui-même ; mais par un accident de mer, il arriva avant ses dépêches, ce qui fit en

Angleterre un assez mauvais effet, que l'arrivée postérieure du Paquebot n'a pas, je crois, tout à fait effacé. Ce Prince est fait, par ses qualités personnelles, pour conquérir l'estime universelle ; mais sa Cour lui donne beaucoup d'affaires, et probablement plus qu'il ne croit. Tout favori est détesté : c'est une maxime de la Monarchie qui la trouble souvent ; or, M. le Comte d'Avaray est un Français tel qu'il n'en a jamais existé. S. M. m'a fait l'honneur de m'écrire à moi-même : *C'était lui*, *c'était moi* (expression célébre dans notre langue, de Montaigne parlant de son ami La Boëtie). En effet, le Roi et son ami ne sont qu'un, c'est un seul esprit, un seul cœur, une seule pensée, et pour tout homme qui les approche ou qui les connaît, il est démontré *que jamais le Roi ne résistera à une seule idée de son ami, et que jamais homme vivant ne pourra faire croire ni même soupçonner au Roi que le Comte d'Avaray a pu se tromper.* Qu'arrive-t-il de là ? Que tout ce qui entoure le Roi, et tout ce qui se mêle de ses affaires a conçu contre l'ami intime une haine forcenée qui nuit beaucoup aux intérêts de S. M. Il faut cependant rendre justice au Comte d'Avaray ; je ne connais pas de dévouement plus pur que le sien. Lui et le Comte de Blacas sont peut-être les seuls Français qui aiment le Roi pour le Roi, sans ambition, sans intérêt et sans limite. Mais s'ils sont égaux du côté des sentiments, ils ne le sont pas du côté des talents. Blacas est né homme d'état et Ambassadeur : je ne lui compare aucun homme de sa bande ! Il est le seul qui défende d'Avaray, comme il défendrait la main ou le pied de son Maître. Il est secondé par l'ange de paix, la céleste Du-

chesse d'Angoulême, qui ne cesse de se jeter entre les combattants, de remontrer, de calmer, de raccommoder, mais sans beaucoup de fruit. Ce qu'il y a de déplorable, c'est que les agents du Roi se permettent de blâmer ses démarches hautement et sans mesure. Ils remplissent même de leurs plaintes les lettres qu'ils écrivent à leurs amis ; il serait difficile d'imaginer rien d'aussi condamnable. En supposant deux hommes, dont l'un possèderait toute la confiance de son Maître tandis que l'autre croirait avoir à s'en plaindre grièvement, si tous les deux se permettaient quelques légères critiques, je pourrais, suivant les circonstances, excuser le premier, jamais le second. Mais les Français n'ont plus de morale, et je ne sais pas même où il en reste.

Voilà donc, Monsieur le Chevalier, ce Prince qui n'a certainement aucun supérieur dans son auguste classe, en esprit naturel, en connaissances acquises, en justice, en clémence, en élévation de sentiments, le voilà, dis-je, desservi par un homme dont il est énivré ; et voilà cet homme, qui affronterait mille morts pour son Maître, destiné à lui nuire continuellement sans que l'un ni l'autre se doute jamais de la vérité. — Pauvre nature humaine ! Qui oserait dire au Roi : « Sire ! Un favori est très bon et très respectable à sa place. Il serait bien étrange que les Princes n'eussent pas le droit d'avoir un ami ; mais s'il paraît à la guerre ou dans les négociations, tout est perdu. C'est une loi du monde comme la chaleur ou la gravité. » Qui oserait même dire au Comte d'Avaray : « Bon sujet, tenez-vous à l'ombre. Il y a souvent plus de gloire à dire : *J'ai eu l'honneur de ne pas*

*servir le Roi*, qu'à dire : *J'ai eu l'honneur de le servir.* Priez votre Maître de vous donner tort quatre ou cinq fois la semaine sur les points dont vous conviendrez ensemble, afin d'exclure l'idée de votre influence suprême. » Il n'y a pas moyen, Monsieur le Chevalier ; c'est là une de ces nombreuses occasions où l'homme sage doit repousser toute idée d'une perfectibilité idéale et prendre les hommes comme ils sont.

Le mal est que le monde est plein de têtes légères qui pensent mal du Roi, désespèrent de sa cause et se tournent même contre lui à cause de ces petites misères. Ils ne veulent pas voir que les passions humaines sont comme la poudre qui a plus de force à mesure qu'elle est plus resserrée. Il y a quelquefois plus d'agitations, plus d'*impegno* pour élire un gardien entre les quatre murs d'un couvent, qu'il n'y en aurait pour élire l'Avoyer de Berne ou le Doge de Venise. Ils disent : «*Voyez cette petite Cour qui passe la journée à se déchirer et à faire des fautes : jugez de ce qu'elle ferait à Paris.* » Il n'est guère possible de raisonner plus mal. Alors la poudre brûlerait au grand air et ne produirait que de la flamme sans explosion. Le balancement de toutes les influences, les lois, les coutumes, les remontrances et jusqu'aux chansons contribueraient à maintenir l'ordre, l'équilibre et tout, comme auparavant.

Mais le mal est fait, Monsieur le Chevalier ; l'opinion est contre le Roi : du moins il n'y en a plus ou point encore en sa faveur. Les grandes puissances ont eu la fatale et incompréhensible politique de le tenir dans l'ombre et de le regarder comme un proscrit qui de-

mandait l'aumône. Elles n'ont que trop réussi. La France ne le connaît pas. Il était fermement résolu à revenir en Russie, mais je crois que des avis bien motivés le feront changer d'avis. Nulle part il ne peut être mieux qu'en Angleterre, et je ne sais même s'il peut être sûrement en nul autre lieu de l'Europe. Quel spectacle, Monsieur le Chevalier ! A la fin du XVII^e siècle, Louis XIV donne l'hospitalité à Jacques II, chassé par ses sujets ; au commencement du XIX^e, Georges III, héritier du spoliateur, la donne à celui de Louis XIV ! On tremble en voyant ces épouvantables vicissitudes. Mais pour en revenir à la politique pratique, il me semble que les Anglais devraient tâter les colonies françaises, pour voir si toutes ou quelques-unes ne seraient point tentées de se détacher de la Métropole pour se donner au Roi de France. L'exemple du Brésil est tentant, et aucun préjugé d'honneur ne pourrait arrêter celui qui serait tenté de se prêter à ce projet. Je me suppose Gouverneur de la Martinique, par exemple : pour aucune raison je ne céderais l'île à des étrangers, quelle que fût ma haine contre le gouvernement actuel. Mais si on me proposait un Bourbon, la fleur de Lis et l'indépendance, je prêterais l'oreille. Les Colonies souffrent certainement, et il serait aisé de les tourmenter, de les affamer davantage. Dans cet état de choses, supposez qu'on leur offre tout à coup l'émancipation et la liberté ; je vous assure, Monsieur le Chevalier, que cette perspective serait bien séduisante. Supposez maintenant qu'une seule île se détermine. Quel spectacle, et quelle tentation pour les voisins qui verraient ce pavillon libre et le commerce tous les jours plus

florissant ! — Quand le Roi ne voudrait pas y aller, qu'on y établisse un Bourbon quelconque, qui serait reconnu et dont on recevrait les Ministres, ce serait encore un grand coup et un bel épouvantail.

On m'apporte dans ce moment la déclaration de S. M. I. datée du 10 de ce mois. J'ai l'honneur de vous la transmettre avec la note d'accompagnement où vous remarquerez le nom qu'on donne à la guerre. Vous verrez aussi de quelle manière j'ai répondu. Comment penser à exprimer contre ma conscience un vœu direct contre l'Angleterre, la seule puissance qui nous protège, ou contre ses alliés ? Jamais.

J'ai déjà eu quelques conversations avec le nouveau ministre d'Espagne. Il est très bon à connaître, je vous assure, car il est très instruit sur plusieurs points. D'abord nous avons battu les buissons sur la langue grecque, et sur quelques points de science qui ne font de tort à personne. Ensuite, nous avons légèrement dérivé vers la politique. Je le crois au fond très bon Espagnol, mais serviteur du temps et du Prince de la Paix. Il appartient précisément à cette espèce d'hommes dont on peut tirer le plus grand parti. Sous ce rapport, je me lierais volontiers avec lui; mais comme il a mal débuté, ainsi que je vous l'ai dit, je suis obligé de m'observer et de me tenir en arrière.

On dit que les choses ont tourné en Espagne et que la scène sera ensanglantée. J'en suis inconsolable. Cette respectable nation est peut-être (on peut dire est certainement) celle de l'Europe qui a moins mérité ces malheurs. Lorsqu'on envisage l'État de l'Europe depuis le

Tage jusqu'à la Tornéa, la tête tourne comme lorsqu'on regarde dans un gouffre sans fond.

J'en étais ici de ma dépêche lorsque j'ai appris qu'au lieu de passer par Kœnigsberg, elle partirait plus tôt et plus sûrement par une occasion de confiance qui la porterait à Vienne. Je me gêne donc moins pour vous dire le reste. Quoique je ne vous écrive que par des courriers, je les examine encore ; car tous n'ont pas le même degré de sûreté.

Je voulais donc vous dire, Monsieur, que si j'en crois mes propres observations, celles des autres et les indices qui s'élèvent de toutes parts, nous marchons à une catastrophe prochaine et inévitable. Joignez l'action continuelle et absolue de la France aux sentiments intérieurs que je vous ai fait connaître, et voyez ce qui peut arriver. Je puis me trouver dans des embarras dont il n'y a pas d'exemple : c'est bien aujourd'hui que vous ne pouvez pas me donner des instructions : mais dans ce moment la vertu est à côté du danger.

M. le Comte de Tolstoï s'est conduit à Paris avec beaucoup de bon sens et de fermeté. Au lieu de se laisser enivrer par des caresses bruyantes, il s'en est toujours tenu à demander l'exécution de ce qui avait été promis à son maître. Aussi il déplaît, et il se déplaît. Je crois même qu'il a arrêté à Vienne Madame son épouse qui allait le joindre à Paris. Je doute qu'il tienne là. On me donne pour sûr que le Général Hinof (prononcez, Kinof) part pour Paris avec une commission particulière. Celui-là réussira parfaitement. Où sommes-nous et que deviendrons-nous ?

La guerre suspendue entre l'Angleterre et l'Autriche est enfin déclarée ; car les Ambassadeurs étant partis respectivement, nul doute que l'Angleterre n'attaque la première sans attendre davantage. J'ai vu encore, dans les papiers publics, que Bonaparte nous l'avait déclarée formellement, en ordonnant à ses vaisseaux de courir sus à tous les bâtiments venant de Sardaigne et y allant. Dès que nous ne pouvons, ni ne voulons, ni ne devons rompre avec l'Angleterre, cette finale était iuévitable. Vous voyez, Monsieur le Chevalier, ce que nous avons gagné à payer les vaisseaux Français pris sur nos côtes : à présent je puis vous le dire, c'est une mesure de peur, où il y avait tout à perdre et rien à gagner. Le Roi ainsi insulté gardera-t-il chez lui le consul Français ? Il ne nous manque plus que cela. Je n'examine point ce qu'il fallait faire précédemment, tenons-nous-en au moment présent : le reste est superflu. Le Patrimoine de S. M. est perdu (du moins pour un temps que personne n'a droit de fixer), tous nos amis nous ont abandonnés, excepté l'Angleterre : il ne nous reste qu'à nous jeter dans ses bras sans aucune retenue. Vous savez, Monsieur le Chevalier, que je n'ignore pas ses torts et ce qu'on peut dire contre elle : mais elle a de magnifiques côtés, et, encore une fois, que pouvons-nous faire de mieux que de l'intéresser et de l'engager même en nous donnant tout à fait à elle ? La politique poltronne et tâtonnante ne vaut rien du tout, et n'a sauvé personne.

Le Roi de Suède avec sa hauteur, qu'il a peut-être poussée trop loin (je ne décide rien), est encore sur ses

pieds avec toute sa gloire. Qu'est devenu son voisin avec sa belle prudence ? Il n'y a plus qu'une ancre, tenons-nous-y. Monsieur le Comte de Front ne m'ayant plus écrit depuis longtemps (il n'en a pas les moyens), je ne sais plus où nous en sommes avec l'Angleterre, ni ce qu'elle est disposée à faire pour nous. Notre politique, à vous dire le vrai, me semble un peu à bâtons rompus, tandis que les affaires doivent se mener de front. Souvent je me suis abstenu de certaines démarches de crainte d'en croiser d'autres. Enfin, Monsieur le Chevalier, chaque homme et chaque Cabinet se conduit comme il l'entend ; mais voyons ce que peut faire l'Angleterre. J'ai surtout les îles en vue, à cause de la sûreté.

Dernièrement on cita, dans un dîner nombreux, une lettre de Londres où il était dit : « *Tous les Ministres étrangers sont allés voir le Roi de France*, *excepté celui de S.* » Sur quoi mon voisin me dit : « Cette lettre initiale, Monsieur le Comte, ne signifie pas Suède ». Je ne blâme personne et moins que personne Monsieur le Comte de Front qui sait parfaitement ce qu'il doit faire. Cependant prenez-y garde : rien de ce qui peut faire baisser une Maison Royale dans l'opinion ne peut être conforme à la prudence. Je sens bien que le dilemme est dur ; croyez que j'en sens toute l'amertume. Malheureusement il faut se décider.

Puisque Bonaparte, malgré toute la faveur qui m'a poussé ici, n'a pas voulu me recevoir (car je regarde la chose comme décidée), vous voyez qu'il ne s'embarrasse de persònne et qu'il exécute ses plans sans avoir égard à rien. Au reste la tentative, sur ce point n'aura

et ne pouvait avoir aucun inconvénient. J'ai fait, ce que j'ai pu : maintenant je n'ai plus rien à faire jusqu'à nouvel état de choses.

De nouvelles lettres de Londres nous annoncent que le Roi de France y a été fort bien et dignement traité, mais que le Ministère n'a pas voulu traiter avec M. le Comte d'Avaray ; il a réussi comme ici. Au reste il y a dans tout ce qui se passe, mais surtout dans les incroyables succès d'un seul homme, quelque chose de surnaturel qui désoriente le bon sens.

Rien n'a changé dans ma situation. Mêmes formes extérieures, mêmes égards, mêmes invitations, mêmes communications, etc... Mais tout cela sans préjudice de la maxime éternelle, que la puissance est toujours gênée devant celui qu'elle n'a pu défendre.

J'ai l'honneur d'être.....

### SUPPLÉMENT

M. d'Arberg, Chambellan de Bonaparte, vient d'arriver pour proposer à S. M. I. une nouvelle entrevue sur la frontière, c'est-à-dire *sur la Vistule* (beau phénomène de cette époque !) *pour y terminer définitivement les affaires de la Prusse, de la Suède et de la Turquie.* Ceci est sûr ; ce qui suit est peut-être une fiction de la malice. On dit que quelqu'un, représentant au Ministre des Affaires étrangères l'extrême danger d'exposer nouvellement un grand Souverain à l'action d'une influence si prépondérante, il avait repondu : *J'y serai;* sur quoi on se sépare en ricanant le vers de Corneille : *Contre tant*

*d'ennemis que vous reste-t-il? Moi.* Chacun se demande: *Ira-t-il? n'ira-t-il pas?* mais pourquoi n'irait-il pas, si *l'autre* insiste?

L'Ambassadeur de Suède est toujours ici; on lui a envoyé un passe-port *pour Memel*, dans cette saison! Il a fait de nouvelles instances auxquelles on n'avait point encore répondu hier. Je crois qu'il persiste toujours dans la résolution que je vous ai fait connaître. Tous les honnêtes gens sont indignés d'une telle violation du droit public qui, dans le fond pent-être, a pour but de retarder le départ d'un Général.

Vous aurez sûrement appris que Bonaparte, à son passage par Turin, avait conféré une foule de places aux hommes les plus distingués du pays. Il a beaucoup vu et beaucoup consulté le Marquis de Barol, l'homme de son rang et de ma connaissance qui a le plus de lumières et de sagacité! Bonaparte qui, malheureusement pour l'Europe, se connaît en hommes mieux que personne, ne m'étonne point en s'adressant à lui. Je crois bien que sa conduite politique aura été souvent blâmée; mais croyez qu'elle n'a été déterminée que par sa grande pénétration. Il a tout prévu et m'a souvent annoncé à moi-même ce que nous voyons. Il n'est pas vrai, au reste, que dans une révolution (aussi grande surtout que celle dont nous sommes témoins), tout le monde doive se conduire de la même manière. Deux marches diamétralement opposées peuvent être l'une et l'autre parfaitement fondées en raison. Il m'est impossible de douter que Bonaparte ayant très souvent vu le Marquis de Barol, après ma demande faite, il ne lui ait parlé de

moi, et j'ai reçu trop de preuves dans ma vie de son amitié et de sa délicatesse pour douter davantage qu'il n'ait répondu de la manière la plus favorable. Je regarde comme une chose démontrée que le Général Savary s'est absolument réservé cette affaire, et que si le Général de Caulaincourt en sait quelque chose, c'est uniquement par ce que lui en a dit ici (peut-être un peu trop vite) l'ami que j'ai employé. Souvenez-vous de ce que j'ai eu l'honneur de vous dire au sujet des deux partis. Qui sait si Bonaparte ne les connaît pas, et s'il ne les emploie pas volontairement pour les éclaircir l'un par l'autre. Il peut très bien se faire que Savary ait été grondé pour s'être chargé de transmettre ma demande, et que ma tentative ne soit honorée que d'un profond silence. Cependant il faut attendre encore un peu.

Notre cher Duc de Serra-Capriola continue ici à se gêner assez peu. Il dit que l'Empereur est trahi et il a raison. Quant à moi, je m'y prends d'une autre manière ; mais si j'étais appuyé comme le Duc, et si la Russie ne payait aucun subside au Roi, je parlerais autrement. Ma situation est extrêmement délicate, car je suis tenu de plaire, ou de ne pas déplaire à des gens de systèmes absolument opposés. La promotion d'Araktcheief m'a totalement désorienté sous un certain rapport. Je vois clairement que le Comte de Roumantzof craint de me recevoir, pour ne pas faire ombrage aux Français. Je ne dois point trop élever la voix, mais cependant je ne veux pas qu'il me prenne pour un aveugle. Je vous adresse ci-jointe la réponse que j'ai faite à la Note par laquelle il a fait part au Corps diplomatique de sa no-

mination au poste de Ministre des Affaires étrangères ; car jusqu'à présent le Général de Budberg était censé absent pour cause de santé. Vous y verrez comment, à travers la phrase la plus polie, je lui ai cependant donné mon coup de patte. Je veux bien qu'il me croie prudent, mais pas imbécile. Quant à la déclaration contre la Suède et la réponse que j'y ai faite, comme il est parfaitement égal à S. M. de lire ces pièces quelques jours plus tôt ou plus tard, je les ai fait passer par l'Angleterre, profitant pour cela de la dernière occasion que j'aurai probablement pour ce pays. J'ai profité de même de tous les courriers qui ont passé par la Finlande pour vous écrire par la voie d'Angleterre, et, pour éviter des répétitions inutiles (et qui me seraient d'ailleurs impossibles), j'ai envoyé à M. le Comte de Front mes lettres officielles à cachet volant, avec prière de vous les faire tenir incessamment. J'ai profité d'occasions parfaitement sûres pour faire connaître un peu plus particulièrement, à lui comme à vous, le théâtre où je me promène tristement au milieu des difficultés de tout genre. Je suis comblé dans le monde de marques de bonté et de considération. Il y en a même qui m'étonnent comme, par exemple, de m'être vu invité à dîner à brûle-pourpoint par la Comtesse Alexandre Soltikof, femme du Ministre-adjoint des Affaires étrangères. — *Comment donc, Madame la Comtesse*, lui dis-je en riant, *vous fréquentez les lépreux !* — *Monsieur, les règles ne sont pas faites pour vous.* — M'inchino. Vous connaissez sans doute les lois sévères qui écartent ici le Corps diplomatique de tout le district des affaires étrangères, et

vous pensez bien que la Comtesse n'a pas fait ce pas sans autorisation. — Allons donc dîner chez le Comte Alexandre Soltikof, Ministre-adjoint des Affaires étrangères !

## 255

### *Au Même.*

Saint-Pétersbourg, 6 (18) mars 1808.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

J'avais résolu *ab initio* d'avoir l'honneur de vous envoyer le mémoire que j'ai fait passer en France, ou lorsqu'il serait décidé que j'irais ou lorsqu'il le serait qu'on ne voulait pas m'entendre. Cette dernière supposition paraît réalisée, du moins tacitement, quoique je ne voulusse pas répondre que ce mémoire n'aura *jamais* aucun effet. Quoi qu'il en soit, le voilà. Il n'est connu ici que de trois personnes : de M. de Laval, Chambellan actuel de S. M. I., qui a été l'entremetteur dans cette affaire et le seul homme de Saint-Pétersbourg qui par une certaine réunion de circonstances pouvait m'être utile ; de M. le Comte Alexandre de Soltikof, ministre-adjoint des Affaires étrangères, et de mon frère. Tous trois l'ont approuvé en général, mais le premier trouve que je n'ai pas assez loué Bonaparte. Le second, au contraire, prétend qu'il y est assez, et même *assez finement* loué. Mais

ni l'un ni l'autre n'ont remarqué la dernière phrase que mon frère a trouvée hardie et même un peu téméraire. Sa perspicacité sur ce point m'a surpris, car il a vu très clairement le combat qui s'éleva dans ma conscience entre la haine et la politique. Je conviens qu'il en est résulté quelque chose de légèrement ambigu, et par conséquent de hardi ; mais je n'ai nul regret à cette tournure. Ce que j'avais à dire exigeait de certaines précautions d'un genre tout contraire à ce qu'on pourrait imaginer ; et, à tout prendre, je crois que j'ai dit ce que je devais dire.

Je ne vous envoie qu'un brouillard, mais je vous ai fait connaître depuis longtemps mon insurmontable répugnance pour les copies : j'espère que vous me pardonnerez.

SUPPLÉMENT.

Vous n'avez pas oublié, Monsieur le Chevalier, ce discours qui me fut tenu à table et que j'ai eu l'honneur de vous rapporter : — *Cette lettre initiale* S *ne signifie sûrement pas Suède.* Jugez du plaisir avec lequel j'ai appris que contre toutes les probabilités imaginables, la lettre signifiait précisement *Suède* et qu'en effet le Ministre de cette puissance n'est pas allé voir le Roi de France. Personne n'en comprend la raison, mais peu m'importe. Il me suffit que ce trait de rare prudence ne soit pas sur notre compte ; on n'aurait pas manqué de le tourner en ridicule.

Je crois la nouvelle entrevue décidée. D'abord l'Empereur avait dit *non ;* mais on a insisté, et le départ paraît

décidé. Les suites de la nouvelle entrevue font trembler.

On m'assure dans ce moment que Davoust marche sur la Moldavie et *qu'il se dirige sur la Perse.* J'imagine que la Turquie se trouvera sur la route. Il est assez probable que l'Autriche aura reçu des offres à ce sujet, et que Bonaparte s'en servira en grande partie pour ranimer la Pologne. Je ne crois pas que la Russie ait autre chose que la Valachie et la Moldavie : vous verrez qu'on lui prendra sa portion de la Pologne et même la Courlande et la Livonie. Je ne doute pas que le projet décidé de Bonaparte ne soit d'en faire une puissance asiatique. La postérité en contemplant l'humiliation de ce grand pouvoir en jugera bien autrement que nous qui en souffrons. A présent que je vois clair dans certaines choses; je suis forcé de convenir avec moi-même, contre moi-même, qu'une influence Russe en Europe serait un fléau terrible.

L'Espagne est conquise et le Portugal réuni. Quel spectacle ! Et quand on songe que le renversement ou l'abaissement de tant de trônes, et l'établissement d'une monarchie universelle ne sont point encore la *Révolution* mais seulement *les moyens de la Révolution*, on peut juger de son importance. Au milieu des ruines, je songe toujours aux Iles et à la Grèce. Le Roi serait bien mieux à Famagouste ou à Candie qu'à Cagliari. Si le voyage s'exécute, j'en parlerai à tout hasard. De votre côté, Monsieur le Chevalier, traitez ce chapitre avec l'Angleterre. L'Ambassadeur de Suède est encore ici, mais sur le point de partir. Je doute beaucoup que son Maître puisse être sauvé : je crois voir une loi générale contre lui.

## 256

*Au Même.*

6 (18) mars 1808.

Monsieur le Chevalier,

M. l'Ambassadeur de Suède étant sur son départ, je lui remets cette lettre qui vous parviendra, quand il plaira à Dieu, par la voie d'Angleterre. Le Ministre Comte de Roumantzof a répondu à ses nouvelles instances par une lettre extrêmement honorable qui porte en substance : Si vous voulez demeurer à Saint-Pétersbourg, vous y serez traité avec toute la considération qui vous est due ; si vous préférez, avant votre départ, un séjour hors de la capitale, l'Empereur vous offre son château de Tsarskoe-Selo. Si vous laissez votre famille, elle sera sous sa protection spéciale ; si vous désirez un vaisseau de S. M. I., il est à vos ordres ; si vous préférez en demander un à votre Maître, je me charge de faire passer une dépêche. Quant au passage par la Finlande, l'Empereur ne peut changer ses dispositions, etc.

Véritablement, il y a bien quelque délicatesse à faire passer un Général tel que M. de Steddingk au travers de l'armée Russe. Enfin, Monsieur le Chevalier, il s'en va par Baltic-Port, à quelques lieues ouest de Revel. Il a

écrit à S. M. I. pour lui demander un vaisseau, et dans sa dépêche, qu'il a envoyée à cachet volant au Ministre, il détaille toute la négociation et lui communique les pièces; je sais qu'elles ont toutes été communiquées à l'Ambassadeur de France; sur l'article de Tsarskoe-Selo, il a répondu *que ce séjour lui rappelerait des idées trop pénibles* (Catherine II et la haute faveur qu'elle lui accordait). Voilà donc qui est entendu.

Je vous écris ceci à huit jours de l'Equinoxe, par 21 degrés de froid. Jugez de l'état de l'armée en Finlande où le froid est beaucoup plus aigu. Le Général Ministre Araktcheief, qui est allé la visiter, se loue beaucoup de l'état où il l'a trouvée. Il dit surtout qu'il n y avait que cent hommes dans les hôpitaux. *Credat Judœus Apella, non ego.* Plus d'une personne ont rencontré des convois de soldats revenant avec des membres gelés : je plains ces soldats au delà de toute expression. Jusqu'à Sveaborg on est allé grand train; c'était ce qu'on appelle *enfoncer des portes ouvertes.* Mais il a fallu s''arrêter, et je ne sais trop ce qui arrivera ; on y a trouvé six mille hommes de garnison et mille bouches à feu. Vous allez sans doute vous écrier : *Cela n'est pas possible!* Je l'ai dit tout comme vous, Monsieur le Chevalier; cependant, comme on ne varie pas sur ce point, j'en conclus seulement que les forces sont très considérables et fort supérieures à ce qu'on croyait. On parle d'un assaut à la Souvarof : mais Souvarof est mort, la chose est incontestable ; d'ailleurs Sveaborg est bâti (vis-à-vis Helsingfords) sur quatre ou cinq rochers à plus de trois verstes du rivage : aller là, découvert

jusqu'au soulier, c'est un jeu à perdre 15,000 hommes, et quand ils arriveraient, qui leur promet qu'ils ne trouveront pas la glace rompue au pied des remparts ? Enfin c'est une entreprise des plus chanceuses. On dit que les Suédois et même les Finlandais sont furieux, qu'il y a beaucoup d'enthousiasme, etc.; mais les nouvelles de l'armée sont si soigneusement étouffées qu'il est difficile de savoir à quoi s'en tenir. Avis à vous, Monsieur le Chevalier, lorsque vous lirez des nouvelles à 700 lieues.

Le Général Russe Buxhovden a publié une proclamation aux Finlandais datée de Friderichsham le 6 (18) février. On la cache très soigneusement, cependant elle est connue : on y déclare la Finlande unie pour toujours comme province Russe (en vérité je serais plus porté à croire qu'en fin de compte l'Ingrie reviendra à la Suède). On promet aux Finlandais le rétablissement de leurs anciens privilèges , et l'on convoque les Etats-Généraux à Abo ; vous voyez que cette marche est tout à fait gallicane.

Malgré toutes les précautions imaginables, on ne peut nous empêcher de savoir que tout va assez mal en Finlande. Les généraux (outre le chef) sont : Sprengporten, Bagration et Suchtelen. Le premier est un traitre, envoyé là comme Suédois pour agir sur les esprits (mesure également fausse et dangereuse), le Prince Bagration, à qui des circonstances heureuses avaient fait une espèce de réputation, n'en est pas moins un homme excessivement médiocre, pour ne rien dire de plus. Suchtelen, chef du génie, est un homme doux et savant, mais timide

et sans nerf, je ne puis dire d'ailleurs ce qu'il vaut comme militaire ; mais tous sont brouillés. Déjà un corps de 500 hommes, poussé en avant mal à propos par le Prince Bagration, et commandé par le Colonel Borosdin, a été surpris et écharpé par les Finlandais. Il en est résulté une scène violente entre ces deux Messieurs ; on n'a rien oublié pour étouffer cet événement, cependant il est connu. Tenez pour sûr, Monsieur le Chevalier, que tout finira mal : laissez venir le beau temps, les Suédois et les *guinées*.

Vous aurez peut-être lu cette phrase dans les papiers publics : « Les troupes Russes qui sont en Italie s'étaient mises en route pour retourner chez elles ; *mais un ordre de S. M. l'Empereur Napoléon les a retenues jusqu'à nouvel ordre.* » Vous ne sauriez croire combien ce trait a offensé la nation. Il y en a qui sont moins connus et qui sont bien plus terribles. L'Empereur voulait aller en Finlande : Caulaincourt l'a su, il a dit au Ministre qu'il se disposait à suivre S. M. Le Ministre lui a répondu que ce n'était qu'une simple course pour voir l'armée. « N'importe, a repris Caulaincourt, je suis ici pour être auprès de l'Empereur, et quand il ne serait absent que deux jours, je veux le suivre. » L'Empereur a supprimé son voyage. Je pense que ce trait suffira pour vous faire savoir où nous en sommes.

Sur l'esprit public, l'aigreur, le mécontentement et les bruits sinistres, vous savez tout. Les actions de l'Impératrice Mère commencent à baisser, et celles de l'Impératrice régnante gagnent en proportion. Regardez la mappemonde, Monsieur le Chevalier, voyez la place

qu'y occupe la Russie, calculez ses moyens, rappelez-vous sa réputation d'hier, et comprenez si vous pouvez l'état où elle se trouve. Quelles études et quelles découvertes je fais sur la politique ! Mais qu'elles me coûtent cher !

Le Marquis Douglas est toujours ici, prisonnier à l'auberge de *par la goutte mais non de par le gouvernement* dont il n'a eu qu'à se louer depuis la déclaration de la guerre. Les espions de Caulaincourt notent, dit-on, les noms de ceux qui vont le voir. Si l'on se met à avoir peur d'eux, il doit mourir d'ennui. On assure toujours (et même je l'ai ouï assurer par un de ses compatriotes) qu'il voulait épouser la Comtesse Potocka et que cette dame l'en avait dissuadé elle-même et lui avait conseillé de retourner sans délai en Angleterre. M. le Comte de Front vous aura assez mis au fait de tout ce qui se dit à Londres, dans le temps, contre cet Ambassadeur ; mais toutes ces plaisanteries n'avaient point de fondement réel, et pour moi je crois qu'il était plus fait pour ce pays que son taciturne successeur. Un Anglais tout à fait Anglais, et surtout qui n'a pas voyagé, ne sera jamais bon en Russie (quel que soit d'ailleurs son mérite) que pour la simple représentation. Le mérite même peut nuire s'il n'est pas environné de certaines formes.

M. Zundler est revenu de sa course sur la côte jusqu'à Riga. Ce qu'il a vu formerait un roman, ou pour mieux dire une comédie. Il me paraît qu'on a été très content de lui. Il ne fera aucun mauvais usage de ce qu'il a vu. Mais que dire de cet officier Français (M. du Ponton) qui était à la tête de l'expédition ? Je ne puis

croire qu'un gouvernement éminemment ombrageux par nature puisse oublier les premières règles de la prudence, au point de déceler ainsi tous les endroits faibles de la cuirasse à des hommes incapables d'aucun sentiment généreux et avec qui d'ailleurs on peut être brouillé dans six mois. M. Zundler va résider à Cronstadt.

Voilà l'auguste famille de France partagée en deux, sans que nous puissions savoir *si*, *quand et comment* les deux parties pourront se rejoindre. On continue d'affirmer ici en général que le Roi a été *mal reçu*, mais il y a beaucoup à rabattre de cette assertion, du moins à ce qu'il paraît. Que ne donnerais-je pas pour que le Comte de Blacas eût suivi son maître à Londres, avec sa pleine confiance. Le trait le plus marqué de son grand caractère est de n'avoir ni haine ni jalousie contre le Comte d'Avaray. Il y a eu à Londres de terribles tripots dont M. le Comte de Front vous aura informé mieux que je ne pourrais le faire. Dans cette Cour, malheureusement si mutilée et si rétrécie, on aperçoit de grandes vérités, plus clairement peut-être qu'on ne les verrait dans un grand Empire.

Tous les hommes aiment la monarchie. Tous sont portés à bien penser du Roi et à le croire juste. Tous sont bien aise qu'il y ait un homme au-dessus de tous les autres, auquel on puisse appeler des erreurs de tous les autres. L'indépendance des jugements du Roi étant donc un bien commun, comme l'air, dès qu'un homme passe pour les diriger, on se met à le détester de toute part comme un monopoleur qui prend pour lui ce qui appartient à tout le monde. Telle est l'origine de cette

haine contre les favoris dont j'avais l'honneur de vous parler dans mon précédent numéro, et quoiqu'elle paraisse au premier coup d'œil naître du bas et méprisable sentiment de l'envie, cependant elle est fondée, comme vous voyez, en raison et en délicatesse. Elle suppose même nécessairement la supériorité morale du Souverain sur tous les autres hommes.

Il serait à désirer que ces réflexions parvinssent jusqu'à S. M. Très Chrétienne, ses affaires en iraient mieux. Je m'étendis un peu sur ce point dans mon dernier numéro, parce que je croyais qu'il serait lu par Son Excellence M. le Comte de Front, qui peut-être aurait trouvé l'occasion d'en faire usage, du moins en partie ; mais la dépêche a dû prendre une autre route, et le Comte de Blacas ayant attaché plus d'importance que je ne croyais à mes idées sur les Iles, j'en ai formé un mémoire à part que je lui ai remis.

## 257

*A M. le Général Pardo.*

**Ministre d'Espagne.**

Saint-Pétersbourg, 20 mars (1er avril) 1808.

MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

Je viens de lire avec un plaisir infini votre ***Examen analytique du tableau de la Transfiguration***, qui est, dans

le vrai, un traité complet sur la peinture antique et moderne. Cet ouvrage réunit tous les genres de mérites: logique saine, observations fines, analyses déliées, érudition choisie, toujours prise aux sources mêmes, et jamais dans les dictionnaires ou dans les tables de matières, bon ton d'ailleurs, style de bonne compagnie, et grâce castillane revenue de Paris. Rien n'y manque, à mon avis ; et le titre même a un grand mérite, en ce qu'il ne promet qu'une très légère partie de ce que vous donnez.

Tout de suite j'ai fait passer cet excellent livre à mon digne ami, M. le Comte de Blacas, qui ne s'amusera peut-être pas autant que moi avec les passages de Platon et d'Aristote, mais qui est bien plus digne, en revanche, de rendre à l'auteur toute la justice qui lui est due en qualité de connaisseur.

S'il vous était jamais possible, Monsieur le Général, lorsque le livre sera retourné dans vos mains, de vous en séparer de nouveau pour quelques jours en ma faveur, je trouverais peut-être le courage de vous présenter quelques doutes qui flottent depuis longtemps dans ma tête sur le beau en général, et sur d'autres objets moins abstraits. En attendant, Monsieur le Général, me permettrez-vous d'arrêter votre attention sur un passage de Quintilien extrêmement précieux, mais que vous ne paraissez pas avoir traduit avec le même bonheur qui vous l'a fait trouver, — page 127 : *Nec pictura in qua nihil circumlitum est eminet : ideoque artifices, etiam quum plura in eadem tabula opera contulerunt, spatiis distinguunt, ne umbræ in corpora cadant*. Vous traduisez : *Ni*

*tampoco sobresale una pittura quando esta circumdada de obscuridad*, etc. Si je ne me trompe infiniment, Monsieur le Général, c'est tout le contraire. Quintilien veut dire qu'*une figure n'a point de saillie lorsqu'elle n'est pas* ENCADRÉE *dans l'ombre. Et voilà pourquoi*, ajoute-t-il, *les anciens artistes, lors même que leurs tableaux contiennent plusieurs figures, ne les groupent jamais; ils les isolent constamment, de peur que l'une ne tombe dans l'ombre de l'autre et n'en soit éclipsée.* Voilà, Monsieur le Général (avec un peu de paraphrase), le véritable sens du passage. Vous me demanderez peut-être pourquoi je m'avise de traduire *anciens artistes?* A cause de *contulerunt*, qui me paraît se rapporter assez clairement au temps passé. Vous n'avez pas droit, ce me semble, de traduire *introduycen*, il fallait dire *introduycieren* (je barbarise peut-être, mais vous m'entendez). Quand l'expression *contulerunt* ne ferait naître qu'un doute, je vous tiens pour obligé *en conscience* de le laisser subsister.

Pour ce qui est des conséquences qu'on a droit de tirer de ce passage sur la manière des anciens peintres, nous en parlerons, j'espère, une autre fois. Mais, quoi qu'il en soit, je crois comme vous, et peut-être plus que vous (car je ne suis point obligé d'être modeste pour vous), que vous avez indiqué un passage décisif.

Afin de payer faiblement, mais au moins en monnaie qui ait cours chez vous, le plaisir que vous m'avez procuré, j'ai l'honneur de vous adresser le premier volume de la philosophie de Stay. Je ne connais pas de plus grand effort de latinité moderne. Voyez, je vous prie, sans aller plus loin (Préf., p. xviij), comme il a exprimé les

deux règles : que *la vitesse est comme les temps divisés par l'espace :* et que *les solides semblables sont comme les cubes de leurs côtés homologues.*

Agréez, je vous prie, l'assurance de la haute considération...

## 258

### *A M. le Chevalier de Rossi.*

Saint-Pétersbourg, 16 (28) avril 1808.

Monsieur le Chevalier,

Depuis votre numéro 29 du 19 novembre, arrivé ici le 28 janvier, je n'ai rien reçu de vous.

Aucune nouvelle de Finlande : Sveaborg tient toujours. On assure généralement, mais personne n'a pu en avoir la certitude, que le gouverneur a promis de se rendre s'il n'était pas secouru le 1er mai. Si la promesse est vraie, elle est nulle ; car il est presque impossible que les glaces tiennent jusqu'à cette époque. — Voici au reste un petit abrégé de toute cette affaire de Suède.

Lorsque l'Empereur fit remettre ici à l'Ambassadeur de Suède la déclaration de guerre que j'ai eu l'honneur de vous transmettre, l'Ambassadeur demanda tout de suite un passe-port pour envoyer un courrier à son Maître ; mais le passe-port lui fut refusé en disant *que l'Empereur se chargeait de faire passer lui-même cette*

*déclaration*. Le courrier Russe partit donc et s'en alla jusqu'à Abo, en semant chemin faisant le manifeste aux Finlandais. Les glaces brisées empêchèrent le courrier de s'embarquer. Il fut donc obligé de revenir sur ses pas ; mais il fut arrêté et dévalisé par les Suédois. Depuis l'on a dit publiquement à Stockholm et ici qu'il avait été pendu, mais c'est un conte ; il est vrai cependant qu'on n'en a plus entendu parler : ce qui signifie seulement qu'il est dans quelque prison, ou qu'on l'a rendu aux Russes qui n'en parlent plus.

Cependant le Roi de Suède, informé par le télégraphe d'Abo qu'une armée Russe était entrée en Finlande sans déclaration de guerre et qu'elle distribuait le mànifeste que vous avez vu, crut devoir mettre la main sur la légation Russe et sur ses papiers (dont il ne s'est cependant pas emparé) ; en même temps son Ministre écrivit au Général russe en Finlande une lettre où il lui disait que se voyant ainsi attaqué sans raison, et ne voyant arriver ni son Ambassadeur ni dépêches de sa part, il avait lieu de croire à quelque violence commise sur M. de Steddingk, ce qui l'avait obligé de prendre ses précautions en arrêtant M. Alopes ; on s'est bien gardé de faire connaître cette dépêche au public. En réponse, le Général Russe remit cette lettre de l'Ambassadeur de Suède dont le Ministre des Affaires étrangères s'était chargé et dont je vous ai suffisamment entretenu.

Il résulte de tout ce détail que le Roi de Suède a parfaitement raison. Vous avez vu tous les hurlements Français dans les papiers publics ; mais ce n'est que du bruit. Les enfants seuls croient que le Roi s'est exposé

par ce coup d'éclat. A quoi s'est-il exposé ? A-t-il un ennemi de plus ? Ceux qu'il a sont-ils devenus plus puissants ? C'est une maxime prouvée par toutes les pages de l'histoire que, dans les grandes secousses politiques, les puissances secondaires ne peuvent se sauver que par les coups de tête et les mesures exagérées. Je ne sais ce qui arrivera, mais je suis bien sûr que si Napoléon avait à choisir une alliance de mariage dans toutes les familles royales de l'Europe, il choisirait celle de Suède. En attendant, le Danemark paraît absolument anéanti. Vous aurez vu dans toutes les *gazettes* la fable de l'entrée des Français dans la Séeland : Bernadotte seul était à Copenhague et il a jugé à propos de partir incessamment et de revenir sur le continent en faisant un très grand tour. Je ne voudrais pas répondre de la personne même du Roi s'il s'obstine dans sa capitale où rien n'est stable. Voici une des idées qui peut vous faire comprendre l'état des têtes : enfermer Marie dans un couvent, chasser tous les Princes, et donner l'Empire au fils, sous la Régence d'Elisabeth, en lui faisant épouser une grande-duchesse.

L'effervescence que je vous ai fait connaître s'est considérablement calmée, du moins dans les discours ; mais, je vous le répète, on ne peut compter sur rien. Des gens infiniment au fait des affaires pensent que la paix avec l'Angleterre est infaillible avant le mois de septembre d'une manière ou d'une autre, comme quelqu'un me disait l'autre jour. Alors la France nous tombera dessus : autre perspective terrible.

Tous les yeux dans ce moment sont tournés sur l'Es-

pagne... Si loin du théâtre, je n'ai pas assez de données pour juger sainement ce grand mouvement, qui n'aura peut-être pour résultat que la punition de la plus coupable des femmes, celle de son complice, et la fondation d'un nouvel Empire au Mexique ; c'est une de mes prophéties favorites, comme vous l'aurez vu plus d'une fois. Le Pape nous occupe aussi beaucoup. Permettez que je finisse en latin. *Numquam atrocioribus cladibus magisve justis judiciis approbatum est non esse cura diis securitatem nostram, esse ultionem.*

J'ai l'honneur d'être, etc.

SUPPLÉMENT

Avril 1808. — S. M. le Roi de France s'étant fixé en Angleterre, toute sa famille doit le suivre. Le Comte de Blacas a donc demandé une frégate à l'Empereur qui s'y est prêté de la manière la plus aimable ; et M. le Comte de Roumanzof a dit au Comte de Blacas qu'il n'avait plus qu'à s'adresser au Ministre de la marine pour l'exécution. Il croyait donc la chose faite , mais lorsqu'il s'est présenté à l'Amiral Tchitchagof, il a essuyé un refus tranchant : *Les frégates nous sont nécessaires*, *la chose n'est pas possible.* Rien n'a pu le tirer de là. Le Comte de Blacas a cru qu'ayant la parole d'honneur de l'Empereur il était sûr ; mais il s'est trompé, tout a échoué devant l'opposition de l'Amiral. Le pauvre Comte de Blacas a dit les choses les plus vives au Ministre des Affaires étrangères. Le tout en vain. Il a donc fallu s'adresser au *grand Chevalier*, et demander une

frégate au roi de Suède. — A vous dire la vérité, j'en suis fâché pour S. M. I.; il est dur pour Elle d'en être réduite là.

Quoique dans un sens *il n'y ait plus d'espérance*, c'est-à-dire qu'il n'y ait aucune force capable de faire plier la France, il faut cependant se garder de donner à cette vérité une extension qui la convertirait en fausseté. Rien ne peut vaincre la France, mais la France peut fort bien se vaincre elle-même. Mille raisons démontrent que rien n'a pu empêcher Napoléon de poursuivre l'exécution de ses projets ; mille raisons démontrent que..... Quant aux dates, j'ai toujours dit que c'est lettre close pour l'esprit humain.

J'ai eu l'honneur de vous dire aussi plus d'une fois que, ni ici ni là, on ne découvre l'homme dont le monde a besoin ; mais qui est-ce qui connaissait Napoléon avant qu'il eût pris son vol ? Et voyez ce qu'il a fait en dix ou douze ans. Il est possible sans doute que le grand homme qni doit suivre l'homme extraordinaire ne soit pas né ; mais il est possible aussi qu'il ait 25 ans ; ainsi on ne peut rien affirmer.

Je ne sais ce qui arrivera, ou ce qui est arrivé en Espagne, mais de nul pays du monde il ne pourrait partir des choses plus extraordinaires, si ce fruit est mûr.

L'Ambassadeur d'Autriche dans ses billets d'invitation ne me donne plus le titre de Ministre. Il traite le Duc de même. Nous n'avons encore pris aucun parti à cet égard.

# 259

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, avril 1808.

Vous connaissez sans doute, Monsieur le Chevalier, la thèse soutenue en Angleterre par tous les gens sages. Ils disent que Jacques II ne fut nullement déposé mais qu'il abdiqua par sa fuite. Il n'en est rien cependant, mais on ne peut se dispenser d'applaudir à un sophisme qui dispense de soutenir qu'un peuple peut avoir le droit de déposer son Souverain, proposition qu'il ne faudrait pas soutenir quand même elle serait vraie, ce qui n'est pas.

Mais ce qui fut sophisme en Angleterre pourrait bien être raisonnement en Espagne, où l'état des choses est tout différent, unique même, à ce qu'il me semble. Les Espagnols n'ont certainement pas chassé leur Maître, ils n'ont pas pris parti entre l'un et l'autre ; ils se sont déclarés prêts à se sacrifier pour l'autorité légitime. Dans ce moment terrible de dangers et de malheurs, le Roi (quel qu'il soit) abandonne ses sujets et va se remettre volontairement entre les mains du mortel ennemi de sa famille. *Quid juris ?* Si, dans cette hypothèse, le Conseil de Castille, les Grands du royaume, ou les Cortès déclaraient le trône vacant et l'offraient à un autre

Prince, je crois, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, *qu'il serait bien donné.* Il ne manquerait pour ramener le moyen âge qui, sur certains articles avait plus de bon sens que nous, que de consulter le Pape sur la validité du changement ; car je nie que, dans certains cas, il y ait aucun moyen de faire mieux.

Il reste un jeune Prince en Espagne ; mais pour lui donner la couronne, il faudrait de même prononcer une déchéance. Qu'arriverait-il d'ailleurs si on lui opposait des difficultés qui sont connues de l'univers et écrites sur son visage ?

Nous parlions l'autre jour de l'Espagne, Monsieur le Comte de M..... et moi : *S'ils se ressouvenaient de leurs anciens Maîtres*, me dit-il, *et s'ils appelaient l'Archiduc Charles, par exemple, je répondrais bien que jamais les Français n'entreraient en Espagne.*

Je pensai bien que l'Archiduc ne se ferait pas presser, mais je n'aperçus pas d'autres idées au Comte de M.....

Tout ceci n'aura peut-être pas le sens commun lorsque vous le lirez, mais à une grande distance des événements on est obligé de raisonner hypothétiquement ; et en me renfermant dans le cercle des possibles, je crois qu'au moment et au lieu où je vis, ce n'est pas un paradoxe de croire *que le trône d'Espagne, suivant la tournure que prendront les affaires, peut vaquer légalement.*

J'ai beaucoup parlé de l'Espagne avec le Général Pardo. Il pense que les Espagnols répugnent infiniment à la scission de l'Amérique, et que, pour maintenir l'union, ils préféreront obéir à tout Souverain quelconque : c'est fort bien quant aux Espagnols ; mais les Améri-

cains que pensent-ils ? C'est là la question. Résisteront-ils à la tentation d'être libres et grands sans être coupables ? Suivant les règles, cette couronne appartiendrait à S. M. le Roi des deux Siciles. *Se poi non si sente*, un autre Prince pourrait se mettre sur les rangs. — Mais à quoi bon jeter l'œil dans ces profondeurs ? On n'y voit goutte.

*P. S.* — Depuis que j'ai écrit ceci, j'ai lu la lettre de Napoléon au Prince des Asturies. C'est une pièce diabolique, et qui a ceci de particulier que le poison résulte de la publicité ; car si l'on suppose qu'un courrier ait porté la lettre au Prince et qu'elle soit demeurée confidentielle, je ne crois pas que Louis XIV eût pu écrire mieux ; mais du moment où la pièce est livrée à l'impression, la plus pure raison se change en atrocité. Le passage sur la Reine est écrit (puisqu'il devait avoir le grand jour) avec la griffe de Satan.

## 260

### *Au Même.*

Saint-Pétersbourg, mai 1808.

Monsieur le Chevalier,

J'ai promis, dans un de mes précédents numéros, de vous donner *pleine satisfaction* sur une tentative qui

vous a paru si étrange. Je m'acquitte aujourd'hui de ma parole, en vous priant néanmoins, avant tout, de ne donner à tout ce que vous allez lire que le nom d'*éclaircissement*; car, pour les *apologies*, je les abandonne volontiers à ceux qui en ont besoin.

Les Etats du Roi sont conquis, et possédés par un homme rare, extraordinaire, etc. (Je lui donnerai volontiers toutes les épithètes qu'on voudra, excepté celle de *grand*, laquelle suppose une moralité qui lui manque). Cet homme est surtout remarquable, ainsi que tous ses collègues qui figurent dans l'histoire, par une volonté invincible. Avant d'agir, il réfléchit; mais dès qu'il a pris son parti, jamais on ne l'a vu reculer. C'est un instrument visiblement choisi par la Providence pour opérer l'une des plus grandes Révolutions qu'on ait vues sur la terre.

Dans les vastes projets qui remplissent cette tête, l'Italie occupe l'un des premiers rangs. Il y tient d'une manière inflexible; et le Piémont, qui est la clef de ce beau pays, est aussi la province qu'il a serrée le plus fortement dans ses bras de fer. Il s'en est occupé sans relâche; il y a tout détruit et tout changé. Il l'a, pour ainsi dire, *pétrie* pour l'amalgamer avec la France, et il se plaît à dire qu'*il faudrait trois siècles pour rétablir ce qui existait.*

On peut dire que, depuis la bataille de Marengo, la restitution du Piémont a cessé d'être possible. Cependant on pouvait encore se flatter; mais, depuis celle d'Austerlitz, aucun homme usant de sa raison n'a pu conserver d'espérance. Tout se réduit donc *dans ce moment*,

pour S. M., à une indemnité plus ou moins disproportionnée. Pour l'obtenir, nous comptions sur deux amis puissants : l'un a disparu comme un brouillard (du moins pour quelque temps) ; que fera l'autre ? Je n'en sais rien. Un prophète qui était Roi a dit : *Ne vous fiez pas aux Rois* (*Nolite confidere in principibus*). Certainement, Monsieur le Chevalier, ce grand et saint personnage n'a pas voulu déprimer un ordre auguste dont il était membre lui-même ; il a voulu seulement exprimer une vérité toute simple : c'est que tous les actes des Souverains étant nécessairement soumis à la raison d'État, laquelle obéit à son tour aux agitations éventuelles du monde politique et moral, faire dépendre sa sûreté et son salut des dispositions constantes d'une Cour quelconque, c'est au pied de la lettre, se coucher, pour dormir à l'aise, sur l'aile d'un moulin à vent.

Outre ces observations générales, j'en ai de particulières à l'Angleterre. Les gouvernements mixtes forment toujours des alliés équivoques. Je n'entends point manquer de respect à ce gouvernement, je le vénère, au contraire, et l'admire infiniment (à sa place néanmoins, et non ailleurs) ; mais il est cependant vrai que ces sortes de gouvernements rendent les alliances bien précaires. Il faut accorder une foule de volontés. L'opinion tient le sceptre. La guerre et la paix sont déclarées souvent à la Bourse avant de l'être à Saint-James, et nul Ministre ne peut résister à la volonté de la nation bien exprimée. Le Roi, d'ailleurs, touche à la fin de sa noble carrière. A sa place, nous voyons arriver un élève de Fox, sur lequel je compte fort peu. Même dans toute la

vigueur du règne actuel et du ministère passé, je vois Pitt, accusé de nous avoir abandonnés, dire en plein parlement : « *Nous aurions rendu un fort mauvais service au Roi de Sardaigne en le plaçant en contact avec ces républiques incendiaires d'Italie.* » Je vois S. M. mise dans la balance, au traité d'Amiens, avec l'île de Ceylan, et complètement sacrifiée sans balancer. Je lis enfin les lettres anciennes du digne Comte de Front, où il ne cesse de me répéter que, *si les deux puissances n'agissent pas de concert, il a bien peu d'espérance.* Aujourd'hui que non seulement elles n'agissent pas de concert, mais en sens contraire, que pourra et que voudra l'Angleterre ? C'est ce que j'ignore. Ajoutons que la haine mortelle que Napoléon a vouée à cette puissance retombe sur nous, et que, du moment où il nous a vus sous sa tutelle seule, il était de toute évidence qu'il allait tomber sur nous, quand ce ne serait que pour étouffer sur le champ la petite faveur qu'allait prendre notre pavillon, et prévenir l'utilité dont il pourrait être aux Anglais pour leurs spéculations dans la Méditerranée. En attendant, sa haine épouvantable se déploie de toutes les manières contre S. M. Il refuse de la reconnaître pour Souverain ; il fait disparaître son nom de tous les calendriers qui lui obéissent, etc.

Et lorsque, avec cet homme qui tient l'Europe dans sa main, on en viendra enfin à une paix finale (supposé cependant qu'elle soit possible), s'il vient à s'obstiner irrémissiblement, et à faire des offres acceptables à l'Angleterre sans vouloir entendre parler de nous, fera-t-elle la guerre pour le Roi ?

Au moment où je m'occupais le plus fortement de ces tristes idées, il arrive ici un favori de Napoléon. Cet homme se prend de quelque intérêt pour moi, sans savoir pourquoi, car je ne lui avais pas même fait une visite. De plus, il est présenté dans une maison avec laquelle je suis fort lié ; et le chef de cette maison, qui est un Français naturalisé dans ce pays, et Chambellan de S. M. I., est un homme délié, qui est fait exprès pour conduire une affaire, et qui me veut d'ailleurs beaucoup de bien. Je réfléchis sur tout cela, et je me demande s'il n'y aurait pas moyen de tirer parti des circonstances en faveur de S. M. Les hommes extraordinaires ont tous des moments extraordinaires ; il ne s'agit que de savoir les saisir. Les raisons les plus fortes m'engagent à croire que, si je pouvais aborder Napoléon, j'aurais des moyens d'adoucir le lion, et de le rendre plus traitable à l'égard de la Maison de Savoie. Je laisse mûrir cette idée, et plus je l'examine, plus elle me paraît plausible. Je commence par les moyens de l'exécuter, et, à cet égard, il n'y a ni doute ni difficulté. Le Chambellan, M. de Laval, dont il est inutile que je vous parle plus longuement, était, comme je vous le disais tout à l'heure, *fait exprès*. Il s'agissait donc uniquement d'écarter de cette entreprise tous les inconvénients possibles, et de prendre garde avant tout de ne pas choquer Napoléon. Pour cela je commence par dresser un mémoire, écrit avec cette espèce de coquetterie qui est nécessaire toutes les fois qu'on aborde l'autorité, surtout l'autorité nouvelle et ombrageuse, sans bassesse cependant, et même, si je ne me trompe, avec quelque dignité. Vous en jugerez vous-

même, puisque je vous ai envoyé la pièce. Au surplus, Monsieur le Chevalier, j'avais peu de craintes sur Bonaparte. La première qualité de l'homme né pour mener et asservir les hommes, c'est de connaître les hommes. Sans cette qualité, il ne serait pas ce qu'il est. Je serais bien heureux si S. M. me déchiffrait comme lui. Il a vu, dans la tentative que j'ai faite, un élan de zèle ; et comme la fidélité lui plaît depuis qu'il règne, en refusant de m'écouter il ne m'a cependant fait aucun mal. Le Souverain légitime, intéressé dans l'affaire, peut se tromper sur ce point ; mais l'usurpateur est infaillible.

Tout paraissant sûr de ce côté, et m'étant assuré d'ailleurs de l'approbation de cette Cour, et même de la protection que les circonstances permettaient, il fallait penser à l'Angleterre, prévenir tout mécontentement de sa part, et prendre garde surtout de lui fournir un moyen d'échapper à ses engagements en nous disant : *Puisque vous agissez sans moi, vous n'avez pas besoin de moi.* Je me rends donc chez l'Ambassadeur d'Angleterre, qui était sur le point de partir, et je lui fais part de mon projet en lui expliquant que l'idée appartenait uniquement à moi, et le priant d'en parler dans ce sens en Angleterre, si je venais à partir, ce qui était douteux. Il ne me fit qu'une seule objection : *Ne vaudrait-il point mieux peut-être attendre ce qu'on pourra faire pour le Roi à la paix générale ?* Je lui répondis : *Milord, Votre Excellence pourrait-elle m'assurer que l'Angleterre, dans un traité de paix, insistera sur l'indemnisation du Roi ?* — Il se tut. Je continuai sans insister.— *Je voudrais tâcher, Milord, d'adoucir cet homme, et de lui faire adopter des idées plus*

*modérées, afin qu'il soit plus traitable lorsque la générosité de S. M. Britannique, de qui nous attendons tout, lui proposera des indemnisations pour nous.* Il me remercia de ma confiance, et n'insista plus de son côté sur l'objection. Je lui remis une lettre pour M. le Comte de Front, dans laquelle j'instruisais ce dernier de tout ce qui s'était passé, l'autorisant à déclarer, dans le cas où je partirais, que S. M. ignorait cette démarche, faite absolument à mes périls et risques.

Et la même déclaration était insérée dans le mémoire sur mon expresse parole d'honneur, et certainement on y croira. Ainsi, Monsieur le Chevalier, nul inconvénient possible pour S. M. : tout est prévu. Cependant, pour abonder, je déclare par écrit, dans ma lettre d'accompagnement au Général Savary, que, si mes qualités ne sont pas exprimées dans mon passe-port, je ne partirai point. En effet, il ne me convenait nullement de montrer un écrit qui aurait supposé que S. M. n'est pas ce qu'elle est. Enfin, comme une certaine supposition, absolument hors de la sphère des probabilités, n'était cependant pas tout à fait hors de celle des possibles, je priai S. M. de vouloir bien se rappeler une lettre que j'avais eu l'honneur de lui écrire une fois ; et, de mon côté, j'avais pris mes mesures pour n'être embarrassé dans aucune supposition.

Tout étant donc scrupuleusement prévu, et la consultation préliminaire étant impossible, je me déterminai. Maintenant, Monsieur le Chevalier, raisonnons. Que pouvait-il arriver ? Ou Napoléon me recevait, ou non. Dans le dernier cas, il n'y a ni bien ni mal de fait : ce

n'est rien, et tout reste à sa place. Dans le premier je vous avoue que j'avais de grandes espérances. Pour ôter les épines du passage, j'avais exclu le mot *restitution;* quelle puissance de l'Europe oserait le prononcer? Mais je savais quelles cordes je devais toucher, et il ne s'agissait pour moi que d'arriver. Quand je n'aurais fait qu'amortir la haine et l'infatigable persécution qui nous font tant de mal, j'aurais beaucoup fait. Le nom de S. M. rétabli dans toutes les listes royales, ses Ministres admis à Paris et reconnus partout, son pavillon respecté, le commerce de ses sujets libre, etc., c'était beaucoup; mais vous entendez assez que, si j'avais trouvé les chemins ouverts, j'aurais entrepris d'autres choses. Je comptais commencer la conversation à peu près de cette manière : *Ce que j'ai à vous demander avant tout, c'est que vous ne cherchiez point à m'effrayer, car vous pourriez me faire perdre le fil de mes idées, et fort inutilement, puisque je suis entre vos mains. Vous m'avez appelé, je suis venu; j'ai votre parole. Faites-moi fusiller demain, si vous voulez, mais écoutez-moi aujourd'hui.*

Quant à l'épilogue que j'avais également projeté, je puis aussi vous le faire connaître. je comptais dire à peu près : *Il me reste, Sire, une chose à vous déclarer : c'est que jamais homme vivant ne saura un mot de ce que j'ai eu l'honneur de vous dire, pas même le Roi mon Maître; et je ne dis point ceci pour vous, car que vous importe? Vous avez un bon moyen de me faire taire, puisque vous me tenez. Je le dis à cause de moi, afin que vous ne me croyiez pas capable de publier cette conversation. Pas du tout, Sire! Regardez tout ce que j'ai eu l'honneur de vous dire comme*

*des pensées qui se sont élevées d'elles-mêmes dans votre cœur. Maintenant je suis en règle ; si vous ne voulez pas me croire, vous êtes bien le maître de faire tout ce qui vous plaira de ma personne, elle est ici.* — En effet, si Napoléon m'avait cru assez fou pour me vanter de ce que j'avais dit dans cette occasion, il ne devait plus me laisser voir le jour ; et il n'y avait nulle raison de m'exposer à ce danger sans utilité pour S. M.

Voilà, Monsieur le Chevalier, ce que j'avais à vous dire sur ce point. Il en résulte, avec l'évidence la plus complète : 1° que la tentative que j'ai faite a été calculée avec toute la prudence imaginable ; 2° qu'elle pouvait être d'une utilité immense à S. M. ; 3° qu'elle ne pouvait lui faire aucun mal ; 4° que toutes les chances favorables étaient pour Elle ; 5° et tous les dangers pour moi.

Que Bonaparte et sa race doivent tomber, c'est ce qui me paraît infaillible ; mais quelle sera l'époque de cette chute ? C'est ce que personne ne sait. Or, comme cette suspension peut détruire la Maison de Savoie de deux manières et sans retour, pour écarter ce danger autant que la chose est possible, que fallait-il faire ? Ce que j'ai fait : il n'y a pas deux réponses.

Comment donc cette idée a-t-elle été si mal accueillie à Cagliari ? Je crois que vous m'en dites la raison sans le savoir, dans la première ligne chiffrée de votre lettre du 15 février, où vous me dites que la mienne *est un monument de la plus grande surprise*. Voilà le mot, Monsieur le Chevalier : le cabinet est surpris, tout est perdu. En vain le monde croule, Dieu nous garde d'une idée imprévue ! Et c'est ce qui me persuade encore davantage

que je ne suis pas votre homme ; car je puis bien vous promettre de faire les affaires de S. M. aussi bien qu'un autre, mais je ne puis vous promettre de ne jamais vous surprendre. C'est un inconvénient de caractère auquel je ne vois pas trop de remède. Depuis six mortelles années, mon infatigable plume n'a cessé d'écrire chaque semaine que, *S. M. comptant absolument sur la puissance ainsi que sur la loyauté de son grand ami, et ne voulant pas faire un pas sans son approbation*, etc. : c'est cela qui ne surprend pas ! Dieu veuille bénir les armes de M. de Front plus que les miennes ! Quand j'ai vu qu'elles se brisaient dans mes mains, j'ai fait un effort pour voir si je pourrais *rompre la carte;* l'ennemi n'a pas voulu m'entendre : si vous y songez bien, vous verrez que c'est une preuve certaine que j'avais bien pensé. Il a jugé à propos, au reste, de garder un silence absolu sur cette démarche ; car je n'ai nulle preuve qu'il en ait écrit à son Ambassadeur ici, et je suis sûr qu'il n'en a pas parlé au Comte Tolstoï à Paris.

Au surplus, Monsieur le Chevalier, sans me permettre des communications imprudentes, je ne m'en suis pas cependant tout à fait fié à moi-même. J'ai discuté la chose, par exemple, avec l'ami qui était confident nécessaire et dont j'estime la dextérité, avec le Ministre des Affaires étrangères, avec le Ministre adjoint, l'un des hommes les plus sages de ce pays, avec le Prince Czartoryski qui est d'un autre parti. Pas un ne m'a fait la moindre objection contre le projet, et presque tous l'ont jugé très utile, si je pouvais l'exécuter. Or, permettez-moi de vous le dire, Monsieur le Chevalier, lorsqu'une idée née dans

une tête saine qui surmonte un cœur droit a de plus été examinée attentivement et approuvée par quatre ou cinq hommes de poids, elle ne saurait plus être absurde ni condamnable; elle peut être simplement désapprouvée, mais c'est bien différent. Tout Ministre qui agit de son chef, dans ces occasions rares où il ne lui est pas possible de consulter, sait bien que son Maître peut dire oui ou non ; mais lorsque vous me dites que *S. M., sans donner de sinistres interprétations à mes démarches*, etc., c'est précisément comme si vous aviez écrit au Maréchal Souwarof : *Le Roi, Monsieur le Maréchal, sans croire que vous êtes un poltron, pense néanmoins*, etc. Je n'en dis pas davantage sur ce point, vu qu'il est aisé de s'échauffer en écrivant comme en parlant.

C'est un principe incontestable en diplomatie, et sans lequel même il n'y a point de diplomatie, qu'un Ministre peut signer *sub spe rati* tout ce qui lui paraît utile à son Maître, et qui ne peut souffrir délai. Si nous avions été admis, le duc et moi, à Tilsitt, n'aurait-il pas fallu signer? Et si, dans ce moment même, Napoléon exigeait sur la frontière une négociation soudaine sur les intérêts du Roi, menaçant de ne plus écouter au delà du court délai qu'il fixerait, faudrait-il répondre, votre lettre à la main, que je ne puis entamer aucune négociation, à moins que mon Gouvernement ne m'en ait prescrit d'avance tous les détails? Impossible, Monsieur le Chevalier. Tant que je serai Ministre, je ferai le Ministre. Si les propositions me paraissaient blesser les intérêts de Sa Majesté, je refuserais de signer ; mais si je les trouvais bonnes ou tolérables, je signerais *sub spe rati*, et Sa Majesté ferait

ensuite ce qui lui paraîtrait convenable. — Mais il y a plus, dans ce cas. Permettez-moi de vous demander dans quel endroit de mes dépêches vous avez trouvé le mot ou l'idée de *négociation ?* Il n'y a pas d'idée que j'aie exclue plus exactement. Tout se réduit à la demande d'une simple conversation *comme simple particulier.* Jamais je n'ai dit un mot de plus. Si j'avais pu arriver, je serais allé, sans avoir écrit un mot, dire à Sa Majesté : *Voilà, Sire, ce qui m'a été dit; Votre Majesté en fera l'usage qu'elle jugera à propos.*

Si cela s'appelle une *négociation,* j'entends bien mal le sens des mots. J'en reviens donc toujours à la *surprise:* il n'y a que cela.

Une circonstance bien remarquable, c'est que, pendant que mon mémoire marchait à sa destination, vous approuviez mot à mot ma conduite dans votre numéro 29 du 19 novembre ; de manière que ce fut, suivant mon usage, avec une parfaite bonne foi que, dans ma réponse à cette lettre (médiate ou immédiate, il ne m'en souvient plus), je me félicitai d'avoir rencontré précisément votre idée. En effet, vous me dites dans cette lettre: *Nous tâcherons, avec l'adresse convenable, d'amener le rapprochement que vous conseillez* (ne vous fâchez pas, je vous prie, si je vous dis en passant que, dans ce genre, toute adresse est maladresse). Vous continuez : *Mais Sa Majesté pense que vous pourriez y contribuer vous-même, au moins indirectement* (c'est ce que j'ai tâché de faire), *par l'entremise du Ministère de Russie lui-même* (c'est ce que j'ai fait) *ou par quelque personne en liaison avec le négociateur* (c'est encore ce que j'ai fait) ; il est vrai que vous

ajoutez, *sans vous compromettre.* Mais vous savez de reste que ces formules de bureau n'ont absolument point de sens, et signifient au fond : *Dites et ne dites pas, faites et ne faites pas.* D'ailleurs, Sa Majesté n'était nullement compromise dans aucune supposition possible, et moi-même je ne l'étais point comme Ministre. A la rigueur, je pouvais l'être personnellement, car on était maître sans doute de m'emprisonner ou même de m'étrangler à Paris ; mais tout cela, sauf l'intérêt de bonté, ne fait rien du tout à Sa Majesté.

Il y a une expression dans votre lettre, Monsieur le Chevalier, qui vous a paru sûrement très simple, mais qui m'inspire à moi les réflexions les plus profondes et les plus tristes. *Ce qui peut arriver de plus heureux pour vous*, me dites-vous, *c'est que*, etc.

Je suis charmé de savoir ce qui peut m'arriver de plus heureux, mais vous m'obligerez beaucoup de m'apprendre ce qui pourrait m'arriver de malheureux. Entrez, je vous prie, avec vous-même dans cette triste analyse, examinez l'un après l'autre tous les côtés par où il est possible de blesser et de punir un homme. Vous verrez que tout est fait et qu'il n'y a plus moyen de tuer un cadavre ni de frapper sur le rien. Il me vient même une idée extravagante dont je veux vous faire part. Si je trahissais S. M. (belle supposition comme vous voyez), quel est le tribunal qui me jugerait? Je n'en vois aucun de compétent. Je ne tiens plus au monde que par mes enfants, et à mes fonctions que par la conscience. Tous les autres liens sont coupés. Je crois que nous aurons tous vécu avant que ce grand tremblement de terre ait cessé. Je

suis bien sûr au moins que je serai hors de combat avant l'époque du repos. J'arriverai donc insensiblement au moment où je ne serai plus bon à personne, et je mourrai sans état et sans patrie, sans avoir même connu tous mes enfants. Je ne vois dans l'avenir aucune supposition heureuse, aucune amélioration possible sur la ligne où je suis placé. Servez-vous donc de moi tant qu'il vous plaira, je ne révoque aucune parole; mais ne me grondez ni me menacez jamais, car cela me rend malade.

Mais ceci, Monsieur le Chevalier, me ramène toujours au soupçon trop légitime que je pourrais bien n'être point fait du tout pour le service de S. M. J'ai passablement réussi dans ce pays; mais qu'est-ce que cela prouve? J'ai réussi de même auprès des hommes de toutes les couleurs avec qui la Révolution m'a confronté; jamais avec nos Princes, du moins comme je l'aurais voulu. Elevé dans le fond d'une petite province, livré de bonne heure à des études graves et épineuses, vivant au milieu de ma famille, de mes livres et de mes amis, membre d'ailleurs d'un ordre fort peu agréé, peut-être n'étais-je bon que pour la vie patriarcale où j'ai trouvé autant de bonheur qu'un homme en peut goûter sur la terre. La Révolution en a ordonné autrement. Après quelques expériences malheureuses, je m'étais arrangé pour terminer paisiblement ma carrière en Sardaigne: me regardant comme mort, ce pays me plaisait assez comme tombeau. Point du tout, il a fallu venir représenter sur ce grand théâtre. Le Roi sait avec quelle répugnance je suis venu. Il était clair qu'on allait me martyriser dans le temps présent, en me promettant *locum refrigerii* dans

un temps fabuleux ; jamais je n'ai demandé que le genre de secours qui dépendait du Roi, pour vivre *aujourd'hui* d'une manière tolérable ; toujours je me suis moqué de *demain*. Je ne suis pas assez sot pour ignorer mon âge et l'art d'évaluer les probabilités. De savoir si S. M. ne m'a point traité avec trop de rigueur, c'est une question réservée à Elle. Personne ne juge le Roi, mais je suis bien le maître de me juger moi-même. Une fois que la tête est échauffée et le cœur ulcéré, on se donne tous les jours des torts, et je suis prêt à me reconnaître tous ceux que vous voudrez. Un homme qui se croit humilié ne vaut rien, il est toujours aigre, toujours fatigant ; et comment ne déplairais-je pas à S. M. puisque je me déplais à moi-même ? Telles sont les réflexions qui m'agitent et que je soumets de nouveau au profond discernement de S. M. Jugera-t-elle à propos de me rappeler ? J'admirerai en cela sa sagesse et ne me plaindrai nullement, comme je ne me suis jamais plaint par le passé, hors de mes lettres. Voudra-t-elle au contraire employer toujours mes services ? Elle peut compter jusqu'à la fin sur la même fidélité et sur le même zèle, quel que soit d'ailleurs le mécontentement que je me suis bien gardé de cacher. Tout ce que je crains c'est d'être employé par humanité. Il n'y a rien que je ne préfère à ce malheur. Maintenant que vous en savez autant que moi, je suis tranquille. Il me suffit de vous ajouter que si j'avais eu connaissance, à l'époque où je me suis décidé, de la singulière découverte que je vous ai fait connaître, jamais je n'aurais tenté de faire ce voyage ; mais je l'ignorais absolument comme vous l'avez vu par la date des lettres. Cette découverte

au reste me paraît une pure curiosité qui ne sortira jamais du portefeuille qui la recèle, à moins qu'il ne soit permis de s'en amuser, époque dont je crois n'ignorer que la date.

## 261

*Au Même*

Saint-Pétersbourg, mai 1808.

Où je me trompe fort, ou l'entreprise qui vous a si fort alarmé est du nombre de ces choses qui paraissent grandes de loin à l'œil de l'imagination, mais qui sont très petites lorsque la raison vient à les examiner de près. A la vérité le succès n'était pas probable ; mais le danger était nul : ainsi pourquoi ne pas essayer ? J'avoue cependant que, si au lieu de me blâmer en général, vous me montriez un inconvénient que je n'ai ni aperçu ni prévu, je n'aurais rien à dire ; mais vous ne m'indiquez rien de tel. Vous voyez, Monsieur le Chevalier, l'état des choses ; les trônes mêmes semblent coalisés avec celui qui les veut détruire. Ce que nous voyons ne s'est jamais vu , et peut-être ne se verra jamais. Que faut-il faire dans de pareilles circonstances ? C'est un terrible problème. Rien n'est plus commode, sans doute, que de ne pas remuer, et d'attendre le résultat de la guerre et de la bonne volonté de notre unique allié ; mais ne nous y fions pas. Nous en savons assez pour con-

naître le danger que nous courons. Si M. le Marquis de Saint-Marsan avait été admis à Paris en 1802, il aurait rempli les vues de S. M. qui le désirait. Si l'année dernière, nous avions pu, M. le Duc de Serra-Capriola et moi, être admis à Tilsitt, pour dire nos raisons, certainement nous y serions allés. Si donc j'avais pu pénétrer seul jusqu'à ce terrible homme, je ne savais y voir aucun inconvénient, et je me suis décidé sur un raisonnement qui me paraît sans réplique: ..... ou il m'appellera, et dans ce cas, c'est certainement parce qu'il a conçu quelque idée avantageuse, car il n'y a pas moyen de croire qu'il me fasse faire 5 à 600 lieues pour me dire qu'il n'a rien à me dire. Il est capable de tout excepté d'une absurdité. Vous me parlez de *négociation:* faites attention que je l'ai sévèrement exclue. Il ne s'agissait que d'une simple conversation dont il pouvait résulter beaucoup d'avantages et nul inconvénient. La chose, au reste, n'ayant pu avoir lieu, je me borne à désirer que S. M. ne regrette jamais que je n'aie pu partir. Il me semble que j'avais tout prévu.

Après tout, Monsieur le Chevalier, j'en reviens toujours à ce que je vous ai souvent dit. Je me défie beaucoup de moi-même et je n'ai jamais cru posséder les qualités nécessaires pour contenter S. M. dans ce poste. Je suis venu avec une extrême répugnance, et jamais je n'ai été tranquille un seul instant. La confiance est nécessaire dans un moment aussi difficile. Je puis vous assurer que le chagrin de me retirer sera mille fois moindre pour moi que celui d'embarrasser Sa Majesté; ainsi je suis toujours prêt à me retirer sans fracas et

sans murmure, au premier signal que vous me ferez, d'autant plus que je n'ai jamais pu me guérir du soupçon d'être odieux.

J'ose espérer que S. M., de son côté, n'accompagnerait cette détermination d'aucune circonstance capable de me la rendre plus désagréable, puisque je n'ai point demandé cette place, que je l'ai toujours redoutée, et que d'ailleurs je me crois sûr de n'avoir aucunement démérité.

## 262

### *Au Même.*

Saint-Pétersbourg, mai 1808.

Vous aurez une idée du Ministère actuel, si je vous dis que le Ministre des Affaires étrangères (qui l'est aussi du Commerce) a fait imprimer dans la gazette de Saint-Pétersbourg un ukase portant règlement pour le commerce entre la Russie et l'île de Gothland. Imaginez l'effet que produira à Stokholm l'ineffable ridicule d'une telle loi. Je vous assure, Monsieur le Chevalier, que nos affaires ici vont très mal et de toutes les manières. Voilà la division du Général Barclay de Tolly qui arrive de Vitebsk pour se rendre en Finlande. Qui jamais à ouï dire que l'Empereur de Russie, pour renforcer une armée qui est aux portes de la capitale, doit appeler des soldats de 1200 verstes? L'armée se fond

en Finlande et en Turquie : c'est ce que veut Bonaparte. L'Autriche seule peut lui donner quelques alarmes par les efforts admirables qu'elles a faits pour se remettre, et par son attitude imposante, dont vous êtes sans doute informé. La vitalité de cet Empire est véritablement admirable ; mais la force physique ne peut se passer de la force morale ; tant que vous verrez l'Autriche tremblante et sans confiance dans ses propres forces, tant que vous entendrez ses Princes et ses Généraux dire : « *Nous ne sommes pas en état de faire la guerre* », il est clair qu'en effet on ne saurait la faire. Il n'est pas douteux que si les grandes puissances s'entendaient, on pourrait résister et se sauver ; mais comment s'entendre ? Où est le patriotisme ? Où est le génie? Où sont les nobles déterminations ? Le fameux proverbe : *Quos Jupiter vult perdere*, *prius dementat*, est vrai des nations comme des individus. En attendant, Napoléon avance à pas de géant. Avec les calices et les encensoirs d'Espagne, il aura, si on le laisse faire, un surcroît de force avec lequel il découpera l'Autriche et en fera quatre ou cinq petites souverainetés dans la Ligue Rhénane. Je doute que cette œuvre l'occupe plus de six mois. Je crois la nation Espagnole (même abandonnée par ses maîtres) très capable d'un mouvement qui occuperait au moins beaucoup Napoléon, et donnerait un beau champ aux entreprises du Nord. Mais vous nous verrez regarder l'exécution de l'Espagne, comme elle nous regardait il y a deux ans, et tout ira de même jusqu'à ce qu'une maladie, un poignard, ou un grand homme vienne enfin changer la scène. Je dis *changer*, car la

tragédie ne finirait pas. Les successeurs d'Alexandre ensanglantaient beaucoup le monde ; mais je crois que nous ferions pire après la mort de Bonaparte.

En attendant, c'est une consolation de savoir que la Révolution dure toujours. Napoléon établit partout des Royaumes, comme Robespierre établissait partout des Républiques. L'un ne sera pas plus stable que l'autre ; mais tous les yeux sont encore fermés et c'est là le mal, car les choses ne peuvent changer sans que les hommes changent. Si j'avais l'honneur de parler à S. M., j'en dirais davantage.

## 263

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, mai 1808.

Monsieur le Chevalier,

Dans une lettre du 25 avril dernier écrite à M. Rolle, j'ai eu l'honneur de vous donner les nouvelles, comme on peut les donner par la poste. La prise de Sveaborg est une des merveilles de cette époque. C'est un véritable Gibraltar rendu sans coup férir. On ne manque pas de dire dans le public que cette forteresse a coûté cent et même deux cent mille ducats, et quelques plaisants amers ont dit que pour ce haut fait d'armes, il aurait fallu donner le grand cordon de Saint Wladimir à M. Goloubtzof

(trésorier de l'Empire). Qui sait cependant si le Gouverneur, M. de Cronstedt, n'a pas perdu la tête ? Il y avait dans la forteresse beaucoup de Finois et même beaucoup de Finoises. C'était déjà une grande faute. Il a admis deux fois des parlementaires dans la place ; seconde faute capitale. On ne sait comment ces gens ont intrigué pour obtenir de cet homme la capitulation qui a livré la place. Elle portait que *si les secours n'arrivaient pas le 21 août, etc*... Là-dessus on dit que le Gouverneur avait cru stipuler à jeu sûr parce qu'il n'était pas probable que les glaces tinssent encore à cette époque. Mais il n'y a rien de si connu et de si fréquent que les exemples du contraire; et comment veut-on qu'un officier suédois les ignore? D'ailleurs il y a une observation décisive contre lui, à ce qui me semble du moins. S'il a fait son devoir, pourquoi ne se rend-il pas auprès du Roi? Les uns disent qu'il vient ici ; d'autres, qu'il se retire sur les terres de sa femme en Finlande, mais personne ne dit qu'il retourne en Suède.

Je vous ai fait savoir dans la même lettre la prise de l'île de Gottland. Cette expédition imaginée par l'amiral Tchitchagof a été blâmée par le bon sens universel, qui en a vu le résultat. En effet, l'Empereur, instruit par une autre voie (probablement le Ministre des guerres), s'était déterminé à rappeler les 14 ou 18,000 hommes qui avaient pris possession de l'île ; mais c'était trop tard. Le courrier arrivé dans le port de Window y a reçu la nouvelle que les Suédois, avec cinq vaisseaux de ligne et 5,000 hommes de débarquement, étaient venus reprendre l'île et faire prisonniers les Russes sans la moindre résistance. Qui sait comment les choses se sont passées ? Le Roi de

Suède, qui est excessivement irrité, aura peut-être mis dans la chose un peu de *Fourches Caudines*. On ignore encore les détails.

L'Amiral, qui avait déjà un parti terrible contre lui, achève de se perdre dans l'esprit public par cette opération militairement ridicule. Araktcheief, que je vous ai suffisamment fait connaître, en profitera sans doute pour le renverser. Il a dit, à ce qu'on m'assure, *que l'un ou l'autre devait disparaître*, et je crois qu'à la fin, malgré l'inexplicable empire du Ministre de la Marine sur l'esprit de S. M. I., celui des Guerres finira par l'emporter. En attendant, je continue d'être fort bien, même sur le pied de l'amitié chez cet inexplicable Amiral. Sa femme est Anglaise ; elle a de l'esprit, du sens, de l'instruction, de la morale surtout, et c'est une excellente épouse comme toutes les Anglaises, quand elles s'en mêlent. Comme il l'aime éperdument, je lui fais ma cour avec assez d'assiduité. Elle reçoit les mercredis. C'est une assemblée générale où tout le monde va, même ceux qui voudraient étrangler son mari. Mais j'y soupe de plus tous les dimanches ; c'est le jour de la Bible, où les Anglaises ne reçoivent que les parents ou les amis : souvent je me suis trouvé tête à tête lorsque le Ministre est absent. Elle a l'air d'une colombe, et je ne connais rien de si fin, de si décidé et de si difficile à saisir.

C'est dans sa maison seule (excepté les grands diners diplomatiques) où je me trouve à table avec l'Ambassadeur de France. Il me parle poliment et sans affectation. Je lui réponds de même ; je ne le flatte ni ne lui manque. Un Secrétaire de son ambassade, ayant été présenté il y

a un mois à peu près, je ne reçus point les billets ordinaires, de manière que je pris cela pour une déclaration de guerre ; mais c'était un oubli, ou les maximes ont changé, car je viens de recevoir son billet avec le nouveau titre de *Duc de Vicence*, à l'occasion d'une autre présentation. J'ai rendu le billet comme de raison, mais je ne vais point faire de visite proprement dite, et il ne m'invite pas à dîner : voilà où nous en sommes. Il ne me paraît pas au reste que son Maître cherche à me faire de la peine, car rien ne lui serait plus aisé à cette époque d'asservissement.

Je reviens à la guerre.

Les Russes, en s'emparant de la Finlande, sont allés en avant à leur manière, et ils ont fait une pointe telle qu'ils ont remporté un avantage dans un endroit où peut-être des hommes ne se sont jamais battus, entre Tornéo et Uleaborg ; mais bientôt la chance a tourné, le Général Bulatof a été battu du côté de Polava, lui-même a été blessé à mort et fait prisonnier : on assure qu'il a péri. Bientôt on a parlé d'un second échec, qui paraît certain quoiqu'on étouffe cette nouvelle, et l'on assure que les Russes ont reculé jusqu'à Wasa. Cette guerre est maudite sous tous les rapports, elle est immorale, elle est avilissante : les Russes la font à contre-cœur. J'en suis inconsolable.

Nous n'avons pas moins assisté le 27 avril (9 mai) au *Te Deum chanté pour la prise de Sveaborg et la conquête définitive de toute la Finlande.* Ensuite il y eut une grande parade militaire autour de la statue de Pierre Ier, par un vent froid et violent qui tourmenta beaucoup tout le

monde, surtout les dames. La pauvre Impératrice régnante était là, et fixait tous les yeux : on aurait bien pu, à ce qui me semble, l'exempter de ce martyre. Pendant la longue cérémonie, sa fille se mourait d'une dentition pénible accompagnée de convulsions. La nuit du 29 au 30 fut très mauvaise ; à cinq heures du matin, on alla réveiller l'Empereur ; à sept heures, l'enfant qui était dans les bras de sa mère se jeta sur son épaule et ne remua plus. L'Impératrice crut que l'enfant se reposait; un instant après, elle porta la main sur la tête de la petite, qu'elle sentit couverte d'une sueur froide. — *Ah! ma chère Lise, tu me quittes !* Elle était morte.

Quoique le cadavre fut assez défiguré, l'auguste mère ne l'a presque pas quitté jusqu'au moment des obsèques, et la nuit même qui les a précédées, elle l'a passée tout entière à côté de ces tristes restes. Le matin à 8 heures, elle était à genoux et presque prosternée au pied du lit. Elle savait que c'était le moment : sans se laisser avertir, elle se leva et partit comme un trait.

Est-ce fatalité ? Est-ce étourderie, ou hasard, ou tout ce que vous voudrez ? Une voiture contenant deux charmantes petites filles se trouva sur le chemin du convoi ; et la mère de ces enfants s'est trouvée comme les autres autour de la chapelle ardente. Il aurait mieux valu que tout cela ne fût pas arrivé.

Vous ne sauriez croire combien ce malheureux événement a donné de cœurs à l'Impératrice ou échauffé ceux qui lui appartenaient déjà. Elle est bien malheureuse et bien aimable.

Le chirurgien de l'Empereur (un Anglais nommé

Wiley) le consolait en lui disant qu'il était jeune ainsi que l'Impératrice, et qu'il devait espérer d'autres enfants. L'Empereur répondit : *Non*, *mon cher ami*, *Dieu n'aime pas mes enfants.* Quel bonheur s'il avait tenu ce discours à quelque tête vénérable, blanche en dehors, et sage en dedans !

J'ai l'honneur de vous faire part de l'ordre qui a dépouillé ici tous les Français de l'ancien régime de la cocarde blanche et de la croix de saint Louis. Caulaincourt s'était plaint à l'Ambassadeur d'Autriche d'avoir vu M. le Comte de Blacas dans un grand dîner diplomatique donné par le Comte de Meerfeld. Il alla même jusqu'à lui dire qu'il ne pouvait plus se trouver chez lui si le Comte de Blacas s'y trouvait ; sur quoi l'Ambassadeur d'Autriche répondit bravement (à ce qu'il m'a dit) que M. l'Ambassadeur de France était maître de se conduire comme il le jugerait convenable. Tout de suite Caulaincourt a fait sa demande et avant qu'on eût pu recevoir une réponse de Paris, ce qui a été remarqué, l'ordre de quitter la cocarde fut donné. Par où vous voyez qu'on s'est déterminé sur la simple réquisition du *Duc de Vicence*. Un officier de police appela le Comte de Blacas chez le Gouverneur militaire de la ville qui lui communiqua l'ordre ; car le Comte de Roumantzof, qui l'estime beaucoup, n'osa pas, au pied de la lettre, se charger de cette commission. Le Comte de Blacas, de retour, écrivit sur le champ au Comte de Roumantzof une lettre extrêmement belle et énergique, et il y renferma sa cocarde en lui disant *qu'il la déposait entre les mains de l'Empereur jusqu'à ce que les vrais Français la vinssent*

*reprendre* etc., etc... Quoique toute la lettre soit semée de traits les plus forts, il n'a point déplu du tout ; car malgré tout ce que nous voyons, on aime et lui, et sa cause, et son Maître. Peu de jours après, l'ordre de quitter la croix de saint Louis a paru de la manière que je vous ai fait connaître, et M. de Meerfeld ayant déplu à Paris, Napoléon a fait demander officiellement son rappel à Vienne. La Cour, sans faire la moindre opposition, a répondu *qu'il était déjà rappelé.* Il partira dans le mois emmenant sa femme qui est fort avancée dans sa tardive grossesse. Il est assez peu aimé ici, et il doit beaucoup à sa femme qui l'est universellement. Il a beaucoup d'esprit et d'habileté, mais il ne peut inspirer la confiance. J'ai par bonheur fort bien réussi auprès de lui, et nous nous séparerons fort bons amis. Un jour, dans un bal, un spectateur disait à un autre en lui montrant Madame de Meerfeld : « *Voyez-vous là-bas cette petite femme ? C'est elle qui a perdu l'Europe.*— Comment donc ? — C'est que c'est elle qui avec ses parents, ses amis, ses intrigues, et toute son influence, est venue à bout de faire nommer et envoyer ici l'Ambassadeur qui a rompu la coalition. » Ce n'était peut-être pas si mal dit. Une autre femme bien plus jeune et plus belle, chez qui le lord Gower allait beaucoup, a peut-être fait encore plus de mal. Mais le monde est ainsi fait, et personne ne doit s'en étonner.

Immédiatement après l'ordre de quitter la Cocarde et la Croix, le Comte de Blacas a demandé ses passe-ports; mais en même temps il a reçu des dépêches de son Maître qui renouvellent l'ordre de tenir ferme tant qu'il sera possible, et Madame la Duchesse d'Angoulême lui manis-

feste le même désir. Il part donc pour Mitau prêt à revenir, peut-être dans deux mois. Mais je doute, s'il revient, que Bonaparte le laisse tranquille. Je ne saurais vous dire pourquoi S. M. Louis XVIII tient si fort à cette résidence. Peut-être croit-il, avec tout le monde, que l'état actuel est forcé, et qu'il faut s'attendre à un grand changement dans cette Cour. Peut-être a-t-il des raisons particulières que nous ne connaissons pas.

Notre cher ami le Duc est devenu simple particulier. Il tenait toute prête une Note par laquelle il déclarait se démettre de ses fonctions, et au moment où il reçut celle du Ministre qui lui interdisait la Cour, il envoya la sienne de manière qu'elles avaient l'air de s'être croisées. Ensuite il fit part au Corps diplomatique, par une lettre circulaire, qu'il avait cessé ses fonctions. Chacun s'est empressé de lui répondre de la manière la plus flatteuse : je vous envoie ma réponse. L'Empereur lui a fait écrire une lettre particulière, laquelle le déclare parfaitement libre de demeurer à Saint-Pétersbourg tant qu'il voudra; mais la lettre est écrite sottement. Je ne sais ce qu'ordonnera son Maître; s'il venait à supprimer ses appointements, il serait à terre. Il vend sa maison de campagne et son hôtel en ville. Il gagnera beaucoup à la vente de ces objets ; cependant c'est un triste spectacle.

Je ne sais quand la Maison de France partira : le moment dépend de la frégate que doit envoyer le Roi de Suède.

Le refus fait ici d'une frégate est une dureté (pour ne rien dire de plus) dont l'Amiral ne se disculpera jamais. Le Comte de Roumantzof ayant assuré le Comte de Bla-

cas que les nouveaux événements ne pouvaient nuire à la continuation du subside, ce dernier en a demandé l'assurance par écrit, *vu que la frégate pour partir ayant été refusée après une parole d'honneur donnée par S. M. I.*, *une simple parole ne pouvait le rassurer contre une opposition du Ministre des finances*, *semblable à celle du Ministre de la marine.* Rien de plus sincère comme vous voyez. — On a donné l'assurance par écrit.

Ce qui s'est passé en Espagne nous doit dégoûter à jamais de l'art des conjectures. Qui jamais aurait pu prévoir cet inconcevable spectacle? Des hommes du premier rang, des Grands d'Espagne amenant en France entre les mains de Bonaparte une branche entière des Bourbons ! Il y a de quoi pétrifier. Et ces Princes qui se livrent ainsi pourraient aller au Mexique avec cinquante vaisseaux de ligne pour y régner sur 12 ou 14 millions d'hommes, habitant le plus beau pays de l'univers ! L'Envoyé d'Espagne parle sur ces grands événements avec beaucoup de raison et comme un bon Espagnol. C'est dommage qu'il se soit annoncé en arrivant comme une créature du Prince de la Paix, ce début lui a fait tort. Du reste il est très instruit et très bon à entendre, surtout sur l'Amérique qu'il connaît parfaitement.

Pendant que j'écrivais cette lettre, on m'a assuré que le Gouverneur de Sveaborg n'a point de torts : que la garnison manquait totalement de vivres, et que depuis plusieurs jours, elle était réduite à la demi-ration. Dans ce cas, on pourrait donner tort à S. M. Suédoise, mais Elle se défendra en disant qu'Elle ne pouvait pas croire à la guerre. En effet, il paraît qu'Elle y a cru très tard ;

de manière qu'il est très possible qu'Elle n'ait pas fait approvisionner la place. Au surplus, il faut toujours attendre le parti que prendra M. de Cronstedt.

Les Russes, en s'emparant de l'île de Gottland, ont été fort aidés par un Ministre du saint Evangile qui a conseillé et prêché la soumission et la non-résistance. Je ne sais ce qui s'est passé entre lui et les Russes : ce qu'il y a de sûr, c'est que les Suédois en arrivant l'ont fait pendre.

## 264

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, 28 mai (9 Juin) 1808).

Monsieur le Chevalier,

Après vous avoir exposé dans un détail suffisant les motifs qui m'avaient déterminé à tenter quelque chose auprès de Napoléon, il m'a paru que ces motifs, reposant essentiellement sur l'extrême danger de notre situation, il y en avait peut-être à montrer ce tableau dans son entier. Le tout se trouvant d'ailleurs mêlé avec une foule de choses qui me sont particulières, j'ai jugé à propos d'en faire un numéro particulier et de le soumettre absolument à votre prudence et à votre amitié! Gardez-le, si vous voulez, comme une lettre confidentielle, ou communiquez le si vous le jugez à-propos : vous en êtes absolument le maître.

A la distance où nous sommes, une correspondance est quelque chose de bien singulier. Tous les objets se voyant de part et d'autre sous des formes si différentes, les jugements diffèrent nécessairement dans la même proportion. Pendant que vous m'adressez des querelles de Cagliari, je suis ici environné de gens qui me conseillent tout ce qui serait nécessaire pour n'en plus entendre. Un Ministre étranger me dit à brûle-pourpoint dans une assemblée. « Est-ce que votre Roi n'a pas un morceau de terre à vous donner dans sa Sardaigne ? » Un personnage marquant, qui s'intéresse à moi, me dit à la Cour : « Vous n'avez que votre Roi dans la tête, pensez un peu à vous. » Tous me conseillent, *à présent que tout est fini*, d'être père et mari et de songer à un établissement. Je pourrais vous nommer vingt Français, Hollandais, etc., qui ont perdu biens et patrie par la même raison qui me les a fait perdre, et qui ont retrouvé l'un et l'autre dans ce pays. Mon fils et mon frère sont des exemples qui dispensent de tous les autres. Vous me connaissez assez, j'espère, pour croire que dans les choses qui intéressent l'honneur et la conscience, je ne me déterminerai jamais par ces sortes de spéculations ; mais il est vrai cependant que lorsque des preuves de mécontentement m'arrivent au moment où je sacrifie de nouveau dans la plus calme délibération, l'*état*, c'est-à-dire *tout*, je ne puis m'empêcher de rire de la bizarrerie des choses humaines. Peu de jours avant l'arrivée de votre numéro du 15 février, un des hommes qui s'intéressent le plus à moi, et qui porte un des premiers noms de son pays, me disait encore : « Donnez-nous seulement la per-

mission d'agir, nous parlerons tous à la fois, toutes les voix arriveront ensemble à l'Empereur. » On est allé jusqu'à nommer d'avance l'établissement qui pourrait me convenir. A tout cela je n'ai répondu que ce que je répondrai toujours : *Tant qu'il y aura une Maison de Savoie et qu'elle voudra employer mes services, je ne changerai jamais.* Je ne prétends point me pavaner de ces sentiments, je crois au contraire que celui qui se vante d'un mérite l'efface ; mais du moment où je ne suis pas agréé, ces sentiments deviennent une pure folie. Parlez, je me retire et tout est dit. Quand un prêtre dit la messe, quand un militaire défend une redoute, quand un magistrat décide du tien et du mien, etc., il importe fort peu de savoir le degré de faveur dont il jouit; il n'en est pas de même d'un Ministre : plaire, si je ne me trompe, est pour lui, non un bonheur, mais un devoir.

Soyez persuadé, Monsieur le Chevalier, que le Roi s'est totalement trompé sur moi, jamais je ne vous l'aurai assez dit, et jamais il ne sera possible à ma franchise de vous détailler toutes les conséquences de cette erreur. Le système de soupçon, de crainte, d'humiliation, de proscription même, adopté à mon égard, ne s'accorde pas avec un poste aussi lumineux que celui où l'on m'a placé. Il fallait me donner plus de marques extérieures de confiance. Que suis-je dans ce moment ? En vérité je n'en sais rien. C'est un théorème inébranlable de la Révolution *que tout habitant des départements réunis demeure Français s'il n'est émigré.* Or à l'époque où les émigrés furent effacés en masse, à la charge de rentrer, de prêter serment, etc., moi je demandai d'être effacé comme

étranger, *n'ayant jamais été Français*, *ne l'étant pas*, *et ne voulant pas l'être, et ne pouvant même rentrer en France que pour y haïr le Gouvernement qui m'avait dépouillé;* là-dessus je fus rayé purement et simplement, sans obligation de rentrer ou de prêter serment (chose qui demeure à jamais inexplicable) et cependant, *je fus maintenu dans tous les droits de citoyen Français*, ce qui fit croire bonnement à votre prédécesseur que j'avais demandé d'être fait citoyen Français. En même temps je m'étais tourné du côté de S. M., et je lui demandais, puisqu'il ne lui restait plus que la Sardaigne, d'être fait gentilhomme Sarde : cette demande ne réussit pas. Je ne puis prêter, comme tant d'autres qui ont vu venir la tempête, le serment Russe puisque j'ai l'honneur d'être encore au service du Roi. Je suis donc Français de par le Roi, allié sur ce point avec la loi Française ; et qui empêche Napoléon de m'appeler en France, comme mon prédécesseur, et même d'exiger de l'Empereur qu'il ne me reconnaisse plus? Il est bien le maître ! A tout cela sans doute il n'y a plus de remède ; mais vous voyez quel être je suis et comment j'ai été protégé et adopté par mon Souverain ! Jusque dans ses grâces même, il y a toujours eu un côté mortifiant (pour ne rien dire de plus) très aisé à sentir ; c'est ce qui m'a fait perdre vingt fois le courage, et m'a engagé à prier si souvent S. M. de ne pas se laisser gêner par sa bonté, et de me congédier. Je puis sans doute m'être échauffé la tête et avoir écrit des choses trop fortes, et je serai toujours le premier à l'avouer ; mais, dans le principe, la raison et la politique sont pour moi. Vous direz ce qui vous plaira comme Ministre, mais vous savez bien

que ce qui me nuit auprès de S. M. est invincible (homme, femme, maxime ou tout ce qui vous plaira, qu'importe?) C'est à vous de voir si un tel homme est bien celui qui convient à S. M.

Je ne me suis pas trop flatté que S. M. agrée jamais mon projet de voyage en Piémont; mais celui de me cacher quelque temps en province me paraît tout à fait plausible. Toute ma famille a ses peines, ses embarras, ses besoins, qu'on n'est pas tenu d'articuler. Il m'importerait beaucoup d'avoir par devers moi une petite somme disponible. Une expérience de six ans me détrompe absolument de la possibilité de remplacer jamais celle que j'ai consumée en arrivant ici. Il faudrait être le dernier des hommes pour songer à faire une demande à S. M. Qu'y a-t-il de plus simple que de me retirer quelque temps en province dans la terre d'une maison amie? Je suis pressé très amicalement sur ce point, et vous savez qu'en peu de temps j'aurai accumulé aisément 3 ou 4,000 roubles. Ma présence devient-elle nécessaire ici, il ne faut que le temps de la poste pour me faire accourir. Cette idée me semble raisonnable; cependant je vous ai dit que je la soumettais encore sans discussion au jugement de S. M., si Elle me retient dans ce poste. Ainsi je suis en règle.

Je vous prie, Monsieur le Chevalier, de bien assurer S. M. que dans la demande que je fais de m'éloigner de la capitale pendant quelque temps, il n'y a ni caprice ni bouderie. C'est l'absolue nécessité qui m'y force; quel ennui, Grand Dieu! que celui d'ennuyer! Mais je ne sais qu'y faire, sur mon honneur.

## 265

## † *Au Comte Rodolphe.*

29 mai 1808.

J'ai reçu avec un extrême plaisir, mon très cher enfant, votre lettre de Saint-Michel, du 19 mai. Je commençais à m'impatienter ; car vous savez que celui qui demeure trouve toujours le temps plus long que celui qui court le monde. Vous avez pris le bon parti que je vous ai toujours recommandé, celui d'écrire quatre lignes par jour, où vous pouvez et quand vous pouvez, en attendant le bon plaisir d'un courrier. Mais il faut mettre la date du jour où vous terminez, ou en mettre deux. Je suis bien aise que vous ayez tout de suite été mis en activité, et j'espère que cette campagne vous sera fort utile. Vous faites la guerre dans un pays extrêmement difficile, et vous avez d'excellentes cartes sous la main ; profitez-en pour vous faire *un œil géographique* : c'est là tout le militaire. Je ne parle pas de la valeur, celui qui n'en a pas doit filer ; mais vous ne sauriez croire combien je suis entiché de ce coup d'œil *géographique*, et même *topographique* ; ou je me trompe fort, ou c'est lui qui fait les généraux. J'aime fort que vous n'ayez peur de rien, quand il le faut ; mais j'ai peur qu'il n'y ait de la témérité stérile à nager en Finlande avant la naissance des feuilles. Vous ferez bien, au reste, de vous exercer à la natation lorsque l'occasion s'en présentera. — J'ai bien ri du dialogue entre les deux militaires, et j'ai trouvé

assez plaisant que vous ayez été *l'Ambassadeur* de cette affaire ; j'espère que les choses se calmeront. La pauvre Marquise se mourait de peur que la *collision* de ces deux têtes ne produisît quelque fâcheuse tempête ; mais je vois que le jeune homme s'y est fort bien pris. D'ailleurs, il est aisé au supérieur d'être philosophe.

Je n'ai pas besoin de vous dire combien je désire vous revoir, puisque vous ne pouvez revenir que par une raison heureuse pour vous ; mais, dans ce moment, je n'ose me livrer à aucune espérance. *L'heure n'est pas bonne.* Vous saurez, mon cher ami, que j'ai pris le parti d'aller passer quinze jours ou trois semaines à la campagne, pour y vivre en parfaite solitude et jouir à mon aise de ma mauvaise humeur. C'est le Comte de Tzernicheff qui m'a déterminé. Ainsi, si vous arrivez ici, ne soyez pas surpris de ne pas me trouver ; tout de suite je serai en ville. C'est un saut, comme vous savez : ma petite *villegiatura* ne gêne point le cours des lettres.

Point de nouvelles politiques, *excepté* que le Roi d'Espagne a *cédé* ce royaume à l'Empereur de France, ce qu'on ne saurait trop approuver ; car pourquoi verser du sang inutilement ? *Céder* est toujours mieux. Je vous recommande de toutes mes forces l'orthographe, mon cher enfant. Ceci n'est pas pédanterie paternelle : la connaissance du latin me rend ces fautes inexplicables. Bien entendu que si jamais vous gagnez des batailles, je n'en parle plus, car le Maréchal de Villars et cent autres ne savaient pas écrire ; je parle, en *attendant*. Adieu, mon cher enfant ; vous savez si je m'occupe uniquement de vous. *Vale, Rodolphule mi suavissime.*

## 266

### *A M. le Chevalier de Rossi.*

Saint-Pétersbourg, 2 (14) juin 1808.

Je ne sais plus que vous dire de la guerre de Suède. Les Anglais sont enfin entrés dans la Baltique avec seize vaisseaux de ligne, et tout l'accompagnement ordinaire; mais on n'entend parler encore d'aucun fait d'armes. En Finlande on paraît en repos, du moins nous n'avons pas la moindre nouvelle militaire depuis plus de vingt jours; mais nous savons qu'il y a beaucoup de divisions et de mécontentements dans l'armée. Quoiqu'il soit prouvé que le Général Buxhovden ne fait que du mal, il est toujours en place, j'ignore par quel sortilège.......

Cette guerre ne pouvant se faire qu'avec de l'or, le Gouvernement est obligé de l'acheter à tout prix, ce qui contribue prodigieusement à la chute des billets. Du moment qu'une nation, qui a du papier monnaie, ne peut plus payer à bureau ouvert, elle est en état de banqueroute. La force et l'esprit public peuvent encore lui permettre de faire contenance pendant quelque temps; mais à la fin il faut qu'elle y passe; la détresse est extrême et a rendu l'Empereur intraitable sur toutes les affaires d'argent, de manière que, quoique j'aie eu le bonheur de décider le personnage que je vous ai nommé à

faire son affaire de celle des vaisseaux, et à la proposer avec tous les arrangements que j'ai indiqués comme plus propres à la faire réussir, je n'ose point du tout compter sur le succès.

Il est inutile, je pense, de vous parler de la sensation qu'ont fait ici les dernières nouvelles reçues d'Espagne ou plutôt de Bayonne : à la vue de pareils événements, on demeure muet. L'Envoyé d'Espagne venait de recevoir ses nouvelles lettres de créance, avec une lettre autographe du Roi Charles IV, qui faisait part de son abdication à S. M. I. — Il avait même déjà demandé audience pour présenter ces deux pièces, lorsqu'il a reçu la nouvelle de tout ce qui s'était passé. Depuis le renversement de l'Empire romain, on n'a rien vu d'égal à ce qui se passe aujourd'hui dans le monde.

Toutes les races royales sont attaquées à la fois : en verrons-nous réellement de nouvelles? Je ne crois pas ; ce sont les familles qui règnent, ce ne sont pas les individus. Observez bien l'histoire, Monsieur le Chevalier ; vous verrez qu'un Souverain est une plante dont personne n'a jamais vu la graine. Le premier qu'on voit à la tête d'une race est toujours un homme distingué de quelque manière, et souvent même demi-mythologique. Mais jamais on n'a vu un simple particulier, pas même César, pas même Thamasp-Kouli-Kan, devenir Souverain et produire une dynastie. La souveraineté ne s'est jamais formée brusquement : elle croît en silence. *Crescit occulto velut arbor ævo*, et, dès qu'elle se montre, on la reconnaît à des caractères assez marqués. Aujourd'hui je vois bien un individu visiblement revêtu d'une mis-

sion extraordinaire ; mais, je vous le répète, il ne s'agit point d'*individus*, il s'agit de *familles*. Napoléon peut être incontestablement *sacré* sans que sa famille le soit, et Louis XVIII peut être incontestablement *retranché* sans que sa famille le soit : d'ailleurs le bien le moins prévu naît souvent des maux les plus terribles. Par exemple, il peut être très utile qu'une branche des Bourbons soit amenée en France et y séjourne. Il peut être utile et infiniment utile que des Princes de cette famille s'y marient *mal*, dans le sens vulgaire du mot ; mais c'est un sujet inépuisable : je me borne à dire que je ne vois pas le moindre symptôme de nouvelles familles souveraines, et qu'il y a même une infinité de signes contraires.

L'Impératrice Elisabeth est à Tsarskoe-Selo, non pour y *dissiper*, mais pour y *promener* sa tristesse. Elle était, l'autre jour, seule avec la princesse Amélie, sa sœur, dans les jardins d'une maison de campagne où je vais beaucoup, à sept heures du matin ! Les uns étaient au lit dans la maison, et les autres se gardèrent bien de sortir. Pauvre femme ! Elle excite bien justement une compassion universelle.

Le pauvre Ambassadeur de Suède est toujours à Revel : il devient infiniment probable qu'il a déplu et que son Maître le laisse là pour lui témoigner son déplaisir. Le génie excessivement doux et prudent de ce Ministre convient peu à celui de son Maître, qui aurait voulu, si je ne me trompe, un éclat dans cette circonstance. Vous n'avez peut-être pas oublié ce que j'eus l'honneur de vous mander dans le temps : *qu'il était sur le point de se*

*déclarer prisonnier*, etc. C'etait l'avis qui lui avait été donné par une bonne tête, et il paraissait l'avoir agréé ; mais ensuite, comme on le laissa partir tranquillement pour Revel, après l'avoir accablé de compliments, il n'a pas cru devoir faire un éclat. D'autres disent qu'il est accusé par le Roi de n'avoir pas averti assez tôt du danger.

S. M. Suédoise a flétri tous les officiers qui ont capitulé à Sveaborg : on ajoute *et leurs familles ;* mais je crois que c'est une caricature inventée pour critiquer. Une famille, dont un membre est dégradé, n'a pas besoin qu'on prononce rien contre elle.

## 267

*Au Même.*

Septembre 1808.

Monsieur le Chevalier,

Je m'entretenais l'autre jour avec le Comte Alexandre Soltikof, Ministre-adjoint des Affaires étrangères, au sujet de quelques déserteurs Piémontais dont les intérêts ont exigé mon intervention, lorsque ce Ministre fit dériver insensiblement la conversation sur le Piémont. Il me fit beaucoup de questions sur ce pays auxquelles je satisfis sur le champ, mais d'une manière succincte.

Revenu chez moi, il me vint en tête que peut-être cette conversation avait quelque but, de manière qu'ayant eu occasion d'écrire de nouveau à M. le Comte de Soltikof pour un autre objet, je crus devoir ajouter en *Post Scriptum:* « *V. E. me fit l'autre jour quelques questions géographiques; si elle désirait de plus grands détails sur ce sujet, il ne lui en coûterait qu'une demi-heure de son temps.* »

Deux ou trois jours après, je fus de nouveau appelé, et à peine j'étais assis : « *Vous avez cru*, me dit-il, *que j'avais quelque vue.* » — « *Mais oui*, *en vérité*, *Monsieur le Comte*, *je l'ai cru.* » Et en même temps je tirai de ma poche une carte géographique que j'étalai sur la table. Tout de suite il y jeta les yeux, et la conversation commença comme s'il n'y avait eu aucune autre affaire sur le tapis, et comme si nous en étions à l'année 1804. Je lui montrai les confins de ce beau pays, je lui parlai de ses forteresses, de ses productions, de sa population relative, double de celle de la France dans ses beaux jours, etc. Il me dit: « *Ce pays contenait trois millions d'hommes.* » Je ne crus pas commettre un grand crime en lui disant: *Oui.* Ce discours nous conduisit à parler de l'indemnisation de S. M., de sa situation, de la guerre actuelle, et du *Grand fléau de l'univers*. Tout cela fut traité amplement, mais je ne vous le répète point ici : il suffit de me rapporter à la pièce ci-jointe. Toutes les fois que j'ai de ces conversations politiques, ma coutume est de les fixer sur le papier et de les envoyer au Ministre, tantôt sous la forme de Notes régulières, tantôt sous celle de simples lettres. Plusieurs

raisons m'ont engagé dans ce cas à choisir celle d'une lettre, et même d'une lettre familière.

Je pense, comme je l'ai dit dans cette lettre, que l'Empereur de Russie a fait ce qu'il devait en faisant la paix. Sans généraux, sans pain, sans argent, que pouvait-il faire? — Ce qu'il a fait.— Son tort, ou son erreur pour parler plus respectueusement, fut de quitter son Palais. Mais, sur ce point, c'est aux autres Souverains à le condamner s'ils le jugent à propos ; moi, je ne m'en mêle pas.

Lorsque le Ministre m'annonça que nous étions abandonnés, je lui répondis que « *je n'avais aucune plainte à faire contre S. M. I.*, *mais que je plaignais infiniment l'Empereur de Russie obligé d'abandonner ses alliés* ». Ensuite je me suis tu, et l'on m'a fait sentir que ma réserve était fort agréée. Cependant, Monsieur le Chevalier, s'il ne faut pas faire du tapage inutilement, il ne faut pas non plus qu'on nous prenne pour des *simpliciotti*. De manière qu'ayant trouvé l'occasion de renouveler les protestations et les sentiments que j'ai toujours manifestés, je l'ai saisie avec empressement. Les paroles volent, les ministres changent, ils ne savent ce qui a été dit et écrit, il est bon de rafraîchir certaines idées. Au reste, il m'est impossible de deviner celle qui a passé dans la tête du Comte Soltikof lorsqu'il m'a remis sur ce chapitre, et je n'aurais pu faire à ce sujet que des questions déplacées : peut-être il ne voulait que s'instruire lui-même.

Lorsque vous recevrez cette lettre, l'Europe aura retenti de la trop fameuse entrevue d'Erfurt. Il n'y a eu,

je puis vous le certifier, dans toute la Russie, qu'une voix contre ce voyage. L'Impératrice-mère a fait l'impossible pour l'empêcher. Le Grand-Duc même s'y est opposé ; mais personne n'a fait plus d'efforts que la Grande-Duchesse Marie (Weimar). L'Empereur est demeuré inébranlable; c'était un engagement conditionnel, pris à Tilsitt. Il a dit : « *Je lui ai donné ma parole quand il était heureux, je ne puis la retirer aujourd'hui qu'il est dans le malheur* ». Par où vous voyez, Monsieur le Chevalier, combien S. M. I. tient à sa parole, et quelle idée Elle se forme des affaires d'Espagne. Je crois pouvoir vous donner comme certain que l'Empereur a donné sa parole d'honneur à son Auguste mère qu'il n'attaquerait jamais l'Autriche ; cependant je sais aussi, à n'en pas douter, qu'on fait des dispositions pour faire marcher des troupes sur la frontière Autrichienne. Sans doute il sera question des plus grands objets dans cette entrevue ; n'ayant plus de moyens de communiquer directement avec vous, j'ai fait savoir à M. le Chevalier de Ganières ce que les gens sensés pensaient ici sur les suites probables de ce voyage. La Pologne, la Prusse, l'Autriche, la Turquie sont mises sur le tapis ; mais ce qui est douloureux *par-dessus tout*, c'est que ce voyage est *par-dessus tout* une conjuration contre l'immortelle Espagne, et une sanction des malheurs de l'Europe. Encore une fois, je me tais sur les voyages aux armées. Le feu de la jeunesse, la séduction de la gloire militaire, la plus brillante de toutes, les illusions de l'espérance, et d'autres circonstances encore doivent être prises en considération. Mais cette entrevue, grand

Dieu ! cette entrevue dont le premier et infaillible effet sera d'achever la Russie dans l'opinion, quel mauvais génie l'a conseillée ? Quelques bons Russes (même en assez grand nombre) ont envisagé la chose du côté du danger personnel de S. M. I.; s'il y en avait réellement, je serais aussi inquiet qu'un autre, car toutes sortes de raisons m'intéressent à sa personne Auguste. Mais nous pouvons être tous bien trauquilles sur ce point : mettre la main sur un Souverain légitime, pour se jeter sur les bras une nation indignée, est un pas d'école qu'on ne fait pas deux fois en une année. Le danger est tout autre, mais il est bien grand.

N'aurez-vous point été surpris, de ce que sur votre simple expression, *faites sentir au ministère*, etc., j'aie tout de suite formé une demande régulière et directe ? Dans ce cas, rappelez-vous ce que j'ai eu l'honneur de vous dire si souvent, que tous ces termes de la diplomatie ordinaire, *faites sentir*, *tâchez de découvrir*, *observez sans affectation*, etc., sont à peu près nuls dans ce pays. Il y a une barrière insurmontable entre le Souverain et les Ministres étrangers ; il y en a une, quoique moins haute, entre ceux-ci et le Ministre des Affaires étrangères (et vous concevez que la prudence dans ce moment la hausse de vingt pieds pour moi) ; les insinuations, les tâtonnements sont presque impossibles : dès qu'on veut quelque chose, il faut demander audience par écrit, arriver, dire ce qu'on veut, *ore rotundo*, et donner sa note. La langue Française dispense du Drogman : sans quoi ce serait exactement comme à Constantinople. Je vis bien quelque balance-

ment dans vos expressions, mais je vis aussi que, dans ce cas, il fallait ajouter ma volonté à la vôtre, autrement j'aurais perdu cette carte pour S. M. L'interruption totale de la correspondance avec l'Angleterre (du moins d'elle à nous) me laisse ignorer si S. M. a été indemnisée à Londres. Je le souhaite et je l'espère.

## 268

*A M. le Comte de Soltikof.*

Saint-Pétersbourg, 18 (30) septembre 1808.

Monsieur le Comte,

Les conversations intéressantes gagnent souvent à être fixées sur le papier. J'ai eu l'honneur de vous entretenir hier du Piémont, de sa situation géographique, de sa population et de ses avantages de tout genre. Pour la perte de ce pays, la Maison de Savoie est bien plus difficile à indemniser que toute autre; car il ne suffira dans aucun temps de lui dire : *Prenez !* Elle n'acceptera jamais que ce qui lui appartient ou ce qui lui sera cédé légitimement; en attendant, elle souffrira, pleine des plus justes espérances, dans une situation malheureuse à la vérité, mais qui ne manque pas de grandeur. Avant tout, Elle a demandé son bien qui lui a été enlevé, non seulement sans raison, mais sans

prétexte. Que si les circonstances s'y opposaient constamment, je crois qu'elle aurait plus volontiers accepté ses indemnisations sur les anciennes Républiques (Gênes ou Venise) que sur tout autre pays, parce que les terres de ces Républiques n'appartenaient réellement à personne au moment où les gouvernements disparurent, et qu'au moyen d'un petit nombre de précautions, S. M. le Roi de Sardaigne aurait plus aisément accordé ses intérêts avec sa délicatesse.

J'ai eu l'honneur de plus de dire à Votre Excellence que Bonaparte, par la manière dont il a traité les alliés et les amis de votre Auguste Maître, lui a manqué essentiellement, et la chose me paraît incontestable. Après la justice, un Souverain n'a rien de plus cher que sa puissance, et il ne fait jamais une figure plus sublime que lorsqu'il est en état de protéger et d'exalter ses amis. Il s'ensuit qu'en les écrasant (autant qu'il est en lui, j'entends) le maître actuel de la France outrageait directement S. M. Impériale. Votre Excellence se sera sans doute aperçue que jamais il ne m'est échappé la plus légère plainte sur le délaissement de S. M. et ce n'est point par prudence que je me suis tu, c'est par conviction, car j'ai toujours pensé que tout Souverain doit penser à lui avant tout, que S. M. I. avait fait ce qu'elle devait à Elle-même et à son peuple, et que toute plainte sur ce point était injuste et déplacée ; mais ce n'est pas moins un grand malheur, et tout mon ressentiment a dû se tourner contre l'homme qui n'en aime aucun, et qui publiait brutalement dans l'univers l'impuissance momentanée d'un grand Prince, en lui faisant de belles décla-

rations de tendresse. En tout cela je ne mets nulle passion : j'ai offert d'aller lui parler tranquillement, à mes périls et risques ; il n'a pas voulu m'entendre : à la bonne heure ! Que Votre Excellence me permette de lui rappeler la petite anecdote si connue d'un Ministre-Cardinal qui disait à un jeune abbé de qualité : *M. l'Abbé, pendant que je vivrai, vous n'aurez jamais un Evêché.* L'abbé lui répondit très respectueusement. *Eh ! bien, Monseigneur, j'attendrai.* — La maison de Savoie fera de même : *elle attendra.*

Si cette lettre n'est qu'un simple discours d'homme à homme, elle ne peut être placée en des mains que j'estime plus que les vôtres, Monsieur le Comte ! S'il en était autrement, j'ai toujours tâché de ne rien écrire que je pusse avoir intérêt de cacher.

## 269

### *A M^lle Constance de Maistre.*

Saint-Pétersbourg, 24 octobre (5 novembre) 1808.

J'ai reçu avec un extrême plaisir, ma chère enfant, ta dernière lettre non datée. Je l'ai trouvée pleine de bons sentiments et de bonnes résolutions. Je suis entièrement de ton avis : celui qui *veut* une chose en vient à bout ; mais la chose la plus difficile dans le monde, c'est de *vouloir*. Personne ne peut savoir quelle est la force de

la volonté, *même dans les arts.* Je veux te conter l'histoire du célèbre Harrisson, de Londres. Il était, au commencement du dernier siècle, jeune garçon charpentier au fond d'une province, lorsque le Parlement proposa le prix de 10,000 livres sterling (10,000 louis) pour celui qui inventerait une montre à équation pour le problême des longitudes (si jamais j'ai l'honneur de te voir, je t'expliquerai cela). Harrisson se dit à lui-même : « *Je veux gagner ce prix.* » Il jeta la scie et le rabot, vint à Londres, se fit garçon horloger, TRAVAILLA QUARANTE ANS, et gagna le prix. Qu'en dis-tu, ma chère Constance? Cela s'appelle-t-il *vouloir ?*

J'aime le latin pour le moins autant que l'allemand ; mais je persiste à croire que c'est un peu tard. A ton âge, je savais Virgile *et compagnie* par cœur, et il y avait alors environ cinq ans que je m'en mêlais. On a voulu inventer des *méthodes faciles*, mais ce sont de pures illusions. Il n'y a point de méthodes faciles pour apprendre les choses difficiles. L'unique méthode est de fermer sa porte, de faire dire qu'on n'y est pas, et de travailler. Depuis qu'on s'est mis à nous apprendre, en France, comment il fallait apprendre les langues mortes, personne ne les sait, et il est assez plaisant que ceux qui ne les savent pas veuillent absolument prouver le vice des méthodes employées par nous qui les savons. Voltaire a dit, à ce que tu me dis (car, pour moi, je n'en sais rien : jamais je ne l'ai tout lu, et il y a trente ans que je n'en ai pas lu une ligne), que *les femmes sont capables de faire tout ce que font les hommes, etc.;* c'est un compliment fait à quelque jolie femme, ou bien c'est une des

cent mille et mille sottises qu'il a dites dans sa vie. La vérité est précisément le contraire. *Les femmes n'ont fait aucun chef-d'œuvre dans aucun genre.* Elles n'ont fait ni l'Iliade, ni l'Énéide, ni la Jérusalem délivrée, ni Phèdre, ni Athalie, ni Rodogune, ni le Misanthrope, ni Tartufe, ni le Joueur, ni le Panthéon, ni l'église de Saint-Pierre, ni la Vénus de Médicis, ni l'Apollon du Belvédère, ni le Persée, ni le Livre des Principes, ni le Discours sur l'Histoire universelle, ni Télémaque. Elles n'ont inventé ni l'algèbre, ni les télescopes, ni les lunettes achromatiques, ni la pompe à feu, ni le métier à bas, etc.; mais elles font quelque chose de plus grand que tout cela : c'est sur leurs genoux que se forme ce qu'il y a de plus excellent dans le monde: *un honnête homme*, *et une honnête femme.* Si une demoiselle s'est laissé bien élever, si elle est docile, modeste et pieuse, elle élève des enfants qui lui ressemblent, et c'est le plus grand chef-d'œuvre du monde. Si elle ne se marie pas, son mérite intrinsèque, qui est toujours le même, ne laisse pas aussi que d'être utile autour d'elle d'une manière ou d'une autre. Quant à la science, c'est une chose très dangereuse pour les femmes. On ne connaît presque pas de femmes savantes qui n'aient été ou malheureuses ou ridicules par la science. Elle les expose habituellement au *petit* danger de déplaire aux hommes et aux femmes (pas davantage !) : aux hommes, qui ne veulent pas être égalés par les femmes, et aux femmes, qui ne veulent pas être surpassées. La science, de sa nature, aime à paraître; car nous sommes tous orgueilleux. Or, voilà le danger ; car la femme ne peut être savante impunément

qu'à la charge de cacher ce qu'elle sait avec plus d'attention que l'autre sexe n'en met à le montrer. Sur ce point, mon cher enfant, je ne te crois pas forte ; ta tête est vive, ton caractère décidé : je ne te crois pas capable de te mordre les lèvres lorsque tu es tentée de faire une petite parade littéraire. Tu ne saurais croire combien je me suis fait d'ennemis, jadis, pour avoir voulu en savoir plus que mes bons Allobroges. J'étais cependant bien réellement homme, puisque depuis j'ai épousé ta mère. Juge de ce qu'il en est d'une petite demoiselle qui s'avise de monter sur le trépied pour rendre des oracles ! Une coquette est plus aisée à marier qu'une savante; car pour épouser une savante, il faut être sans orgueil, ce qui est très rare ; au lieu que pour épouser la coquette, il ne faut qu'être fou, ce qui est très commun. Le meilleur remède contre les inconvénients de la science chez les femmes, c'est précisément le *taconage* (1), dont tu ris. Il faut même y mettre de l'affectation avec toutes les commères possibles. Le fameux Haller était un jour, à Lausanne, assis à côté d'une respectable dame de Berne, très bien apparentée, au demeurant *cocasse* du premier ordre. La conversation tomba sur les gâteaux, article principal de la constitution de ce pays. La dame lui dit qu'elle savait faire quatorze espèces de gâteaux. Haller lui en demanda le détail et l'explication. Il écouta patiemment jusqu'au bout, sans la moindre distraction, et sans le moindre air de berner la Bernoise. La *sénatrice*

(1) Mot piémontais, qui signifie *ravaudage*.

fut si enchantée de la *science* et de la courtoisie de Haller, qu'à la première élection elle mit en train tous ses cousins, toute sa clique, toute son influence, et lui fit avoir un emploi que jamais il n'aurait eu sans le beurre et les œufs, et le sucre, et la pâte d'amande, etc... Or donc, ma très chère enfant, si Haller parlait de gâteaux, pourquoi ne parlerais-tu pas de bas et de chaussons? Pourquoi même n'en ferais-tu pas, pour avoir part à quelque *élection?* Car les *taconeuses* influent beaucoup sur les élections. Je connais ici une dame qui dépense cinquante mille francs par an pour sa toilette, quoiqu'elle soit grand'mère, comme je pourrais être aussi grand-père, si quelqu'un avait voulu m'aider. Elle est fort aimable et m'aime beaucoup, n'en déplaise à ta mère, de manière qu'il ne m'arrive jamais de passer six mois sans la voir. Tout bien considéré, elle s'est mise à tricoter. Il est vrai que, dès qu'elle a fait un bas, elle le jette par la fenêtre et s'amuse à le voir ramasser. Je lui dis un jour que je serais bien flatté si elle avait la bonté de me faire des bas; sur quoi elle me demanda combien j'en voulais. Je lui répliquai que je ne voulais point être indiscret, et que je me contenterais d'*un*. Grands éclats de rire, et j'ai sa parole d'honneur qu'elle me fera *un* bas. Veux-tu que je te l'envoie, ma chère Constance? Il t'inspirera peut-être l'envie de tricoter, en attendant que ta mère te passe cinquante mille francs pour ta toilette.

Au reste, j'avoue que, si vous êtes destinées l'une et l'autre à ne pas vous marier, comme il paraît que la Providence l'a décidé, l'*instruction* (je ne dis pas la *science*) peut vous être plus utile qu'à d'autres; mais il

faut prendre toutes les précautions possibles pour qu'elle ne vous nuise pas. Il faut surtout vous taire, et ne jamais citer, jusqu'à ce que vous soyez *duègnes.*

Voilà, mon très cher enfant, une lettre toute de morale. J'espère qne mon petit sermon pourtant ne t'aura pas fait bâiller. Au premier jour, j'écrirai à ta mère. Embrasse ma chère Adèle, et ne doute jamais du très profond respect avec lequel je suis, pour la vie, ton bon père.

Quand tu m'écris en allemand, tu fais fort bien de m'écrire en lettres latines. Ces caractères tudesques n'ont pu encore entrer dans mes yeux, ni, par malheur, la prononciation dans mes oreilles.

## 270

### *A la Même.*

Saint-Pétersbourg, 1808.

Tu me demandes donc, ma chère enfant, après avoir lu mon sermon sur la science des femmes *d'où vient qu'elles sont condamnées à la médiocrité ?* Tu me demandes en cela la raison d'une chose qui n'existe pas et que je n'ai jamais dite. Les femmes ne sont nullement condamnées à la médiocrité ; elles peuvent même prétendre au sublime, mais au sublime *féminin.* Chaque être doit se tenir à sa place, et ne pas affecter d'autres perfections que

celles qui lui appartiennent. Je possède ici un chien nommé *Biribi*, qui fait notre joie ; si la fantaisie lui prenait de se faire seller et brider pour me porter à la campagne, je serais aussi peu content de lui que je le serais du cheval anglais de ton frère, s'il imaginait de sauter sur mes genoux ou de prendre le café avec moi. L'erreur de certaines femmes est d'imaginer que, pour être distinguées, elles doivent l'être à la manière des hommes. Il n'y a rien de plus faux. C'est le chien et le cheval. Permis aux poètes de dire :

*Le donne son venute in excellenza*
*Di ciascun arte ove hanno posto cura.*

Je t'ai fait voir ce que cela vaut. Si une belle dame m'avait demandé, il y a vingt ans : « Ne croyez-vous pas, Monsieur, qu'une dame pourrait être un grand général comme un homme ? », je n'aurais pas manqué de lui répondre : « Sans doute, Madame. Si vous commandiez une armée, l'ennemi se jetterait à vos genoux, comme j'y suis moi-même ; personne n'oserait tirer et vous entreriez dans la capitale ennemie au son des violons et des tambourins. » Si elle m'avait dit : « Qui m'empêche d'en savoir en astronomie autant que Newton ? », je lui aurais répondu tout aussi sincèrement : « Rien du tout, ma divine beauté. Prenez le télescope : les astres tiendront à grand honneur d'être lorgnés par vos beaux yeux, et ils s'empresseront de vous dire tous leurs secrets. » Voilà comment on parle aux femmes, en vers et même en prose ; mais celle qui prend cela pour argent comptant est bien sotte.

Comme tu te trompes, mon cher enfant, en me parlant du *mérite un peu vulgaire de faire des enfants !* Faire des enfants, ce n'est que de la peine ; mais le grand honneur est de faire des hommes, et c'est ce que les femmes font mieux que nous. Crois-tu que j'aurais beaucoup d'obligations à ta mère, si elle avait composé un roman au lieu de faire ton frère ? Mais *faire ton frère*, ce n'est pas le mettre au monde et le poser dans son berceau ; c'est en faire un brave jeune homme, qui croit en Dieu et n'a pas peur du canon. Le mérite de la femme est de régler sa maison, de rendre son mari heureux, de le consoler, de l'encourager, et d'élever ses enfants, c'est-à-dire *de faire des hommes* : voilà le grand accouchement, qui n'a pas été maudit comme l'autre. Au reste, ma chère enfant, il ne faut rien exagérer : je crois que les femmes, en général, ne doivent point se livrer à des connaissances qui contrarient leurs devoirs ; mais je suis fort éloigné de croire qu'elles doivent être parfaitement ignorantes. Je ne veux pas qu'elles croient que Pékin est en France, ni qu'Alexandre le Grand demanda en mariage une fille de Louis XIV. La belle littérature, les moralistes, les grands orateurs, etc., suffisent pour donner aux femmes toute la culture dont elles ont besoin.

Quand tu parles de l'éducation des femmes qui éteint le génie, tu ne fais pas attention que ce n'est pas l'éducation qui produit la faiblesse, mais que c'est la faiblesse qui souffre cette éducation. S'il y avait un pays d'amazones qui se procurassent une colonie de petits garçons pour les élever comme on élève les femmes,

bientôt les hommes prendraient la première place, et donneraient le fouet aux amazones. En un mot, la femme ne peut être supérieure que comme femme ; mais dès qu'elle veut *émuler* l'homme, ce n'est qu'un singe.

Adieu, petit *singe*. Je t'aime presque autant que *Biribi*, qui a cependant une réputation immense à Saint-Pétersbourg.

Voilà M. *la Tulipe* qui rentre, et qui vous dit mille tendresses.

## 271

### *A M. le Chevalier de Rossi.*

Saint-Pétersbourg, 30 octobre (11 novembre) 1808.

Monsieur le Chevalier,

Richelieu disait qu'il n'arrive jamais ni tout le bien ni tout le mal qu'on attend. Nous éprouvons la vérité de cette maxime à propos du voyage de S. M. I. J'en ai tremblé, la Russie en a tremblé, l'Europe en a tremblé. Or, non seulement il est sûr que ce voyage n'a pas produit tout le mal qu'on en attendait, mais il pourrait fort bien se faire qu'il ait produit un effet tout opposé. D'abord il est incontestable que l'Empereur a résisté à toutes les vues principales de Bonaparte. Il n'a voulu entendre parler ni de la guerre contre l'Autriche, ni du royaume de Pologne, ni du royaume de Thrace, ni de beaucoup d'autres choses peut-être que j'ignore.

Tout se réduit à ce qu'il paraît :

1° A des engagements éventuels en cas de guerre.

2° A l'envoi du Comte Nicolas Roumantzof à Londres, pour faire au nom des deux puissances des propositions de paix.

Quant au premier article, il a été stipulé, je crois, qu'en cas de guerre avec l'Autriche, la Saxe serait alliée de la France, et que la Russie enverrait aussi des troupes *pour en imposer*. Quoi qu'il en soit, ces accords éventuels ne gênent jamais, et par conséquent doivent peu effrayer. On en fait ce qu'on veut. A l'égard du second article, vous concevez du premier coup d'œil les deux vues de Bonaparte. Il veut d'abord éblouir les conscrits en leur montrant la paix au bout de la première marche ; et 2°, lorsque l'affaire aura manqué (comme il n'en doute pas), il veut être en état de crier dans tous ses papiers: « Vous voyez ! Les Anglais ne veulent pas la paix, je la leur ai offerte de concert avec mon grand allié, etc... » On débite déjà la réponse du Cabinet anglais à la demande des passe-ports ; mais elle ne peut être connue. On dit seulement ce qui doit être suivant toutes les apparences: « Si M. le Comte Roumantzof vient pour traiter de la paix particulière avec son Souverain, il est le bien venu, point de difficultés. S'il vient pour traiter de la paix générale, il ne peut être reçu. » En effet, la proposition seule est une absurdité politique au premier chef. Qui peut seulement soupçonner que les Anglais veuillent, je ne dis pas abandonner l'Espagne, mais lui donner seulement le plus léger soupçon, la plus légère inquiétude ? Ainsi cette belle ambassade n'est qu'une farce, et per-

sonne ne le sait mieux que celui qui la fait jouer. Revenons à S. M. I. Elle n'avait vu Bonaparte que dans deux moments très fâcheux pour Elle, après la bataille d'Austerlitz et après celle de Friedland. Alors Elle était abattue, vaincue (bien plus dans sa tête que sur le champ de bataille). Elle n'avait vu Bonaparte que comme un homme écrasant, qui la laissait à peine respirer. Aujourd'hui c'est tout autre chose. L'Empereur a vu Napoléon tout à son aise, et, pendant dix-huit jours, il a pour ainsi dire tourné autour de lui ; il a pu le juger par lui-même. D'ailleurs il est arrivé à Erfurt bien préparé par tout ce qu'il avait entendu ici de la part de sa mère, de sa sœur, la Grande Duchesse de Weimar, etc. Je crois de plus certain qu'il a appris à Kœnigsberg, de son bon ami, des choses que ses Ministres ne lui avaient pas fait connaître. Enfin il a trouvé à Erfurt son Ambassadeur à Paris, le Comte Tolstoï, qui pouvait être pour lui *instar omnium*. Ce Ministre s'est infiniment distingué à Paris, où il a fort bien soutenu l'honneur de son Maître et de sa nation, sans que jamais aucune cajolerie imaginable ait pu en faire une dupe. Napoléon lui a joué le tour de le faire manquer de chevaux sur la route, de manière qu'il avait déjà travaillé le Maître pendant deux ou trois jours, lorsque le serviteur furieux est arrivé ; mais la bonne cause n'y a rien perdu. Il y a eu des scènes assez violentes. Il a dit à son frère, le grand Maréchal, que *s'il rencontrait jamais le Comte de Roumantzof tête à tête, il ne pourrait s'empêcher de lui donner un coup de poing dans le visage*, « de manière, a dit le Maréchal, que j'ai évité autant qu'il m'a été possible qu'ils se

trouvassent ensemble. » Le Grand Maréchal est bien un des plus misérables humains que vous puissiez connaître. Il s'entend en soupes et en sauces : du reste, il n'a pas une idée. L'Empereur en pense certainement comme le public. Il le plaisante même dans l'occasion, il le lutine, il lui fait des niches, et se moque de lui en termes assez forts ; n'importe, il ne peut s'en passer, et cet homme a une telle puissance d'habitude, il est devenu, par un exercice de chaque minute, si profond dans la tactique de l'intrigue, qu'il serait difficile d'avoir à la Cour un ami plus utile, un ennemi plus dangereux. Lorsque l'Empereur voyage, c'est toujours lui qui l'accompagne. Cette fois tout est allé à merveille jusqu'à la Vistule ; mais là l'Empereur a trouvé Son Excellence ***, Grand cordon de l'honneur à cinq pointes, Maréchal de l'Empire, etc. L'Empereur, pour prendre dans sa calèche ce grand personnage, a été obligé de déplacer le Comte Tolstoï, qui a trotté jusqu'à Leipsick dans un chariot découvert où il n'a guère été dorloté. On a ri ici de ce petit malheur qui heureusement n'a pas eu de suite pour la santé du voyageur. Vous n'avez pas idée des caresses qu'on a faites à Erfurt au Grand Maréchal. On a été avec lui aux petits soins. La salle des conférences était décorée d'une superbe tenture des Gobelins. La veille du départ, le général Duroc dit à Tolstoï : « *Monsieur le Maréchal, l'Empereur me charge de vous présenter cette tapisserie de sa part ; vous voudrez bien en décorer chez vous une chambre qui s'appellera la Chambre d'Erfurt ; votre Maître la verra quelquefois, et il se rappelera celle-ci qui a entendu de grands débats, et d'où cependant l'on est sorti*

*bons amis.* » Vous connaissez du reste la compagnie d'Erfurt, deux Empereurs et quatre Rois (*l'un buono, e l'altro cattivo*, comme disait ce bon homme en parlant de deux crucifix), vingt-quatre princes souverains et d'autres princes de la troisième grandeur (*quorum non est numerus*). Il y a eu des chasses et des fêtes de toute espèce. Une de ces fêtes mérite d'être remarquée ; le Prince régnant de Weimar a donné un déjeuner à Napoléon sur le champ de bataille d'Iéna, et dans un temple *à la Victoire*, bâti à grands frais. Ce Prince était général au service du Roi humilié et presque anéanti sur cette place. Voyez, je vous prie, ce que sont devenus ces Princes Allemands ! Il y a eu suivant l'usage du moment des échanges de Cordons. L'Empereur Alexandre a donné Saint-André à Talleyrand, à Berthier et à Lannes (avec des plaques de 35,000 roubles). Napoléon a donné son Grand Honneur à Roumantzof, au Comte Pierre Tolstoï, et, si je ne me trompe, au Grand Maréchal. Le second ne pouvait refuser, quoiqu'il en eût bonne envie ; car comment un sujet pourrait-il refuser un Ordre porté par son Maître ? Cependant il a fait le *ritrosetto;* il a dit, au lieu de remercier sur le champ, qu'il ne pouvait accepter sans la permission de son Maître, il s'est fait presque ordonner; enfin il a fait ce qu'il a pu. Après quoi il s'en est allé, en maugréant, joindre sa femme à Vienne où il l'avait constamment retenue, pour se rendre de là à l'armée de Turquie auprès du Maréchal prince Prozorowski. C'est lui sans contredit, qui a fait la bonne figure en cette occasion. Mais croyez qu'il a laissé nombre de pointes dans le cœur de son Maître, dont le

plus grand visible désavantage, dans ce moment, est d'avoir consenti à se charger des affaires de Napoléon, en envoyant le Comte Nicolas de Rome à Londres. Les amateurs des arts doivent désirer qu'il arrive, vu qu'il nous procurera incessamment bon nombre de caricatures : mais tout cela ne passe pas le ridicule. Dès que l'Empereur a résisté aux principaux projets, il me semble aussi que les principales craintes doivent se dissiper.

Il y avait à Erfurt une table pour les Empereurs et les Rois, une deuxième pour les Princes régnants, et une troisième pour les autres Princes. On m'a donné pour très sûr que le Prince Constantin se voyant placé à la troisième allait se retirer, lorsqu'un geste de son auguste frère l'a retenu. Ce qu'il y a de sûr, c'est que son couvert n'a point été mis à la première table : il y a paru comme invité. Napoléon n'a invité aucun des quatre aides de camp généraux qui dînent ici de droit avec l'Empereur. Il a invité le Prince Alexandre Galitzin, procureur général du Synode. C'est encore un homme (et même un jeune homme) fort mince. Mais c'est aussi un enfant gâté de l'habitude, il est toujours là. Il se plaignait un jour à l'Empereur de ce qu'il n'était jamais de ses voyages : l'Empereur lui promit qu'il serait du premier, qui a été celui d'Erfurt, et voilà comment le procureur général du Synode a été à Erfurt. Napoléon a demandé ce que c'était que ce Synode ? On lui a expliqué qu'après la destruction du Patriarcat une assemblée d'Evêques avait été substituée au Patriarche (précisément comme le corps des Maréchaux de France représentait le Connétable) et que l'Empereur avait dans ce collège un député laïque

nommé *Procureur général*, qui le représentait là comme protecteur de l'Eglise (c'est-à-dire maître absolu). Napoléon a fort approuvé l'abaissement du clergé, qu'il faut toujours tenir, à ce qu'il dit, dans la dépendance; mais il a un peu badiné sur le procureur général amené à Erfurt. Il a dit: *Est-ce votre confesseur peut-être....?* L'Empereur a répondu : *Sur ces sortes de choses, on ne rit pas*. Les aides de camp généraux ont reçu en présents de fort belles armes, des pistolets et des sabres de la fabrique de Versailles. Par eux surtout on a appris nombre d'anecdotes curieuses. Pourriez-vous croire, par exemple, ce qui est cependant très sûr, que les soldats sous les armes et même quelques officiers traitent Napoléon de *général*. Le Prince Troubetzkoy, l'un de ces Messieurs, assistait avec les autres à une grande cérémonie militaire où l'on distribuait des récompenses. Napoléon demanda à l'un des soldats candidats : *Et toi, pourquoi demandes-tu l'étoile, où l'as-tu méritée?* Le soldat répondit : *Général, c'est à tel endroit, où vous étiez bloqué.* Le Prince Troubetzkoy m'a dit qu'il avait entendu vingt bêtises de ce genre.

On s'est dit à Erfurt beaucoup de choses que nous ne savons pas, mais qui nous serons dites une fois, suivant les apparences, au moins par les événements. Tenez dès à présent pour très certain que les premiers serviteurs de Napoléon ne peuvent pas le souffrir, et qu'ils ne peuvent se souffrir mutuellement. Voici un fait particulier qui m'a été donné comme également certain, et que les circonstances rendent seules très probable. Talleyrand, Berthier et Lannes ont dit au Grand Maréchal,

ou lui ont fait entendre, qu'ils étaient passablement ennuyés de leur cher Maître, et que si jamais il leur convenait de faire demi-tour à droite, ils seraient bien flattés de pouvoir passer sous le sceptre d'Alexandre. Un illustre boudeur, de qui je tiens le fait, ricanait beaucoup de ce qu'il appelait *une des plus grandes mystifications possibles*. Je lui dis : « Mais, Monsieur le Comte, êtes-vous bien sûr de ne pas vous mystifier vous-même? Qui vous a dit que ces trois Messieurs ne parlaient pas sérieusement? — Allons donc, allons donc ! » Je n'en sais rien : sûrement on a vu beaucoup de mécontentement, et les idées qu'on a acquises là germeront un jour.

Le Prince Kourakin passe, comme vous l'aurez appris, à l'Ambassade de Paris ; avant de partir, il a fait faire son portrait en pied; c'est le centième, je crois, car l'une de ses plus grandes jouissances est de multiplier sa ressemblance. Dans cette dernière *édition de lui-même* on voit sur sa table une liasse de papiers sur laquelle on lit *Tilsitt*, et le Grand Cordon de la Légion d'Honneur voltige sur les paperasses. L'Empereur lui a payé 150,000 roubles de dettes : il a 10,000 paysans !

J'oubliais de vous dire que Bonaparte, après s'être rendu médiateur forcé entre la Turquie et la Russie, et s'être engagé à donner la Valachie et la Moldavie à l'Empereur, finit par laisser faire ce dernier sans s'en mêler. il ne veut que brouiller et compromettre la Russie avec l'Autriche, ce qui peut arriver très aisément à cause de ces deux provinces ; car le nouveau Visir, Mustapha Barinctar (porte-étendard), est une excellente tête qui ne veut pas absolument entendre parler de cette

cession, et l'Autriche de son côté y répugne excessivement, de sorte que si une guerre éclate, ce sera par cette raison ; mais il est permis de concevoir de meilleures espérances. L'envoi du Prince de Schwartzenberg ici est un bon signe ; celui du Comte de Stakelberg (le même qui a résidé à Turin près de Sa Majesté) à Vienne, en est un autre aussi. Je ne sais si le Cabinet de Vienne a bien compris encore la manière de traiter avec celui-ci ; l'essentiel est de n'avoir jamais l'air de forcer. Si vous voulez qu'un Russe accepte une chose, il ne faut pas la lui mettre dans la main, il faut la jeter à terre, la louer sans la regarder et passer. Quand il est seul, il la ramasse. Quoi que son orgueil en puisse dire, il a la conscience de son infériorité à l'égard des nations plus avancées. Il suit de là que dès qu'on veut lui persuader une chose trop vivement, il croit qu'on veut lui mettre le pied sur la gorge et il résiste. J'ai toutes les raisons de croire que l'Empereur a été envoyé à Erfurt par l'Impératrice mère, qui a voulu à toute force l'empêcher d'y aller.

Il y a des qualités qui semblent s'exclure et que cependant on rencontre tous les jours réunies, telles par exemple que l'indifférence et la jalousie, le faste et l'avarice, la faiblesse et l'obstination. L'homme faible sent très bien ce qu'il est, car la conscience est infaillible. Pour se faire donc illusion, et pour la faire aux autres, il s'obstine de sang-froid et hors de propos. Il est capable de résister à son père, à sa mère, à ses meilleurs amis, à son Souverain, à Dieu même, je crois, s'il se présentait, et le lendemain il se laisse mener par son laquais.

L'inhumaine guerre de Suède continue toujours. A la grande quantité de troupes qu'on y envoie, et encore par quelque chose qui m'a été dit, on pourrait croire à l'incroyable projet d'une invasion formelle de la Suède par les îles d'Aland, dès que la gelée aura formé le plancher. Cela s'appelle jouer 60,000 hommes et son honneur à croix ou pile. J'attends de plus grands éclaircissements. En attendant, les Suédois ont gagné une véritable bataille sur les Russes, en leur tuant, le 16 (28) octobre dernier, le Prince Michel Dolgorouki, aide de camp général, lieutenant-général à 27 ans, etc., etc.; c'est une mort à la Turenne. Après une affaire où les Suédois avaient été obligés de se retirer, on ne tirait plus. Un courrier apporte un paquet au Général Toutchkof; le Prince Michel dit: *Il doit y avoir des lettres pour moi.* Il s'avance vers le courrier qui était éloigné de quelques pas. A moitié chemin, un boulet parti d'un canon de retraite *unique*, arrive et le partage en deux. Il était bon fils, bon frère, bon militaire, bon ami, et bon Russe. C'est une grande perte, universellement sentie, et c'est Caulaincourt qui a tué ce brave homme. Blessé par l'inflexibilité du Prince Michel, il a voulu qu'on l'écartât. L'Empereur ne sachant que faire l'a envoyé en Finlande, et pour éviter les objections, il lui fit donner à dix heures du matin l'ordre de partir le soir.

Le Prince Michel Dolgorouki partit avec une extrême répugnance, et il a été tué. L'Empereur est bien touché, mais le Prince est mort. On apporte ses restes de Finlande, pour les inhumer honorablement à côté de ceux du Prince Pierre, son frère, mort de même à 27 ans, et

dont je vous ai beaucoup parlé dans le temps. Il y aura donc deux *fêtes* dans la même semaine, les funérailles du Prince Michel, et le bal que toute la Garde donne à S. M. I. pour son heureuse arrivée; il y aura danse, souper de 400 couverts au moins, comédie, ballet. Le dernier officier est taxé à cent roubles, et la fête en coûtera soixante mille.

L'Eglise de Newski sera pleine comme la salle du bal. Comédie, exécution, bal, enterrement, farce sottisière, oraison funèbre, etc.! Pourvu qu'on s'agite, qu'on s'assemble et qu'on parle, tout est bon pour cet enfant qu'on appelle *homme*, et qui n'a à l'égard du véritable enfant que l'innocence de moins.

Ma situation est toujours la même. Caulaincourt me regarde comme un animal curieux, et ne me dit rien. Je le regarde comme un animal malfaisant, et je ne lui dis rien. Un salut de part et d'autre lorsque nous nous rencontrons n'est pas une grande dépense. Sa légation, ses entours, me veulent plutôt du bien que du mal, mais ce ne sont point eux qui décident, et je ne les vois pas plus que leur chef. Le Général Pardo, envoyé *del Rey fantastico*, comme on dit en Espagne, est bon à voir pour ses rares connaissances, son bon esprit et sa bonhomie même, mais vous sentez qu'on n'est amis que *jusqu'aux autels*. Je ne vais pas chez lui, mais nous avons quelquefois une certaine correspondance littéraire et il m'appelle dans ses billets, *mon respectable ami :* ce qui est fort drôle. Il allait de temps en temps chez le Duc, et même il y a pleuré; mais depuis qu'il a présenté ses lettres de créance, je crois que toute correspondance

sera rompue. Il pourrait encore tout raccommoder. Le Duc de Mondragone est arrivé et a de même présenté ses lettres de créance. Il s'intitule ***Envoyé de S. M. le Roi des Deux-Siciles***, et la Cour a eu encore la faiblesse de lui passer ce titre. Au fond peu importe. L'Envoyé de Hollande, M. Sixt, est un original dont il est superflu que je vous entretienne. Il a dit lui-même à un personnage de son pays, de qui je le tiens, *qu'une place de* 10,000 *sequins valait bien la peine qu'on fît quelque chose.* Voilà le motif déterminant et l'*allégeance* de ces Messieurs. Mes liaisons sont toujours telles que je vous les ai décrites, les meilleures et les plus solides que je puisse désirer. Je ne sais pas trop comment Caulaincourt me les pardonne et comment je n'ai point encore été l'objet de quelque motion. J'évite autant que je puis de le choquer et même de le rencontrer. Je ne cesse de lui adresser dans mon cœur le vers si connu : *Honorez-moi, Monsieur, de votre indifférence.* Mais sûrement je n'en suis pas là. Qui sait ce qui me soutient ? Peut-être le Maître, qui m'a toujours honoré de beaucoup de bontés. La seule chose que je sache, c'est que je suis sur mes pieds. Il y a même trois ministères où je suis reçu, et où je puis parler assez à mon aise, quoiqu'en style différent, les Affaires étrangères, la Marine et l'Intérieur.

L'Espagne continue d'être le sujet de toutes les attentions, de toutes les admirations, et de toutes les conversations ; le mois de mai 1808 occupera beaucoup la postérité : aujourd'hui on ne le voit pas encore bien distinctement. Au moment où je vous écris, nous en sommes ici aux victoires remportées dans les environs

de Vittoria, à la fin de septembre. La sagesse de ce peuple est aussi remarquable que sa valeur : comme je sais cependant que les idées nouvelles ont fait d'assez grands progrès dans les hautes classes en Espagne, j'ai regardé avec le microscope tous les actes publics de cette grande époque ; deux seulement m'ont donné à penser. Le premier est la proclamation de M. de Morlas à Cadix, pour éviter les vengeances populaires ; il y est dit : « Souvenez-vous que le Souverain même n'a pas droit de punir un homme qui n'est pas légalement condamné. » C'est en effet un dogme Européen que j'ai rencontré dans toutes les têtes ; mais je me suis aperçu, il y a déjà bien longtemps, qu'il y a dans la politique des choses vraies et saintes qui cependant ne doivent reposer que dans la conscience universelle, et qu'on pourrait aisément tourner en mal si on les écrivait. En me supposant par impossible arbitre d'une question de ce genre, je ne conseillerais ni au peuple d'écrire la maxime, ni au Prince de s'en écarter.

Ma seconde animadversion roule sur l'ordre de succession décrété par l'assemblée générale des Cortès. Passons sur une triste exclusion que je vous ai annoncée, il y a bien longtemps. On peut la motiver en disant que la plus déplorable nécessité est cependant une nécessité, mais je vous avoue que je ne verrai jamais sans trembler le droit attribué à une nation de troubler un ordre de succession fixé par les lois fondamentales, par les usages et par les traités. Pourquoi, par exemple, l'admission du Prince héréditaire de Naples au préjudice de son père ? Pourquoi celle de la Maison de Bavière au préju-

dice de la Maison de Savoie ? — Mais peut-être nous sommes mal informés. Je sais que S. M. Sicilienne a fait protester publiquement de ses droits en Espagne. S. M. ne serait-elle pas dans le cas de faire protester aussi de quelque manière pour ses droits éventuels, en conformité des traités d'Utrecht et d'Aix-la-Chapelle ? Sur tout cela je ne décide rien.

On dit en ce moment qu'une haute et excellente dame a sensiblement changé de ton et d'humeur, qu'elle a plus d'action et d'influence ; qu'une belle dame, qui ne devrait pas l'aimer, n'en parle que sur le ton de l'admiration, qu'elle la nomme ange et divinité terrestre. On ajoute que cette divinité commence à se tourmenter moins de ce qu'elle a perdu, et que sa consolation existe déjà ; il ne peut y avoir qu'une voix en Russie pour lui souhaiter tout ce qu'elle mérite.

Je ne vois plus rien d'important à vous communiquer par ce courrier : l'aspect des affaires est fort beau, grâce à l'énorme faute commise contre l'Espagne, et au parti qu'une excellente nation en a tiré. L'immobilité de l'Autriche et l'asservissement de la Russie sont tristes sans doute, mais laissons faire au temps : l'inévitable force des choses ramènera la guerre. Pendant qu'Attila est sur pied, S. M. n'a ni espérance ni intérêt de rentrer dans ses états : dès qu'il sera mort ou humilié, tous les droits seront mis en avant, soit pour une restitution, soit pour une compensation, et dans ce cas je crois vous avoir passablement développé le bien et le mal, le pour et le contre de toutes les suppositions.

## 272

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, 10 (22) novembre 1808.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Je fermai mon paquet avant de pouvoir vous faire part du mariage de Son Altesse Impériale, Madame la Grande-Duchesse Catherine, avec le Prince George, cadet de la Maison de Holstein Oldenbourg. Aujourd'hui il ne reste aucun doute sur ce mariage, quoiqu'il ne soit point officiellement notifié. La naissance de l'Epoux ne saurait être plus respectable puisqu'il est *Holstein* comme l'Empereur. Sous les autres rapports le mariage est inégal, mais il n'en est pas moins sage et digne de la Princesse qui n'a pas moins de sagesse que d'amabilité. En premier lieu, toute Princesse dont la famille jouit de la terrible amitié de Bonaparte fait fort bien de se marier même un peu au-dessous de ses espérances légitimes ; car qui sait toutes les idées qui peuvent passer dans cette rare tête? D'ailleurs, Madame la Grande-Duchesse doit avoir l'esprit frappé du malheureux sort de ses sœurs aînées, mariées en pays étrangers et mortes à la fleur de leur âge. Il n'est pas étonnant que son premier vœu soit de ne pas abandonner ses parents et sa chère Russie, car le Prince s'établit ici et vous jugez bien qu'il y jouira du

sort le plus brillant. Enfin je crois que la Princesse, qui possède un cœur digne de son rang, se soucie fort peu d'entrer dans la Ligue du Rhin, en épousant quelque Prince soumis à la *grande domination.* Voilà ce que j'imagine, et je ne crois pas me tromper. Rien n'égale la bonté et les grâces de Madame la Grande-Duchesse. Si j'étais peintre, je vous enverrais un de ses yeux, vous verriez combien la bonne nature y a renfermé d'esprit et de bonté. A l'égard du Prince, les demoiselles de ce pays ne le trouvent pas assez aimable pour son auguste Epouse ; mais comme il est difficile de l'être assez pour elle, on pourrait être de l'avis des demoiselles sans manquer de respect au Prince. Dans deux ou trois conversations que j'ai eu l'honneur d'avoir avec lui, il m'a paru plein de sens et d'instruction. Il s'est déjà fait connaître dans son Gouvernement général de Revel, il s'applique de toutes ses forces à la langue Russe, et l'on voit réellement qu'il se fait une affaire capitale de réussir dans sa nouvelle patrie. Quel sort que le sien comparé à celui de tant de Princes ! A ce prix, il est bien heureux d'être cadet. Avant-hier il y eut cour et gala à l'occasion de la naissance de Son Altesse Impériale Monseigneur le Grand-Duc Michel. Caulaincourt, venant de recevoir la nouvelle de la mort de son père, n'y parut point. En cela le hasard le servit bien, car les nouvelles d'Espagne faisaient chuchoter tout le monde, et je crois même que la Légation française s'en est aperçue. Nous n'avons cependant (j'entends le public) rien d'officiel, mais en réunissant plusieurs circonstances, et surtout en *écoutant le silence,* il me paraît infiniment probable que du 18

au 22 octobre, les Espagnols ont dû remporter quelque avantage signalé. Les gens sages s'abstiennent, comme vous sentez, de traiter ce chapitre d'une manière publique, mais chacun ayant ses confidents et ses petits comités, dans le fait on ne parle pas d'autre chose. Jamais nation n'a donné un plus grand spectacle au monde. Je ne puis vous cacher que dans ce moment les Ministres opposés à la puissance dominante sont à peu près passés sous silence, mais je trouve qu'il faut peu s'inquiéter de ces démonstrations extérieures qui sont tout simplement les suites d'un système adopté, et dont le Souverain ne doit compte à personne. Qui mieux que lui connaît sa situation, et ce qui convient le plus au moment présent? La politique a ses règles et ses formules extérieures, qui n'ont rien de commun avec les sentiments intérieurs. Jamais je ne pourrai obtenir de moi de croire que notre bon Empereur, qui ne voudrait pas faire pleurer un enfant sans raison, soit réellement l'ami d'un homme capable, si sa passion le lui demandait, d'exterminer un peuple entier comme un homme, et un homme comme une mouche. Mais, encore une fois, s'il a jugé à propos, en considérant surtout les talents militaires dont il peut disposer dans ce moment, de prendre conseil du temps, pourquoi ne nous recommanderions-nous pas aussi à la même protection? En attendant les changements que nous en espérons, je me montre aussi peu que les circonstances le permettent. Je vous avoue même que si je pouvais, sans commettre une indécence et sans avoir l'air de quitter la partie, m'abstenir de la Cour, je m'en abstiendrais : mais la chose n'est pas possible. Heureu-

sement les galas et les fêtes de Cour sont ici assez rares pour qu'en y paraissant on n'ait l'air de braver personne.

A propos vous avez lu le fameux discours du 25 octobre. Je ne veux point l'envisager politiquement (une autre fois nous en parlerons sous ce rapport) ; je ne l'envisage ici que du côté du style. Quelle bouffissure ! On croit entendre un acteur jouant l'Empereur : jamais vous n'avez rien lu de moins souverain. J'ai eu l'honneur de vous le dire constamment : *avec toute sa puissance, cet homme n'entend rien à la souveraineté.* Vous avez vu d'ailleurs comme il est discret avec ses amis. Si vous lisez le *Moniteur*, vous en aurez vu d'autres exemples.— Allez, allez, mon cher, vous arriverez.

## 273

### *Au Même.*

Saint-Pétersbourg, 16 (28) décembre 1808.

Monsieur le Chevalier,

Si mon numéro treize vous est parvenu, vous aurez compris de reste qu'il était destiné à la poste, et par conséquent écrit pour être lu. Le fond cependant en est vrai, et je n'ai rien à rétracter. Je pourrais seulement vous dire plus rondement que le Prince d'Oldenbourg n'est pas aimable ; mais il est bien sensé, et il fait un

coup de grande politique. Il a vu que les circonstances rendaient difficile le mariage de la Grande-Duchesse Catherine, il a profité du moment et il s'est mis sur les rangs, offrant de s'établir en Russie. Le Prince a consenti avec empressement. Il attrape une femme véritablement charmante, une dot immense et un grand état ; et si jamais la ligne masculine vient à défaillir dans la branche aînée de sa famille, rien ne l'empêche, comme rien n'empêchera ses enfants, d'aller régner chez eux. Ainsi je crois qu'il a fort bien calculé. Le mariage est déclaré dans ce moment, et, suivant les coutumes du pays, les deux *promis* (c'est le mot reçu) ne se quittent plus de tout le jour. Les Russes au reste ne sont pas fort admirateurs de ce mariage, et j'ai entendu dans le grand monde des lazzis assez forts sur ce point.

Ma situation est toujours ici un grand phénomène, jouissant toujours de ma qualité et de tous mes droits de Ministre, sans être inquiété par les Français, et sans employer à leur égard d'autre précaution que celle de ne pas les insulter, ce qui serait une folie très inutile. L'Ambassadeur de France ne me parle pas, généralement parlant, et l'occasion d'ailleurs s'en présente peu, car j'évite autant qu'il est possible de me trouver dans les maisons qu'il fréquente. Une circonstance assez plaisante c'est que la Princesse Wissemsky, belle-mère du Duc, a donné à plein collier dans la France. On l'appelait en badinant *la belle-mère du Corps diplomatique*, parce que le Duc y traînait les Ministres qui venaient assez communément y passer les soirées. J'étais un des plus assidus. Aujourd'hui que Caulaincourt et compagnie se

sont emparés de cet hôtel, le Duc a été forcé de déguerpir, et tous les gens de son système l'ont suivi. Il a ouvert sa maison le soir, et il a toujours beaucoup de monde.

Je n'ai point rompu du tout avec les Ministres des Princes légitimes, serviteurs de la France. Je vois, quoique rarement, le Baron de Blumm envoyé de Danemark, le Chevalier de Bray envoyé de Bavière, et le Comte d'Emisiedel envoyé de Saxe. Ce dernier surtout ne fait aucune difficulté : l'opinion fait en sa faveur la même exception qu'elle fait en faveur de son Maître. Cette Maison de Saxe est sacrée, même pour Bonaparte. Personne ne lui en veut. Quant à Monsieur le Duc de Mondragone, Ministre de Joseph Bonaparte jusque sur la frontière, et de là Ministre de Murat, je ne le vois point du tout. Il choque ici universellement; il s'aperçoit lui-même combien son rôle, surtout de la part d'un homme de son nom, est révoltant, et combien la faveur dont jouit ici le Duc répand de défaveur sur lui (Mondragone). Mais le Ministre le plus singulier dans ce moment, et qui forme véritablement un spectacle à lui seul, c'est le Général Pardo, Ministre d'Espagne; du côté des talents, c'est un homme des plus marquants, il en réunit même qui s'excluent ordinairement, car il est excellent militaire, et savant de premier ordre. Avant son arrivée, j'en demandai des nouvelles à son digne prédécesseur le Comte de Norona, qui me répondit : « *Vous pouvez vous y fier pour le grec* » (en effet, il est grand helléniste). En arrivant, il débuta par une faute grave en refusant de faire la visite d'étiquette au Duc, ce qui déplut univer-

sellement. Créature du Prince de la Paix, il avait apporté des lettres de créance de Charles IV ; mais avant de les présenter il apprit avec nous les événements d'Aranjuez et il reçut d'autres lettres de Ferdinand VII : puis, d'abord, d'autres de Joseph-Napoléon. Une dame de ce pays, qui a beaucoup d'esprit (la Comtesse de Strogonof), disait sur ce sujet qu'à la place du Général Pardo elle aurait présenté les trois lettres de créance en priant de vouloir bien choisir celle qui serait la plus agréable.

Malheureusement il n'a pas été aussi sage ; il a présenté les dernières, ce qui a été regardé comme une apostasie formelle. Malgré cette faute, il intéresse beaucoup de gens par ses connaissances et son caractère, qui n'est pas du tout mauvais. Le Baron de Binder, chargé d'affaires d'Autriche, qui était lié avec lui à Berlin, le reconnaît toujours pour ami et le fréquente assidûment. Comment s'est-il laissé tomber dans cette trappe? Je ne saurais trop vous le dire. Il a tergiversé, attendu, en quoi il a très mal fait ; puis il s'est trouvé si bien enveloppé par l'Ambassadeur de France et par une foule de petites circonstances sans nom, qu'il ne lui a pas été possible de reculer. Dans les compagnies où nous nous trouvons ensemble, il me recherche ; il est même revenu chez moi, quoique je n'aie plus été chez lui depuis la première visite qui était de règle. Il a cherché à voir le Duc et il a pleuré chez lui. Lorsque nous nous rencontrons, nous commençons par Homère ; mais nous finissons toujours par l'Espagne. Il est aussi Espagnol que le Général Castanos. Quelquefois je m'amuse à lui

montrer les doutes que j'ai, et même ceux que je n'ai pas sur les succès de cette *sainte insurrection* (pour le coup l'expression est juste). Alors il s'échauffe, il s'étonne que je puisse douter, et me prouve par toutes sortes de raisons morales, politiques et militaires, que les Espagnols doivent l'emporter. Qui l'entendrait, devinerait peu qu'il entend le Ministre de Don Joseph-Napoléon. Voilà encore un beau chapitre des contradictions humaines!

Le jour de la fête du Grand-Duc Michel, 8 (20) novembre, il y eut cour et gala.

L'Empereur *me passa à peu près sous silence*, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire : en présence des *maîtres* il n'ose pas être poli; mais l'Impératrice m'honora d'une fort jolie conversation : *Comment vous portez-vous, Monsieur le Comte? Il y a longtemps que je ne vous ai pas vu. Qu'avez-vous fait cet été?* etc., etc..... Puis tout à coup : *Comment se porte le Duc?* — Très bien, Madame; cette année la goutte lui a fait grâce de sa visite ordinaire. — *Ah! J'en suis charmée, c'est un digne homme.* Et la voilà qui m'entreprend un bel éloge du Duc, auquel je répondis fort bien, comme vous sentez, et vous noterez que j'étais à côté de Mondragone, qui en perdit la parole à ce que je crois, car l'Empereur étant venu à lui, d'abord il ne sut au pied de la lettre ce qu'il disait.

Peu de jours après, au bal donné à S. M. I. par la Garde (bal extravagant et même scandaleux dont je vous ai parlé, qui a coûté 60,000 roubles, et qui n'a abouti qu'à glacer et ennuyer beaucoup de monde),

l'Impératrice régnante s'approcha de moi à son tour, et finit comme sa belle-mère par me demander des nouvelles du Duc. Elle me dit avec sa douce voix angélique: *Il vit beaucoup chez lui dans ce moment.* — Madame, il n'y sera jamais seul, il a de nombreux amis. — *Sans doute, c'est la plus belle et la plus douce consolation qu'il puisse désirer dans les circonstances où il se trouve*, etc. — Tout cela, Elle me le disait à côté de Pardo. Ces deux conversations ont fait grande sensation à Saint-Pétersbourg.

Nous attendons Leurs Majestés Prussiennes pour le 22 (3 janvier). Je vous fais grâce des mille et un discours que l'ont tient sur la beauté et les grâces de la Reine, sur l'hommage que leur rend l'Empereur, etc., pour en venir à ce qu'il y a de sérieux dans cette affaire. Je ne doute pas que S. M. la Reine ne soit le premier mobile du voyage. De savoir ensuite si quelque influence étrangère n'a point déterminé la Reine à déterminer le Roi, c'est une autre question. En tout cas, je ne crois pas qu'on eût droit de blâmer celui qui aurait conçu cette idée. Au reste la reconnaissance est belle et bonne, mais je ne vois pas, et personne ne verra, comment il est nécessaire de venir de Kœnigsberg à Pétersbourg, pour témoigner sa reconnaissance à un ami qu'on a vu il y a deux ou trois mois. Jugez d'ailleurs comme le cœur tendre qui palpite aujourd'hui à Burgos croira à cette reconnaissance ! Il soupçonnera ce que tout homme d'état soupçonne : qu'une aimable Souveraine *inviperita*, comme elle a toutes les raisons possibles de l'être, et connaissant peut-être ses forces, vient les essayer pour

convertir un homme. Le seul soupçon, qui est inévitable sur ce point, suffira pour rendre ce voyage excessivement désagréable à Napoléon, et déjà son Ambassadeur ici ne s'en est pas gêné : il a témoigné sa désapprobation de la manière la plus explicite et la moins cachée. S'il n'a pas empêché le voyage, comme il l'aurait certainement pu, c'est par la raison que je vous ai dite. Les préparatifs pour recevoir ces hôtes augustes sont immenses et excèdent déjà deux millions de roubles ; tout cela est fort désapprouvé. Les spectacles militaires seront pompeux : l'Empereur a rassemblé dans cette résidence 30,000 hommes, que je plaindrai beaucoup le 6 janvier, jour de la bénédiction des eaux, opération spirituelle et spirituelle opération, que j'ai eu l'honneur de vous décrire amplement. Nous verrons ce qui résultera de ce voyage. Dans l'histoire encore plus que dans la fable, Mars est mené aux lisières par une autre divinité un peu moins féroce ; souvent il en résulte de grands maux, mais il faut être juste aussi : souvent il arrive tout le contraire. Voici qui vous étonnera beaucoup : la favorite est furieuse du voyage dont je vous parle ; mais par des renseignements que je crois sûrs, la femme en est fort contente. Il me paraît que cette joie ne peut être que politique, c'est-à-dire que l'incomparable Dame ayant pris son parti sur un certain point, ne voit plus dans l'événement en question qu'un moyen d'arracher le Maître à un parti qu'elle abhorre. Mais ce Maître paraît encore bien attaché à ce parti, du moins par système. Nous avions tous infiniment redouté le voyage d'Erfurt par des raisons que l'événement a montrées ensuite

comme mal fondées ; mais peut-être que personne n'a vu le véritable danger et le véritable malheur, les mauvais conseils, et l'envie d'imiter. — Je l'entends d'ici. — *Commandez vous-même, laisser bavarder les Ministres, etc.* Au fond, Monsieur le Chevalier, je dis Ministres, mais où sont les Ministres ? Où sont les têtes dans tous les genres. C'est là dans ce moment la plaie profonde de la Russie. Ce qu'il y a d'étrange, c'est que le principal intéressé, qui sonde très bien cette plaie, et qui appuie toute sa politique sur la disette du génie, ne redoute rien tant que le génie, et ne veut ni le chercher absent, ni le souffrir présent. Un Ministre des plus distingués, et qui n'est plus en place, me demandait un jour un nom pour cette maladie ! Je lui proposai *spiritophobie*, qu'il accepta en riant.

C'est pendant un accès de cette terrible maladie qu'on a pris une résolution qui vous fera horreur ; celle de l'invasion définitive, et de la destruction de la Suède. Les Français partent de Dantzick, abordent en Danemarck au nombre de 15,000, et pénétrent en Suède par le Sund. Les Russes de leur côté traverseront la Baltique par les îles d'Aland : voilà le projet soumis à l'examen de quatre Généraux. Tous quatre ont été contraires : cependant on n'en persiste pas moins, car un grand Prince doit régner par lui-même, cela vient d'Erfurt. Reste à savoir si le succès est possible. Quelques personnes sensées à qui j'en ai parlé tiennent pour la négative, et veulent que toute cette entreprise ne soit qu'un épouvantail pour forcer le Roi de Suède à faire la paix. Ce sentiment est soutenu par de bonnes raisons. Le passage

sur Aland n'est pas praticable une fois en dix ans (j'entends pour l'artillerie), les Anglais sont dans le Cattégat; mais qui sait si le froid de cette année ne sera pas tel qu'il le faut pour rendre possible ce nouveau crime? Qui sait si les glaces permettront aux Anglais d'agir dans le Sund et dans les deux Belts? Qui sait? Rappelez-vous la conquête de la Hollande sur les glaces : tout est possible. Les deux grands promoteurs de cette expédition sont l'Ambassadeur de France et le Ministre de Danemark. Je comprends fort bien le premier, il n'y a rien de plus clair ; mais qui pourrait comprendre l'inconcevable aveuglement de S. M. I. qui cherche à amener les Français à Stockholm, c'est-à-dire à Pétersbourg? Quand à S. M. le Roi de Danemark, c'est un autre aveuglement qui ne peut être expliqué que par la passion, qui explique tout. Je crains beaucoup aussi que de ce côté il n'y ait une personnalité.

L'Empereur n'aime pas le Roi de Suède. Il y a des oppositions de caractère entre ces deux Princes. Il y a peut-être d'autres choses.

Parmi les erreurs du cœur humain, celle-ci surtout est remarquable : quand un homme sait qu'il a choqué grièvement l'opinion, au lieu de rétrograder il s'obstine. Je crains fort que nous n'en soyons là. L'Empereur sait qu'il déplaît universellement, et il a à ses côtés des conseillers qui lui disent *qu'il doit braver l'opinion!* Funeste conseil dont les suites sont incalculables! Quelqu'un même qui jouit de sa familiarité lui a fait la confidence *qu'on l'accusait de manquer de caractère.* Cette confidence est la plus grande bêtise ou le plus grand crime

qu'on puisse commettre. Elle suffit pour rendre invariables les plans les plus désastreux.

Ajoutez à cela, Monsieur le Chevalier, le mépris de sa propre nation qui est enfoncé dans le cœur de S. M. Impériale, et vous verrez qu'il n'est guère possible d'imaginer un état de choses plus périlleux.

Pour en sortir, beaucoup de gens ne voient que *le remède asiatique*. J'en ai pâli plus d'une fois ; j'ai cru que nous y touchions, des personnes qui avaient encore plus de moyens que moi d'être instruites le croyaient aussi ; mais j'aurais dû croire un oracle qui ne m'a jamais trompé, et toutes les fois que je lui en ai parlé il s'est mis à rire, et m'a constamment dit : *N'en croyez rien*, *c'est impossible*. La raison, qu'il ne m'a pas dite, mais que j'ai parfaitement devinée, n'est pas honorable pour les Russes. Il ne les croit pas capables de commettre un crime pour l'état, mais seulement pour leurs intérêts individuels. Il ne pardonne pas à sa nation le crime inutile du 11 mars 1801, car il sait, ce que je ne sais que depuis quelque temps et ce que S. M. ignore peut-être encore, que le premier auteur du complot avait proposé de faire déclarer l'état de démence (il aurait pu dire rage) et d'agir légalement, si ce mot peut paraître au milieu de ces horreurs. De parricides polissons s'emparèrent du projet et l'exécutèrent à leur manière. Il m'ajouta une phrase qui me fit grande impression de la part d'un homme qui assurément n'est pas dévot : *Ce règne est maudit*, *il a commencé.....*, *etc.* Il n'a que trop raison. Au surplus, en adoptant l'observation dont je vous faisais part tout à l'heure, je ne voudrais jurer de rien, car les

levées forcées, les impôts et d'autres circonstances encore pourraient bien amener les choses *aux intérêts personnels*. Pour moi, Monsieur le Chevalier, sans trop particulariser mes prophéties, je ne doute pas un moment que l'invasion de la Finlande, et tout ce qui se prépare encore de ce côté, ne soit la source d'une grande catastrophe pour la Russie. On dit quelquefois que les usurpations réussissent : il n'y a rien de si faux. Voyez comment les *hautes parties co-partageantes* se sont trouvées du partage de la Pologne, comment la France s'est trouvée de la protection donnée à l'insurrection américaine, et le bel oiseau qu'elle a rapporté de Corse lorsqu'il lui plut de conquérir cette magnifique île ! Vous verrez ce que le Tyrol coûtera à la Bavière, etc. Gardons ce qui est à nous, ou n'acceptons que ce qui nous est donné.

Ceci me rappelle le fameux discours tenu par Bonaparte à son Sénat, le 28 octobre dernier. Il y disait entre autres belles choses : *qu'il s'était déterminé, de concert avec son grand ami, à faire quelques sacrifices.* Il m'est venu en pensée que ces mots pouvaient fort bien se rapporter aux puissances dépossédées, et m'expliquer la question qui me fut faite par M. le Comte Soltikof et dont j'ai eu l'honneur de vous faire part. Quoi qu'il en soit, je crois avoir répondu comme je le devais. La Maison de Savoie ne s'est jamais enrichie des dépouilles de personne, et ne veut pas, je pense, commencer aujourd'hui. Si elle peut s'arranger avec des Souverains légitimes, c'est autre chose.

Je crois être sûr qu'il est arrivé nouvellement un

Colonel hanovrien porteur d'une lettre d'Angleterre, et qu'on lui a dit pour toute réponse qu'il pouvait porter la lettre à Paris, vu qu'on ne traitait aucune question que de concert avec la France. Le parti est pris, on n'en démordra pas. J'ignore si cette obstination déterminera l'Angleterre, justement impatientée, à quelque mesure plus vigoureuse, ou si elle persistera dans son système de modération, qui a mérité les louanges de tout le monde. Tout a un terme. Le Prince Alexandre Kourakin, nouvel Ambassadeur à Paris, est tout à fait mal avec le Comte Nicolas Roumantzof, Ministre des Affaires étrangères, qui s'y est rendu après les conférences d'Erfurt. Quoique le premier ne soit pas un génie, et qu'il ait même quelques ridicules de grandeur qui ne font mal à personne, il n'a pas moins un sens droit et un cœur russe. Quand il a vu les choses de près, il a été totalement dégrisé, au lieu que le Comte Roumantzof, qui est l'auteur du nouveau système, demeure intrépide et va son train ; de manière que le Prince et lui écrivent blanc et noir à l'Empereur, par le même courrier. Je crois au reste que cette ambassade amènera inévitablement le Prince Kourakin au poste de Chancelier de l'Empire. Pour mon compte, j'en serai charmé. J'ai eu l'honneur de vous raconter quelques anecdotes d'Erfurt qui auront intéressé S. M. En voici deux encore qui ont bien leur prix. Le Comte Pierre Tolstoï, alors Ambassadeur, dit au Comte Nicolas, son frère, grand Maréchal de la Cour, dont je vous ai beaucoup parlé : *Faites en sorte que je ne me trouve pas à portée du Comte Roumantzof, car je serais très capable de lui donner un coup*

*de poing sur le visage.* — Et dans une autre occasion : — *Ecoutez, mon frère : l'Empereur fait bâtir beaucoup d'Eglises; conseillez-lui d'en faire bâtir une à Notre-Dame del Soccorso d'Espagne, car si elle ne se déclare pas pour lui, son Empire est perdu.*

Combien cette Espagne nous agite ! Tous les honnêtes gens du monde en sont malades. On nous avait débité ici des victoires imaginaires, racontées avec tant de détails par des lettres anglaises, que tout le monde était persuadé. Mais il s'est trouvé en fin de compte que ces lettres étaient des manœuvres de banque, fort communes dans tous les pays commerçants. Aujourd'hui nous connaissons l'entrée de Napoléon en Espagne, et nous avons lu ses dix premiers bulletins. J'entends bien qu'il n'y faut pas croire, mais à ne considérer que les dates et les lieux, ils sont inquiétants. J'ai entendu des militaires soutenir, la carte à la main, que les Généraux espagnols ont déjà fait de grandes fautes. Cependant je suspends mon jugement. S'il y a un salut actuel, il est là. Dans ce moment, nos yeux doivent se tourner principalement sur l'Autriche. Je commence par vous dire que je ne cache nullement ses dangers qui sont immenses ; son système défensif et expectant, s'il est permis de s'exprimer ainsi, est doublement périlleux; d'abord parce qu'il use l'enthousiasme des peuples et qu'il les accoutume à se défier d'eux-mêmes, et en second lieu parce que ce système ruine l'Autriche. L'état militaire moderne est tout à fait forcé. Nous avons le dénombrement des troupes romaines sous Auguste : elles égalent à peine celles de l'Empereur François II. Qu'arrivera-t-il donc si l'on vient encore à

forcer un état forcé, comme il arrive aujourd'hui dans ce grand et beau pays. Il arrivera ce qui arrive toujours en pareil cas, qu'on tombe au moment où il faudrait marcher. Si Bonaparte revenait vainqueur d'Espagne, sa réputation, son ombre seule, renverserait l'Autriche.

Voilà le mauvais côté, voici le bon. Rien n'est plus douteux que la victoire sur l'Espagne. Il y a même des raisons particulières, les moins connues quoique les meilleures, qui m'entraînent invinciblement à croire qu'il doit sortir quelque chose d'extraordinaire de ce pays. Or si le mauvais génie de Bonaparte s'endort un moment, le monde est renversé en sens contraire et l'Autriche est à la tête de tout, parce qu'alors les trésors de l'Angleterre devenus libres seront à son service, et qu'ainsi elle ne manquera de rien puisque tout le reste est prêt. Rien ne nous était plus contraire que cette Cour. Elle nous a donné mille preuves terribles de ses intentions à notre égard, et c'est moi-même qui ai découvert la dernière et la plus décisive, puisque j'ai su à n'en pas douter qu'aux conférences de Lunéville, un plénipotentiaire français ayant dit : *Il faudra ensuite placer le Roi de Sardaigne*, l'un des plénipotentiaires autrichiens répondit: *Et quelle nécessité y a-t-il qu'il y ait un Roi de Sardaigne?* Mais voyez, Monsieur le Chevalier, les inconcevables vicissitudes de la politique ! Les femmes, qui font la moitié des affaires de ce monde, ont changé notre position du blanc au noir. Une femme livrait une grande Cour aux influences subalternes soudoyées par la France. Un mariage heureux pour tout le monde a mis à sa place une excellente Princesse, rendue

plus excellente encore s'il est possible, par l'excellent conseil qui est à ses côtés. Rien ne touche Sa Majesté de plus près, rien donc n'est plus propre à fondre l'ancienne glace et à produire de nouveaux sentiments. Vienne est devenu pour nous la vraie place des négociations. Quels que soient mes préjugés d'homme, ils n'ont point influé sur ma conduite ministérielle. J'ai attaché beaucoup d'importance à me tenir parfaitement bien avec la Légation autrichienne, et je crois que j'y ai réussi. Nous pouvons tirer grand parti de la position actuelle des choses, d'autant plus qu'il y a sûrement ici une vue, et là probablement une autre vue, laquelle, quand même on la supposerait altérée par un léger alliage d'égoïsme éventuel, ne laisserait pas dans ce moment de favoriser puissamment la première, et de jeter beaucoup d'huile sur tous les ressorts d'une négociation. C'est ce qui me fait croire que Sa Majesté pourrait fort bien s'aboucher sérieusement avec une puissance devenue beaucoup plus abordable, et convenir conditionnellement de certaines choses, quand ce ne serait que verbalement. L'Italie, dans ce moment, est devenue extrêmement souple et se prête à beaucoup de projets. Il faudrait seulement en exclure tout démembrement quelconque du Piémont ; car il vaudrait mieux, sans comparaison, que le trône changeât de place. Les Etats de S. M. formaient un tout, dont la perfection résultait de l'ensemble et du juste rapport des parties. Mais comme tout Etat, ainsi que toute chose humaine a ses inconvénients, il arrivait chez nous que la Maison régnante était plus grande que ses Etats.

Si donc une couronne royale posée sur le Piémont débordait sensiblement, quelle apparence de morceler les anciens Etats de S. M. et de mettre sa nouvelle possession en contraste avec un grand nom? *Ou rien, ou davantage*. Si l'on diminue de moitié le diamètre d'un tuyau, un homme sans études croira qu'il en sortira la moitié moins d'eau, et cependant il en sortira quatre fois moins. Il arrive quelque chose de semblable en politique. Un Etat peut être constitué de manière que si l'on en retranche un quart, le Souverain au lieu d'être d'un quart plus faible, le soit quatre fois. J'entre dans ces détails parce que j'ai vu que ces idées de morcellement et de possession partielle se sont quelquefois présentées à l'esprit. S. M. doit se tenir ferme, et ne jamais perdre de vue que tout ce que nous voyons n'est qu'une scène de théâtre, une tragédie, au pied de la lettre. Les Empereurs, les Rois, les Princes, leurs confidents et confidentes ne sont que des masques, et rien n'est réel, excepté les crimes.

Vous me direz peut-être, Monsieur le Chevalier, que toutes les pensées que je vous présente sont connues de S. M., peut-être même qu'elle en a d'autres. A la bonne heure : mais je pense que tout Ministre est tenu d'exposer ce qui lui semble vrai et utile. Il appartient ensuite à S. M. de cribler le grain.

## 274

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, 18 (30) décembre 1808.

Nous fûmes étrangement *désappointés* et *attristés*, il y a deux mois, lorsque nous vîmes la capitulation accordée aux Français en Portugal ; les fanfares dont toute l'Angleterre avait retenti pour ces deux escarmouches de Zambucica et de Vimeira prêtaient réellement au ridicule ; lorsque les Anglais voient deux ou trois mille cadavres étendus *super aridam*, ils croient d'abord que c'est la bataille de Cannes. Sur mer, c'est autre chose : ils ne trouvent grand que ce qui est grand.

Maintenant je suis excessivement curieux de savoir ce que feront ces Anglais en Espagne. Les Espagnols se montrent fidèles jusqu'au scrupule à l'engagement qu'ils ont pris de ne jamais donner de bataille ; ils se rendent et paraissent même abandonner la capitale pour faire la même guerre qu'ils firent jadis aux Maures. Or, les Anglais consentiront-ils à se diviser en petits corps, à s'amalgamer avec les Espagnols, si différents de religion, de langue, de mœurs, de préjugés, à s'enfoncer avec eux dans les défilés de la Sierra Morena, et à faire avec eux et sous leurs ordres, et pendant un temps dont on ne prévoit pas la fin, une guerre de Miquelets? Cela peut être, mais j'en doute. Ce qui n'est pas douteux, c'est que

l'aveugle ambition de Bonaparte ayant rompu l'union politique entre la France et l'Espagne, union si utile à la première puissance et si contraire à la Grande-Bretagne, l'intérêt visible de celle-ci est d'écarter à jamais la Maison de Bourbon, qui rétablirait sur le champ cette union, et qui arracherait des mains de l'Angleterre la superbe et inespérée conquête qu'elle vient de faire. Cette idée est toute simple et ne porte aucune teinture de blâme ; il est bien juste que chacun pense à ses affaires et les fasse le mieux qu'il peut. *The world to the wise.* Vous avez sans doute entendu Fox dire en plein Parlement *que jamais il ne s'intéresserait pour une Maison qui avait fait tant de mal à l'Angleterre.* Au fond, c'était une grande absurdité ; car ce n'était pas comme *Capet* qu'un Roi de France était ennemi de l'Angleterre, mais comme Roi d'un peuple naturellement *rival* de son voisin (car rival vient de rive). *Littora littoribus contraria!* Mais le préjugé ne raisonne pas, et le préjugé national est le plus fort de tous ou au moins le second. Jugez donc de ce qu'il en doit être à présent que le jugé s'appuie sur un motif évident. Faites, s'il vous plaît, une observation qui me semble frappante. La province d'Aragon, avant de savoir la détermination des autres, et pleine encore de souvenirs autrichiens, appelle l'Archiduc Charles. Tout de suite les Anglais sont devant Trieste et offrent de transporter le Prince. Le Cabinet de Vienne est trop cauteleux pour accepter une proposition qui pourrait avoir trois conséquences terribles :

Premièrement, rupture avec la France, et guerre soudaine.

Deuxièmement, *scorno* insupportable pour le Prince si les provinces mises ou remises à l'unisson prenaient toutes un autre parti, ce qui est arrivé en effet.

Troisièmement, guerre civile en Espagne si les provinces avaient persisté respectivement, et perte inévitable de la Monarchie. Or, puisque ces conséquences, très visibles pour les Anglais, ne les empêchaient pas de faire cette démarche, jugez de l'envie qu'ils avaient de transporter la couronne d'Espagne; et comment, je vous prie, la chose pouvait-elle être autrement? Il suit de là une chose assez bizarre et cependant incontestable, *c'est que le meilleur ami du Roi* doit aujourd'hui craindre plus que tout au monde l'événement que S. M. doit désirer plus que tout au monde: je veux dire le rétablissement de la Maison de Bourbon, qui emporterait la résurrection subite de la Maison de Savoie. Certainement celle de Bourbon ne saurait être ni placée plus sûrement ni traitée plus honorablement qu'elle ne l'est en Angleterre; cependant je la croirais plus près de France si elle était en Amérique. Au demeurant, vous savez que la politique à cette époque est devenue purement hypothétique. Un raisonnement est bon *aujourd'hui* et d'après telles circonstances réelles ou présumées, mais une bataille ou tout autre événement change tout en un clin d'œil.

Ce qui piquerait extrêmement ma curiosité et ce que l'interruption de toute correspondance ne m'a point encore permis de savoir, ce serait les termes où nous en sommes à présent avec l'Angleterre, et quelles sont précisément ses intentions. Je vois, par d'anciennes lettres

de Son Excellence M. le Comte de Front, qu'à l'époque de la paix d'Amiens, le Ministère de Londres lui soutint que S. M. avait renoncé à la garantie de l'Angleterre. J'ai sous les yeux la note par laquelle ce Ministre réfuta pleinement cette assertion. Je vois par d'autres lettres la déclaration formelle, à lui faite et répétée, que si la Russie n'agissait pas de concert, l'Angleterre ne pouvait rien pour S. M. Or, à présent qu'au lieu d'agir de concert avec l'Anglererre, la Russie est devenue son ennemie, professe-t-on toujours les mêmes dogmes à Londres ? Voilà ce que je voudrais savoir, pour donner une base plus solide à mes raisonnements.

Il n'est pas vrai au reste que l'Angleterre *même seule* ne puisse rien faire pour nous. Si elle avait voulu abandonner Ceylan, à Amiens, le Roi n'aurait-il pas été imdemnisé? Je fais toujours abstraction d'une opposition formelle de la part du *Dœmonium meridianum*, qui me paraît toujours invincible. Il faut qu'il soit adouci ou tué.

Ayant fini pour aujourd'hui sur la politique, je reprends quelques objets particuliers.

S. M. I. a jugé à propos d'ordonner qu'il serait élevé un monument public, en bronze ou en marbre, à la mémoire du Prince Pajorskoï, et d'une espèce de boucher nommé Minin, qui, dans les premières années du XVIIe siècle, sauvèrent la Russie du joug étranger d'une manière véritablement merveilleuse.

Les plans pour ce monument ont afflué chez le Prince Alexis Kourakin, Ministre de l'intérieur. Un beau matin la Princesse, chez qui j'avais soupé la veille, m'envoya un rouleau immense de ces plans, en me demandant

mon avis par un billet. Je vis d'abord d'où venait la commission, et où elle devait aboutir, mais je n'en fis pas le moindre semblant. Après m'être mis en état de répondre pertinemment, je fis passer à Madame la Princesse un avis, dans le fond très motivé, mais dans la forme entièrement destiné à une dame. Quelque temps après, il y avait un dîner de 60 couverts chez le Comte de Strogonof, le jour de sa fête. Le vieux Comte, qui est président de l'Académie des beaux-arts, nous dit après diner : « *Messieurs, S. M. I. a jugé à propos d'élever un tel monument, on lui a présenté une foule de projets, mais voilà celui qu'Elle a préféré, et qu'Elle vient de m'adresser* », et je vis sortir de son tiroir celui que j'avais préféré. Ainsi S. M. saura, *ad perpetuam rei memoriam*, que c'est son Ministre qui a décidé le choix du monument pour MM. Pajorskoï et Minin, hommes fameux, dont je n'ai su les noms que cette année.

Monsieur le Chevalier Rana, Major du génie, est le premier Officier piémontais qui se voit forcé de quitter le service Russe. Le Ministre des Guerres, que je vous ai fait connaître, lui a envoyé un congé tout sec, sans aucune gratification pour son retour. Ce digne officier se trouve victime de la haine de Monsieur le Comte Araktcheief pour les étrangers. Sans trop m'embarrasser de la fougue de ce rude personnage, j'ai cru, en suivant toujours le même plan de conduite, devoir faire une démarche directe en faveur du Chevalier Rana (qui l'ignore), auprès de S. M. I. par la voie du Ministre des Affaires étrangères, seul Ministre avec qui nous puissions traiter.

Vous trouverez ci-joints, Monsieur le Chevalier, le mémoire que j'ai présenté pour lui, et la lettre dont je l'ai accompagné. Dans une conversation qui a suivi, j'ai dit franchement à Monsieur le Comte Soltikof, après lui avoir développé toute l'affaire, *que je ne croyais conforme ni à la grandeur ni à la bonté* de S. M. I. de laisser partir un tel Officier sans aucun secours.

J'ai été parfaitement reçu, et j'ai tout lieu de m'attendre à une gratification que j'ai fort bien demandée, en disant que je ne la demandais pas. J'ai l'honneur de vous adresser ces pièces, d'abord afin que S. M. soit instruite de la conduite de ces Messieurs, qui est irréprochable sous tous les rapports, et encore afin qu'Elle voie que j'ai conservé ici mon franc parler, et que l'influence du moment n'a point vicié mon style diplomatique et confidentiel. Il est vrai que dans le monde je ne me permets aucune espèce de bavardage, mais je me permets encore moins des révérences et des flatteries. Toute la Légation française, le chef excepté, me traite avec une politesse marquée. Quand à l'Ambassadeur, il me regarde avec des yeux singuliers qui semblent avoir reçu des ordres. Savary, plus féroce peut-être, ou du moins plus fougueux, avait cependant un air moins antipathique ; il me montrait même un certain penchant ou quelque chose qui ressemblait à cela. Lorsqu'il me faisait des politesses, il avait pour moi l'air d'un tigre qui joue de la queue.

Je suis menacé d'un très grand malheur. Mon fils a atteint et même passé l'âge de la conscription. Aux yeux de la loi française *si sage et si équitable*, il est Français ainsi que tout ce qui est né en France, ou dans un dé-

partement réuni. On me mande qu'il sera certainement appelé, ce qui m'importe fort peu : mais les pères et mères sont responsables, et que deviendra ma femme que je n'ai jamais pu tirer des griffes de ces Messieurs ? Je n'ai jamais rien éprouvé de si inquiétant. — Mais je ne sais à quoi je pense de vous entretenir de pareilles sornettes.

## 275

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, 19 janvier 1809.

Monsieur le Chevalier,

Voici ce qu'on ajoute sur l'expédition de Finlande. Celle qui doit avoir lieu sur les îles d'Aland ne s'étendra pas plus loin et n'aura pas d'autre but que de s'emparer de ces îles. On croit jouer à coup sûr, vu l'immense supériorité des forces ; mais on pourrait bien se tromper. La seconde, qui est la principale, partira d'un point beaucoup plus élevé, et peu distant, à ce que j'imagine, d'Aliaborg. Plusieurs personnes fort instruites croient qu'elle n'est point destinée à la conquête de la Suède, mais à une simple occupation de la Dalécarlie, qui forcerait, dit-on, le Roi à la paix en lui coupant les vivres. On cite à ce sujet un exemple ancien, mais vous savez à quel point on est trompé aujourd'hui par ces sortes de

raisonnements. Quant aux Français, des gens fort au fait des choses m'assurent qu'ils s'en tiendront aux menaces, et que le débarquement de leur part est impossible : je le souhaite de tout mon cœur. En attendant le dénouement, il est impossible de se faire une idée des maux que fait cette guerre. La Finlande est ruinée au point que les pommes de terre même y sont portées d'ici. On a demandé aux *Isvochis* (cochers publics) de Saint-Pétersbourg, 8,000 chevaux pour le service de cette armée de Finlande. Chaque cheval porte trois sacs de trois puds chacun (*la Pud* égale 40 livres Françaises à peu près), un de ces sacs est pour l'animal, et les deux autres pour les hommes. La consommation de cette armée exige par mois 600 sacs de farine de 9 puds chacun. Les Isvochis se sont mutinés et plusieurs ont été arrêtés; mais ensuite ils ont été relâchés sur les représentations de l'Isvochi de l'Empereur (celui qui le mène en traîneau), qui a très bien su représenter les raisons de ses collègues. Je ne sais quels changements on fera aux premiers ordres, mais j'espère que vu les immenses difficultés de l'entreprise, S. M. Suédoise échappera encore à ce danger. On ne peut penser sans frémir à l'immense destruction d'hommes occasionnée par cette injuste guerre. Les dépenses sont sans doute un moindre mal; cependant il est très grand dans un moment surtout où toutes les ressources manquent à la fois. Le commerce est à bas. Aucune manufacture ne va, excepté celle des billets qui n'a plus de bornes, comme il arrive à tous les états qui se ruinent, et qui n'ont plus que la funeste ressource du papier monnaie. Je vois périr graduelle-

ment le subside de S. M. à mon grand regret. Déjà la moitié à peu près a disparu. Irons-nous jusqu'au zéro? C'est ce que je crains beaucoup.

Le 26 décembre (v. s.) seconde fête de Noël, LL. MM. le Roi et la Reine de Prusse sont arrivés dans cette capitale. On leur a fait une réception magnifique et pleine de toutes les délicatesses de l'amitié. Plus de 30,000 hommes étaient sous les armes. Les Chevaliers-Gardes se sont divisés en deux corps, l'un est allé attendre les augustes voyageurs à la porte de Peterhof, l'autre a attendu à la porte du Palais. Le Roi de Prusse est monté à cheval en entrant dans la ville, et il est arrivé au Palais au milieu des Chevaliers-Gardes. L'Empereur et le Grand-Duc étaient aussi à cheval. Ce dernier, qui s'était réservé le haut commandement, fut très aimable ce jour-là. Il permit à la Cavalerie d'aller au trot, ce qui est une grande affaire dans les froids aigus ; il permit encore à l'infanterie d'avoir le manteau, et il fit allumer sur la place du Palais de grands feux ou tout le monde se chauffa alternativement. Il n'y avait que 10 degrés de froid, ce qui n'est qu'un badinage. Comme il faut cependant que le caractère se montre de temps en temps, un pauvre diable de cocher de la Cour s'étant trouvé hors de la place où il devait être, le Grand-Duc le rossa à grands coups de plat de sabre, et bien sur la livrée de l'Empereur, à la grande édification des nombreux spectateurs.

On avait demandé à un architecte italien nommé Rusca, ce qu'il voulait pour mettre en état le Palais destiné à LL. MM. Prussiennes. Il dit 40,000 roubles

en deux ou trois mois de travail. Quand on lui annonça que l'ouvrage devait être fait et parfait en quelques jours, il demanda 100,000 roubles qui furent alloués sur le champ. Mille ouvriers ont travaillé sans relâche, 500 pendant le jour, et 500 de nuit. Les meubles, les bronzes, les décorations de toute espèce ont été achetés à foison comme s'il n'y avait point de meubles chez l'Empereur de Russie. Les fêtes se succèdent rapidement: bals, spectacles à l'Ermitage, concerts, etc. Caulaincourt, comme j'ai déjà eu l'honneur de vous le dire, s'est peu gêné pour désapprouver ce voyage; depuis la date de ma dernière lettre, il s'est permis d'autres choses. Ma plume se prête difficilement à vous rendre le discours qu'il a tenu chez la Princesse Dolgorouki, mais il me paraît absolument nécessaire de vous faire connaître ce mot. Il a donc dit sans façon : *Il n'y a point de mystère à ce voyage, la Reine de Prusse vient coucher avec l'Empereur*. Voilà ce qu'il a dit, non pas comme vous sentez à haute voix et à toute la compagnie, mais aux hommes à qui il parlait : je ne sais pas assez le français pour donner à une telle horreur le nom qu'elle mérite.

Ma situation dans ce pays est devenue une espèce de spectacle. S. M. étant en guerre avec la France, comment puis-je me soutenir ici? La chose est si peu probable que certaines personnes croient que j'ai cessé mes fonctions, et j'ai reçu une lettre de Vienne dont l'adresse portait bonnement: « ci-devant Ministre de S. M. Sarde ». Mon attachement au Duc de Serra-Capriola est connu. Je le vois tous les jours, c'est une intimité de sept ans. Je suis fort lié avec les plus grands ennemis du parti

français : je vois beaucoup le Comte Strogonof et sa belle-fille, la Princesse Galitzin-Waldemar mère de cette dernière, le Comte Grégoire Orlof, etc., etc. Ces maisons ont levé le masque au point qu'elles ne reçoivent pas l'Ambassadeur de France. Je ne cache d'ailleurs nullement ma manière de penser (je ne m'abstiens que de l'insulte qui est toujours une sottise), cependant cela ne me nuit aucunement auprès de la Légation française. Tous me font des politesses, quoique sans aucune avance de ma part, pas même celle d'un billet de visite.

L'Ambassadeur naturellement ne peut pas me parler, cependant il est arrivé l'autre jour une chose marquante. J'avais manqué deux fois de suite à l'assemblée ordinaire du mercredi, chez le Ministre de la Marine. Caulaincourt, lui dit : *Je ne vois pas le Comte de Maistre : est-il malade ?* Et il s'exprima en termes très honorables. Ce discours a paru extraordinaire, d'autant plus que jamais je ne lui adresse la parole.

Le jour de l'an, à la Cour, M. Lesseps, l'un des principaux membres de la Légation, s'approcha de moi et me dit : « *Monsieur le Comte, je vous souhaite de tout mon cœur une heureuse année.* » — Je lui répondis avec un sourire triste : « Monsieur ! Je n'accepte point le compliment ; il y a longtemps que je me suis arrangé pour ne plus voir d'années heureuses. »

Une chose que je ne dois pas non plus vous laisser ignorer, c'est que les Français et leurs alliés (ou esclaves, comme il vous plaira) ne cherchent aucunement à me faire de la peine à la Cour. Au contraire, ils me laissent prendre l'alternative et semblent quelquefois me l'offrir.

J'en use librement, mais sans affectation. Croyez-vous, Monsieur le Chevalier, que tous ces Messieurs se conduisissent ainsi à mon égard s'ils n'avaient point d'instructions? Pour moi j'en doute. Le Général Pardo a fait un pas plus hardi que tous les autres : il me vint voir il y a peu de temps. Je lui restituai la visite, j'arrivai par hasard au moment où il venait d'apprendre la prise de Madrid. « Eh! bien, lui dis-je, Monsieur le Général, point de nouvelles? » — *Hélas!* me répondit-il, *il n'y en a que trop: Madrid est pris,* et il me montra le *Moniteur.* Il m'ajouta : *Il n'y a plus moyen de vivre en Europe, je m'en vais en Amérique.* Comment trouvez-vous ce discours de la part de l'Envoyé de Joseph? — Je lui répondis : *Vous avez bien raison, Monsieur le Général. Que voulez-vous faire ici? Quelques personnes qui vous connaissent auront pitié de vous, mais tout le reste vous blâmera et se moquera de vous. Tirez-vous de là et allez-vous-en en Amérique.*

Avouez que cela paraît fabuleux. Quel dommage que cet homme se soit laissé entraîner à présenter les lettres de créance de Joseph! On disait précédemment dans l'armée d'Espagne : « *Quand Pardo a parlé, il n'y a plus besoin de conseil de guerre.* » Il appartient à une famille qui a la Grandesse : il avait épousé la fille du dernier Vice-Roi du Mexique, et le voilà qui donne à Joseph un bras. *Quo graves Galli melius perirent!* Qu'est-ce que l'homme? Qu'est-ce que l'homme? Et qu'est-ce que l'homme?

Le Duc de Mondragone, autre phénomène du même genre (Grand d'Espagne, Ambassadeur de Murat) n'a

pas d'abord fait plus d'attention à moi que je n'en faisais à lui. Il ne m'a pas envoyé son billet : en un mot il me traitait absolument sur le pied de guerre, et, quant à moi, je ne le regardais pas seulement dans le monde. Mais après quelque temps, il s'est mis à m'adresser la parole, et le jour de l'an, il m'a envoyé son billet, que je lui ai restitué.

Le Chevalier de Bray, Envoyé de Bavière, universellement suspecté comme âme damnée de la France, me fait toutes sortes d'avances et m'a prié à dîner. Avec lui je ne suis nullement gêné, puisqu'il représente une puissance légitime ; mais la considération est la même, car Bavière et France sont synonymes ; ce qui me fait croire toujours plus qu'il y a à mon égard un système général dicté par la France.

Quand je songe que Napoléon a tenu entre ses mains, et que la plupart de ses Généraux ont acheté à Milan la cinquième édition des *Considérations de la France* (que je n'avouais pas à la vérité, mais que tout le monde m'attribuait), qu'il a saisi une lettre de S. M. le Roi de France qui me remerciait de ce livre, et me priait de le faire circuler en France par tous les moyens possibles, croyant aussi que j'en étais l'auteur ; quand je pense qu'à l'occasion de la fameuse loi de 1802 sur les émigrés, et sur ma demande claire et précise d'être rayé de la liste comme étranger : *n'ayant jamais été Français, ne l'étant pas, et ne voulant jamais l'être, j'ai été rayé de la liste des Emigrés, et autorisé à rentrer en France sans obligation de prêter serment, et sans obligation de quitter le service du Roi* ; quand j'ajoute à cela tout ce qui se

passe à présent, je tombe dans un étonnement qui tient de la stupeur. Je vous expose les faits, mais sans y rien comprendre. Je ne doute pas au reste que la tentative que j'ai faite l'année dernière pour lui parler en faveur de S. M. ne lui ait été agréable. S'il en avait été autrement, il me l'aurait assez fait sentir ici où il est Maître. Il y a au reste, à l'égard de ce fameux personnage, deux erreurs dont il faut se garder également : l'une est de croire sa puissance légitime et sa dynastie établie, ce qui n'est propre qu'à décourager tout le monde, surtout les Princes, et à établir dans le monde des principes faux et dangereux ; l'autre est de le regarder comme un aventurier coupable, auquel il n'est pas permis de parler. Ces deux opinions sont également fausses, et la dernière l'est peut-être plus que l'autre. Celui qui a dit *que la première qualité d'un Politique était de savoir changer d'avis* a dit une grande vérité. Le temps est un grand élément dans la politique. Un usurpateur, qu'on arrête aujourd'hui pour le pendre demain, ne peut être comparé à un homme extraordinaire, qui possède les trois quarts de l'Europe, qui s'est fait reconnaître par tous les Souverains, qui a mêlé son sang à celui de trois ou quatre Maisons souveraines, et qui a pris plus de capitales en quinze ans, que les plus grands capitaines n'ont pris de villes dans leur vie. Un tel homme sort des rangs. C'est un grand et terrible instrument entre les mains de la Providence, qui s'en sert pour renverser ceci ou cela. Tout ce qu'elle a déplacé n'est pas proscrit. J'avais l'honneur d'écrire l'année dernière à l'auguste beau-frère de S. M. « *Bonaparte vient de s'intituler En-*

*voyé de Dieu..... Jamais on n'a rien dit de plus vrai, il est parti du ciel comme la foudre.* » En effet, la foudre en vient tout comme la rosée. Si donc on trouvait quelque moyen d'adoucir cet homme, ou d'en tirer quelque parti, on faisait très mal de laisser échapper l'occasion.

Quant à ce que j'ai ouï dire si souvent : *qu'on ne peut être sûr de rien avec lui*, *qu'il est aisé de se compromettre*, etc., etc., ce sont d'assez pauvres raisons, mais comme il ne s'agit pas de cela dans ce moment, je passe à d'autres objets, ou pour mieux dire je reviens à celui que je traitais tout à l'heure, en vous disant que, vérification faite, j'ai vu que mon fils ayant commencé sa dix-neuvième année, se trouve, depuis près d'un an, en Savoie, sur le tableau de conscription. Il en coûte aujourd'hui 10,000 francs pour remplacer un conscrit, et les parents répondent. — On pourrait confisquer les meubles de ma femme, et peut-être l'arrêter. Sa mère est une vieille dame cacochyme qui peut manquer d'un moment à l'autre.... Alors mes enfants perdraient la dernière chemise de leur garde-robe. Si dans une situation aussi pénible l'intérêt général peut servir de consolation, on m'en témoigne beaucoup de tout côté. Au reste que puis-je faire ? Je ressemble à un homme garrotté dans un magasin à poudre, où son ennemi menace de mettre le feu à tout instant ; qu'a-t-il de mieux à faire que de ne pas se tourmenter inutilement, et d'attendre paisiblement le salut ou l'explosion. Ce qui mérite ici l'attention de S. M., c'est la suspension des décrets, qui sont impitoyables en France. Si mon fils

était épargné, ce serait une merveille tout aussi grande et tout aussi inexplicable que le décret de 1803 qui me concernait.

La conduite de l'Empereur à mon égard se ressent tout à fait de l'état des choses. Il passe à la Cour à côté de moi comme une goutte d'eau sur de la toile cirée. *Il glisse.* J'attrape obliquement : « *Comment ça va-t-il ?* — *Très bien*, *Sire* (c'est un grand mensonge). Qu'est-ce que cela me fait? Je connais sa manière de penser. Les Impératrices au contraire, n'ayant pas les mêmes raisons de se gêner, sont extrêmement et visiblement bonnes à mon égard. Avant-hier, au bal de S. M. l'Impératrice-Mère, Elle me rencontra avant le souper, me parla et me demanda de mes nouvelles, et ensuite : — *Comment se porte Monsieur votre fils ?* — Votre Majesté Impériale est trop bonne, etc., etc. — *Comment n'est-il pas ici? Je serais bien aise de faire sa connaissance.* — Madame, il monte la garde chez Votre Majesté même. — *Il me semble qu'il joue toujours de malheur quand il y a des plaisirs.* — Madame, quand il y a des plaisirs ordinaires, il demeure volontiers chez lui, parce qu'il est dans l'âge de l'instruction, mais il ne manquera jamais volontairement une fête chez Votre Majesté Impériale.— *Je sais que ce sont vos sentiments*, etc., etc. — Vous voyez, Monsieur le Chevalier, que les choses se passent assez bien.

Hier, premier jour de l'an, la Cour a successivement reçu les nouveaux Ministres, cérémonie qui a offert de grandes difficultés, dont on s'est fort mal tiré. L'Ambassadeur a refusé d'être présenté avec les autres. Il

était aisé de sortir d'embarras : les Envoyés extraordinaires ayant le droit d'être reçus dans le Cabinet, il n'y avait qu'à nous recevoir tous en particulier. C'est ce qu'on n'a pas su faire, de manière qu'ayant été convoqués tous à l'ordinaire, l'Ambassadeur de France fut appelé seul, et ensuite LL. MM. Impériales sortirent pour nous recevoir dans le salon. Ce qu'il y a de bon, c'est que d'abord après devait avoir lieu le bal dans l'intérieur des appartements de l'Empereur, bal où nous ne sommes point invités, non plus qu'aux assemblées *ordinaires* de l'Ermitage. Nous nous retirâmes donc à l'heure du bal, et Caulaincourt resta, lui qui est de tout et partout. Il faut dire à notre gloire que le Corps diplomatique fit assez mauvaise figure ; dans les règles, il aurait fallu s'en aller ; mais qu'est-ce que le Corps diplomatique en ce moment? Fort mauvaise compagnie, je vous assure. On ne voit avec plaisir que le Ministre de Saxe (le Comte d'Einsiedeln) et moi. *Celui de Saxe est bien Roi de nouvelle fabrique*, mais son Maître est estimé *inter natos mulierum*; personne ne lui en veut. Tout le reste est serf. Que voulez-vous faire? Quant à moi, je regarde tout cela comme une comédie. Tout ce qui se fait par force et contre l'opinion publique ne touche point l'honneur et laisse chômer à sa place.

Le 1er de ce mois (13) ont été célébrées les fiançailles de Son Altesse Impériale Madame la Grande-Duchesse Paulowna avec son A. S. M. le Prince Frédéric Georges de Holstein-Oldenbourg. Cette fête a été belle et touchante. Le Prince Epoux ferait bien de s'appeler *Félix*: les plus grandes choses en politique ne se font pas par

délibération, elles se font comme on dit *par hasard*, et les suites sont immenses. Le Prince d'Oldenbourg, en venant créer les Princes Russes en Russie, ne sait peut-être pas ce qu'il fait ; je serais bien en état de le lui dire. C'est au demeurant un Prince sensé et instruit, plein de bonnes vues et de bons sentiments. Sa femme est charmante et plus que charmante, car elle est raisonnable, spirituelle, et très instruite.

En entrant dans l'église, le jour de la cérémonie, l'Ambassadeur de France fut heurté par un officier, ce qui n'est pas surprenant dans une foule. Caulaincourt se tournant dit à l'officier : « . . . . . . . . . . . . . . ., *je n'aime pas qu'on me heurte ainsi.* » Si jamais la voix de quelque laquais ivre est parvenue de loin jusqu'à l'oreille de S. M., Elle peut remplir le vide que je laisse ici comme Elle jugera convenable. Est-il possible ! Dans l'église du Palais ! Au milieu de tout ce qu'il y a de plus grand et de plus respectable ! A-t-on jamais entendu rien d'égal ?

Pour vous finir le chapitre de ce grand personnage, vous saurez, Monsieur le Chevalier, que le jour de l'arrivée de la Cour de Prusse, il a refusé d'illuminer son hôtel, ce qui est une insulte bien caractérisée faite à S. M. Impériale encore plus qu'à LL. MM. Prussiennes. — Je croyais avoir fini sur lui, mais je me trompais. Au bal paré qui eut lieu à la Cour le soir des fiançailles, il déclara sa prétention de danser, comme Duc français, avant les Princes Guillaume et Auguste de Prusse qui ont accompagné les Souverains ; c'est une prétention décidée de Napoléon qui a en effet à Erfurt, où les Ducs

de sa création ont pris le pas sur tous les Princes du sang Allemands qui se trouvaient là. Ici pourtant l'Empereur a résisté et Caulaincourt a refusé de danser ; il a joué négligemment avec l'Impératrice-mère, en disant *qu'il avait mal au pied.*

Vous sentez bien, Monsieur le Chevalier, que lorsque Caulaincourt se permet toutes ces insolences, il est bien sûr des intentions de son Maître ; ainsi je ne voudrais pas répondre que ce voyage n'eût des suites fâcheuses pour la Cour de Prusse.

Le jour où nous avons été présentés, la Reine m'a parlé d'une manière assez naturelle. Il n'en a pas été de même du Roi, qui n'a pu m'articuler une syllabe ; je n'en suis pas surpris : voilà le second Souverain dont l'embarras m'a fait méditer.

La Reine a trouvé dans son appartement une sultane avec douze châles de Turquie. On parle aussi d'une robe brodée en perles, mais je n'ai pas de certitude à cet égard. Je ne puis douter que la Reine ne me connaisse, car la Comtesse de Goltz, qui est retournée à Kœnigsberg et qui est de sa société, lui a lu quelques-unes de mes lettres ; mais elle a évité toute conversation sous les yeux de Caulaincourt, qui serait le premier à rire de cette timidité s'il en était instruit.

Le 3 il y a eu bal et souper chez S. M. l'Impératrice-mère où le Corps diplomatique a été invité à l'ordinaire, car Elle n'aime point ces fêtes de *Divan* où l'on n'invite aucun *chrétien.* Rien n'égale la magnificence de ces assemblées, du souper surtout qui est une chose unique ; 500 personnes (toutes des quatre premières classes) sont

invitées. Le repas est servi sur un grand nombre de tables rondes pouvant tenir 18 ou 20 personnes, et si elles ne suffisent pas, sur d'autres tables longues disposées le long des murs. Une des tables rondes placée au milieu du Salon est occupée par la Famille impériale, les Dames du Portrait, les Maréchaux et les Ambassadeurs. Une autre, qui est tout près, l'est par les Ministres étrangers, leurs femmes et leurs filles, s'il y en a; rien de plus beau que le service et l'illumination, tous les fruits et toutes les fleurs se trouvent sur ces tables, car l'été du soleil n'a que trois ou quatre mois; mais l'été des poêles ne finit pas. On estime que ces soirées coûtent à peu près 50,000 francs.

Les militaires sont les moins amusés dans cette circonstance, car on ne les laisse guère tranquilles. L'autre jour l'Empereur et le Roi de Prusse exercèrent un régiment d'infanterie dans le Manège du Palais. L'Empereur faisait le Colonel et son hôte royal le Chef, et tous les officiers de la garnison étaient spectateurs. Le 3, les deux Monarques sont allés au Palais de la Tauride où ils ont exercé, dans la grande place des Casernes, le régiment des Chevaliers-Gardes à pied et à cheval par douze degrés de froid et sans manteaux. A sept heures du matin, on était à cheval (j'entends le régiment). Après l'exercice, l'Empereur, le Roi, les Princes et tous les officiers sont montés chez le Colonel (le Général Deprevadowitch) où ils ont tous déjeuné ensemble en bons camarades. On prépare une fête superbe à la Tauride, où il y aura bal masqué, souper et feu d'artifice. 600 personnes seront invitées, et j'en rendrai compte. En attendant, le rouble

qui vaut intrinsèquement 3 francs de Piémont, ne vaut dans ce moment que 35 sous de France, et la mesure de farine qui valait deux roubles et demi, est montée à dix-neuf.

## 276

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, 3 (15) février 1809.

Permettez, Monsieur le Chevalier, que je vous renouvelle mes instances les plus amicales pour que si jamais vous appreniez le projet de me rappeler en Sardaigne, vous ayez la bonté de parer le coup de toutes vos forces. Ce serait au pied de la lettre jeter mon fils par la fenêtre. Je serais obligé de me coucher à terre, de disputer, de ne pas partir. Ce serait une désobéissance, une indécence du premier ordre.

Dès que je me suis mis depuis longtemps entièrement entre les mains de S. M. pour ce qui concerne ma personne, je crois que je suis en règle; étendre la proscription à ma famille serait trop, à ce que j'ose croire. Quelque défavorablement disposé que puisse être S. M. en ma faveur, il me semble, Monsieur le Chevalier, qu'il ne vous sera pas difficile de la ramener à des sentiments de bonté par deux considérations bien simples. La première c'est que tous mes torts sont de papier;

brulez mes lettres, que reste-t-il ? Rien. Le service du Roi s'est toujours fait d'une manière irréprochable. Ainsi tout se réduit à des piques, à des irritations bien ou mal fondées. La seconde réflexion, c'est que dans toutes les affaires d'orgueil et de point d'honneur, il ne dépend de personne de se régler par l'opinion du Souverain, quoiqu'on ne puisse imaginer rien d'aussi respectable. Permettez que je vous propose un exemple bien simple, celui d'un duelliste. Supposez que le Roi eût l'extrême bonté d'entrer en discussion avec un de ses sujets prêt à se battre pour une injure reçue, qu'il lui dît : Vous êtes fou de croire qu'il dépende d'un autre fou de vous priver de votre honneur, c'est moi qui suis le grand juge de l'honneur, je vous tiens pour un homme d'honneur, je vengerai d'une manière terrible l'outrage qu'on vous a fait, etc.... Qu'y aurait-il de plus incontestablement vrai que ce discours ? Cependant il ne ferait aucun effet, parce qu'il ne s'agirait dans cette affaire que de l'opinion de l'offensé et de celle du public. C'est à peu près la même chose pour moi, Monsieur le Chevalier. Quand vous me dites : « Soyez persuadé que vous êtes dans l'erreur ; que S. M. n'a aucune aversion pour vous, etc..... », vous parlez d'or, et j'avoue même que je ne puis, sans manquer à toutes les convenances, contredire un homme comme vous sur un fait. Mais hélas, Monsieur le Chevalier, ce n'est point du tout de quoi il s'agit. Si je suis traité comme si cette aversion existait, si je le pense, ou si d'autres le pensent, l'opinion va son train, et la manière de voir de S. M., que personne ne respecte aussi profondément que moi, me

devient cependant parfaitement inutile. Présentez les choses sous ce point de vue, et vous obtiendrez, j'espère, de S. M. au moins qu'elle épargne ma famille dont la perte serait la suite infaillible de mon rappel en Sardaigne. Pour ce qui est de ma personne, rien ne m'occupe moins : lorsque dans une Révolution où l'on a suivi le parti du Souverain on finit par lui déplaire, c'est une véritable mort qui rend indifférent à tout. Vous me direz sans doute : *C'est votre faute.* Eh ! mon Dieu qui vous dit que non ?

Encore un mot sur les lettres, je vous en prie. Si les miennes renferment, par ci par là, quelques traits qui déplaisent à S. M., assurez-la, je vous prie, que je ne sais pas moi-même que ces choses y sont. Je m'amuse quelquefois à voir ici les registres ou plutôt les matériaux des registres. Ce sont d'épouvantables barbouillages dont le pauvre secrétaire tirait des dépêches comme il pouvait, pendant que le Ministre jouait dans le monde. Moi, je n'ai pas de secrétaire, je ne puis écrire par la poste, je ne puis envoyer de courrier ; lorsqu'un Ministre me fait la politesse de m'offrir une place dans sa malle, je m'enferme chez moi et j'écris à perte d'haleine dix, vingt, trente et quelquefois jusqu'à quarante pages, à vous, Monsieur le Chevalier, et à d'autres dans l'occasion, et sans que je puisse me permettre une correction. Or, je suis sûr que S. M. ne trouvera nulle part un homme pourvu ou affligé d'une imagination vive, qui puisse écrire vingt pages de suite *sans rature* sur des objets intéressants, et sans qu'il y ait rien à retrancher de sa lettre ni rien à y ajouter. Moi-même, je suis le

premier à dire : *Je voudrais ôter cette phrase*, *corriger celle-là*, *en ajouter une autre qui m'a échappé*, etc..... Mais il n'y a pas moyen : il faut cacheter, et je ne sais si S. M. a toujours daigné réfléchir à cette position particulière.

Agréez, Monsieur le Chevalier, etc.

*P. S.* — En jetant les yeux sur mon registre d'expédition, je vois une lettre du 30 octobre (11 novembre) *envoyée par Rome*, et qui par conséquent ne vous sera pas parvenue. Je vois par la note qu'elle roulait sur la parenté bizarre dont je vous fis part dans le temps ; je crois donc devoir vous répéter la substance de cette lettre autant que ma mémoire peut me la représenter.

N'ayant presque plus de correspondance avec ma famille en Savoie, je n'ai su qu'après une longue attente que la découverte avait été faite par un ancien ami français, marié en Savoie, qui n'est pas capable de faire la moindre imprudence. Cependant comme il y a trois maisons au même degré et qu'il pourrait se trouver quelque imprudent qui eût parlé, je crus dans le temps devoir confier la chose à vous d'abord, et ensuite au Comte de Blacas qui était alors ici. Au fond la chose ne signifie rien quant à moi, mais, sur ces sortes de choses, il faut être *omnia tuta timens*.

## 277

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg 3 (15) février 1809).

Monsieur le Chevalier,

Pendant tout le séjour de LL. MM. le Roi et la Reine de Prusse, qui a été de vingt jours, tous les genres de plaisir se sont succédé sans relâche, et l'Empereur n'a rien épargné de ce que l'amitié la plus ingénieuse pouvait imaginer. Bals, spectacles, soupers, feux d'artifice, manœuvres militaires, rien en un mot n'a été omis, et je crois, à vous dire la vérité, qu'à la fin tout le monde était las, et que les forces humaines étaient à bout. Tant de plaisirs ont pensé finir d'une manière si épouvantable que je ne puis y songer sans frémir. Il y a ici de fort grands édifices (les uns en pierre, les autres en bois), de vastes halles qui servent à exercer les soldats lorsque le mauvais temps ne permet pas de les exercer en plein air. On les appelle *Exercice-house*. Quoiqu'il y ait quatre poêles dans ces grandes salles, cependant ils ne haussent la température extérieure que de 5 degrés : ainsi quand on a 20 degrés dehors, le soldat jouit de 15 dans ces *Exercice-house* ; mais le vent et la neige de moins sont deux articles importants. Le 15 (27) du mois dernier, par un froid atroce, on devait

exercer le régiment des Gardes Ismaïlowski dans une de ces halles bâties depuis peu de temps sur la route de Poserhof. L'édifice était de bois, mais bâti de gros matériaux, en forme de murs bastionnés. L'exercice devait avoir lieu à 9 heures du matin ; à 7 heures il croula de fond en comble sous un poids énorme de neige glacée. Deux heures plus tard, l'Empereur, le Grand-Duc son frère, le Roi et les deux Princes de Prusse et toute leur suite y auraient péri avec 1500 hommes ; cela fait horreur. Voici maintenant un trait caractéristique du caractère de ce pays ; à peine on a parlé de cette *petite* aventure, et dans aucune assemblée il ne m'est arrivé d'en entendre dire un mot, à moins que je n'en aie parlé le premier. Tel est ce peuple, et si le malheur était arrivé, je suis persuadé que, passé le premier moment, on n'aurait parlé que des fêtes du nouveau couronnement.

La Cour est partie le 18 (30) ; il y a eu de part et d'autre de fort beaux présents, et quoique celle de Prusse, dans les tristes circonstances où elle se trouve n'ait pu égaler l'autre, elle a cependant fait les choses à merveille. Les présents faits à la Reine sont magnifiques. Elle a trouvé sur sa toilette six châles Turcs de la plus grande beauté. On parle aussi d'une toilette d'or, mais je n'ai pu avoir de certitude à ce sujet. Comme à la mascarade du 13 (25) toutes les Dames devaient être habillées à la Russe, l'Empereur a saisi cette occasion pour présenter à la Reine une magnifique robe Russe brodée en perles. On l'a d'abord évaluée à 150,000 roubles, mais il y a dans ce pays un génie amplificateur dont je me défie infiniment. Il a beaucoup été question

de la beauté de cette Souveraine, et véritablement elle peut encore s'appeler belle, après neuf couches. Elle est enceinte. On l'a beaucoup comparée à l'Impératrice régnante. La Reine est peut-être plus belle femme, mais l'Impératrice est plus belle Souveraine. Entre nous, j'ai trouvé la première habillée un peu hardiment. Elles ont contracté une grande amitié. La Reine, dit-on, ne parle de l'Impératrice qu'avec enthousiasme. Elle a raison.

Ni le Roi ni la Reine de Prusse n'ont cherché à me parler. De mon côté, je n'ai point cherché du tout à voir cette Cour, qui était de dix ou douze personnes. Ne pouvant recevoir de visites, je n'aime pas en faire. D'ailleurs, vous sentez que dans ce moment il ne peut y avoir rien de commun entre nous. Un de mes chagrins est que S. M. ne soit pas rétablie pour offrir un subside à S. M. Prussienne. Le point de finance était fixé il y a longtemps entre les deux Souverains. La Prusse demandait à la Russie 17 millions de roubles pour les avances de la dernière campagne. Avant de partir pour Erfurt, l'Empereur avait signé pour 13. Je crois qu'on aura un peu discuté sur la portion payable dans le moment. On m'assure que le Roi a emporté 4 millions. Il a aussi beaucoup été question de politique ; sans savoir précisément ce qui a été dit, je puis cependant vous assurer que la Prusse a beaucoup insisté pour le repos ; c'est tout ce qu'elle a demandé. Du reste sa vanité blessée ressemble un peu à la magnanimité. Elle a grande envie de prendre une revanche, et je la crois bien résignée à confier ses places de Silésie à son ancienne rivale.

Que fera l'Empereur de Russie si l'Autriche éclate, comme il paraît assez certain ? Je vous ai mandé la belle défense qu'il a faite à Erfurt ; cependant il a bien fallu signer quelque chose éventuellement. Qu'est-ce que cette chose? Voilà la question. Tout le monde convient qu'on a stipulé pour le cas ou la Bavière ou la Saxe seraient attaquées. La Saxe n'embarrassera guère. Mais comme le premier coup de pistolet, si la guerre recommence, doit se tirer sur le royaume de M. de Mongelas, il y aura sûrement une réquisition, et dans ce cas, il faudra dire oui ou non. Je penche à croire qu'il pourra y avoir de belles démonstrations militaires, mais que l'Empereur, supposé même qu'il se mette en mouvement, ne prêtera pas le collet de bonne foi. Qui peut croire qu'un Souverain légitime soit réellement ami de Napoléon? Autant vaudrait soutenir que les pigeons aiment les éperviers. Comment d'ailleurs, dans cette supposition, me passerait-on mon style diplomatique ? Vous en avez vu des échantillons. Extérieurement, à la vérité, je ne me permets aucune bravade, rien ne serait plus déplacé ; mais dans mes rêves et dans le tête-à-tête, je n'ai jamais changé de ton. Voici un autre signe que je vous propose. Lorsque la loi sur les confiscations est arrivée, le gouvernement s'est bien gardé de manifester un avis, mais nous n'avons pas vu moins clairement qu'il désapprouvait ceux qui voulaient rentrer, et qu'il approuvait fort ceux qui sortaient. M. le Comte Araktcheief ayant pris de travers l'affaire du pauvre Chevalier Rana, j'ai eu une peine infinie à la raccommoder. Enfin j'ai obtenu 200 ducats, que l'Empereur m'a envoyés directement,

pour faire sentir que c'était une pure libéralité. Je suis parvenu, non sans peine, à lui faire lire que j'étais incapable de signer un mensonge ni même une simple exagération, et il a compris à la fin que ce digne officier ne se retirait ni par dégoût du service Russe, ni par amour des Français. Enfin j'ai obtenu ces deux cents ducats.

Il pourrait arriver telle combinaison politique qui placerait les sujets du Roi dans le plus grand embarras : car chaque souveraineté a ses prétentions, ce qui est bien juste, et je n'en connais pas de plus jalouse que celle-ci. Il n'y a qu'un service agréable et sans inconvénient, Monsieur le Chevalier, c'est celui de son propre Souverain, et malheur à tous ceux que la nécessité contraint à en prendre un autre ! Qu'y avait-il de plus beau et de plus agréable que la situation des sujets du Roi, demandés par l'Empereur, et envoyés par le Roi ? Voyez ce que tout cela est devenu. Cette époque est affreuse.

L'expédition sur les îles d'Aland aura lieu, suivant les apparences, mais il paraît que celle sur la Suède, si solennellement décrétée et arrêtée, n'aura pas lieu. Toute puissance a des bornes : la saine politique enseigne de demeurer toujours fort en deçà de ces bornes. C'est ce qu'on n'a pas fait. Qu'est-il arrivé ? Qu'on a dit *non*. Deux généraux, Kamenski et Knorring ont refusé le commandement. Je ne saurais pas trop vous dire jusqu'à quel degré s'est étendue l'opposition. Je la crois générale, mais plus ou moins silencieuse, des chefs en bas. Une guerre contre la nature n'est pas raisonnable, mais si l'on ajoute encore contre la conscience universelle, quel

nom donner à cette entreprise ? Le militaire en général abhorre cette guerre.

Le jour de la fête de la Tauride 7 (19), Caulaincourt eut la prétention de convoquer tout le Corps diplomatique chez lui, et de partir en corps. M. de Binder, Chargé d'affaires d'Autriche, s'y refusa, ajoutant fort à propos que si l'on était parti de chez M. Wiggers, il n'y aurait trouvé aucune difficulté (ce M. Wiggers est un bon vieillard chargé ici des affaires des Villes Anséatiques depuis six mille ans). Caulaincourt se contenta donc de mener ce qu'il appelle *ses Ministres*. A la fête qu'il a donnée lui-même le 15 (27), chacun de *ses Ministres* était chargé de faire les honneurs d'une table. Il y avait 400 couverts, et tout alla à merveille. Il y avait sur la table de la Cour sept poires magnifiques, venues d'une serre de Moscou, qui avaient coûté 700 roubles. On a beaucoup parlé de ces poires dont l'histoire est plaisante. Il y en avait dix dans une serre de l'Empereur, à Moscou. Le Grand Maréchal, toujours empressé de faire sa cour, les offrit à l'Ambassadeur de France pour sa fête. Pendant qu'il faisait cette offre, un drôle les volait à Moscou ; il a été pris et fait soldat, mais les poires étaient vendues et portées à Saint-Pétersbourg. Trois étaient pourries ; les sept autres ont été achetées à cent roubles la pièce.

Toute la terre était à cette fête, excepté le Duc et moi. A propos du Duc, son Maître lui a conservé ses appointements comme s'il était en plein exercice, et il a donné à son fils une commanderie de 18,000 ducats napolitains. Il faut convenir que s'il n'est pas reconnu

par cette Cour, il l'est bien par la sienne. Il a loué son hôtel à l'Ambassadeur d'Autriche pour 12,000 roubles. Sa femme en a 12 ou 15 de revenu, Avec ces avantages, il est fort bien et commence à payer ses dettes. On prend beaucoup d'intérêt à lui et il est toujours le même dans l'opinion.

Caulaincourt est d'une humeur épouvantable. Il appartient au parti Talleyrand, qui a toujours beaucoup désapprouvé la guerre d'Espagne. Jugez ce qu'il en pense dans ce moment. Malgré tous les bulletins dont on nous assassine, il paraît cependant que la merveille s'opérera. J'en juge plutôt sur des considérations morales que sur des notions certaines, qu'on nous cache par tous les moyens possibles.

Le moment est bien arrivé de parler aux Français, car il y a bien des mécontents, et il faut aller à la racine. Il m'est impossible de me figurer seulement le repos tant qu'un *certain homme* sera à sa place. Nous surtout, comment pourrions-nous exister ? C'est ce que je ne sais pas comprendre.

Le 31 du mois dernier (12 courant) le Prince de Schwarzenberg a eu ses audiences de présentation. On en dit mille biens, mais il y a un grand mal dans tous ces changements d'Ambassadeurs. Tout pays doit être étudié, et celui-ci plus que tout autre. Ils partent toujours au moment où ils pourraient être utiles, lorsqu'ils ont *achevé leurs études*. L'Ambassadeur d'Autriche est revêtu d'une mission bien importante. Nous verrons comment tout cela tournera. Personne ici ne doute d'une nouvelle explosion, et l'on en parle diversement. Il me semble

que tout dépendra en grande partie du *quand* et du *comment*. Si l'Autriche, sans attendre que Napoléon ait eu le temps de prendre ses mesures, s'élance sur la Bavière et sur le Tyrol, si elle s'unit à la Prusse, brise l'association du Rhin, et se sert des Princes bien ou mal intentionnés, *suivant l'art*, il y a de très grandes espérances. Mais si l'Autriche balance, si elle attend le premier coup, et si elle commence en Italie, tout nous présage de nouveaux malheurs. Espérons que tout ira bien. La perspective est certainement belle, et les chances en faveur de S. M. n'ont pas encore présenté d'aussi belles apparences. Quand même nous serions trompés encore une fois, il ne faudrait désespérer de rien. Je ne crois pas que sans les Français nous puissions jamais nous rétablir parfaitement, mais ils y viendront tôt ou tard. Qui sait, Monsieur le Chevalier, si nous n'obtiendrons pas une fois, en vertu de belles et bonnes signatures légitimes, ce que des brigands nous promirent traitreusement il y a dix ans : — augmentation de territoire à la paix générale? La girouette politique a tout à fait tourné pour nous ; de nouveaux liens se sont formés ; nous n'éprouverons plus, suivant les apparences, cette cruelle opposition qui nous étouffait en Italie ; les barrières qui nous environnaient n'existent plus ; rien ne s'oppose à un accroissement tout à fait conforme à la nature. Encore une fois, qui sait ? Aucune idée, je vous l'avoue, ne me choque davantage que celle de la Maison de Savoie rétablie seulement, après cette affreuse lutte, dans le Piémont démantelé. Depuis des siècles les Alpes sont accoutumées à porter la couronne de Savoie ; mon

imagination ne peut s'accoutumer à la voir reculer. Que si on lui prépare dans la plaine une base plus vaste et plus digne d'elle, à la bonne heure : ce sera une consolation ; mais permettez-moi cependant de vous dire, en ma qualité d'Allobroge, que toute consolation suppose un malheur.

## 278

*Au Roi Victor-Emmanuel.*

Saint-Pétersbourg, 10 (22) février 1809.

Sire,

Le 31 du mois dernier, M. le Prince de Schwarzenberg, Ambassadeur d'Autriche, a eu sa première audience dans laquelle il a remis ses lettres de créance. Votre Majesté imagine assez aisément quel a été le sujet de la conversation, qui a été très longue, et pendant laquelle Caulaincourt a envoyé deux ou trois messages au Palais pour voir si l'on en finissait enfin. Une autre fois, j'aurai l'honneur d'entrer dans de plus grands détails sur cette audience. Le Prince paraît un homme d'un très grand mérite et fait exprès pour cette mission. Il est bien informé du caractère de la nation et de celui du Souverain, mais il ne peut effacer les conventions d'Erfurt. Votre Majesté a vu par mes dépêches et par celles de M. le Chevalier Ganières que le Cabinet de Vienne ne paraîs-

sait pas avoir envisagé ces conférences d'Erfurt sous un aspect aussi sinistre que nous les avions d'abord envisagées ici. L'Empereur a sans doute résisté et même violemment résisté à plusieurs demandes de Napoléon ; mais il n'a pas moins fallu signer certaines conventions éventuelles, et quoique personne ne les ait lues, nous savons néanmoins à peu près ce qu'elles sont, et personne ne peut nier qu'elles ne soient d'une nature très dangereuse. Un Officier français nommé Duponton qui a déjà séjourné ici très longtemps, qui a inspecté les ouvrages de Cronstadt et que l'Empereur a comblé de présents, vient d'arriver de nouveau. Son Maître l'a dépêché de Valladolid : il est chargé de demander où est l'armée d'observation stipulée à Erfurt, et de demander même à la voir. Déjà quelques corps se sont ébranlés et marchent sur les frontières de la Gallicie. Si Napoléon venait à souffrir quelque grand échec qui l'empêchât d'être redoutable, peut-être que l'Empereur échapperait à ses engagements. Je dis *peut-être*, Sire, car il se fait une certaine chevalerie à sa mode, et je ne voudrais répondre de rien, même dans cette supposition. Si au contraire, comme il est très possible, le succès couronnait encore les armes françaises, nul doute, Sire, que Napoléon n'entraînât l'Empereur de Russie dans son tourbillon, et ne l'obligeât à combattre pour la France. Sans être en état de prévoir exactement les événements, ce qui me paraît impossible, on voit cependant en gros qu'ils peuvent être de nature à m'embarrasser beaucoup, ainsi que les autres sujets de Votre Majesté qui sont ici au service Russe, et c'est ce qui me

détermine principalement à prendre la liberté d'adresser directement cette lettre à Votre Majesté.

Pour commencer par Messieurs les Officiers piémontais, il peut se faire qu'ils se trouvent dans le cas de demander leur démission ; cependant, Sire, avec un homme tel qu'Araktcheief, je ne voudrais pas répondre de quelque violence diabolique. Il faudra se conduire avec beaucoup de prudence. Votre Majesté ferait peut-être une chose digne d'elle en recommandant ces Officiers à S. M. l'Empereur d'Autriche, pour le cas où ils devraient et pourraient quitter ce pays. Quatre ou cinq Officiers sont un poids absolument imperceptible pour une puissance telle que l'Autriche.

Quant à moi, Sire, j'ai cru qu'il était de mon devoir d'instruire d'avance Votre Majesté du parti que j'ai pris. Quand même la Russie combattrait l'Autriche, comme étant, elle Russie, alliée de la France, je demeurerais en place, car je n'ai pas le droit de mettre fin à une mission que Votre Majesté m'a fait l'honneur de me confier, sans en avoir reçu l'ordre exprès de sa part, dès qu'il ne s'agit pas de l'un de ces cas où les règles diplomatiques parlent toutes seules.

Mais s'il y avait des mouvements en Italie, si la guerre se portait de ce côté, si le nom de Votre Majesté était prononcé chez elle ou ailleurs, et si les armes autrichiennes agissaient ouvertement pour Elle, alors la Russie serait censée combattre Votre Majesté, et je croirais devoir suspendre officiellement mes fonctions sans attendre que l'Ambassadeur de France me chassât par une Note. Ensuite je quitterais le grand monde et je

vivrais tranquillement avec un petit nombre d'amis. J'aurais sur ce point un beau modèle dans la personne de M. le Duc de Serra-Capriola, qui est resté ici avec l'approbation de son Maître et de tout le monde. Je n'ai aucun moyen de voyager, et je ne saurais d'ailleurs où aller. J'ai consumé ici tout ce que je possédais, ma femme s'est trouvée réduite aux mêmes extrémités, de manière que nous ne serions pas en état de faire 50 lieues pour nous rapprocher. Je me tranquilliserai donc en attendant de nouveaux ordres de Votre Majesté; mais je la supplie de ne pas croire que j'aie aucun attachement particulier pour ce pays, malgré les bontés qu'on m'y a fait éprouver. Mes habitudes et mes affections sont fort étrangères à Saint-Pétersbourg.

Il me serait au reste impossible d'exprimer à Votre Majesté le profond regret que j'éprouve en voyant combien je l'ai mécontentée dans cette mission. Mes fâcheux pressentiments se sont trop vérifiés. Sans pouvoir prévoir les horribles tourments auxquels je serais condamné dans ce pays, je prévoyais cependant en gros que j'aurais beaucoup à souffrir. Comme je n'ai jamais été ambitieux, que je n'ai jamais demandé ni espéré cette place, et que je ne suis ici que par obéissance, j'espère que la Providence qui m'y a conduit malgré moi, m'en tirera de quelque manière honorable que je ne puis prévoir.

Peut-être que dans ce moment où j'ai l'honneur d'écrire à Votre Majesté, je n'ai plus celui d'être son Ministre ni peut-être même son sujet. N'importe, Sire, il faut toujours agir et parler suivant les devoirs du

moment. Mon unique consolation, si Votre Majesté m'a séparé d'elle, sera de penser que tous mes torts se réduisent à des cris de douleur qui sont assez naturels à l'homme et par conséquent dignes de compassion. Du reste, Votre Majesté a été, j'ose le croire, bien servie ici, ses sujets bien soutenus, et la dignité de son nom maintenue autant qu'il était possible; du moins je ne vois pas, en m'examinant avec toute la sévérité possible, que j'aie quelque chose à me rapprocher sous ce rapport. Quelles que soient les déterminations de Votre Majesté, je ferai jusqu'à mon dernier soupir les vœux les plus ardents pour elle et pour son auguste Maison.

## 279

*A M. le Chevalier de Rossi.*

Saint-Pétersbourg, 18 février (2 mars) 1809.

Monsieur le Chevalier,

Il y a quelque temps que M. Alopeus, ci-devant Ministre en Suède, et comblé de faveurs à son retour, s'est rendu à Abo. Bientôt après le Ministre des guerres s'est rendu en Finlande, et enfin S. M. I. se propose de faire le même voyage, et son départ aura lieu incessamment. L'avis unanime est qu'il s'agit d'une révolution en Suède, et que l'Empereur ne va que pour recevoir

les députés qui viendront se présenter à lui en Finlande.

Dernièrement j'ai vu le Comte Paul de Strogonof, revenu par congé de l'armée de Finlande. Il ne fit pas difficulté de me dire, lorsque je lui parlai de cette invàsion qui paraissait chimérique : *Qu'en effet elle l'était militairement, mais que malheureusement cette guerre ne pouvait se faire que par les moyens révolutionnaires, et que cela était bien triste.* Voilà qui est clair. D'ailleurs M. Alopeus est évidemment un instrument révolutionnaire. Je vous ai fait connaître ce qu'il a fait à Stockholm et le singulier diplôme que ses services lui ont mérité. Je demandai au Comte Paul de Strogonof, dans cette même conversation, s'il y avait des germes de révolution dans ce pays. Il me répondit : *Qu'il y en avait, que le peuple regardait le Roi comme une mauvaise tête, qui attirait sur la nation tous les maux d'une guerre interminable par son obstination à ne vouloir pas reconnaître l'Empereur de France.* Ces idées sont assez dans le caractère du peuple, mais je ne saurais vous assurer si en effet celui de Suède en est là, pour son malheur. Je suis de même hors d'état de vous dire si S. M. Suédoise a quelques torts (j'entends d'imprudence et d'obstination), car pour sa vertu et sa grandeur d'âme, qui pourrait en douter? On en parle fort diversement : M. Alopeus en particulier s'exprime sur son compte avec beaucoup de mépris. Il le peint comme le plus obstiné des hommes, croyant que son opinion est la règle de la vérité, et inaccessible à tout conseil. Mais quel juge que M. Alopeus ! Enfin, Monsieur le Chevalier, je n'en sais pas davantage.

Ce qui paraît sûr, c'est que S. M. le Roi de Suède vient de quitter ses Etats et de partir pour l'Angleterre. Mais on explique ce voyage de deux manières différentes. Les uns disent qu'il a abandonné la partie et qu'il ne pense qu'à sauver sa personne ; les autres (et ce sentiment me paraît infiniment plus probable) assurent qu'il est parti pour aller, en Angleterre, hâter les secours avec lesquels il compte agir au printemps, et qu'il a laissé un conseil de régence fort bien organisé.

Que vous dirai-je, Monsieur le Chevalier, sur une telle guerre ? Il est impossible d'imaginer rien d'aussi révoltant. Heureusement aucun sujet du Roi n'y a été appelé. Voilà donc quatre guerres bien comptées sur les bras de l'Empereur de Russie : Angleterre, Suède, Turquie, et Perse. Bientôt, suivant les apparences, il aura la cinquième, car vous verrez qu'il se trouvera conduit à rompre avec l'Autriche. Il a déclaré à l'Ambassadeur *qu'il avait des engagements et qu'il les tiendrait.* Cet Ambassadeur est certainement un homme fait pour la circonstance, et la voix publique lui rend le témoignage le plus honorable, mais il ne peut faire l'impossible, c'est-à-dire persuader à l'Empereur qu'il s'est trompé, et qu'il devrait agir autrement. Ah ! Monsieur le Chevalier, que le temps est sombre ! Le mécontentement est arrivé à un point qu'on ne peut décrire. La mesure de blé qui coûtait trois roubles et demi est montée à vingt-cinq. On manque de tout. Je recevrais comme un bienfait trois aunes de drap bleu pour me faire un frac. Qu'arrivera-t-il au Printemps, lorsque nous serons pressés vivement et sur la mer Noire, et sur la Caspienne, et sur la Bal-

tique? Rappelez-vous diverses choses que j'ai eu occasion de vous dire précédemment. Je crains fort que le mois de mai ne soit à jamais et tristement célèbre.

La nouvelle de la prise de la Corogna nous a pénétrés de regret. A la vérité nous n'avons pas tardé à nous apercevoir que les Français avaient beaucoup brodé les circonstances, mais le mal ne laisse pas que d'être considérable. Sur cela je ne puis m'empêcher de répéter ce que je disais à l'occasion de la prise de Madrid : ou les Français sont fous, ou les Espagnols manquent absolument de forces. Comment des gens qui entendent la guerre seraient-ils capables de courir des Pyrénées à la Corogna, s'il y avait au delà de l'Ebre une armée capable de s'avancer vers le Nord et leur couper la retraite? Je n'y vois rien : cependant je ne puis renoncer à l'espérance que les Espagnols réussiront.

La guerre que va commencer l'Autriche ne me fait pas moins palpiter le cœur. Quelle gloire d'un côté et quel danger de l'autre! Bonaparte l'a si bien mise à découvert par ses victoires et ses traités de paix; il s'est procuré de tels points d'appui, et sa rapidité ordinaire contraste si fort avec le système de précaution et de lenteur qui paraît aussi naturel à cette puissance, qu'on ne saurait s'empêcher de concevoir de fortes craintes. D'un autre côté, on assure que l'esprit public a totalement changé en Autriche, que tout le monde veut la guerre, que les Princes sont parfaitement d'accord, et que leurs grands talents seront employés; voilà bien des raisons d'espérer. Voilà encore une de ces crises épouvantables qui laissent à peine la force de respirer.

# 280

## *Au Même.*

Saint-Pétersbourg, 1er (13) avril 1809.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Je me rappelle avoir eu l'honneur de vous dire dans une de mes lettres, en vous parlant de la Suède : *Elle semble avoir contre elle une loi générale*. La loi en effet existait et vient de se montrer ; la Suède est révolutionnée. Il n'y avait malheureusement qu'une voix contre l'infortuné Monarque : tout son peuple sans exception était contre lui, et ce qu'il y a de bien extraordinaire, c'est que l'insurrection a commencé par l'armée ; celle de Norvège a levé l'étendard par un manifeste. Le Roi, sans doute au fait de la fermentation, avait fait embarquer de grandes richesses (les fonds même de la Banque, à ce qu'on dit) sur une frégate prête à mettre à la voile. Quatre généraux, MM. de Wachmeister, d'Alderentz, Klankel, et un autre dont j'ignore le nom, se présentèrent chez le Roi (13 mars, n. s.), et lui demandèrent, au nom de la nation, si son intention était de partir : « De quoi « vous avisez-vous, leur dit le Roi, de vous présenter « chez moi en surtout ? — *Sire*, répliqua Wachmeister, « *il ne s'agit pas de ces misères ; il s'agit de savoir si* « *Votre Majesté pense ou ne pense pas à quitter son*

« *pays?* » Alors le Roi tira l'épée, mais tous se jetèrent sur lui et le désarmèrent : de ce moment, il n'y eut plus de Roi. Le fils fut installé sous la Régence du Duc de Sudermanie.

J'ai eu l'honneur de vous faire connaître le projet formé pour l'envahissement de la Suède, presque au moment où il fut conçu ; je vous ai fait connaître depuis l'opposition que l'opinion avait formée contre ce projet, et enfin l'invincible détermination de S. M. I., plus forte encore que l'opinion : en conséquence le Général en chef Knorring s'empara des îles d'Aland ; le Général-major Barclay de Tolly traversa le golfe à Wasa et se rendit à Umea ; et le Général-major, aide-de-camp général, de Schouwalof, pénétra jusqu'à Tornéo. Au même moment 13 (25) mars, l'Empereur se rendait à Abo, où il avait été précédé par M. Alopeus, et par le Ministre des guerres, Comte Aracktcheief. A Uméa et à Tornéo, les Russes ne trouvèrent aucune résistance, les soldats jetèrent les armes en disant qu'ils ne voulaient plus de guerre. Vis-à-vis d'Aland, un Officier russe, à la tête de 400 hommes de cavalerie, arriva sur la côte de Suède. Chevaux et hommes étaient sur les dents, et on les aurait mis en pièces avec la moitié de ce monde bien chaussée et bien nourrie ; mais l'Officier manœuvra de manière à se faire prendre pour l'avant-garde de l'armée, et sept heures après son arrivée il était comme à Stockholm. Tout de suite on parlementa : le Russe demanda des quartiers qui lui furent accordés. Mais on ne tarda pas à découvrir la vérité ; cependant il n'y eut point de combat, puisqu'on ne voulait plus de guerre. Au contraire les Suédois

envoyèrent des Députés à l'Empereur. Il est heureux que dans cette occasion les Russes aient osé trop peu, car s'ils avaient marché en force sur Stockholm, ils y seraient. Mais du moment que les intentions des Suèdois furent connues, le Général Knorring rappela toutes les troupes qui étaient passées en Suède. On m'assure qu'il le fit sans autorisation de S. M. I., mais la chose est un peu difficile à croire. L'Empereur n'ayant plus rien à faire en Finlande est revenu dans sa capitale le Jeudi-saint 25 mars (6 avril). On a d'abord dit que le Roi de Suède avait été tué, mais cette triste nouvelle ne s'est point confirmée: aujourd'hui on dit qu'il n'a point été détrôné, qu'on lui a seulement dicté des conditions, etc. Tout cela à mon avis n'a pas de sens commun : un Roi sur qui on a mis la main, un Roi profané n'existe plus comme Roi, et celui qui lui demande son épée est aussi coupable que celui qui le tue. Quel épouvantable sujet de réflexion ! Ce qui se passe dans ce moment rendrait à jamais les hommes sages, si l'histoire et les exemples servaient à quelque chose, ce que je n'ai jamais cru. Si les Suédois étaient abandonnés à eux-mêmes, le résultat unique serait la paix, et le renversement du renversement opéré en 1779. Mais il faut regarder plus loin. Les Russes en poussant à bout sans la détruire une nation ennemie de la Russie, autant qu'amie de la France, forcent les Suédois à se jeter dans les bras de Napoléon. La Suède devenant donc ainsi une dépendance et presque une province de la France, Napoléon est intéressé à la soutenir contre la Russie, qu'il veut, comme vous sentez bien, étouffer en l'embrassant : c'est lui

d'ailleurs qui doit fournir les indemnisations en Poméranie. Laissons-le donc s'emparer de cette affaire, et ne doutons pas qu'il ne la termine *équitablement*. Les quatre conditions imposées à la Suède sont : la cession formelle de la Finlande, la reconnaissance de l'Empereur Napoléon, la déclaration de guerre aux Anglais, et la confiscation de toutes les propriétés anglaises en Suède. Vous observerez en passant, Monsieur le Chevalier, que l'Empereur ne les a point confisquées chez lui. Nul doute que la catastrophe de Suède ne soit la suite immédiate de la guerre désespérée que la Russie lui a faite. Je supprime toutes les réflexions : que pourrais-je vous dire qui ne soit pas dans votre cœur ? La vengeance n'est pas loin, et je doute que dans ce cas elle arrive *pede claudo*. Aucun sujet de S. M. n'a été employé à cette expédition qui me pénètre de douleur. Les Généraux Barclay de Tolly et Schouwalof, qui n'étaient encore que Majors-généraux, ont été faits Généraux en chef, ce qui excite un mécontentement terrible. Quoique l'Officier doive obéir et qu'il ne soit pas plus coupable dans une guerre injuste que le fusil qu'il porte, cependant l'opinion publique en veut à ceux qui ont conseillé dans cette occasion, et qui ont montré trop d'empressemeat ; il me semble qu'elle n'a pas tort. Je ne vous dis rien de l'état de l'Impératrice régnante : accoutumée à se vaincre, elle prend beaucoup sur elle, cependant la tristesse perce.

Le désordre s'accroît ici de jour en jour, on manque de tout ; on dit cependant que le changement arrivé en Suède fera tomber le prix de certains articles, et véritablement le sucre et le café ont diminué de prix : néan-

moins la cherté générale n'a point diminué, et le malaise se soutient. Je puis vous assurer qu'en moins de sept semaines, j'ai dépensé 2,000 roubles, avec l'impossibilité de pouvoir en assigner cinq de dépenses de fantaisie. Une des premières dames de ce pays me disait hier qu'elle s'en va à Moscou *pour vivre* ; une bouteille de vin de Champagne ou de Bordeaux coûte jusqu'à huit roubles. Je ne bois chez moi que d'assez mauvaise bière et à la fin du repas un petit verre de Porto comme nous buvons les liqueurs. Dans les plus riches maisons même, je bois avec une extrême prudence, car on commence à sentir le frelatage ; je me sers aujourd'hui avec grand avantage de la singularité de mon tempérament qui exige si peu de boisson que je pourrais presque m'en passer.

M. le Prince de Schwarzenberg continue à réussir ici : j'éprouve de sa part beaucoup de politesses auxquelles je réponds comme je le dois. Il a loué un fort bel hôtel, il achète de beaux chevaux, et cependant je ne vois pas qu'il soit ce qu'on appelle *planté :* il s'attend toujours à ce que la conversation d'Erfurt le fasse partir subitement. On se rassura beaucoup dans le temps à Vienne sur cette fameuse entrevue, et je me laissai même rassurer jusqu'à un certain point ; mais peut-être que nos premières terreurs n'étaient que trop fondées. Sûrement la ruine du Roi de Suède a été décrétée là, et de plus on a stipulé une diversion sur l'Autriche en cas de rupture avec la France ; je crains bien qu'il ne tienne *religieusement sa parole.*

Nous avons tous l'oreille au guet pour attendre le

premier coup de canon tiré en Autriche. Quel ami de l'ordre pourrait voir sans palpitations agiter ce cornet dont il doit sortir un dé qui ne porte que deux points *Mort* ou *Vie?*

Au milieu de ces anxiétés, je ne vois pas sans plaisir le bonheur de Napoléon compromis enfin avec la jeunesse. Lorsque le Duc de Guise, à l'âge de 19 ans, frappa si sensiblement Charles V à Metz, ce grand Empereur dit : « *On voit bien que la fortune est femme, elle n'aime que les jeunes gens.* » On recueillerait par milliers dans l'histoire ces fortunes de jeunes gens. Qui sait si quelqu'un de ces braves Archiducs n'est pas destiné à quelque faveur insigne? Nous verrons bientôt : il serait inutile de se perdre en conjectures, qui se balancent de la manière la plus fatigante pour l'esprit.

*P. S.* — Je lis dans l'instant le seul exemplaire qui soit ici du manifeste de l'armée Suédoise. L'unique copiste que je possède étant appelé à la garde, je ne puis envoyer cette pièce par ce courrier ce qui me fâche beaucoup : elle ne contient rien d'insultant ni même de léger contre S. M. Suédoise, seulement des plaintes générales sur l'extrême détresse de la nation causée par une fausse politique et l'indispensable nécessité d'un changement. Lorsque S. M. lira cette pièce, je suis fort surpris si elle ne lui trouve pas l'air d'un manifeste fait par des jeunes gens dans une partie de cabaret : il y règne un ton excessivement avantageux ; ils protestent de ne vouloir pas céder un pouce de terrain, ils louent à perte de vue *le grand homme de Paris*, mais sans

rompre *avec leur allié le Roi d'Angleterre.* Je ne puis voir encore tous les détails, mais, en gros, S. M. I. s'est jeté sur les bras une très fâcheuse affaire. Knorring est disgrâcié pour n'avoir pas marché sur Stockholm. Il répond : *Où était le pain?* On lui réplique : *vous en auriez trouvé à Stockholm où nous avons des intelligences*, et Knorring dit : *Vous ne m'en aviez rien dit.* Voici ce qui est bien fait : le Général en chef n'était pas du secret ; voilà ce qui s'appelle de la prudence. Alopeus est retourné à Stockholm : suivant ce qu'on écrira de Paris, je ne voudrais pas être à sa place.

Le Roi est toujours dans un château, appelé je crois Gripsholm, où il est bien traité. On assure qu'il n'est point déposé formellement et que la Régence n'est que provisoire. Je vous ai dit ce que j'en pense.

## 281

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, 1er (13) avril 1809.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Monsieur le Comte Nicolas de Roumantzof, de retour de Paris, arriva ici le 1er (13) de mars. Vous connaissez parfaitement l'objet de son voyage, et vous savez aussi ce qu'il a produit : ainsi tout est dit sur ce point. On l'a comblé d'honneurs, de caresses, de présents, ce n'est pas

l'embarras. Le Prince Schwartzenberg l'a déjà vu quelquefois. Cet Ambassadeur est fort agréé ici, mais qui sait s'il y pourra tenir ? La première fois qu'il a paru à la Cour avec l'Ambassadeur de France, il lui céda le pas sans difficulté, vu qu'il prétend seulement l'alternative et que l'autre était plus ancien ; mais la seconde fois (la seconde fête de Pâques, 20 mars, 10 avril), Caulaincourt ayant déclaré qu'il ne céderait le pas en aucune occasion, le Prince a répondu, *que comme il ne voulait point commettre d'indécence chez l'Empereur, il ne s'y rendrait jamais que lorsqu'il saurait que M. de Caulaincourt n'y vient pas ;* en conséquence il a été malade. Rien n'est plus désirable que de voir régner entre les Princes *la liberté et l'égalité* qui sont si mauvaises parmi les sujets. Malheureusement je les crois également chimériques de part et d'autre et le Souverain légitime qui montera sûrement un jour sur le trône de Napoléon ne sera pas plus traitable que lui sur le pas.

La Suède et son malheureux Souverain attirent maintenant tous les regards. Ce qui m'étonne et m'irrite, c'est que la pitié n'est ni grande ni générale envers le Roi. On dit assez communément *qu'un Souverain qui déplaît généralement à son peuple a tort.* Je ne sais si cette maxime, en la supposant vraie, ne pourrait pas souffrir des exceptions dans ces moments de factions et de partis où tous les esprits sont ébranlés. D'ailleurs, quand il y aurait des reproches fondés contre ce Prince, comment peut-on s'en occuper dans ce moment où l'on ne doit penser qu'à ses vertus et à ses malheurs ? Le digne Baron de Steddingk m'a dit souvent *qu'il ne connaissait pas*

*d'homme auquel l'épithète de vertueux convînt plus parfaitement*. Maintenant nous allons voir un des spectacles politiques les plus curieux qu'il soit possible d'imaginer. Deux éléments agiront puissamment dans cette circonstance : la haine pour la Russie, et l'inclination pour la France, habitude enracinée qui n'a pu être effacée en Suède par les torts et l'illégitimité du Gouvernement actuel. Dans le manifeste de l'armée suédoise, que je vous ai fait connaître, on lit un passage qui montre la volonté de demeurer en paix avec l'Angleterre, et même de maintenir l'alliance. Mais autant il pourrait être avantageux à la Suède d'être entièrement dans les bras de l'Angleterre, d'être possédée par elle et défendue par elle, autant il serait fatal de vouloir tenir la balance entre les deux nations. D'ailleurs cette vieille inclination dont je vous parlais tout à l'heure décidera la chose, et je suis persuadé que *** jouera un rôle dans cette affaire.

Les deux grandes nations rivales, la française et l'anglaise, ont un singulier privilège en Europe, qu'elles doivent à leur snpériorité. C'est que ces deux nations sont les seules qui fassent deux véritables partis, et qui s'agrègent les autres hommes par l'opinion, comme s'il s'agissait de deux religions. On dit *cet homme est anglais*, cet *homme est français*, comme on dit il est catholique ou protestant ; et par une conséquence naturelle à l'esprit de parti, il n'y a de part et d'autre ni justice ni modération. Si vous dites à un Français qu'on travaille mieux les instruments de mathématiques à Londres qu'à Paris, il vous suspectera tout de suite, et les Anglais de leur côté ne manqueront pas d'appeler *Jacobins* tous ceux

qui ne les aiment pas. Toujours par la même raison, dès qu'un homme un peu connu dans le monde est suspect ou odieux à l'une des nations, il devient tout de suite cher à l'autre. Vous n'aurez pas besoin de regarder de bien près pour voir les maux graves qui résultent de ce préjugé. Souvent il est permis d'en rire, mais souvent aussi rien n'est plus sérieux. Le personnage que je vous ai nommé ayant été soupçonné par les Anglais, je veux dire soupçonné de ne pas les aimer, il n'en faut pas davantage pour le rendre précieux à l'autre parti, ou pour le faire mettre en avant par sa propre nation qui n'aime pas l'Angleterre. Voilà un beau champ ouvert à la politique de part et d'autre. Si les Anglais ne peuvent se maintenir en Suède, je pense qu'ils tâcheront au moins de s'établir dans quelque île de la Baltique, autrement leur croisière dans cette mer me paraîtrait bien difficile et bien précaire. Ce qui me paraît inconcevable, c'est que l'Empereur de Russie, par l'inconcevable guerre qu'il a faite à son beau-frère, s'est fait à lui-même un tort infini. Ayant amplement traité ce sujet dans mon numéro précédent, portant la même date que celui-ci, je n'aurai pas l'honneur de vous en dire davantage.

Ces Messieurs qui sont venus de Sardaigne m'ont dit que l'Angleterre ne payait plus de subside à S. M. Dois-je croire cette mauvaise nouvelle ? J'ai été encore plus vivement affecté en voyant que dans le discours fait à son Parlement, S. M. Britannique, en parlant de tous les Princes, ses amis et alliés, dont elle se croit obligée de défendre les intérêts, ne nomme point S. M. J'espère que cet oubli n'est qu'apparent et extérieur. Au reste,

la Politique est, et sera toujours la même. Jamais elle ne veut s'embarrasser. Heureusement le bien, tôt ou tard, se fera de lui-même.

Vous savez, Monsieur le Chevalier, que mes idées sur les affaires publiques ont toujours été assez noires, du moins quant à la date de la régénération; car pour ce qui est de la régénération elle-même, j'y crois comme aux mathématiques. Quand je veux me donner du courage et argumenter contre moi-même, je lis les relations d'Autriche pleines de feu et d'espérance.

Nul espoir pour nous tant que Napoléon sera à sa place, et nul salut que par la France: c'est ce que j'ai toujours cru. Mais nous pourrions avoir tous raison; car on est bien autorisé à croire ou à espérer que les Français las du joug le jetteront à terre; alors il n'y aura plus que des guerres ordinaires entre Princes, et ce sera déjà un si grand pas, que tout le monde pourra dormir tranquille.

Ma situation ici est toujours la même. Je n'approche de la Cour que les jours de gala. Je porte jusqu'au scrupule la circonspection nécessaire pour ne choquer personne, j'évite autant qu'il est possible de me trouver avec les Français; l'Ambassadeur ne me cherche pas, en quoi il me fait grand plaisir, mais il me laisse tranquille et c'est tout ce que je lui demande. Je crois vous avoir mandé que le jour de l'an il m'avait envoyé un billet de visite: tout bien considéré, je ne le rendis point, vu que j'étais autorisé à croire qu'il y avait eu là une erreur de laquais, et que le faible ne doit point faire d'avance surtout contre la force toute seule. Les Envoyés de la

Ligue du Rhin me traitent fort bien. Avec mes occupations intérieures et la bienveillance qu'on m'accorde ici je passe le temps d'une manière sortable, malgré les difficultés et les peines toujours renaissantes qui résultent de ma position et des circonstances terribles qui m'environnent.

Je voudrais bien pouvoir vous donner une pleine assurance sur les véritables dispositions intérieures de l'Empereur, mais, pour vous parler clair, je crois qu'il n'est pas lui-même bien d'accord avec lui-même : il se déterminera sur ce qui arrivera. Les premiers succès des Autrichiens, qu'on peut regarder comme probables, influeront sur les déterminations. Tout politique, comme tout joueur, aime *voir venir*. Les troupes stipulées marchent bien vers la frontière de l'Autriche, mais elles viennent de loin : encore une fois, on ne peut rien dire de certain ; mais il faut toujours supposer qu'il tiendra parole à Napoléon, et agira en conséquence. Au reste, Monsieur le Chevalier, nul être humain ne peut deviner, ni même soupçonner les suites de cette première impulsion une fois donnée. Si l'on pouvait rire à la vue des ruisseaux de sang qui vont couler sur les quatre parties du monde, on rirait sans doute en lisant dans les deux beaux discours officiels de Paris *que la guerre est désormais impossible*. C'est malheureusement la fin de la guerre dont on n'aperçoit pas la possibilité. Le Cardinal de Richelieu s'était fait modestement représenter dans son cabinet, debout sur le globe terrestre, avec la devise *Hoc stante cuncta moventur*. Le plus hardi de tous les plaisants écrivit au-dessous : *Ergo cadente omnia quies-*

*cent.* Substituez a la figure du Cardinal celle de Napoléon ; je ne crois pas que de votre vie vous ayez lu rien d'aussi juste. Sans cette chute point de repos.

Au moment où j'ai l'honneur de vous écrire, je crois que M. le Chevalier Rana est bien près de Turin. Sa maladie bien constatée, et mes infatigables remontrances ont arrangé cette affaire, mais je n'avais point encore trouvé autant de difficultés. Les autres sujets du Roi demeurent tristement tranquilles. Je ne vois pas que leur délicatesse se trouve nullement compromise ; il ne faudra, j'espère, que de la prudence : nulle souveraineté n'aime les bouderies, ni les partis à la main, surtout de la part des militaires. Il faut surtout se garder d'Araktcheief, véritable Séjan, inexorable, intraitable, inabordable.

La manufacture des billets va son train. L'hiver extrêmement prolongé a favorisé le traînage qui est ici une véritable navigation. Il en a résulté 30,000 sacs de blé pour cette capitale au delà de ce qu'on attendait. La jeune Comtesse Orlof, fille unique et héritière du fameux Comte Alexis, (encore demoiselle) a livré au gouvernement pour un million de roubles de blé, à huit roubles la mesure au lieu de 22 ou 24. Tout cela opère quelque chose. C'est un beau présent et c'est un bien rare bonheur d'être en état de le faire. Cette pauvre demoiselle qui a 23 ans, et qui est assez jolie, ne se presse point de se marier, je ne sais pourquoi, et jamais son père ne l'a gênée sur ce point. Dès qu'elle aura pris son parti, je ne crois pas qu'on la fasse attendre.

Au premier jour, le mariage de la Grande-Duchesse

Catherine qui va faire de grands Princes russes au moyen d'un petit Prince allemand. On dit qu'elle a beaucoup de sang-froid et qu'elle sait très bien ce qu'elle fait. Tout de suite on va donner à son époux un grand Gouvernement, même, dit-on, celui de Moscou. Pour moi, je n'ai rien à dire.

## 282

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, 8 (20) avril 1809.

Monsieur le Chevalier,

Ce que j'ai eu l'honneur de vous mander sur le grand événement de Suède est vrai, à quelques petites circonstances près qui auront été rectifiées par les gazettes, ainsi je n'y reviens plus. C'est un grand malheur et un exemple fatal pour les peuples : on continue toujours à blâmer le Roi, à lui reprocher certains actes de despotisme dans la manière de Paul Ier, et une obstination qui repoussait toute espèce de conseils. Nous aurions peut-être aussi le droit de dire notre mot, à cause de ce qui se passa il y a cinq ou six ans au sujet du subside si légèrement promis et rétracté : mais je suis bien persuadé que S. M. ne se le rappelle pas dans ce moment.

L'Empereur, ami en général des idées d'égalité, vient de statuer.

I. Que les places de Chambellans, et de Gentilshommes de la Chambre ne donneront plus de grade dans l'état.

II. Que ceux qui se trouvent actuellement en exercice devront, dans le terme de deux mois, opter un service quelconque, passé lequel terme, s'ils n'avaient pas pris leur parti, ils ne seraient plus rien dans l'état.

Sous Paul Ier il n'y avait point de Gentilshommes de la Chambre : l'Empereur Alexandre en a 70. Il y a de plus 40 Chambellans, plus ou moins. Plusieurs à la vérité, surtout parmi les Chambellans, ont des places civiles ou militaires, mais un plus grand nombre n'a que son grade de Cour : il faut prendre un parti. En général l'ukase déplaît fort, quoique l'esprit qui l'a dicté soit essentiellement un esprit de justice. Au reste ces sortes de lois ne sont jamais bien jugées que par l'effet, c'est-à-dire par le temps.

S. M. I. obéissant encore à une idée moderne, a voulu diminuer le nombre des fêtes ; elle s'est adressée pour cela au métropolite Ambroise, homme fort médiocre, et qui donnerait je crois les quatre Evangiles pour un dîner chez l'Empereur. Ambroise n'y a vu aucune difficulté, et pour donner une preuve de son zèle, il a commencé par les deux fêtes de saint Nicolas, saint, comme vous savez, de la première distinction dans ce pays. Le peuple à ce qu'on m'assure ne salue plus l'Archevêque.

Une ordonnance nouvelle veut que tous les dons, tou-

tes les offrandes faites aux églises dans tout l'Empire, et qui sont considérables, soient mises sous la main du Synode central, séant à Pétersbourg, *pour y être employés en bonnes œuvres* (et qui pourrait en douter ?). On m'assure encore, en très bonne maison, qu'un fonds préparé dans une paroisse voisine pour bâtir l'église en pierre, a pris comme le reste le chemin de Pétersbourg, par la raison *que l'église en bois était bien suffisante.*

Enfin, le jour de Pâques, la garnison a paradé tout le matin sans que les soldats aient pu s'embrasser dans la rue, aller à l'église, et s'enivrer, trois choses rigoureusement nécessaires ce jour-là. Que de fautes, grand Dieu! et ce qu'il y a de singulier, c'est qu'elles procèdent presque toutes de quelque bon principe gâté dans son application ou dans son exécution. Si l'Empereur pouvait passer quelques soirées dans le monde, rien de tout cela n'arriverait.

Plusieurs Russes sont infectés de la philosophie allemande; un homme surtout, qui s'élève à tout et qui n'aurait pu partir de plus bas puisqu'il est fils de prêtre (popewitch), M. Spéranski, est un grand partisan de Kant, comme je m'en suis aperçu dans une conversation : il influe beaucoup sur les affaires. Ces gens perdront l'Empereur comme ils en ont perdu tant d'autres. Dans l'état actuel des esprits, la moindre commotion causerait des maux incalculables : il y a déjà un mal de fait, un mal immense, et qui peut-être est sans remède; c'est la destruction de l'armée. Il y a bien des machines bleues, mais il n'y a plus de *soldats Russes.*

L'opinion, qui fait tout, est morte. C'est une pitié d'entendre parler sur ce point les grands personnages, les vieux Seigneurs qui ont vu l'antique gloire. La manière dont l'armée est conduite ne suppose pas la plus légère connaissance du caractère national. On dirait que le prince qui la tient dans sa main est arrivé hier du centre de l'Afrique. Un jour j'ai entendu sur ce point un mot bien spirituel et bien terrible. Quelqu'un me disait : « Est-il possible qu'un Empereur de Russie veuille être caporal ? » Je répondis négligemment : « Chacun a son goût, c'est le sien, il mourra ainsi. » On me répliqua : « *Dites, Monsieur : il en mourra.* » Il faut en entendre bien d'autres, mais je ne puis m'y habituer.

Les espérances au sujet de l'Autriche ont d'abord été assez faibles ici, à cause de la distance et du défaut de relations exactes ; d'ailleurs le passé décourageait sur l'avenir ; aujourd'hui cependant que les pièces authentiques nous sont parvenues, on ne peut s'empêcher de remarquer l'incroyable changement qui s'est fait dans les esprits. Depuis surtout qu'on a vu la pause de l'archiduc Charles, on ne dira plus qu'il ne veut pas la guerre : l'opinion ayant changé, tout a changé. On ne peut plus raisonner l'avenir par le passé. Au moment où j'ai l'honneur de vous écrire, nous n'avons point encore connaissance des hostilités commencées, Dieu veuille qu'on ne perde point de temps avec celui qui n'en perd point. Je compte toujours infiniment sur les Français : ils ont trop d'intelligence pour ne pas abhorrer ce qui se fait, et surtout la guerre d'Espagne, l'un

des plus grands forfaits politiques dont on ait connaissance. Il n'y a pas une maison qui ne soit en deuil (et qui ne le mérite bien, il faut l'avouer), mais à la fin on s'impatiente, et il ne faut qu'un instant. L'Espagne nous a tenus dans des peines mortelles, et dans ce moment même nous savons peu de chose. Le discours du Roi d'Angleterre, la relation précédente du général Anglais, et plus que tout cela encore cet immortel siège de Saragosse, terminé sans que les Espagnols aient pu venir au secours de la ville, tout cela, dis-je, n'était pas rassurant. D'un autre côté on voit des choses qui rassurent ; et certainement jamais l'*heureux Sylla* n'a fait une plus grande faute contre lui-même que de commencer cette guerre. Un Espagnol, personnellement connu de lui, crut devoir lui faire remettre dans le temps un mémoire destiné à lui prouver qu'il ne fallait pas jouer cette carte, qu'il rencontrerait bien plus de difficultés qu'il ne se l'imaginait. Il s'en moqua. C'est ce qui arrive à tous les hommes qui ont été gâtés par le succès ; ils méprisent tous les autres et ne croient qu'eux-mêmes, jusqu'au jour où ils s'aperçoivent, mais trop tard pour eux, qu'il n'y a point de privilège exclusif pour le bon sens, et qu'ils ne savaient pas tout à fait tout. Je sens qu'il faut être sobre de prophéties dans un moment où tout arrive en dépit des probabilités. Il paraît cependant que Bonaparte est dans un embarras réel. Pourvu que ses ennemis ne s'accordent pas avec ses amis pour l'en tirer.

Hier nous avons assisté à des obsèques remarquables dans l'église de saint Alexandre Newsky, qui est le

Panthéon Russe : celles de l'amiral Tchitchagof, père de l'amiral ministre de la Marine. La destinée de ce personnage est peut-être unique : malgré ses talents, son excellent caractère, son désintéressement parfait, la Cour n'avait fait nulle attention à lui jusqu'à 65 ans. Tout à coup, à cette époque reculée de la vie, où jamais homme n'a fait fortune, il fut connu, employé, récompensé, célébré. Enfin, il obtint tout, argent et distinctions. Il avait les cinq premiers Ordres de l'Etat, et surtout le grand cordon de saint Georges, distinction unique de l'Empire depuis la mort d'Alexis Orlof. Ces Ordres reposaient auprès du lit de parade, sur des coussins de velours cramoisi, ornés de franges d'or. Le poêle était de même, il n'est pas noir ici ; je ne sais pourquoi. L'Amiral, et son frère qui est retiré du service, suivirent le cercueil à pied, suivant l'usage, depuis les dernières maisons de Wasili Ostrof jusqu'à l'église de Newsky. Cette traite de près de trois milles d'Italie, faite surtout dans la neige et la fange, est une terrible corvée pour l'âme et pour le corps. Le cercueil est couvert dans le char, mais lorsqu'il est sur le lit de parade on le découvre, et le corps paraît parfaitement découvert jusqu'à la poitrine. C'est là où j'ai fait connaissance du vieil amiral, âgé de 86 ans, infirme, aveugle depuis plusieurs années ; je ne l'avais jamais vu. Il portait l'ancien habit de Catherine, qui a été vu avec plaisir.

Vers la fin de la cérémonie, les enfants, les parents, les amis, et les domestiques même viennent se prosterner sur les gradins du cercueil, puis ils baisent la main.

du défunt, après quoi on replace le couvercle : on appelle cela *prendre congé ;* c'est une lugubre et triste cérémonie. L'Amiral-ministre tint contenance, quoiqu'il fût affecté et qu'il pleurât même beaucoup ; mais son frère cadet cria haut lorsqu'on ferma le cercueil.

Le buste de l'Amiral défunt est placé à l'Ermitage avec ceux des Répnin, des Roumantzof, etc. Un jour, que l'Amiral d'aujourd'hui s'y trouvait avec quelques descendants de ces Messieurs, il leur dit en regardant les bustes : *Il faut avouer que nous ne vaudrons jamais nos pères! Que sommes-nous en comparaison d'eux? Des bêtes.* Le diable d'homme sait bien que ce n'est pas comme *bête* qu'on le critique.

La veille des obsèques, une grande dame me dit à souper : — Vous verrez sans doute l'Amiral demain. — Sans doute, Madame. — Oh! Je vous en prie, dites-lui de ma part que je suis bien fâchée qu'il ne soit pas mort au lieu de son père. — C'est la même qui lui disait un jour, en riant de tout son cœur : « *Mon cher Amiral, j'ai dans la tête que vous serez pendu un jour.* » Je ne sais où cet homme a pris ses systèmes. Ce qui m'a souvent fait soupçonner qu'ils sont dans sa bouche plus que dans son cœur, c'est qu'il ne règle pas ses affections sur ses systêmes, ce qui arrive néanmoins toujours aux hommes persuadés.

## 283

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, 18 (30) avril 1809.

Je crains que cette lettre ne soit la dernière que j'aie l'honneur de vous écrire. Avant-hier, au milieu des politesses les plus recherchées, les fonctions du Prince de Schwarzenberg ont été suspendues. L'Empereur lui avait dit il y a quelque temps: *La postérité me jugera*, et dernièrement un Chambellan du Roi de Suède, prisonnier de guerre, lui ayant dit franchement, à ce qu'on assure : *C'est Votre Majesté qui a tout fait*, il a répondu encore : *J'ai des preuves en mains sur lesquelles la postérité me jugera.* Il est bien vrai que les Souverains, en cela semblables aux pères de famille, ont le malheur quelquefois d'avoir des restrictions parce qu'ils ne peuvent pas dire leurs raisons ; mais, dans ce cas, il faut être bien indulgent pour croire pleinement le père de famille sur sa parole.

On fait mille contes sur la Suède, dont je vous fais grâce parce qu'il n'y a rien de sûr, et parce que M. le Comte de Front est mieux placé pour vous apprendre la vérité. Je ne puis croire que les Suédois ne paient pas cher cet attentat. Les Anglais feront probablement quelque grand coup: il est a désirer qu'ils s'opposent à

ce que ce peuple tombe entre les mains de la France par esprit de vengeance contre la Russie.

Guerre contre le Turc, guerre contre la Perse, guerre contre la Suède, guerre contre l'Autriche : voilà l'état de ce pays. Comment y tenir ? La trésorerie est aux abois.

Je voudrais vous détailler ce que j'ai fait pour mettre à couvert l'honneur des sujets du Roi : mais qu'il me suffise de vous dire que j'y ai pensé ; ce n'est pas un petit chapitre.

On nous cache les nouvelles, mais nous voyons en gros un grand ébranlement. Dieu sait ce qui arrivera ! Il n'y a que deux suppositions favorables à faire : ou Bonaparte reculera, ou il périra. Dans le premier cas, ce qui pourrait arriver de plus malheureux à S. M. serait d'être en contact avec lui. Sa couronne, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, demeurerait en l'air, et sa dignité serait compromise ; il faudrait interposer une grande puissance, *ad semper*, car rien ne tiendra. Dans le cas contraire, nos espérances seraient immenses ; je prie S. M. de ne perdre de vue ni Gènes d'un côté des Alpes, ni la Suisse de l'autre, outre ce qui lui appartient de droit. Les titres ne font rien : Elle les a tous puisqu'Elle est Roi ; le reste n'importe pas. Elle pourrait être Doge, Avoyer héréditaire de Gênes et de Suisse, comme Elle était Duc de Savoie et Comte de Nice. C'est toujours la royauté sous différents noms, et rien n'empêche d'amuser les oreilles de nouveaux sujets. Qu'elle daigne faire chercher les papiers qui concernent la Suisse.

Voilà la Martinique prise : c'est un grand coup. Vous rappelez-vous mon Mémoire pour y établir le Roi de France. J'entends bien qu'on n'en fera rien : 1° pour ne pas le reconnaître, 2° pour ne pas perdre ce gage à la paix. Mais je réponds : 1° qu'il ne serait nullement nécessaire de le reconnaître comme Roi de France en le plaçant là, 2° que le contre-coup qui en résulterait contre Bonaparte surpasserait en avantages tous les gages possibles. Je finis tristement, sans savoir si, et quand, je pourrai vous écrire.

## 284

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, 19 avril (1er mai) 1809.

Monsieur le Chevalier,

J'ai obtenu un délai, j'en profite.

Vendredi dernier 16 (28), j'ai obtenu une audience de M. le Comte Nicolas de Roumantzof. Je lui ai exposé, dans les formes les plus délicates et les plus respectueuses envers S. M. I., la situation des sujets du Roi qui se trouvent au service de l'Empereur. J'ai protesté de leur respect, de leur obéissance, de leur dévouement : néanmoins j'ai rappelé les situations des choses lorsqu'ils sont arrivés dans ce pays ; j'ai rappelé surtout leur

serment de sujet qui n'a point été anéanti par celui de militaire, et j'ai déclaré l'espérance où j'étais que S. M. I., guidée par ses sentiments ordinaires de grandeur d'âme et de générosité, daignerait dans cette circonstance ne pas les employer d'une manière contraire à leur conscience et à leur honneur. Passant ensuite à mon fils, je lui ai fait voir que cette seule qualité exigeait de lui et de moi une délicatesse particulière, et que j'espérais n'être point désapprouvé de S. M. I. en lui demandant pour mon fils une suspension de service illimitée (Cela se fait ici en certaines circonstances; on met l'officier sur le pied de semestre, et cet état dure tant qu'il plaît à l'Empereur). — « C'est, lui dis-je, Monsieur le Comte, c'est la dernière goutte de mon sang, c'est mon fils unique, je n'ai rien de plus cher au monde, et je ne puis en avoir d'autres, comme vous voyez : cependant je l'ai exposé à tout pour le service de S. M. I.; une fois même, contre mon inclination, en lui permettant de suivre pendant quelque temps l'état général en Finlande. Mais il y a des bornes à tout, Monsieur le Comte. Vous connaissez les principes, les liaisons, et les intérêts ; il n'y a pas moyen qu'une guerre avec l'Autriche trouve mon fils au service actuel de la Russie. » Il me dit en riant beaucoup : « Mais, qu'est-ce que vous vous mettez donc dans la tête ? *Il n'y aura rien, il n'y aura rien.* » (C'était sa phrase). — Oh ! sans doute, Monsieur le Comte, il n'y aura rien ; mais vous savez que souvent on est obligé de faire des suppositions, vu qu'au moment où les événements arrivent, il n'est plus temps de parler, etc., etc.— Il me traite à merveille, et me donne même des assu-

rances personnelles de la bienveillance de l'Empereur, qui d'ailleurs peut se passer de preuves, puisque je suis ici.

Hier 18 (30) je n'avais point encore de réponse. C'était le jour du mariage de la Grande-Duchesse ; je me trouvai à l'église à côté du Comte de Roumantzof : il ne me dit rien. Je commençai à mal augurer. Je dînai chez l'Ambassadeur d'Autriche. Il me dit : — Je sais que vous pouvez vous trouver fort embarrassé ; si vous désirez que Monsieur votre fils passe à notre service, je vous offre tout de suite de le prendre avec son grade dans le régiment de cavalerie dont je suis propriétaire.— Je fus très flatté de cette proposition totalement spontanée de sa part, car vous pensez bien, Monsieur le Chevalier, que je n'aurais jamais pris sur moi (à peine connu du Prince), de lui faire une ouverture de cette espèce. Il a beaucoup vu mon fils chez le Duc; ses aides-de-camp l'ont pris en affection. Sa petite instruction, sa jeune réputation, peut-être aussi ses malheurs ont intéressé. Il mit le comble à ce procédé en m'ajoutant : — Bien entendu que cette place ne sera qu'une station décente, et que si son Maître le rappelait, il partirait au premier moment, non seulement sans désapprobation, mais avec pleine approbation.

En quittant le Prince, je me rendis au grand bal de Cour : je rencontrai le Comte de Roumantzof.—L'affaire, me dit-il, ne peut réussir : l'Empereur ne veut pas en entendre parler. — Il me fit même entendre que la proposition lui avait déplu. — De sorte, lui dis-je, Monsieur le Comte, qu'il faut absolument que.... — il me coupa la

parole.— Il n'y aura rien, me dit-il, il n'y aura rien.— Comment donc, Monsieur le Comte, il n'y aura rien? — Non, il n'y aura rien, *et quand même il y aurait quelque chose pour le reste du genre humain, il n'y aurait rien pour vous.* — Et il s'éloigna sans attendre ma réplique. Il est peut-être flatteur pour moi d'avoir obtenu, dans l'espace de six heures, deux témoignages de considération tels que je viens de vous les raconter de deux personnages aussi opposés de principes; mais je n'en suis pas moins dans le plus grand embarras. Le jeune homme ne pensant qu'à se battre contre les Français, et animé d'ailleurs par les offres de M. le Prince de Schwarzenberg, ne peut tenir en place; et moi-même, Monsieur le Chevalier, qui ai regardé comme une espèce de flétrissure son entrée au service de Russie, quoiqu'il y soit entré dans toutes les règles de l'honneur et de la manière la plus brillante, jugez de ce que je pense dans ce moment, où j'apprends par des lettres d'Allemagne que S. M. se rend sur le Continent! Je suis donc décidé à sauter le pas avec quelques précautions et toutes les formes délicates qui dépendent de moi; mais je déplairai, et cette faveur secrète, qui me soutient, venant à cesser, je serai suspendu. Les congés ne se donnant qu'au mois d'octobre, suivant la loi générale, je suis persuadé que l'Empereur refusera de déroger et que mon fils aura beaucoup à souffrir à sa place: cependant je persisterai. Je plains aussi beaucoup les autres sujets du Roi; l'Empereur ne veut pas entendre parler de démission. Pendant ma dernière audience, le Comte de Roumantzof, à propos des malheurs qui m'accablent, me dit

avec exclamation : Ah ! Mon Dieu, Monsieur le Comte, y a-t-il donc des hommes heureux en ce moment ? — Sur quoi je lui repondis rondement : *Sans doute, Monsieur le Comte, les coquins.* — Il me répliqua avec une merveilleuse philosophie : *Pas même, Monsieur le Comte, pas même ! Ils savent bien qu'il n'y a point de stabilité pour eux.* Cette réponse m'a paru tout à fait remarquable. Mais revenons aux officiers piémontais. Toute demande faite avec rassemblement déplait justement dans la Monarchie, et si ce rassemblement est militaire, c'est un véritable délit. Je ne sais trop comment on se tirera de là, d'autant plus que lorsqu'ils verront la démission de mon fils, et celle de Galaté qui est aussi fort impatienté, ils voudront en faire autant. Je les crois cependant parfaitement en règle par la démarche officielle que j'ai faite. Je cours personnellement de grands dangers ; car si j'étais renvoyé, comment m'en irai-je ? Si je suis obligé de quitter ma place, je roule dans un abîme sans fond, et quand les officiers mêmes demanderaient et obtiendraient leur congé, la distance des lieux compliquerait la difficulté. Il n'y aurait que deux moyens de se rendre en Allemagne ou en Italie ; ou une souscription (c'est-à-dire en bon français une *quête*, qu'on m'a déjà proposée) ou une avance sur les fonds de S. M. ; car une demande à l'Empereur serait le comble du ridicule et de la gaucherie. Je prends sur moi d'assurer ces Messieurs que S. M. ne doute pas de leurs sentiments, et qu'elle est parfaitement satisfaite d'eux : une lettre de sa part ferait meilleur effet, et peut-être aussi qu'une autre lettre à S. M. I. ne serait pas déplacée ;

mais sur ce point je n'ai qu'à me rapporter à ce que S. M. jugera convenable dans sa sagesse. Vous serez sans doute surpris de la manière de penser de S. M. I.; mais partez toujours, Monsieur le Chevalier, d'un fait incontestable. Dès qu'il s'agit d'autorité et de gouvernement, on ne persuade jamais la Souveraineté ; dites ce que vous voudrez, elle croit ce qu'elle croit, c'est son droit; de manière que, sur ce point, les Souverains se doivent une condescendance mutuelle. Si ceci était une critique, je ne me la permettrais certainement pas ; mais je suis persuadé que les gouvernements ne peuvent marcher autrement. Il ne tiendrait qu'à moi de faire un beau Mémoire pour établir qu'on en agit mal avec les sujets de S. M. Ce Mémoire serait une démonstration pour Elle comme pour son humble serviteur qui écrit ceci. Au Palais-d'Hiver ce serait une absurdité, sentant même un peu la Sibérie. L'Empereur a mis cela dans sa tête (dont rien ne sort). A ses côtés est Araktcheief, plus dur, plus impitoyable qu'un crocodile : le danger est extrême. Je cours personnellement celui de ne pas faire ce qui me semble mon devoir, ou de mettre fin à cette mission contre les intérêts et les intentions de S. M., ou de me trouver avec mon fils à l'hôpital (mais sans figure). Néanmoins je ne perds pas la tête : au moyen du remède de Mithridate, dont je fais usage depuis sept ans, j'espère que nul chagrin ne peut me tuer.

Hier se sont faites les noces, *in splendoribus sanctorum*. La Cour était, au pied de la lettre, *habillée de diamants*. — Notez bien ceci : — Le Prince d'Oldenbourg a reçu le titre d'Altesse Impériale, ce qui est tout à fait

français. Il y aura probablement bien d'autres preuves moins agréables pour le Prince, *qu'il n'a pas épousé* mais *qu'il est épousé.* Un ancien a dit : *Uxori nolo nubere meæ.* Il a pensé autrement : nous verrons s'il a eu raison.

J'oubliais de vous dire, Monsieur le Chevalier, que j'ai déjà été châtié de ma première tentative, car l'Empereur nous ayant passé en revue à la Cour, suivant l'usage, immédiatement après ma conversation avec le Comte de Roumantzof, il passa devant moi sans m'adresser la parole. C'est un coup de verge paternel.

Comme je vous ai souvent parlé de dépenses et d'embarras, il m'est venu en tête de vous copier une feuille de mon livre de compte ; ce n'est pas comme vous sentez pour faire une demande, rien n'est plus éloigné de ma pensée, mais c'est pour vous mettre parfaitement au fait de ma dépense dans ce pays. Je puis vous assurer d'ailleurs que quand il me tomberait du ciel 8 ou 10 mille roubles, je me garderais bien de rien changer, car il faut faire, comme on dit, *vie qui dure*, et ne se donner aucun ton qu'on ne puisse soutenir. Une foule de dépenses ne peuvent guère se calculer, mais la plus écrasante dans ce moment est celle de la garde-robe. Il n'y a plus de drap, ni français ni anglais, celui que nous avons coûte de 22 à 23 roubles l'archine (le ras, à peu près) et nos habits ne peuvent guère se présenter trois mois. Tous les prix sont fous, et même fort au-dessus de la proportion de l'or au papier, car on n'a plus pour une somme réelle ce qu'on avait pour la même somme il y a un an. Au milieu de cette détresse universelle, le luxe

va son train ; vin, chevaux, équipages, bals, feux d'artifice, etc., etc., Un traiteur français est allé s'établir au village de Novoiderevonie, où campent les Chevaliers-Gardes. Il a loué trois maisons et il donne à manger à ces Messieurs pour trois roubles par tête, *sans le vin. C'est pour rien !* Il a sur sa table un beau volume in-folio intitulé *Crédit de campagne.* Il y a des bas officiers qui ont 8,000 roubles de pension, et des officiers qui n'ont rien, tous dépensent également. Il y a peu de jours qu'un Cornette, qui touche mon fils dans le régiment, donna un dîner de 400 roubles, sans en avoir un dans sa poche. *Dépenser* c'est l'unique affaire, *payer* n'est rien, personne n'y pense : on ne paie que les demoiselles de Saint-Pétersbourg qui sont invitées à ces festins philosophiques. Au milieu de ces extravagances, il y a un spectacle qui mérite attention, c'est celui d'une petite phalange de jeunes gens étrangers, qui par suite d'une bonne éducation, et de la séparation absolue de la corruption générale, qu'ils doivent aux circonstances, marchent sagement, ne s'amusent qu'entre eux ou dans la meilleure compagnie, et n'ont que du dégoût pour les excès dont ils sont témoins. Je m'amuse souvent avec le Duc à contempler cette jeunesse. Qui sait ce que tout cela deviendra ?

# 285

## *Au Roi Victor-Emmanuel.*

Saint Pétersbourg, 11 (23) mai 1809.

Sire,

Le Prince de Schwarzenberg est congédié. D'abord le Comte de Roumantzof lui avait intimé qu'il serait bon qu'il demandât ses passe-ports; mais le Prince répondit, comme il le devait, qu'il ne pouvait faire cette demande sans l'avis de sa Cour, ni surtout avant le retour du courrier qu'il avait fait partir depuis plusieurs jours avec l'aveu du gouvernement. Sur cette déclaration, on lui a envoyé ses passe-ports accompagnés d'une lettre fort polie, et il part jeudi prochain 13 (25) : ceci est encore un acte pur et simple d'obéissance. Caulaincourt qui ne veut point ici de nouvelliste tel que le Prince de Schwarzenberg, n'a point eu de repos jusqu'à ce qu'il l'ait fait partir.

L'opinion de S. M. I. est inébranlable : *Rien ne peut renverser Napoléon, et si je me brouille avec lui, la Russie est perdue.* Tout part de là, Sire. Il a été extrêmement mécontent de l'Angleterre dans la dernière coalition. Il s'est vu humilié ; les conférences de Tilsitt et d'Erfurt ont achevé l'ouvrage : maintenant il est inébranlable. Je crois cependant que le fond de son cœur est ce qu'il

doit être suivant la nature des choses ; car je me représenterais plutôt un cercle carré qu'un Souverain ami de Bonaparte. Lorsque Caulaincourt lui porta la nouvelle du fatal événement d'Eckmuhl, du 26 avril dernier, l'Empereur l'embrassa et le Grand-Maréchal Tolstoï donna 200 roubles d'étrennes au valet de chambre de l'Ambassadeur qui lui avait porté cette même nouvelle. Cependant, Sire, je crois savoir certainement que l'Empereur, qui l'avait déjà apprise, en avait été très douloureusement affecté. Son obstination dans le système politique qu'il a embrassé est, je ne dirai pas justement, mais extrêmement raisonnée ; il y est confirmé d'ailleurs par certaines choses qui l'ont choqué. Je ne crois pas que rien le puisse faire revenir, excepté peut-être de grands succès de la part de l'Autriche. En attendant, il est malheureux sur tous les points. Les Russes viennent d'être repoussés aux lignes de Braïloff : les Turcs leur ont tué de quatre à cinq mille hommes ; en Perse, les choses ne vont pas mieux. Les Anglais avaient passé une note au Divan, tout à fait franche et loyale, par laquelle ils déclaraient aux Turcs que, bien loin de s'opposer à leur paix avec la Russie, ils la regardaient au contraire comme un moyen d'améliorer la leur : en réponse à cette pièce, qui fut communiquée ici dans le mois de mars, la Russie demanda le renvoi de l'Ambassadeur d'Angleterre. L'Autriche, de son côté, s'est avancée ici jusqu'à se prêter à l'acquisition de la Valachie et de la Moldavie, ce qui était un grand effort de sa part : tout a été inutile.

Du côté de la Suède, on ne dit rien ; cependant on se

croit sûr que le Comte Schouwalof a été repoussé et même tué à Tornéo. J'ai balancé longtemps si je mettrais Votre Majesté parfaitement au fait des affaires de ce royaume, car il y a des choses bien difficiles à écrire : cependant, Sire, il me semble que mon devoir est d'instruire Votre Majesté même des horreurs qui influent sur la politique.

La naissance de l'infortuné Roi de Suède n'est plus un mystère pour personne. Tout le monde sait ou croit savoir que Gustave III, certain par une expérience très longue de ne pouvoir avoir d'enfants, et ayant la faiblesse d'en vouloir absolument un, s'adressa au Comte de Monckh qui était fort bien avec la Reine, et que le Roi actuel est le fruit de cet étrange traité.

C'est un Roi philosophe, Sire, (Gustave) qui écrivait à Voltaire le 10 janvier 1772. « *Je prie tous les jours l'Etre des êtres pour la prolongation d'une vie si utile au perfectionnement de la raison et de la véritable philosophie.* » Voilà, Sire, où nous en étions venus ! Voilà la véritable théorie et la pratique parfaitement d'accord. Je poursuis.

Un Anglais de ma connaissance particulière, et incapable d'en imposer, me racontait il y a près de deux ans que se trouvant à Gothenbourg assis à une table très nombreuse, on se mit à parler de la naissance du Roi sans se gêner le moins du monde, comme d'une nouvelle de *gazette*, de manière que ce bon Anglais ne pouvait en revenir.

Malheureusement ce Prince, plein d'ailleurs de grandes et excellentes qualités, n'a pas ce liant et cette dextérité

qui auraient été nécessaires pour faire oublier un grand anathème.

Enfin, Sire, non seulement les Suédois ont rejeté sa personne, mais ils ne veulent plus de sa descendance. Aussi Votre Majesté aura observé que, dans toutes ses proclamations, le Duc de Sudermanie parle toujours en son nom comme régent provisoire, sans jamais articuler le nom du Roi mineur, ce qui ne serait pas convenable sans cette triste explication. Il est faux que le Roi ait été tué, comme l'assurait un bruit que j'ai eu l'honneur de faire connaître à Votre Majesté. Il est seulement gardé par des forces considérables, pour éviter un coup de main de la part d'un parti contraire: il a offert lui-même d'abdiquer solennellement, et de s'en aller en Amérique avec toute sa famille, moyennant un traitement fixe de 400,000 *doubles talents* (j'ignore ce que c'est que cette monnaie). Cette proposition sera portée à la Diète qui est sur le point de s'assembler, et qui sera nombreuse et orageuse ; il y aura dit-on plus de 1,500 personnes.

Le député Suédois qui est venu ici, et que j'ai eu le soin de faire connaître à Votre Majesté, était chargé d'offrir la couronne à S. M. I. pour la maison de Holstein, qui est la sienne ; mais l'Empereur, comme je l'ai dit, n'a pas voulu l'entendre, et ce député s'en est allé fort mécontent. Je n'aurais rien à dire sur cette délicatesse de la Cour, si elle n'était pas une inconséquence; d'ailleurs, si les choses s'exécutent suivant les appparences, et si le trône demeure vacant, on pourra se repentir d'avoir repoussé les premiers mots.

En supposant vrai ce que j'ai dû révéler à Votre Ma-

jesté, comme en effet personne n'en doute, j'ai peine à croire que la nation Suédoise s'en tire sans secousse. Nous allons voir bientôt un spectacle intéressant, c'est celui des efforts que feront trois grandes puissances pour s'emparer de la Diète : la France, la Russie et l'Angleterre. Peut-être que l'influence demeurera à celle-ci.

J'en dis autant de la guerre. Si je m'avisais d'en parler à Votre Majesté, peut-être lui dirais-je des choses absolument en l'air, faute de données. Tout ce qui me paraît clair, c'est que dans le cas où elle se prolongerait beaucoup, ce ne sera pas probablement un mal, car le temps est le grand ennemi de Napoléon ; il le sent bien lui-même, puisqu'il n'oublie rien pour finir toutes ses guerres dans une journée. Suivant les apparences, une guerre de Fabius, si elle était possible, l'abîmerait.

M. le Marquis de Saint-Marsan jouit à Berlin de la réputation qu'il avait à Turin il y a vingt ans : tout le monde fait ses éloges. Je ne puis me mettre en tête qu'une seule de ses idées ait changé ; mais comme j'ignore absolument quelle est la manière de penser de Votre Majesté sur ses anciens sujets qui servent Napoléon, je m'abstiens de tout raisonnement ; je serais seulement très curieux de savoir ce qu'Elle pense en particulier de M. de Saint-Marsan. Qui sait ce qui peut arriver et quelles conversations peuvent avoir lieu ? En partant de Turin, il s'était chargé d'une caisse remplie des dessins de ma fille aînée. Elle m'a été apportée ici par un valet de chambre du Marquis, qu'il a dépêché en courrier à Caulaincourt. Celui-ci m'a envoyé la caisse en me fai-

sant dire que je pouvais envoyer la réponse à l'hôtel de France.

Peu de jours après, un Français, nommé de La Chataigneraie (de la famille de ce La Chataigneraie qui périt de la main de Jarnac dans le dernier duel légal) qui est attaché à l'ambassade française, venant de Berlin ici en courrier, m'a apporté trois ou quatre vieux bouquins que l'abbé Pansoio avait remis pour moi chez le Marquis. Ce jeune homme est monté et m'a apporté lui-même ce paquet ; il m'a fait une assez longue visite et m'a parlé à peu près à cœur ouvert et comme un homme fort ennuyé. Il fallait rendre cette visite sans déroger à mon système de fierté ; j'ai donc fait arrêter à la porte de l'Ambassadeur de France. J'appelle le suisse qui est venu à la portière. « *Mon cher ami*, *donnez ce billet à M. de La Chataigneraie, et dites-lui que j'aurais été charmé de le voir.* » Et puis, fouette cocher ! Je ne crois pas ces petits détails absolument indignes de Votre Majesté, parce qu'ils lui donnent une idée plus nette que tous les discours possibles de mon existence dans ce pays.

Je ne comprends pas du tout, Sire, comment je suis encore debout ; et je comprends encore moins comment, si Votre Majesté paraît en armes sur le continent, mes fonctions ne seront pas suspendues sur la demande de la France. Cependant Votre Majesté se rappelle le discours du Ministre : *Quand il y aurait quelque chose avec tout le reste du genre humain*, *il n'y aurait jamais rien contre vous.* J'attends en paix le dénouement. MM. les officiers piémontais, après avoir fait leurs réflexions,

ont trouvé que j'avais raison et se sont tranquillisés. Si mes fonctions venaient à être suspendues et l'état de guerre déclaré entre Votre Majesté et cette Cour, la demande de la démission en masse serait motivée et honorable. En attendant, je me garde bien de faire des actes romanesques, d'exposer un subside, et de jeter sur les bras de Votre Majesté, avant le temps, cinq ou six officiers dont elle serait peut-être embarrassée.

A l'égard de mon fils, Votre Majesté sait déjà que j'ai été boudé de la manière la plus visible, pour avoir demandé qu'il fût mis dans l'état de semestre. J'ai laissé passer quelques jours : après quoi j'ai demandé qu'il soit ôté de ce corps des Chevaliers-Gardes et mis simplement à la suite de S. M. I. Cette destination lui conserverait les entrées de l'Ermitage en le mettant à l'abri de toute guerre qui me choquerait. Je n'ai point encore de réponse, mais je me crois sûr de n'avoir point déplu. Aucunes nouvelles des armées depuis plus de dix jours, ce que je regarde comme un très bon signe. On parle publiquement de courriers interceptés ou supprimés : après le départ du Prince de Schwarzenberg, je ne vois plus de moyens d'écrire. Je supplie donc Votre Majesté de ne m'imputer aucun silence.

## 286

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, 14 (26) mai 1809.

Sire,

Le départ de l'Ambassadeur d'Autriche ayant été retardé de deux jours, je profite de ce retard pour ajouter quelques lignes à mes précédentes dépêches, et je le fais avec d'autant plus de plaisir que j'ignore si j'aurai de longtemps l'honneur de communiquer avec Votre Majesté. Le Prince, avant de partir, a eu une longue conférence avec le Maréchal Tolstoï, chez lui, c'est-à-dire à la Cour. Votre Majesté entend assez que durant ces conversations, personne ne sait qui entre par la porte du fond. Le Grand-Maréchal a rendu la visite le lendemain, et il a apporté des lettres de la Cour pour celle d'Autriche.

On raconte beaucoup d'anecdoctes relatives à celle que j'ai eu l'honneur de raconter à Votre Majesté (et que peut-être Elle connaissait depuis longtemps). Je n'en souille pas ces pages puisqu'elles n'ajoutent rien à la chose.

Nous verrons si l'on aura dans la Diète l'audace d'appuyer une exclusion sur un fait tout à fait contraire à la présomption de droit, et à la possession le-

gitime. Au reste, Sire, en rendant hommage aux principes du droit public qui forment la sûreté des nations, je n'en crois pas moins (quand même Votre Majesté me croirait un peu illuminé) que les familles souveraines ne sont point faites par les hommes, qu'elles naissent telles, et que si le crime veut transporter leur nom sur un front étranger, c'est une mascarade qui dure peu. Dans le cas particulier cependant, je ne préjuge rien, parce que je ne sais rien.

Votre Majesté a-t-elle ouï parler de la terrible vision qui fit tant de bruit en Suède et partout ? La nuit du du 16 au 17 décembre 1687, Charles XI, étant un peu malade, avait vis-à-vis de ses fenêtres celles d'une grande salle qui servait à l'assemblée de la noblesse. Il crut y voir de la lumière ; le Comte de Bielke et un autre seigneur qui veillaient à ses côtés lui dirent que c'était une illusion d'optique causée par le reflet des rayons de la lune sur les vitres. Mais le Roi, ayant vu trois ou quatre fois de suite la lumière, et croyant même voir des gens passer et repasser dans cette salle, voulut absolument s'en assurer par lui-même. Il se rendit donc à la porte de la salle appartenant au palais : il ouvrit, et en ouvrant il la vit tout illuminée ; tous les sièges étaient occupés par des personnages inconnus ; un jeune Roi de 15 à 16 ans, était assis sur un trône élevé : à ses pieds était une table environnée de quelques personnes qui écrivaient, et, dans un coin, des bourreaux exécutaient une grande quantité de jeunes gens. Le sang coulait dans la salle au point que le Roi se recula pour n'en être pas souillé. Il eut assez de courage pour de-

mander au jeune couronné si ce spectacle épouvantable le menaçait lui (Charles XI). Le fantôme répondit que non, et que tout cela se rapportait au cinquième successeur. Voilà ce qui a été constamment raconté par le Roi et par les Seigneurs qui l'accompagnaient, ce qui a été publié, imprimé dans le temps, et constamment cru en Suède. Il y a fort longtemps qu'on m'a raconté la chose comme notoire. Votre Majesté sait que la Suède est le pays des revenants, des apparitions, des miracles. Elle croira ce qu'elle jugera à propos : il est toujours vrai que dans les circonstances actuelles cette sorcellerie est piquante.

Pour le *Te Deum* dont j'ai eu l'honneur de parler à Votre Majesté, Caulaincourt fit demander au Général des Jésuites les jeunes chantres de notre église : il n'y avait pas moyen de refuser. On en mit quatre sur un drosky (petit chariot découvert fort en usage dans ce pays) ; au détour d'une rue, le conducteur poussa le cheval pour précéder une voiture qu'il trouva sur son chemin. Il toucha une borne et fit culbuter le drosky. L'un de ces enfants fut jeté sous la roue du carosse, qui lui brisa la tête et le tua sur le champ. C'était un excellent enfant de 14 ans, fort aimé des R. P. Jésuites, qui le regrettent beaucoup. Votre Majesté ne saurait croire quelle impression a fait sur le public ce malheureux événement. *Ces gens ne savent rien faire*, *pas même chanter un Te Deum*, *sans tuer quelqu'un*. C'est le discours universel.

Mais pendant qu'on chantait le *Te Deum*, une nouvelle arrive en l'air, portant que le brave Archiduc Charles,

après avoir côtoyé pendant quelques jours Napoléon sur la rive gauche du Danube, avait repassé le fleuve à Lintz et remporté sur ce nouvel Attila une nouvelle bataille de Châlons. L'opinion étant générale contre les Français, cette nouvelle a été reçue avec beaucoup d'anxiété ; mais tout le monde dit : *Doit-on croire ?* Pour moi, je la crois vraie, sauf exagération fondée sur un discours qui a échappé à l'Empereur. L'Ambassadeur qui est encore ici refuse d'accepter les compliments, parce qu'il n'a pas de courrier ; mais j'ai de bonnes raisons de croire que ce courrier est arrêté et qu'il n'arrivera qu'après le départ de l'Ambassadeur, à moins qu'on ne soit convenu autrement dans la visite dont j'ai parlé plus haut. Si nous ne sommes pas trompés, comme je le crois, voilà le grand Archiduc aux nues, sans préjudice de la gloire primordiale et immortelle due à la noble Espagne, sans laquelle l'entreprise de l'Autriche n'aurait pas été au nombre des choses possibles.

Cet événement aura très probablement des suites innombrables en Allemagne, par contre-coup en Italie. Si je me trompe heureusement sur les dates, et si les choses tournent à souhait, je conjure Votre Majesté de ne pas trop restreindre ses prétentions, et surtout de ne pas se laisser couper en deux ; mais tout dépend de la vie d'Attila.

## 287

### † A M^lle Adèle de Maistre.

Saint-Pétersbourg, 11 juillet 1809.

J'ai juré, ma chère enfant, que ma première lettre serait pour toi ; je m'acquitte de mon vœu, quoique j'aie des dettes envers ta mère et ta sœur. Je te remercie de m'avoir fait connaître l'irrévérence commise contre la mémoire de notre célèbre Alfieri par le Marquis de Barol ; sûrement il aura beaucoup déplu aux nombreux partisans du poète, et surtout à son respectable ami l'abbé de Caluso. Cependant, je t'avoue que je n'ai pas trouvé un grand *sproposito* dans l'exclamation que tu me rapportes : *Misericordia !* A propos des comédies posthumes, la première qualité d'un comique, c'est d'être *bonhomme*. Le plaisant et l'ironique n'ont rien de commun avec le comique. Voilà pourquoi Voltaire n'a jamais pu faire une comédie ; il fait rire les lèvres, mais le rire du cœur, celui qu'on appelle le *bon rire*, ne peut être éprouvé ni excité que par les bonnes gens. Or donc, ma chère Adèle, quoique Alfieri n'ait point été méchant (il y aurait beaucoup d'injustice à lui donner ce titre), cependant il avait une certaine dureté et une aigreur de caractère qui ne me paraissent point s'accorder avec le talent qui a produit *l'Avare* et *les Femmes savantes.*

Toutes les fois qu'il ouvrait les lèvres, je croyais en voir partir un jet de bile, et je me détournais pour n'en être pas taché. Je suis donc fort trompé, si ses comédies sont bonnes ; peut-être ce seront des *sarcasmodies* : nous verrons. Il faut que tu saches que j'ai vu deux fois ce personnage. La première fois, nous nous choquâmes un peu ; il me dit des extravagances sur la langue française, qui est la mienne plus peut-être que l'italienne n'était la sienne. J'écrivis à l'abbé de Caluso : *Il a raison de ne pas aimer cette langue ; aucune ne lui fait plus de mal.* L'abbé ne s'en fâcha pas. La seconde fois que je vis Alfieri, nous nous convînmes beaucoup plus ; je me rappelle, entre autres, une certaine soirée où je m'avançai tout à fait dans son esprit. Je l'entrepris sur la politique, sur la liberté, etc., etc. Je lui dis : *Gageons, Monsieur le Comte, que vous ne savez pas quel est le plus grand avantage de la Monarchie héréditaire, et à quoi elle sert principalement dans le monde?* Il me demanda ma pensée ; je lui fis une réponse originale et perçante, que je te dirai un jour. Il me dit, en regardant le feu (je le vois encore) : « Je crois que vous avez raison. » Bref, je suis persuadé que si j'avais séjourné à Florence, nous aurions fini par nous entendre ; mais je devais partir le lendemain, et pour ne plus le revoir. Quant à son mausolée, laisse faire la Comtesse d'Albani. Je voudrais bien, au reste, voir le fond du cœur de cette adorable femme. Qui sait si tout ce beau marbre ne la met pas un peu plus à son aise? Quand une fois on a pris un certain parti, ce qu'on a de mieux à faire, c'est de le soutenir ; mais Alfieri, avec toute sa tendresse, était si

despote, qu'il a dû, si je ne me trompe infiniment, rendre la vie assez dure à la dame de ses pensées. J'ai été une fois fort scandalisé d'une de ses réponses à cette excellente femme. Elle cita un livre, pendant le déjeuner, au milieu d'un cercle d'amis. Alfieri lui dit, et même d'un ton fort sec : *Vous n'avez pas lu ce livre, Madame.* Elle fut un peu étourdie d'une telle brutalité, et lui dit avec beaucoup de douceur qu'elle l'avait sûrement lu ; mais le bourru répliqua : *Non, Madame, vous ne l'avez pas lu*, avec encore plus de dureté, et même avec je ne sais quel signe de mépris. Je jugeai par cet échantillon que le tête-à-tête devait être souvent orageux. Parmi les œuvres posthumes d'Alfieri, on a publié fort mal à propos les Mémoires de sa vie, pleins de turpitudes à la manière de Jean-Jacques, du moins à ce qu'on mande de France, car je ne les ai point encore lus. Donne-toi bien de garde de regarder seulement ce livre.

Tu m'avais demandé quatre vers pour le portrait de ta mère ; tu m'auras soupçonné de *pococuranza :* point du tout ; mais c'est que je me rappelle le proverbe espagnol, qui dit qu'*il faut être bien sot pour ne pas savoir faire deux vers, et bien fou pour en faire quatre.* Tout homme qui n'est pas né poète doit faire profit de cette sentence. Ce n'est pas qu'à force de me frotter la cervelle, il ne me fût possible peut-être d'en tirer quelque chose de tolérable ; mais d'abord, en fait de poésie, le tolérable est intolérable ; d'ailleurs le temps est si précieux qu'il ne faut l'employer qu'à ce qu'on fait bien. Je me suis recommandé à Redi pour écrire quelque chose de

supérieur au *tolérable*, sur le revers du portrait de ta mère, que j'ai ici :

*Santi costumi, e per virtù baldanza ;*
*Baldanza umile ed innocenza accorta,*
*E fuor che in ben oprar nulla fidanza.*

Qu'en dis-tu ? Il me semble que cet italien est assez bon. Si tu m'en crois, tu feras comme moi : feuillette tes livres, jusqu'à ce que tu aies trouvé quelque chose qui te contente.

Adieu, chère enfant ; il me semble sentir encore au fond du cœur quelque reste d'une vieille tendresse, mais c'est si peu que rien. Ton frère marche toujours extrêmement droit, et nous faisons une très bonne vie ; mais je l'avertis toujours de n'avoir point d'orgueil, et de ne pas s'imaginer qu'il puisse remplacer les femmes, qui valent bien mieux, comme tout le monde en demeure d'accord.

## 288

### *A Mlle Constance de Maistre.*

Saint-Pétersbourg, 11 août 1809.

A toi, petite amie ! Il y a mille ans que je te dois une réponse, et je ne sais comment il ne m'a jamais été possible de payer ma dette. La première chose que je dois

te dire, c'est que j'ai été extrêmement content d'apprendre combien tu avais été toi-même contente de ma petite pacotille, et de ce qu'elle contenait de particulier pour toi. Il faudrait, pour mon bonheur, qu'il me fût possible de faire partir souvent de ces boîtes ; mais que je suis loin d'en avoir *les moyens !* Un de ces moyens vient encore d'être entravé, car l'on ne reçoit plus ici à la poste les lettres pour l'Italie : il faut que je fasse passer ce numéro et le précédent par la France : nouvel embarras et nouveau guignon. Les vôtres m'arrivent toujours avec une exactitude et une prestesse admirables.

J'ai vu par ta dernière lettre, ma chère enfant, que tu es toujours un peu en colère contre mon impertinente diatribe sur les femmes savantes ; il faudra cependant bien que nous fassions la paix, au moins avant Pâques ; et la chose me paraît d'autant plus aisée, qu'il me paraît certain que tu ne m'as pas bien compris, Je n'ai jamais dit que les femmes soient des singes : je te jure, sur ce qu'il y a de plus sacré, que je les ai toujours trouvées incomparablement plus belles, plus aimables et plus utiles que les singes. J'ai dit seulement, et je ne m'en dédis pas, que les femmes qui veulent faire les hommes ne sont que des singes : or, c'est vouloir faire l'homme que de vouloir être savante. Je trouve que l'Esprit-Saint a montré beaucoup d'esprit dans ce portrait, qui te semble, comme le mien, un peu triste. J'honore beaucoup cette demoiselle dont tu me parles, qui a entrepris un poëme épique ; mais Dieu me préserve d'être son mari ! J'aurais trop peur de la voir accoucher chez

moi de quelque tragédie, ou même de quelque farce; car une fois que le talent est en train, il ne s'arrête pas aisément. Dès que ce poème épique sera achevé, ne manque pas de m'avertir; je le ferai relier avec la *Colombiade* de Madame Du Bocage. J'ai beaucoup goûté l'injure que tu adressais à M. Buzzolini, — *donna barbuta*. C'est précisément celle que j'adresserais à toutes ces *entrepreneuses* de grandes choses : il me semble toujours qu'elles ont de la barbe. N'as-tu jamais entendu réciter l'épitaphe de la fameuse marquise du Châtelet, par Voltaire? En tout cas, la voici :

L'univers a perdu la sublime Émilie;
Elle aima les plaisirs, les arts, la vérité.
Les dieux, en lui donnant leur âme et leur génie,
Ne s'étaient réservé que l'immortalité.

Or, cette femme incomparable, à qui *les dieux* (puisque les dieux il y a) avaient *tout* donné excepté l'immortalité, avait traduit Newton : c'est-à-dire que le chef-d'œuvre des femmes, dans les sciences, est de comprendre ce que font les hommes. Si j'étais femme, je me dépiterais de cet éloge. Au reste, ma chère Constance, l'Italie pourrait fort bien ne pas se contenter de cet éloge, et dire à la France : *Bon pour vous ;* car Mademoiselle Agnesi s'est élevée fort au-dessus de Madame du Châtelet, et, je crois même, de tout ce que nous connaissons de femmes savantes. Elle a eu, il y a un an ou deux, l'honneur d'être traduite et imprimée magnifiquement à Londres, avec des éloges qui auraient contenté

*qualsisia ente barbuto.* Tu vois que je suis de bonne foi, puisque je te fournis le plus bel argument pour ta thèse. Mais sais-tu ce que fit cette Mademoiselle Agnesi de docte mémoire, à la fleur de son âge, avec de la beauté et une réputation immense? Elle jeta un beau matin plume et papier ; elle renonça à l'algèbre et *à ses pompes*, et elle se précipita dans un couvent, où elle n'a plus dit que l'office jusqu'à sa mort. Si jamais tu es comme elle professeur public de mathématiques sublimes dans quelque université d'Italie, je te prie en grâce, ma chère Constance, de ne pas me faire cette équipée avant que je t'aie bien vue et embrassée.

Ce qu'il y a de mieux dans ta lettre et de plus *décisif*, c'est ton observation sur les matériaux de la création humaine. A le bien prendre, il n'y a que l'homme qui soit vraiment *cendre et poussière.* Si on voulait même lui dire ses vérités en face, il serait *boue;* au lieu que la femme fut faite d'un limon déjà préparé, et élevé à la dignité de *côte.* — *Corpo di Bacco! Questo vuol dir molto!* Au reste, mon cher enfant, tu n'en diras jamais assez à mon gré sur la noblesse des femmes (même bourgeoises) ; il ne doit y avoir pour un homme rien de plus excellent qu'une femme ; tout comme pour une femme, etc... Mais c'est précisément en vertu de cette haute idée que j'ai de ces *côtes sublimes*, que je me fâche sérieusement lorsque j'en vois qui veulent devenir *limon primitif.* — Il me semble que la question est tout à fait éclaircie.

Ton petit frère se porte à merveille, mais il n'est pas avec moi dans ce moment; *il est au vert.* Son régiment

campe dans un petit village à quatre ou cinq verstes d'ici (une fois pour toutes, tu sauras qu'il y a cinq verstes à la lieue de France). Nous nous voyons souvent ici ou dans les maisons de campagne, où nous nous donnons rendez-vous pour dîner, lorsqu'il ne monte pas la garde. La vie dans cette saison est extrêmement agitée ; on ne fait, au pied de la lettre, que courir d'une campagne à l'autre.

Le 3 de ce mois, nous avons eu la fête ordinaire de Peterhoff (Palais de l'Empereur, à trente verstes de la ville) : dîner, promenade au travers des jardins dans les voitures de la Cour, illumination magnifique, souper, feu d'artifice, enfin tout. Mais pour manger, ma chère enfant, il faut avoir appétit : dès que j'entends un violon, je suis pris d'un serrement de cœur qui me pousse dans ma voiture, et il faut que je m'en aille ; c'est ce que je fis d'abord après dîner. Cependant, comme je m'étais arrêté dans le voisinage, nous nous rapprochâmes le soir avec quelques dames pour voir le *bouquet*. C'est un faisceau de trente mille fusées partant sans interruption, éclatant toutes à la même hauteur, avec des feux de différentes couleurs et un *crescendo* tout à fait merveilleux. Malheureusement j'avais beau regarder de tout côté, je ne vous voyais pas là : c'est le poison de tous les plaisirs !

Voilà, ma chère Constance, la petite *cicalata* que je te devais depuis longtemps. Embrasse ma bonne Adèle pour mon compte, et fais mes compliments à ceux qui ont la gigantesque bonté de se rappeler de moi. Adieu, petite enfant. Dans un an, plus ou moins, si nous sommes

encore séparés, je veux que tu m'envoies un second portrait de toi, et tu écriras derrière :

*Ich bin ein Savoyisch Mædchen !*
*Mein Aug'ist blau und sanft mein Blick.*
*Ich' habe ein Herz*
*Das edle ist und Stolz und gut.*

Mais il faut que la mère signe. Je suis persuadé qu'elle lit Klopstock tout le jour ; ainsi ces vers lui sont connus. Il ne manquera que son approbation, qui ne manquera pas. Adieu.

## 289

### *A M. le Chevalier de Rossi.*

Août 1809.

Monsieur le Chevalier,

Depuis la suspension des communications entre la Russie et l'Autriche, je n'ai plus le moyen d'arriver à vous par le continent. Je profite donc avec beaucoup de joie d'une occasion sûre pour l'Angleterre qui me donne l'assurance de faire parvenir ce paquet entre les mains de S. E. M. le Comte de Front.

Mes derniers numéros : 64 (12 mai), 65 (25 mai), et 66 du 28, ont été adressés directement à S. M. et remis à M. le Prince de Schwarzenberg, parti le 18 (30) du

même mois. J'avais pris ce parti sur les nouvelles répétées qui me faisaient craindre l'arrivée de S. M. sur le continent. J'espère que, d'une manière ou d'une autre, ces lettres seront parvenues, et que S. M. ne se sera point exposée avant de connaître la tournure que prendraient les choses.

Vous savez que rien n'est contagieux comme l'enthousiasme. Je me prêtais volontiers à celui de l'Autriche qui ne pouvait être plus noble, et plusieurs raisons pouvaient le faire envisager comme fondé. Il nous arriva depuis de bonnes fausses nouvelles revêtues de tant de signes de vérité qu'on ne pouvait, pour ainsi dire, s'y refuser sans avoir l'air d'un oiseau de mauvais augure. Une victoire décisive de l'Archiduc Charles nous fut racontée comme Evangile. Mais, hélas ! tout a fini suivant les principes de mon antique incrédulité. Combien on s'était fait illusion, Monsieur le Chevalier, et combien cette lutte était inégale. D'un côté, vue d'aigle, immense célérité et cependant célérité réfléchie, unité d'action, volonté de fer, autorité du nom et des victoires passées. De l'autre, division des forces, immobilité, expectative éternelle, etc. A-t-on jamais vu, dans l'histoire militaire, qu'un général à la tête d'une puissante armée permette à son ennemi, tout au plus égal en nombre, de passer tranquillement un grand fleuve sous ses yeux sans lui tirer un coup de fusil, et qu'il s'amuse pendant ce temps à se retrancher jusqu'aux dents pour se laisser tourner le lendemain ? Enfin, Monsieur le Chevalier, tirons le rideau sur les fautes et admirons les bonnes intentions. L'Autriche a combattu et succombé noblement.

Elle combattait pour nous et pour le monde. *Hic jacet !* C'est le dernier et le plus fatal des événements de cette épouvantable époque, et quoique je fasse bien volontiers, dans ma petite sphère, le sacrifice de mon existence particulière à l'infaillible et sublime résultat de tant de malheurs, ce résultat étant plus ou moins éloigné, je ne prends pas moins tout l'intérêt imaginable aux souffrances actuelles de l'humanité, et surtout à ce que ces événements ont de malheureux pour S. M. Si quelque chose peut la consoler (quoique assurément d'une manière bien triste) c'est l'assurance que la victoire même n'aurait pu changer notre sort. Si Napoléon avait eu le dessous, ce qu'il aurait fait saute aux yeux. Il aurait fait sur le champ à l'Autriche des offres éblouissantes précédées d'un beau préambule philosophique sur l'effusion du sang humain ; alors, l'honneur étant à couvert et le grand guerrier ayant formellement reculé devant l'Autriche, qui pouvait croire, hors de l'âge de l'enfance, qu'elle eût refusé, et qu'elle eût continué à se battre pour d'autres ?

Au moment où je vous écris, nous ignorons encore les conditions de la paix, mais celles de l'armistice ne sont que trop décisives. Rien ne saurait plus empêcher Bonaparte de s'en aller à Constantinople, et lorsqu'il y sera établi, ce ne sera que pour rêver à ce qu'il fera contre l'Inde. Ou je me trompe fort, ou la chose qui lui tient le plus au cœur est celle dont il parle le moins : c'est l'Egypte. Jamais il ne rétrograde. L'Angleterre lui arracha cette proie. Il ne dit rien parce que ses machines ne sont pas prêtes, mais je crois que l'Egypte est

son idée favorite. A présent on ne manquera pas de crier beaucoup contre l'Empereur de Russie ; cependant l'Autriche n'a pas droit de le regarder comme ennemi ; car malgré les traités ils ne lui a fait nul mal d'ennemi. S'il ne l'a pas servie comme alliée, c'est une autre question. Il en appelle à la postérité qui le jugera. Cette raison n'est pas toujours bonne, mais elle n'est pas non plus toujours mauvaise. Souvent les Princes ont des raisons qu'ils ne peuvent dire, et si l'Empereur disait seulement à ses critiques : *Je n'ai autour de moi aucun talent capable de se mesurer avec Napoléon, mais je le sais au moins, et c'est beaucoup*, je ne sais pas trop ce qu'on lui répondrait. C'est en effet une des raisons qui déterminent sa conduite. Je ne prétends pas tout excuser, comme vous sentez, mais je blâme aussi le blâme effréné des Souverains, qui sont fort à plaindre. Que faire contre l'ouragan qui entraîne tout ? On peut démontrer (mais non pas dans une lettre) que tous les hommes, chacun à sa manière, ont voulu la Révolution. A présent le mal est fait : il faut courber la tête et se tirer comme on peut de dessous les débris. S. M. se trouvant dans une île, est au moins à l'abri de certains coups qui pourraient menacer d'autres princes. Les jeunes gens peuvent s'adapter à ces tristes temps, mais pour nous, qui en avons vu de meilleurs, il n'y a plus de bonheur. Les spéculations sur l'avenir sont inutiles, douloureuses, et même dangereuses. Ce qui est bon et juste aujourd'hui nous suffit ; il n'y a plus de *demain*, à cause de la bizarrerie des événements qui déroutent constamment toute la prévoyance humaine

et qui deviendront tous les jours plus extraordinaires.

Je ne puis guère douter que S. M. n'ait été le sujet de quelque accord particulier entre *les deux amis d'Erfurt*. L'Empereur ne voulant pas mettre fin à cette Légation aura dit quelques mots auxquels l'autre aura répondu : *Fort bien*, etc.; au fond S. M. I. doit beaucoup à la justice de la cause de S. M., à d'anciennes liaisons, et aux promesses paternelles. Souvent aussi j'ai eu lieu de me convaincre que l'Empereur n'a point envie de me chagriner. De tout cela résulte ma situation dans ce pays, qui est un véritable spectacle. Les Français ne m'inquiètent point, et moi je ne les vois point du tout. Notre cher Duc me disait souvent : *Mon cher ami*, *nous serons tous suspendus*. Cela peut être ; cependant je suis encore sur mes pieds.

Dans ce moment, M. le Comte Nicolas de Roumantzof est à Friderichsham où il s'est abouché avec M. le Comte de Steddingk plénipotentiaire de Suède. La Russie (c'est-à-dire la France) est invariable sur les trois conditions préliminaires : 1° Cession formelle de la Finlande ; 2° Reconnaissance de tout ce qui s'est fait dans le monde ; 3° Clôture des ports (au moins de ceux de la Baltique). La deuxième condition n'en est pas une dans ce moment, mais la première et la troisième sont bien dures. L'on assure cependant que ces pauvres Suédois sont résignés à tout. Le malheureux Gustave n'avait pas compris que les Anglais le désapprouvaient au fond, comme ils l'ont avoué depuis, et qu'ils ne pouvaient lui donner qu'une demi-assistance ; il lui en a coûté cher. Maintenant, que peut faire ce peuple

compromis avec un autre qui lui est si supérieur ? Il faut bien qu'il plie. Si les Suédois étaient un peu soutenus dans ce moment, ils prendraient le Comte Schouwalof en Bothnie, comme on prend un oiseau sous le filet. Mais ils sont seuls, et, si je ne me trompe infiniment, ils ne sont pas à la fin de leurs malheurs.

Après les grandes calamités, on est fort sujet à dire *si*, quoique fort inutilement. A présent l'on dit : si les Anglais n'étaient pas arrivés à Cux-Haven, avec leurs pompes, le lendemain de l'incendie, si leurs forces avaient pu se combiner avec Schill, avec le Prince de Brunswick, avec tous les mécontents, etc., etc. Sans examiner la justice et la justesse de tous ces *Si*, ce qui serait long et inutile, j'aurai seulement l'honneur de vous faire observer qu'on ne doit jamais demander à un Gouvernement ce qui est contre sa nature et son caractère. Celui d'Angleterre a des qualités que ne peut posséder une monarchie simple, et celle-ci en a (nommément la célérité) qui ne peuvent appartenir à l'autre. Tant pis pour ceux qui se fient à l'Angleterre, pour une expédition de terre, comme à toute autre puissance.

Je vois des choses dans cette Angleterre qui m'inquiètent bien plus que ses lenteurs : c'est l'incroyable licence qu'on s'y permet contre la famille royale. J'ai eu l'honneur de vous en faire remarquer dans le temps des exemples extraordinaires ; mais la bruyante affaire de M^me Clarke avec S. A. R. Mgr le Duc d'York en a fourni de nouveaux et d'un genre véritablement inouï. Dans une lettre signée *Valerius*, et imprimée dans un journal intitulé l'*Inquisiteur*, et adressée sans façon au

Prince même, j'ai lu en substance ce que vous allez lire vous-même :

« L'humble Ministre des Schérifs (le Bourreau), lorsqu'il attache un criminel au pilori, use envers lui de quelque compassion, il lui permet de s'affubler d'une grosse perruque, de couvrir ses yeux d'un vaste chapeau, etc. Mais à votre égard, Monseigneur, les exécuteurs de la haute justice nationale n'ont pas eu la moindre indulgence ; ils ont exposé V. A. R. telle qu'elle est, etc., etc. »

Est-il possible, Monsieur le Chevalier ! Je connais les fautes qui ont été commises et je sais ce qu'on doit accorder à l'esprit du Gouvernement ; mais il y a des bornes à tout et une pareille licence les passe toutes. De pareils symptômes annoncent la mort, et on aura beau parler de l'excellence du Gouvernement, de l'esprit public, de l'attachement au Roi, etc. Tout cela ne signifie rien. Il n'y a rien de si tranquille qu'un magasin à poudre une minute avant qu'il saute.

Je vous répète ce qu'on m'a répété : que l'Angleterre ne payait plus de subside à S. M. J'en suis extrêmement fâché. Ici au moins, si l'on a eu d'autres torts, on n'a pas eu celui-là. On conserve le subside, comme on le conserve à S. M. Louis XVIII. C'est dommage que la chute des billets l'ait si fort diminué. Depuis longtemps le rouble se soutient à 30 ou 32 sous de France. C'est, comme vous voyez, Monsieur le Chevalier, la moitié de sa valeur lorsque j'arrivai ici. Irons-nous jusqu'à la banqueroute ? C'est une grande question, parce que la guerre en est une autre. On m'a donné pour très cer-

tain qu'on a supprimé à la poste un numéro du *Moniteur* portant en propres termes; *S. M. l'Empereur et Roi, se voyant si faiblement secondé par S. M. l'Empereur de Russie, a jugé à propos de se déclarer Roi de Pologne, et de déclarer vice-Roi le Prince Poniatowski, malgré toutes les grimaces diplomatiques qui étaient de règle.*

Déjà nous savons que les Aigles Françaises sont plantées en Galicie, et que les Polonais sont extrêmement exaltés. Jugez du parti que Napoléon tirera de cette nation vaine, remuante et immorale! Il est vrai que dans ce cas, l'équité exige qu'on excuse cette nation. Je ne sais même si son ressentiment a besoin d'excuse.

Si la France nous fait la guerre, je n'ose pas contempler les suites. Toute cette puissance que vous voyez n'est qu'apparente. Le peuple ouvrira les bras à ce qu'il appellera *son libérateur*, et l'état tombera sans résistance. Ce qui me rassure, c'est mon grand oracle dans les mauvaises choses, et qui ne m'a jamais trompé; il m'assure que Bonaparte *ne veut point de ce pays.* Vous n'avez pas oublié qu'une fois je crus que nous touchions à un très grand malheur. Les motifs les plus plausibles motivaient ma crainte, et je vous en fis part. Je voulus lui en parler, il se mit à rire et il eut raison......

Enfin, après une longue résistance de la part de S. M. I., l'Amiral Tchitchagof se retire. Il n'a pas cependant reçu sa démission, mais seulement un congé pour cause de santé. Il en profite pour s'en aller droit à

Paris avec sa femme et ses enfants. Il part dans le mois prochain, et pour se préparer à ce voyage, il a vendu tout ce qu'il possédait, terres, maisons, meubles, et jusqu'à ses livres; on m'assure qu'il a mis 500,000 roubles à la Banque. La chose en elle-même est très louable ; mais il a de plus des raisons, que personne ne comprend, pour prouver qu'il n'y a nul danger dans la chute des billets. Quoique l'idée paraisse extravagante, je ne puis m'empêcher de me laisser un peu rassurer par son assurance. Des raisons politiques m'ont engagé d'aller passer deux jours chez lui, peu avant la fête annuelle de Péterhof qui a lieu le 22 juillet (3 août) : l'existence de quelques sujets du Roi dépend de lui, et je voudrais ne pas me fermer la porte de ce Département. L'Amiral occupe le palais que Catherine III avait fait bâtir dans le jardin Anglais de Péterhof et qu'elle n'a jamais habité. L'Empereur le lui prête pendant l'été. Je n'avais pas d'autre occasion de lui parler à mon aise. J'ai trouvé qu'il avait pensé à tout, même à m'introduire auprès de son successeur. Durant une de nos longues conversations je lui dis : « M. l'Amiral, dites-moi, que pensez-vous de la mort « de Monsieur votre père, qui vient de s'éteindre dans « une extrême vieillesse, après de longs et honorables « services, chargé de toutes les distinctions imaginables? Nous sommes tous nés sous différents Gou« vernements pour les servir comme nous pouvons, et « tels qu'ils sont. Si nous quittons tous notre patrie « pour aller chercher ailleurs des Gouvernements qui « soient plus de notre goût, cela fera une terrible pro-

« menade dans le monde. » Il me laissa parler, car je suis en posssssion de lui dire tout ce qui me passe dans la tête, mais il me répondit laconiquement : « Chacun a ses idées. » A cela il n'y a rien à répliquer.

Dernièrement il fut question dans le Conseil des Ministres, qui est ici le Divan, de demander à l'Empereur deux audiences de plus par semaine, pour le mettre plus au fait de certaines choses. L'avis passait ; l'Amiral s'opposa et prit la plume. Il motiva son opposition dans le registre des délibérations, où il détailla tout ce que les Ministres avaient à faire, jour par jour. Il finissait par dire « que si l'on voulait ajouter à ce travail « deux audiences de plus par semaine, il fallait préala- « blement faire à S. M. la même demande qui fut « faite un jour à l'Empereur de la Chine par un « sage Mandarin : qu'il plût à S. M. d'allonger le « jour ». Et il signa. — Le secrétaire faisant le rapport de la séance à l'Empereur, balbutiait. — « Donnez ! donnez ! dit S. M. I., et Elle prit le registre où Elle lut ce bel avis. Elle en fut fort contente, et les choses sont restées sur l'ancien pied.

Enfin le voilà bientôt lancé à Paris avec sa chère Anglaise. Ce personnage, par son esprit et son caractère, peut avoir beaucoup d'influence sur beaucoup d'affaires ; je suis infiniment curieux de voir comment il sera reçu et apprécié; je suis bien sûr au moins qu'il ne nous fera point de mal.

Mon espoir du moment est que Napoléon se servira des Russes pour exécuter ses desseins en Turquie et en Grèce, au lieu de tomber sur eux. Il y aura toujours du

mal, mais enfin on respirera ici, et c'est beaucoup que de gagner du temps. Il est à désirer d'ailleurs qu'il use, ou qu'il emploie au moins, ses forces sur un Gouvernement qui en vérité méritera, s'il succombe, bien peu de regrets.

C'est la noble et valeureuse Espagne qui en doit beaucoup exciter ; car comment imaginer qu'elle puisse se soutenir après les événements qui ont accablé l'Allemagne? Une chose vraiment étonnante, c'est que d'aussi grands malheurs n'ont point rassemblé les hommes ni corrigé aucun préjugé national. Dans cette dernière lutte d'Allemagne, la haine des petites puissances contre l'Autriche a toujours été la même. Le hasard m'a fait lire une lettre écrite par un Allemand très distingué à son frère qui est ici. Il lui parlait à cœur ouvert et ne croyait point être lu. Il lui disait en propres termes : *L'Allemagne s'est vue sur le point d'être mise sous le joug*; et cela signifiait que, sans la bataille de Ratisbonne, c'en était fait de la liberté d'Allemagne. J'espère que vous aurez peu vu de preuve aussi frappante de l'*incurabilité* des préjugés. Comment l'Autriche pouvait-elle avoir des ennemis dans cette conjoncture? Et quel préjugé, quelle haine particulière n'aurait pas dû céder à l'intérêt commun? Cependant aucun ennemi ne s'est détaché et tous votaient pour la France.

Un grand malheur, au milieu du renversement général, c'est que l'admiration étant la plus grande des séductions pour l'homme, tous ceux qui n'auront pas des principes immuables de morale se mettront à la suite du char triomphal; car la foule se détermine toujours

d'après les succès, tandis que précisément ce qu'il y a d'extraordinaire dans ces succès devrait confirmer tout le monde dans les bons principes.

MM. les officiers Piémontais ont lieu de se féliciter extrêmement de n'avoir pas fait l'imprudence de demander leur démission. Leur situation est cependant fort désagréable, car ils ne sont point promus. Dernièrement M. le Général Suchtelen les donna en liste pour une promotion. La réponse fut *que S. M. I. jugeait à propos de suspendre pour le moment leur promotion.* Vous voyez le grand principe : *Les Piémontais sont sujets de Napoléon.* En conséquence on n'ose pas avoir l'air d'y faire attention. Je ne doute pas qu'une fois S. M. I. ne prenne leur situation en considération : en attendant, elle est fort désagréable, car les années s'écoulent et d'autres officiers passent avant eux. Ils regretteront toute leur vie d'être venus ici, et en effet je ne connais pas d'hommes plus déplacés. N'ayant pu avoir le bonheur de les empêcher d'arriver, j'ai combattu du moins de toutes mes forces, et avec quelque succès jusqu'à présent, pour rendre leur situation moins pénible. Dans ce moment, mon existence à moi-même étant un miracle, et ayant contre moi l'influence du sauvage Aracktcheief qui ne peut pas souffrir les étrangers, mon action se trouve fort restreinte par la prudence qui doit présider à toutes mes démarches. Si je pouvais au moins recevoir ces Messieurs chez moi, les distraire, les amuser, etc. : mais vous savez ce qu'il en est.

Quoique l'Amiral Tchitchagof ne parte que par congé,

ce n'est qu'une forme, comme vous sentez, et au bout d'un certain temps le congé se convertira en démission. Il a fort bien dirigé le choix de S. M. I. sur son remplaçant, qui peut-être deviendra son successeur. Il l'a fait tomber sur le Marquis de Traversay, ancien officier de la marine Française, qui passa au service de la Russie. Il commande aujourd'hui dans la mer Noire. C'est un très honnête homme, habile dans son métier, de mœurs simples. Qui sait s'il voudra de cette dignité? Je n'en voudrais pas répondre. Pour mon compte, je le désire infiniment; car la langue Française, que je parle couramment, me donnerait beaucoup d'accès auprès de ce nouveau Ministre.

Je ne vous ai point parlé du Pape, parce que vous êtes plus près de lui que moi: aujourd'hui cependant je laisse tomber de ma plume les réflexions suivantes.

Le 29 mai 1805, dans la célèbre question de l'émancipation des catholiques, qui fit tant de bruit en Angleterre, le Lord Limerick dit *que le Pape n'était qu'une misérable Marionnette* (*a miserable Pupet*) *dans la main de Bonaparte*, *et que la première fois que l'usurpateur lui demanderait une bulle pour soulever l'Irlande*, *il ne la ferait pas attendre une minute.* Lord Carleson dit à peu près la même chose.

Or maintenant, je voudrais demander à ces Messieurs, non pas ce qu'ils pensent aujourd'hui du Pape, mais ce qu'ils pensent d'eux-mêmes.

Je veux encore vous prier de faire attention, et grande attention, à la lettre circulaire de Bonaparte aux Evêques de France, datée du camp de Znaïm, le 13 juillet dernier,

à propos de la bataille de Wagram ; c'est une œuvre purement janséniste. Il n'y a pas le moindre doute sur ce point, pour ceux du moins qui connaissent Paris, la France, les systèmes, les livres, les hommes, etc. Je crois connaître tous les *serpents d'Europe*, mais je n'en connais point de plus subtil. Les bons Princes auraient résisté aux maximes modernes par vertu, et les mauvais par politique. Le Jansénisme les a trompés également, et, en leur disant quelques mots à l'oreille, il les a fait marcher de concert vers son but. C'est un beau tour de force que celui de s'emparer de l'esprit du Tyran le plus terrible et de le tourner contre le Pape, contre son intérêt évident et contre ses premiers mouvements qui étaient tout contraires. Les Français, qui aiment à rire de tout, parlaient des Jansénistes et des Molinistes comme des Gluckistes et des Piccinistes, mais c'est un peu plus sérieux, et Fénelon, en mourant, a donné une leçon qui pourra être utile au XIX^e^ siècle puisque le XVIII^e^ siècle n'en a point voulu. — Nous avons su par la France (ce qui est fort remarquable) l'excommunication de Napoléon ; mais nous n'avons pu avoir le décret, tant on fait bonne garde. Cette excommunication est encore un monument fort extraordinaire, et qui fera bien parler les hommes dans tous les sens. Il aura de grandes suites, mais suivant les apparences bien différentes de celles qu'on attend. Il ne peut y avoir qu'une voix sur les atrocités exercées sur le Pape. Quand je songe à tout ce qui doit encore arriver en Europe et dans le monde, il me semble que la révolution commence. Il y a dans les excès de cet homme quelque chose qui console, car quel homme

pourrait ignorer l'histoire, la politique et la véritable philosophie, au point de croire, de soupçonner même, que cette fausse souveraineté puisse durer ? Il est vrai que quand elle devrait finir demain, elle aurait encore trop duré ; il est vrai encore que pendant qu'elle dure, il est bien douloureux d'avoir à traiter avec elle comme si elle était légitime autant que forte ; mais c'est toujours une consolation de savoir que ce n'est qu'un météore terrible, et sur ce point je n'ai pas plus de doutes que sur les mathématiques.

Plusieurs personnes, comme vous l'imaginez, disent que le Pape, en sacrant Napoléon, a mérité le traitement qu'il éprouve. D'un autre côté les janissaires du Saint-Père qui sont ici, avancent plusieurs raisons pour établir qu'il n'eut point de torts à cette époque et qu'il ne se détermina que sur d'excellents motifs. Pour moi, j'y consens. Il me choqua étrangement par ce sacre, mais quand il aurait eu quelque tort de s'y prêter, sa conduite dans ces derniers temps a été si pure et si intrépide que personne n'aurait droit de rappeler l'époque du sacre.

Dans ce moment on nous donne comme officielles les nouvelles suivantes : que S. M. l'Empereur d'Autriche a écarté du commandement l'Archiduc Charles, son frère, et qu'il s'est mis lui-même à la tête de ses armées ; que sans les manœuvres de MM. les Généraux Saint-Julien, Nugent et Grünn qui avaient rendu l'armistice indispensable, S. M. I. aurait refusé de l'approuver ; que l'Archiduc Jean, d'accord avec l'Archiduc Palatin, avait déclaré à Pera que tous les Archiducs devaient donner leur démission ; qu'enfin S. M. I. avait chargé ses Mi-

nistres, dans toutes les Cours, de déclarer qu'Elle ne signerait jamais une paix qui n'aurait pas pour base l'indépendance absolue de ses états. Voilà de grandes nouvelles. Je souhaite que cette noble résolution soit suivie du succès qu'elle mérite et qu'à côté du *Hic jacet*, on puisse écrire : *Resurrexit*. L'Europe entière, de quelque système qu'elle soit, devrait prendre le deuil pour la chute de cette grande Maison, mais quand elle se tirerait encore de ce terrible pas, où en serions-nous en particulier, nous, premières victimes de cette abominable révolution ? Toujours au même point. Ce n'est pas une paix qu'il nous faut, c'est une *victoire* de destruction qui permette de dicter des lois : ce qui ne se voit pas trop dans le cercle des possibles. Il faut donc toujours faire d'autres hypothèses de salut. Au milieu du renversement universel, on peut toujours jeter les yeux sur de meilleurs moments. Mais je m'arrête, de peur que vous ne m'accusiez de tomber dans la dissertation, à quoi je suis vraiment un peu trop enclin.

Lorsque M. le Comte Nicolas de Roumantzoff est arrivé à son rendez-vous, M. le Baron de Steddingk n'y était point encore arrivé et même il n'a dû y arriver que cinq ou six jours plus tard. Il est venu par mer à bord d'une frégate. Un des articles que portait le Comte Nicolas était l'établissement de la couronne sur la tête du fils du dernier Roi. *Tarde nimis pietas !* Il fallait laisser le père à sa place. Avant le départ du Plénipotentiaire, les Suédois avaient nommé le successeur de ce Roi interimal dans la personne du Prince Charles de *Sleswig-Holstein Sonderbourg-Augustenbourg*, Prince inconnu à moi et aux

personnes à qui j'en ai parlé. Ainsi, dans cette affaire, la Russie n'aura ni honneur ni profit, puisqu'elle a ôté la couronne au propriétaire, et l'a refusée pour elle, sans pouvoir la donner à qui elle voulait.

Cette obstination d'un peuple entier à détrôner la race est une affreuse circonstance. J'ai tout dit sur ce triste sujet dans mes dépêches à S. M. Ainsi je m'en éloigne volontiers.

Hier, je me suis trouvé à la campagne avec un Espagnol, le Général Pardo, lequel m'a assuré très sérieusement que jamais Napoléon ne viendrait à bout de l'Espagne, quand même il demeurerait complètement vainqueur en Allemagne. Rien n'assure comme l'assurance ; l'homme est fait ainsi. J'ai pris un plaisir singulier à entendre parler cet homme. On nous affirme que les immenses préparatifs que font les Anglais sont destinés entièrement à l'Espagne. Il n'y a pas d'expressions capables de louer assez la manière dont ils ont servi cette cause, et surtout l'art avec lequel ils ont su obliger l'orgueil national à ménager celui des Espagnols, pour le bien commun. Le résultat n'a pas été tel qu'on l'aurait désiré, mais ce qui est bien est bien, indépendamment des événements. L'effort dépend de l'homme, le succès n'en dépend pas.

*P. S.* — Pendant que j'écrivais ces feuilles, j'ai eu connaissance d'une lettre écrite de Londres par un homme de mérite qui dit en propres termes : « Les cheveux me dressent quand je vois la manière dont la Famille Royale est traitée dans ce moment. » Je n'ai donc pas tout à fait rêvé, dans mes réflexions sur ce sujet.

# 290

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, 17 (29) septembre 1809.

Monsieur le Chevalier,

La guerre continue en Suède ainsi que les négociations, et en vérité c'est le Baron de Steddingk qui a tout l'honneur ; car, pendant les négociations, il y a eu plusieurs faits d'armes très peu favorables aux Russes ; personne ne comprend rien à cette obstination. On crie beaucoup contre le Comte de Roumantzof, et la guerre dure toujours. Hier, même, j'ai entendu assurer que les négociations étaient rompues ; mais tout le monde étant à la campagne, j'ai moins de moyens de savoir à point nommé ce qui se passe, que dans toute autre saison.

Nous venons de perdre deux Maréchaux d'une manière fort différente. Le Maréchal Kamenski a été tué dans ses terres par un de ses paysans qui lui a fendu la tête d'un coup de hache dans une forêt. On a dit d'abord qu'il s'était attiré ce malheur par son incroyable dureté, le lendemain on a dit tout le contraire, et le surlendemain on n'en a plus parlé, et jamais on ne saura la vérité ; c'est le cachet invariable du pays.

L'autre, Feld-maréchal (le Prince Prozorowski), est

mort sinon au lit d'honneur, au moins dans un lit honorable, sur la rive droite du Danube, où il s'est fait porter pour avoir le plaisir de mourir sur les terres turques (non loin d'Isatchi). Il est mort de vieillesse et d'inanition, après avoir écrit à l'Empereur et à sa famille et disposé ses affaires avec beaucoup de sang-froid et de sagesse. C'était ce qu'on appelle un digne homme, bon Russe, bon sujet de l'Empereur, du reste homme médiocre et nullement fait pour ces horribles temps. C'est le Prince Bagration qui lui succède. Ses talents comme Général en chef sont un problème ; dans ce genre, il n'a point encore fait ses preuves ; mais c'est un de ces hommes qui avancent. Il est dans la vigueur de l'âge, et l'armée l'aime beaucoup : peut-être qu'il réussira. Nous verrons s'il contredira la tradition assez extraordinaire, invariable en Asie depuis mille ans, *que le Croissant doit être brisé par les Français.*

L'émission prodigieuse d'or, nécessitée par les guerres étrangères, et l'interruption du commerce occasionnée par celle d'Angleterre, augmentent chaque jour le mal intérieur, je dirai presque la phtisie politique qui nous ronge. Il n'y a plus de bornes à la fabrication du papier et par conséquent à sa dégradation. Le rouble est tombé à 28 ou 29 sous tournois (partez de la valeur primitive de 72) ; celui qui a dix roubles, celui qui en a 10 mille, celui qui en a 100 mille regardent dans leurs tiroirs avec inquiétude et ne savent pas s'ils ne seront point tous égaux dans trois ou quatre mois. Le papier monnaie est un ulcère : quand il n'y a plus que lui, il n'y a plus rien. La Pologne me paraît aussi avoir une apparence bien

effrayante. Le Prince Galitzin a planté lui-même les Aigles Françaises: c'est une triste fonction. Ses troupes sont disséminées dans la Gallicie, et la désertion est forte. Vous sentez d'ailleurs que l'exemple ne saurait être plus mauvais pour les Russes ; un certain régiment étant sur le point d'entrer à Lemberg, toute la musique déserta, et, lorsque le corps entra, il défila devant tous ces musiciens en habit polonais qui se moquaient des Russes ; il serait difficile d'imaginer quelque chose de plus détestable. Pendant longtemps j'ai cru que le peuple, les marchands surtout étaient contraires aux Français ; j'ai même recueilli en ce genre des traits assez frappants. Mais je commence à croire que je pourrais bien avoir été trompé, et qu'il y a beaucoup d'hypocrisie dans certaines démonstrations favorables qu'on m'avait fait observer. L'esprit général du siècle tourne entièrement à l'indépendance ; la fréquentation des étrangers, la lecture des livres pernicieux, et l'imprudence du Gouvernement, qui a favorisé de toutes ses forces une instruction dangereuse, auront probablement leur effet naturel. Ce qu'il y a de sûr, c'est que de riches marchands serfs (car c'est là où est le danger), ont tenu d'étranges propos à mes domestiques. Le propriétaire de ma maison, qui est de cette classe, exprimait l'autre jour à mon valet de chambre l'admiration que lui causait la lecture de l'Histoire romaine qu'il lit malheureusement en Russe. *Prékrass ! Prékrass !* lui disait-il avec le ton d'une profonde admiration. (C'est bien beau ! C'est bien beau ! ). Il se croyait déjà un Consul plébéien, sans songer le moins du monde aux esclaves que les Romains

avaient en grand nombre et qui n'étaient que des bêtes de somme.

L'Empereur a dans le fond du cœur un sentiment inextinguible de mépris pour la constitution de son Empire, et ce sentiment favorise puissamment l'esprit d'innovation : je lui suppose quelques intentions d'établir un bras intermédiaire, *un tiers-état*. Je crois aussi qu'il n'est pas du tout ami de la grande théorie des grades, et qu'il aurait envie d'innover dans ce genre. Cela fait trembler, d'autant plus qu'il n'y a ici aucun principe moral qui puisse servir de supplément et de correctif aux lois. L'Empereur est extrêmement humain et bon : il n'aime choquer ni attrister personne, il est capable de pardonner des injures personnelles dont il a la preuve en main ; il n'aime pas le faste, peut-être même ne l'aime-t-il pas assez ; il est cependant ami des dépenses utiles, bienfaisant, magnifique même dans l'occasion, singulièrement ami de la probité qui marche sur la ligne droite sans intriguer, et plein de grandes maximes de justice universelle ; mais lorsqu'on en vient à l'application de ses maximes, et qu'il s'agit d'opérer, il n'est pas heureux. Il y a une malédiction générale sur toutes les affaires, au point que je ne saurais pas vous dire ce qui va bien. On l'accuse d'être défiant, et en effet il l'est à l'excès, mais ceux qui font cette accusation devraient penser que le Prince qui est méfiant au milieu d'hommes qui méritent sa confiance, a certainement grand tort ; mais que, dans le cas contraire, il a bien raison : or les gens qui se plaignent devraient mettre la main sur la conscience et se demander s'ils méritent

la confiance de l'Empereur. Voici une anecdote peu connue et qui mérite certainement toute l'attention de Sa Majesté.

Un gentilhomme du Gouvernement de Karkof, simple particulier, s'est mis à écrire à S. M. I. des lettres où il la prêche sans façon sur les abus de l'administration, l'avertissant que tout peut encore se réparer, mais que si S. M. s'endort, elle peut s'attendre à tout, même à des calamités personnelles qu'il n'a nullement déguisées. On a reçu quelques-unes de ses lettres, après quoi il fut averti de ne plus écrire; mais le *Nathan* de province est venu dans la capitale, d'où il a adressé au Souverain une lettre encore plus longue et plus détaillée que les précédentes: il l'avertit entre autres, *de ne pas insister sur les objets de religion et de morale. Frédéric II, Joseph II, et Catherine II ont perdu le monde.* Rien n'est plus vrai : mais vous m'avouerez, Monsieur le Chevalier, *que dans le pays du despotisme*, c'est une assez singulière pièce qu'une lettre de cette espèce. Vous me demanderez sans doute ce qu'il en est arrivé. — Il en est arrivé qu'on met au net des extraits de cette immense lettre pour les mettre sous les yeux de l'Empereur, et qu'en attendant l'autre est ici fort tranquille.

Il n'y a pas de pays où l'on rencontre plus de disparates. Celui qui dirait que l'on y trouve l'extrême servitude aurait raison, et celui qui dirait que l'on y trouve l'extrême liberté aurait raison aussi.

J'ai souvent dit (et je crois que c'est une vérité capitale), que ce ne sont point les coups de sabre une fois donnés qui chagrinent et impatientent les hommes, mais

bien les coups d'épingle répétés: or, ici, il n'y a point de coups d'épingle. Le Russe, qui déteste les minuties et les petites observances, même les règles un peu strictes, traite les autres comme il aime à être traité. Jamais, dans les actions communes de la vie, on ne trouve l'autorité sur son chemin. Faites ce que vous voudrez est la loi fondamentale, la loi universelle de la Russie; on pourrait dire même, sans exagération, qu'on y exagère la liberté. L'Amiral est parti le jeudi 14, il était gai à l'excès; en embrassant mon frère, il lui dit : *Portez cela à votre frère*. Sa femme pleurait. *Ne vous y trompez pas*, dit-il, *elle pleure de joie en quittant le pays de l'esclavage*. — Mon frère lui répondit : *Monsieur l'Amiral, vous pourrez vous trouver plus mal ailleurs*.

Vous savez qu'un étranger en arrivant dans un pays est un aveugle qu'on conduit par la main. J'ai été présenté là, d'abord par le Duc, et plus particulièrement ensuite par l'Ambassadeur de Rome. J'ai su tirer parti de cette connaissance pour les sujets du Roi, je lui ai dit constamment ses vérités, et jamais je ne me suis brouillé ni avec lui ni avec ses nombreux ennemis; c'est un tour de force de ma mission, mais franchement je suis bien aise qu'il finisse. Vous ai-je dit une saillie originale de cette étrange tête. — *Les deux personnes qui m'aiment le plus à Saint-Pétersbourg, ce sont les deux Maistre, cependant ils ne peuvent pas me souffrir*. C'est la vérité très bien exprimée. On lui prête des vues sinistres en rapport avec la France. Je ne croirai jamais cela avant la preuve. Ce que je ne puis lui pardonner, c'est d'avoir laissé croire l'Empereur à une affection qui

n'existe pas. C'est à mon avis une espèce de crime de lèse majesté, du moins lorsqu'on travaille à faire naître cette croyance, comme je suis en droit de le croire par quelque chose qui me revient dans ce moment. Je suis porté à croire que si la vue de la France ne le guérit pas, elle achèvera de le pervertir.

Dans la dernière *Gazette de la Cour*, il a paru un article si singulier que je dois vous le faire connaître. Il y est dit que des malveillants s'avisent de tenir les discours les plus répréhensibles, comme par exemple que le *Prince Bagration a été tué*, *qu'il est question d'un affranchissement général*, etc., etc., que le Gouvernement sait d'où viennent ces discours, et que s'ils continuent, leurs auteurs seront nommés et livrés au ridicule dans la *gazette* même. Il paraît que cette invention appartient à M. le Comte Araktcheief qui s'est mis sur le pied de répondre dans la *gazette* aux demandes qui lui déplaisent. Cette forme est toute neuve et cela s'appelle se distinguer.

La fête de saint Napoléon et celle de saint Alexandre ont amené de grandes fêtes chez l'Ambassadeur de France. L'Empereur a loué pour Caulaincourt deux ou trois maisons de campagne dans deux beaux quartiers, route de Péterhof et Kamini Ostrof, afin qu'il puisse varier son séjour et s'amuser où il veut. Dans la fête qu'il a donnée à Kamini Ostrof, pour la fête de l'Empereur Alexandre, il y a eu surtout un beau feu d'artifice, car dans ce moment il ne s'agit que de feux d'artifice. Le Comte Araktcheief qui jadis a été artificier de Paul I<sup>er</sup> à Gatschina, a conservé son goût pour la

pyrotechnie : il a établi une manufacture de feux d'artifice dans les ateliers de l'artillerie ; il a composé lui-même un livre in-folio, avec figures, où l'on peut lire, et voir la figure, l'effet et le prix de chaque pièce. On a donné privilège exclusif à ce nouvel établissement, qui ruine les pauvres Italiens qui vivaient de ce métier ; chacun voit ce qui lui convient et envoie acheter un feu d'artifice comme un pâté. On ne peut plus s'assembler à la campagne sans feux : c'est une mode, une manie comme tout le reste, et c'est une dépense de 4 ou 500 roubles à ajouter à celle de tous ces rassemblements. L'autre jour, on comptait 17 de ces feux dans les petites îles autour de la ville, et pour mon compte, j'en vis trois à la fois. Au milieu de tout ce fracas, qui comme vous vous imaginez bien ne m'amuse guère, je ne cesse de songer au bonheur de ce pays en dépit des abus et des erreurs dont on parle tant. Puisse au moins cet état durer longtemps, mais.....

Quoique Madame Narischkin n'ait point invité l'Ambassadeur de France à sa fête, il l'a cependant invitée à la sienne où il y avait, dit-on, cent personnes (c'est peu ici) ; elle était même destinée à y faire spectacle.

Le Grand-Duc Constantin dansait avec de longs éperons comme il convient à un tacticien. Or, il est arrivé que dans le moment d'une charge décisive, il a pris Marie Antonia de flanc, et a si fort engagé ses éperons dans la traine que malgré la plus belle défense, les deux combattants sont tombés ensemble sur le champ de bataille, de la manière la plus pittoresque. Cette évolu-

tion, qui a réuni l'approbation des militaires les plus instruits, a été aussi la seule chose qui ait plu dans cette fête, qui a été froide. L'opinion est invincible.

Puisque cette belle dame se trouve encore sous ma plume, je dois vous dire que vous seriez très fort dans l'erreur si vous l'envisagiez comme la plupart des femmes qui ont figuré dans ce haut rang. Elle n'est ni intrigante, ni malfaisante, ni vindicative : ce n'est point une Pompadour, ce n'est point une Montespan, c'est plutôt une La Vallière, hormis qu'elle n'est pas boiteuse, et que jamais elle ne se fera carmélite. Cette justice que je lui rends n'empêche pas que je ne la blâme, comme de raison, autant que je vénère son auguste, malheureuse, excellente rivale.

Le Prince Czartoryski est arrivé : il est descendu à la campagne chez le Comte de Strogonof, où il loge quoi qu'il ait une maison en ville. Cette campagne au reste est très près d'ici. Le Maitre l'a parfaitement reçu et lui a même accordé la distinction de dîner tête-à-tête avec lui le lendemain de son arrivée. Je me suis hâté de le voir, et il m'a reçu avec amitié. Je suis porté à croire que l'Empereur le regrette toujours ; il n'aurait même tenu qu'au Prince de rentrer au Ministère, mais il sent bien que ce n'est pas le moment ; plusieurs personnes croient qu'il doit se faire un changement dans le système politique.

Dimanche dernier, 5 septembre (n. s.), il y eut une fête superbe chez la favorite à la campagne : bal, feu d'artifice magnifique sur la rivière, et souper de 200 couverts. Nous ne fûmes pas peu surpris de n'y voir ni

l'Ambassadeur de France ni aucun Français. Tous les appartements étaient ouverts et illuminés. Dans le cabinet de la belle dame, décoré avec la plus somptueuse élégance, nous vîmes au-dessus du sopha, devinez quoi ? Le portrait du Prince de Schwartzenberg. Tout le monde se touchait du coude. — Allez voir ! Allez ! — Depuis plus d'une année, je n'allais plus dans cette maison et j'ai su qu'on m'en a loué comme d'un trait de politique, parce qu'on a cru que je m'étais retiré pour n'avoir pas l'air d'intriguer et de m'attacher à cette ancre pour me tenir ferme; certes on me faisait beaucoup d'honneur : je n'entends rien du tout à cette tactique. Je n'allais plus par indolence, et aussi parce que quelque chose m'avait déplu là ; mais cette fois j'ai été invité en personne par le maître de la maison. Je lui ai dit en riant : *Mais, Monsieur, il faudra que vous ayez la bonté de me présenter de nouveau à Madame, comme un homme qui arrive :* ce qui fournit la matière à un badinage aimable lorsque j'entrai. La belle Marie Antonia recevait son monde avec sa robe blanche et ses cheveux noirs, sans diamants, sans perles, sans fleurs ; elle sait fort bien qu'elle n'a pas besoin de tout cela. *Le negligenze sue sano artifici.* Le temps semble glisser sur cette femme comme l'eau sur la toile cirée ; chaque jour on la trouve plus belle. Je comprends que la sagesse pourrait éviter ce filet, mais je ne comprends guère comment elle pourrait en sortir; elle a d'ailleurs, à ce qui paraît, complètement deviné le secret de sa position : *Ne faites pas attention aux distractions ;* moyennant cela je la crois invincible, ou si vous aimez mieux, inébranlable.

On s'était imaginé certaines choses, mais tout s'en est allé en fumée.

Aucun Ministre de *famille* ou de la *confédération* n'avait été invité, j'en excepte le Comte de Schenk, Ministre de Wurtemberg ; mais celui-là est connu pour être un très mauvais *confrère* et pour avoir été plus d'une fois grondé comme tel par l'Ambassadeur de France. Il était même en quelque façon le héros de la fête, car c'était lui qui avait prié Madame Narischkin d'agréer un feu d'artifice sur la rivière : tout le reste avait été ajouté par le mari.

Au moment où j'écris, nous en sommes, quant aux nouvelles politiques, à la prise de l'île de Walcheren, c'est-à-dire à la reddition de Flessingue. Les Anglais pourront-ils maintenant remonter l'Escaut, ou marcher par terre sur Anvers, malgré les Français qui me paraissent avoir eu trop de temps pour accourir, c'est ce qui me paraît certain dans ce moment. Au reste, mettons les choses au pire : supposons que les Anglais ne puissent d'aucune manière arriver à Anvers ni brûler la flotte ; qui pourra les déloger de l'île de Welcheren, dès que les canaux qui la ceignent du côté de terre ne gèlent pas, comme je m'en suis assuré, et alors à quoi serviront aux Français, et le chemin d'Anvers, et la flotte qui n'y sera que pour y pourrir ? Ce sera donc toujours un grand coup bien imaginé et bien frappé. Il est vrai que cet événement n'aboutit, avec tant d'autres, qu'à partager le monde entre la France et l'Angleterre ; mais dans l'état des choses, c'est un grand bonheur pour une nation d'échapper de quelque manière que ce soit à la

tyrannie générale. Le temps amènera d'autres combinaisons.

Si les communications étaient ouvertes, c'est vous, Monsieur le Chevalier, qui nous donneriez des nouvelles d'Espagne, dont nous ne savons presque rien. Rien ne nous arrive que par la France, et depuis qu'on s'y est permis de falsifier le discours du Roi d'Angleterre au Parlement, que peut-on croire? J'ai quelque idée de vous avoir exprimé l'étonnement et le chagrin commun sur ce discours, mais la vérité a percé par une ouverture extrêmement étroite. Quelle effronterie de la part de ces gens de Paris!

Il vient de paraître un Ukase terrible contre les Polonais habitants de la Pologne Russe qui ont passé *de l'autre côté;* leurs biens sont confisqués, même à ce qu'on m'assure sans monition préalable. Voilà, comme j'avais l'honneur de vous le dire tout à l'heure, un petit disparate. Quant aux gens du peuple, ils seront, s'ils viennent à être pris, faits soldats ou envoyés en Sibérie. N'ayant pu encore lire la loi, je n'en dirai pas davantage. Vous voyez le contre-coup ; ce n'est pas le moment de faire du bruit, mais ce moment arrivera. Quant à moi, Monsieur le Chevalier, je me garde bien de faire des pronostics, mais je me tiens prêt à tout.

L'Amiral Tchitchagof est parti : son caractère est un problème, comme vous l'avez vu dans plusieurs de mes lettres, et son existence en est un autre. Il n'a point sa démission du tout : il part Ministre de la marine, et l'Empereur lui a conservé 10,000 roubles d'appointements ; c'est peu dans ce moment, cependant c'est

quelque chose ; et lorsque S. M. eut signé l'autre jour, l'acquisition d'une maison pour le Ministre de la marine, dont l'Amiral n'avait point voulu, parce qu'il la trouvait trop petite, Elle lui dit : *J'espère qu'à votre retour vous ne la trouverez pas trop petite.* Ne croyez pas que l'Empereur ignore le mépris colérique de l'Amiral pour sa patrie et pour ce qui s'y fait ; mais ce qui vous paraîtra fort étrange, et qui est cependant très vrai, il ne lui en veut point de mal, parce qu'il croit qu'il a raison, et de plus parce qu'il croit en être aimé ; cela, par exemple, c'est une autre question.

Vous savez que l'Amiral a toujours fort aimé et employé mon frère dans ce pays. Lorsqu'il fut fait lieutenant-colonel *extra ordinem*, suivant les usages de ce pays, j'eus l'honneur de vous en faire part. Jamais nous n'avions seulement songé, ni lui ni moi, à cette faveur entièrement inattendue ; mais son rang et ses emplois paraissent tenir au Ministre, de manière qu'il se croyait à peu près obligé de se retirer avec lui. Le Marquis de Traversay est arrivé, et dans la première audience qu'il a eue comme Ministre (ou suppléant), mon frère a été fait Colonel. Comme nous n'avons jamais parlé que pour les autres, et qu'il ne nous est jamais arrivé, je ne dis pas de faire une demande, mais de prononcer le mot de *grade* chez le Ministre, nous sommes l'un et l'autre parfaitement en règle, ce qui ne m'empêche pas de sentir vivement, et de partager le chagrin de ceux que mes instances actives, jusqu'à l'imprudence, n'ont pu rendre aussi heureux. Pendant que j'écrivais cette lettre, la paix a été signée à Frédéricksham, entre la Russie

et la Suède. La nouvelle en est arrivée le 19 et tout de suite on ordonna un *Te Deum*, et une grande parade pour le lendemain matin: il me serait difficile de vous peindre ce que j'ai éprouvé pendant cette cérémonie, où je n'ai pu ôter les yeux de dessus la pauvre Impératrice régnante.

Les conditions sont extrêmement dures pour la Suède. La Finlande est cédée entièrement jusqu'à Tornéo exclusivement. De plus, les îles d'Aland sont cédées avec liberté de les fortifier. Voilà encore une nation chassée du globe; mais il faudrait être bien aveugle pour ne pas sentir qu'un amas d'iniquités telles que nous les voyons malheureusement de nos jours, sont faites pour jeter de tous côtés des germes intarissables de malheurs et de révolutions.

Le Baron de Steddingk très affaibli, très malade, se traînant à peine, a signé ce traité avec un autre Suédois du parti de la révolution. Il a fait l'impossible auprès du Roi destitué, et auprès du nouveau, pour se tirer des affaires, jamais il n'a pu réussir. Il vient résider ici quelques mois. On le blâme assez généralement d'avoir cédé, mais dans les moments de révolution, il est aisé aux gens qui sont assis au bord de la mer, de blâmer la manœuvre des navigateurs qui combattent les vents et les flots. S'ils étaient à leur place, ils changeraient un peu de note. Je n'ai pas vu encore ce pauvre homme, qui doit être arrivé, s'il n'est pas mort en chemin. Il n'a pas même pu se rendre dans la salle des conférences pour signer la paix: il l'a signée dans sa chambre. En arrivant à Saint-Pétersbourg, le Comte Nicolas de Rou-

mantzof a été fait Chancellier de l'Empire. C'est le *nec plus ultra* de la grandeur russe dans l'ordre civil, *Conseiller privé actuel de la première classe.* Les égaux de ce personnage, quant au grade, sont les Ambassadeurs étrangers, les Maréchaux et les dames du portrait : tout ce monde soupe, à l'Ermitage, à la table ronde de la Famille impériale..... A côté de celle-là est une autre table ronde destinée aux Ministres du second ordre, femmes, filles, sœurs et personnages étrangers présentés ; à toutes les autres tables qui garnissent la salle (pour 400 personnes au moins) on se place pêle-mêle ; *hæc incidenter.*

On s'exerce toujours sur le Comte Nicolas, qui va son train : à la tête d'une fortune immense et revêtu de la première dignité de l'Etat, il peut laisser dire ; cette circonstance lui vaudra encore des sommes énormes : bientôt on va exposer au public la bibliothèque des livres choisis dont Napoléon lui a fait présent. On dit que son voyage à Paris coûte plus de 300,000 roubles à l'Empereur. Au reste ce Ministre, non plus que tout autre, n'a pas dû voyager à ses frais ; mais s'il l'avait dû faire, il l'aurait fait. Par sa fortune et par son caractère, il est bien au-dessus de toute sorte de spéculations d'argent : sur l'article du désintéressement il est au-dessus même du soupçon ; quant à sa conduite politique, elle sera jugée comme tant d'autres, d'après l'événement. Je me rappelle l'époque de 1799, où j'étais accusé à Turin de correspondance avec le chef de la maison de Bourbon (Nefas !), où le Ministre écrivait à un personnage qui s'intéressait à moi : *Le Gouvernement a la preuve*

*que*, etc... quoique certainement il n'eût la preuve de rien, puisque jamais je n'avais adressé une ligne à cette auguste et malheureuse Cour. Quand je vois toutes ces belles choses au fond de mon portefeuille, je sens que rien ne ressemble à l'histoire ancienne comme l'histoire moderne, et j'y puise au moins une profonde indulgence pour tout ce qui se fait. Si nous étions demeurés à notre place, le Ministre m'aurait dit : ***Eh bien! Monsieur le théoriste*, *où est votre système que notre sort dépendait de celui des Bourbons ?*** Si la Russie succombe à la calamité universelle, on lapidera le Comte Roumantzof ; si elle s'en tire, il se moquera des critiques. Ainsi est le monde. La souveraineté n'a qu'une loi, *sa conservation* : aucune ne se laisse prêcher sur les moyens. Tous les jours on dit que les pères de famille ne doivent pas être jugés trop sévèrement dans leur conduite à l'égard de leurs enfants parce qu'ils savent des choses qu'ils ne peuvent dire ; il me semble que les princes ont bien droit au moins à la même indulgence. Pour moi sans être de la famille, je vois cependant assez de choses pour comprendre trop bien les raisons du père de famille.

Au reste, M. le Chevalier, comme la politique ne hait personne, elle n'aime personne ; il ne faut point être la dupe de l'amitié du moment, on en a bien vu finir d'autres ; la force des choses amènera nécessairement de grands changements ; croyez-vous peut-être que l'Empereur de Russie ne connaisse pas bien son monde, ou ne sache pas ce qu'il doit attendre un jour du *grand ami de Paris?* Un médecin Italien, attaché à l'Ambas-

sade de France en Perse, a fait connaître à l'Empereur le traité formel par lequel Napoléon s'engage à faire restituer à la Perse tout ce que la Russie lui a pris, et *notamment la Géorgie*, dès que la seconde puissance se trouvera en possession de la Valachie et de la Moldavie, et cela moyenant la cession éventuellement faite à la France de l'île de Socotora, près du détroit de Bab-el-Mandeb, et ce traité (remarquez bien) est postérieur à celui de Tilsitt. J'espère bien que les guinées ne dérangeront pas cette belle politique ; mais voyez, je vous prie, le bon ami !

Lorsque un homme a les deux mains embarrassées, on est libre de lui donner un soufflet impunément. C'est cet axiome qui servit de base à la politique de Napoléon à l'égard de la Russie : il avait occupé les bras de l'Empereur en Finlande et en Turquie, et pendant ce temps il demeurait maître de le frapper en face ; mais tout à coup, les Suédois. se voyant absolument abandonnés par la seule puissance qui pût les soutenir, ont plié la tête tristement et signé ce qu'on a voulu, après s'être suédoisement défendus autant qu'ils l'ont pu. Tenez pour sûr, M. le Chevalier, que si Napoléon l'avait pu, il aurait envoyé des troupes aux Suédois : malgré le masque diplomatique, il a paru assez clairement que cette paix de Suède a fort déplu à l'Ambassadeur de France. Maintenant voilà la Turquie qui parle aussi de paix. Le Prince Bagration paraît se conduire à merveille, il traite ses troupes à la Souvarof, il les amuse, il visite le soldat dans sa tente, il fait chanter des *Te Deum* sur les anciennes redoutes, bâties par

les mains Russes... D'un moment à l'autre on s'attend à la reddition d'Ismaïl. Les Turcs sont tout à fait affamés, divisés même, et ne sachant plus comment se défendre... Voilà ce qu'on assure et déjà même on a voulu envoyer au Prince Bagration un jeune Prince, Paul Gagarin, attaché aux Affaires étrangères, pour l'aider dans la partie des négociations ; mais tout à coup cette commission fut suspendue. La Russie ne veut point aller à Constantinople ; qu'on lui cède la Valachie, la Moldavie, et les forteresses sur le Danube, Ismaïl, etc., *elle ne veut rien de plus :* si donc les Turcs en passent par là, la paix est faite, et voilà tout d'un coup deux sources de dépenses intarissables entièrement fermées, et l'Empereur à la tête de deux cent mille hommes disponibles. Ce n'est certainement pas ce que veut Napoléon : il se tait dans ce moment parce qu'il a des affaires sur les bras, en Espagne, en Autriche et en Hollande ; mais laissez-le terminer ici ou là et vous le verrez tout de suite commencer avec les Russes. La Pologne est la pomme de discorde qui allumera la guerre de ce côté ; alors l'Autriche et la Prusse, si elles subsistent de quelque manière, regarderont comme la Russie vient de regarder pendant qu'on les égorgeait. Quelle terrible leçon que celle du partage de la Pologne ! Mais si vous voulez voir à quoi cela sert, regardez la Finlande. Vous avez beaucoup ouï dire, ainsi que moi et tout le monde, que l'histoire est la *conseillère fidèle par excellence :* dans ce cas, elle m'a bien l'air d'un conseiller d'Etat *unweislich*. Attendons-nous encore et toujours aux plus grands événements, et persistons

pour notre consolation dans la foi que la Révolution dure toujours.

Le Baron de Steddingk est arrivé le 14 (26); il a vu tète à tête l'Impératrice qni a beaucoup pleuré. Nous nous sommes revus et embrassés d'une manière bien triste : il m'a dit à peu près ce que je prévoyais sur l'espèce de violence qui l'a ramené ici. Rarement on peut résister au flot populaire : il le peut lui-même, à ce que je pense, moins qu'un autre, car son caractère est doux et il n'a pas la raideur *populares vincentem strepitus.* Il a rectifié mes idées sur plusieurs points; il m'a dit par exemple qu'une certaine objection grave, quoique bien connue de tous les Suédois, n'a cependant influé en rien sur la catastrophe, amenée uniquement par l'*insuportabilité* du malheureux souverain : j'exprime par ce mot le fatal concert de tous les Ordres. Je ne finirais pas si je vous racontais tous les détails sur ce point, mais voici qui est étrange. Les principaux meneurs n'avaient pas mis le Baron de Steddingk dans le secret, eu égard à son attachement notoire pour le Roi; mais il eut pleine connaissance de l'orage qui s'approchait, et six jours avant l'explosion il instruisit le Roi du danger qu'il courait, en le conjurant de ne pas perdre un moment. Savez-vous ce qui en résulta ? Le Roi prit la chose de travers et soupçonna le Baron lui-même d'être l'auteur du complot, et ne prit aucune mesure. Observez, je vous prie, une chose extrêmement remarquable : c'est qu'en réfléchissant sur la lugubre histoire des conjurations, il n'en est pas une de celles qui ont réussi qui n'ait fait dire : *Comment a-t-elle pu*

*réussir?* Et au contraire pas une de celles qui ont manqué qui n'ait fait dire : *Comment a-t-elle pu manquer* ? Plusieurs Princes qui ont succombé ont été avertis : rien de plus commun depuis César jusqu'à Paul I[er]. Heureusement du moins il n'y a pas de sang dans ce dernier malheur ; il n'y a pas eu le moindre outrage. Le Roi connaissait la force de l'opinion qui s'élevait contre lui, il était fort occupé d'abdiquer, il en parlait souvent au Baron de Steddingk. *Me conseillez-vous*, lui dit-il plus d'une fois, *de faire cette démarche ?* — Je crois, Sire, lui dit l'autre, que pour sortir des embarras où vous êtes, il n'y a pas de meilleur moyen ; en mettant la couronne sur la tête de votre fils, vous parerez à tous les inconvénients. — Mais il ne se décida pas et le moment vint. On a pour sa personne les plus grands égards : le cérémonial à son égard est toujours le même, et il tient sa Cour avec la même raideur. Sa femme même ne peut s'asseoir devant lui sans permission. Si un officier se présente avec un pli à son gant ou un bouton mal arrangé il lui dit : *Cela est contre l'uniforme.* S'il voit par la fenêtre une sentinelle qui lui paraisse ne pas faire son devoir, il la reprend comme autrefois. Il n'est point malheureux du tout, c'est un fait que je ne tiens pas seulement de M. Steddingk, mais qui est public. Il lit continuellement la Bible, et il s'occupe surtout infiniment de l'Apocalypse. Il a donné toute son attention à un commentaire allemand publié sur ce livre, il a cru y voir que Bonaparte est évidemment désigné dans ce livre, et que lui (Roi de Suède) est destiné à l'arrêter. Je viens moi-même de terminer,

à la sueur de mon front, la lecture d'un commentaire allemand sur l'Apocalypse, qui est un mortel in-8°. M. de Steddingk croit que c'est le même, mais j'en doute. Un assez grand nombre de théologiens Anglais et Allemands ont cherché la Révolution française dans l'Apocalypse.

M. de Steddingk a rectifié quelques unes de mes idées sur la paix : il est certain que Bonaparte l'a voulue, non que cette conquête de la Finlande ne l'ait beaucoup choqué, mais parce que il en a besoin dans ce moment pour retenir la Russie dans ses liens, et pour lui demander bientôt le prix de cette conquête. Je voudrais bien entendre ce qu'il dira aux Ambassadeurs Suédois à Paris.

C'est la rivière de Tornéo qui sert de limite aux deux puissances (du moins jusqu'à une certaine hauteur), de manière que la ville même reste aux Russes. L'Empereur acquiert par ce dernier traité 10,000 lieues carrées de pays, 4,000 îles, îlots, ports, criques, et un million de sujets. L'acquisition des îles d'Aland est aussi importante pour lui que mortifiante pour la Suède. Ces îles occupent 2,700 embarcations de toutes mesures. Voyez d'ailleurs combien la capitale gagne par cette conquête, à laquelle il ne manque rien que la légitimité. Le traité ferme tous les ports aux Anglais : c'est le dernier coup à la Suède ; mais comme celui de Gothembourg demeure ouvert au sel et aux marchandises coloniales, c'est déjà une exception favorable à la dure loi, et j'espère d'ailleurs que le commerce interlope ira son train. Au surplus, Monsieur le Chevalier,

la France et l'Angleterre conseillant la paix à la Suède par des raisons différentes, il ne lui restait qu'à signer. Elle a cependant eu cent mille hommes payés pendant la guerre; mais les choses étaient si bien arrangées, que jamais plus de dix mille n'ont été employés à la fois. Avec tous ses malheurs politiques, la nation demeure de plus entachée d'un grand crime; car, à supposer même que le Roi eût rendu indispensable la mesure prise à son égard (cas qui doit toujours être regardé comme idéal), de quel droit l'étendait-on à sa lignée? Il est vrai cependant, car il faut tout dire, que le protestantisme ayant établi, prêché, consacré la souveraineté du peuple, et le plus puissant des Princes protestants ayant déclaré de la manière la plus solennelle que sa conscience ne lui permettait pas de déroger aux dogmes de ce culte, il est évident qu'un Souverain protestant n'a pas le droit de se plaindre, si le Souverain primitif se fait justice. On prête au Roi de Suède le dessein de se retirer parmi les Hernhutes ou en Suisse. Il se porte fort bien et ne montre aucune faiblesse. A chaque instant il se félicite *de l'heureux événement qui l'a dépouillé*, *ainsi que ses enfants*, *du poids de la royauté*. La Reine sa femme lui montre beaucoup d'attachement, et si elle ne professe pas cette même philosophie, qui est fort extraordinaire, au moins il n'y paraît pas. Il y a beaucoup d'exemples de cet héroïsme parmi les femmes. Ils sont parfaitement libres dans le château qu'ils habitent, mais ils ne sortent pas.

Tous les yeux sont tournés ici sur la Hollande. Les nouvelles nous arrivent tard. Je penche à croire que

les Anglais s'en tiendront à l'acquisition de Walcheren, qui est fort importante et aura de grandes suites. Quant à l'expédition de terre, ils ne feront rien, ou je serais bien trompé. Manque-t-il aux Français de l'intelligence, du courage et de l'activité? Ne sont-ils pas grands mathématiciens et grands commerçants? Et cependant ils sont toujours écrasés sur mer; il en est de même des Anglais sur terre, malgré toute la bravoure et tout le talent imaginables. L'immensité des armées qu'on fait mouvoir dans ce moment, et la longue expérience des Français achèvent de rompre tout équilibre. N'importe; les Anglais avec leur or, leurs flottes et leur politique font passer de mauvaises nuits à Napoléon, et j'aurais bien voulu entendre derrière une tapisserie les interjections sonores que lui aura inspirées la conquête de l'île de Walcheren.

Cette lettre devait s'embarquer à Fiume, mais je trouve une occasion sûre par la Suède et l'Angleterre: je finis donc brusquement.

20 septembre (2 octobre). — Voici, Monsieur le Chevalier, des circonstances qu'on ne peut jamais savoir dans le premier moment. Le Roi de Suède venait droit à Pétersbourg, s'il n'avait point trouvé d'empêchement en route, ce qui aurait fait un coup de théâtre unique: mais les autorités de Polengen n'ont pas cru, en le laissant entrer, avoir le droit de lui donner des chevaux. Le Roi écrivit à son beau-frère. La lettre arriva donc ici jeudi 8 (20) septembre, le Chancelier n'en eut connaissance que le lendemain, et l'Ambassadeur de France que

le lundi suivant 11 (23); je ne sais s'il aura trouvé que c'était tard. L'Empereur, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, répondit sur le champ et sans consulter personne; le jeudi après dîner, il entra chez sa femme qu'il trouva avec l'Impératrice mère et une dame ou deux qui avaient dîné là. *Il y a une grande nouvelle* dit-il en entrant; puis tirant une lettre d'une poche placée dans la doublure de son habit, non loin de sa cravate, il la présenta à l'Impératrice en lui disant : *Connaissez-vous cette écriture?* L'Impératrice répondit : *Sans doute je la connais, et je puis à peine en croire mes yeux : mais qu'avez-vous répondu?* L'Empereur alors répéta la substance de sa lettre écrite dans les termes les plus dévoués et même les plus tendres : *Qu'il se regardait comme très heureux*, etc..... *Que S. M. était la maîtresse*, etc. Il ajouta même des offres et des conseils à l'égard de la famille. Il a fait plus, Monsieur le Chevalier, car il a permis à sa femme d'écrire elle-même au Roi de Suède pour l'engager à faire venir sa famille en Russie, lui promettant asile et amitié. Nous verrons ce que ces lettres produiront. Je ne crois pas que le Roi se rende dans cette capitale, car son idée est de se rendre sur la flotte Anglaise, et quand il a une fois adopté une idée, il la suit imperturbablement, sans tenir compte d'aucun conseil quelconque. Sa lettre à l'Empereur est très simple, très noble, et ne porte pas le moindre signe d'une tête dérangée, ou même exaltée.

« *Monsieur mon beau-frère et cousin, des circonstances majeures m'obligent à me rendre sur la flotte anglaise, et*

*n'ayant pu m'embarquer dans aucun port prussien, j'attends de votre générosité, etc.* » J'imagine donc qu'il se sera rendu immédiatement à Revel ou à Riga pour s'y embarquer sur une frégate russe, qui sera mise sur le champ à sa disposition. L'Amiral anglais a-t-il le pouvoir de le recevoir à bord avant d'écrire à sa Cour, et cette Cour croira-t-elle pouvoir se servir de ce Prince d'une manière qui s'accorde avec la politique de son propre cabinet? Ce sont des questions sur lesquelles il ne m'est pas même permis de conjecturer, n'ayant pas de données nécessaires. Il paraît que ce Prince a sincèrement et pour toujours renoncé au trône : il a dit, il a écrit *qu'il n'était pas fait pour sa nation.* Il n'a même protesté à Berlin, à ce qu'on m'assure, qu'au nom de son fils. Cela étant, on ne conçoit pas comment il n'a pas amené ce fils qui réellement serait une arme terrible, présenté à Stockholm sur une flotte anglaise; car il n'y a pas de doute que la Maison régnante n'ait un grand parti en Suède. On n'en veut précisément qu'à la personne du malheureux Roi qui est plein de vertus morales, mais qui a malheureusement des idées fausses sur les choses les plus importantes. Je vous ai fait passer sur ses systèmes religieux des détails qui auront probablement paru intéressants à S. M. Je dois vous ajouter sur ce même chapitre qu'il est allé visiter dans le Comté de Mansfeld, la chambre de Luther, et qu'il a écrit son nom sur la muraille à côté, dit-on, de celui de Pierre le Grand. Dans le XVI^e^ siècle, ce pèlerinage aurait pu s'appeler fanatisme, enthousiasme, etc. En 1810, il me semble que cela s'appelle tout simplement...... Je laisse ici une

place vide afin que vous y placiez, d'ordre de S. M., le mot qui lui paraîtra juste.

Vous saurez, Monsieur le Chevalier, que S. M. le Roi de Suède, loin de penser à mettre à couvert sa femme et son fils, s'en est au contraire séparé très volontairement. La Reine l'avait suivi jusqu'à Altenbourg où Elle l'attendait. De Polengen il lui expédia un valet de chambre chargé d'une lettre, qui la renvoyait à Carlsruhe et de quatre-vingts louis, *n'ayant rien de plus*, disait-il, *à lui envoyer*. La Reine s'est évanouie. Les uns disent qu'Elle est retournée à Carlsruhe, d'autres qu'Elle s'est arrêtée à Weimar. Nous verrons l'effet que produiront les lettres parties d'ici. Il me semble que la Reine ne ferait pas mal, dans ces circonstances, d'agir de son chef pour sa sûreté, ou du moins pour celle de son fils qui court un très grand risque sous la main des Français. Pour juger sainement de la conduite du Roi sur le point unique de son départ pour la flotte anglaise, il faudrait connaître ses rapports avec le Cabinet anglais et les vues de ce Cabinet. Je proteste donc de nouveau n'avoir aucun système sur ce point.

Les détails que j'ai l'honneur de vous donner sur ce qui s'est passé ici sont parfaitement sûrs : je les dois comme vous pensez bien à des liaisons particulières, et ils m'ont été donnés sous le secret. Tout ceci demeurera donc, s'il vous plaît, entre nous et Son Excellence M. le Comte de Front qui lira ceci.

Caulaincourt parle de toute cette aventure avec une indifférence parfaite (du moins à l'extérieur). *C'est un être si nul*, dit-il, en parlant du Roi de Suède, *que tout*

*ce qu'il fait est indifférent.* C'est bien ainsi qu'il faut parler diplomatiquement, mais le dessous des cartes est ignoré. Quelques personnes nient que la conversation vive avec l'Empereur ait eu le beau-frère pour sujet. Je ne donne pour certain que ce qui est tel pour moi.

Voici quelques détails de plus sur la bataille du 26 août. Le Comte Kamenski était devant Choumla, d'où il n'a jamais été possible de déloger le Grand-Visir. L'ancien Pacha de la Servie, débouchant de la Roumélie avec quarante mille hommes, marchait sur Choumla pour en faire lever le siège et mettre Kamenski entre deux feux. Celui-ci, qui a vu venir l'orage, s'est retiré sur Silistria où il a pris de nouvelles troupes et de là il a marché sur le Pacha qu'il a battu et tué.

Ce mouvement est véritablement d'un grand Général, mais la position de Choumla n'est pas moins abandonnée. Le 26 août (7 septembre), les Turcs s'étaient enfermés au milieu d'un triple camp retranché. Le premier et le deuxième furent emportés de vive force, mais, comme vous sentez, avec une grande perte du côté des Russes. *Il y avait* (dit une lettre de très bonne main) *trois rangs de cadavres l'un sur l'autre.* On était d'avis de ne pas attaquer le troisième, mais le Comte Kamenski a ordonné l'attaque, et il a eu raison, car les Turcs ne jugeant pas à propos de s'y exposer se sont rendus.

Je viens de lire les lettres de la Junte d'Espagne à S. M. et au Duc d'Orléans, et la réponse de ce dernier. Tout cela est parfait, mais n'ôte pas les difficultés dont je vous parlais. Le choix de ce Prince et sa destination en Catalogne me font croire qu'on a des vues sur un

ancien parti, qui n'est pas tout à fait mort. *Quod deus bene vertat*. Je souhaite que ce Prince rencontre ce moyen (unique) de faire tout oublier.

Je suis....

## 291

### *A M. le Comte de* ***.

Saint-Pétersbourg, 2 octobre 1809.

Mon cher Comte, tous les yeux sont ouverts sur l'Espagne. Il y a bien longtemps qu'un plus grand spectacle n'a été donné aux hommes ; quel sera le dénoûment? C'est ce que tout ce qui possède un cœur attend avec une anxiété qui ne peut s'exprimer. J'ai toujours dit que, si l'on pouvait attendre une résistance efficace, elle partirait de la nation qui n'a pas lu nos brochures. Mais, sans jeter nos regards dans l'avenir, voyons dans ce moment que les nations les plus puissantes n'ont pu jusqu'à présent porter à Bonaparte un coup aussi sensible que celui qu'il reçoit de la sainte insurrection d'Espagne (pour ce coup, on peut l'appeler *le plus saint des devoirs*). Je me plais à contempler ce qu'il a perdu d'un seul coup : cinquante vaisseaux de guerre qui étaient à ses ordres se sont tournés contre lui, la différence est de cent; cinq des siens ont été pris à Cadix, la différence est de dix. Vingt-quatre vaisseaux anglais, employés à bloquer les ports espagnols, deviennent

libres, et ne perdront pas leur temps. Les ports espagnols ne seront plus ouverts qu'à ses ennemis. Il perd une mine inépuisable de conscrits qu'il aurait jetés sur l'Autriche ; il perd l'or de l'Amérique, qui n'était plus que pour lui. Mais la perte qui passe toutes les autres, la perte réellement incalculable, c'est celle de l'opinion. Des généraux battus, des armées prisonnières, des *Fourches Caudines*, voilà, voilà la plaie sensible. Nous sommes ici à vingt degrés de ces événements ; d'ailleurs les nouvelles sont arrêtées par tous les moyens possibles, de manière qu'elles nous arrivent très tard. Au moment où j'écris ces lignes, nous en sommes à la nouvelle des deux batailles de Zambueica et Vimiera en Portugal, et le sort même de Junot ne nous est pas connu. Ces deux affaires sont belles, et sont les seules, avec celle d'Aboukir, où les Anglais aient complètement réussi sur terre, parce qu'ils ont agi *par eux et pour eux*. Le Portugal est une province anglaise ; ils l'ont bien défendu, parce qu'ils ont agi à leur manière, sans autre conseil que leur génie et leur courage. Quant à l'Espagne, je persisterai toujours à désirer que les deux nations ne se mêlent pas. Elles ne sont point homogènes. En faisant les retranchements que le bon sens exige sur les rapports officiels au sujet des morts et de celui des combattants, ces deux batailles ne sont pas moins de la plus haute importance : ce n'est pas le nombre d'hommes qui décide de l'effet des batailles, ce sont les circonstances ; souvent cent mille hommes se sont choqués sans aucun effet. A Culloden, douze mille hommes détrônèrent une famille et en couronnèrent une autre. J'espère

beaucoup des deux combats du 17 et du 22 août, si, comme je le souhaite, ils ont été suivis de la prise de Junot, etc.; mais je ne suis pas sans alarme sur ce point, à cause de cette suspension que je vois dans les papiers anglais.

Je ne veux point contester les talents de Bonaparte, ils ne sont que trop incontestables. Cependant, il faut convenir qu'il a fait cette année, trois choses dignes d'un enfant enragé : je veux parler de sa conduite à l'égard de la Toscane, du Pape, et de l'Espagne. Il était maître absolu dans ce pays, il y régnait par la famille régnante ; il enlève cette famille auguste, et, par ce beau coup, il met la nation dans l'état de nature, au pied de la lettre, c'est-à-dire dans la seule position qui puisse résister à un usurpateur de génie menant une révolution à sa suite. On n'a jamais fait une plus grande faute.

Maintenant, Monsieur le Comte, nous allons voir (*si l'Espagne se soutient*) un des plus grands et des plus singuliers spectacles qu'on ait jamais vus : une grande et auguste nation accoutumée à la Monarchie, constituée par la force invincible des circonstances en république, et agissant toujours au nom d'un Roi nominal, sans qu'il soit possible de prévoir la fin d'un tel état. Au moment où j'écris, il y a une véritable convention nationale en Espagne. Qu'arrivera-t-il de ce singulier état de choses ? Dieu le sait. Ce qu'on peut très légitimement penser, c'est que le peuple proprement dit étant moins corrompu, moins sophistiqué qu'il ne l'était dans nos pays, sera plus aisément retenu ; qu'il pliera sous l'autorité du clergé, surtout de l'épiscopat espagnol, qui est

au rang de tout ce qu'il y a de plus respectable dans l'univers; et qu'il ne troublera point la besogne des grandes perruques. Cependant, comme toutes les classes en général, et les plus hautes surtout, sont irritées à l'excès du plat et insolent despotisme du Prince de la Paix, et que, parmi ces dernières, les idées philosophiques n'ont pas laissé que de faire de grands progrès, il y a tout à parier qu'on voudra profiter de l'occasion pour remédier à beaucoup de choses. S'ils ne veulent que *rajeunir* l'Espagne, *peut-être* auront-ils quelque succès ; mais s'ils veulent la *refaire*, gare! On peut attendre de la sagesse de ce peuple (le plus législateur qui ait existé dans les temps modernes) que, s'il avance trop, il ressemblera au moins à un fleuve qui déborde sans abandonner la direction de son lit et de son courant naturel, au lieu que les Français furent, du premier moment, un peuple extravasé.

Mais tout cela, Monsieur le Comte, est dans la supposition où l'Espagne pourra résister : le pourra-t-elle? C'est la grande question. Plusieurs experts, plusieurs militaires, sont pour la négative, d'autant plus qu'ils croient les forteresses des Pyrénées entre les mains des Français. Il est vrai qu'en comptant les hommes, et comparant sur la carte les moyens respectifs, on est tenté de perdre courage. Mais dès qu'il s'agit d'enthousiasme, il ne s'agit plus d'arithmétique. L'opinion peut être comparée à la vapeur : pour la former, il faut du feu ; mais quand une fois elle est formée, elle soulèverait des Pyrénées. Alors les hommes ne se comptent plus à la manière ordinaire, ils ne s'ajoutent plus, ils se

multiplient les uns par les autres : trois et trois font neuf, cela s'est toujours vu. Quel rapport existe-t-il entre un Espagnol exalté, combattant pour sa foi, pour son existence politique, pour l'honneur national et personnel, pour sa femme et ses enfants, et l'*automate bleu*, comme disait Voltaire, qui tire devant lui pour dix sous, sans savoir pourquoi on se bat? D'ailleurs, Bonaparte va voir un nouveau jeu, c'est-à-dire *une guerre à ses dépens*. Il est aisé de prononcer 200 mille hommes; mais ils coûtent 200 millions par an, et il faut leur fournir 200 mille livres de pain par jour au delà des Pyrénées. Enfin, il y a une considération qui les passe toutes : c'est que l'insurrection espagnole suspend sur la tête de Bonaparte l'épée de Damoclès, et qu'il n'y a pas un moment où le crin ne puisse être coupé. Des événements aussi mortifiants et aussi peu attendus l'ont rendu furieux comme un sanglier acculé. Il insulte, il dégrade ses Généraux; ce que nous devons souhaiter le plus, c'est qu'il en fasse fusiller quelqu'un. Ceux qui disent, *la nation française est abattue et incapable d'un effort*, sont bien peu réfléchis. Il ne s'agit plus de révolutions nationales, elles ne peuvent avoir lieu que chez les nations, et non chez les troupeaux, tels que sont devenus les Français. Pour se défaire de Caligula ou de Domitien, fallait-il des armées ? Un prétorien de mauvaise humeur suffisait. C'est ce qui arrivera suivant les apparences. Ainsi, mon cher Comte, je me crois fondé à regarder le succès des Espagnols non seulement comme possible, mais comme probable. Si, par malheur, il en était autrement, il arriverait une autre révolution. Tout ce qui a

un nom en Espagne, tout ce qui s'est mêlé de cette grande entreprise fuirait en Amérique sur *tous* les vaisseaux espagnols et sur les vaisseaux auxiliaires, et la grande séparation serait faite pour toujours. Il y aurait donc, d'une manière ou d'une autre, un grand changement dans le système politique.

Les opinions humaines étant sans contredit l'objet le plus digne des réflexions de l'homme d'État, je crois devoir appeler votre attention, mon cher Comte, sur l'étrange manière dont l'insurrection espagnole a été envisagée en Angleterre par une grande partie de la nation. Les wighs, les puritains, les partisans de la réforme parlementaire, les philosophes à la mode, toute la gent écrivante, etc., ont vu, dans cette insurrection, non l'effort d'une nation qui défend son indépendance contre un usurpateur étranger, mais celui d'une nation qui revendique sa liberté contre le despotisme de son propre Souverain ; et c'est sous ce point de vue que ce grand mouvement leur paraît juste et admirable. *Que demandent les Espagnols ?* ont-ils dit, *leur liberté*, *leurs droits, une représentation nationale*, etc. Leur ancien gouvernement, il faut l'avouer, n'était qu'un despotisme parfait ; ils ne demandent que ce que nous demandons. Ils sont donc nos frères, etc.

Vous voyez la théorie invariable des Anglais, que partout où il n'y a pas une Chambre des Pairs et des Communes (c'est-à-dire dans tout le monde, l'Angleterre exceptée), il ne peut y avoir que tyrans et esclaves. Blackstone, leur grand jurisconsulte, a mis formellement sur la même ligne l'*ancien Gouvernement de France et*

*celui de Turquie.* Les mots que j'ai soulignés plus haut se lisent dans une foule de papiers publics ; ils ont été répétés dans toutes ces assemblées délibérantes (meetings) qui précèdent les adresses dans ce pays. Lorsque j'ai commencé à m'occuper de cette affaire, je ne concevais pas pourquoi les catholiques étaient suspectés à ce sujet, ni comment on pouvait les soupçonner de ne pas approuver ce qui se passe en Espagne ; mais, ensuite, j'ai compris. C'est que la révolte, suivant le dogme catholique, n'étant jamais permise, quel que soit l'abus d'autorité de la part du Gouvernement, et l'Insurrection Espagnole étant faite pour la liberté et la réparation des abus, les catholiques devenaient suspects, de manière que dans quelques endroits ils ont été obligés de faire des déclarations. J'ai sous les yeux, entre autres, celles du *Queen's county*. En Irlande, les catholiques *Free holders* y déclarent qu'*ils adhèrent de cœur et d'âme à tout ce qui se fait en Espagne*, *etc.* Mais rien n'égale ce qui s'est passé à Londres. Vous avez sûrement admiré l'adresse, véritablement admirable, de la Cité de Londres à S. M. Britannique au sujet des affaires d'Espagne ; mais croyez-vous que toute cette chaleur soit zèle ou affection ? Point du tout, Monsieur le Comte. — Le grand motif d'approbation était le droit à l'insurrection attribué au peuple, et sanctionné tacitement par le Roi, au moyen de l'assistance qu'il donne à l'Espagne. Dans la délibération qui précède l'adresse, un des *aldermens* dit en propres termes : « *Le jour où nous nous assemblons,* « *le 14 juillet, est un jour solennel, puisqu'il est l'anni-* « *versaire de la prise de la Bastille.* (Belle époque,

« comme vous voyez ! ). *Pour moi, je ne mets aucune « différence entre le peuple français, revendiquant ses « droits sacrés, et le peuple espagnol combattant aujour- « d'hui pour sa liberté et son indépendance* ». Ainsi, Monsieur le Comte, une révolte insensée et sacrilège, commise contre tout ce qu'il y a de plus saint dans l'univers, couronnée par un énorme parricide, et qui a couvert l'Europe de larmes et de sang, est mise à Londres en 1808, dans le conseil général de la Cité, et sous le règne de Georges III, en parallèle parfait avec le noble mouvement d'une illustre nation, pleine de religion, de loyauté et de courage, qui se dévoue pour son Roi et n'agit qu'en son nom. J'ai lu quelques pages dans ma vie, mais je ne me rappelle pas avoir vu une telle prostitution de la raison humaine. Les nations sont, comme les individus, un assemblage de contradictions. Londres est le séjour des connaissances les plus profondes et des plus incroyables préjugés, comme Paris est la patrie de l'esprit proprement dit et des plus grands badauds de l'univers. Je suis porté à croire qu'on n'a fait nulle attention à Londres aux choses que je vous fais remarquer, par la raison que je me rappelle vous avoir dite un jour, que l'*œil ne voit point ce qui le touche*. Mais tout se trouvera une fois. Si ces idées se propagent en Espagne, ce sera un grand malheur ; mais j'espère, par les raisons que j'ai eu l'honneur de vous dire, que les esprits demeureront plus calmes qu'on n'aurait droit de l'attendre en tout autre pays. Cependant il y a lieu de croire que les Espagnols, trop impatientés par le dernier état de choses, présenteront une

Charte à signer. — Mais à qui? — Un Prince qui est descendu volontairement du trône n'y remonte guère ; quelque chose ou quelqu'un s'y oppose toujours. D'ailleurs Bonaparte ne lâchera point sa proie. Et qu'arrivera-t-il, Bon Dieu ! pendant cette suspension si extraordinaire? On ne peut compter, dans les règles de la probabilité, sur la restauration ni même sur la conservation des augustes exilés. A qui appartiendra ce sceptre ? L'offrira-t-on conditionnellement à quelqu'un? — Relégué sous le pôle, privé de nouvelles, et ne raisonnant que sur des hypothèses, je verse ces idées sur le papier pour me désennuyer moi-même, et au risque de vous ennuyer. Au moment où vous les recevrez, le temps aura peut-être décidé si elles sont justes ou non, du moins en partie.

En attendant, je m'applaudis d'avoir toujours de nouvelles raisons de vous assurer que la révolution dure toujours, qu'il n'y a point d'exclusion, point d'établissement fixe, et que personne n'a le droit de dire : *C'est fini.* On l'a dit après la bataille de Marengo, on l'a dit après la bataille d'Austerlitz, on l'a dit après celle de Friedland ; mais, malgré toutes les apparences possibles, toujours on s'est trompé. Qui aurait pu prévoir les événements d'Espagne? Toujours il sortira quelque chose de dessous terre, qui prolongera les convulsions, et l'on ne cessera de se massacrer jusqu'à ce que la Maison de Bourbon soit à sa place. Lorsqu'on arrache une Maison royale de la sienne, le vide qu'elle laisse se remplit tout de suite de sang humain ; mais le vide laissé par la Maison de France est un gouffre, et quel sang n'y a pas

coulé depuis Calcutta jusqu'à Tornéo ! Cependant, l'opinion n'est point pour elle. Il n'est pas rare d'entendre dire aux Français : *On supporte surtout Bonaparte, parce qu'on ne sait que mettre à sa place*. D'autres disent que *Henri IV se serait bien conduit différemment à la place de Louis XVI;* (comme s'il y avait une manufacture où l'on fît des Henri IV pour l'instant du besoin ! ) Toutes les apparences sont contre cette grande Maison : de tous les Princes qui la composent, les uns n'ont point d'enfants, et les autres n'en peuvent avoir. D'autres sont prisonniers, deux sont morts dans une année. Celui qui avait deviné que, pour une fois, et sans conséquence pour d'autres temps, un Prince de cette Maison pouvait bien demander des Bourbons à quelque noble et grande demoiselle, a été pris et tué (précisément par cette raison, suivant les apparences) ; d'autres attendent des Princesses imaginaires qui n'arriveront jamais. Tout semble donc annoncer la fin de cette grande Maison : n'importe, je persiste à croire qu'elle reviendra sur l'eau. Sans doute elle devait quelque chose à l'inévitable justice, mais je crois qu'elle a payé. S'il en est autrement, la meilleure vue ne peut apercevoir dans l'avenir les traités qui mettront fin aux malheurs que nous voyons. Les pères des Plénipotentiaires qui doivent signer ces traités ne sont pas nés.

La cause du genre humain se décide aujourd'hui en Espagne, et tous les yeux doivent se tourner vers cette nation. *Elle n'a pas voulu souffrir un illustre usurpateur au moment où elle souffrait tout de ses Maîtres.* Voilà le mot que l'histoire écrira en lettres d'or, et qui met ce

peuple au-dessus de tous les autres, quel que soit l'événement final, qui dépend de la Providence, et qu'elle rendra peut-être conforme à nos vœux, malgré toutes les probabilités contraires. Il paraît que l'Angleterre n'épargne aucun effort pour la soutenir ; rien n'est plus sage, et rien n'est plus glorieux. L'état où je vis ici, en attendant les nouvelles, pourrait s'appeler *travail* comme les douleurs d'une femme. Que verrons-nous paraître ?

## 292

### *A M. le Chevalier de Rossi.*

Saint-Pétersbourg, novembre 1809.

Monsieur le Chevalier,

J'ai l'honneur de vous adresser la copie du traité avec la Suède, qui vient de nous être communiqué. C'est la mort de ce dernier pays, comme vous verrez, ou comme vous l'aurez déjà vu dans les *gazettes*, lorsque ce paquet arrivera. Vous verrez ma réponse dans le brouillon : ils l'entendront comme ils voudront. Je ne puis louer un brigandage.

J'ai été ravi d'apprendre que tous mes numéros vous soient parvenus excepté les 41, 47 et 49. Ces trois numéros sont précisément les trois que j'avais fait parvenir à M. Torlonia, par le canal de M. Rall. Ils ne conte-

naient rien d'important. L'un de ces numéros contenait l'avis donné dans mon premier moment de joie, lorsque j'obtins le remboursement des 95,000 L., ne voulant pas vous faire attendre un instant ; mais cet avis fut bientôt rendu inutile par les dépêches suivantes. Voici sur ce remboursement une anecdote qui en vaut bien une autre. Un grand personnage me demanda un jour : « Qu'avez-vous fait de cet argent ? » Je lui répondis avec quelque étonnement : « Comment, *ce que j'en ai fait?* Et que pouvais-je donc en faire ? Je l'ai envoyé dans le jour même à sa destination jusqu'au dernier copeck. » Il me répliqua avec un sérieux parfait : « *Vous avez bien mal fait, il fallait le garder.* » J'espère que ce trait est bon Je ne sais comment il était sorti de ma tête. J'ai dans ce genre une collection précieuse, et je puis me vanter d'avoir beaucoup appris dans ce genre de belles choses.

Monsieur le Comte Nicolas de Roumantzof, qui avait toujours vécu en garçon, vient d'ouvrir sa maison de Chancelier par un grand dîner qu'il a donné le 6 (18) de ce mois aux Ministres, aux grands de la couronne, aux membres du Conseil privé et au Corps diplomatique : nous étions cinquante. Rien ne peut surpasser la magnificence de ce repas où nous avons vu paraître la porcelaine donnée à Paris ; chaque assiette porte dans le fond l'image de quelque grand personnage de l'antiquité, d'après les pierres antiques du *musée Napoléon.* Il a reçu de plus une bibliothèque composée de livres imprimés et reliés magnifiquement, mais nous ne les avons pas vus. Il m'a proposé d'aller un matin les feuilleter : je m'en prévaudrai une fois. Bientôt il y aura chez

lui un bal et un souper magnifiques où l'on assure que la Cour assistera. Des amateurs qui savent le prix de tout prétendent que le dîner a coûté 3,000 roubles; comme le Chancelier en a 300,000 de rente, et qu'il est garçon, il n'a nulle raison de se gêner.

La nouvelle du jour est la retraite de S. M. l'Impératrice-mère à Gatschina. Elle annonce devoir y passer deux ans sans désemparer. On dit que le Duc d'Oldenbourg père lui a représenté que les deux jeunes Grands-Ducs, Nicolas et Michel, ne seraient plus que deux soldats si on les laissait à Saint-Pétersbourg, et qu'il fallait absolument les tirer du corps de garde. Je ne crois pas le mot de cela. Le Duc d'Oldenbourg qui connaît les maximes et les goûts de l'Empereur ne se serait pas hasardé, je crois, à les contredire, au moment où son fils épousait une Princesse russe, et était déclaré *Altesse Impériale.* Il y a là quelque chose de plus profond. La résolution de l'Impératrice tient indubitablement à des mécontentements qui seront mis au jour insensiblement. Je crois en attendant ne rien hasarder en vous disant que *la mère* voulait avoir un parti, et n'en aura jamais : au lieu que *la belle-fille* qui pourrait en avoir un, n'en veut point. Celle-ci est seule avec sa conscience: elle est en bonne compagnie. Malheureusement elle manque d'une certaine flexibilité indispensable aux femmes qui ont besoin de fixer des époux distraits. Sa noble fierté ne veut point faire d'avances. Elle croit même que les avances sont des indécences : elle se trompe ; d'ailleurs elle est parfaite. L'Impératrice-mère semble jouer une carte terrible. Elle s'expose au repentir, même au re-

pentir infructueux. Elle s'expose à être laissée où elle aura voulu aller. Je comprends d'ailleurs fort bien que la jeune Grande-Duchesse Anne sera heureuse et tranquille à côté de sa mère (quoique j'aille peut-être un peu trop vite, en disant: je comprends) ; mais je ne réponds pas du tout des deux Grands-Ducs. Ils n'ont pas seulement vu la parade, ils ont vu le spectacle de l'Ermitage, et les danseuses surtout. Comment s'accommoderont-ils de la retraite de Gatschina ? Nous verrons cela.

Dernièrement le Grand-Duc Constantin est allé voir sa sœur dans son Gouvernement à Twer. Avant de partir, il est allé, l'écharpe autour du corps, demander à M. le Comte Araktcheief un congé de vingt jours (c'est la permission ordinaire pour les Officiers); il serait difficile d'avoir une idée plus profonde de la discipline militaire et de la Monarchie. Nous sommes perdus, Monsieur le Chevalier, si cette caporalerie révolutionnaire prend racine à côté des trônes les plus élevés. Il faut voir le résultat pour la dignité.

L'amitié est toujours à l'extérieur : on n'est pas plus tendre entre cette Cour et celle des Tuileries ; mais qu'est-ce qui se passe sous le tapis? C'est une autre question. L'armée de Moldavie est fort belle, fort bien entretenue, et très animée. Celle de Pologne s'accroît tous les jours, toute celle de Finlande, la Garde exceptée, s'y rend encore. Quelle position, Monsieur le Chevalier, pour commander la paix, si l'Empereur le voulait ! Je ne sais quelles sont ses intentions secrètes ; mais je serais porté à croire, avec beaucoup de gens, que le système politique commence à s'altérer. Je ne dispute nullement

à S. M. I. le droit de faire tout ce qu'Elle a fait pour se conserver : en politique comme ailleurs, et plus qu'ailleurs, nécessité n'a point de loi. Nous serions-nous laissé accuser d'immoralité en 1798? Ou Louis XIV était-il un misérable lorsqu'il signait un traité avec Cromwell, et qu'il lui accordait l'alternative? Je respecte le bon sens de ceux qui font ces objections ; mais, d'un autre côté, lorsqu'on peut briser les fers de la nécessité, on fait fort bien, et comment l'Empereur de Russie pourrait-il ne pas voir le danger épouvantable de laisser grandir sans mesure *le colosse*, et de se le donner pour voisin ? Quand on dit qu'Il est absolument dans la main de Napoléon, c'est beaucoup trop dire, incontestablement. Il y a au contraire des froideurs considérables entre eux, par la liberté qu'a prise l'Empereur de contrarier notablement les idées de l'autre sur plusieurs points. Le traité même avec la Suède a fort déplu à l'Ambassadeur de France, et par conséquent à son Maître, *attendu que les Russes se sont écartés des bases fixées par la France.* J'ai souligné, dans l'article III, deux dispositions où la Suède est évidemment favorisée, et qui auront fort déplu ; car vous entendez de reste que le sel et les marchandises coloniales sont un article considérable, et que d'ailleurs tout passera sous cette dénomination. Vous sentez bien aussi que, suivant les intentions bénignes de la France, il ne s'agissait pas de modifier *en faveur*, mais bien *contre* la Suède, du moins jusqu'à nouvel ordre.

Mais ce qui a certainement irrité Napoléon par-dessus tout, c'est la mesure observée par l'Empereur à l'égard

de l'Autriche. D'abord, pendant la guerre, il ne l'a touchée que du bout du doigt, et j'ai déjà eu l'honneur de vous expliquer ce point. Tout nouvellement encore, l'Empereur a refusé de détruire le Gouvernement autrichien en Gallicie, par la raison que le simple détenteur n'était point conquérant, et ne pouvait par conséquent toucher au Gouvernement. Vous jugez, Monsieur le Chevalier, comment cette jurisprudence aura réussi à Paris. Il est bien essentiel dans cette circonstance d'écarter toute passion, et de se souvenir que tout le monde ayant eu tort dans cette grande lutte, tout le monde est tenu à l'indulgence. Où étaient les Prussiens le jour d'Austerlitz? Où étaient les Autrichiens le jour de Pultusk, de Preussisch-Eylau et de Friedland? Mais disent ces puissances: *Nous n'étions pas prêtes alors.* Ah! vous n'étiez pas prêtes? — Eh bien! L'Empereur de Russie n'est pas prêt aujourd'hui. — Le raisonnement est le même, et il faut nécessairement l'admettre ou le rejeter de part et d'autre.

Pendant que j'écrivais cette lettre, nous avons appris que le Prince Bagration a battu le Grand-Visir en Bulgarie, qu'il lui a tué 2,000 hommes, qu'il a fait 4,000 prisonniers, parmi lesquels il y a un Pacha, et qu'il a enlevé le grand drapeau du Visir que le Chambellan de Bekendorf vient d'apporter à Saint-Pétersbourg, 7 (19) octobre. Voilà l'honneur des armes russes et l'honneur national qui remontent, et sûrement ces exploits ne seront pas parfaitement agréés à Paris. On voit tous les éléments d'une nouvelle brouillerie.

Je n'ai pas besoin de vous dire, Monsieur le Cheva-

lier, à quel point le cœur nous bat en contemplant l'Autriche. Qu'une tête grande et élevée agisse dans ce moment, c'est ce qui paraît incontestable : il ne paraît pas moins certain que Napoléon trouve qu'il vaut la peine d'y penser, autrement il aurait attaqué depuis longtemps. Dans ce moment, on nous donne pour certaine la mort de l'Archiduc Charles, et l'on ne manque pas d'ajouter, avec bonté « *Il aurait bien dû mourir plus tôt* ». Il y a bien longtemps que j'avais entendu parler de lui comme d'un homme entièrement au-dessous des circonstances ; mais, à vous dire la vérité, j'attribuais ce discours à l'esprit moderne qui en veut aux Princes, et jamais je n'en ai fait usage, même dans mes lettres officielles. Aujourd'hui, on pourrait croire que le discours en question était fondé ; cependant comme je n'ai pas entendu les raisons qu'on pourrait mettre en avant pour sa défense, je suis tout prêt à entendre ce qu'il dira, ou ce que diront ses amis.

Je suis porté à croire, Monsieur le Chevalier, que la détermination finale de la Russie dépend en grande partie de celle de l'Autriche. Si elle plie humblement le genou (hélas ! nous ne sommes plus dans les siècles d'héroïsme) vous verrez la Russie la frapper à terre pour échapper elle-même à la colère du *Tigre*. Mais si l'Autriche fait encore un grand effort, je ne puis me persuader que l'Empereur de Russie se dégrade au point de le traverser. Non, je ne puis le croire avant de le voir.

Lorsque le thermomètre de l'espérance était en Autriche à 80 degrés, le Chevalier Ganière m'écrivit une lettre toute rayonnante d'espoir et de joie. En réponse, je

lui écrivis : « *Vous avez une petite caisse de vieux livres à moi : je vous prie de la déposer chez un banquier, à l'adresse de M. le Baron Rall, pour le cas où vous serez obligé de quitter Vienne.* » Il ne fallait pas être prophète pour concevoir ces craintes, lorsque nous vîmes six armées commandées par six Archiducs. Si une génération humaine produit à la fois six grands généraux, tels qu'il nous les faudrait dans ce moment, dans un Empire de 25 millions d'habitants, c'est une époque dans l'histoire ; et cela s'appelle *un siècle.* Mais si une seule famille les produit dans le même moment, c'est un miracle auprès duquel tous ceux de la Bible ne sont rien. Personne, je vous l'assure, ne me surpasse en respect pour cette auguste Maison, je puis même dire en reconnaissance (malgré d'anciennes rancunes), car je lui en dois, en ma qualité d'Européen ; mais ce respect ne saurait m'empêcher de voir des choses évidentes. Si la lutte recommence, j'espère que le commandement tombera au moins à la jeunesse. Pourquoi ne se fierait-on pas à elle ? Est-il possible de faire plus mal que ce que nous avons vu ? Si l'Autriche s'obstine à ne vouloir être qu'une *muraille*, la France qui est un *bélier* finira par la renverser. Il faut qu'elle change de maximes. Ne désespérons de rien ! Voyons les fautes, puisqu'elles sont visibles, mais voyons-les sans aigreur. Le bon moment ne paraît pas proche ; mais rien ne nous le montre comme impossible. Nous voyons même par ce qui vient de se passer que ce n'est pas la force qui nous manque, mais le talent ou, pour mieux dire, l'espèce de talent nécessaire dans cette circonstance. Je vois la chose avec une clarté qui

tient de l'intuition, et je m'exerce cependant à la résignation plus qu'à l'espérance.

Voilà encore l'expédition de Hollande qui est devenue un grand sujet de tristesse. On ne peut pas dire cependant qu'elle ait été inutile, tant que les Anglais tiendront l'île de Walcheren.

M. le Comte de Front me dit qu'il n'envoie pas mes lettres *par la poste* à M. le Chevalier de Rossi, vu que les frais seraient trop considérables, et qu'il attend des vaisseaux marchands. Voilà une découverte pour moi. Je n'avais pas le moindre soupçon qu'il y eût une poste de Londres à Cagliari. Je croyais fermement que S. M. Britannique entretenait une correspondance avec tous ses Ministres par des *avisos* réguliers, et qu'ils ne payaient pas de port, et je croyais de plus que les dépêches du Comte de Front partaient par cette voie. Je me suis bien vite empressé de lui répondre qu'il m'avait fait le plus grand plaisir en retenant mes dépêches, auxquelles je n'attachais aucune espèce d'importance, qu'il pouvait même les brûler s'il le jugeait à propos. En effet, je n'écris que par coutume et par obéissance ; mais je n'accorde presque aucune utilité aux lettres. Je ne dis pas que, dans les circonstances ordinaires, la description du théâtre où je vis ne pût intéresser S. M., mais dans ce moment les lettres ne valent pas l'ennui qu'elles donnent et quelquefois même le danger qui en résulte, comme vous le voyez dans le cas présent, où les lettres non chiffrées ont été livrées à la poste d'Angleterre par quelque manœuvre mercantile que je ne croyais pas possible. Ces lettres au reste, écrites dans le mois

de janvier, sont arrivées à M. de Front au mois de mai, et il me dit le 1er de juin, qu'il les fera partir par quelque vaisseau marchand. Vous voyez, Monsieur le Chevalier, que ce sera, au pied de la lettre, l'*Histoire ancienne.* Rien n'est si fade qu'une lettre ancienne. Pour intéresser, il faut qu'elle soit fraîche ou antique. Je crois aussi, à tout prendre, que l'excellent Comte de Front n'est pas fort amusé de cette correspondance. Ainsi j'espère que par toutes ces raisons S. M. trouvera bon que j'écrive moins jusqu'à ce que le passage soit ouvert par l'Autriche. J'aurais dû vous dire plutôt que ce paquet sera porté par M. Radi, secrétaire du Duc, qui va en Sicile pour les affaires de ce dernier. L'occasion est parfaitement sûre et comme il doit retourner, vous pourrez en profiter pour me faire parvenir tout ce que vous jugerez à propos.

Je corrige ma nouvelle de Turquie donnée dans cette lettre : c'est un Pacha qui a été battu, et non le Visir, et c'est l'étendard du Pacha qui a été pris.

Il y a apparence que M. de Steddingk demeurera ici, quoiqu'il n'ait point encore de caractère. Le Général Van-Suchtelen se rend à Stockholm sur le même pied. Il y sera vu de très mauvais œil, car c'est lui qui a pris Sveaborg et il passe pour y avoir employé les moyens les moins délicats. Le Baron de Steddingk a fait cette objection et *on* l'a trouvée très fondée. *Mais la nomination était faite !!* Il part.

Dans une conversation plus intime, le Baron de Steddingk m'a confessé que la raison principale contre le Roi n'avait pas été employée directement ; mais qu'elle

avait cependant eu sur cette triste catastrophe un effet très déterminant, en ce que le Roi était persuadé que c'était la dernière arme, et qu'on allait en faire usage ouvertement, s'il n'avait pas cédé.

Les meilleurs amis de M. de Steddingk le blâment d'avoir signé ce traité, mais ils lui pardonnent en faveur de la naïveté avec laquelle il se condamne lui-même. Une dame marquante de ce pays, Madame Zagresky, sœur de Razoumosky, amie intime du Baron de Steddingk lui disait le lendemain de son arrivée : *Eh! Mon cher Ambassadeur, comment n'avez-vous pas eu la force de vous tirer de ce mauvais pas?* — L'autre répondit en lui tendant les bras : — *Ah! Ma chère amie, c'est que je suis faible.*—Personne n'a droit d'ajouter rien à cela.

J'ai eu l'honneur de vous dire que la promotion de mon frère avait excité quelque jalousie parmi nos compatriotes. C'est sans doute une étrange idée que celle de se fâcher, dans l'état général, d'une promotion faite dans les départements de l'Amirauté. Cette colère a fort mal réussi auprès des personnes qui en ont eu connaissance, car il n'y a rien de plus connu que mon zèle pour ces Officiers, et les bureaux sont pleins de mes Mémoires en leur faveur. Et qui me forçait de me donner cette peine? Du moment que ces Messieurs avaient revêtu l'uniforme russe, je n'avais plus rien à dire ; c'est moi qui me suis mis volontairement en avant, et qui ai obtenu insensiblement de S. M. I. la permission d'être leur procureur. J'ai fait pour eux l'imaginable et l'inimaginable ; il m'est arrivé même d'aller jusqu'à l'imprudence, et je ne sais pas trop si je puis ajouter *exclusivement*. Je ne sais com-

ment on peut l'oublier, ou si l'on prétend que je refuse les grâces de l'Empereur qui viennent me chercher. Qu'il me soit permis d'ajouter, Monsieur le Chevalier, que lorsqu'on s'est vu réduit à l'extrémité de peindre pour vivre, sans perdre sa place dans la plus haute société, lorsqu'on est tout à la fois militaire, physicien, chimiste, écrivain brillant, dessinateur du premier ordre, etc., on peut bien obtenir quelque chose. Celui qui envoie des chansons aux dames et des Mémoires à l'Académie des sciences sortira nécessairement des rangs. Enfin le cap des Tempêtes est doublé, et nous sommes plantés dans ce pays assez bien pour qu'il ne soit pas du tout sûr de nous attaquer sans raison. Au reste, comme tous n'ont pas pensé, parlé ou écrit dans cette occasion de la même manière, et que d'ailleurs je déteste les accusations et les personnalités, je m'en tiens à cette page générale que la prudence rend nécessaire à tout événement. J'ajouterai seulement qu'une vengeance me paraissant tout à fait indispensable, j'ai profité d'une occasion où j'ai rencontré le Grand-Maréchal chez sa femme, à la campagne (car je ne le recherche plus directement pour quelques bonnes raisons de politique), j'en ai profité, dis-je, pour recommander de nouveau et très chaudement Messieurs les Officiers piémontais à la bonté de S. M. I. Ensuite j'ai répété la même recommandation à M. le Comte de Roumantzof. L'un et l'autre m'ont paru fort surpris de la mauvaise humeur de ces Messieurs. « La coutume invariable du pays, m'ont-ils dit, est que l'Empereur avance les Officiers pour raison de services distingués et sans égard à l'ancienneté : jamais l'Empereur

ne se départira de cette règle, et toujours l'Officier qui se bat, passera avant celui qui se repose. » — Je répliquai : — J'admets volontiers cette règle contre le jeune petit Maître qui fait l'amour pendant qu'on se bat ; mais je crois qu'elle ne vaut pas contre le vieux militaire qui a fait ses preuves, contre le Comte de Galaté, par exemple, qui s'est bien battu, qui a été blessé, qui est triste et malade, etc., etc. — Ces deux grands personnages ne m'ont pas paru aussi convaincus que je l'aurais désiré, mais j'ai fait tout ce qui dépendait de moi.

En quittant M. le Comte de Roumantzof, après l'avoir prié de mettre mes remerciements aux pieds de S. M. I., j'ajoutai : Je vous prie, Monsieur le Comte, de vouloir bien donner à S. M. I. ma parole d'honneur, qui n'a trompé personne jusqu'ici, que jamais nous n'avons prononcé, ni mon frère ni moi, le mot de *grade* chez son Ministre, et que nous n'y avons même jamais pensé, puisque nous étions persuadés l'un et l'autre qu'il y avait dans ce moment contre les sujets de S. M. une petite loi de suspension que nous respections autant que nous le devions.

C'est la vérité pure, mais il faut la répéter ; car il y a des personnes qui ne peuvent se résoudre à croire à la franchise.

Je dois au reste ne plus croire à cette proscription momentanée, puisque M. Zundler vient d'être fait Major. J'espère que lorsqu'une certaine petite rancune sera évaporée, les autres seront aussi avancés. La promotion de mon fils au grade de lieutenant s'avance aussi rapidement ; alors il sera capitaine dans l'armée, et son pre-

mier pas sera celui de Lieutenant-colonel. Jugez si j'attends ce moment! Quelques événements ont fait nommer avantageusement ce jeune homme; mais tandis que nous conduisions ici une barque avec quelque bonheur, mon nom y est arrivé par une voie dont je ne me doutais guère. Le Baron de Strogonof, neveu du Comte et du Prince Boldzerki, qui a couru tout lemonde pour rattraper la santé qui n'en a pas voulu entendre parler, est revenu de ses voyages depuis quelque temps. Il a laissé beaucoup d'amis à Genève, dont l'un lui écrit: « *Il ne s'agit plus ici de différences de religion, ni de préjugés de naissance : nous possédons un abbé dont l'éloquence nous ravit, tout le monde y court,* etc.» C'est mon frère, ancien Grand-Vicaire de Tarentaise, qui fait un fracas inouï à Genève. Il m'est arrivé nombre de lettres dans ce sens, mais celle du Baron Strogonof est fort citée et ne gâte rien à notre attitude. Quelle bizarrerie! Il y a plus de protestants que de catholiques dans l'église qui appartient à Genève; les ministres mêmes sont fort assidus, mais l'auditeur le plus curieux est Madame de Staël qui n'a jamais quitté mon frère, ni à l'église ni dans le monde. Elle lui dit un jour aprés avoir entendu un sermon sur l'enfer: « Monsieur l'Abbé, j'ai entendu votre sermon sur l'enfer, vous m'en avez entièrement dégoûtée » C'est dommage que la gloriole de famille soit fort gâtée par le sentiment de ce qu'elle nous coûte.

Vous ai-je dit, Monsieur le Chevalier, que les Officiers russes prisonniers en Angleterre sont enfin arrivés? M. le Chevalier Manfredi est du nombre. J'espère que cette longue et pénible campagne lui sera fort avanta-

geuse, et pour l'argent et pour les grades ; il a perdu l'Amiral Tchitchagof auprès duquel je l'avais fort bien établi, mais il a gagné totalement, à ce qu'il me semble, l'estime de l'Amiral Siniavin, qui ne lui sera pas peut-être moins utile, et il a gagné de plus la langue russe autant qu'il faut pour entendre et se faire entendre. C'est assez, mais c'est la condition *sine qua non*, du moins pour le service militaire.

Voici l'ordre des docteurs en langue Russe parmi les sujets de S. M., suivant l'ordre de la science. Mon fils, Venanson, Manfredi, et mon frère. Zundler commence à pouvoir commander l'exercice. Les autres n'en savent pas plus que moi : c'est-à-dire rien. Cependant que faire sans la langue ? On peut se faire tuer à sa place, mais on ne peut faire un pas dans le chemin de la fortune.

J'ai eu l'honneur, je crois, de vous dire que M. Zundler avait obtenu la croix militaire de Saint-Wladimir. Aujourd'hui le voilà Major, ce qui lui donne, par an, 400 roubles de plus, dont il avait grand besoin. Je crois qu'il obtiendra encore quelque gratification. Il est un peu lent, et ses discours sont faits en spirale, mais il est fort sur son métier, très appliqué, et d'une probité *a null' altra seconda*. Il a été chargé de dresser des batteries à Cronstadt, dont on a été fort content.

La règle capitale pour un étranger, dans ce pays, étant d'oublier le sien, je n'ai rien négligé pour faire dégorger à ces Messieurs l'air natal. J'ai réussi *cosi cosi*. Quelques-uns cependant commencent à comprendre la Russie. Je vous amuserais beaucoup, Monsieur le Chevalier, et peut-être même j'amuserais S. M. en vous racontant

l'histoire du Chevalier Manfredi qui pensa se perdre au début pour s'être cru chez lui. Il s'agissait de donner son avis raisonné, au Ministre de la marine, sur un instrument de mathématique présenté par un Officier danois. Manfredi, qui jugea l'instrument mauvais, fit cependant un rapport normand pour ne choquer ni l'Officier ni ses protecteurs ; puis il vint me dire *d'un ton solennel : li*, *li*, avec le geste que je me rappelle avoir essayé de vous décrire. — Je m'écriai : *Qu'avez-vous fait*, *mon cher*, *vous venez de vous couper le cou.* — Je me pressai d'aller chez le Ministre, il était furieux. — *M. le Chevalier Manfredi, croit-il que je l'ai choisi pour m'apprendre à douter ? Je sais bien douter sans lui, etc.* — Le reste est encore plus plaisant, mais je serais trop long. Cette affaire s'arrangea, et M. Manfredi est devenu fort agréable à l'Amiral. Je l'ai revu avec beaucoup de plaisir, et j'espère que la protection de M. l'Amiral Siniavin remplacera celle du Ministre.

M. Michaud, qui n'est jamais venu ici, mais qui est employé en Moldavie, a été Major en même temps que M. Zundler. Je pense que ces détails sur les différents sujets de S. M. qui sont en Russie, ne sauraient être indifférents à sa bonté. C'est la raison qui m'engage à leur donner place dans ma lettre. J'ai d'ailleurs si rarement occasion d'écrire que je dois épuiser tous les sujets.

Le Marquis Paulucci de Modène, dont j'ai eu l'honneur de vous parler ci-devant, a voulu aussi faire l'Italien dans ce pays, non par habitude et par ingénuité comme ces autres Messieurs, mais pour intriguer et finasser

suivant l'art. L'Empereur l'a envoyé en Perse et lui a fait signifier avant son départ qu'il avait déplu. Ainsi il n'a pas eu le tourment du doute. Il est cependant assez bien dans l'armée de Perse et je crois que tout s'arrangera. Je n'ai pu vérifier précisément son tort.

Pendant que j'écrivais cette lettre nous avons reçu la nouvelle de la paix d'Autriche. Ce n'est pas aussi mal que nous avons pu le croire au mois de juin, et que Bonaparte lui-même s'en est flatté à cette époque. Mais c'est encore trop mal ; c'est surtout un grand malheur que la Maison d'Autriche n'ait pu recouvrer et retenir le Tyrol. Ce que je crains par-dessus tout, c'est quelque article secret qui restreigne la liberté de l'Autriche quant à l'armement. Si elle échappe à ce malheur humiliant, elle demeure encore une puissance respectable, en pied, et c'est beaucoup. Si elle avait pu continuer la guerre, c'eût été un grand coup ; mais il faut se soumettre à la loi, puisque les grands Princes ont constamment le bandeau sur les yeux. Il faut aussi reconnaître une force majeure qui nous entraîne ; car, en vérité, ce que nous voyons est tout à fait surhumain.

Maintenant nous allons voir comment Bonaparte se conduira avec ce pays. Voici ses griefs réunis : 1° l'Empereur a évidemment épargné l'Autriche pendant la guerre (comme je vous ai fait connaître la vérité sur ce point, je n'y reviens pas). 2° Ukase terrible contre les Polonais, et qui est exécuté sans miséricorde. 3° J'ai su, par un canal très respectable, que l'Empereur a écrit directement à Bonaparte pour lui demander l'extradition des Polonais transfuges. 4° Traité de Frédéricksham aux

endroits marqués. 5° Maintien du Gouvernement autrichien en Gallicie. Il me semble que ces symptômes réunis ne sont pas équivoques. Quel dommage qu'il n'ait pu y avoir une réunion plus décidée ! Pour se former une idée claire de l'état des choses, il faut savoir toutes les circonstances de la paix, et s'il n'y a point surtout des compensations encore cachées, aux dépens de qui il appartiendra. Si Bonaparte continue à flagorner la Russie, malgré les griefs évidents qu'il a contre elle, ce sera une marque que cette paix ne laisse pas Bonaparte dans une situation aussi belle qu'on le croirait : mais il faut voir.

Des papiers publics Anglais et Français, que j'ai pu comparer par hasard, m'ont beaucoup chagriné ; car ils m'ont paru prouver, en premier lieu, qu'il est impossible aux Anglais de se maintenir dans l'île de Walcheren, ce qui réduit l'expédition à un ridicule immense, acheté par quarante millions. Et en second lieu, il m'a paru voir que les Espagnols, qui défendent bien une ville comme les Turcs, ne sont pas à beaucoup près aussi brillants en rase campagne ; et qu'il y a entre eux et leurs alliés des dissensions qu'il n'est plus possible de cacher. Cet aperçu m'a fâché mortellement ; d'autant plus que Bonaparte, libre sur le Danube, va retomber sur ces pauvres Espagnols avec une nouvelle force. Je ne puis cependant encore me résoudre à désespérer tout à fait de ce bon peuple.

Je fus invité il y a peu de temps, à un petit dîner très intime : M...., qui était à mes côtés, me dit en particulier : « *Je suis inconsolable que vous n'ayez pu exécuter*

*votre projet de l'année dernière.* » S'il avait pu voir le dessous des cartes, il aurait été fort étonné. Au reste, Monsieur le Chevalier, au milieu de tant de malheurs et d'espérances trompées, vos propres réflexions vous auront assez démontré, sans que je m'en mêle, des choses qu'il serait par conséquent fort inutile de vous répéter. Je crois cependant, Monsieur le Chevalier, devoir dans un moment tel que celui-ci, vous transmettre un petit abrégé en dix articles, des principes sur lesquels je me suis constamment réglé dans ma mission. Je n'y mets, je vous assure, ni orgueil ni obstination ; mais j'ose m'assurer que S. M. y verra autant de raison que dans beaucoup d'autres systèmes. Je sens qu'il faut beaucoup se défier de soi-même ; mais d'un autre côté, l'homme se trompe peu lorsqu'il juge contre son désir. Vous voudrez bien encore, j'espère, observer que tout ce que je sais des affaires de S. M. c'est qu'Elle est hors de sa place, et que le cri de la justice l'y rappelle. Au delà de ce profond secret, je n'en sais pas plus que mon valet de chambre. Lors donc que j'ai suivi en conscience mes propres idées, je suis parfaitement en règle, quand même je me trouverais matériellement en contradiction avec vous. Ce raisonnement me paraît décisif; d'ailleurs il me semble que les faits raisonnent sur ce point mieux que le raisonnement. Je serais extrêmement satisfait si S. M. en jugeait de même.

M. le Comte de Roumantzof vient de rétablir les dîners diplomatiques. Cela vaut la peine d'être dit, car cet usage, qnoique fatigant pour nous, fait néanmoins disparaître en partie l'inconvénient dont j'ai eu l'honneur

de vous parler. C'est un grand moyen de parler sans audience solennelle. Le premier de ces repas a eu lieu le 16 (28) de ce mois. Je suis toujours traité par le Chancelier avec une politesse distinguée. Je prie S. M. de n'être nullement en peine des petites pointilleries que je vous ai fait connaître à propos du retard des promotions et de la distinction accordée à mon frère. Si quelques personnes ont été désapprouvées, elles l'ont bien voulu, mais tout cela s'oubliera et n'aura point de suite, parce qu'au lieu de *relever la balle*, comme on dit vulgairement, je l'ai tout à fait amortie par ma conduite. Je suis même porté à croire que ceux qui ont eu des torts n'en sont pas à se repentir, et de mon côté, j'ai tout oublié. J'aurais même passé tout à fait ces choses sous silence, si la réserve n'avait pas ses bornes, comme toutes les autres choses. Chacun ayant sa plume dans ce monde, je crois devoir prendre quelques précautions éventuelles pour fixer vos idées, si jamais la chose devenait nécessaire, mais Sa Majesté ne doit dans aucun cas craindre ni scène désagréable, ni diminution de zèle de ma part.

Une lettre de Napoléon à S. M. I. occupe fort les esprits dans ce moment Puisqu'elle est devenue publique, vous sentez bien que c'est parce que le Maître l'a voulu ainsi. Elle est longue et je manque de copiste; mais vous pouvez compter sur l'exactitude des articles suivants quant au sens, et même à très peu près quant aux expressions, car je l'ai lue deux ou trois fois très attentivement.

Schœnbrunn, 10 octobre (n. s.)

1° Monsieur mon Frère, le Duc de Vicence vient de m'apprendre que Votre Majesté vient de conclure la paix avec la Suède, etc. *Votre Majesté veut-elle bien permettre* que je lui fasse part à mon tour que je suis sur le point d'en signer une, etc.

2° Je suis sûr de faire une chose agréable à Votre Majesté en lui apprenant que la plus grande partie de la Gallicie demeure à l'Autriche. J'ai ménagé aussi les intérêts de Votre Majesté, autant qu'Elle aurait pu le faire Elle-même, et sans manquer néanmoins à ce que me prescrivait l'honneur.

3° L'Autriche ne cède que le Saltzbourg, quelque chose sur l'Inn, *et, en Italie, ce qui m'est absolument nécessaire pour mes communications avec la Dalmatie*, en sorte qu'on peut dire que l'Autriche demeure dans son intégrité.

4° J'ai voulu faire encore cet essai, en usant à son égard d'une modération à laquelle elle ne devait pas s'attendre.

5° Le Duché de Varsovie ne peut se passer des bonnes grâces de Votre Majesté, et elle peut être sûre que jamais, et dans aucune hypothèse, *je ne donnerai aucune protection à ses sujets.*

6° Rien n'égale la légèreté et l'inconséquence de ce Cabinet ; il vient encore de sacrifier 22 à 30,000 hommes dans le plus détestable pays de l'univers ; autant valait les jeter dans l'eau.

7° En Espagne, le Lord Wolseley avec 30,000 hommes de troupes a osé se mesurer avec l'armée du Roi presque égale en nombre, ayant d'ailleurs sur ses flancs 90 bataillons, et 45 ou 50 escadrons ennemis. Il serait difficile d'imaginer.....

8° L'Amérique anglaise paraît vouloir se ranger à notre système.

Les commentaires sur cette lettre ne tarissent pas. Dans le 1er article, il a oublié qu'il est Empereur. Le 2me est énigmatique. Le 3me ferait croire qu'il ne s'empare pas de toute la Carniole ; cependant on ne doute pas que Trieste et Fiume ne soient cédés. Mais je ne veux point prévenir inutilement toutes les réflexions qui se présentent d'elles-mêmes à la lecture de cette lettre ; j'observe seulement qu'elle a été livrée au public, suivant toutes les apparences, à cause de l'article 5me qui tranche toutes les espérances polonaises. On nous assure que le Prince Poniatowsky, pour ses bons et loyaux services, est envoyé en Espagne avec sa troupe. L'univers est plein de gens qui n'entendent rien à la chronologie. Ils croient que ce qui plaisait à Napoléon, il y a deux ou quinze ans, lui plaît encore aujourd'hui. Pauvres imbéciles ! Le plus grand connaisseur et le plus grand ami de la fidélité, c'est un usurpateur. Au reste, Monsieur le Chevalier, si S. M. veut croire à cette protestation, Elle est bien la maîtresse ; mais il pourrait fort bien lui arriver, un jour, comme aux Polonais. En attendant, on respire en Russie, et les apparences sont passables. Je n'ai pas besoin de vous dire que ce Souverain s'applaudira beau-

coup dans le fond du cœur, et se flattera d'avoir conduit sa barque avec une dextérité peu commune. « J'ai laissé dire, dira-t-il, mais j'ai acquis la Finlande que Catherine II convoita en vain pendant quarante ans ; j'ai acquis la Moldavie et la Valachie, je viens d'acquérir 400,000 sujets en Gallicie ; j'ai éteint les espérances des Polonais mécontents ; *mon influence a sauvé l'Autriche, etc.* Cela ne vaut-il pas mieux que d'avoir amené les Français à Saint-Pétersbourg, ou excité une révolte chez moi ? » Nul doute qu'il ne s'applaudisse beaucoup et qu'il ne s'affermisse dans son système de se conduire par lui-même.

Précédemment, il avait écrit à l'Empereur d'Autriche pour l'exhorter à la paix, en lui déclarant que si elle ne se faisait pas, il ne pourrait refuser à son Allié d'unir toutes ses forces aux siennes ; et copie de cette lettre a été communiquée au Cabinet Français. Mais tout cela est extérieur : je voudrais voir le dessous des cartes.

Nous savons à présent comment la paix s'est faite. Les plénipotentiaires d'Altenbourg ne voulaient pas signer. Alors le parti de l'Archiduc Charles a fait un dernier effort sur l'esprit de l'Empereur, qui a cédé. Des pleins pouvoirs ont été donnés au Prince Jean de Lichtenstein, qui est toujours le grand orateur de la paix, et il est allé la signer seul à Vienne.

Je m'attendais à tout, et cependant je suis surpris comme si je ne m'étais attendu à rien. Je ressemble un peu à ces malades qui disent à tout le monde : Je mourrai, et qui pâlissent ensuite quand on leur dit : *Vous*

*mourez.* Quand je pense à cette armée immense divisée en six corps, à cette attaque faite sur l'Italie avant d'avoir brûlé une amorce en Allemagne, à cette incroyable lettre de l'Archiduc Jean à Marmont, il me semble que j'ai rêvé. Tirons au moins quelque consolation de tant de malheurs, en voyant, ce qu'on n'aura jamais assez dit, que ce n'est point la force qui a manqué. Je me console aussi infiniment en comparant l'état actuel de l'Autriche à celui que l'Europe a pu craindre, et auquel même elle a pu croire pendant quelque temps. Après la proscription prononcée de tant de manières, et si expressément, après ce mot de *Princes de la Maison de Lorraine, tant de fois répété*, après les noms français donnés aux îles de Vienne, etc., ce n'est pas un léger bonheur que celui de se voir à la tête de 19 millions de sujets. (Pourvu, je vous le répète, qu'il n'y ait point d'article secret). Et c'est, en vérité, une grande consolation pour tout homme sans passion qui n'aime et ne demande que l'ordre. L'Autriche est sur pied, la Russie est sur pied, l'Angleterre est sur pied, l'Espagne n'est pas conquise. Acceptons tout cela *ad refocillandam animam*, jusqu'à ce qu'arrive enfin le moment du génie et de l'unité.

Nous verrons bientôt ici une Ambassade Persane. On voulait d'abord ne pas la recevoir à cause des frais immenses (car les orientaux nous défrayant chez eux, il faut les traiter de même); mais l'Empereur s'est décidé à l'accepter. Elle vient demander la paix : voilà encore une gloire. *Jam Parthi responsa petunt.* Il y aura nécessairement des cérémonies et des fêtes qui amuseront tous

les yeux. Le spectacle de ces grands Empires est extrêmement amusant. Ou farce, ou drame, ou tragédie, on y joue toujours quelque chose.

Lors du premier partage de la Pologne, il y a près de 40 ans, des *Rebelles polonais* (semblables en tout aux *Rebelles espagnols* de nos jours) furent transportés en Sibérie, et vous serez sans doute bien surpris d'apprendre que, jusqu'à présent, on n'a pas seulement songé à leur fournir aucun secours religieux. Le Gouverneur actuel de la Sibérie a senti cette inconcevable barbarie. Comme il est venu ici pour traiter directement des affaires de son Gouvernement avec S. M. I., il a mis cet article au nombre de ses demandes, et il a obtenu de l'Empereur trois établissements de prêtres catholiques, l'un à Tobolsk, l'autre à Tomsk, et le troisième à Irkoutsk, sur la frontière de Chine, dans une étendue de près de 7,000 verstes ; mais tout cela a été projeté avec une parcimonie et une ignorance de nos lois qui passent l'imagination. Le Gouverneur général est fort lié avec un personnage distingué de cette ville, membre du Sénat dirigeant, dont je suis aussi devenu le grand ami. Les Missionnaires ont été demandés au Général des Jésuites, et tout de suite vingt sujets du Collège de Polock se sont présentés, quoique ce soit à peu près se dévouer au supplice. Mais l'arrangement de cette affaire souffre une infinité de difficultés. Le Général a demandé de s'aboucher avec le Gouverneur général, en présence de cet ami dont je vous parlais, et de moi. J'ai cru devoir me retirer en ma qualité d'étranger : mais le Gouverneur a voulu au contraire que j'assiste à la conférence ; ainsi nous allons

traiter cette affaire à nous quatre. Je trouve assez plaisant qu'un sujet de S. M. vienne de Chambéry à Saint-Pétersbourg pour influer peut-être sur un établissement qui doit avoir lieu sur la frontière de la Chine. Un des effets de la révolution (qui deviendra lui-même une grande cause), c'est d'avoir mêlé tous les hommes, toutes les religions, toutes les langues, toutes les opinions, et d'avoir rapproché une foule de têtes, qui, suivant le cours ordinaire des choses, ne devaient jamais se rencontrer.

On vient de me faire présent d'une copie de la fameuse lettre ; vous la trouverez ci-jointe. Comme les Anglais riront de l'*Anarchie complète*, et des journaux qu'Il envoie à *son ami*, qui sans doute n'a pas le moyen de se les procurer. Je n'ajouterai qu'un mot sur le mérite intrinsèque de cette lettre autographe, c'est qu'on n'y remarque pas l'ombre d'un Souverain. Dans un billet de Louis XIV, écrit par son secrétaire particulier Rose, chaque syllabe est d'un Roi ; ici il n'y en a pas une qui en donne l'idée. Au reste, Monsieur le Chevalier, on m'assure de bonne part, et je suis tout prêt à le croire, qu'on commence ici à se repentir d'avoir publié cette lettre. En effet, il me paraît certain que cette publicité déplaira également à l'Autriche et à celui qui a écrit la lettre. Pour ne parler que de celui-ci, jugez comment ses pensées et son style seront traités en Angleterre. Qui sait comment il prendra la chose ? On dit que les deux paix ont été faites par deux lettres. Aux conférences de Frédéricksham, le Comte de Roumantzof montra au Baron de Steddingk la copie d'une lettre écrite au Roi Charles XIII, et communiquée à l'Empereur de Russie,

par laquelle Napoléon déclarait à S. M. Suédoise qu'il ne pouvait l'assister d'aucune manière et qu'il l'exhortait à finir incessamment avec l'Empereur de Russie, en lui cédant les îles d'Aland et tout ce qu'il exigerait. Le Baron de Steddingk craignit d'abord une supercherie; mais bientôt un courrier Suédois lui apporta la copie authentique de cette même lettre: sur quoi, il signa tout. On dit même que la paix avec l'Autriche a été déterminée par la lettre de l'Empereur de Russie communiquée à Napoléon. Cela peut être et n'être pas ; à cause du doute que je vous ai fait connaître, mais en faisant abstraction de cette lettre, personne ne saurait s'étonner du parti pris par l'Empereur François. Les espérances avaient été trompées en Hollande, trompées en Pologne, trompées en Italie ; ses Généraux étaient divisés, sa propre famille ne l'était pas moins ; son caractère ne le porte pas aux grandes résolutions. Que peut faire d'ailleurs un Souverain héritier de deux philosophes?

Lorsque Champagny a remis le traité à M. de Metternich, il lui a dit devant plusieurs personnes : « Monsieur, vous devez ce traité aux bons offices de l'Empereur de Russie. Pour cette fois encore, l'Empereur, mon Maître, vous a pardonné; mais si vous vous avisez jamais de recommencer la guerre, il vous détruira sans retour ». Quelles paroles ! *Maestro ! Il senso lor m'è duro*. Je vois par le traité que cette grande Maison perd beaucoup plus que ne l'indique la lettre du 10 octobre. Le chemin vers Constantinople est clairement tracé dans ce traité. Qu'allons-nous voir ? Le Croissant tombera, suivant les apparences : mais quelles suites inimaginables !

# 293

## *Mémoire.*

En exceptant quelques erreurs inévitables et passagères, fondées sur de fausses nouvelles, et peut-être aussi quelques jugements précipités, non moins inévitables dans une position restreinte qui ne permet pas même d'acheter les *gazettes*, toute ma correspondance a roulé pendant sept ans sur certains principes généraux, que je prie S. M. de vouloir bien considérer un instant, dans l'abrégé extrêmement succint que j'ai l'honneur de mettre sous ses yeux.

1° S'il y a quelque chose de malheureusement évident, c'est l'immense base de la révolution actuelle, qui n'a d'autres bornes que le monde.

2° Cette révolution ne peut point finir par un retour à l'ancien état des choses, qui paraît impossible, mais par une rectification de l'état où nous sommes tombés ; tout comme la révolution immense causée par l'invasion des Barbares dans l'Empire romain ne finit point par l'expulsion de ces Barbares, mais par leur civilisation et leur établissement définitif, qui créa le système féodal de l'Europe.

3° La durée des révolutions étant proportionnée à la masse des éléments mis en fermentation, et à la gran-

deur de l'effet qui doit en résulter; rien malheureusement ne nous annonce la fin de celle que nous voyons ; d'autant plus que l'on n'aperçoit en Europe aucun jeune talent capable de s'opposer au torrent. Cet article est important, car l'homme qui n'a pas vaincu à trente ans ne vaincra jamais ; je veux dire qu'il pourra conduire des bataillons avec plus ou moins de succès dans une guerre ordinaire, mais jamais il ne fera une de ces guerres qui changent la face du monde.

4° Mille et mille raisons historiques, politiques, morales, métaphysiques même, se réunissent pour faire croire que rien ne peut faire reculer la France, et que le repos ne peut être rendu au monde que par elle.

5° Bonaparte n'est qu'un immense zéro, une nullité toute puissante. Rien ne lui résiste, mais son action est purement destructrice, et ne fait que balayer la place pour les architectes futurs.

6° La restitution des Etats de S. M. pendant la vie de cet homme extraordinaire ne doit pas être mise au rang des choses possibles.

7° La Maison de Savoie est trop grande pour un petit Etat : son ancien patrimoine même n'était pas en proportion exacte avec la dignité du Souverain (je ne dis point ceci parce que le Roi le lira, mais parce que je le pense). Heureusement ses Etats étaient si parfaitement situés, et leurs différentes parties se trouvaient entre elles dans une si parfaite harmonie, qu'ils pouvaient être rangés au rang des souverainetés les plus précieuses de l'Europe. Mais si l'on vient à les morceler, la puissance qui naît de l'ensemble disparaît, ou du moins elle diminue, non

point en raison de la diminution physique et territoriale, mais dans une proportion beaucoup plus grande.

8° Donc il vaudrait mieux pour la Maison de Savoie posséder de plus grands Etats, et même hors de l'Italie, que de jouir seulement d'une partie des siens, et ce qu'elle doit chercher par-dessus tout, c'est l'indépendance.

9° Un beau coup serait de décider Bonaparte à quelque cession qui s'accorderait d'abord avec la morale, qui est avant tout, et ensuite avec les intérêts et les vues des puissances légitimes, en sorte que, dans aucune supposition possible, S. M. ne se trouvât compromise.

10° Appliquant enfin quelques-uns de ces aperçus généraux à ma situation particulière, je demandais avec empressement à S. M. une marque quelconque de sa protection actuelle, n'ôtant jamais les yeux de dessus mon extrait baptistère, et faisant cession de grand cœur de tous mes honneurs futurs à ceux qui ont le bonheur de compter davantage sur l'avenir.

Il peut sans doute y avoir de l'erreur dans ce système général, mais si S. M. daigne l'examiner attentivement, peut-être qu'Elle n'y en trouvera pas plus que dans tout autre système. Il paraîtra même assez difficile d'évaluer cette erreur, si l'on réfléchit que dans l'art de conjecturer, l'événement contraire, considéré seul, ne prouve rien contre la légitimité du raisonnement, précisément comme dans le jeu la perte de la partie ne prouve nullement que celui qui a perdu ait mal joué.

## 294

### *A M. le Chevalier de Rossi.*

Saint-Pétersbourg, 3 (15) novembre 1809.

J'ai eu l'honneur de vous dire quelque chose sur mon frère dans ma longue dépêche, mais comme on a jalousé son titre autant que son grade, je ne crois pas inutile de faire un article sur ce point. Vous en ferez usage, *s'il y échoit;* car ma manière de ne jamais me plaindre de personne, n'étant pas à l'usage de tout le monde, et ne sachant ni ce qu'on vous écrit ni ce que vous croyez, je crois devoir prendre quelques précautions éventuelles.

Au moment où mon frère arriva ici, plusieurs personnes et des sujets même de S. M. l'avertirent de prendre garde à la manière dont s'annoncerait son nom, qu'il n'y avait ici aucun titre de noblesse pour les cadets, vu que les titres sont communs à tous les membres d'une famille de l'un et de l'autre sexe, et que s'il n'était pas Comte, il ne serait qu'*un Gospodin* (un monsû de Piémont). Mon frère avait, comme on dit, *la tête dans un sac* en arrivant dans un pays si différent du sien ; il est d'ailleurs *poco-curante* au suprême degré. Il ne fit nulle attention à la chose. — Ecrivons, dit-il, comme vous voudrez. — Et il n'y pensa plus par la raison que vous allez voir.

Tous les officiers qui avaient voyagé avec mon frère lui avaient conseillé de profiter du grand talent qu'il avait reçu de la nature, et d'imiter tant de Français qui avaient pris ce parti, ou d'autres analogues ; il leur répondaît en riant : « Je veux voir auparavant si je suis officier ou peintre ». Arrivé ici, il vit que prétendre vivre à Saint-Pétersbourg avec le grade de capitaine et l'appointement de ce grade, c'est absolument vouloir danser une valse avec un poids de mille livres sur la tête. A cette époque, il apprit que la cadette de mes sœurs, que nous aimons tous, mais qu'il aime particulièrement, était demeurée sur le grand chemin avec son mari et cinq enfants, sans avoir pu arracher à la révolution un journal de terre. Ce motif le décida plus que tous les autres ; il était d'ailleurs loin de sa patrie, sans ressources d'aucune espèce, il n'embarrassait personne puisqu'il n'avait aucun parent ici. Les circonstances et l'exemple justifiaient assez sa conduite. Il prit philosophiquement son parti, il demanda sa démission, vint à Moscou et se déclara artiste forcé : en un clin d'œil il fut riche, et prit sa part de la manière la plus noble dans le devoir sacré que nous nous sommes imposé à l'égard de ma sœur.

Tout allait fort bien, Monsieur le Chevalier ; mais lorsque j'appris, à Cagliari, la résolution de mon frère, il apprenait à Moscou que j'étais Ministre à Saint-Pétersbourg. On imaginerait difficilement quelque chose de plus bizarre : notre crainte commune était de nous gêner mutuellement. Pour comble d'agrément, S. M. me présente d'une main timide, qui voulait dire : *Je vous fais mes*

*excuses de vous présenter cet homme* Je débute dans un galetas, sans équipage et sans meubles. Les uns disent : *Est-il Ministre?* Et les autres : *Est-il Roi?* Jamais un homme délicat, jamais un sujet fidèle ne s'est trouvé dans une position plus difficile. Nous avons su nous en tirer, Monsieur le Chevalier ; certes on n'a pas droit de nous jalouser, car les moyens que nous avons employés sont bien exclusivement à nous.

M. l'Amiral Tchitchagof, qui avait au moins le mérite d'aimer et de rechercher les hommes marquants, m'offrit de placer mon frère sans le connaître ; car il était retourné à Moscou après avoir passé quelque temps avec moi ; (j'ajoute sans que je le lui eusse demandé, car jamais cette idée ne me serait venue dans l'esprit). Il lui donna deux emplois pour pouvoir doubler ses appointements ; bientôt il en fabriqua un troisième, dans la pleine puissance d'un Ministre russe, en lui disant : *C'est pour votre voiture.* Mais c'est ma sœur qui en a retiré tout l'avantage, et si vous étiez dans ce pays, Monsieur le Chevalier, vous sauriez ce que vaut cet héroïsme.

Vous observerez, Monsieur, que mon frère ne s'était donné aucun titre dans le monde, et qu'il ne l'avait nullement réclamé en rentrant au service ; mais on trouva cette note parfaitement oubliée et ensevelie depuis dix ans. Tout de suite, et sans la moindre discussion, mon frère se trouva titré de *Comte*, et vous ajouterez qu'il aurait jeté deux mille roubles dans la rivière pour qu'il n'en fût plus question après mon arrivée dans ce pays.

J'aurais vu, je vous l'avoue, avec beaucoup de plaisir que S. M. eût daigné s'occuper de mon frère : j'ajoute

avec la même franchise que la bonne et saine politique devrait peut-être s'interposer dans ces sortes d'embarras où de bons et fidèles sujets se trouvent jetés malgré eux, sans aucune faute d'imprudence ou d'ambition. Mais, si j'avais fait un essai dans ce genre, qu'aurais-je obtenu ? une mortification. Jamais, Monsieur le Chevalier, nous n'obtiendrons rien de S. M. : un des hommes de notre pays le plus fait pour savoir tous les secrets, dit un jour dans un moment de confiance : *Nous avons marqué cette famille, jamais elle n'avancera.* Il avait alors à peu près l'âge que j'ai aujourd'hui, mais j'étais jeune : le beau vase où il avait déposé ce secret pencha vers moi, et le secret en sortit, comme il est tout simple ; j'ai toujours eu cette révélation devant les yeux, et j'obtiendrais peut-être un sourire de bienveillance de la part de S. M., si je vous expliquais ici la manière dont nous avions pris cet oracle dans ma famille, et le plan de conduite que nous avions adopté ; mais il ne s'agit point de cela. Il me suffit de vous expliquer pourquoi S. M. n'a jamais entendu parler de mon frère, et comment il porte ici un titre qu'il n'aurait pas chez le Roi. Au fond, Monsieur le Chevalier, lorsque le Roi de France donnait jadis un titre à l'un de ses sujets en lui adressant la parole, il était de maxime que personne ne lui disputait plus ce titre ; il serait singulier que l'Empereur de Russie n'eût pas le droit d'appliquer à un étranger, qui le sert et qui n'a plus de patrie, le droit public de son propre empire; mais je ne veux pas me servir de cet avantage : la chose s'est passée comme je viens de vous le raconter. Les sottises vont loin quand elles prennent des ailes de

papier ! Qui sait ce qui peut vous en revenir ? On peut (car tout est possible), nous prêter le projet de séparer nos intérêts de ceux de S. M. et de nous procurer des distinctions indépendantes de sa volonté ; aujourd'hui nous le pourrions sans crime, mais jamais nous n'y avons pensé. Nous avons prouvé de mille manières, et aux dépens de ce que nous avons de plus cher, que nous le préférons à tout, que nous aimons mieux, dans le naufrage universel, flotter à ses côtés sur un bris de navire, que dormir sur l'édredon dans un vaisseau de cent pièces cinglant promptement toutes voiles dehors. Tout a été inutile : moi-même je n'ai, si vous l'observez bien, rien obtenu jamais de S. M. Je tiens d'Elle extérieurement deux marques insignes de sa bonté et de sa confiance : mon titre d'Envoyé extraordinaire et mon Ordre, mais vous savez à qui je dois l'un et l'autre. Toutes les fois que je me montrerai seul, que personne ne parlera pour moi, et que les circonstances n'exigeront rien de S. M., je serai sûr de n'en rien obtenir. Mon frère de son côté à été insulté (absent, comme vous sentez bien) à côté du Roi et chez le Roi d'une manière horrible. Je l'ai fait savoir : S. M. n'a pas daigné me donner le plus léger signe d'y avoir fait attention. Jugez, Monsieur le Chevalier, comment j'aurais été reçu si j'avais fait quelque demande pour lui : que dire à tout cela ? Ce que nous avons toujours dit : Vive le Roi ! — Nous ne cesserons pas un instant de l'aimer, de le préférer, de l'exalter, de le servir quand nous le pourrons ; mais personne ne doit s'étonner de nous voir tomber par force dans les bras de la compassion étrangère, et

jouir sans effort, comme sans impertinence, des avantages d'une bienveillance qui nous a constamment accompagnés dans tous les pays du monde, un seul excepté.

*Hæc te ignorare nolui.* Ceci n'étant ni une plainte ni une demande, je n'attends aucune réponse ; c'est une simple précaution que je crois devoir prendre dans un moment solennel, et où il m'importe de ne laisser dans l'esprit de notre bon et auguste Maître aucun soupçon sur l'étendue de notre dévouement, et sur les principes qui ont constamment réglé notre conduite. Le reste est dans le sablier du temps.

Je livre entièrement ces pages à votre amitié et à votre prudence : faites en usage ou supprimez-les, comme vous l'estimerez convenable. Tout à vous, Monsieur le Chevalier.

## 295

*Au Roi Victor-Emmanuel.*

Saint-Pétersbourg, 29 novembre (11 décembre) 1809.

Sire,

Malgré les ordres envoyés au Prince Bagration, il n'a pas moins fallu repasser le Danube. Ce Général a représenté à l'Empereur qu'il ne pouvait tenir en place, sans exposer l'armée russe à une perte certaine. Je suis ici

intimement lié avec l'un des personnages les plus estimables que renferme cette capitale, c'est le Sénateur et Conseiller privé actuel de Tamara, qui a été très longtemps Ministre de Russie à la Porte, sous Paul Ier. Il connaît à fond ce pays et m'a dit souvent que, dans ses derniers moments, sa défense serait terrible et tout autre qu'on ne le croit. Une autre personne non moins instruite, mais appartenant à l'ordre militaire, m'assure que sans un débarquement on ne peut venir à bout de Constantinople, et ce débarquement, Sire, ne pouvant s'exécuter par la mer Noire, je ne doute pas que Napoléon ne spécule de ce côté sur la flotte russe, et qu'il ne choisisse pour son instrument particulier l'Amiral Tchitchagof qui se trouve dans ce moment à Paris. Déjà nous savons qu'il a obtenu des audiences particulières : Bonaparte lui tournera aisément la tête et s'en servira habilement pour ses fins. Si je ne me trompe, nous verrons partir d'ici quelques officiers russes, pour aller à Paris, concerter un plan contre la Turquie qui ne peut guère être envahie du côté du Balkan, et qui ne peut l'être que difficilement par la Croatie et la Bosnie. Néanmoins il est probable que Constantinople tombera.

Votre Majesté n'a pas idée de toutes les horreurs que l'on a dites de l'inconcevable Amiral depuis son départ : cependant il est toujours Ministre, et sa faveur auprès de l'Empereur est toujours la même. Bien des gens soutiennent que, dans moins d'une année, il sera ici avec la même existence, au moins, qu'il avait en partant. Rien n'est plus possible, surtout si le Maître le veut ainsi, et rien ne pique ma curiosité comme de voir le rôle que va

jouer cet homme extraordinaire. Pour mon compte, c'est-à-dire pour le compte de Votre Majesté, je dors en paix de ce côté, puisqu'il ne me fera jamais que du bien ; je l'avais totalement apprivoisé et je ne sais trop comment.

Par une suite du bonheur que j'ai eu de ne choquer personne, je viens de jouir d'un agrément qui a fait un spectacle diplomatique, et dont je dois informer Votre Majesté. M. le Comte de Saint-Julien, arrivé ici comme j'ai eu l'honneur de le mander à Votre Majesté dans mon dernier numéro, a dû choisir un membre du Corps diplomatique pour le présenter à Saint-Pétersbourg. Les premières réflexions ont restreint le choix entre le Baron de Schalten, Ministre de Prusse, et moi ; mais les dernières m'ont donné la préférence. Voici les considérations qui ont déterminé M. de Saint-Julien, et qui ont surtout été pressées par notre ami le Duc de Serra-Capriola. 1° Il ne convient point à un agent de l'Empereur d'Autriche de choisir son présentateur parmi les Ministres des puissances absolument dépendantes de la France. 2° Je suis Ministre d'une Cour liée intimement par le sang avec celle d'Autriche. 3° M. le Baron de Schalten ne fréquente pas toutes les maisons de Pétersbourg, entre autres deux des plus marquantes, celles du Comte de Strogonof et celle de la Princesse Galitzin-Waldemar, dame du portrait, mère de la jeune Comtesse de Strogonof : au contraire le Ministre de Votre Majesté est partout. En conséquence, Sire, M. le Comte de Saint-Julien est venu chez moi me prier, dans les formes, de le présenter dans toutes les maisons, ce que j'ai fait avec

beaucoup de plaisir, non cependant sans quelque crainte que ce choix ne parût aux Français une bravade capable de nuire à M. de Saint-Julien; mais c'était son affaire, et comme ils n'ont aucune colère contre moi, ils n'ont rien dit. Tout s'est passé à merveille ; un Ministre autrichien (quoique non avoué) présenté dans cette ville et dans ces circonstances, sous les yeux d'une ambassade française, par le Ministre de Votre Majesté, est un spectacle qui a dû exciter quelque étonnement parmi les spectateurs. Je renvoie très respectueusement à Votre Majesté tout ce qu'il peut avoir de flatteur pour moi.

Nous sommes toujours ici dans la crise d'une banqueroute. Pour faire compter à ma femme mille livres en Piémont, il m'en a coûté ici mille roubles. Tout le monde se regarde et personne ne sait où nous serons conduits.

La lettre apportée par le Comte de Saint-Julien est tout à fait fraternelle. L'Empereur d'Autriche se met entre les mains de celui de Russie, et le prie de prendre lui-même les 400,000 hommes où il voudra. Le porteur a été fort bien reçu, et d'abord il avait été conclu que l'affaire se terminerait ici ; mais, depuis le départ de l'Empereur, le Chancelier de l'Empire se montre plus difficile et M. de Saint-Julien a su que le Prince Galitzin, qui commande en Russie, avait reçu l'ordre de demeurer. Ce qui oblige le premier à faire partir sur le champ un courrier.

L'Empereur est parti hier vers une heure après-midi pour Twer, où réside la Grande-Duchesse Catherine, sa sœur, et de là il se rendra à Moscou, et à Thula où est

la grande manufacture d'armes. Qui sait si ce voyage n'a pas pour but, au moins en partie, de se délivrer ici des fatigues de la délicatesse?

La Grande-Duchesse Catherine se lève à 6 heures du matin, fait la ménagère dans sa maison, reçoit à dîner ceux qu'elle juge à propos, les congédie après dîner, examine les comptes de sa maison, enseigne le Russe à son mari, soupe tête à tête et se couche à dix heures. C'est ce qu'on appelle, en style familier, une fine mouche; mais elle a bien du monde contre elle, entre autres tous les amis de sa belle-sœur, qu'elle a le malheur de ne pas aimer.

Je puis avoir l'honneur de donner à Votre Majesté, comme très prochaine, une révolution entière dans le Ministère. On y reconnaît déjà quelques formes françaises; presque en même temps, on compte sur l'apparition du code civil, enfanté avec douleur depuis quelques années, et qui est enfin sur le point de voir le jour. Il contient sur les successions quelques dispositions favorables aux femmes, qui choqueront, à ce qu'on m'assure, les idées russes et pourront causer du trouble. J'aurai soin de tenir Votre Majesté au fait de tout. Il ne me reste aujourd'hui que le temps de mettre à ses pieds le très profond respect avec lequel je suis, etc.

*P. S.* — La nouvelle de Bessarabie ne m'avait pas été donnée d'une manière parfaitement exacte. C'est la cavalerie seulement que le Prince Bagration a renvoyée sur la rive gauche du Danube, par l'impossibilité absolue de la faire subsister de l'autre côté; mais l'infanterie

a reçu l'ordre d'avancer. — Avancer contre les Turcs sans cavalerie ! C'est une entreprise hasardeuse. A la vérité on a conservé plusieurs régiments de Cosaques ; mais il y a toujours beaucoup de dangers.

Peu de jours après M. le Comte de Saint-Julien, nous avons vu arriver en courrier le Marquis Scarampi, sujet de Votre Majesté, Officier de S. M. l'Empereur d'Autriche, expédié par le Maréchal de Bellegarde. J'ai été ravi de voir ici un sujet de Votre Majesté ; et tout de suite nous avons fait, mon frère et moi, ce qui dépendait de nous pour lui rendre agréable le séjour de cette grande ville : il commençait à y prendre beaucoup de goût, et Madame la Princesse Tcherkaski, dont la maison est tout à fait celle de mon frère, nous avait tous priés à un dîner d'amis qui devait être fort agréable, lorsque le Comte de Saint-Julien s'est trouvé daus le cas d'expédier subitement un courrier. Celui qu'il attendait de Vienne, d'un moment à l'autre, n'était point arrivé. Le Marquis est obligé de repartir à son grand regret ; il aurait envie d'être attaché à la Légation autrichienne, mais je doute qu'il sache le Français assez parfaitement pour une ville où les Anglais seuls ont droit de faire des solécismes. Nous sommes bien contents de lui, et j'espère aussi qu'il n'est pas mécontent de nous.

## 296

*A Mme la Baronne de Morand, née de Costa, sa belle-sœur.*

Saint-Pétersbourg, 3 (15) décembre 1809.

Vous venez de me donner une belle preuve, ma très aimable sœur, de la sagesse de la maxime avancée par feu Madame de la Sablière, que *lorsqu'on est assailli par une tentation, ce qu'on a de mieux à faire, c'est de succomber.* Combien j'aurais été malheureux, si vous n'aviez pas succombé à celle de m'écrire !

J'aurais perdu l'occasion de me disculper auprès de vous d'un très grand crime, celui de vous oublier ; c'est un reproche que je n'ai jamais mérité, et que je ne mériterai jamais, vous pouvez en être bien sûre ; votre image vénérée est au premier rang de ces fantômes aimables que mon imagination évoque sous le pôle pour me rendre heureux, autant que je puis l'être, par les souvenirs, hélas ! J'ai perdu pour toujours la douce société qui a fait le charme de mes belles années. Le tremblement de terre a creusé un fossé immense entre elle et moi. Mais vous ne sauriez croire, Madame, combien le temps et la distance opèrent peu sur ma mémoire. Il y a peu de temps que j'ai longuement parlé de vous et de tout ce qui vous appartient avec un Européen qui vous a

vue je ne sais où. Il m'a dit formellement que vous étiez toujours belle: ce que c'est que l'habitude! J'ai pris un vif intérêt au mariage de la charmante Flavie. Si je ne vous ai jamais écrit, c'est qu'il n'est pas possible d'écrire à toutes les personnes qui nous intéressent; c'est que Sa Majesté le Hasard décide d'une infinité de choses; enfin, Madame, le cœur n'est pour rien dans tout cela. Il a sa mémoire, comme vous savez, et vous ne pouvez jamais en être effacée. Je vous remercie des nouvelles que vous me donnez de votre famille que je serre sur mon cœur, comme si je la connaissais. Je conçois parfaitement l'inactivité de votre cher Edouard et l'inutilité de ses talents, mais je conçois peu Alphonse à Valladolid. Bon Dieu!

Cependant, je suis bien ici, moi! Pourquoi un autre ne serait-il pas à Valladolid. Ce raisonnement me paraît fort, et j'ai bien peur de m'être étonné comme un nigaud; peu m'importe au fond, car le titre que je crains le moins dans le monde, c'est celui de nigaud. Ceux qui vous ont dit que mon Rodolphe est *un très beau garçon* sont des calomniateurs; mais il est vrai qu'il ressemble assez à un très beau portrait, ce qui n'est pas du tout la même chose. Tel qu'il est pour la figure, il est au moins *très bon garçon*, et je puis même vous le dire fort estimé ici. Il a fait deux campagnes, l'une dans l'eau, et l'autre dans la glace; il n'en a point été enrhumé, et les balles qui se sont promenées autour de lui au point d'emporter le fourreau de son sabre, me l'ont cependant laissé tout entier. Il se met à vos genoux, ainsi que mon frère, qui est infiniment sensible à votre souvenir. Il a ici un état

fort agréable ; il est Colonel, Membre honoraire du département de l'Amirauté, et directeur du Musée. Ce dernier titre renferme toute la partie scientifique, bibliothèque, plans, machines, etc. Mon petit Rodolphe est Chevalier-Garde ; c'est un service extrêmement brillant, mais fort coûteux, ou pour mieux dire, écrasant dans ma position ; il le sera moins à mesure que le jeune homme avancera en grade : il n'y en a que trois dans ce Corps : Cornette, Lieutenant et Capitaine. Ce dernier est Colonel dans l'armée. Lorsque mon fils y entra, il y a trois ans, il était vingt-troisième Cornette ; aujourd'hui il est le troisième : j'attends des remuements avec impatience.

Vous plaît-il savoir quelque chose de moi ? Je vous dirai ce que j'ai dit à tant de personnes. Je suis aussi heureux qu'on peut l'être quand on est malheureux. On me comble de bontés. Je jouis d'une infinité d'agréments. Mais..... mais regarder au midi ! Cette séparation terrible est si bien confirmée par les circonstances que je ne vois, de longtemps du moins, aucun moyen imaginable d'y mettre fin. Cela est cruel, plaignez-moi, et tout sera dit J'ai été ravi de ce que vous me dites de mes filles : je compte bien, à vous dire la vérité, sur quelques exagérations de l'amitié, mais j'espère aussi qu'il y a du vrai dans votre relation.

Bonne Clémentine, est-ce bien vrai ? Ne me faites pas d'histoires.

Embrassez tendrement de ma part le frère Joseph : il n'y a, je crois, point de mal à cela ! Invitez-moi de temps en temps à vos soirées de Confignon. Mes oreilles tinte-

ront sûrement. Il me semble que la terre de Coufignon a fait tort à celle de Saint-Giraud; il en résulte que mon imagination ne sait où vous chercher, car je n'ai jamais vu votre séjour d'à présent : je ne puis me flatter de vous y voir jamais. Si cependant je voyageais encore sur ces belles plages, comment vous prouverais-je que je suis votre beau-frère? Vous ne me reconnaîtriez plus. Je suis vieux comme un violon de Crémone. Le plus sûr, je crois, serait de me présenter à pied, et de demander l'hospitalité, comme un homme qui n'a ni feu ni lieu. Vous diriez sûrement : *Faites entrer ce pauvre homme. Mais voyez donc, mon cher ami, il prononce précisément comme notre beau-frère le Scythe.* — Bonjour, excellente Clémentine, je vous remercie de nouveau de votre aimable lettre. Ne doutez jamais de mon tendre et éternel attachement.

JOSEPH.

Si je puis être utile à Monsieur Termain, il est bien recommandé. N'écrivez-vous pas à votre excellent frère? Parlez-lui de moi. Je ne sais pourquoi je ne lui écris pas. Lui, de son côté, ne me dit mot. Le sacré baptême et l'auguste mariage sont entrés je ne sais combien de fois chez lui sans qu'il m'ait invité. Pensez si je serais allé ! — Dieu le bénisse et tout ce qui l'intéresse ; il sera toujours pour moi au premier rang de tout ce que j'aime et de tout ce que j'estime le plus dans l'univers.

## 297

✝ *A la Reine Marie-Thérèse d'Este*,
Reine de Sardaigne.

Saint-Pétersbourg, décembre 1809.

MADAME,

Londres et Trieste m'étant fermés, il ne me reste d'autre voie que celle de Constantinople pour faire arriver une lettre en Sardaigne. Dans cette position embarrassante, j'ai pensé que je ne pouvais rien imaginer de mieux que de faire parvenir cette lettre sous le couvert de Votre Majesté, entre les mains de son auguste sœur l'Impératrice d'Autriche. J'y trouve moi-même l'occasion très flatteuse de me mettre aux pieds de Votre Majesté, et de lui présenter directement l'hommage de mon très respectueux dévouement.

Ce n'est point sans une profonde douleur, Madame, que nous avons vu s'évanouir un nouvel espoir, en apparence si fondé : cependant, au milieu de si grands malheurs, on peut encore féliciter Votre Majesté de ce que les choses ne sont pas allées aussi mal qu'on a pu le craindre légitimement. François I$^{er}$ disait : *Tout est perdu*, *fors l'honneur ;* François II a sauvé, avec l'honneur, dix-huit millions de sujets fidèles, et ses armées n'ont succombé qu'à la magie, heureusement passagère, qui entraîne tout.

Je suis mortellement fâché de voir Votre Majesté confinée d'une manière si peu digne d'Elle; mais d'un autre côté, Elle est indépendante, et n'est point exposée à faire le voyage de Paris. A cette consolation, qui est certainement très grande, Elle en joint une autre encore plus chère à son cœur, faite pour adoucir tous les chagrins : la réputation de son auguste fille, Madame Béatrix, s'étend déjà de tous côtés; son esprit, ses grâces, sa bonté, sa pénétration, ont fait l'admiration de tous ceux qui ont eu l'honneur de l'approcher. En prêtant une oreille avide aux louanges les plus désintéressées, je me suis souvent rappelé avec un extrême intérêt le temps où j'amusais son aimable enfance, lorsque, avec ma vue basse, je rencontrais sa poupée suspendue dans l'embrasure d'une porte. C'était hier, à ce qu'il me semble; aujourd'hui elle pourrait commander à des hommes, et même les instruire. J'exprimerais difficilement à Votre Majesté la part que je prends au plus grand bonheur dont Elle puisse jouir.

Je n'ai point l'honneur d'être personnellement assez connu de Votre Majesté, pour me permettre d'ajouter d'autres considérations sur un état de choses que je ne crois point sans remède, malgré l'aspect lugubre qu'il présente dans ce moment. Je me borne donc à supplier Votre Majesté de vouloir bien agréer, avec sa bonté ordinaire, l'intérêt sans bornes que je ne cesserai de prendre aux moindres événements liés de quelque manière à son sort et à son bonheur, et le très profond respect, etc.

## 298

### *Au Roi Victor-Emmanuel.*

Saint-Pétersbourg, décembre 1809.

Sire,

L'Empereur a été reçu à Moscou avec des transports de joie véritablement attendrissants. Parti d'ici le 10 (vieux style) après midi, il était arrivé le lendemain à Twer à dix heures du soir. La distance est de 460 verstes ; voilà ce qu'on peut faire dans un traîneau découvert qui ne portait que lui et son Grand Maréchal. Le lundi 16, il est arrivé à Moscou, où il est entré à cheval absolument seul, n'ayant pas même un domestique à sa suite. Il a marché, depuis la porte de la ville jusqu'au Palais et à l'Eglise du Kremlin (ancienne résidence des Czars), au milieu de deux cent mille hommes qui serraient son cheval. A peine l'Empereur pouvait avancer. On se jetait sur lui, au pied de la lettre. On baisait sa botte, les harnais, la tête de son cheval. On lui prodiguait une foule d'expressions tendres reçues dans la langue russe : *papa*, *bel empereur*, *ange*, etc. C'est au milieu de ce cortège et de ces acclamations qu'il est arrivé, en pleurant de joie. Son séjour n'a plus été qu'une succession de réjouissances. La noblesse et les marchands lui ont donné des bals. Il en a donné un

à son tour, et il a bien voulu, en dérogeant à son premier projet, passer à Moscou le jour de sa naissance ; de sorte que c'est l'Impératrice qui a fait les honneurs, et qui a donné aux trois premières classes de l'Empire, le bal et le souper d'usage ce jour-là. L'Empereur s'étant rendu au théâtre, on y joua une pièce russe qui avait beaucoup de rapport à la circonstance. Mais comme S. M. n'aime point qu'on la loue en face, on avait cru devoir supprimer un couplet qui se rapportait trop directement à Elle ; mais l'assemblée a demandé le couplet à grands cris, et a forcé l'artiste de le chanter. Enfin, rien n'a manqué au triomphe paternel de S. M. I. Les fêtes ont fini par un grand bal masqué donné par l'Empereur, à la suite duquel il a dû partir, dans la nuit du 25 au 26 (nouveau style). On lui a donné un spectacle d'un genre singulier, et qui n'appartient qu'à ce pays. L'immense ville de Moscou renferme des étangs qui peuvent s'appeler lacs. On a choisi l'un des plus grands, dont on a ôté la moitié de la glace, qu'on a emportée sur des chariots. Sur cette moitié dégagée, on a établi une infinité de chaloupes illuminées et sur l'autre partie une foule d'enfants du peuple, couverts de lumières, patinaient en tous sens. On dit que cette double illumination mobile formait un coup d'œil admirable. L'Empereur a dit qu'il se repentait de n'avoir pas vu assez son bon peuple de Moscou, mais qu'à l'avenir ses visites seraient plus fréquentes. C'est ce que nous verrons.

Ce voyage, Sire, a l'air d'un impromptu ou d'un à-propos ; mais pour moi, je le crois médité d'avance et

fait dans des vues profondes. Si je ne me trompe beaucoup, l'Empereur a voulu parler à de certaines personnes qu'il ne voulait pas faire venir ici. Il a eu une longue conférence avec le Comte de Rostopchin, fort connu de Votre Majesté; si ce personnage rentre dans les affaires, ce qui me paraît probable, il en amènera sûrement d'autres à sa suite.

L'Ambassadeur de France a vu ce voyage de Moscou avec beaucoup de déplaisir. J'ai eu l'honneur de faire connaître à Votre Majesté la déclaration expresse par lui faite à l'Empereur, « qu'il avait ordre de son Maître de ne jamais s'éloigner pendant vingt-quatre heures de S. M. I. » Cependant l'Empereur lui a échappé, en ne parlant d'abord que de la visite à sa sœur, et sans doute encore par d'autres mesures que j'ignore. J'ai lieu de croire qu'il y a eu quelques Notes d'échangées avant son départ; mais enfin il est parti seul. Qui sait si Caulaíncourt échappera à une tempête de Paris, pour n'avoir pas su accompagner l'Empereur à Moscou? Ce qu'on pourrait dire ici, c'est que le Prince Kourakin n'est pas de toutes les courses qui se font en France ou hors de France: mais on peut douter que ce raisonnement fût trouvé bon.

Me trouvant le 24 au bal donné par S. M. l'Impératrice, je causais avant le souper, à côté d'une table de jeu, avec deux personnages graves de l'antique roche de Russie, très instruits et très attachés à leur pays; je leur parlai de la douce et brillante réception faite à S. M. I. par les habitants de Moscou. A mon grand étonnement, je ne les trouvai point aussi chauds que je

l'aurais imaginé sur une scène qui me paraissait si attendrissante. Eux, au contraire, auraient voulu qu'elle n'eût pas eu lieu. Ils prétendaient que ces voyages font toujours plus de mal que de bien, parce qu'ils arrêtent le mouvement des affaires, et qu'ils les accumulent d'une manière qui embarrasse ensuite excessivement le Souverain. Ils me dirent d'autres raisons qui ne me persuadèrent guère ; mais les opinions des hommes sont étranges et dans leur espèce et dans leur variété.

Le change se soutient au point que j'ai eu l'honneur de faire connaître à Votre Majesté. Elle se trompera très peu en prenant, tous frais faits, les roubles de Russie pour des livres de Piémont. Je voudrais être sûr que le mal n'empirera pas. Le besoin d'argent est extrême ; cependant le luxe va son train sans s'inquiéter de rien, quoique ses extravagances et son incurie suprême mènent ce pays à une révolution inévitable. La noblesse jette l'argent, mais cet argent tombe dans la main des gens d'affaires, qui n'ont plus qu'à couper leur barbe et à se procurer des grades pour être maîtres de la Russie. La ville de Pétersbourg appartiendra bientôt tout entière au commerce. En général, l'appauvrissement et l'affaiblissement moral de la noblesse sont les véritables causes de la révolution que nous voyons. Cette révolution se répétera ici, mais avec des circonstances particulières ; je puis avoir l'honneur d'assurer Votre Majesté, que la Russie présente à l'œil de l'observateur le sujet d'une foule de réflexions intéressantes, car elle ramène le moyen âge sous nos yeux, et nous fait voir en réalité ce que nous n'avions vu que dans l'histoire. Mais cette

révolution, qui peut s'appeler naturelle, se combinant avec celle de notre siècle, qui est abominable, les choses se sont compliquées d'une manière qui exige une extrême attention.

Le sort de S. M. le Roi de Suède déposé est enfin décidé. Il part avec toute sa famille sur une belle frégate, *l'Eurydice*, qui le porte à Stralsund. Son départ a été décidé au moment même où l'on a appris de Paris que le Roi ne serait point inquiété en Suisse, où il veut se rendre. Le traitement que lui font les Etats est de soixante mille rixdallers par an ; mais il a cinq millions de notre monnaie à lui, et sa mère lui en laissera dix, de manière qu'il sera un très grand seigneur. Je ne sais même si cette fortune ne sera pas trop grande en Suisse. J'aurai, au surplus, l'honneur d'avouer à Votre Majesté que cette détermination d'aller se mettre sous la main de Napoléon, après tout ce qui s'est passé, me paraît confirmer notablement le système de ceux qui ont prétendu qu'il y avait dans cette tête, d'ailleurs si respectable, quelque fibre un peu hors de place. Je ne puis concevoir une telle confiance. Je suis porté à croire que ce Prince est attiré en Suisse par des illuminés qu'il espère y trouver. Toujours, et surtout dans ces derniers temps, il s'est fort occupé des idées de ces sortes d'hommes. Au château de G..., il ne lisait que la *Bible* et un commentaire allemand sur l'Apocalypse, intitulé *Die Siegsgeschichte, der christlichen Religion in einer gemeinnützigen Erklœrung der Offenbarung Johannis ;* in-8°, Nuremberg, 1799 (date que Votre Majesté est priée de retenir). Ce livre, composé par un certain

Young qui ne s'est pas nommé, n'est que l'explication d'un autre composé en 1745 par le Docteur Bengel ; et il a pour but de prouver que tout ce que nous voyons aujourd'hui est prédit mot pour mot dans l'Apocalypse, mais que surtout la destruction de l'Église romaine était l'une des prédictions principales contenues dans ce livre. Votre Majesté sera peut-être curieuse de connaître le passage de ce livre où l'auteur prédit la destruction de la papauté pour l'année courante 1809, d'après ses calculs apocalyptiques. Le voici mot à mot :

« *Im Jahr* 1143 *wurde Pabst Celestin der zweite ganz* « *allein und ohne Wiederspruch von den Cardinalen ge-* « *wælt*, *die Stadt Rom war nun auch unterjocht :* 666 « (nombre de la Bête, Ap., XIV, 18) *zu* 1143, *macht* « 1809, *Was dann geschieht das wird die Zeit lehren*, « p. 406 ».

Mes calculs sont un peu différents, mais je me contente de narrer les faits à Votre Majesté. Non seulement le Roi de Suède s'est pénétré de ce livre, mais il y a vu, à ce qu'on m'assure, qu'il devait jouer un rôle dans la grande révolution qui se prépare. Qui sait s'il ne se rend pas en Suisse pour être plus près du théâtre où il doit monter ?

Quelques personnes de ma connaissance sont fort ébranlées par ces livres allemands, d'autant plus que les auteurs s'appuient sur des calculs astronomiques extrêmement curieux. Ces personnes m'ont prié de leur donner mon avis à cet égard ; mais je ne sais si mes devoirs de plus d'un genre m'en laisseront le temps. Je suis parvenu seul, dans ma solitude de Savoie, à lire cinq

langues en courant; mais pour deux autres, le grec et l'allemand, je m'y suis pris trop tard, de manière que je n'ai pu acquérir la même aisance. Il faut réfléchir et lire lentement, ce qui fait que je n'entreprends pas la lecture d'un gros livre allemand sans une certaine répugnance; pour répondre, il en faudrait lire plusieurs. J'essayerai cependant. J'ai pensé que ces détails pourraient peut-être intéresser Votre Majesté ; si je me trompe, je la prie de m'excuser.

S. M. I. ayant bien voulu donner encore à son fidèle peuple de Moscou le jour de sa naissance (12/24), son séjour a fini par un bal masqué qu'Elle a donné à toute la ville ce jour-là. A deux heures du matin du 13, Elle est montée dans son traîneau ; et le 15, à dix heures du soir, Elle était dans son Palais de Saint-Pétersbourg, après s'être détournée pour aller voir sa maman à Gatschina, visite qui lui a pris environ deux heures. L'Empereur a donc pu dire : *J'étais hier à Moscou*, et il a parcouru sept cent quatre-vingts verstes (plus de cent cinquante lieues de vingt-cinq au degré) en quarante-deux heures. Je crois qu'il n'y a pas d'exemples d'une pareille célérité. On parlait du voyage de l'Impératrice Élisabeth et de celui d'un Prince Dolgorouki en cinquante-deux heures. Tout cela disparaît. Un nombre infini de chevaux étaient prêts sur toutes les stations. Plus de vingt traîneaux ont accompagné l'Empereur jusqu'ici. En plusieurs endroits, les conducteurs n'ont pas voulu dételer, et ont doublé les stations malgré les instances de l'Empereur. A Moscou, il ne lui a pas été possible de rien dépenser : la noblesse et le commerce

ont fourni à tout avec une profusion et une magnificence sans égales. Enfin, Sire, jamais on n'a vu de réception plus filiale et plus attendrissante. L'Empereur en a été extrêmement touché. Il a dit qu'il se repentait d'avoir si peu vu sa ville de Moscou, et il a pris l'engagement de la voir tous les ans : on m'assure même qu'il a promis d'y passer chaque année ce même jour solennel de sa naissance. Il a ordonné qu'il y aurait toujours un appartement arrangé au Kremlin, et une grande livrée prête, comme si S. M. était présente. Si j'avais eu l'honneur de conseiller S. M. I., j'aurais pris la liberté d'élever quelques doutes sur la convenance de l'engagement perpétuel. Il arrive des choses si extraordinaires dans le monde, et la girouette populaire est si mobile, qu'il vaut mieux, je crois, n'être jamais gêné. Du reste, il me semble que cette visite est bien touchante, et qu'elle montre bien à ce grand Souverain le parti qu'il peut tirer de son peuple.

Votre Majesté apprendra, sans doute avec étonnement, que je n'ai pu lire que le 26 de ce mois (n. s.) la bulle du pape du 10 juin, qui excommunie Napoléon ; et même je ne l'ai lue qu'en français, dans un papier public imprimé à Londres, tant on fait ici bonne garde. Voici une des grandes époques du monde. Il ne paraît pas que ce clergé, qui montait si courageusement sur l'échafaud il n'y a que deux jours, ait fait seulement mine de résister dans ce moment : je ne sais comment il a conçu cette affaire. Peut-être qu'il s'est appuyé d'une maxime gallicane, que *nulle bulle n'a de force, si elle n'a obtenu le* Pareatis *dans l'État*. Je ne sais si Votre Majesté a

fait attention à une chose bien remarquable : la résurrection de la franc-maçonnerie dans toute la France, et l'ouverture d'une loge à Rome au moment même où l'on s'emparait de la personne du Pape (circonstance rappelée dans la bulle). Votre Majesté pense bien que le plus soupçonneux et le plus jaloux des hommes ne permettrait pas, dans ses États, la réunion de trois ou quatre personnes, s'il ne savait ce qui se passe, et s'il ne l'approuvait pas. Ainsi, toutes ces loges ne peuvent être que des instruments approuvés. Il est chef d'une grande société *qui le mène*, mais il faut aussi que Votre Majesté remarque une chose non moins importante : c'est qu'il ne cherche point à détruire officiellement (s'il m'est permis d'employer cette expression) la religion catholique : au contraire, sa prétention est de la maintenir dans tout son extérieur, et de se dire lui-même catholique, de manière qu'il n'admet légalement aucune autre religion ; or, cette prétention, qui semble une pure comédie (et qui l'est en effet par rapport à lui), jointe à l'abaissement du Pape, à la réunion de la Hollande, qui ne saurait tarder, et à d'autres changements qui ont et auront lieu en Allemagne, produira un résultat entièrement différent de celui qu'on pourrait imaginer. Je ne nie pas cependant qu'il ne faille s'attendre à de grandes secousses ; et en réfléchissant, par exemple, à ce que j'ai entendu dire à Venise au Cardinal Maury, qui joue maintenant un rôle dans cette nouvelle Église, je suis porté à croire qu'il sera question du mariage des prêtres. Personne ne peut prévoir jusqu'où s'étendra l'ébranlement ; mais quoique le bon sens n'aperçoive aucun remède

hors de la France, il y en a cependant dans la France et dans la nature des choses. Cette époque ne ressemble à aucune, et personne ne doit se laisser éblouir.

Je ne sais si Votre Majesté connaît la vie de Souwarof, écrite en France par un M. Lavergne, Officier de cavalerie. C'est un livre composé sur d'excellents mémoires, et tout le monde lui rend justice ici. Il a été sévèrement défendu à Paris, j'ignore pour quelles raisons. Votre Majesté y lira l'anecdote suivante, qu'on a commentée ici, devant moi, en fort bonne compagnie. Après la malheureuse affaire de Zurich, dont les causes ont tant fait parler, Mylord Minto partit de Vienne et vint à Augsbourg, où se trouvait alors le Maréchal, pour le prier de s'arreter. Souwarof lui répondit qu'il ne le pouvait sans ordre de son Maître, et il dépêcha un courrier. Paul I[er] lui manda « qu'il eût à demander officiel- « lement à l'Autriche si elle voulait rétablir le Roi de « Sardaigne et la République de Venise ; et qu'à ce « prix, non seulement, lui, Souwarof, resterait, mais « qu'une nouvelle armée serait envoyée sans délai ». L'Autriche refusa, et Souwarof partit. On rend justice ici à la vérité de ce fait. Les temps ont bien changé, mais le mal est fait. Depuis que les temps, et surtout les conversations de M. le Comte de Saint-Julien, nous ont parfaitement mis au fait des derniers malheurs, on juge mieux de l'inévitable arrêt qui écrase l'Europe dans ce moment. Quand on songe à cette invasion de l'Italie, faite contre toutes les règles du sens commun ; quand on voit surtout que les Autrichiens rendus à Ratisbonne, ne savaient pas où était Bonaparte, qui les touchait de

la main, et qu'une armée inactive de quarante mille hommes, placée sur la gauche du Danube, entendait le bruit du canon sans pouvoir remuer et sans savoir de quoi il s'agissait, on est tenté d'abord de se livrer à la colère et au sarcasme; mais il me semble que tout bon esprit doit bientôt se calmer, et reconnaître que tous ces événements sortent du cercle ordinaire des choses. Wagram est la répétition de Marengo. C'est le vainqueur qui rend les armes.

J'ai achevé paisiblement ma tournée avec M. le Comte de Saint-Julien, sans qu'il me soit venu aucun signe de désapprobation, même de la part de l'Hôtel de France. Je n'aurais demandé ni même désiré cela ; mais puisque la chose s'est présentée d'elle-même, je m'y suis prêté tout simplement. On appelle ici des *organes*, les personnages diplomatiques qui ne déploient pas de caractère. Ce badinage est fondé sur une expression employée dans les lettres de créance du Baron de Steddingk. M. de Saint-Julien étant aussi un *organe*, il y avait concurrence à l'Ermitage pour le pas ; mais quoique le Suédois soit supérieur à l'autre à plusieurs égards, cependant on lui a fait entendre poliment qu'il fallait céder. On ne lui a pas expliqué bien clairement la raison, mais c'est à cause du titre impérial qui appartient au Souverain de M. de Saint-Julien. L'Empereur de Russie entre dans le système de Paris, qui voudrait repousser les Rois à la seconde place et en faire exactement d'anciens Electeurs, à présent que les Empereurs se touchent immédiatement depuis le Japon jusqu'en France. On nous assure dans ce moment qu'*il* se fait prêter serment de fidélité par tous

les Rois qu'il a réunis à Paris. Il n'y a aucun projet imaginable au-dessus de son ambition. J'ai su, par l'Angleterre, qu'un Ministre, je ne sais lequel, lui ayant représenté que le Roi Charles IV manquait de tout dans sa retraite, il avait répondu brusquement : « *Eh bien !* « *Qu'il entende deux messes au lieu d'une.* » Les papiers anglais ont parlé ouvertement d'un certain accident d'épilepsie souffert à Vienne, de deux cautères faits par Corvisart et fermés à Paris, contre les instances de ce médecin et d'un autre, et d'un projet de régence éventuelle dont on avait parlé à Paris. Tout n'est pas faux dans ces rapports ; mais ce que je puis avoir l'honneur d'assurer à Votre Majesté, c'est que, lorsque Napoléon partit pour l'Espagne, malgré le sentiment contraire de tout ce qui l'environnait, les véritables faiseurs, Talleyrand, Fouché, etc., établirent formellement, non pas une régence, mais une succession éventuelle sur la tête de Joseph, se proposant, *en cas de malheur*, de faire le lendemain la paix avec l'Espagne ; et Napoléon en ayant eu vent à son retour, ils le lui avouèrent franchement, et finirent par lui faire agréer leur politique. On voit, au travers de cette puissance formidable, les éléments d'un changement inévitable. Ce qui trompe, c'est qu'on les cherche hors de la France, tandis qu'il ne faut les chercher que dans son sein. La prépondérance de la France est inévitable, mais elle peut être changée et modifiée ; et très certainement, Sire, cette prépondérance est appelée à faire beaucoup plus de bien qu'elle n'a fait de mal. Puisse cet heureux changement ne pas se faire attendre !

J'ignore, Sire, si l'influence de Paris a déterminé l'Empereur, déjà porté naturellement aux idées de réforme ; ce qu'il y a de sûr, c'est qu'une nouvelle loi, qu'on pourrait appeler constitutionnelle, vient de bouleverser entièrement le pays, et d'en faire un Empire entièrement nouveau. Cette loi, qui est une brochure, sera bientôt imprimée en allemand et en français ; et par la première occasion j'aurai l'honneur de la faire parvenir à Votre Majesté. Je puis, en attendant, essayer de lui en donner une idée générale.

La Russie est gouvernée, sous la suprématie de l'Empereur, par un conseil d'État composé de quarante membres (plus ou moins, car le nombre précis ne m'est pas encore connu), divisé en quatre sections : 1° lois ; 2° guerre ; 3° affaires civiles et ecclésiastiques ; 4° économie de l'Empire. Chaque section est régie par un président, qui ne peut être Ministre. Chaque section a son secrétaire, qui a le titre de *secrétaire d'État*, et tous les quatre sont les aides, ou, pour s'exprimer plus exactement, les substituts d'un haut secrétaire qui est *secrétaire d'Empire* (c'est le *Maret* de Russie) : cette place devient la plus importante de l'État. Les Ministres correspondent avec les sections pour tous les ordres et établissements nouveaux, et avec l'Empereur pour la partie exécutive seulement ; de manière que tous les ukases qui seront des *de motu proprio*, ou qui statueront sur des objets nouveaux, ne seront plus contresignés par les Ministres, mais par le secrétaire général (*et plus bas, Maret, Duc de Bassano*).

Le secrétaire d'Empire est un M. Speranski. C'est une

de ces fortunes qu'on ne voit que dans ce pays-ci. Il est *popowitch* (fils de prêtre), c'est-à-dire tout ce qu'il y a de plus bas. Il a de l'esprit, de la tête, des connaissances, et surtout une grande connaissance de sa langue, ce qui n'est pas extrêmement commun en Russie. Dans une seule conversation que j'ai eue avec lui, j'ai vu qu'il était sectateur de Kant. Chez le Grand Maréchal, et surtout devant la femme de ce personnage, il vante les Jésuites et leur éducation ; mais dans le Cabinet de l'Empereur, je suis porté à croire, avec des gens bien instruits, qu'il exécute les ordres de la *grande secte* qui achève d'expédier les Souverainetés.

Lorsque, dans une affaire importante, il y aura division entre une section et le Ministre qui en dépend, l'affaire sera portée au *Plenum*, qui sera présidé par l'Empereur, et en son absence par le Chancelier de l'Empire.

Le premier département du Sénat, qui était administratif, se trouve supprimé par le nouvel arrangement, et c'est une révolution formelle : malgré le discrédit et l'affaiblissement de ce corps, enfant malheureux de Pierre Ier, qu'on appelle *Grand*, il n'était pas néanmoins totalement inutile, et dernièrement encore il a sauvé, par sa constante opposition, le Gouverneur de Saratof, injustement accusé. Le Sénat, composé de vieillards qui avaient fini leur carrière et qui n'attendaient rien de la Cour, avait ainsi une sorte d'indépendance modérée qui lui permettait d'arrêter quelquefois, et jusqu'à un certain point, le mouvement d'ouragan naturel à cette sorte de Gouvernement. Aujourd'hui l'opposition, étant transportée dans le Conseil d'État, disparaît entièrement ; de

manière qu'il n'y aura plus de contrepoids, je dis de simple avertissement et de retardement, tel qu'il peut exister dans une Monarchie qui ne doit point admettre le *veto*.

L'antipathie que Votre Majesté observera dans toutes les monarchies entre la Cour et la magistrature est bonne et utile, comme tout ce qui existe généralement. Partout Votre Majesté entendra la magistrature accuser la Cour de corruption et de despotisme aveugle; et partout Elle entendra la Cour accuser la magistrature de pédantisme et de démocratie. Ces reproches, Sire, feraient rire Dieu, si Dieu riait. Lorsqu'il créa ces deux éléments, *Il vit qu'ils étaient bons*, comme le feu et l'eau, l'un et l'autre parfaits en eux-mêmes, et cependant d'une nature si opposée, que, s'ils viennent à se mêler, il faut nécessairement que l'un détruise l'autre et demeure seul. Heureusement Dieu est au-dessus du feu et de l'eau, comme le Souverain est au-dessus de ses deux principaux agents, *les armes et les lois*, dont il ne peut détruire l'un sans être lui-même détruit par l'autre. Il me semble donc que S. M. I. tente une expérience fort dangereuse; mais ce que nous appelons la *nature* a souvent des moyens cachés de corriger les fautes des hommes. Je ne crois pas plus à cette nouvelle Constitution qu'à toutes les autres, qui me paraissent depuis longtemps de purs enfantillages. Je me suis amusé à écrire cette année une dissertation pour établir que les hommes ne peuvent créer ce qu'ils appellent des lois constitutionnelles ou fondamentales, et que par cela même qu'elles sont écrites, elles sont nulles. J'ai rassemblé une foule de raisons

philosophiques, religieuses, et expérimentales ou historiques. Le tout a singulièrement frappé un très petit nombre de bons esprits que j'en ai rendus juges. Si j'avais eu des copistes, j'aurais eu l'honneur d'en faire hommage à Votre Majesté.

On annonce, au Sénat ainsi mutilé, une nouvelle organisation et de grands privilèges. Je ne manquerai pas d'informer de tout Votre Majesté.

Je viens encore, Sire, d'obtenir dernièrement un succès assez marqué. Il existe à Genève, ville où l'on a beaucoup de bonté pour moi, une dame C..., Russe d'origine, et fille d'un ancien ami de Pierre I[er], et en cette qualité elle jouissait d'une pension de cent ducats que le feu Comte de Woronsof avait demandée pour elle, lorsque ses voyages l'avaient conduit, il y a longtemps, à Genève. Cette pauvre dame, devenue octogénaire, et portant un des meilleurs noms de Genève, a été complètement ruinée par la subversion de la France, de manière que sa pension était devenue pour elle un objet essentiel. Malheureusement, une mesure générale d'économie l'avait fait supprimer avec mille autres, il y a trois ans, sans que les efforts de Madame C.... et de ses amis aient jamais pu lui obtenir seulement une réponse. Dernièrement, il passa dans la tête d'un excellent ami que j'ai dans ce pays de demander à Madame C... une nouvelle lettre pour S. M. I., qu'il m'a envoyée avec prière de lui donner cours et de l'appuyer. J'ai senti, au premier coup d'œil, le singulier solécisme d'une demande partant, à cette époque, de l'une des principales villes de France et présentée par le Ministre de Votre Majesté. J'ai beau-

coup délibéré, mais des raisons très puissantes m'ont enfin déterminé à donner cours à la lettre de Madame de C..., accompagnée d'une autre de moi, qui est, je crois, la chose que j'ai le plus travaillée dans ma vie. Cette lettre fut reçue de la manière la plus aimable; mais ensuite je n'entendis parler de rien pendant plus d'un mois; de sorte que j'écrivis à Genève qu'il me restait peu d'espérance, et que je n'osais pas insister. J'ai eu le plaisir de me tromper : la pension a été rétablie, et le Chancelier de l'Empire m'en a fait part lui-même à la Cour.

Puisque je me trouve ici, Sire, il est naturel que je sois flatté de ces petits succès ; mais je supplie toujours Votre Majesté de vouloir se rappeler que tous les succès possibles en Russie ne me rendront jamais moins son sujet. Malgré les espérances légitimes que j'aurais dans ce pays, malgré les plaintes, bien ou mal fondées, qui sont parvenues souvent et trop souvent à Votre Majesté, malgré l'amertume de ma situation sous le rapport de mes affections les plus chères, jamais je ne préférerai rien au service de Votre Majesté ; car je ne lui ai pas prêté serment à condition qu'Elle serait heureuse et que je serais content. Le serment n'a point de condition, et n'en aura jamais. Mon grand désir serait qu'Elle pût voir cette Légation de près. Elle verrait dans l'intérieur des choses dures, et qui ne m'ont réellement affecté que dans les commencements, où elles avaient plus d'une suite grave : mais, dans le monde et à la Cour, Elle serait assez contente. Trois choses ont manqué à cette Légation : en premier lieu, cette espèce de courage qui naît du sentiment de la faveur et de la confiance. J'ai soupiré plus

d'une fois, Sire, en lisant, dans les premiers temps de mon séjour ici, ces longues instructions où je voyais percer clairement la crainte que je ne me permisse ici des démarches hasardées. C'est certainement le contraire que Votre Majesté aurait pu craindre légitimement. Aussi l'homme qui a dans ce pays le plus de génie et d'expérience disait, en parlant de moi : « Il a une trop grande idée de sa faiblesse. » En second lieu, il me manque une maison et une existence indépendante. Sous ce double rapport, j'ai dû lutter contre des désavantages immenses. Enfin, Sire, il m'a manqué un secrétaire. et même deux. Je suis bien au-dessous de ma besogne dans le monde et dans le cabinet; ma correspondance, en particulier, souffre notablement de ce défaut de secrétaire. Mon défaut est une surabondance d'idées, dont je ne suis pas maître pendant que le torrent coule, mais que je réprime aisément lorsque je puis revenir sur mon ouvrage, ce qui ne m'est pas permis.

Votre Majesté voit que ces inconvénients dépendent uniquement du malheur des circonstances, et de l'espèce d'économie qu'Elle a cru devoir mettre, dans sa sagesse, à la confiance dont Elle m'honorait.

Votre Majesté aura vu avec indignation, dans les papiers publics, les insultes atroces que *cet homme* s'est permises contre les Princes Autrichiens. La Russie sera peut-être incessamment traitée de même. Déjà nous avons lu dans la *Gazette de Hambourg* une relation exagérée de l'affaire de Silistria, dont j'ai eu l'honneur de rendre compte à Votre Majesté, et qui se réduit à une simple *repoussade*, s'il est permis d'employer cette expres-

sion. Le Comte Cassini, que Votre Majesté a vu à Rome, a été arrêté à Florence, je ne sais sous quel prétexte. On s'est fâché ici ; mais Bonaparte a répondu qu'il prendrait toujours ses sujets partout où il les trouverait, et qu'il ne reconnaîtrait jamais aucun agent étranger né dans les *départements réunis*. Je ne sais comment j'ai pu échapper jusqu'à présent à quelque persécution.

D'autres articles, datés de Varsovie, annoncent ouvertement la résurrection de la Pologne, après les protestations que j'ai eu l'honneur de faire lire à Votre Majesté. Ainsi, l'idée même du repos ne saurait entrer dans une tête raisonnable tant que Napoléon existera. Le voilà qui vient encore de donner un nouveau spectacle à l'Europe avec son divorce, après avoir fait écrire dans ses lois (Votre Majesté voudra bien l'observer) que le divorce ne pourrait jamais être proposé dans la Famille Impériale, sous aucun prétexte quelconque. Les rédacteurs de cette étrange procédure en ont fait tout ce qu'il était possible. On ne peut s'empêcher d'admirer l'art infini avec lequel ils ont su donner à ce brigandage le ton de la nécessité et de la dignité. A cette exclamation du grand homme : *Dieu sait ce qu'il en a coûté à mon cœur !* je ne puis exprimer ce que le mien a ressenti. Je n'ai jamais rien lu d'égal. La précaution de faire parler son beau-fils dans le sens du divorce, et de lui faire prêter le même jour le serment de Sénateur, est encore une recherche bien digne de ce terrible génie. Votre Majesté aura pu remarquer deux choses dans ce long procès-verbal. La première, c'est que le Prince Archichancelier (Cambacérès) est chargé, dans l'audience

du Cabinet, de poursuivre l'exécution de cette affaire *par-devant qui de droit*. Cette expression, qui appartient à l'ancienne magistrature, désigne l'Église ou la puissance ecclésiastique, suivant cet ancien système très faux et très sot d'envisager les deux puissances comme deux ennemies qui ne devaient pas même se connaître, au lieu de les aboucher paisiblement ensemble et de les coordonner pour le bien général, ce qui aurait pu se faire en quinze jours de conférences pacifiques entre des gens sensés.

Cette expression prouve donc que Bonaparte ne veut point s'en tenir aux décrets du Sénat, et qu'il veut une dissolution ecclésiastique. Or, comme c'est un homme qui pense à tout, il est assez probable qu'il s'est assuré de quelques misérables dans l'ordre ecclésiastique, ce qui produirait de nouvelles tempêtes. La seconde chose à observer, c'est qu'il est dit, dans le procès-verbal, que *le résultat du scrutin a donné pour le divorce le nombre de voix prescrit par la loi constitutionnelle*; ce qui prouve, au moins, qu'il n'y a pas eu d'unanimité. Le nombre des opposants demeure un mystère.

D'abord après le divorce, on a nommé de tous côtés toutes les Princesses nubiles de l'Europe. On a beaucoup parlé d'une Princesse d'Autriche, et de la Princesse Saxonne, fille du Duc Maximilien, et même de la Grande-Duchesse Anne, qui entre dans sa seizième année. Mais je ne sais comment toutes les voix se réunissaient sur la Princesse de Saxe, lorsque l'Ambassadeur de France a démenti ce bruit, ajoutant que le choix n'était pas fait, et qu'on ne savait pas même s'il tomberait sur une

Princesse. J'ai peine à croire cependant que les premières vues ne soient pas tombées sur une Princesse ; et le Roi de Saxe étant parti de Paris d'assez mauvaise humeur, et le premier de tous, il est assez probable que sa nièce avait été nommée. Il était doux pour le nouveau Souverain d'appartenir tout à coup à toute la Maison de Bourbon, et d'être le neveu, à la mode de Bretagne, du Duc d'Angoulême.

Un tel fléau sera certainement *passager* : malheureusement ce mot n'a point de sens précis, et le sens est beaucoup pour ceux qui souffrent. C'est cependant une grande consolation de savoir certainement, comme je crois le savoir, que cet homme ou sa race ne pourront durer. Il est vrai que je pense assez tristement sur la durée de ce que nous voyons ; mais je puis bien me tromper sur ce point, et je le désire de tout mon cœur.

Le malheureux Roi de Suède a été fort bien reçu à Stralsund par le peuple, mais fort mal par le Commandant français, qui n'a pas voulu le laisser avancer avant d'avoir reçu des ordres de Paris. On vient de m'apprendre que les Etats n'avaient pas voulu absolument lui permettre de se rendre en Amérique. Si le Roi n'a pas eu le choix, la détermination pour la Suisse n'aurait rien de condamnable ; mais les Etats le sont beaucoup, s'ils ont ainsi exposé le Prince qu'ils ont détrôné.

Ne trouvant plus rien sous ma plume qui mérite d'être présenté à Votre Majesté, d'autant plus que tout aura vieilli lorsque ces feuilles parviendront entre ses mains, je finis en mettant à ses pieds le très profond respect avec lequel je suis, Sire, de Votre Majesté, etc.

## 299

### *A M. l'Amiral Tchitchagof.*

Saint-Pétersbourg, 17 (29) janvier 1810.

Monsieur l'Amiral,

J'ai reçu avec un extrême plaisir votre charmante épître du 20 décembre dernier. Je commençais à craindre que la mienne ne vous ayant plus trouvé à Francfort n'eût fait fausse route, ou qu'elle se fût tenue en panne, ou qu'elle se fût amusée à courir des bordées ridicules. Me voilà tranquille sur tous ces malheurs. Elle a mouillé aux Tuileries et vous la tenez. Aujourjourd'hui, je dîne chez vous, mais vous n'y serez pas. Quelle idée avez-vous eu d'aller dîner ailleurs ? Je ne change sur rien, comme vous savez. Mes systèmes ne sont pas plus variables que mes affections ; ainsi je ne m'accoutume point à ne pas vous trouver chez vous, et toujours je suis tenté de vous laisser des billets, avec la magnifique devise : *Pour faire visite.* Revenez, M. l'Amiral, revenez, pour épargner mes billets. Puisque, tôt ou tard, vous devez me donner raison, pourquoi ne pas me croire tout de suite ? Quelque parti que vous preniez, vous ne devez pas craindre que je vous oublie. J'ai dans l'idée qu'une fois ou l'autre je sommeillerai encore dans un de vos fauteuils, et que, dans les

entr'actes, nous disputerons moins. Voltaire a dit : *Etes-vous disputeurs, mes amis? Voyagez.* Or, à cette époque que j'entrevois dans l'avenir, nous aurons l'un et l'autre beaucoup voyagé, de manière que nous disputerons peu et je dormirai davantage. Quoi que vous en disiez, M. l'Amiral, je ne suis pas tranquille sur la moitié de vous-même. Il me paraît qu'elle n'est pas bien couchée et qu'elle a froid. Croyez-moi encore, enveloppez-la bien et ramenez-la-nous ; ou bien je vous conseille de vous écarter un peu des règles, et de brusquer le divorce (que j'ai trouvé au reste parfaitement fondé). Quand elle aura la bride sur le cou, il faudra bien qu'elle aille ici ou là, et certainement elle choisira la place la plus convenable à sa santé. Dès qu'elle aura pris poste, vous lui courrez après, et, comme je vous connais, M. l'Amiral, vous l'épouserez de nouveau. Je n'ai jamais fait l'expérience, mais je n'imagine rien de plus exquis, que le plaisir d'épouser sa femme. Ce conseil, que je crois bon, est cependant toujours subordonné à celui de revenir dans ce grand pays où il y a, comme ailleurs, de l'air, de l'eau, du feu, du vin, des amis, des dames ; en un mot, tous les éléments. Je suis grandement fâché que vous n'ayez pas assisté à la grande organisation qui s'opère dans ce moment. Une place vous était due parmi les *pères de la patrie.* Votre demi-successeur est assis là ; il est né gentilhomme français, dans les Antilles. C'est un saut assez singulier. Il passe généralement pour un homme également actif et honnête ; il regrette sans doute, et tous les jours il regrettera davantage, la tranquillité de Nico-

laief ; mais l'homme doit-il (c'est-à-dire peut-il) faire ce qui lui plaît ? Souvent je me rappelle le mot qui fut dit à Philadelphie, dans un bal, à une jeune demoiselle qui s'amusait à jaser avec un jeune homme, au lieu d'aller prendre sa place marquée dans une contredanse. Je ne sais quel maître de cérémonies, usité dans ce pays, lui dit de l'air le plus sévère : « *Mademoiselle! Croyez-vous être ici pour vous amuser?* » Il en est du monde précisément comme du bal. *Nous n'y sommes point pour nous amuser*, mais pour danser, suivant notre talent, l'un le menuet, l'autre la valse, etc. Nous avons beau dire : Je suis fatigué, je suis mal accompagné, mon *Partner* est un lourdeau, l'orchestre joue faux, etc. Tout cela ne signifie rien : il faut danser, sans autre excuse valable que celle de ne pas savoir danser. Vous ne sauriez croire, M. l'Amiral, combien je suis fâché d'être beaucoup plus âgé que vous; car, peut-être, lorsque vous serez de mon avis sur tout ce qui arrivera certainement une fois, moi je radoterai ; mais j'espère que vous direz à mon fils : « *Feu Monsieur votre père qui se porte à merveille, grâce à Dieu, avait bien raison lorsqu'il me disait....*, *etc.*

Sur les *Te Deum*, jamais nous ne disputerons : ils ont véritablement grand besoin de pardon. Je disputerai encore moins sur le système de Copernic que vous me citez fort à propos, quoique vous vous trompiez beaucoup dans l'argument que vous tirez de la grandeur respective des corps : c'est un sophisme moderne qu'il faut abandonner. La matière seule n'est rien et n'a aucune valeur, aucune dignité quelconque. Le plus infime

insecte est mille fois plus admirable que l'anneau de Saturne, et si une intelligence animait un grain de sable dans l'espace, il n'y aurait rien d'étonnant de voir tourner tous les corps célestes autour de ce grain de sable, en supposant ces corps inanimés et dépourvus d'habitants. Heureusement il y a d'autres raisons, pas meilleures cependant que celles qui me furent dites jadis par un horloger de mon pays. « Je me suis con-« vaincu, me dit-il, que c'est la terre qui tourne et non « le soleil, par une raison bien simple, c'est qu'il est « absurde de vouloir faire tourner le feu autour du « rôti. » Il n'y a rien à répliquer, comme vous voyez, et j'espère que vous me remercierez.

Mon frère est toujours où vous l'avez mis, et il est charmé d'être confondu avec moi dans votre cœur et dans vos pages; il me charge très expressément de vous offrir ses hommages. Nous voulons être confondus auprès de Madame, que nous honorons et chérissons fort, quoique vous nourrissiez contre elle des projets sinistres. C'est encore un point sur lequel vous nous trouverez toujours prêts à disputer, *au risque de vous choquer*. Nous vous remercions ensemble de ce que vous avez la bonté de nous appeler souvent à vos conversations, et nous espérons un peu que Madame Tchitchagof, voyant que nous tenons si fortement son parti, daignera nous accorder quelques phrases de plus. C'est un grand plaisir pour moi que celui de parler de vous avec mes amis, ce qui m'arrivera aujourd'hui à dîner. J'ai parlé aussi quelquefois avec d'autres personnes, comme je dois et comme je pense, mais toujours en

désirant que vous soyez ici. Au reste, M. l'Amiral, soyez ici ou soyez là, de loin ou de près, ma reconnaissance et mon attachement vous suivront fidèlement, et j'espère que vous n'en doutez pas. Je prie Madame votre épouse d'agréer mes tendres et respectueux compliments : je fais mille vœux pour sa santé et pour celle de ses aimables enfants. Tout à vous, Monsieur l'Amiral : je vous embrasse de tout mon cœur.

## 300

*Au Roi Victor-Emmanuel.*

Saint-Pétersbourg, 5 mars 1810.

Sire,

C'est avec un véritable chagrin que j'ai l'honneur de faire part à Votre Majesté de l'abolition définitive de l'ancien et respectable Ordre de Malte. Soutenu dans ce pays par un élan chevaleresque de Paul Ier, il vient de succomber sous l'effort réuni de l'avidité, de l'ignorance et de l'illuminisme. Par un premier Ukase, adressé au Maréchal Soltikof, l'Empereur l'avait supprimé. Le Maréchal, premier officier de l'Ordre, adressa au nom du conseil des représentations à S. M. I. sur l'abolition projetée. Peu de jours après l'Empereur a envoyé au Conseil de l'Ordre un nouvel Ukase qui l'abolit de fait, et qui est de plus une véritable dérision, puisqu'il y est

dit que l'Ordre doit rester *in statu quo,* quoiqu'il soit réellement aboli, et que tout se réduise, dans le second Ukase, à quelques dispositions indispensables sur l'intérêt pécuniaire des commandeurs et officiers de l'Ordre, actuellement en place. Paul I[er] avait mis une ardeur inconcevable à la conservation et à l'illustration de cet Ordre. Il lui donna un magnifique hôtel, où il fit bâtir deux belles églises pour les deux communions. Les actes qu'il publia sur ce sujet sont tout ce que la puissance souveraine peut imaginer pour perpétuer l'exécution de ses volontés. Malheureusement le pouvoir qui règne ici est le plus faible de tous, puisqu'il ne peut se faire obéir que pendant un règne seul, et que ces sortes de règne ne sont que de 12 ou 15 ans, l'un comportant l'autre. Parmi nous, au contraire, les règnes moyens étaient de 20 ou même de 22 ans. J'ose douter que S. M. soit informée de cela; Elle peut vérifier la vérité de ce que j'ai l'honneur de lui dire dans sa propre dynastie, l'une des plus respectables de l'Europe. Les règnes les plus courts sont les Mahométans et les plus longs sont les Catholiques. Je reviens à l'Ordre de Malte : le fils renverse ce que le père a construit, il fait disparaître le trône paternel élevé dans le sanctuaire même de l'église catholique, et l'inscription gravée sur le marbre qui devait annoncer ce grand établissement à la dernière postérité. Malte était une institution vraiment européenne, elle établissait une véritable fraternité entre la noblesse des différents pays. Les protestants même y tenaient par un côté, et l'Empereur de Russie y avait réuni les Grecs. Tout cela dis-

paraît. J'exprimerais difficilement à Votre Majesté combien je suis choqué de cette destruction. Le fils, avec tout le respect que je lui dois, pouvait bien laisser un peu plus refroidir la cendre du père.

Les finances de l'Ordre étaient administrées par le commandeur Ervelange de Witri, gentilhomme flamand, actuellement jésuite à Polock. Aujourd'hui, elles étaient confiées au commandeur de Maisonneuve qui est Français. Ces deux Messieurs en moins de dix ans ont épargné 1,500,000 roubles. L'année dernière l'Ordre fit présent à l'Empereur de 500,000 roubles pour des hôpitaux et autres œuvres pies. Le million restait sous sa main et à ses ordres. Mais il fallait détruire ! Cette administration est un beau phénomène et pouvait servir d'exemple dans ce pays, dont l'unique loi fondamentale est la dilapidation universelle.

Une clause du dernier Ukase porte que S. M. I. se réserve de statuer sur les Commanderies de famille. Votre Majesté trouverait sans doute extrêmement plaisant que le Gouvernement s'en emparât. Ainsi a péri, Sire, la dernière des grandes institutions européennes. La dilapidation des biens consacrés par la sage générosité de nos anciens à des vues religieuses et politiques, exécutée dans toute l'Europe au nom de la Souveraineté qu'ils appuyaient, est pour moi un des spectacles les plus déchirants. Je sens bien que lorsque tout finit c'est afin que tout recommence ; mais il est bien douloureux de vivre dans un de ces tristes intervalles.

Cette destruction est le premier chef-d'œuvre du nouveau Conseil, et les deux promoteurs de l'œuvre sont le

Comte Zawadowski, Ministre de l'instruction publique, et le Comte Kotchubey, ancien vice-chancelier, ancien Ministre de l'intérieur, et maintenant simple membre du conseil, sous la domination de Spéranski, jadis son secrétaire.

Zawadowski est en fait de science, ce que nous nommons un *infarinato*, mais profondément pénétré des systèmes modernes de la philosophie allemande. Kotchubey (ancien Ministre à Constantinople, avant mon ami de cœur, Famara, dont il est parent) est un honnête homme, mais esprit médiocre et plein de préjugés dangereux. Je le connais beaucoup, ou pour mieux dire je connais beaucoup sa maison, qui renferme un conseil de dames plus utile à mes vues que celui de l'Empereur.

Je parlais dernièrement sur les affaires publiques avec un homme d'un grand mérite. Il me disait avec un air pénétré et l'œil fixé à terre : *Nous avons beaucoup parlé ce matin de notre Maître avec M...; véritablement, c'est l'homme de la Providence... pour nous perdre.* Cela est triste à entendre. Il y a beaucoup à craindre, et lorsque je prends la liberté de montrer à Votre Majesté l'envie de ne plus sortir d'ici, je n'obéis certainement ni au plaisir ni à l'intérêt. Si Votre Majesté passait ici quelques jours, Elle sentirait Elle-même ce qu'il n'y a aucun moyen d'exprimer par l'écriture, ni même par la parole, une certaine force indéfinissable qui pousse l'état dans l'abîme. Nous, Sire, plongés dans la lumière et fournis de tous les moyens imaginables, avons-nous su nous préserver du délire universel ? Et quel homme pourrait se flatter de n'avoir contribué

pour rien à cette révolution, qui a fait justice enfin comme il devait arriver ? Il n'est donc pas fort étonnant qu'un Prince scythe, élevé par un illuminé de Genève, se soit égaré. D'ailleurs, quand il appellerait la vérité de toutes ses forces, qui la lui dirait ? C'est encore ici où il faudrait que Votre Majesté fût témoin.

Je compte sur un nouveau Ministère. La faveur du Comte Rostopchin paraît, comme je l'avais prévu, ramener celle de son ami intime le Comte Golovin. Celui-ci, d'abord après son arrivée, étant allé remercier l'Empereur pour la place de Demoiselle d'honneur donnée à sa fille, a tout de suite été invité à dîner, et je crois qu'il a eu aussi une entrevue dans le cabinet, dont j'espère savoir quelque chose. La voix publique lui donne déjà le Ministère de l'intérieur ; mais je n'ai encore aucune donnée certaine sur ce point, et même je soupçonne qu'il s'est un peu trop pressé de se croire au haut de la roue. Je puis cependant me trouver sans miracle lié tout à coup avec les hommes les plus influents.

La favorite et le Grand Veneur son mari partent le printemps prochain pour la Suisse, à ce qu'on vient de m'assurer très positivement.

Le frère du Grand Veneur, le Grand Chambellan Narischkin, avait emprunté, il y a bien des années, 60,000 roubles du général Labat, français, père de la demoiselle qui a épousé le chevalier Manfredi. Après une longue attente, et des efforts inutiles pour être payé au moins des intérêts, il a écrit une lettre à l'Empereur qui a fait saisir une terre, ou pour mieux dire un village au Grand Chambellan, jusqu'au plein paiement des

intérêts. Quand je dis *qu'il a fait saisir*, je n'entends pas qu'on se soit passé de l'intervention matérielle des tribunaux ; mais sans cette lettre à l'Empereur, qui n'a ici rien que de très ordinaire, et sans le renvoi au tribunal de la part de S. M., on ne saurait avoir justice d'un homme puissant.

L'Impératrice mère va passer huit jours à Twer avec sa fille, la Princesse d'Oldembourg, qui est décidément enceinte. On dit que l'on voudrait l'engager à faire ses couches ici, mais qu'elle veut les faire à Twer. On assure encore qu'elle s'est mêlée, au moins comme entremetteuse, à Moscou, de la résurrection du Comte Rostopchin. — Ces nouvelles sont grandes ici.

Pendant que j'avais l'honneur d'écrire cette lettre à Votre Majesté, nous avons reçu les nouvelles de France du 19 février, qui nous ont appris la grande organisation religieuse de l'Empire, c'est-à-dire de l'Europe. Voilà le Pape condamné à signer les quatre propositions de 1682 et tout ce qu'il a plu au Jansénisme de décréter.

Depuis l'abbé de Saint-Cyran jusqu'à l'abbé de B..., tous ces sectaires, les plus subtiles qui aient existé, ont eu l'art de se présenter aux Souverains comme des hommes d'Etat utiles pour les préserver des entreprises de Rome (qui n'entreprenait rien), tandis qu'ils ne travaillaient qu'à donner aux peuples contre les Rois les mêmes droits qu'ils attribuaient aux églises particulières contre les Papes. *Le Concile est au-dessus du Pape* (seconde proposition), donc *les Etats généraux sont au-dessus du Roi :* il n'y a pas l'ombre de doute sur cette conclusion. Le plus fameux de ces sectaires, Pascal,

n'a-t-il pas écrit, dans ces mêmes *Pensées* qu'on présente à la jeunesse comme l'Evangile : *Ce qui est condamné à Rome et dans le conseil du Roi est approuvé dans le ciel.* Belle maxime, comme Votre Majesté voit, et qui mène loin ! Ce qui est inconcevable, c'est que le plus méchant, le plus soupçonneux, le plus absolu des hommes ait donné dans le même piège où l'on avait fait tomber des Princes inattentifs, tranquillisés et même un peu affaiblis par une longue possession de la Souveraineté ! Les avocats Jansénistes, devenus Comtes de l'Empire au Sénat conservateur, ont su éblouir Napoléon et se servir de sa puissance même pour détruire les bases. Aujourd'hui ils ne peuvent rien contre lui qui est fort, mais qu'est-ce qu'un homme ? *Flos Campi.* Le Presbytérianisme, établi et soutenu par un soldat tout-puissant, est une des grandes époques de cette époque. Les suites en seront incalculables. En tout cela, je ne vois rien qui ne confirme les idées principales que j'ai eu l'honneur d'indiquer souvent à Votre Majesté : *Révolution politique*, simple préface de la *Révolution morale et religieuse ; Abolition du Protestantisme*, etc., etc... ; mais souvent je mets la main sur les yeux pour ne pas voir l'avenir. Ce que je désire seulement, c'est que ce mémorable mariage devienne utile à Votre Majesté, et que ses augustes parents puissent ou veuillent la servir efficacement dans cette occasion. Quelques provinces sur le continent pour maintenir sa dignité, et la Sardaigne pour maintenir sa liberté, c'est tout ce qu'Elle doit désirer en attendant de nouveaux changements ; car la chute de tout ce qui se fait est infaillible.

J'oubliais d'avoir l'honneur de dire à Votre Majesté que lorsque les quatre propositions de 1682 sont arrivées ici, converties en lois fondamentales de la catholicité, je n'ai pas rencontré ici un seul homme du pays qui sût, 1° qu'elles furent l'effet d'une pure vengeance de Cour, 2° qu'elles ne furent signées que par 34 évêques (sur 118), 3° que le grand nom de Fénelon ne s'y trouve point, 4° que les Evêques de France au nombre de 84 en demandèrent pardon au Pape, 5° que le Pape en mourant conjura Louis XIV de retirer sa déclaration, 6° que Louis XIV lui répondit par une lettre qui ne fut lue que par le successeur : Qu'il avait donné les ordres nécessaires pour que sa déclaration, *à quoi la politique l'avait obligé*, n'eût aucun effet.

Sachant à fond toute cette histoire, j'ai été à même de redresser bien des idées ; mais le mal est fait, et ne saurait plus être corrigé que par lui-même.

## 301

*Au Même.*

26 février (10 mars) 1810.

Sire,

Il y a plus de deux siècles qu'on ne prononce jamais le nom de l'Autriche sans répéter le fameux mot : *Tu felix Austria nube*. Sur la question de savoir si la vérité

de l'axiome se vérifie encore dans cette circonstance, tous les politiques ne seraient pas d'accord. Personne au moins ne dira que cette puissance ne sait pas prendre son parti. Le grand spectacle qu'elle donne au monde termine, au moins jusqu'au moment où nous vivons, cette longue suite de bonheurs qui n'ont cessé de marquer la carrière de Napoléon. Cet homme miraculeux, devant qui la fortune de César disparaît, finit par épouser la fille de l'Empereur d'Autriche ! La chose étant décidée, je n'ai rien à dire, et même je crois devoir dorénavant changer de style en m'exprimant sur le compte de ce personnage qui doit être à présent traité comme un autre Souverain. N'ayant en vue dès ce moment que l'intérêt de Votre Majesté, je ne parlerai du grand mariage que sous ce rapport.

Je serai fort trompé, Sire, si ce grand événement n'influe pas sensiblement sur l'état de quelques Princes. Voilà Napoléon petit-fils, par affinité, d'un Souverain qu'il a détrôné. La même rage qui l'animait contre ce Prince, et plus encore contre son auguste épouse, durera-t-elle toujours ? On a droit d'en douter, on peut même légitimement penser qu'après avoir obtenu tout ce que peut désirer l'ambitieux le plus effréné dans un accès de fièvre, il sera saisi d'un autre genre d'ambition tout nouveau pour lui : celui de traiter la souveraineté comme elle doit l'être. Cette idée est probable en elle-même ; cependant, Sire, je ne voudrais rien assurer à cause d'une manière de voir particulière que j'ai sur ce grand personnage. Quoi qu'il en soit, il ne reste plus de doute sur le grand axiome : *plus de salut que par la France*,

dont Votre Majesté m'est témoin que j'ai soutenu l'incontestable vérité longtemps avant que les malheurs de l'Autriche l'eussent si tristement démontrée. Plus d'une fois j'ai observé dans mes lettres officielles que la moitié au moins de tout le bien et de tout le mal qui se fait dans le monde est l'ouvrage des femmes. Elles ont été sur le point (que Votre Majesté me permette de lui parler de ses affaires comme si j'en étais instruit officiellement) elles ont été, dis-je, sur le point de lui être utiles et fort utiles d'une manière, aujourd'hui elles peuvent l'être d'une autre.

Votre Majesté pourrait même, si rien n'est changé à cet égard, profiter d'une certaine ambition qui est assez naturelle, sauf à se moquer d'elle ensuite si Dieu y consent. La marche de la politique est clairement tracée. Tout a changé dans le monde : il faut régler ses opérations par les circonstances.

L'Ambassadeur de France avait sans doute fait ici quelques ouvertures relatives à la Grande-Duchesse Anne, on les a repoussées uniquement par la raison qu'une Princesse russe ne pouvait changer de religion ; mais avant que le courrier chargé de cette réponse ait pu arriver à Paris, on a reçu ici la nouvelle du mariage autrichien, de manière que l'heureux dominateur pourra rire à l'aise des scrupules grecs. Cette nouvelle a jeté dans les esprits une terreur universelle : en effet, je ne vois pas de coup plus terrible pour la Russie. Elle a mal fait la guerre, elle a mal fait la paix, elle a mécontenté tout le monde, elle a ruiné son commerce, maintenant la voilà devenue frontière de France ayant contre elle

une alliance naturelle qui se convertira bientôt en alliance politique offensive et défensive, et qui la réduit à rien. Les Souverains sont toujours accusés des malheurs publics. La thèse en général peut être fondée en raison jusqu'à un certain point; mais, Sire, on est souvent bien injuste à leur égard en refusant de tenir compte du caractère des nations qu'ils commandent. Votre Majesté est dans le cas de se livrer à ces sortes de réflexions plus que tout autre Prince. Il ne lui tombera pas seulement dans l'esprit que, malgré ses excellentes intentions et ses travaux infatigables, elle puisse faire des Sardes ce qu'elle ferait des Piémontais et des Savoyards. Si jamais j'avais l'honneur de me voir encore aux pieds de Votre Majesté (bonheur sur lequel je compte peu), j'aurais l'honneur de lui découvrir en plein le principe destructeur qui travaille ce pays, et qui le mène graduellement dans l'abîme du néant dont il ne peut se tirer que par une révolution. Mais je crains d'aborder ces grands détails dans une lettre; une pensée amène l'autre, il faut tout dire ou ne rien dire. Certainement, Sire, l'Empereur ignore les choses les plus importantes, et il doit ce malheur à l'éducation qu'il a reçue et qui sera un reproche éternel à la mémoire de Catherine! Mais certainement aussi l'abaissement de la Russie est l'effet immédiat de l'incapacité absolue et de la profonde corruption de la noblesse russe, et ce malheureux état est lui-même la suite des fausses mesures adoptées au commencement du demi-dernier siècle par l'Empereur Pierre le Fort, qu'on appelle Pierre le Grand. Alexandre I^er sent parfaitement cette faiblesse quoiqu'il en ignore les causes. Il

se défie de ses agents, ceux-ci s'en aperçoivent et lui reprochent cette même défiance dont ils sont la cause. Si donc l'Empereur s'est jeté dans les bras de la France, c'est qu'il a cru que le salut de l'Empire l'exigeait impérieusement ; et je ne sais pas pourquoi on peut lui reprocher ce système, tant que la voix publique ne sait pas lui indiquer un seul homme capable d'en soutenir un autre.

Le fameux Conseil dont j'ai eu l'honneur d'expliquer à Votre Majesté la composition et les attributions est en plein exercice, mais sans avoir obtenu la confiance publique; au contraire on en pense fort mal. On n'a point encore réformé le Sénat qui ne vaut pas mieux que le Conseil : je crois cependant que si l'on y touche, on fera mal. La plus grande folie de ce siècle est celle des constitutions. Les hommes se sont mis en tête qu'ils peuvent faire une constitution comme on fait une machine. Les Français pour leur compte en ont fait sept ou huit en moins de vingt ans, c'est bien raisonnable; mais tout a fini par un despotisme de fer, à la place de l'admirable et douce monarchie dont ils jouissaient. Votre Majesté aura peut-être lu dans les papiers publics la constitution des Suédois, c'est le dernier enfantillage de ce genre. Celui qu'on vient de faire en Russie n'ayant point encore été imprimé en Français, je n'ai pu le transmettre à Votre Majesté.

Le célèbre Amiral dont j'ai tant parlé dans mes dépêches joue comme je l'avais prévu un rôle distingué à Paris. L'Empereur le goûte infiniment et plus d'une fois il a déjeuné en tiers avec Lui et l'Impératrice douairière.

Ici on l'a attaqué d'une manière terrible : forfaiture, trahison, dilapidation, les mots les plus durs ont été prononcés, et même directement à l'Empereur ; mais je crois que les accusateurs seront dupes, et que l'inconcevable faveur dont il jouit n'est pas du tout ébranlée ; je sais, à n'en pas douter, que l'Ambassadeur Français, il y a très peu de jours, l'a fait assurer que l'Empereur était toujours le même à son égard. Il m'avait demandé en partant des lettres de recommandations pour Genève. Je lui en donnai en effet, mais qui sait si ce n'était point une comédie? Ce qu'il y a de sûr c'est qu'après avoir demeuré à Francfort dans une attitude de délibération, il est allé droit à Paris. Je lui avais écrit à Francfort une lettre qui est allée le chercher à Paris. Il m'a répondu par une lettre à sa manière, pétillante d'esprit et d'originalité ! Je répliquerai sans me presser. Au reste, Sire, ce que j'écris peut toujours être imprimé sans le moindre inconvénient, à Paris, à Saint-Pétersbourg et à Cagliari ! A ceux qui s'étonnent de cette manière franche et assurée, je réponds par une comparaison qui me paraît juste. Je dis que si j'avais un poignard ou un pistolet dans ma poche, je ne voudrais pas qu'on m'approchât, moins encore qu'on vînt s'asseoir à côté de moi et me tâter ; mais que comme je suis sûr qu'on n'y découvrira que mon mouchoir et mes tablettes, je suis toujours prêt à tourner mes poches devant les curieux. Je m'applaudis beaucoup d'avoir su cultiver l'amitié de l'Amiral Tchitchagof sans me brouiller avec ses ennemis. Je suis très porté à croire qu'il finira par être Ambassadeur à Paris à la place du Prince Kourakin qui gémit

loin des parquets de Saint-Pétersbourg, et qui sait ce qui peut arriver ?

A propos de lettres et de correspondance Votre Majesté sera sans doute divertie d'apprendre que le Comte de Lieven, partant d'ici pour la mission de Berlin, a mis beaucoup d'importance à se procurer une lettre de recommandation pour le Marquis de Saint-Marsan. La maison du Comte de Lieven, qui jouit ici d'une haute faveur, est une de celles où j'étais le mieux traité, tant par lui que par sa femme : je n'ai presque pas délibéré pour lui donner la lettre qu'il me demandait, quand ce n'aurait été que pour la beauté du fait ; j'espère en joindre ici une copie pour Votre Majesté. L'abbé Pansoia me mandait dans sa dernière lettre que le Marquis de Saint-Marsan, qu'il appelle l'Ami, est adoré à Berlin ; je le crois en effet ami de tous les honnêtes gens.

Depuis que j'ai lu le discours du Roi d'Angleterre à l'ouverture de la nouvelle session, et la dernière proclamation de la Junte de Séville, j'ai perdu toute espérance. Il m'en a beaucoup coûté de renoncer à l'espoir de voir triompher cette brave nation. C'était une belle cause, mais les forces qui la défendent n'ont point de proportion avec celles qui l'attaquent, et les talents sont dans la même disproportion : il faut plier la tête sous un ascendant qui tient du miracle. Comme les hommes sont toujours dans les extrêmes, bientôt ils vont soutenir que l'Archiduchesse Louise *est bénie entre toutes les femmes*. Je ne nie point les avantages présents et sensibles que la Maison d'Autriche trouvera dans cette alliance : toutefois, Sire, il ne faut pas se presser de

juger, ce que nous voyons étant un miracle évident qu'on ne peut juger par aucun événement passé; personne ne sait comment il finira, et je crois avoir des principes assez sûrs pour me croire le droit de conserver certaines idées, que Votre Majesté aura vues souvent percer dans mes lettres. Il me paraît cependant infiniment probable qu'on va s'apercevoir dans ce moment d'un certain adoucissement général, et que les formes révolutionnaires seront au moins suspendues. Déjà j'ai vu dans un papier français, l'auguste épouse de Votre Majesté appelée *la Reine de Sardaigne* au lieu de *la Reine de l'île de Sardaigne*. Il faut être bien attentif et profiter du moment. Qui sait quels moments doivent suivre ?

Ne sachant pas quels sont les papiers publics que Votre Majesté reçoit en Sardaigne, j'aurai l'honneur de lui faire observer que tous à la fois ont donné à Napoléon toutes les Princesses qui pourraient lui convenir. Tandis qu'on écrivait de Paris comme une chose toute nouvelle : *Bientôt vous nous enverrez une belle princesse, etc.*, le journal de Paris fixait tous les yeux sur la Princesse Saxonne fille du Prince Maximilien, et les journaux anglais imprimaient des lettres de Paris où l'on disait : *Il n'y a plus de doute sur le choix d'une Impératrice : l'Empereur est décidé pour l'héritière de la Sardaigne* ; et le journaliste ajoutait : *Il y a dans ce mariage quelque chose qui amuse sa malice, il est bien aise, quoique dans ce moment la chose ne signifie rien, de réunir sur sa tête les droits des Stuarts*. Il ajoutait : encore. *C'est là que commenceront les refus*. Votre Majesté voit

par ce texte ce qu'on pense d'Elle à Londres. Au reste la chaîne des refus n'a pas été longue, puisqu'elle a commencé et s'est arrêté ici. Un Chambellan livonien me disait l'autre jour sans façon : *Mais je ne crois pas qu'il ait jamais eu envie d'une Princesse russe.* Je crois qu'il a raison. La secte religieuse de ce pays, non moins orgueilleuse que sotte, ayant constamment forcé les Empereurs de Russie d'épouser certaines Princesses dont les consciences étaient à bon marché, il en est résulté que ces grands Souverains n'ont point de parents parmi les grandes Maisons souveraines, et n'en déplaise à la carte géographique et aux circonstances actuelles, l'Auguste fille de Votre Majesté appartenant à tout ce qu'il y a de plus grand dans le monde, était bien, pour l'Empereur de France, une alliance plus avantageuse que celle d'une Grande-Duchesse. Ce qu'il y a de singulier, c'est que le courrier Russe qui a porté le refus à Paris ne sera arrivé qu'après la déclaration du mariage Autrichien ce qui démontre que Napoléon a conclu avant la réponse de cette Cour. Ce grand mariage donne à l'Empereur de France de tels parents, qu'un homme sage, quels que soient ses systèmes et ses pronostics, doit mesurer ses discours et régler sa plume. La postérité dira ce qu'elle voudra et sera sûre de ne pas se tromper.

J'espère que S. M. aura lu la nouvelle loi Française *sur* ou pour mieux dire *contre* l'Imprimerie. Le génie qui a vu l'abus de la science mérite certainement l'approbation de tous les penseurs, mais la loi ne réprime que les attaques faites *contre les droits du Souverain et*

*l'intérêt de l'Etat.* Ce que tous les hommes ont placé avant tout est passé sous silence. Il n'y a plus de doute sur la guerre systématique déclarée au Christianisme par l'homme le plus puissant qui ait jamais existé sur la terre. Qu'arrivera-t-il, Sire ? Grande et terrible question qui ouvre un champ immense aux spéculations les plus profondes et les plus intéressantes.

Pour revenir à la Russie, le change se tient depuis longtemps stationnaire entre 26 et 28 sous tournois pour le rouble. Les denrées et les marchandises de première nécessité sont hors de prix sans que le luxe veuille rabattre la moindre de ses extravagances. Votre Majesté apprendra sans doute avec étonnement que huit marchands du peuple, dont quelques-uns, suivant les apparences, étaient serfs, ont dépensé il y a peu de jours 450 roubles dans une seule séance à la taverne, et qu'ils ont bu, entre autres, dix-neuf bouteilles de vin de champagne à 10 roubles la bouteille. Si Votre Majesté songe que ce délire n'est qu'une miniature de celui des grands, elle jugera ce que c'est que ce peuple qui ne calcule rien, qui ne prévoit rien, et dont les moindres fantaisies sont des accès passionnés qui veulent se satisfaire à tout prix.

Le Gouvernement, comme il arrive toujours, n'ayant pas été plus sage que les particuliers, il a fallu enfin sonder le *déficit* et chercher un remède autre que celui des billets, espèce de remède qui tue le malade après l'avoir amusé un moment. On a donc mis sur toute la nation un impôt de quarante-deux millions de roubles. L'ukase n'étant point encore traduit, je ne saurais pas

expliquer clairement à Votre Majesté comment l'impôt est assis, mais il semble qu'en dernière analyse tout retombera sur le peuple, puisque le Noble est toujours maître de s'indemniser. Il demande aujourd'hui dix roubles à son paysan, demain il lui en demandera quinze : rien ne le gêne. L'Empereur, dans ce même ukase, engage sa parole qu'on ne fera plus de billets. Mais personne ne croit que les quarante-deux millions suffisent pour combler le gouffre, si la guerre continue avec l'Angleterre et avec la Turquie, contre le vœu national et par une espèce d'engagement qu'on ne sait pas trop définir. Il paraît que la maladie a fait des maux épouvantables dans l'armée de Bessarabie et de Moldavie. Le Prince Bagration, après avoir été comblé de faveurs et porté aux nues, a été disgracié pour ce qu'il n'a pu faire. C'est le Général Kamenski qui lui succède (fils aîné de ce Maréchal dont j'ai fait connaître à Votre Majesté la fin extraordinaire). On dit que la Valachie et la Moldavie sont absolument ravagées et ruinées par l'armée Russe, dont l'ancienne discipline n'existe plus. L'Empereur et son frère ne s'occupent cependant que de l'armée ; mais toujours on voit le militaire périr sous les règnes trop amis des formes militaires ; il faut un œil fin pour distinguer le véritable esprit militaire, la chose la plus précieuse dans tous les gouvernements, de ses formes extérieures qui n'en sont que l'apparence. C'est une chose que je sens mieux que je ne saurais l'exprimer. L'anecdote suivante pourra peut-être amuser Votre Majesté. Le Grand-Duc disait à l'Ambassadeur de France en lui parlant des choses qui l'occupent

uniquement : *Vous ne faites guère attention à cela, vous autres. — Non, Monseigneur, nous ne prenons garde qu'a l'essentiel ; le reste n'est que pour les yeux. — Cependant vous avez gagné un grand nombre de batailles. — Monseigneur, V. A. I. devrait dire à cause de cela.* Et un jour que le corps diplomatique était assemblé à la Cour, un Secrétaire de la Légation nous dit, sans se gêner le moins du monde : *Monseigneur le Grand-Duc n'aime point du tout la guerre. Ce n'est pas qu'il manque de courage, mais c'est qu'à la guerre il ne peut pas faire l'exercice.*

Si les deux guerres que l'on fait actuellement contre le sens commun se font par une obéissance aveugle envers la France, il me semble que cette soumission n'aura bientôt plus de motif, car, si je ne me trompe beaucoup, il y aura bientôt une scission entre les deux puissances, du moins une scission de cœur, en attendant que celle-ci produise quelque effet à l'extérieur. Déjà l'on donne pour sûr que l'Ambassadeur de France part, sous le prétexte que le grand mariage exige la présence de toutes les grandes charges de l'Empire. On sent vivement ici (et comment ne pas le sentir), l'insulte de cette demande d'une Grande-Duchesse, suivie bientôt par le choix d'une autre, fait avant l'arrivée de la réponse. Votre Majesté voit d'ailleurs ce qui doit suivre de l'alliance étroite de la France avec l'Autriche qui est si mécontente de la Russie. Mais les événements n'ayant presque jamais été tels qu'ils se présentaient à la prudence de tout le monde, je crois devoir m'abstenir de trop spéculer sur les temps futurs.

M. le Comte Rostopchin, dont j'avais eu l'honneur d'annoncer l'arrivée à Votre Majesté, est en effet arrivé le neuf (21) de ce mois. Il s'est montré tout de suite environné d'une grande faveur, qui est sentie autant qu'il la sent. Rien n'égale son aplomb, son air aisé et tranchant, son allure triomphante ; il a visiblement négligé l'Ambassadeur de France, auquel il ne s'est pas même fait présenter à la Cour. Il y a eu au reste des entrevues, des explications, des embrassades, et même, à ce qu'on dit, *des pleurs*. Tout cela est bien touchant ! Je n'ai pas besoin de dire à Votre Majesté que tout le monde s'incline devant le nouvel arrivé. L'Empereur lui demandait l'autre jour : « *Comment vous portez-vous, Rostopchin ? — Fort bien*, *Sire*, *mais j'ai mal là* (en portant le doigt sur sa joue). — *Et comment donc ? — Sire*, *c'est que tout le monde me baise.* — Il a beaucoup d'esprit et de malice, avec un certain *phébus* qui fait ressembler son esprit à un rasoir frotté d'huile.

Il est d'origine tartare. Un jour on lui demandait pourquoi sa maison n'était pas décorée du titre de Prince comme d'autres maisons de même origine. Il répondit : « Je vous dirai, lorsque les Tartares vinrent en Russie, les uns arrivèrent l'hiver et les autres l'été. Les premiers reçurent une pelisse et les autres furent faits Princes. Mes premiers ancêtres arrivèrent l'hiver. »

Il loge ici chez son ami intime le Comte Golovin, où je passe ma vie ; de sorte que je le vois presque tous les jours. Sa femme est sœur de la Princesse Alexis Galitzin, chez qui je suis aussi reçu à merveille. Au printemps elle reviendra ici ; quant à lui, il s'en retourne

*pour revenir l'année prochaine.* Je crois en attendant qu'il est d'accord sur bien des choses avec le maître. Je ne doute guère de sa rentrée dans les affaires et de la résurrection de Golovin. J'ai eu l'honneur de faire connaître à Votre Majesté ce qu'il y aurait d'avantageux pour *moi* dans cet événement ; mais, pour *moi*, qu'est-ce que *moi ?* Rien du tout, Sire, et Dieu veuille que Votre Majesté en soit assez persuadée. Deux forces travaillent sans relâche depuis huit ans pour me faire Russe ou Français : ni l'une ni l'autre n'ont pu réussir encore. Toujours je demeure sujet de Votre Majesté, et tous mes succès, quelque flatteurs qu'ils soient en eux-mêmes, laissent, s'ils sont séparés du bien-être de Votre Majesté, un vide cruel dans mon cœur ; il me semble quelquefois que j'ai tort d'être ici.

Votre Majesté est maintenant parfaitement instruite de tout ce qui concerne ses sujets dans ce pays. Il est malheureusement certain qu'une défaveur inexprimable est tombée sur eux, ou sur quelques-uns d'eux, depuis quelque temps. Je n'ai rien négligé pour la prévenir et ensuite pour la guérir ; mais sur ce point l'anathème primordial qui ne devait nuire qu'à moi, leur nuit aussi. Ils se sont aperçus les premiers d'une triste vérité, de manière que je n'ai pas eu sur eux l'ascendant nécessaire pour leur être utile autant que que je l'aurais voulu ; cependant je n'ai pas mal soufflé dans leurs voiles. Votre Majesté a vu par mes précédentes dépêches que j'ai eu à me plaindre de quelques-uns, mais ces petites misères humaines ne m'irritent point. Durant la petite tempête excitée par une distinction qu'on

ne pouvait reprocher qu'à ma mère, il échappa à l'un de ces Messieurs de dire en conversation, *que s'il s'était adressé à moi lorsqu'il entra au service Russe, c'était uniquement une politesse qu'il avait cru devoir au Ministre du Roi; mais que cependant il ne devait rien qu'au Général d'Anrep qui s'était chargé de sa demande.* Le lendemain ce discours me fut rapporté, comme il arrive toujours. Je n'en fis pas le moindre semblant; mais un jour que cet Officier me faisait visite, je fis tomber le discours sur son entrée au service Russe et je lui dis négligemment : « Je crois que j'ai encore la note que je présentai à cette occasion ; peut-être vous serez bien aise de la lire. » Je la tirai d'un portefeuille et la lui remis. Les premiers mots étaient : Le Général d'Anrep étant mort sans avoir fait passer à S. M. I. la demande de M. N....., le soussigné croit qu'il est de son devoir, etc. Je ne me permis pas d'autre vengeance, pas même celle de faire savoir que j'étais instruit du discours. Aujourd'hui il est content, et j'espère n'y avoir pas peu contribué. Il a fait sa paix ainsi que d'autres. Quant à moi, Sire, je ne puis dire que je l'ai faite, puisque je n'ai jamais fait la guerre.

Il ne me reste à désirer, Sire, que de pouvoir un jour servir encore Votre Majesté. La tournure que prennent les événements permet certainement de regarder la chose comme possible ; car, d'une manière ou d'une autre, tout est possible par la France, et rien sans elle. Que de vœux je fais pour votre Majesté ! Que de regrets de ne l'avoir pas contentée davantage ! Mais heureusement tout se réduit à des pointilleries d'honneur, et

même, je puis le dire, de tendresse ; et si par hasard elle jugeait que j'ai pu me livrer quelquefois à la sensibilité, à un point qui n'est pas permis, je n'entreprendrai nullement de m'excuser ; mais je la supplierai de vouloir bien aussi se rappeler, qu'indépendamment d'une suite inouïe de mortifications, j'ai été offensé deux fois officiellement. La première, lorsque, pour une chose qui m'était absolument étrangère et où son Ministre n'avait pas compris le mot, on m'écrivit : *Personne ne peut servir deux Maîtres*. La seconde, lorsque m'étant exposé à tout pour servir Votre Majesté de la seule manière possible, on m'a écrit encore : *Sa Majesté sans donner d'interprétation sinistre à vos intentions, etc.*, ce qui m'a paru être la même chose que d'écrire à une honnête femme : *Sans croire que vous êtes une courtisane.*

Je ne rappelle ces choses qu'afin que, si Votre Majesté adhère à l'offre que j'ai mise plus d'une fois à ses pieds de me retirer purement et simplement, je ne laisse au moins dans son esprit aucun souvenir contraire à ma délicatesse ; car, certainement, personne ne l'a aimée et servie avec plus de zèle que moi. Dans la supposition contraire, je la supplie, je la conjure de vouloir me tranquilliser sur la crainte que j'ai qu'Elle ne me retienne ici par bonté et pour mon seul intérêt, car cette idée ne me laisse aucun repos.

Je suis, etc.

# 302

## † *A Mlle Adèle de Maistre.*

Saint-Pétersbourg, 13 mars 1810.

Ton carnaval a passé, ma très chère enfant : il y a douze jours que tu jeûnes, et moi j'en suis au mardi gras. Je veux donc faire comme tout le monde, et me procurer aujourd'hui quelque plaisir remarquable. Je m'arrange en conséquence devant mon pupitre pour répondre ce qu'on appelle une lettre à ton billet du 1er janvier. Il ne tiendrait qu'à moi de commencer par une querelle ; car, en examinant les dates de mon inexorable registre, je vois toujours de votre côté *un grand mépris des lois*. Jamais je n'ai dit, Mesdames, que je voulais recevoir une lettre de vous tous les quinze jours ; j'ai dit que je voulais et entendais *que vous m'écrivissiez* tous les quinze jours, ce qui est bien différent. Je n'exige point que vous m'apportiez vos lettres, il y aurait de l'indiscrétion ; écrivez seulement, le reste dépend des puissances et surtout des postillons. Mais j'oubliais que je ne veux pas quereller aujourd'hui. J'aime tout dans ton billet, ma chère Adèle, excepté le mot *probablement*, que tu as placé indignement, presque à la première phrase. *Je lui remettrai probablement* ; et pourquoi *probablement ?* On ne trouve pas tous les jours

des gens de bonne volonté qui s'en aillent droit de Turin à Saint-Pétersbourg ; et quand on les rencontre, il faut les charger *certainement* de la pacotille destinée à votre bon papa. Voilà, ma très chère, ce qui me déplaît dans *ta dépêche :* le reste est à merveille. Tu fais bien d'*adorer* la peinture, il faut bien adorer quelque chose. Ce n'est pas que je me trouve tout à fait en harmonie avec tes idées sublimes. Je voudrais que ton talent fût un peu plus *femme*. J'honore beaucoup tes grandes entreprises : cependant c'est à elles que je dois le malheur de ne point voir encore sur ma muraille *i sospirati quadri*, que j'appelle depuis si longtemps. Je n'ai pas reçu un morceau de papier que je puisse mettre sous glace. Ah! si je pouvais te jeter dans le paysage, quand même tu ne ferais pas mieux que Claude Lorrain ou Ruysdael, je t'assure que j'en prendrais mon parti. Je comprends fort bien tes dégoûts, quoique je ne sois point artiste : ton oncle est sujet plus que personne à cette maladie ; mais, dans les intervalles des paroxysmes, il enfante de jolies choses : j'espère que tu feras de même. Si j'étais auprès de toi, je saurais bien te faire marcher droit, mais ta mère est trop bonne, je suis persuadé qu'elle ne te bat jamais : sans cela il n'y a point d'éducation. Quel est ce peintre français dont tu veux m'envoyer *les pensées extravagantes ?* J'imagine que tu ne veux pas parler des triumvirs du grand siècle : Lebrun, Lesueur, le Poussin. Ces trois-là en valent bien d'autres. Le troisième surtout (à la vérité tout à fait *italianisé*) est mon héros ; il n'y a pas de peinture que je comprenne mieux. Quant aux

artistes français modernes, je te les livre. Alfieri a une tirade à mourir de rire sur les nations qui *se font admirer à coups de canon.* Il met à l'ordinaire beaucoup d'exagération dans ses idées, mais tout n'est pas faux. Voltaire disait sans façon au roi de Prusse : *Un poète est toujours fort bon à la tête de cent mille hommes.* En suivant cette idée, je trouve que, lorsque huit cent mille hommes armés s'écrient ensemble qu'ils possèdent les plus grands artistes du monde, chacun fait bien de répondre : *Vous avez raison.* Cette époque, d'ailleurs si brillante, n'est cependant pas favorable ni à la poésie ni aux beaux-arts. Je t'expliquerai ma pensée la première fois que j'aurai l'honneur de te voir ; c'est dommage, au reste, car la poésie et les arts d'imitation auraient beau jeu dans ce moment.

Tu fais bien, ma chère enfant, de te jeter dans la bonne philosophie, et surtout de lire saint Augustin, qui fut sans contredit l'un des plus beaux génies de l'antiquité. Il a de grands rapports avec Platon. Il avait autant d'esprit et de connaissances que Cicéron : vraiment il n'écrit pas comme Marcus Tullius, mais ce fut la faute de son siècle. D'ailleurs que t'importe? Tu n'es pas appelée à le lire dans sa langue. Une demoiselle ne doit jamais salir ses yeux ; mais si tu pouvais lire les confessions de Rousseau après celles de saint Augustin, tu sentirais mieux, par le contraste, ce que c'est que l'espèce philosophique.

Adieu, cher enfant de mon cœur! Je t'ai parlé quelquefois de ma correspondance, c'est une chose qui ne peut s'exprimer: je gémis, je succombe sous le faix.

Ah ! si tu étais ici pour m'aider. Au reste, mon cher enfant, tiens pour sûr que, de toutes mes correspondances, il n'y en a point dont j'aie autant d'envie de me débarrasser que de la tienne.

## 303

*A M. le Chevalier de Rossi.*

13 (25) mars 1810.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Quoique dans mes trois précédents numéros que j'ai eu l'honneur d'adresser directement à S. M., j'aie dit à peu près tout ce qui se présentait à mon esprit dans les circonstances actuelles, cependant, puisque l'occasion qui doit emporter ce paquet se trouve encore retardée, je profite de ce délai pour continuer la conversation avec vous.

J'ai raconté l'extinction définitive de l'Ordre de Malte, mais peut-être que S. M. ne sera pas fâchée de connaître la cause la plus déterminante de cette extinction.

Le feu Prince Beloselski avait épousé en seconde noce Mademoiselle Kasinski, très riche héritière, mais d'une famille fort au-dessous de celle du Prince ; ce n'est cependant point un nom méprisable. Le père avait le titre de général, et la famille prétend être en droit de prouver 400 ans de noblesse. Je ne discute point cette préten-

tion, d'autant plus qu'il faudrait disserter longuement sur ce mot de *noblesse* qui n'a point ici le même sens que nous lui attribuons.

Mais enfin vous pouvez aisément vous former une idée de Madame la Princesse Beloselski portant par son mariage un des premiers noms de l'Empire, femme d'un grand de la Cour, maîtresse de cent mille roubles de rente, d'un grand hôtel et d'un état magnifique. J'ajoute, ce qui ne gâte rien, que la Princesse est une des plus dignes et des plus respectables dames qu'on puisse connaître.

L'Empereur, sans doute sur la demande du Prince, demande au Grand-Maître de Malte le Grand Cordon de l'Ordre pour la Princesse, et tout de suite le Grand-Maître l'envoie.

L'Empereur en fit part lui-même à la Princesse, il lui dit même que cette décoration lui siérait à merveille, qu'il la préférait beaucoup à celle de sainte Catherine dont le ruban était de mauvais goût. Le lendemain de ce discours qui eut lieu à la Cour, il envoya le Cordon à la Princesse qui s'en décora sur le champ.

Là-dessus le Comte Litta, Grand-Bailli de l'Ordre, ordonna à sa femme de quitter cette même décoration, et huit jours après il ordonna de la reprendre pour faire sa cour.

Il faut être sage sans doute autant qu'on peut, mais quand on ne l'est pas, il faudrait au moins faire des sottises de la même couleur. Ce qui est véritablement triste, c'est d'être audacieux aujourd'hui et poule mouillée huit jours après.

Le Comte Litta s'entendait parfaitement avec le Commandeur de Maisonneuve, Ministre et Administrateur de l'Ordre. Celui-ci présenta une longue Note à l'Empereur pour lui démontrer que la concession n'était pas valide, et que le Grand-Maître actuel (Caracciolo) n'avait pas été reconnu par le Pape. Vous noterez, Monsieur le Chevalier, que S. S. ayant été en effet empêchée par la France de reconnaître le Grand-Maître, on était convenu ici de recevoir ses *Blancs-seings* que le Conseil remplissait, et tout se passait comme si rien n'avait manqué à l'installation du Grand-Maître. Le Commandeur de Maisonneuve, ayant lui-même présenté une foule de ces Blancs-seings, était particulièrement ridicule en se permettant de présenter cette Note, qui choqua excessivement l'Empereur. Il était déjà assez mal disposé; il n'en fallut pas davantage pour le déterminer. Dès lors il a toujours dit: « Qu'on ne m'en parle plus »; et enfin il a frappé le dernier coup.

Il est inutile, je pense, de vous parler du profond ressentiment de la Maison Beloselski. Le Prince, peu de temps avant sa mort, dit au Commandeur de Maisonneuve, à la Cour : « Monsieur le Commandeur, l'Ordre de Malte est mort, et c'est vous qui l'avez assassiné. » Le Prince n'en voulait pas moins au Comte Litta qui, par une bizarrerie singulière, lui a succédé dans la place de Grand-Echanson. J'ai bien entendu plaisanter, dans le temps, sur ce cordon noir, obtenu par la Princesse Beloselski, mais il y a une foule de choses dans le monde dont il est permis de rire, et que cependant il faut laisser aller, et nul homme sensé n'approuvera

l'opposition faite par ces Messieurs. La Comtesse Litta qui a le portrait, et qui est par conséquent tout ce qu'on peut être, n'est cependant pas d'une pâte meilleure que celle de la Princesse. Aussi le mari Beloselski n'a pas cessé de crier que les Kasinski valaient bien les Enghellant (c'est le nom de Madame Litta). Je ne sais ce qu'il en est, mais qu'importe, dans un pays où l'homme fait la femme, et où le Souverain fait l'homme? Le Duc de Mecklembourg-Schwerin disait un jour à Paul I^er^, en parlant de je ne sais quel Russe de distinction : « C'est un des plus grands seigneurs de votre pays. » L'Empereur répondit : « Qu'appelez-vous, Monsieur, Grand-Seigneur ? *Il n'y a de grand Seigneur, chez moi, que l'homme auquel je parle* » ; et après un moment de silence il ajouta : « *Et encore, pendant que je lui parle* ». Voilà qui est clair et qui me paraît dispenser de toute étiquette. Il fallait d'ailleurs faire attention au moment où nous vivons. Certes il s'agit bien peu aujourd'hui de la légitimité du Grand-Maître et de la rigueur des preuves. Je crois voir des malheureux embarqués dans un vaisseau troué, et qui délibèrent, en se battant même, pendant qu'il se remplit, pour savoir qui a droit de boucher le trou.

Vous voyez, Monsieur le Chevalier, comment vont les choses. Je suis mortellement fâché de vous le répéter, mais il n'y a qu'un avis sur l'*inévitabilité* d'une catastrophe quelconque. Qu'arrivera-t-il ? je l'ignore. Que ferai-je dans cette supposition ? je ne l'ignore pas moins : je prendrai conseil des circonstances, et j'espère que S. M. daignera tout approuver. Le fameux Conseil n'a

pas eu un instant l'assentiment du public. Il radote dans son berceau et tout le monde s'en moque. La postérité croira que nous étions fous (et sans doute elle ne se trompera pas) avec notre fureur constitutionnelle : malgré l'expérience la plus terrible, bien peu de gens sont convertis. Tous les jours je me rappelle les prophéties de l'inconcevable et clairvoyant Amiral. Depuis que je le connais, il n'a cessé de me dire : « La reconnaissance et « les apparences vous séduisent. D'ailleurs vous ne « pouvez regarder de près ; soyez sûr qu'il n'y a point « d'espérance, et que tout est perdu. »

Au milieu des retranchements qui s'opèrent de tout côté, même d'une manière cruelle, que deviendront les subsides ? Je n'ai pas entendu prononcer un seul mot sinistre, mais mon imagination se porte de tout côté.

En vertu des comptes réglés entre les deux puissances, après la malheureuse campagne de 1805, la Russie se reconnut débitrice de huit millions de florins envers l'Autriche. Maintenant, elle vient de lui déclarer officiellement qu'elle se croit libre de ses engagements en vertu du traité de Vienne. Belle logique comme vous voyez, et belle occasion pour choquer l'Autriche.

Je regarde comme certaines des propositions quelconques faites à S. M. le Roi des Deux-Siciles ; car si l'Empereur d'Autriche avait pu céder sa fille sans stipuler quelque chose en faveur de son beau-père, il ne serait plus permis de raisonner. Qui sait si la bonne humeur du moment, s'il est permis de s'exprimer ainsi, ne s'étendra pas jusqu'à nous ? ou si l'extrême faveur de la Maison d'Autriche ne pourra pas étendre son influence

jusqu'à nous? Je sais que S. M. le Roi de Naples a déclaré que, sous aucun prétexte, elle ne veut *le bien d'autrui*. Rien de mieux pensé, et je crois que la Maison de Savoie ne se laissera jamais vaincre en délicatesse et en grandeur d'âme; mais il faut expliquer ces mots: *Bien d'autrui*. J'ai toujours pensé qu'une république, détruite jusque dans ses fondements et depuis plusieurs années, peut s'appeler *Res pro derelicta* parce qu'il est impossible de la rétablir, et qu'ainsi S. M. pourrait être indemnisée sans blesser le moins du monde les lois de la morale et de la délicatesse, *aux dépens* ou, pour mieux dire, *au moyen* des anciens territoires de Gênes ou de Venise. Il me semble encore que tout pays, tel que la Toscane, par exemple, sur lequel S. M. pourrait s'entendre de gré à gré avec le propriétaire légitime, serait encore un objet légitime d'indemnisation.

La brouillerie de l'Empereur Napoléon avec sa famille, avec celle de sa première femme, et avec tous les princes alliés de l'une et de l'autre, me paraît au rang des événements les plus probables. Les nouveaux parents, par la seule force des choses, chassent les anciens et les humilient. Représentez-vous les sentiments d'Eugène Beauharnais, obligé de prêter le serment de Sénateur et de proclamer lui-même à la tribune le divorce de sa mère. Représentez-vous ceux du Roi de Bavière qui se trouve avoir marié sa fille à un Sénateur. Voyez le Roi de Hollande *rappelé* comme un Ministre, la Reine de Naples déclarée Grande-Maîtresse de la nouvelle Impératrice, etc., etc. Quel immense foyer de discorde et de ressentiments amers! Si la que-

relle s'engage, elle peut très certainement tourner au profit des princes légitimes dépossédés. Sans examiner d'autres conséquences, qui sont placées trop loin de nous pour pouvoir en juger sagement, voici quelques points qui me paraissent infiniment probables :

1. La Silésie a été en grande partie le prix de la Princesse.

2. Le surplus des indemnités a été stipulé aux dépens du Turc.

3. L'Empereur de France ne peut oublier ni Saint-Jean-d'Acre ni l'Egypte, et bientôt l'orage se tournera de ce côté.

4. Il a déja nommé dans son cœur le Gouverneur de Bassora, etc.

L'Autriche *mêlée* pour ainsi dire à la France la privera peut-être de cette acrimonie révolutionnaire qui l'a rendue le fléau et l'effroi de toutes les souverainetés. Profitons de cet adoucissement, s'il est possible : le reste est lettre close. L'univers est dans un état qui est un véritable miracle. Il arrivera des choses encore plus étonnantes que celles que nous avons vues. Tout ce que nous devons souhaiter pour S. M., *c'est la faculté d'attendre sûrement et honorablement.*

On a déjà parlé infiniment de la grossesse future. Mais tous les mariages n'amènent pas des grossesses, et toutes les grossesses n'amènent pas des enfants, et tous les enfants ne sont pas des mâles, et tous les mâles ne vivent pas. Si l'Empereur de France ne change pas de système, il est condamné par une théorie qui paraît inconcevable en elle-même, et qui semble acquérir le

degré de la certitude par une expérience qui jusqu'ici n'a jamais manqué. S'il vient à changer de système et de conduite, comme ce sera un autre homme, on n'en peut rien dire avant de l'avoir vu.

Je suis fort en peine de Monsieur le Chevalier Ganières dont je n'ai plus de nouvelles. Le bon abbé Pansoia se remet, à ce qu'il me dit dans sa dernière lettre, où il me prie instamment, si j'en trouve l'occasion, de le mettre aux pieds de S. M., puisqu'il est privé de tout moyen de communication avec la Sardaigne. Il m'écrivait un jour qu'il ne songeait pas sans terreur à la situation où il se trouverait, si le secours que S. M. veut bien lui accorder venait à lui manquer dans ses derniers jours. Je l'ai beaucoup rassuré quant à S. M. dont la bonté nous est assez connue. Mais si le subside venait à finir, ce serait une calamité à laquelle je ne verrais pas de remède.

Mon fils me coûte 4,000 roubles, quelquefois moins, quelquefois plus ; ainsi il faut compter sur 4,000 jusqu'à un certain avancement. Il vit cependant ici d'une manière qui surprend tout le monde, et vous n'en serez pas surpris vous-même, lorsque vous saurez que l'établissement d'un officier Chevalier-Garde, est ici de 8,000 roubles par an, outre le carosse à quatre chevaux. On n'a pas l'idée d'un luxe aussi extravagant. Mon fils ayant la permission de loger avec moi (en général les officiers logent aux casernes) nous courons souvent le monde dans la même voiture. Pour les moments où il est obligé de m'abandonner il a un traîneau à deux chevaux. Il est devenu, presque en arrivant et à ma

grande satisfaction, l'ami inséparable du jeune Duc Nicolas de Serra-Capriola qui est du même âge que lui et excellent jeune homme. Son père ayant désiré qu'il fît un cours de philosophie après avoir achevé ses études préliminaires, la même envie a saisi mon fils qui avait déjà fait de plus grands préparatifs. Le R. P. général des Jésuites leur a donné un professeur d'un grand mérite, le P. Rosaven, français, qui s'est soumis avec une rare complaisance à leur donner une leçon en particulier. Le Baron de Damas, capitaine de la Garde, et le jeune prince Pierre Galitzin, fils de la princesse Alexis, prêt à prendre le même service, se sont joints à nos deux jeunes gens, et je puis vous assurer, Monsieur le Chevalier, que ces quatre candidats de la philosophie, dont trois officiers de la Garde, sont un phénomène des plus curieux à Saint-Pétersbourg. Le mien a saisi cette étude avec passion. Il fut un temps où peut-être je ne m'y serais pas prêté : mais la manière dont il a fait la guerre donne beaucoup de grâce à l'étude : je le laisse aller. Le Duc me dit quelquefois en riant : « *Mon cher ami*, *nos enfants sont plus sages que nous.* » En effet, il s'est formé chez lui un groupe de jeunes gens, presque tous du même âge, dont la conduite contraste singulièrement avec l'incroyable *dissolutezza* de la jeunesse de ce pays.

Je terminais l'autre jour la soirée, c'est-à-dire que je commençais le matin, avec le Comte et la Comtesse Golovin et le Comte Rostopchin : celui-ci était de belle humeur. On vint à parler de chiffre, je ne sais pas trop comment. Il me conta en riant comment le nôtre avait

été trahi sous son ministère. Ce fut un moyen d'une lettre déchiffrée entre lignes qui tomba entre ses mains de la manière la plus comique. *Ce Ministre*, m'a-t-il dit, *était nouveau dans le métier.* Je me rappelle, Monsieur le Chevalier, avoir eu l'honneur de vous entretenir une fois de l'abus grossier de ces déchiffrements entre lignes. Dieu veuille amener bientôt le temps où ces réflexions seront de quelque utilité. En attendant, j'ai brûlé ici un fagot de lettres toutes parfaitement inutiles et toutes déchiffrées entre lignes. Chiffrer peu, varier les expressions, ne déchiffrer jamais entre lignes, changer de temps en temps les chiffres, je crois que ce sont les lois fondamentales. Le chiffre qu'on nous a pris est celui de M. le Comte de Front, et il me semble même que vous aviez cessé de vous y fier, ainsi que lui, etc., etc.

A mesure que les jours s'écoulent, mes inquiétudes et mes terreurs augmentent. La nation n'a plus ni *foi*, ni *espérance*, ni *amour*. J'ai vu mourir la Savoie, le Piémont, la Suisse; j'ai vu le cadavre de Venise ; faut-il encore voir la mort d'un Empire ? Je ne puis vous dire ce que j'éprouve. Il paraît que le plus intéressé de tous s'attend à tout, puisqu'il a dit à quelqu'un (je crois en être sûr) : *Je vois bien que tout ceci finira par ma mort ; il faut prendre patience.*

S'il arrive une catastrophe, c'est une grande question de savoir si elle sera orientale ou occidentale. Dans le premier cas, un homme arrive, frappe un autre qui tient une manivelle, la saisit lui-même, et la tourne comme auparavant. Dans le second, la machine est brisée. Quoique le premier cas soit bien moins funeste,

je serais le dernier des hommes, Monsieur le Chevalier, si l'idée de cette catastrophe ne me glaçait pas d'horreur. Sans doute que, dans ce genre, la qualité des personnes n'excuse rien ; cependant lorsque le sang est versé, pour le tarir, s'il n'y a pas justice, il y a au moins consolation. Mais le meilleur des hommes!... C'est épouvantable. Je ne sais ce qui arrivera : le danger ne saurait être plus grand.

Si vous entendez dire : « *Il est mieux que jamais, il est parfaitement bien avec tel ou tel,* » n'en soyez point surpris ; et si vous entendez dire : « *Il a vendu ses meubles, il est parti sur un chariot découvert, il est à la campagne chez un ami qui le nourrit* », n'en soyez point surpris. Pour moi, je suis sûr de ne l'être d'aucune manière. J'ai tout mis au pire dans ma tête depuis vingt ans, et maintenant encore j'ai le noir pressentiment que je ne dois plus revoir ma femme ni mes enfants. S'il arrive quelque chose de mieux, *apponam lucro.*

Quelque sensible que puisse être l'Empereur Napoléon, je ne crois pas cependant que la tendresse lui fasse oublier la politique, ni qu'il rende à l'Autriche ce qu'on appelle la *Puissance.* Il y aura des douceurs, et la Silésie, par exemple, pourrait bien revenir à son ancien maître ; mais les chariots qui emportent les millions imposés sur l'Autriche vont leur train, et la suprématie de la France marchera de même. Voyons s'il y a moyen de tirer quelque parti de cet état qui durera certainement très longtemps. Ces idées ne me quittent pas. Mais quand je songe qu'il s'écoulera peut-être trois mois

avant que ces pages vous parviennent, et que vous n'avez aucun moyen physique de me répondre, je suis tenté de jeter la plume et de brûler ce paquet. A-t-on jamais vu une situation semblable ! Qui sait ce qui sera arrivé quand cette lettre sera sous les yeux de S. M.? Aujourd'hui encore, j'ai appris une chose qui m'a extrêmement chagriné. Des soldats de l'un des premiers régiments de l'Etat ont dit qu'ils désireraient beaucoup une campagne pour déserter ce corps. Ils ne se plaignent cependant que de l'exercice qui ne les laisse pas respirer. Comprenez, si vous le pouvez, Monsieur le Chevalier, qu'on mette une couronne en l'air… pour l'exercice. Je ne crois pas trop qu'à la place où vous êtes vous puissiez vous former une idée de cette immense petitesse. L'anecdote suivante vous aidera à comprendre cela. Les Pâques s'ouvrent ici avec le Carême, et l'on alloue à chaque bataillon d'un régiment une semaine de loisir pour remplir ce devoir de religion. Cet acte exige de certaines préparations, des jeûnes rigoureux, des prières longues et fréquentes, etc. Les gens mariés sont tenus de plus à certaines précautions. Le peuple tient infiniment à ces saintes formalités, et l'on ne saurait l'y troubler sans le blesser grièvement dans sa conscience. Or, il est arrivé que la fureur de l'exercice étant plus forte que toute autre considération, un bataillon d'un régiment fixé à Saint-Pétersbourg a été exercé sans miséricorde, soir et matin, pendant toute la semaine de Pâques sans que le soldat ait eu une minute pour penser à lui. Mais comme il était dans l'ordre qu'un tel jour le bataillon devait communier, on est venu le prendre à la fin de la

semaine, et on l'a mené en masse faire ses Pâques comme on l'aurait mené sur l'ennemi. Personne n'y pensait : l'un avait déjeûné, l'autre était ivre, l'autre, que sais-je? Il n'a pas moins fallu aller. Je vous demande encore, Monsieur le Chevalier, si l'on peut se former l'idée d'une pareille démence! Les suites sont terribles, je ne dis pas seulement sous le rapport de la morale, mais sous celui de la politique. Le militaire est devenu une plaie terrible dans l'Etat. L'Empereur, en lui donnant une attention exclusive, a commencé à beaucoup appauvrir l'état civil. Il a porté ensuite le mal au comble en établissant une disparité considérable entre les grades correspondants des deux états, et par d'autres imprudences encore, de manière qu'il manque, et qu'il manquera tous les jours davantage de Ministres, de Magistrats, d'Administrateurs, etc. Tout état devant être gouverné *con senno e con la mano*, il arrive ici que la main est hydropique et la tête phtisique. Ce qu'il y a d'inconcevable, c'est que le cœur de l'armée n'est point pour son chef suprême. Encore une fois : *God save the King !* Je n'y vois plus goutte.

Je croyais vous faire une espèce de *post-scriptum*. voilà une grande lettre.

Depuis l'abolition de l'Ordre de Malte, l'Impératrice régnante a paru à la Cour avec le Grand Cordon de cet Ordre.

*P. S.* — Les économies s'opérant dans l'instant où je vous écris, d'une manière rude (quoique inutile à ce qu'il paraît), je regarde la suppression du subside comme

une chose possible, et d'ailleurs, elle peut s'opérer d'une manière toute naturelle par la chute des billets qui tombent graduellement sans aucun mouvement rétrograde.

Dans cette supposition, les trois Légations de Vienne, de Berlin et de Pétersbourg tomberaient à la fois ; et pour ne parler que de moi dans ce moment, vous voyez, Monsieur le Chevalier, 1° que je ne pourrais partir, car je ne suis pas rappelé, et d'ailleurs, je n'aurais pas le moyen de changer de place ; 2° qu'il ne me serait pas moins impossible de prendre du service ici, d'abord par la même raison, puisque je serais toujours au service de S. M., que je ne quitterai jamais avant d'avoir été congédié par Elle, et encore parce que je n'ai nulle ambition dans ce genre. Que faire donc, Monsieur le Chevalier, dans cette circonstance très possible (car tôt ou tard ce subside doit finir)? J'espère que vu notre éloignement immense et les circonstances où se trouve S. M., vous imaginerez peu de situation plus difficile et plus cruelle. Au reste, je plie volontiers la tête sous les calamités qui résultent uniquement de la force des choses, sans que la volonté humaine y entre pour rien, quoique je sois *très* et *trop* sujet à m'impatienter contre les autres. Je me dispose à tout. L'unique supposition qui me fait une horreur telle que je n'ose pas l'envisager, c'est celle d'être rappelé avec mon fils par l'Empereur de France, étant demeuré, malgré tous mes efforts contraires, purement et simplement Français. Singulière position et que je crois unique dans l'univers. Le seul pays où j'ai le droit de cité, et ma patrie, c'est celui

où je ne veux pas aller et qui obéit à l'ennemi mortel de mon Maître. Le pays où je n'ai ni droit ni volonté de vivre, c'est le seul qui obéisse à mon Maître. Le seul prince d'Europe, qui balançât un moment de me naturaliser, c'est mon Maître.

*Cose non dette mai in prosa e in versi ?*

A présent, Monsieur le Chevalier, supposez que Napoléon me rappelle et qu'Alexandre me dise : « *Je ne puis retenir les sujets d'autrui.* » Que faire ? Vous n'en savez rien, ni moi non plus, je vous le jure; mais je me flatte que je ne serai pas mis à une épreuve dont la seule idée me fait tourner la tête. J'ai voulu seulement vous en parler afin que vous ne puissiez dans aucun cas être surpris de rien. Quelles amertumes, bon Dieu! Mais la France en verse à flots sur l'univers : chacun doit avoir son lot. Je me tranquillise avec la maxime du cardinal de Richelieu : *Qu'il n'arrive jamais ni tout le bien, ni tout le mal qu'on attend.* Je vais cependant (quoique insensiblement) un peu moins dans le monde; mon fils ayant réussi plus que je n'aurais osé l'espérer, il a moins besoin de moi. Je m'enferme, je lis, je compose même, pour endormir mes inquiétudes qui sont grandes et amères. M. le Comte de Saint-Julien n'a pas d'abord réussi parfaitement en arrivant : il avait le rôle difficile de soutenir le grand nom d'une grande puissance écrasée; mais, insensiblement, il a pris de l'aplomb, et le grand mariage, comme vous sentez, n'a rien gâté. La question maintenant est de savoir s'il de-

meurera ici comme Ambassadeur. Il est attaché à un Archiduc, fort bien traité et très à son aise dans cette Cour : il a fort envie d'y retourner; du moins il énonce cette envie d'une manière très naturelle. Le fait est que s'il demeure comme Ambassadeur, il ne veut pas se charger de cette représentation à moins de 25,000 ducats; et en effet il n'y a plus moyen d'être Ambassadeur ici à moins. Le Prince Kourakin en a 40,000 à Paris; M. de Caulaincourt a 700,000 fr. ici, sans compter un hôtel superbe que lui fournit l'Empereur. L'Envoyé de Bavière, qui est français (le Chevalier de Bray) n'a pas voulu venir à moins de 50,000 florins d'Allemagne par an, outre une somme immense pour son voyage et son établissement. Celui de Hollande a 10,000 ducats. Au milieu de ce luxe épouvantable, je ne trouve pas que M. de Saint-Julien soit excessif, s'il doit supporter le titre d'Ambassadeur. Il est vrai que son Maître a une vaisselle ici, ce qui est un grand article.

Si vous voulez voir dans toute sa pompe l'inconvénient des *Mezzi termini* en politique, surtout dans un moment de révolution, vous n'avez qu'à venir ici. L'Empereur ayant honte d'écraser l'Autriche, qui défendait si légitimement elle-même et l'Europe, donna des ordres secrets au Prince Galitzin qui commandait en Pologne, et il déplut à Napoléon qui le sut aussi bien que nous. Ensuite, de peur de déplaire à ce dernier, il écrivit à l'Empereur d'Autriche la fameuse lettre dont j'ai eu l'honneur de faire part, et il se brouilla avec l'Autriche; il a fait le même chef-d'œuvre à l'égard des deux partis

de la Suède. Enfin, je finis : le courrier Autrichien part demain. J'espère que vous aurez quelque compassion de moi. Mais qui sait comment tout finira?

J'ai l'honneur.....

## 304

### *A M. l'Amiral Tchitchagof.*

Saint-Pétersbourg, 22 mars (3 avril) 1810.

MONSIEUR L'AMIRAL,

Je ne veux point attendre une de vos lettres pour répliquer. Je trouve une occasion, j'en profite. Quand même je vous croiserais en chemin, le mal sera léger. Hier, pour la dernière fois, j'ai mis le pied dans votre maison paternelle. J'ai été voir l'excellent Basile Vasiliewitch qui venait de la vendre, et qui était sur le point de partir. Je l'ai embrassé tristement, en lui souhaitant toute sorte de bonheur. Toutes les choses qu'on fait pour la dernière fois sont tristes : or il est bien certain que je ne rentrerai plus dans cette maison. Il m'a promis de me donner de ses nouvelles, mais qui sait *si* et *quand* je le reverrai. Dieu sait combien nous avons parlé de vous et de tout ce qui peut vous intéresser. Je me suis rappelé tant de discours que j'ai tenus avec vous sur le papier-monnaie. Vous me prouviez, en riant, que c'était de l'or en barre. Aujourd'hui mon incrédulité, qui n'a

jamais trop cru aux lingots de papier, devient encore plus impertinente et je ne cesse de penser à vous. Je vais souvent dans la maison que vous occupiez, et quoiqu'elle soit habitée aujourd'hui par de fort aimables et excellentes gens dont je reçois beaucoup de politesses amicales, j'y trouve cependant beaucoup de souvenirs tristes, et toutes ces idées s'engrainant l'une à l'autre comme des grains de chapelet, il se trouve qu'à la fin j'en ai fait une fatigante collection. Quelquefois je pense que si je me déguisais en *Feld-Jæger*, je pourrais fort bien obtenir une commission de courrier et aller vous faire visite sans le moindre inconvénient ; mais bientôt je me dégoûte en pensant combien je possède peu les talents d'un postillon. Un aveugle n'est bon ni à pied ni à cheval : assis, tout au plus, il peut faire sa figure. Ce que je fais souvent, c'est de penser au plaisir que j'aurais, si j'allais vous surprendre dans ce *renommé village de Paris situé sur le ruisseau de Seine* comme disait *notre ami Voltaire*. Du pied de l'escalier, je commencerais à crier : *C'est moi! C'est moi!* Et votre adorable moitié, qui a les nerfs délicats, crierait à son tour. — *Shut the door! Lock it up!* C'est un fou qui veut entrer par force ! En vérité, je m'amuse souvent à penser à cette entrevue.

Quoique je vous aie dit dans ma dernière lettre, revenez, Monsieur l'Amiral, revenez ! Il est bien entendu que si vous pouvez revenir en restant, j'y consens de tout mon cœur, même à mes dépens, puisque je ne vous verrai pas ; mais il peut y avoir des occasions où l'on doit sacrifier ses inclinations.

J'ai fait déjà une certaine connaissance avec votre

successeur, ou pour mieux dire, car il faut être clair, avec votre *lieutenant*. Il me traite et m'écoute, dans l'occasion, avec beaucoup de politesse ; cependant ce n'est pas tout à fait la même chose, *upon my honour*. Saveli Saveliewitch est plus désappointé que moi, car il a perdu son appartement ; et pour comble de malheur, il y a un ukase fondamental de Pierre Ier, qui défend de coucher à côté des livres ou autres collections de ce genre ; de sorte qu'il faut se loger ailleurs, car l'on ne peut rien faire contre une loi fondamentale. La Surintendance de la Chancellerie pour les langues étrangères étant devenue un *Sine cura*, comme on dit à Londres, qui sait ce qu'il en arrivera (quoiqu'on n'ait prononcé encore aucun mot alarmant) ? Somme toute, le *Brat* me paraît un peu et même beaucoup en l'air. Son humeur en a beaucoup souffert ; déjà mélancolique par caractère, plus qu'on ne le croirait au premier coup d'œil, il l'est devenu beaucoup plus par ce point de vue sinistre, accompagné de plusieurs autres. Quant à moi, Monsieur l'Amiral, j'ai toujours cette égalité d'humeur que vous connaissez et qui ne se vend dans aucune boutique. Ce n'est pas que je ne voie tout ce que voient mon frère ou d'autres ; mais j'ai pour maxime que lorsqu'on est condamné à être fusillé, ce qu'on a de mieux à faire, c'est d'aller de bonne grâce au piquet, autrement les spectateurs se moquent de vous et l'on n'en est pas moins fusillé. — *All is over with me*. Je ne dois plus voir mes enfants : ce n'est donc plus vivre ; c'est tout au plus n'être pas enterré. Je ne vis plus que par mes souvenirs, par les lettres que je reçois et par celles que j'écris ; et par

l'étude qui va son train, comme si j'étais au collège. J'ai entendu lire, du moins en partie, une charmante lettre de votre façon, où vous donnez un fort bel aperçu du *renommé village*. Madame de Tchitchagof commence-t-elle à comprendre qu'on y puisse vivre? Je désire de toutes les forces de mon cœur que le climat soit favorable à sa santé, mais ce qui me comblerait de joie (ceci entre nous, comme vous sentez), c'est que vous rapportassiez de ce pays un empêchement décisif à ce divorce dont vous me parliez dans votre dernière lettre ; je vous en prie, faites cela. Vous allez voir des fêtes qui me semblent devoir mettre toutes les imaginations en jeu. Quel bruit ! Quelle splendeur ! Je vous prie, Monsieur l'Amiral, de me raconter tout cela dans une longue lettre ou bien de vive voix, la première fois que j'aurai l'honneur de vous voir, ce qui ne saurait tarder. — Je bouffonne avec ma plume, et ma tête est pleine d'idées sinistres. Cependant il serait possible que nous vissions une ère nouvelle à certains égards. Qui sait ce que peu produire tel ou tel événement. Tout dans l'univers est dans une fluctuation continuelle,

Et rien, afin que tout dure,
Ne dure éternellement.

Je me tiens donc prêt et résigné à tous les événements imaginables ; s'il arrive quelque chose de mieux que tout ce que j'ai supposé possible, *corocho !* Mais, dans aucune supposition, je ne puis être surpris.

Madame de Tchitchagof veut-elle bien agréer mes

tendres hommages? Il me semble que l'expérience du Soleil va commencer. Hâtez-vous, je vous en prie, de m'en apprendre le résultat. Pour célébrer ici l'heureuse entrée du Soleil dans la constellation du Bélier, nous avons eu 18° de froid ; j'espère que vous aurez eu quelque chose de moins. J'ignore vos projets. Peut-être que vous vous approcherez encore du bel astre. Faites comme il vous plaira, mais raccommodez, s'il vous plaît, cette santé physique dont votre santé morale dépend en grande partie. Quelquefois, en prenant le thé, rappelez-moi à votre mémoire. Supposez, si vous voulez, que je dors et que je vous dis des demi-phrases en coq-à-l'âne ; pourvu que vous pensiez à moi, peu m'importe que vous vous en moquiez tant soit peu. Agréez, Monsieur et Madame, les respects de mon fils, et croyez-moi, pour la vie, votre très dévoué serviteur et ami.

## 305

*A M. le Chevalier de Rossi.*

Saint-Pétersbourg, 20 avril (2 mai) 1810.

Monsieur le Chevalier,

J'ai décrit du mieux qu'il m'a été possible la situation politique de ce pays. Elle me semble avoir empiré considérablement par le mariage, qui ne paraît plus

douteux, de la fille de Lucien Bonaparte avec le Prince héréditaire de Suède (Holstein-Augustenbourg). Voyez je vous prie, Monsieur le Chevalier, comme tout plie devant l'homme extraordinaire, comme il se moque de tout. Il y a en Suède une loi fondamentale qui exige que toute reine soit Luthérienne. Je n'ai pas encore parlé à M. de Steddingk, mais je ne doute pas que la nouvelle reine n'ait sa belle chapelle à Stockholm, en dépit de la loi fondamentale. C'est encore Napoléon qui règnera en Suède, et qui peut douter que la restitution forcée de la Finlande n'ait été le sujet d'un article secret du contrat de mariage. Il me paraît voir ici beaucoup de souci sur certain visage. J'ai eu l'honneur de vous faire connaître, dans le temps, que le trône de Suède avait été offert à l'Empereur pour sa sœur et son beau-frère le Prince d'Oldenbourg, mais l'Empereur répondit qu'il ne pouvait rien faire contre le Souverain légitime (qu'il avait détrôné). Voilà comment on a le tort et le ridicule : il faut être honnête homme ou brigand de grand chemin. Mais chacun a son goût. Il y a sur ce règne une incroyable malédiction qui rend inutile de fort bonnes qualités. On a déjà parlé sourdement des biens ecclésiastiques du clergé catholique ; je n'en voudrais pas répondre, comme je ne voudrais pas répondre que le dernier édit de l'Empereur d'Autriche, qui hypothèque sagement neuf cent millions de papillottes sur les biens du clergé, n'encourage ici la même mesure. Quoi qu'il en soit, la grande secte a enfin obtenu la signature de l'excellent Prince François II (ou Ier) qui lui manquait. Maintenant la liste est complète, et il est décidé que

des propriétaires peuvent être dépossédés en toute justice pourvu qu'ils soient habillés de noir. Ils sont célibataires, dit-on. Eh ! qui s'est jamais avisé de soutenir que la Souveraineté a droit de s'emparer des biens de tout sujet qui n'a point de femme ? Il faut toujours en revenir à l'habit noir. Le texte suivant de Frédéric II, qui se trouve sous ma plume, amusera peut-être Sa Majesté : « Le Pape et les moines finiront sans doute ; mais leur chute ne sera pas l'ouvrage de la raison. Ils périront à mesure que les finances des grands potentats se dérangeront. On commencera en France... ; cet exemple sera imité, et le nombre des *Cucullati* sera réduit à peu de chose en Autriche ; le même besoin d'argent donnera l'idée d'avoir recours à la conquête facile des Etats du Saint-Siège... et l'on fera une grosse pension au Saint-Père. » (Lettre de Frédéric II à Voltaire, du 1er juillet 1777.) Le reste n'est pas moins curieux. Vous voyez, Monsieur le Chevalier, qu'il ne s'est trompé que sur le nom de l'exécuteur. Peu d'années après, il ajoutait : « La cognée est mise à la racine de l'arbre. D'une part, les philosophes s'élèvent contre les absurdités d'une superstition révélée ; d'une autre, les abus de la dissipation forceront les princes à s'emparer des biens de ces reclus, les suppôts et les trompettes du fanatisme. Cet édifice sapé par ses fondements va s'écrouler, etc. » Lettre au même). Mais voici le beau ; quand il eut sous la main des biens ecclésiastiques, il fut arrêté par l'instinct royal, qui était grand malgré les épouvantables erreurs de son esprit, et il écrivait à d'Alembert pendant le plus fort accès de Joseph II : « L'Empereur

poursuit sans relâche son système de sécularisation ; moi, je laisse les choses comme elles sont : le droit de propriété sur lequel repose la société est sacré pour moi. » (*OEuvres de Frédéric I*, livre II, p. 124.) — Ces citations me paraissent piquantes dans les circonstances actuelles. S. M. entendra bientôt parler de l'établissement d'un Patriarche pour chaque nation, et d'un concile *œcuménique* convoqué en France et en toute liberté. Deux événements encore prédits par Frédéric II dans la première lettre que j'ai citée. — « Mais qu'arrivera-t-il ?... Les puissances catholiques ne voudront pas reconnaître un *vicaire de Jésus* subordonné à *main impériale* (il se doutait peu du nom de cette main). Chacun alors créera un Patriarche chez soi. On assemblera des conciles nationaux. Petit à petit, chacun s'écartera de l'unité de l'Eglise, et l'on finira par avoir dans son royaume sa religion comme sa langue à part. » (Voltaire, l. LXXXVII, p. 271.) Au reste il est certain qu'il a vu tout ce qu'on pouvait voir avec la tache qu'il avait dans l'œil, et il paraîtra toujours extraordinaire que tandis que la grande secte a pu faire tomber dans ses filets tous les Princes catholiques avec ces deux phrases magiques : *Prenez garde à vos finances* et *Prenez garde à votre puissance*, un franc penseur tel que Frédéric II, appuyé seulement sur son instinct de Roi, se soit moqué de ces innovations et n'ait pas voulu les imiter. Le primat d'Allemagne a déjà publié un écrit relatif au futur concile et à la réunion de toutes les communions chrétiennes. Je ne doute pas que Napoléon n'y convoque les bipèdes mitrés de ce pays et ne les force d'aller

parler latin à Paris : cela sera excessivement curieux. Les choses en sont venues au point où il serait dangereux d'arrêter cet homme ; et pour moi, Monsieur le Chevalier, si je pouvais lui donner la mort par un seul acte de ma volonté, je m'en garderais bien. J'aurais peur de mêler mon ignorance humaine à des plans qui sont trop vastes pour qu'il soit permis au fils d'un homme et d'une femme de se jeter au travers. Je n'en demeure pas moins ferme sur les principes que j'ai constamment eu l'honneur de vous manifester, que cet homme miraculeux n'exerce qu'une force purement négative, et qu'il n'a d'autre puissance que celle de la foudre. Il est ce qu'il doit être et il ne peut durer. Nous savons parfaitement aujourd'hui comment s'est décidé le mariage. Talleyrand dit au Prince de Schwarzenberg : « Nous sommes sûrs de la Grande-Duchesse de Russie. C'est à vous de voir ce que vous avez à faire : d'abord après le mariage, il faut vous tomber dessus. » Le Prince a fait partir son courrier, et l'Empereur s'est décidé en moins de deux heures (peut-être deux heures et demie). Tout le monde se répète à l'oreille un jugement du Prince de Ligne sur ce mariage : *Il vaut mieux qu'il arrive malheur à une archiduchesse qu'à la monarchie.* Je ne me vante pas d'être assez heureux pour vous rapporter les mêmes mots tels qu'ils ont été prononcés ; mais vous pouvez y faire les changements que vous jugez convenables, pourvu que vous n'altériez pas le sens.

Au reste, Monsieur le Chevalier, quoique je ne doute nullement de l'extrême sensibilité de l'Empereur Napo-

léon et de sa rare tendresse pour son auguste épouse, je crois néanmoins que la politique sera toujours au-dessus de la tendresse, et que jamais il n'accordera à l'Autriche une puissance capable de lui donner seulement l'idée de l'équilibre à l'égard de la France. Je brûle d'envie de savoir quels sont les projets de S. M. relatifs à ce grand événement, et s'il ne présente aucune perspective favorable pour nous.

Nous avons lu dans le *Journal de Paris* un article qui donne à penser, sur l'expédition de l'Inde, qui est présentée comme très possible *avec le concours des deux puissances* (la France et la Russie). Jamais cet homme ne se reposera que lorsqu'il se reposera tout à fait. Le cardinal de Richelieu s'était fait peindre debout sur le globe avec l'inscription : « *Hoc stante cuncta moventur.* » Une main hardie écrivit sous cette modeste inscription : « *Ergo cadente omnia quiescent.* » La conclusion n'était pas juste, et de nos jours elle le serait encore moins, si la chose arrivait trop tôt. Si j'étais garçon, et si je n'étais pas sujet du Roi, je me moquerais fort de tous ces bouleversements qui ne seraient pour moi qu'un grand et magnifique spectacle ; mais quand je pense à S. M. et à mes enfants, ma philosophie plie, et les agréments dont je jouis ici perdent presque toute leur douceur. Les parents de S. M. ne pourront-ils rien absolument pour Elle, et n'auront-ils pas même le courage d'essayer ? Mais je me défends tout blasphème et même toute mauvaise pensée avant d'être instruit, quoique je sois déjà fort irrité d'une certaine chose.

J'ai l'honneur d'être, etc.

## 306

### *A M. l'Amiral Tchitchagof.*

Saint-Pétersbourg, 6 mai (n. s.) 1810.

Votre lettre du 8 avril, Monsieur l'Amiral, m'est parvenue avant-hier. Je vois qu'à la date de cette longue et aimable épître vous n'aviez point encore reçu la mienne du 3 avril dernier ; mais j'espère que depuis longtemps elle vous sera parvenue. Elle vous aura prouvé que je n'ai point attendu vos douces semonces pour songer à vous écrire. Pour vous répondre par ordre, j'approuve d'abord infiniment votre équation conjugale : *Je* = *Nous*. Ainsi, dans tout ce que vous pourrez me dire d'obligeant, je sous-entendrai un *facteur* caché qui change le singulier en pluriel. C'est bien mon intérêt d'ailleurs de l'entendre ainsi ; vos lettres, déjà si agréables en elles-mêmes, le deviennent encore davantage par cette supposition. On a beau être sévère et *même un peu sauvage*, comme vous, comme moi, comme feu Hippolyte, une femme cependant ne gâte rien. Un autre avantage de ce *facteur*, c'est que je n'ai jamais l'envie de me battre avec lui. Nos ancêtres se brouillèrent pour certaines questions de quelque importance, sans nous consulter (notez bien ce point capital). Cet article excepté, nous sommes d'accord sur tout : au lieu, qu'entre vous et moi, il y a guerre per-

sonnelle et combats terribles, qui feraient pâlir les plus intrépides, si les combatttants n'avaient pas toujours fini par s'embrasser. Je crois cependant que, plus d'une fois, il m'est arrivé dans nos querelles de n'être pas entendu parfaitement. J'en vois encore un exemple dans mon *insecte* auquel je ne veux sûrement point faire plus d'honneur qu'il en mérite. Toute ma métaphysique porte sur ce principe inébranlable : que tout a été fait *par* et *pour* l'intelligence. La matière même, à proprement parler, n'existe pas indépendamment de l'intelligence. Essayez, Monsieur l'Amiral, de vous former l'idée du monde matériel, sans intelligence, jamais vous n'y parviendrez. J'ajoute que la vie seule est encore un infiniment grand, comparée à la matière brute qui n'est rien, et qu'un *insecte* est mille fois plus admirable que l'anneau de Saturne. Je ne prétends pas cependant faire tourner le monde autour d'un insecte, mais je dis que s'il n'y avait que lui et la matière brute dans l'univers, il n'y aurait pas la moindre raison de lui refuser cet honneur. En vérité, Monsieur l'Amiral, il me semble que cela est très clair et très plausible.

Il serait inutile, je crois, de vous dire combien j'ai été charmé d'apprendre que le changement de climat agit merveilleusement sur la santé de Madame votre épouse. Tirez tout le parti possible de cette influence : sur cet article, nous ne disputerons pas. Voyez même quel poids j'accorde à cette considération. S'il faut pour que M^me^ de Tchitchagof se porte bien *toujours*, qu'elle vive *toujours* hors de votre patrie, soyez *toujours* absent : je n'ai rien à dire. Je crois, en thèse générale,

que tout homme est tenu de servir son souverain et son pays tels qu'ils sont ; mais s'il doit s'éloigner pour sauver sa vie et *à plus forte raison* celle de sa femme, pour moi, je l'absous de tout mon cœur. Je suis bien aise que vous ayez approuvé ma comparaison du bal : vous m'échappez cependant, à votre ordinaire : car, dans l'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique, la Polynésie et l'Australie, vous n'avez point d'égal pour la riposte ; cependant, comme disait Dacier et ensuite Voltaire : *ma remarque subsiste.* Je répète que j'admets *l'exception de la femme...* Sornettes que tout cela. Voilà donc un cas *irréductible* sur lequel nous ne pourrons jamais nous accorder. Je doute qu'il en soit de même du suivant, si vous me donnez du moins, comme je l'espère, un moment d'audience. Vous croyez que les circonstances finiront par nous réunir ; moi, je n'en crois rien, et voici mes raisons.

L'homme porte en lui deux juges plus ou moins intègres : la conscience, et le goût, qui est aussi une espèce de conscience, surtout si on le prend comme je le fais ici dans son acception la plus étendue, car le goût n'est que la *conscience du beau*, comme la conscience n'est que le *goût du bon*. A ne consulter d'abord que cette conscience secondaire, elle m'apprend qu'à mon âge tout changement est ridicule et mal interprété par l'opinion. Vous-même, Monsieur l'Amiral, qui m'accordez beaucoup d'amitié et qui êtes fâché de voir que je me perds (ce qui est vrai dans un sens), vous seriez le premier à trouver que je n'ai point de grâce dans ma nouvelle carrière et que je marche mal.

Mais, pour m'élever un peu plus haut, je n'ai pas de ces bras souples toujours prêts à s'étendre pour un nouveau serment. J'en ai prêté un à Dieu dans l'église catholique, j'en ai prêté un autre à mon Souverain en naissant dans ses Etats. Je l'ai confirmé librement comme Vassal, comme Magistrat, et comme Ministre. Tout est dit : je n'y ai mis aucune condition. Je n'ai point dit : *à condition que vous serez heureux* : *à condition que tout ira bien pour vous et pour moi*, etc. Je n'ai rien dit de tout cela, et c'est une abomination d'ajouter des clauses de son chef à des actes clos et signés. Maintenant, si ce Souverain me rejette, je tâcherai de me procurer une existence tolérable sous les lois d'un autre ; mais s'il croit toujours avoir besoin de moi, lui dirai-je : *Non?* Jamais, Monsieur l'Amiral, jamais. On me dira comme on me l'a déjà dit : *Mais, c'est le chemin de l'hôpital*. Premièrement, je n'en sais rien ; car dans ce monde, tout pervers qu'il est, la compassion n'est pas cependant absolument éteinte. Mais mettons la chose au pire. Quand je mourrais dans un galetas, croyez-vous que ce grand événement influât sur l'année tropique ou sur l'année sidérale ? Un homme n'est rien. Il n'importe nullement qu'il meure ou qu'il crève, mais ce qui importe beaucoup, c'est qu'il n'y ait pas un vilain de plus dans le monde, car il y en a déjà beaucoup trop. Si de ces considérations majeures, tirées du devoir et du sentiment des convenances, nous descendons à quelque chose de plus grossier, que ferai-je sans or dans un système où l'or est tout, puisque les puissances morales sont détruites et qu'il s'agit de les refaire ? Un homme qui

porte un de ces noms historiques capables de jeter de l'éclat sur un nouvel ordre de choses, fait bien (si d'ailleurs il n'est retenu par rien) de se vendre et même de se faire marchander ; moi, j'ai la noblesse qui distingue la personne qui la possède, mais nullement celle qui peut illustrer le corps ou le parti auquel elle appartient. Je n'ai donc rien à offrir à un nouveau système ; car pour les talents, je vous assure que je les donnerais pour un billet bleu, au change de 120 centimes. Tout ceci, Monsieur l'Amiral, n'est dit que d'une manière très subordonnée et pour prouver que j'ai raison sous tous les rapports, car je ne crois pas que ces considérations d'intérêt doivent influer daus ces sortes de cas sur les décisions d'un honnête homme.

Qu'en dites-vous, Monsieur l'Amiral ? Il me semble que cette logique n'est pas extrêmement sotte, et je voudrais avoir le plaisir de vous l'entendre avouer. Toute la question se réduit donc pour moi à savoir dans quel pays je dois fixer ma demeure ; mais il me semble que cette question n'en est pas une, et la moindre réflexion me démontre que nulle part je ne serais mieux ni même aussi bien qu'ici. Il y a longtemps que vous m'avez écrit sur la liste de ceux qui aiment le *Blondin.* Nul sentiment n'a plus d'empire sur moi que celui de la reconnaissance ; et qu'est-ce que je ne *lui* dois pas ? Il m'a protégé *certainement* plus que je ne le mérite et *probablement* plus que je ne le sais. Cependant, à peine je suis connu de lui. Les circonstances le gênent, il est embarrassé avec moi, je le sens, et si les convenances le permettaient, je disparaîtrais tout à fait de chez *lui*. Si

quelquefois il m'adresse un mot à la volée, autre embarras. Je n'ai pas l'ouïe fine, il parle bas, la crainte de ne pas l'entendre fait que je ne l'entends pas. Il me parle *choux*, je lui réponds *navets*. D'où vient donc, je vous prie, la bienveillance dont il m'honore et dont je ne puis avoir un meilleur témoin que vous-même, car souvent vous m'en avez assuré? Ma probité seule (et c'est le seul compliment que j'accepte) a pu me valoir ce bonheur. Or, dites-moi, je vous en prie, est-ce donc une légère qualité que ce tact qui reconnaît la probité et lui rend justice, même dans la personne d'un étranger qui n'a jamais pu rien mériter de lui ? Je suis persuadé que sur ce point vous pensez comme moi. Je serais donc un écervelé d'abandonner cette protection, pour aller dans d'autres pays présenter ma jeunesse. A qui ?... Ma foi ! je n'en sais rien. Je n'ai jamais eu, depuis le grand tremblement de terre, qu'une seule ambition réelle, celle d'influer sur le bien-être de celui à qui je suis attaché. Pour satisfaire cette ambition, je me suis exposé comme vous le savez. Je n'ai pu réussir ; je ne demande plus aux hommes que l'oubli, et comme c'est la chose qu'ils accordent le plus volontiers, j'ose croire que sur cet article au moins je ne serai pas éconduit.

J'ai cru devoir à votre amitié, Monsieur l'Amiral, cet exposé de ma conduite. J'espère que si vous réfléchissez bien, vous l'approuverez complètement ; il est vrai que ce système me conduit à une véritable mort civile, et me prive pour jamais de ma femme et de mes enfants ; c'est la plus épouvantable amertume qui puisse m'affliger : mais à cela point de remède honnête. Quand on est

condamné à mort, ce qu'on a de mieux à faire, sans doute, c'est de marcher ferme au lieu de l'exécution, autrement les spectateurs se moquent de vous et l'on n'en fait pas moins le saut dans l'autre monde. J'ai voulu profiter d'une occasion sûre pour jaser un peu avec vous à cœur ouvert, afin que vous ne me croyiez pas un homme romanesque. Maintenant je passerai à d'autres objets.

J'ai été ravi de savoir que vous faites apprendre le latin à Mademoiselle votre fille : cette langue est à peu près le seul ou du moins le meilleur vaisseau sur lequel les habitants de l'Asie puissent aborder en Europe ; mais qu'il est difficile de savoir les langues antiques au point où elles peuvent influer moralement sur vous, c'est-à-dire, jusqu'au point où elles pénètrent dans la moelle des os et se convertissent dans nous *in succum et sanguinem !* (Mlle Julie vous expliquera ces deux mots). A propos de latin, je puis vous assurer, Monsieur l'Amiral, qu'on ne le sait presque plus au pays où vous êtes. J'en juge par les échantillons que je vois dans les papiers publics, mais surtout par les inscriptions mises sur le fronton du Palais du Corps Législatif à l'occasion du grand mariage : *Napoleo Magnus*, etc. Je n'ai lu rien d'aussi fade, d'aussi peu latin, d'aussi étranger au style lapidaire. Il y a même des lignes qui font rire l'oreille, comme : *Ad pacem orbis celeriter gradiens* (marchant à grands pas vers la paix du monde) — et d'autres encore. — Mandez-moi, je vous prie, quand je pourrai adresser un *poulet* latin à Mlle Julie : je n'y manquerai pas.

Il y a un article de votre lettre sur lequel je n'ai

nulle envie de disputer : c'est celui où vous parlez du plaisir que vous goûtez tous les matins *au milieu des anges*, loin des sales teneurs de sales écritoires, de tous les autres animaux de ce genre. Il faut en convenir, c'est le plaisir par excellence. Je conçois à merveille que les *anges* semblent vous appartenir davantage. Au reste, mon très cher Amiral, voici la fin de toute cette vie patriarcale ; c'est que Dieu vous bénira dans le pays des miracles et de la galanterie, de manière qu'un beau matin vous mettrez le latin à sa place, et toutes vos raisons pour le faire apprendre à vos filles, tombant ainsi à terre, M[lle] Julie n'aura plus de raisons de faire entrer cette chienne de langue dans sa tête.

Je vous remercie des nouvelles que vous me donnez de la Lune : je ne suis nullement étonné qu'on y ait vu une femme ; il y en a partout. Mais si l'on y a vu une femme, tenez pour sûr qu'il y avait aussi un homme. Si on ne l'a pas découvert, c'est qu'il était derrière. Je remercie affectueusement celle qui vous tient compagnie sur la terre de ses bonnes intentions à mon égard ; je recevrai sa prose avec toute la reconnaissance imaginable ; cependant je ne veux pas qu'elle fatigue ses yeux déjà trop occupés. J'espère que cette lettre ne vous paraîtra pas faite en dix minutes. J'oublie volontiers le laconisme quand je vous écris ; le fait est cependant que ma correspendance est augmentée au point que j'en perds la tête. J'ai fait votre commission au frère Xavier, qui aura sans doute le plaisir de vous obéir, mais non que je sache par ce courrier, car il n'en a pas connaissance et je ne sais où le prendre. Bonjour,

Monsieur et Madame ; rappelez-vous, je vous en prie, que je ne cesse de vous faire des visites. A votre tour, parlez quelquefois de moi le matin avec les *anges*. C'est l'heure des pères et des amis. C'est la mienne.

Yours.

## 307

### † *A M. le Comte de Schulembourg.*

Saint-Pétersbourg, 9 mai 1810.

J'ai chargé très souvent notre cher Duc, Monsieur le Comte, de vous témoigner combien j'étais sensible au souvenir obligeant dont vous n'avez cessé de me donner des preuves dans toutes les lettres que vous lui avez écrites depuis notre séparation ; mais je ne puis résister à l'envie de vous témoigner ma reconnaissance en *main propre*, comme dit Jeannot. Oui, mon très cher Comte, je place au premier rang des agréments de ma vie les sentiments que j'ai pu vous inspirer, et que vous m'avez attestés si souvent et d'une manière si aimable. Plus d'une fois j'ai pensé qu'il ne tiendrait qu'à moi de vous faire venir ici, si je l'avais bien résolu ; sauf à vous de repartir le lendemain de votre arrivée, si vous le jugiez convenable. La veille de votre départ, nous étions ensemble en voiture. Vous pensâtes à je ne sais quelle jolie anecdote sur le compte, si je ne me trompe, de Madame A.... *Contez-moi donc cela*, vous dis-je, *je*

*vous en prie.* Vous me répondîtes en propres termes : *Je vous promets de ne pas partir sans vous le dire.* Là-dessus, nous nous séparâmes, et je ne vous ai plus revu. *Und so*, s'il me plaisait de vous sommer dans les formes de venir ici me *raconter* cette histoire (car il n'a jamais été question d'écriture entre nous), ou vous n'êtes pas gentilhomme, ou vous seriez obligé de venir ; mais comme le chemin est long et le temps détestable, car il a neigé hier de très bonne grâce, je ne veux pas agir avec vous en toute rigueur. Je dois vous avouer cependant que, plus d'une fois, j'ai été tenté, tant il m'en coûte de renoncer tout à fait au plaisir de vous revoir. Mais puisque le nom de Madame A..... s'est trouvé sous ma plume, je veux vous conter un succès qui me couvre de gloire, si je ne me trompe infiniment. Il est impossible que vous ayez oublié la magnifique histoire du *poisson*, que je trouvai un jour au fond de ma mémoire, et qui obtint de vous un cri d'admiration. La belle dame que je vous ai nommée voulut, comme vous savez, toute grimace cessante, la tenir de ma bouche même. Or voici ce qui est arrivé, mon cher Comte. Une dame, qui était présente, manda cette histoire à Vienne, et, de Vienne on a écrit *mirabilia.* Ce n'est pas tout : une autre dame l'a racontée ici à une amie anglaise, et celle-ci l'a mandée à une amie de Londres. Au moment où cette dernière reçut la lettre, elle écrivait elle-même à une amie de Calcutta. Elle jugea à propos d'orner sa lettre de mon anecdote allobroge ; et, deux ans après, on a écrit de Calcutta à Londres : *Miracle ! Il n'y a rien de si beau : votre anecdote a fait la joie des Grandes-Indes.* — Et ces

applaudissements flatteurs me sont revenus de Londres. Je vous demande si l'on peut se figurer une gloire plus pure, et s'il devrait y en avoir de plus étonnante. Mais peut-être que vous n'en aurez point ouï parler, tandis que tout le monde s'entretient de la bataille de Wagram et de cent misères de cette espèce, tant les hommes ont peu de tact et de connaissance du vrai beau ! — Voulez-vous par hasard, Monsieur le Comte, que je vous dise quelque chose de moi ? Eh ! mon Dieu, que vous dirai-je? Ne savez-vous pas tout ? Je dis quelquefois *que je serais heureux si je n'étais pas malheureux*, et ce mauvais calembour explique assez bien ma situation. Je suis fort bien ici, je vous assure ; on me comble de bontés. Dans ma longue et amère carrière, je n'ai choqué *ni celui-ci, ni celui-là*, et mon existence même, comme vous le sentez assez, est un phénomène. Il y a quelque douceur dans cette situation. Mais... mais... Ah ! Mon cher Comte ! Vous n'êtes pas marié ; vous avez un Souverain, une patrie et des biens. J'en suis charmé, et je vous en félicite. Pour moi, je suis accablé de tous les maux, excepté la maladie et les remords. Il est vrai que ces deux exceptions sont grandes, et capables seules de faire couler des flots d'ambroisie dans la coupe amère que je dois avaler jusqu'à la lie. J'espère, avec ce secours, ne jamais faire la grimace. Vous ajouterez beaucoup aux compensations qui me sont accordées, mon très cher Comte, si vous me conservez, comme je l'espère, cette bonne amitié dont vous m'avez donné tant de preuves, et qui m'est si chère. Ne doutez pas, à votre tour, de toute celle que je conserve pour vous. Je vous ai suivi de l'œil

dans vos longues promenades, et, puisque je ne vois pas dans la région des probabilités l'occasion de vous revoir encore, il m'est doux au moins de pouvoir être sûr que je ne suis point oublié d'un homme tel que vous. Adieu mille fois, cher et aimable Comte ; je vous embrasse avec une certaine tendresse triste, que vous devez comprendre à merveille.

## 308

*Au Roi Victor-Emmanuel.*

Saint-Pétersbourg, 25 mai (6 juin) 1810.

Sire,

Nous recevons dans ce moment la nouvelle de la convocation du Concile de Paris, avec la lettre menaçante de Napoléon, qui a cassé la glace et menace ouvertement de déposer le Pape. Voilà un autre ordre de choses, et qui sait ce que nous verrons ? Il me paraît impossible que, d'un côté ou d'un autre, il ne s'élève pas quelque opposition, quelque protestation sublime. Quoi qu'il en soit, Votre Majesté assiste avec nous à l'une des plus grandes expériences qui puissent avoir lieu sur ce sujet. Jamais aucun Souverain n'a mis la main sur un pape quelconque (avec ou sans raison, c'est ce que je n'examine point), et n'a pu se vanter ensuite d'un règne long et heureux. Henri IV a souffert tout ce que peut souffrir un homme et un prince. Son fils dénaturé mourut de la

peste à quarante-quatre ans, après un règne fort agité. Frédéric I^er^ mourut à trente-huit ans dans le Cydnus. Frédéric II fut empoisonné par son fils après s'être vu déposé. Philippe-le-Bel mourut d'une chute de cheval, à quarante-sept ans. Ma plume se refuse aux exemples moins anciens. Cela ne prouve rien, dira-t-on : à la bonne heure ! Tout ce que je demande, c'est qu'il en arrive autant à un autre, *quand même cela ne prouverait rien ;* et c'est ce que nous verrons.

En attendant, Votre Majesté voit combien nous sommes malades. Tous les principes sont attaqués à la fois ; et, qu'Elle daigne m'en croire, les bons sont bons, mais personne n'est converti.

## 309

### *A M. l'Amiral Tchitchagof.*

Saint-Pétersbourg, 27 juillet (8 août) 1810.

MONSIEUR L'AMIRAL,

Je suis enchanté que nos deux dernières lettres se soient croisées ; vous aurez vu par mon exactitude spontanée que je n'ai pas besoin de sommation, pour vous adresser des lettres que vous avez la bonté de désirer. J'ai ri de bon cœur (d'un rire de joie) en voyant ma prophétie sur Madame votre épouse si ponctuelle-

ment accomplie. De mon côté, c'est un miracle, car toute prophétie est un miracle ; de votre côté, c'est un événement terrestre tel qu'on en voit beaucoup dans le monde. Je dois au reste, sans aller plus loin, vous présenter ici une réflexion importante. S'il y a quelque chose d'évident dans le monde, c'est la loi des compensations. La bonne nature ne permet jamais de grands maux sur la terre sans y porter remède : vous voyez par exemple qne l'invention de la vaccine, qui diminue sensiblement la mortalité, est venue se placer à l'époque où nos crimes et nos extravagances l'avaient augmentée sans mesure. Mais elle ne se borne pas à cela. L'espèce masculine étant moissonnée de nos jours partout, et surtout en France, comme l'herbe des champs, soyez persuadé, Monsieur l'Amiral, que cette force conservatrice, = X, qui pense à tout, ne manquera pas, ou plutôt n'a pas manqué de faire souffler sur la France un certain vent prolifique *saturé* d'atomes masculins. Or, comme le monde est conduit par des règles générales, les dames Russes, Anglaises, etc., etc., qui voyagent en France et qui avalent ces atômes, en retireront le profit tout comme s'ils avaient été faits pour elles, en sorte qu'il y a mille à parier contre un que, sous peu de temps, vous serez père d'un joli petit *Gars*. — A présent que j'ai suffisamment parlé de *naissance*, parlons de mort. Au moment même où j'entendis parler pour la première fois de l'épouvantable événement du 20 juin, je pensai à vous — (non ! à Madame votre épouse) — et ensuite à vous. Certainement vous ne vous en fâcherez pas. Comment avez-vous échappé heureusement

à cette fatale invitation ? Ou si vous étiez de la fête, comment vous en êtes vous tirés si lestement, car dans aucune relation je n'ai rencontré votre nom, ce qui me donne le droit, ce me semble, *to take for granted*, ou que vous n'étiez pas de la fête, ou qu'il ne vous est rien arrivé. Malgré cette démonstration négative, j'attends encore avec empressement une assurance directe de votre part. J'espère que l'état de votre chère Elisabeth, autant que vos systèmes philosophiques, vous auront retenus chez vous. — Quel triste animal que l'homme ! Il ne peut se passer de ses semblables, et cependant, il n'y a pas de grands rassemblements d'hommes sans danger physique ou moral, — excepté à l'Eglise, — et voilà pourqnoi il s'y ennuie. — Mais revenons à votre sage solitude qui probablement vous aura préservés ; vous ne sauriez croire combien je l'ai approuvée. Puisque vous n'êtes pas ici et que sur ce point vous êtes inflexible, vous ne sauriez être mieux que dans une retraite patriarcale. — Mais quoi ? Point de voiture ! Tant mieux encore : cela vous va très bien, je vous assure. J'ai vu Monsieur votre frère qui a passé ici comme une hirondelle, au point qu'il ne m'a pas été possible de le voir chez lui. Il m'a dit qu'il allait vous joindre. C'est fort bien fait, puisqu'il pense comme vous.— J'admire les têtes humaines et comment il y a dans chacune d'elles quelque chose qui est inexplicable pour une autre. Moi j'aurais cru que votre attachement au Maître vous aurait ramené ici malgré *ceci et cela* qui pouvait vous déplaire. Vous, de votre côté, vous auriez cru que mon attachement à la patrie m'y aurait

ramené de même malgré *ceci et cela* qui pouvait aussi me choquer. — Point du tout : nous sommes tous les deux et nous demeurons inflexibles sur le *ceci et cela*. Au reste, il y a des replis si cachés dans le cœur de l'homme que, même entre amis, il y a des choses qui demeurent toujours invisibles à l'œil d'un autre. Par exemple, Monsieur l'Amiral, ce qui vous écarte de ce pays n'est point, du moins exclusivement, tout ce que vous m'avez dit. Je vois le motif principal dans votre cœur comme je vois le soleil, et cependant je ne sais pas ce que c'est. Il n'y a rien pour moi de si évident ni de si inconnu, du moins hors d'un certain sens général. Quoi qu'il en soit, je vous souhaite toute sorte de bonheur possible sur la mer de la vie, quel que soit le Rhumb que vous teniez.

Au moment où vous lirez cette lettre, Monsieur l'Amiral, mon frère aura traversé le Caucase et sera sur les frontières de la Perse. Vous allez dire d'abord : *Est-il possible?* Mais en y réfléchissant, vous trouverez que rien n'est plus raisonnable. Mon frère était demeuré militaire, mais il occupait un emploi civil : c'était une existence ambiguë et pour ainsi dire *bâtarde*, dont l'assaisonnement, qui la rendait douce, a disparu avec votre personne. Il avait perdu le logement, ce qui est un grand article dans votre dévorante capitale, et il ne lui restait plus guère d'espérance pour un avancement militaire. Certainement, nous n'avons, lui et moi, qu'à nous louer des procédés de M. le Marquis de Traversay. — Mais sa politesse même pouvait se trouver embarrassée dans un moment de réforme et d'économie.

D'ailleurs vous êtes parti, ce n'est plus cela. Quel que soit le sort de mon frère, nous n'oublierons jamais, ni lui ni moi, que c'est à vous qu'il doit un état dans ce pays, et que les deux grades qu'il a obtenus sont votre ouvrage.

La Néva de ses flots ira grossir la Loire
Avant que ce bienfait sorte de ma mémoire.

Mais j'admire comment ma plume, courant toute seule, oubliait de vous apprendre le nouveau placement de mon frère; en vertu d'une nouvelle grâce de *mon* bon Empereur, il a passé comme Colonel dans l'Etat-Major Général à la suite de S. M. I. Nous avions d'abord pensé à la Moldavie, mais j'ai peur que la saison des Cordons et des *Te Deum* ne soit passée. Le fleuve d'or et de farine qui coule de la capitale vers la frontière, dans les guerres lointaines suit une loi toute différente de celle que suivent les fleuves proprement dits. Plus il s'éloigne de sa source, moins il est riche et profond, et plus il est sujet à tarir. Il faut d'ailleurs considérer d'un côté : la fièvre tierce, la faction de cour et d'armée, etc., et de l'autre : l'obstination turque, l'orgueil national, le principe religieux, le Balkan, le Visir qui peut tout, etc.; enfin, il nous a paru, en conseil de famille, que la paix était au moins probable, et que par conséquent un étranger qui ne cherche que des coups et de la réputation, ne doit pas se présenter dans une armée à la fin de la campagne, au risque de n'entendre plus que le bruit des plumes criaillant sur

le papier (*chorocho ou ni chorocho*). En Géorgie, c'est autre chose. Le théâtre est éloigné, la guerre qu'on y fait n'a ni commencement ni fin. On arrive et l'on part quand on veut. Ce qui a achevé de nous déterminer, c'est le départ pour cette armée du Marquis Paulucci, qui est revêtu là d'un commandement considérable, et qui a offert à mon frère de le demander comme Officier de confiance. Voilà l'histoire. Le départ ayant été extrêmement précipité, mon frère n'a pu remplir aucun devoir, et pas même celui qu'il avait le plus à cœur : de vous informer de sa nouvelle destination ; de manière que je me suis chargé de l'acquitter auprès de vous.

Précédemment vous m'aviez flatté d'une lettre de Madame votre épouse ; aujourd'hui je m'y oppose formellement. Je ne veux point qu'elle appuie sa pauvre petite poitrine sur une table, pour mes beaux yeux. Je la prie d'agréer mes hommages et les vœux que je fais *pour sa bonne conduite*. J'ai dans l'idée qu'elle se couvrira de gloire. Je ne vous dis plus rien de moi, Monsieur l'Amiral. C'est l'éternelle monotonie qui me conduira à ma dernière heure. Mes malheurs sont amers et sans remède ; mais nulle part dans l'univers je ne pourrais trouver les deux palliatifs que m'a fournis ce pays, et surtout son Maître ; j'en jouis avec reconnaissance, sans me permettre de spéculer sur l'avenir qui ne peut plus changer pour moi. Vous avez cru devoir fuir la terre paternelle, mais votre femme et vos enfants vous accompagnent ; moi, j'ai été chassé de ma patrie, et jamais je ne reverrai ce que vous possédez.

Ah ! c'est épouvantable. — Je vous embrasse de tout mon cœur, Monsieur l'Amiral, en vous répétant, je ne sais pas trop pourquoi, car rien n'est moins nécessaire, que je suis pour la vie,

Votre très humble serviteur et bon ami.

## 310

### *A M. le Chevalier de Rossi.*

Saint-Pétersbourg, 18 (30) août 1810.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

D'après ce que vous me faites l'honneur de me dire, il me semble que nous ne voyons pas le danger du moment précisément sous le même point de vue. Vous me parlez de paix, de guerre, de renonciation, etc. Jamais, Monsieur le Chevalier, il ne sera question de rien de tout cela tant que l'influence du moment durera. *L'Ennemi* ne veut ni paix ni guerre avec nous ; il n'accepterait pas même une renonciation de la part de S. M., car ce serait la reconnaître, chose qu'il ne fera jamais librement. Il ne veut pas qu'on parle de nous, il ne veut pas que nous paraissions dans aucun traité comme partie agissante ou intéressée ; il ne veut pas qu'on nous nomme même dans les almanachs qui dépendent de lui. Voyant qu'il ne peut atteindre matériellement S. M., il a

imaginé la méthode d'extinction, c'est ainsi que je l'appelle. Il veut nous exclure graduellement de toute transaction politique, surtout du traité de paix définitif qu'il a en vue, mais qui heureusement ou malheureusement (qui le sait? ) ne paraît pas trop possible. Pendant les conférences de Lunéville, le système français n'étant pas encore formé, et les Plénipotentiaires de cette nation ayant parlé des droits du Roi de Sardaigne, un des Plénipotentiaires autrichiens répondit rondement : *Et quelle nécessité y a-t-il qu'il y ait un Roi de Sardaigne?* Il n'est pas étonnant que Napoléon ait suivi d'aussi bons conseils, et c'est de ce côté que doit se tourner notre politique. J'ai toujours pensé et toujours dit que nous ne devons nullement nous inquiéter de renonciations dont nous serions très heureux qu'il fût question ; car dans ce cas les droits de S. M. seraient reconnus, et il ne serait pas difficile de prendre un parti sage. C'est à son existence même qu'on en veut, et c'est cette existence qu'il faut mettre à couvert par tous les moyens possibles. Je me suis toujours appuyé sur la règle : *Fais ce que ton ennemi craint.* Il veut nous effacer, il faut paraître. Ce qu'on peut imaginer de plus contraire à nos intérêts, c'est l'opinion que S. M. fait dépendre ses droits de la restauration, car il en résulterait que si elle n'a pas lieu, ses droits demeurent suspendus, et pourquoi donner cette consolation à notre ennemi? Il n'en veut qu'à la souveraineté : nous le comblons de joie en avouant que dans la situation où se trouve S. M., Elle ne peut faire telle ou telle chose. C'est tout ce qu'il demande. Lorsque le Prince Beloselski demanda l'ordre

de S. M., lorsque le Prince Gagarin demanda une autre distinction qui aurait été bientôt à la mode parmi plusieurs personnages de la Cour, le refus me glaça, toujours par la même raison, car quel motif donner à ces Messieurs? *Le Roi ne juge pas à propos*, est une raison excellente dans l'État, et il serait plaisant qu'on s'avisât de demander compte des déterminations souveraines! Mais à l'égard de l'étranger et dans les circonstances actuelles, la réponse est nulle, et de quelque belle phrase ministérielle que je l'enveloppe, tout le monde la prendra pour une déclaration tout à fait dans le sens de Napoléon. Il aime bien mieux cela que la cession expresse d'une province dont il croit n'avoir nul besoin. Dans les premiers temps de la Révolution Française, je m'y suis trompé comme les autres; mais il y a longtemps que je me suis fait une idée nette, que j'ai eu le plaisir de voir adopter par un grand nombre de bons esprits. Je me tiens aussi sûr d'un changement de choses que je suis incertain de l'époque, il faut donc calculer toutes les démarches, tous les refus, toutes les concessions, et jusqu'à la moindre lettre, comme si nous ne devions jamais voir cette époque. Vous me direz peut-être, Monsieur le Chevalier, que S. M. tranquille chez elle où elle exerce tous ses droits doit peu s'embarrasser de l'opinion étrangère. Je suis bien d'un autre avis; je pense que le véritable danger est là, et qu'il exige même certaines mesures à l'égard de la Russie et de l'Angleterre; mais comme mes idées ne font pas trop fortune là où vous êtes, je m'abstiens de m'enfoncer dans ces détails, mais je vous répète que le danger est où je vous le montre. *Napoléon veut nous*

*éteindre graduellement dans toutes les Cours et nous exclure du dernier traité, afin qu'ensuite, comptant sur l'égoïsme et l'indifférence des gouvernements, il puisse, quand il le jugera convenable, venir s'emparer de la Sardaigne avec quelques barques.* Voilà son plan et il ne faut jamais le perdre de vue. Il y aura bien, me direz-vous, des moyens de l'empêcher. Je l'espère bien tout comme vous, mais je ne hais rien tant que cette pusillanimité masquée en respect, qui se croit obligée de cacher le danger. Rien de plus sot : car, montrer le danger, c'est le diminuer.

S. M. est encore représentée dans la plus grande Cour du continent : mais, ne vous y trompez pas ! Malgré toutes mes précautions (que j'ai poussées à l'excès), l'opinion me sépare tous les jours davantage de S. M. et je deviens un pensionnaire de l'Empereur. Tel que je suis, c'est un phénomène dont je jouis avec paix et reconnaissance, en me rappelant néanmoins toujours que tout phénomène est passager. A cet égard toute spéculation est inutile : ma position est étrange, je ressemble à un hémiplégique vivant d'un côté et mort de l'autre. Qui me verrait ici sans savoir mon histoire devrait me croire très heureux ; mais le revers de la médaille est terrible. Si j'ai l'honneur de continuer mon service, je ne serai pas plus riche demain qu'hier ; si S. M. me remplace, je le serai encore moins ; ainsi, dans toutes les suppositions, point de moyen de revoir jamais mes enfants ni ma femme. Je ne le leur dis pas, au contraire, je les berce d'espérances, mais au fond du cœur, je n'ai malheureusement plus de doute sur ce point. Il n'y a rien de plus absurde en théorie

que les pressentiments, mais l'expérience semble quelquefois les soutenir. Lorsque j'embrassai ma famille sur le pont à Cagliari, je fis tout à fait l'enfant, au point qu'on dut se moquer de moi. J'éprouvai quelque chose de si extraordinaire que j'écrivis dans un journal : « Que signifie donc un sentiment si inconnu, si terrible, et que me présage-t-il ? » Je retrouvai l'autre jour par hasard ce journal qui était sorti de ma mémoire. Je ne pouvais soupçonner ma destination, mais c'était des adieux éternels. Ajoutez le chagrin de tenir ma place non du choix, mais des alarmes de S. M., et de n'avoir cessé de lui déplaire ici, sans espoir de remède ni de fin, et vous sentirez que si d'un côté j'ai de grandes jouissances dans ce pays, l'autre côté de la balance est terriblement chargé.

## 311

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, 20 août (1er septembre) 1810.

Monsieur le Chevalier,

Il y a longtemps que je n'ai causé avec vous ; je veux vous raconter aujourd'hui une tentation à laquelle j'ai résisté, comme saint Antoine.

Les francs-maçons continuent ici *a furia*, comme tout ce qu'on fait dans ce pays. J'ai été invité à me rendre

dans l'une de ces nouvelles loges; mais malgré l'extrême envie que j'ai de savoir ce qui se fait là, je m'y suis refusé, toutes réflexions faites, par plusieurs raisons dont je me contente de vous rapporter les deux principales. En premier lieu, j'ai su que l'Empereur ne s'est prêté qu'à regret à permettre ces assemblées; mais il a cédé à l'invincible répugnance qu'il ressent de gêner la liberté individuelle de ses sujets, et de les empêcher de s'arranger comme ils l'entendent. C'est un des traits les plus marquants de son caractère; et si l'Empereur a eu quelque répugnance sur ce point, et s'il a envoyé des hommes de confiance pour servir d'inspecteurs, il m'a paru que je serais déplacé là, à moins que je fusse moi-même un inspecteur, ce qui ne peut être, vu ma qualité. En second lieu, j'ai eu l'occasion de me convaincre que plusieurs (et plusieurs personnes de mérite) pensaient mal de cette association, et la regardaient comme une machine révolutionnaire; or, il m'a paru encore évident qu'on ne doit pas faire une chose non nécessaire, lorsqu'elle alarme les honnêtes gens. Il m'en coûte beaucoup, je vous l'avoue, de ne pouvoir examiner de près ce qui se passe là. Il y a ici un Français, nommé Mussard, qui a donné dans la révolution de son pays, et qui est fort connu par un poème très énergique, intitulé *la Libertéide*. Cet homme est orateur de la loge où l'on a reçu M. Balaschof, gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, et tout nouvellement Ministre de la police générale. Le frère Mussard lui a dit, entre autres choses: *Frère Balaschof, vous êtes aujourd'hui revêtu d'un grand pouvoir, la faveur vous environne; mais qui*

*sait si, bientôt disgracié et retiré dans le fond d'une terre éloignée, vous ne bénirez pas l'instant où vous fûtes reçu maçon?* Je ne sais ce qu'a répondu le frère ministre. Mais tout cela, du moins en ce moment, est bien petit en comparaison de la scène que viennent de nous donner les frères suédois. Ce fut le 15 (27) de ce mois que M. Steddingk reçut, par un courrier expédié de Stockholm, l'étonnante nouvelle de l'élection de Bernadotte au trône de Suède, faite par la nation assemblée, *plenis votis*. Les prétendants, comme vous savez, étaient : le roi de Danemark, le prince d'Augustenbourg, son beau-frère, et frère du prince héréditaire dernier mort, et le prince de Ponte Corvo (Bernadotte). Je crois, à vous dire la vérité, que, du moment où le dernier s'est mis sur les rangs, il était sûr d'être nommé ; et j'ignore encore la raison qui l'a fait préférer. Tout se conduit avec une dextérité merveilleuse. Le roi de Danemark a joué un rôle bien misérable dans ce triste drame : le Cabinet français l'a mis en avant avec une apparence de bonne foi parfaite, parce qu'il savàit bien que le roi serait rejeté ; et, en effet, il l'a été d'une commune voix, et toutes se sont arrêtées sur le prince d'Augustenbourg, qu'on a pressé de se décider. Mais c'est ici que la politique française était aux aguets. Le prince a répondu qu'étant sujet et beau-frère, il ne pouvait accepter sans être émancipé par S. M. Danoise. Mais le roi, dûment influencé, s'est obstiné, et pendant ce temps on a fait le coup à Stockholm. C'est l'armée qui affranchit Gustave de la Constitution, en 1792 ; c'est l'armée qui détrôna son fils, l'année dernière ; c'est encore l'armée qui vient

de lui donner ce successeur. Cent cinquante jeunes gens ont fait l'affaire dans la Diète ; le reste s'était retiré. Le cheval me semble l'emblème frappant de l'armée : il obéit volontiers à l'écuyer habile qui l'a dompté ; il méprise, au contraire, et jette à terre celui qui veut le monter sans s'y connaître. Ce fut le malheur du dernier roi de Suède, il voulut *monter le cheval;* il fallait le laisser dans l'écurie, ou le confier à un habile écuyer. Il humilia, il tourmenta l'armée ; il employa avec une égale inhabileté la bride et l'éperon. Il finit par la punir des fautes qu'il lui avait fait commettre. Ce funeste ridicule a rendu inutiles pour lui de grandes qualités et de véritables vertus. L'armée a juré haine éternelle à lui et à sa race. Ce qui l'a déterminée dans ce cas, c'est encore une suite du même sentiment : C'est pour se laver de son malheur et pour reprendre son rang, et, peut-être plus que tout, pour se venger de la Russie. Le peuple n'a pas été moins chaud pour cette élection ; mais devinez ce qui l'enflamme le plus ? C'est que le fils de Bernadotte, né il y a douze ans, s'appelle Oscar. Or, Oscar est fils d'Ossian, fils de Fingal ; c'est un des héros de la mythologie, c'est un heureux augure. Cette circonstance bizarre a fait un effet étonnant. La diète a exigé qu'avant de mettre le pied en Suède, il abjurât le catholicisme et embrassât le luthérianisme. L'ambassadeur de France a dit qu'*il ne croyait pas que la chose souffrît de difficultés*. Je suis porté à croire le contraire ; non qu'il s'agisse ici de conscience, comme vous sentez bien, mais il s'agit d'orgueil. Nous verrons ce qu'ordonnera le grand moteur de Paris ;

je croirai à ce changement quand il sera effectué.

La monarchie européenne m'a toujours paru, en fait de gouvernement, le plus haut point de perfection que notre pauvre nature puisse atteindre ; elle est morte, et me paraît encore plus belle, comme le corps humain est bien plus admirable étendu et dépecé sur la table anatomique que dans les belles attitudes de la vie. Voilà un soldat élu de sang-froid par les représentants d'une nation ; c'est un événement plus triste peut-être que le meurtre du roi de France. Nous marchons droit au *droit romain* sous les Empereurs. Je tue, tu tues, il tue, nous tuons, vous tuez... Je serai tué, tu seras tué, etc.. : en un mot, tout le verbe. La guerre est déclarée distinctement à toutes les races royales ; et Napoléon a dit un grand mot lorsqu'il a dit qu'*il voulait que sa dynastie fût la plus ancienne de l'Europe*. Vous en verrez bientôt une autre attaquée, et les généraux d'Alexandre rois avant sa mort. Les anciens baignèrent dans le sang l'Europe et l'Asie ; que feront les modernes ? Je ne puis me détacher de mon idée fixe et consolante, que tout ce que nous voyons n'est qu'un avant-propos terrible, et que nous verrons un jour des événements aussi extraordinaires dans le bien que ceux que nous voyons aujourd'hui dans le mal. Mais, en attendant, la génération sera sacrifiée.

J'ai le cœur aussi serré que si je ne m'étais attendu à rien. Il nous manquait un *sergent-roi* élu dans les règles, une guerre d'existence déclarée aux anciennes races royales, et le pouvoir militaire, débarrassé de tout contre-poids moral, déchaîné dans le monde politique. Nous verrons tout cela. Je me flatte encore que cet état,

étranger à l'Europe depuis si longtemps, ne pourra s'y enraciner de nouveau. Il y a une manière également solide et consolante d'envisager tout ce qui se passe, mais qui est plutôt l'objet d'un livre que d'une lettre. Une idée appelle l'autre ; il faut tout dire, ou rien. Vive le roi Oscar ! Il a son rôle à jouer comme les autres.

## 312

*A Mme Tchitchagof.*

Saint-Pétersbourg, 1er (13) septembre 1810.

Madame,

Lorsque je vous priais, dans ma dernière lettre, de ne point appuyer votre pauvre petite poitrine sur une table, pour me procurer le plaisir de lire une de vos lettres, la vôtre, du 24 juillet, était déjà arrivée, mais je ne le savais pas. Recevez donc mes remerciements, Madame, puisque vous avez bien voulu prendre une peine si agréable pour moi. Ne dites pas de mal, je vous en prie, de votre *anglais-français*. Je voudrais bien, je vous l'assure, pouvoir me parer d'un *Français-anglais* aussi parfait. Ecrivez d'ailleurs, Madame, aussi mal que vous écrivez bien ; le style le plus barbare me paraîtra toujours fort agréable, lorsqu'il m'apportera l'assurance d'un souvenir et d'un attachement si précieux pour moi. Hélas ! Non : je ne

puis plus *dormir ni m'éveiller* chez vous, mais c'est quelque chose, et même c'est beaucoup que d'avoir l'honneur d'être désiré, et j'y compte, puisque vous avez la bonté de m'en assurer en termes si aimables. Jugez, Madame, si vous êtes payée de retour. Souvent je m'amuse à rêver que la barrière de fer, qui nous sépare, tombe tout à coup, et que j'arrive incognito à la porte de votre numéro XIX. Un rêve est un rêve ; cependant c'est quelque chose de plus que rien. — Je ne sais pourquoi, Madame, il vous plaît de *vous* accuser seule (en soulignant) d'avoir dérangé le beau projet de la Suisse, ni pourquoi vous consentez à être étranglée seule, pour un crime où vous avez nécessairement un complice. S'il fallait absolument punir quelqu'un, ma main tomberait plutôt sur ce mauvais sujet d'Amiral ; cependant, Madame, je ne vous déclarerais pas innocente, mais je vous ferais grâce. J'espère que vous trouverez, dans ce jugement, de la conscience et de la galanterie. C'est de quoi se pique tout homme comme il faut, qui a appris le français il y a plus de vingt ans. Quant aux modernes, je n'en réponds plus. — Mes idées antiques vous répondent de la pleine approbation que j'ai donnée à votre système sur la *Bible*. Vous faites à merveille de l'étudier chez vous, et puisque vous vous êtes fait une idée quelconque des Patriarches de l'ancienne Loi, d'après ce que nous en a raconté Moïse, il vaut cent fois mieux pour vous, garder ces idées, que les réformer d'après les vers de M. Legouvé et compagnie. Cela ferait dans votre tête une confusion à n'en pas finir. Si j'étais à Paris, Madame, soyez bien sûre que je vous

tiendrais compagnie pour tout ce qui concerne la Terre Sainte.

Il me serait impossible de vous exprimer combien j'ai été flatté de la pleine approbation que votre Seigneur et Maître a bien voulu donner à la logique que j'ai déployée pour lui rendre raison de ma conduite. L'homme qui dit : *Vous avez raison*, fait toujours preuve d'un bon esprit et d'un caractère élevé ; il y a cependant un tour de force encore plus merveilleux, c'est celui de dire : *Vous avez raison*, à celui qui contredit notre conduite et nos propres systèmes. Quelques phrases, que m'a adressées votre *Lord* sur la *Patrie* et le *Pays*, m'ont engagé à lui offrir l'occasion de s'élever encore à mes yeux, en prononçant ces trois grands mots, *vous avez raison*, contre lui-même. Puisqu'il me fait la grâce de ne pas mépriser ma logique, je puis l'assurer (et ce n'est pas vous au moins qui me démentirez) que j'en ai mis autant que j'ai pu dans la petite dissertation ci-jointe, que je vous prie de lui remettre avec *votre main blanche* (Mylady Warren ne m'entend pas). Il y reconnaîtra au moins le langage le moins équivoque de l'amitié, de manière que ma logique se tient sûre d'être approuvée d'une manière ou d'une autre.

Mon frère est arrivé à Tiflis en vingt-deux jours, et tout de suite il est reparti pour le camp de *Larm*, qui est planté à cinquante verstes au delà de cette capitale de la Géorgie. Je n'ai pas manqué de lui faire savoir l'intérêt que vous voulez bien lui accorder, et certainement, il y sera très sensible. Je ne vous dis plus rien sur son compte, ayant épuisé ce sujet dans ma précédente

lettre. J'espère, Madame, que vous appuierez ma dissertation auprès de Monsieur l'Amiral, et que vous voudrez bien, pour rendre l'accent de la raison plus pénétrant, y joindre celui de la tendresse. Regardez bien le monde, et vous verrez que l'obstination sur ce point pourrait bientôt faire couler des larmes intarissables et inutiles. Je suis d'autant plus fort sur mes principes, que je ne crois point du tout aux prétextes qui paraissent motiver une résolution aussi étrange. Un Saint, peut-être, pourrait quitter sa patrie, à cause des vices qu'il y remarquerait ; mais *le Saint* resterait par pénitence. Souvent nous appelons *Force, Elévation, Grandeur d'âme*, ce qui dans le fond n'est que faiblesse ; car toute passion contentée est une faiblesse. Un honnête homme n'a que deux passions, l'orgueil et l'amour. Chez vous, Madame, et grâce à vous, *le petit drôle* ne fait pas un de ses brigandages ordinaires. Il est sage, il est modeste, il lit la *Bible* et les xxxix articles, il se lève et il se couche aux heures convenables, il soupe chez lui, jamais on ne le rencontre chez le Restaurateur: enfin on pourrait le canoniser. Reste l'orgueil ; c'est lui qui fabrique tous ces fantômes, toutes ces illusions qui pourront à la fin devenir si fatales. *L'homme sage doit travailler toute sa vie à se rendre plus fort que lui-même.* Si vous approuvez cette maxime (je dis *vous* au pluriel), je vous dirai de quel livre je l'ai tirée. En attendant, je soutiens que Voltaire n'aurait pu dire mieux, et que toute la sagesse est dans cette phrase. Me pardonnerez-vous de m'aviser ainsi de vous envoyer des sermons ? Obtenez-moi seulement le pardon de votre ami : j'ai besoin d'entremise pour une

si forte impertinence; quant au vôtre, Madame, je vous le demande directement, car je suis plein de confiance que vous ne me le refuserez pas.

Votre bon frère est ici depuis quelques jours. Je l'ai vu deux fois, et Dieu sait si nous avons parlé amoureusement de vous! Son imagination n'est pas couleur de rose — non plus que la mienne. Il vous dira tout ce que nous avons dit. Ainsi, je ne répète rien. Je lui remettrai à son départ une triste lentille bien concave, dont Monsieur l'Amiral voudra bien se servir pour aider les yeux de son ami aveugle (je ne dis pas : *aveugle ami;* prenez bien garde). — Mais voilà peut-être l'orgueil ! Ah ! le coquin : il se fourre partout. Heureusement il y a une bonne manière d'en faire justice ; c'est de le faire juger par celui d'un autre. — Mais c'est assez radoter ; il faut finir, non pas certes par lassitude, mais comme disait Madame de Sévigné, *parce qu'il faut que tout finisse*. Vous avez grand tort, Madame, d'invoquer les tours de force de ma mémoire, pour que je me ressouvienne de vous. Elle laisserait plutôt échapper deux ou trois langues et vingt auteurs classiques qu'un souvenir qui lui est si cher. Elle a pour vous toute la fraîcheur de son *antique jeunesse*, et je lui ai entendu dire, qu'elle se ressouvient de vous précisément comme de ses livres, *parce qu'elle vous a étudiée*. Sur cela, Madame, j'imagine que je suis chez vous, qu'il est minuit et qu'il faut chercher mon chapeau (que je perds toujours). Agréez, Madame, l'assurance la plus sincère du tendre et respectueux attachement avec lequel je suis pour la vie,

Votre très humble serviteur et dévoué ami.

## 313

### *A M. l'Amiral Tchitchagof.*

DISSERTATION SUR LE MOT : *PATRIE.*

Un même objet pouvant être considéré sous différents rapports, il est tout simple qu'il ait plusieurs noms, et c'est ce qui a lieu dans toutes les langues. — Lorsqu'on considère, par exemple, un certain lieu de l'univers, par rapport seulement à sa position géographique et à sa nature physique, on l'appelle *pays*. On dit : c'est un beau *pays*, c'est un triste *pays*, il a parcouru beaucoup de *pays*, etc., etc. Mais lorsqu'on vient à considérer cette même région dans son rapport avec l'homme qui la possède et qui a droit d'y habiter, et encore dans les rapports, d'un côté, de puissance et de protection, et de l'autre, d'obéissance et de services qui unissent le sujet et le Souverain quelconque, alors elle s'appelle *Patrie*. Mais c'est toujours la même chose, et il est impossible d'avoir un *Pays* sans une *Patrie*, ni une *Patrie* sans un *Pays*. — Lorsque Rousseau a dit : *Dieu garde de mal ceux qui croient avoir une patrie et qui n'ont qu'un pays*, il a dit une de ces sottises qui lui sont extrêmement familières, où la fausseté des paroles est couverte par une vaine perfection de style dont un homme attentif ne sera jamais la dupe. Mais que Monsieur l'Amiral me

permette de répéter ce que j'ai dit il y a longtemps : *Les fausses maximes ressemblent à la fausse monnaie, qui d'abord est frappée par un coquin, et qui est dépensée ensuite par les honnêtes gens qui ne la connaissent pas.* Lors donc que « l'aimable ami » me parle de l'*universalité de cette distinction*, et des conséquences qu'on en tire, je n'ai rien à répondre sinon que j'en appelle à mon creuset, et que chacun a le droit d'en faire autant. — Il a plu à l'Auteur de toutes choses de diviser les hommes en familles qu'on appelle : *Nations*. Le caractère, les opinions, et surtout les langues, constituent l'unité des nations dans l'ordre moral ; et, dans l'ordre physique même, elles sont dessinées par des caractères éminemment distinctifs. On voit au premier coup d'œil que tous les nez tartares doivent habiter ensemble, et que l'œil d'une Chinoise n'est pas fait pour s'ouvrir à côté de celui d'une Italienne. — Si les nations sont ainsi divisées et distinguées, leurs habitations le sont aussi. Les mers, les lacs, les montagnes, les fleuves, etc., forment de véritables *appartements*, destinés à des familles plus ou moins nombreuses. — Voyez sur la carte l'Espagne, la France...., etc. Personne ne peut douter que ces grands plateaux n'aient été dessinés et circonscrits exprès pour contenir de grandes nations, et c'est en effet ce qu'on a toujours vu. — Il est encore bien essentiel d'observer, qu'outre l'élément d'attraction qui forme l'unité nationale et qui résulte de la communauté de langue, de caractère, etc., cette unité est encore prodigieusement renforcée par l'élément de répulsion qui sépare les diverses nations. — En effet, c'est une vérité désa-

gréable ; mais enfin, c'est une vérité : *Les nations ne s'aiment pas.* — Mais que dis-je, *les nations!* Ce sont les *hommes* qui ne s'aiment pas. N'entend-t-on pas dire tous les jours : — « Je suis las des vices et des ridicules des hommes ; je m'éloigne du monde autant que je puis, je me renferme dans ma famille. » — Que voulez-vous dire, Monsieur ? Est-ce que vous n'êtes pas un *homme* par hasard ? Est-ce que votre famille n'est pas composée d'*hommes* ? Le fait est que vous venez chercher chez vous des défauts qui sont les vôtres, ou, du moins, auxquels vous êtes accoutumé, et votre voisin qui fait tout comme vous, vous fuit comme vous le fuyez. — Transportez cette triste observation aux nations considérées comme unités morales, vous retrouverez la même vérité cruelle : *les nations ne s'aiment pas.* — Observez une chose singulière. Le nom de toute nation est une iujure chez une autre. L'Anglais dit : *French-dog* ; le Turc plus genéralement : *Chien de chrétien* ; le Français : *Plat rosbiff*, *Lourdeau d'Allemand*, *Traître d'Italien*, etc., etc., et Dieu sait si on le lui rend ! — Il suit de cette observation , non seulement vraie mais *trop vraie*, que le plus imprudent des hommes est celui qui abandonne sa patrie, où il a des droits et jouit de l'*attraction* commune, pour s'en aller chez une nation étrangère s'exposer à la *répulsion*, sans aucun droit pour y résister. — A cette considération, qui est décisive, se joint celle de la morale, qui l'est encore davantage, s'il est possible. — Tout gouvernement jure à tout enfant qui naît sous ses ordres : protection, défense et justice ; et réciproquement l'enfant promet : obéissance,

secours et fidélité jusqu'à la mort. — Anéantissez ce principe, il n'y a plus de société. — Une des intentions les plus visibles de la création, c'est que tous les pays soient habités ; il y a donc un charme général attaché à ce mot de Patrie, et ce charme est plus vif, peut-être, sous la hutte du Groenlandais et du Hottentot, que sous les lambris de l'Ermitage ou des Tuileries. — Et ce sentiment étant nécessaire, naturel et sacré, la conscience de tous les hommes l'a sanctionné puissamment, en réprouvant tout homme qui abdique sa patrie. — Il dira ce qu'il voudra, il s'excusera comme il l'entendra ; jamais il n'effacera cet anathème, et toujours on pensera mal de lui. — Qu'y avait-il de plus excusable, de plus louable même, au moins en apparence, que l'émigration des Protestants français à la Révocation de l'Edit de Nantes ? Et cependant, dans les pays mêmes où ils ont été accueillis, ils font toujours une certaine caste, séparée du reste de la nation, et je vois toujours un *R* majuscule sur leurs fronts. — L'étranger ne doit jamais être que voyageur ; du moment où il se fixe, sa position devient fausse et désagréable. Cela est si vrai, que ce mot d'*étranger* a été pris pour synonyme de *déplacé*, et l'on dit à un homme : « *Vous êtes étranger ici* », pour lui dire : « *Vous ne devriez pas y être* ». — Une exception incontestable à la règle générale est le cas de révolution ; en effet, lorsque la Souveraineté, à laquelle j'ai prêté serment, est détruite, je suis libre d'en chercher une autre. C'est exactement le cas d'un mariage dissous par la mort de l'un des conjoints ; l'autre a sans doute le droit de se remarier, et cependant il faut bien y songer, même

dans ce cas avoué par la conscience, avant de quitter sa patrie, et nous avons vu de beaux exemples des fautes qu'on peut commettre dans ce genre. — Mais, hors de cette supposition, rien ne peut excuser l'abandon de la Patrie. Les défauts du gouvernement seraient le plus mauvais des motifs, car chacun est obligé de servir et de défendre celui qui est établi chez lui, tel qu'il est. — Otez ce principe, l'univers sera plein de promeneurs qui voyageront pour chercher un gouvernement qui leur convienne. Exposer une pareille idée c'est la réfuter. Il y a partout du bien et du mal, et partout où l'on est sage, on peut vivre tranquillement.

*For forms of government let fools contest !*
*Whatever is best administred, is best.*

On me dira : « Vous tenez ce discours sous Alexandre ; l'auriez-vous tenu sous un autre? » — En premier lieu, je réponds *oui*, sans balancer, — mais j'ajoute : la même forme de gouvernement n'a-t-elle pas produit Fabius, Scipion, les Gracques et les Triumvirs ? Montrez-moi un pays où il n'y ait pas eu d'horribles abus. — La nécessité d'aimer sa patrie et de la servir est si évidente, que l'étranger même, qui devrait être indifférent, ne pardonne pas à l'homme qui parle mal de la sienne. — C'est autre chose encore dans le pays critiqué. — Que l'orgueil national irrité s'élève avec force contre l'homme qui déchire sa patrie , l'amitié qui entend, qu'a-t-elle à répondre? Si elle disait : *Il a raison*, elle ferait beaucoup de tort à elle et nul bien à l'autre.

Elle doit répondre : « *C'est un homme d'esprit et de mérite qui a tort comme vous, Monsieur et Madame, qui avez aussi de l'esprit et du mérite, et qui, une fois le jour, vous trompez sûrement sur quelque chose.* » — Or, qu'est-ce qu'un sentiment sur lequel l'amitié, même courageuse, doit passer condamnation ? — Donc, après qu'un homme distingué de toutes manières a suffisamment changé d'air, qu'il a mangé assez de pêches et de raisins, et que sa femme a fait un garçon, *il doit revenir dans sa patrie. Ce qu'il fallait démontrer.*

## 314

*A M. le Chevalier de Rossi.*

Saint-Pétersbourg, 14 (26) septembre 1810.

Monsieur le Chevalier,

A peine mon dernier numéro était-il parti qu'un événement tout à fait extraordinaire est venu nous surprendre. Le Roi de Suède dépossédé, après plusieurs promenades en Europe, dont on a parlé diversement, et dont les papiers publics vous auront suffisamment instruit est arrivé à Polangen, frontière de Russie (quelques milles au-dessus de Memel), et de là il a écrit à son Auguste Frère pour lui demander la permission de se rendre dans sa capitale. L'Empereur dans cette occasion

s'est conduit en véritable gentilhomme; il n'a pas balancé un instant, n'a consulté personne, et a répondu sur le champ à son beau-frère qu'il serait le bienvenu, et que si son intention était de se rendre en Angleterre, ses vaisseaux (de lui Empereur) étaient à ses ordres. Tout de suite le général Comte Ogerosky, Aide-de-camp général, est parti pour la frontière, d'où il amènera Gustave à Saint-Pétersbourg. Qui l'aurait dit ? C'est le mot qu'on ne cesse de répéter dans cet étrange siècle. Immédiatement après cette résolution, l'Ambassadeur de France a eu une très longue et très vive conférence avec l'Empereur : les uns disent *trois heures, les autres plusieurs heures* ; enfin elle a été très longue et l'Empereur en la terminant était si fatigué qu'il a refusé de s'occuper d'aucune affaire. Je ne sais, Monsieur le Chevalier, si je pourrai, avant de fermer cette lettre, vous informer des circonstances de l'entrevue : que ne donnerais-je pas pour en avoir été le témoin ! La conduite de S. M. I. dans cette occasion est pleine de grandeur et de délicatesse : elle console de tant d'horreurs qu'on voit de tout côté. Dans les règles même de la politesse à l'égard de la France, elle est même honnête, car pourquoi un Souverain ne recevrait-il pas son beau-frère qui n'est plus Roi? Mais comme les choses ne se mènent pas par la raison ni par l'honneur, je ne doute point que cette entrevue n'épaississe le nuage qui commençait déjà à être assez sombre entre la France et la Russie. Je ne sais par où Bernadotte se rendra à Stokholm : il serait plaisant qu'il demandât le passage ! On dit qu'il s'y rendra par mer, qu'il ne risque rien, vu que les Suédois ne sont

point en guerre avec l'Angleterre, et qu'il montera un vaisseau suédois. Malgré cette belle théorie, je voudrais bien que le vaisseau qui lui fera faire le saut du Belt et du Sund passât très près d'un vaisseau anglais. Au reste j'en reviens toujours à dire que cette affaire ne peut se terminer tranquillement. Les gens sages et âgés qui seuls peuvent s'appeler *la nation* ne sont pas les auteurs de cette élection : 150 jeunes militaires ont tout fait. Bernadotte ira-t-il seul ? Alors on en fera tout ce qu'on voudra. Se fera-t-il accompagner? Dans ce cas, par où passeront les troupes ? Il est impossible que tout cela se passe tranquillement. Quoique je prenne certainement autant de part qu'un autre aux maux de l'humanité, néanmoins je ne vois qu'avec un chagrin médiocre toutes les calamités qui suivent les entreprises des peuples pour déplacer, replacer, juger, échanger leurs Souverains. La masse du peuple ne lit pas, ou ne comprend pas, ou comprend mal. Il n'y a donc rien de mieux que l'expérience qui apprend à tout le monde ce qu'il en coûte aux nations qui entreprennent de mettre leurs Souverains en justice.

Le 16 (30) du mois dernier, la Grande-Duchesse Catherine est accouchée d'un fils à Paulonski ; il a été baptisé dans l'église luthérienne. L'Empereur actuel a publié il y a peu d'années une loi qui ordonne que lorsqu'une femme russe épouse un étranger, elle donne sa religion à tous les enfants qui naissent de ce mariage sans égard à celle du mari. Cela rappelle un peu la définition des lois célèbres depuis vingt-deux siècles : ce sont des toiles d'araignées qui arrêtent les mouches et

que les oiseaux déchirent. Cette jeune Princesse est en grande faveur auprès du frère qui la comble de richesses et d'agréments de toute espèce. Elle a beaucoup d'instruction et beaucoup d'esprit : une partie de la nation lui prête même trop d'esprit. L'autre jour je m'entretenais avec un personnage de ce pays qui me parle et à qui je parle librement : je lui dis : *Voulez-vous que je vous dise ma manière de penser? Je crois que ce baptême luthérien a été imaginé pour rendre le nouveau-né inhabile à certain emploi.* Il me répondit avec un geste de la main qui signifiait le mépris : « Eh ! mon Dieu, vous raisonnez toujours sur ce pays comme s'il y avait de la logique. » Voilà comment sont les Russes : il leur échappe de ces traits sur leur pays. Cependant l'étranger, s'il est sage, ne doit pas faire chorus ; jamais je ne m'écarte de cette règle ; je loue toujours le pays quand un Russe le critique devant moi. Un Espagnol d'un rare talent qui est ici extrêmement payé, extrêmement employé, et extrêmement jalousé, s'emporta un jour devant moi au point de dire à un personnage des plus distingués de ce pays : *Monsieur le Comte, si les Quatre Evangélistes étaient Russes, je ne les croirais pas.* Le Russe ne répondit point et ne donna pas même le moindre signe de désapprobation, mais un instant après il se tourna vers mon fils qui parle russe et lui dit : « Que voulez-vous répondre à un *durrach* (sot animal, fatuo), qui parle d'un pays dont il n'a pas la moindre idée. » Il se trompait fort, mais enfin ils sont faits comme cela.

La guerre d'Angleterre nous laisse absolument ignorer les affaires d'Espagne (du moins pendant très longtemps).

Le Duc d'Angoulême travaillait depuis deux ans pour se rendre dans ce pays, mais au moment de partir il s'est vu retenir avec des formes assez dures ; les Espagnols de leur côté avaient repoussé le Prince héréditaire de Naples.

Admirez cette défaveur qui poursuit les Bourbons de première ligne, et la faveur au contraire qui pousse les d'Orléans. Celui qui est en Espagne, quelque soit son mérite, que j'honore fort, a cependant quatre choses contre lui : 1° les mœurs de son aïeule, si publiques qu'elle avait perdu tout droit au respect dû à son rang ; 2° la déclaration de *Philippe Égalité* sur sa naissance dûment et solennellement enregistrée à Paris ; 3° le double parricide commis par ce Prince et comme Français, et comme Prince du sang ; 4° la propre déclaration du Duc d'Orléans actuel au commencement de la Révolution Française. J'efface de tout mon cœur ce dernier article, mais le repentir ne peut rien sur les autres, et je m'attends à quelque article de Paris où ces trois chapitres seront traités en style du jour. Il faut avouer cependant que s'il y a une route pour remonter à sa place, c'est bien celle qu'il a prise ; mais je ne sais si aucune considération d'estime, de respect, de compassion, etc., peut tenir contre ce principe européen : *Que tout homme qui porte la main sur le Roi n'existe plus*, *et perd même son nom*. Je voudrais voir dans un Parlement national ou dans des États généraux un Souverain entreprendre de rétablir une famille régicide, et la nation soutenir que la chose n'est pas possible. Aucune singularité ne pourrait nous étonner à cette époque.

Je n'ai jamais eu l'honneur de vous entretenir sur la position de la Famille de France en Angleterre, et sur quelques faits qui la concernent, tels que la bruyante aventure entre le Comte d'Avaray et le Comte de Puisieux. M. le Comte de Front qui est sur les lieux ne vous aura rien laissé désirer sur ce point. Ce qui m'appartient comme à tout le monde, c'est de déplorer le sort, je ne dis pas de la France, mais de l'Europe, dans l'anéantissement de cette grande Maison ; car il n'y a rien de si certain. *Point de Bourbons, point de repos.* La puissance de Napoléon repose sur deux bases : le souvenir de Robespierre et l'oubli des Bourbons ; ce dernier est la faute de l'Europe. A l'époque de la révolution, les Français étaient le seul peuple de cette partie du monde qui fût gouverné par un Prince de sa propre nation. Tous les autres étaient gouvernés par des familles étrangères. Cet honneur national, et l'attachement naturel quoique fort affaibli, auraient pu agir sur les Français, et les déterminer à quelque chose ; mais dès qu'ils n'ont pas un point de vue fixe, il faudrait qu'ils eussent perdu l'esprit s'ils se débarrassaient d'un homme qui flatte au moins la vanité nationale, sans savoir ce qu'ils auraient ensuite : il y aurait bien un moyen de causer à ce terrible homme une douleur mortelle, de lui ôter le sommeil et de préparer sa chute ; mais ce qui serait possible dans un siècle de Chevalerie ne l'est pas dans un siècle de marchands.

Les Polonais se retirent d'ici peu à peu. Le Prince Czartoryski a commencé. Le Comte Séverin et son frère Jean Potocki l'ont suivi; je suis fort lié avec le second ;

le premier était Sénateur et fort employé dans les affaires, il venait même de recevoir le Cordon de saint Alexandre. Il faut avouer que la position de ces Messieurs est fort difficile : ici est leur serment (écrit à la vérité sur des boulets de canons), là sont leurs biens et leur existence. La fermentation est extrême en Pologne. L'Empereur fait élever trois forteresses sur les frontières, l'une à Kiew, l'autre à Dunabourg, et la troisième non loin de Mohilew ; mais ces forteresses *in promptu* ne servent qu'à insulter les nations qu'on redoute, sans donner beaucoup de force à celle qui craint : il fallait les bâtir en 1772. Tout annonce que l'incendie recommencera de ce côté, et c'est une perspective déplorable. Plus d'une voix a dit ici qu'il fallait dévaster cette partie de la Pologne, en faire un désert, un véritable steppe entre la Russie et les peuples conduits et agités par la France. Les Polonais savent que ces discours ont été tenus dans le Conseil même, et vous jugez assez de leur sentiment. Ce n'est pas du tout un peuple estimable et dans ce cas comme dans les autres il sera dupe, mais il faut avouer aussi qu'il a été traité bien injustement, et que son ressentiment est légitime. L'avenir me serre le cœur aussi bien que le présent. Les divisions et les réunions forcées des nations ne sont pas seulement de grands crimes, ce sont encore de grandes absurdités : dès que la main de fer qui mène tout sera raidie par la mort ou affaiblie par la vieillesse, tout son ouvrage se brisera, et l'Europe redeviendra un volcan : je voudrais bien que S. M. pût lire la *Vie du Général Souwarof* par M. de la Vergne, c'est un ouvrage bien sage, quoique

français, et qui a eu l'honneur d'être défendu à Paris et à Saint-Pétersbourg. S. M. y verrait des idées bien saines sur les folies de ce siècle, et de beaux détails militaires.

L'apparition du Comte Rostopchin, et sa faveur, dont je fis part dans le temps, n'ont rien produit de ce qu'on attendait. Tout est à sa place, à commencer par les Golovins. Je suis toujours à merveille dans cette société et dans celle de la Princesse Alexis Galitzin, belle-sœur du Comte ; mais je me garde extrêmement de toute coterie exclusive, quoique je distingue fort plusieurs personnes. Je viens d'ajouter ici une liaison importante à celles que j'avais déjà : c'est celle du Comte Alexis Razoumowski, qui est venu de Moscou pour occuper le Ministère de l'instruction publique. Je lui ai beaucoup parlé sur ce pays, même par écrit, et diverses circonstances m'ont mis à même d'aller lui faire visite quand je veux, ce qui n'est pas commun dans ce pays entre Ministre étranger et Ministre du pays. Comme je vous ai souvent décrit ma position dans cette ville, je ne m'étends pas davantage sur ce sujet.

Pendant que j'écrivais ceci, j'apprends que Polangen étant déjà sur les terres Russes, les autorités du lieu avaient d'abord fait des difficultés pour recevoir l'illustre voyageur ; mais que du moment où il se fut nommé, on le laissa entrer. Les Ministres et le Chancelier même, dit-on, ayant fait quelques réflexions critiques sur cette condescendance, l'Empereur a répondu : *Ils ont bien fait puisqu'il s'était nommé : un Roi n'a jamais besoin de passe-port.* Sur quoi j'ai entendu dire : Le

Roi de Suède demandait dans sa lettre, ou le passage en Angleterre ou l'asile en Russie ; l'Empereur laisse le choix à son beau-frère, en lui montrant cependant, à ce qu'on m'assure, de l'inclination pour le second parti. Bien des gens blâment le Roi Gustave d'être venu seul à Polangen, en laissant ainsi sa femme et ses enfants en Prusse, sous la main de la France. J'aime à croire que tout est prêt, et que du moment où il a su qu'il serait reçu, sa famille aura dû suivre : s'il a négligé de prendre cette mesure, il aura fait une grande faute, car de l'autre côté on est leste, et Caulaincourt a sur le champ fait partir un courrier. Je n'ai pas besoin de vous dire que ce courrier, pour arrêter la Reine et ses enfants, ne sera pas obligé d'aller jusqu'à Paris. J'oubliais de vous dire que le Roi, ayant fait ses efforts pour s'embarquer dans les ports de Prusse, s'est vu constamment repoussé.

## 315

*Au Même.*

Saint-Pétersbourg, octobre 1810.

Monsieur le Chevalier,

J'ai eu l'honneur de faire connaître la destination de l'aide de camp de S. M. I. Comte Ogerosky auprès de S. M. le Roi de Suède. Il l'a rencontré à Riga, où il a passé avec lui environ trois semaines, pendant lesquelles

le Roi ne lui a parlé que de l'Apocalypse. Il faudrait que vous connussiez le théologien Ogerosky pour juger du plaisir que lui ont causé ces savantes dissertations : il a présenté au Roi de la part de son Auguste beau-frère 5,000 ducats qu'il a refusés. Pendant le séjour du Comte Ogerosky, le Roi a souvent changé de projet : tantôt il voulait se rendre en Angleterre, tantôt à Constantinople, ce qui vous paraîtra fort étrange. Ogerosky lui a dit : *Sire, je suis ici pour faire tout ce que vous voudrez, mais il faut que Votre Majesté ait la bonté de vouloir quelque chose.* Il n'a rien voulu ; il s'est fixé dans une terre appartenant au duc de Wurtemberg, à quelque 25 lieues de Riga. Il est là et l'on ne sait ce qu'il fera. Il a chargé le Comte Ogerosky de deux ou trois dépêches pour sa mère, son oncle, etc., qui ont été remises ici au Comte de Steddingk. Il a parlé de ce dernier au Comte Ogerosky, beaucoup et très honorablement. Ce dernier lui dit : *Mais, Sire, vous devriez lui écrire. — Je le ferais volontiers*, dit le Roi, *mais il est Ministre, je crains de le gêner.* Les dépêches qu'il a envoyées sont cachetées avec un sceau maçonique qui porte dans l'écusson une épée et une croix d'égale grandeur et qui signifie apparemment l'alliance de la Religion et de la Chevalerie. Au-dessus on voit une autre petite croix plus significative qui désigne clairement l'espèce de Maçonnerie à laquelle il appartient.

L'écusson me paraît de fantaisie. Du moins, dans les longues recherches que j'ai faites sur ces sectes modernes, je n'ai rien vu de semblable. Il est surmonté d'un simple casque orné de trois panaches. Vous en serez

fort étonné, Monsieur le Chevalier, mais M. le Comte de Steddingk croit que Napoléon n'est point le premier moteur de la nomination de Bernadotte. Un jeune militaire de 25 ans (le baron de Mornes) avait fait connaissance avec lui pendant la guerre de Poméranie : il a demandé d'être envoyé comme courrier à Paris, et lui a fait l'ouverture de son chef. De retour à Stockholm, il a échauffé les esprits et les a déterminés : il a même été emprisonné pour cela, mais sans doute, sous un autre prétexte. Quelle audace ! Quelle folie ! Quelle preuve inconcevable que les nations en corps sont devenues folles ! Encore une fois il me paraît impossible que de grands et très grands maux ne naissent de cette nomination extravagante. Dans un sens, ces maux seront un bien, car le plus grand de tous les maux serait l'établissement tranquille de ces races ignobles, mais malheur aux contemporains ; un état beaucoup meilleur nous coûtera cher. On nous dit à présent que le nouveau Roi mènera avec lui 25,000 hommes. Et par quel chemin ? Et quel singulier spectacle que celui d'un Roi de 50 ans qui ne sait pas la langue de son pays (et qui par conséquent ne la saura jamais) ! Au reste, comme il ne s'agit dans ce moment que de détruire, ce qu'il y a de plus mauvais est bon pour cela, et je ne voudrais pas répondre que ce Bernadotte ne jouisse du bonheur de son *Patron*, mais ce sera un bonheur de la même façon. *Transivi et ecce non erat.* Ce qui m'inquiète fort, c'est la traduction de ce *Transivi*. Il me semble bien que cela veut dire *j'ai passé;* mais que veut dire *j'ai passé?* Voilà la question. Si j'étais garçon, et si le Roi n'était pas si

cruellement intéressé dans ce grand renversement, le tout ne me paraîtrait qu'un beau spectacle. Mais le billet d'entrée est trop cher.

M. le Chevalier Italinski, ancien Ministre à Constantinople, était ici depuis quelque temps. M. d'Alopeus, galopant vers Naples pour y remplacer M. de Bibikof, a été rappelé pour aller négocier avec le Visir ; mais pendant qu'il revenait, M. Italinski a eu un de ces moments de bonheur qui arrivent ici comme des apoplexies : il est devenu extrêmement à la mode, et tout de suite, il a été nommé Ministre, il est même sur son départ. M. d'Alopeus, étant arrivé, s'est trouvé *Conseiller privé*, et je viens de recevoir sa carte en cette qualité, ce qui exclut tout *attachement* au tourbillon diplomatique. On dit qu'il sera fait gouverneur d'Abo ; assurément il a des droits particuliers sur la Finlande.

Fera-t-on, ne fera-t-on pas la paix ? C'est la question générale. Elle ne sera pas facile à faire. Les Turcs sont extrêmement animés. Ils sont battus, mais point du tout vaincus. On n'enjambe pas trop le Balkan (l'ancien Hémus) ; ni les croisés, ni les nations barbares qui tombèrent sous Constantinople ne prirent ce chemin. Qu'a-t-on fait ? Où mèneront ces citadelles conquises sur le Danube? Je suis tenté de croire que tout finira par un morcellement de la Moldavie, pour satisfaire l'honneur ou ruiner une province. Napoléon nous comble de caresses dans les lettres et dans les gazettes. On est ici aux anges, ou l'on fait semblant ; mais il faudrait bien enfin finir une guerre inique autant qu'impolitique, et prendre garde à soi.

En Perse, rien n'a remué encore; il y a 20,000 hommes de troupes superbes. Mon frère m'écrit du camp de Zappi, entre Tiflis et Erivan : il est beaucoup plus près de l'ancienne Babylone que de Saint-Pétersbourg. Bon Dieu ! qui nous l'aurait dit?

## 316

### *A Mlle Constance de Maistre.*

Saint-Pétersbourg, 18 décembre 1810.

J'ai reçu avec un extrême plaisir, ma chère enfant, ta lettre du 4 novembre dernier, jointe à celle de ta mère. Je ne sais cependant si je m'exprime bien exactement, car au lieu d'un extrême plaisir, je devrais dire *douloureux* plaisir. J'ai été attendri jusqu'aux larmes par la fin de ta lettre, qui a touché la fibre la plus sensible de mon cœur. Je crois, en effet, qu'il ne me serait pas impossible de te faire venir ici toute seule, malgré les embarras de l'accompagnement indispensable ; mais, enfin, supposant que je parvienne à surmonter cette difficulté, tu serais ici pour toujours ; car tu comprends bien que ces deux ans dont tu parles sont un rêve. Et comment ferais-tu goûter cette préférence à tes deux compagnes, et même au public? La raison que tu dis serait excellente si nous étions à soixante lieues l'un de l'autre: à huit cents lieues, elle ne vaut plus rien, et j'en sèche. Parmi toutes les idées qui me déchirent, celle de

ne pas te connaître, celle de ne te connaître peut-être jamais, est la plus cruelle. Je t'ai grondée quelquefois, mais tu n'es pas moins l'objet continuel de mes pensées. Mille fois j'ai parlé à ta mère du plaisir que j'aurais de former ton esprit, de t'occuper pour ton profit et pour le mien ; car tu pourrais m'être fort utile, *col senno e colla mano.* Je n'ai pas de rêve plus charmant ; et quoique je ne sépare point ta sœur de toi dans les châteaux en Espagne que je bâtis sans cesse, cependant il y a toujours quelque chose de particulier pour toi, par la raison que tu dis : parce que je ne te connais pas. Tu crois peut-être, chère enfant, que je prends mon parti sur cette abominable séparation ! Jamais, jamais et jamais ! Chaque jour, en rentrant chez moi, je trouve ma maison aussi désolée que si vous m'aviez quitté hier ; dans le monde, la même idée me suit et ne m'abandonne presque pas. Je ne puis surtout entendre un clavecin sans me sentir attristé : je le dis, lorsqu'il y a là quelqu'un pour m'entendre, ce qui n'arrive pas souvent, surtout dans les compagnies nombreuses. Je traite rarement ce triste sujet avec vous ; mais ne t'y trompe pas, ma chère Constance, non plus que tes compagnes : c'est la suite d'un système que je me suis fait sur ce sujet. A quoi bon vous attrister sans raison et sans profit? Mais je n'ai cessé de parler ailleurs, plus peut-être qu'il n'aurait fallu. La plus grande faute que puisse faire un homme, c'est de broncher à la fin de sa carrière, ou même de revenir sur ses pas. Je te le répète, mon cher enfant : quoique je ne parle pas toujours de cette triste séparation, j'y pense toujours. Tu peux bien

te fier sur ma tendresse ; et je puis aussi t'assurer que l'idée de partir de ce monde, sans te connaître, est une des plus épouvantables qui puissent se présenter à mon imagination. Je ne te connais pas ; mais je t'aime comme si je te connaissais. Il y a même, je t'assure, je ne sais quel charme secret qui naît de cette dure destinée qui m'a toujours séparé de toi : c'est la tendresse multipliée par la compassion. Tout en te querellant, j'ai cependant toujours tenu ton parti, et toujours bien pensé de toi. Je ne te gronde point dans cette lettre sur ta *gloriomanie* : c'est une maladie comme la fièvre jaune ou la pleurésie ; il faut attendre ce que pourront la nature et les remèdes. D'ailleurs, je ne veux point te faire chagrin en répondant à une lettre qui m'a fait tant de plaisir. Quoiqu'il y ait un peu, et même plus qu'un peu de ta folie ordinaire, il y a cependant un amendement considérable. Elle est d'ailleurs beaucoup mieux écrite, dans les deux sens du mot. Je suis bien aise que tu deviennes grammairienne. N'oublie pas les étymologies, et souviens-toi surtout que Babylone vient de *babil*. Je suis bien aise que tu aies découvert une des plus grandes peines du mariage, celle de dire aux enfants : *Taisez-vous*. Mais si toutes les demoiselles s'étaient arrêtées devant ces difficultés, combien de demoiselles ne parleraient pas ! Au reste, mon enfant, comme il y a peu de choses qui écartent les hommes autant que la science, tu prends le bon chemin pour n'être jamais obligée d'imposer silence à personne. Le latin n'est pas des choses qui me choqueraient le plus, mais c'est une longue entreprise.

Hier, on a célébré chez la Comtesse... la fête de sainte Barbe, fort à la mode ici, et qui est la patronne de la dame. Il y a eu bal, souper et spectacle. Ton frère, seul acteur de son sexe, a eu tous les honneurs, car il était, comme Molière, auteur et acteur. C'était une nouvelle édition de sa *Cléopâtre*. Il s'est tué en chantant un vaudeville ; puis, au grand contentement de tout le monde, il s'est relevé pour chanter à la Comtesse les couplets ci-joints, qui ont été applaudis à tout rompre. Je n'ai pas répondu à la moitié de ta lettre ; mais « *plus de quatre pages je ne puis écrire ce soir* ». Je t'embrasse tendrement, ma très chère Constance ; je te serre sur mon cœur, où tu occupes une des premières places. Le reste, à l'ordinaire prochain.

## 317

### *Au Chevalier de Maistre.*

Saint-Pétersbourg, 7 (19) décembre 1810.

. . . . . . . . . . . . . . . . . . .

. . . . . . . . . . . . . . . . . . .

. . . . . . . Je viens, mon cher ami, de voir mon fils passer alternativement de deux nuits l'une au quartier pendant vingt jours. Son exactitude obstinée, et d'autres raisons encore tirées de la sagacité du jeune homme, ont touché le cœur du Grand-Duc, qui l'a remarqué. L'autre jour, à l'exercice, il le montra aux

Généraux qui l'environnaient, en leur disant : *Que dites-vous de notre petit Italien ?* Puis il lui dit à lui-même : *Comment avez-vous si bien appris le russe ? — Monseigneur, il n'y a rien d'étonnant, puisque je sers la Russie depuis quatre ans.* Le Grand-Duc continua à le montrer à ses officiers. Peu de jours après, il en parla à table sur un tel ton, que le Prince Serge Dolgorouki, qui dînait là, lui dit : *Monseigneur, voulez-vous permettre que je répète au père du jeune homme, qui est de mes amis, ce que V. A. I. vient de dire ? — Volontiers,* dit le Grand-Duc. — Le Prince Dolgorouki m'a donc rendu ce discours. Je pourrais tirer grand parti de cette belle inclination, mais il faut aller doucement. Je me rappelle un vers fameux sur le théâtre français : *Honorez-moi, Monsieur, de votre indifférence.* J'ai dit au Prince que je le priais de témoigner à S. A. I. ma profonde reconnaissance, et de l'assurer que, dans d'autres circonstances, je lui aurais demandé la permission d'aller le remercier moi-même. — *Basta cosi.* — Au milieu des privations les plus fatigantes, je trouve une grande consolation dans le chemin que tient Rodolphe ; des dames tout à fait collet-monté l'admettent même dans la société de leurs filles : il vient de faire grande figure dans une fête de famille chez la Comtesse..., qui s'appelle Barbe (nom fort à la mode ici). Comme il fallait un spectacle sans amour, Rodolphe a traduit en vers français, et totalement purifié, une inconcevable farce du théâtre allemand de Kotzebue, intitulée *Antoine et Cléopâtre.* A la fin, il a chanté à la Comtesse des couplets assez bien tournés, qui étaient uniquement des jeux de mots sur ce mot de

*Barbe.* Lorsqu'il a dit en finissant : *Sans approfondir,* — *chacun doit choisir* — *une Barbe sans barbe*, — le salon a retenti d'applaudissements. Si j'étais plus près de toi et de meilleure humeur, je te conterais d'autres succès de société ; mais le moyen de remplir ainsi des pages dans les circonstances actuelles ? Ce que je puis te dire en général (car ce n'est point à moi qu'il appartient de tout dire), c'est qu'il n'y a peut-être rien de plus extraordinaire que ma situation, et *ma situation*, la figure que je fais, et la *figure que je fais*. Voici le second hiver que je passe sans pelisse ; c'est précisément comme de n'avoir point de chemise à Cagliari : au sortir de la Cour ou de chez le Chancelier de l'Empire, au milieu de toute la pompe asiatique, un fort vilain laquais me jette sur les épaules un manteau de boutique. Le service d'un seul laquais étant réputé impossible ici, à raison du climat et de la fatigue, pour en avoir un second j'ai pris un voleur qui allait tomber dans les mains de la justice : je lui ai proposé de devenir honnête homme, à l'ombre de mon privilège de Ministre ; depuis quelques mois cela va. Le traiteur qui me nourrissait ou qui m'empoisonnait ayant changé d'habitation, je ne puis l'atteindre ; j'ai pris le parti de partager la soupe de mon valet de chambre. Le défaut de domestiques, dans ce pays et dans ma position, est un des plus singuliers supplices qu'il soit possible d'imaginer, et dont tu ne peux te former l'idée à la place où tu es. Cependant, mon cher ami, je ne vois point que je sois méprisé, au contraire ; mais ce qui m'amuse excessivement, c'est quand on vient se recommander à moi, ce qui arrive assez souvent.

Une dame excessivement marquante dans ce pays est la Comtesse Potocka, qui a quatre-vingt mille paysans et deux cent mille sequins de revenus : elle avoue trente-neuf ans comme un assassin convient d'une rixe ; cependant elle est encore très séduisante. La tête du Comte de Saint-Julien, Ministre d'Autriche, n'a pas tenu contre cette sirène ; elle part (j'entends la tête), quoiqu'elle ne soit guère plus jeune que la mienne. Je suis fort bien dans cette Cour, et j'y parle assez haut. La Comtesse veut faire bâtir une ville en Crimée, sur un terrain charmant qui lui appartient. Le Duc de Richelieu est grand promoteur de cette entreprise. Le programme est imprimé, et la mode est de s'inscrire pour bâtir à *Sophiopolis* (la Comtesse s'appelle Sophie). L'autre jour, elle me demanda, à table, devant beaucoup de monde, si je ne voulais pas aussi une maison à *Sophiopolis?* Je lui répondis : — Oui, Madame ; mais je veux qu'elle soit sur quatre roues, comme celles de certaines nations nomades. — Et pourquoi donc ? — Comment, pourquoi ? La chose saute aux yeux : si je vais à Sophiopolis, c'est pour vos beaux yeux, c'est parce que vous êtes charmante ; mais vous n'aurez pas demeuré là huit jours, que vous en partirez pour aller vous faire adorer ailleurs ; et ceux qui auront bâti à chaux et à sable seront dupes, au lieu que moi je vous suivrai sur mes quatre roues. — Elle riait à gorge déployée. Ensuite on demanda si les habitants s'appelleraient *Sophiens*, ou *Sophéens ;* moi, je dis *Sophistes.* — Nouveaux éclats de rire. — Le Comte de Saint-Julien et le Prince Gagarin ont imaginé un anneau que tout associé devra porter en

signe d'association : la bague doit porter extérieurement une devise grecque, parce que la ville est grecque et la dame grecque (elle est née à Constantinople), et une devise française dans l'intérieur. Le Comte de Saint-Julien est venu chez moi pour ces deux devises ; je lui ai donné pour la première : Σεσοφισμένον κοινόν (*Sesophisménon koinon*), mot à mot, *Association des Sophistisés ;* mais comme *Sophie*, en grec, signifie *sagesse*, *Sesophisménos*, au passif, signifie également *pénétré par la sagesse*, *instruit par la sagesse*, ou *possédé par Sophie* ; comme qui dirait, *Ensophié*, dans le sens d'ensorcelé. Ce double sens m'a paru piquant. Quand à la devise intérieure, qui doit *toucher la chair*, j'ai donné : *Dans sa cité, tout cœur noble est esclave.* Le Comte de Saint-Julien a été fort content ; et pendant que je t'écris, des artistes anglais gravent ces anneaux. Pendant que la terre tremble sous nos pieds et que la foudre gronde sur la tête, voilà ce que l'on fait ici.

Le Comte de Saint-Julien avait d'abord assez mal réussi ici : on trouvait qu'il parlait trop ; mais, en y regardant de près, on a trouvé que c'était de la franchise militaire ; en effet, il paraît être un loyal personnage. D'ailleurs l'Empereur, qui a besoin de l'Autriche ou qui la craint, ayant caressé son Ministre, il est devenu sur-le-champ à la mode d'en faire autant : il est fort bien vu. L'Empereur lui a laissé le droit d'aller à l'Ermitage, ce qui a fort choqué les autres Ministres, qui en vont faire des relations très sérieuses à leurs Cours ; il a même été question de remontrances formelles. Saint-Julien a un aide de camp, jeune Flamand, nommé le Baron de Ma-

réchal, qui est aussi admis à l'Ermitage. L'autre jour, le Comte me dit : *Je vais prendre Maréchal pour le mener à l'Ermitage. — Y va-t-il?* lui dis-je, comme si je n'en savais rien. — *Oui, il y va comme...* et il balança un moment pour trouver le mot. Pendant qu'il délibérait, je lui répondis vite : *Oui, comme un bouton de votre habit.* Nous sommes toujours fort bons amis, je le mène partout ; souvent il vient le soir me chercher pour aller avec moi dans le monde. Ses brillants laquais montent mon escalier en tâtonnant, et nous descendons précédés d'un paysan qui porte *luminare minus ut præesset nocti.* Je suis persuadé qu'ils font sur moi des chansons en patois autrichien. Pauvres gens ! Je suis bien aise qu'ils s'amusent.

M. de Saint-Julien, qui a sa dose de l'humilité nationale, est assez vivement fâché de n'être pas Ambassadeur : il a pour se consoler vingt mille sequins d'appointements, mais jamais l'Autriche ne peut avoir d'Ambassadeur où la France en a un. Au reste, c'est l'Autriche qui dit *jamais*, ce n'est pas moi. Il y a près de trois cents ans que l'un des fondateurs de la langue dont je me sers ici se moquait des politiques rêveurs,

> De qui le cerveau s'alambique
> A chercher l'an climatérique
> De l'éternelle fleur de lis.

A ce mot d'*éternelle*, je réponds de tout mon cœur *Amen*, suivant la coutume de mon Église ; mais, quoi qu'il en soit de la *fleur de lis*, la suprématie de la France est éternelle autant que les choses humaines peuvent

l'être. Toute idée d'égalité est un rêve, du moins pour des siècles ; et toute idée de supériorité me paraît plus qu'un rêve. Nous sommes fondés à croire que cette inévitable suprématie produira une fois plus de bien qu'elle n'a causé de mal, et c'est beaucoup dire.

## 318

### *A M. le Chevalier de Rossi.*

Saint-Pétersbourg, 7 (19) décembre 1810.

Monsieur le Chevalier,

J'éprouve une grande satisfaction en songeant que cette lettre vous sera remise par un envoyé extraordinaire de S. M. I. auprès de notre auguste Maître. Pendant longtemps j'ai cru que nous avions encore perdu cette partie. J'ai parlé deux fois au Chancelier de l'Empire avec la mesure et les précautions qui conviennent à ma situation. Il m'a écouté avec sa politesse ordinaire. Quant à l'Empereur, vous connaissez assez ses sentiments. Je n'ai pas l'orgueil de croire que mes instances aient pu influer sur la décision ; d'ailleurs qu'importe, pourvu qu'elle soit telle que nous la désirons et que l'exige la dignité de S. M. Autant que j'en puis juger, j'espère qu'Elle trouvera dans M. le Comte de Mocenigo tout ce qu'elle peut désirer. C'est un homme doux, poli,

ennemi de l'intrigue, et nullement exigeant, à ce qui me semble. Vous trouverez dans son extérieur un peu de *charge italienne*. Mais tout cela n'est rien ; il me paraît dans ces circonstances fait tout exprès pour nous, et S. M. perfectionnera encore ses bonnes dispositions à notre égard par le traitement aimable qu'Elle lui fera éprouver. Je ne l'ai vu que très rarement, et seulement en maison étrangère, avant la signature de l'Ukase ; mais depuis cette signature, il n'y a plus d'obstacle. Son arrivée en Sardaigne souffrira certainement de grandes difficultés, et j'espère qu'avant que vous receviez cette lettre, il vous en parviendra une autre de moi où je vous parle des moyens qui me paraissent être au pouvoir du Roi pour diminuer ces difficultés.

Un nouvel ordre de choses se prépare, Monsieur le Chevalier, et j'ai bien peur que l'année 1811 ne soit encore plus fameuse que celles qui l'ont précédée. A cette expression *j'ai bien peur*, vous allez dire : *il est toujours le même*. Hélas! oui, je suis toujours le même, et je n'attends encore que de nouveaux malheurs pour le monde et pour la Russie en particulier. Mais il faut expliquer les choses *ab ovo*. Dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier (n. s.), et pendant un bal magnifique que donnait l'Ambassadeur français, le Gouverneur militaire accompagné de quelques agents de la police se rendit chez le Général Hitrof (prononcez Khitrof), se saisit de tous ses papiers et de sa personne, pendant que sa femme dansait chez l'Ambassadeur. Elle est fille du Général Koutouzof (d'Austerlitz). Hitrof a été mené d'abord à la citadelle de cette ville, de là à celle de Schlusselbourg,

d'où l'on assure qu'il a filé vers la Sibérie ; mais comme ces sortes de choses sont tenues fort secrètes par le gouvernement, je n'affirme rien sur le lieu où il a été définitivement transporté. Il était extrêmement lié avec l'Ambassadeur, et même ami de la maison. Nul doute qu'il n'ait trahi l'Empereur et qu'on n'en ait trouvé les preuves les plus convaincantes dans ses papiers ; mais comment, et jusqu'à quel point ? C'est ce que je ne me permettrai point de déterminer. Je vous ferai remarquer ici, en passant, le vice de cette jurisprudence prétendue philanthropique qui a supprimé la peine de mort. Celui qui a trahi son Prince doit être mis à mort, et s'il est gentilhomme et militaire, c'est grand dommage qu'on ne puisse pas le ressusciter pour l'exécuter une seconde fois. L'exil ou la prison ne punissent jamais convenablement ces sortes de crimes. La pitié et surtout la protection s'en mêlent. Les hommes intriguent, les dames pleurent, et le coupable revient. *Morte moriatur*, tant pis pour lui. Un tel crime n'a point d'excuse, à raison surtout du sang-froid, de la longue délibération et de la détestable persévérance qui l'accompagnent nécessairement. Caulaincourt, à ce que m'assurent des gens fort instruits, a fort mal pris cette affaire. Il est certain qu'à l'examiner attentivement le coup frappé sur Hitrof renferme *virtuellement* (comme on dit au collège), une accusation d'espionnage contre l'Ambassadeur et une déclaration de guerre ou au moins d'inimitié contre le Maître. Il faudrait savoir ce qui s'est passé a cet égard entre Caulaincourt et l'Empereur, ou si ce dernier a pris le parti du silence à l'égard du premier : mais je ne dis

que ce que je sais. Je croirais au reste que cet événement est plutôt le *signe* que la cause du refroidissement; quoiqu'il soit vrai aussi qu'après avoir été *signe*, il a pu à son tour devenir *cause*.

Vous avez vu dans les papiers publics la réunion des Villes Anséatiques et même du Duché d'Oldenbourg. Le Maître de cette dernière principauté a répondu en véritable, sinon en grand Souverain, qu'il ne sortirait jamais de chez lui que par force, qu'il ne voulait aucune indemnisation formée du bien d'autrui, et de plus il paraît certain qu'il a prié son puissant parent l'Empereur de Russie de n'intervenir d'aucune manière dans cette affaire.

Vous ne sauriez croire quel effet a produit ici cette réunion des petits Etats Allemands. Je n'ai pas besoin de vous dire en particulier comment la Cour de Twer en a été affectée. Mais bientôt l'Empereur de Russie a été requis de reconnaître la réunion, d'admettre dans ses états le *système* continental à l'égard des marchandises anglaises, de fermer ses ports aux neutres, et de ne faire aucune paix avec la Turquie sans la forcer à se déclarer contre les Anglais. Il y a peu de jours que la réponse à ces demandes est partie. Quant aux nouvelles réunions sur la Baltique, on m'assure qu'on a répondu par un silence absolu, et pour ce qui est de la navigation dans la Baltique, que les mesures prises par le passé étaient suffisantes. Sur la destruction des marchandises anglaises, refus péremptoire. Je suis moins informé au sujet de cette funeste guerre de Turquie ; mais il aura été aisé de répondre d'une manière évasive. Un autre

sujet terrible de refroidissement se joint aux précédents. Depuis longtemps la baisse du change effrayait le gouvernement, et certes, ce n'était pas sans raison. On a consulté les négociants, mais sans songer à ce que j'imagine, que le commerce ne conseille jamais qu'en sa faveur. Il a beaucoup insisté sur l'excès des importations, sur les exportations et il a présenté cet excès comme la cause de la baisse du change, ce qui est très faux. Le commerçant qui est extrêmement habile pour ses propres intérêts, et pour les spéculations pratiques qui l'occupent, est en même temps ce qu'il y a de plus égoïste et de plus sot dans toutes les grandes spéculations politiques. Il n'y a pas d'état qu'il faille plus soigneusement écarter des conseils. Dans ce cas, il voulait établir un monopole en sa faveur : il a donc tâché d'écarter la concurrence étrangère. Il voulait en particulier le monopole du sucre, il l'a obtenu. Je sais à ce sujet des anecdotes charmantes, mais il faut me restreindre. Enfin S. M. I. a publié le 19 décembre dernier (v. s.) un nouveau tarif d'importation et d'exportation, et dans le préambule Elle adopte le principe : *Que la baisse du change a pour cause l'extraction du numéraire, causée par l'importation excessive.* Je le répète, rien n'est plus faux. Cette cause est présentée uniquement pour cacher les véritables, qui ne sont pas difficiles à connaître. On cherche des mystères où il n'y en a point. Je ne crois pas du tout qu'une nation puisse acheter plus qu'elle ne veut. C'est un paradoxe, je l'avoue, mais c'est un paradoxe comme tant d'autres qui se trouvent à la fin être de grandes vérités. Un peuple peut être passif à l'égard d'un autre,

mais c'est parce qu'il se trouve actif à l'égard d'un troisième. Il peut être passif aujourd'hui, mais c'est parce qu'il était actif hier. Somme faite des temps et des marchés, il faut qu'il y ait équilibre. Dire qu'une nation peut habituellement acheter plus qu'elle ne veut, c'est dire que le corps animal pourrait habituellement perdre par la transpiration insensible plus qu'il n'acquiert par la nutrition. J'aurais voulu avoir été appelé à défendre cette opinion au Conseil. Quoi qu'il en soit, le commerce a ce qu'il veut. Il vendra ses derniers fonds de boutique à des prix immodérés. Toutes les valeurs augmenteront, tous les consommateurs souffriront pour former quelques fortunes indécentes, et le change ira son train jusqu'au néant.

Qu'est-ce qu'un billet de banque? Une lettre de change payable à vue sur le trésor public : dès que le débiteur ne peut plus payer, il a fait banqueroute. Mais comme dans ce cas, il n'y a pas de tribunal devant qui il puisse être cité, que le respect d'ailleurs et l'attachement endorment les créanciers dont l'intérêt commun est même de soutenir le crédit public, personne ne s'empresse de protester la lettre. Mais lorsque enfin la conscience universelle a senti l'impossibilité de payer et que l'excès de l'émission interdit même l'espérance, le billet est frappé tout à coup d'un certain discrédit qui a l'air d'un arrêt prononcé par le bon sens national. Il tombe par une dégradation insensible et marche invariablement vers le zéro, sans qu'aucune mesure imaginable puisse l'arrêter. Nous l'avons vu chez nous, nous l'avons vu en France, nous l'avons vu en Autriche, nous le voyons

ici, on le verra partout. Revenons au tarif. Certainement l'Empereur de France en sera cruellement piqué, car ses marchandises sont fortement grevées. Vous connaissez l'étendue et la vivacité de son ressentiment. Une explosion sur cet article seul est inévitable. Au reste, Monsieur le Chevalier, ces sortes de brouilleries ressemblent aux duels. La véritable cause qui engage deux hommes à se couper la gorge n'est presque jamais celle qu'on laisse voir. Le refroidissement des deux Empereurs date de loin, et s'est formé peu à peu, par mille circonstances que le public ne connaît pas. Alexandre est trop instruit pour ignorer ce que l'autre pense et ce qu'il prépare ; d'ailleurs, ce sont de ces choses qui n'ont pas besoin de preuves. Napoléon ne peut, dans son système, laisser volontairement debout une puissance telle que la Russie. Il faut absolument qu'il l'attaque et qu'il essaie de l'ébranler. Aussi tous les hommes instruits, et surtout les militaires les plus distingués, ne doutent plus de la guerre avec la France. Or si la guerre a lieu, comme je le crois inévitable, c'est mon devoir exprès de déclarer à S. M. que j'ai toutes les raisons imaginables de m'attendre à de grands revers. Je vais à mon très grand et profond regret, puisque j'en trouve l'occasion commode, vous déclarer les motifs de mes justes craintes.

1° Pour prendre les choses d'aussi haut qu'il est possible, je dois vous rappeler que deux grands événements du moyen-âge, le déplorable schisme de la pauvre église grecque, et l'invasion des Tartares, ont soustrait les Russes à l'influence de la grande civilisation Euro-

péenne qui partait de Rome. Ce caractère européen résultant du mélange de la Chevalerie avec le Christianisme n'a jamais traversé la Dwina. Les Russes ont de très bonnes qualités ; ils ne sont nullement cruels, ils sont hospitaliers, généreux, vaillants, souples, imitateurs, ingénieux, entreprenants, etc.; mais, à côté de ces traits lumineux, il y a de fortes ombres. Une certaine infidélité qui dans le peuple s'appelle vol, quoique improprement, et que dans les classes supérieures vous nommerez comme il vous plaira, pénètre plus ou moins dans toutes les classes, et porte dans toutes les branches de l'administration un esprit de gaspillage et de mauvaise foi dont vous n'avez pas d'idée. J'honore et j'aime honorer les nombreuses exceptions ; mais je parle en général. On ne sait à qui se fier. Achetez un diamant il a une paille ; achetez une allumette, il y manque le soufre. Le Souverain le sent, et l'on sent qu'il le sent. A force d'être trompé, il s'est enfin arrêté au seul système qui lui a paru capable de lui procurer quelque sûreté. C'est de distribuer sa confiance comme ses trésors à tous plus ou moins, suivant leurs places et leurs mérites, mais à personne exclusivement. S'il a dix Ministres, il partage sa confiance en dix portions. Jamais il n'y aura de premier Ministre dans la force du terme. L'Empereur possède même un talent merveilleux pour voir venir de loin tout homme qui voudrait le dominer et pour rendre inutiles tous ses efforts. Je ne sais trop si un Ximenès ou un Richelieu pourrait en venir à bout. Mille fois j'ai entendu accuser l'Empereur d'être soupçonneux et même dissimulé ; mais toujours je leur ai répondu : *Messieurs*, *c'est*

*votre faute; ne le trompez pas, il cessera de vous soupçonner.* J'absous donc de tout mon cœur S. M. I. du reproche qu'on lui fait. Je crois même que dans des temps ordinaires le système serait bon et réussirait fort bien. Malheureusement il s'oppose diamétralement aux besoins du moment, où la Russie ne pourrait être sauvée que par un immense pouvoir remis à un seul homme, sans le contrarier ni s'en défier ; or, c'est ce que l'Empereur ne fera jamais. Il sera donc battu. Je plains infiniment l'Empereur, car son tact juste et expérimenté l'a persuadé qu'il n'a aucun personnage distingué sur qui il puisse se reposer. L'opinion publique ne lui désigne aucun général. En 1805, on s'était engoué du Maréchal Kamenski : tout de suite il ratifie, contre sa propre inclination, cette décision de la voix publique. Il me semble qu'on n'a pas assez remarqué cette belle condescendance. Mais bientôt l'on vit que l'Empereur avait raison, et que Kamenski n'était qu'une espèce de mauvais fou, infiniment au-dessous des circonstances. Aujourd'hui, il n'y a point d'opinion publique. Je le répète tristement : on sera battu.

2° Mais voici le grand problème de la Monarchie. Expliquez-le moi, Monsieur le Chevalier, *et eris mihi magnus Apollo.*

Comment se fait-il que la Monarchie étant et devant être militaire, il y a cependant une antipathie naturelle, invincible, fondamentale entre la Cour et l'armée, telle que si la Cour paraît à l'armée, tout est perdu, et que jamais un homme de Cour n'a pu gagner une bataille? Sans raisonner sur les causes, contentons-nous du fait

qui est incontestable. Ce serait même une excellente politique à un Souverain qui voudrait donner plus de force à un Général, d'avoir l'air extérieurement de le livrer aux petites tribulations de Cour ; tout de suite l'armée redouble de confiance et d'attachement pour lui. Catinat et Souvarof sont des exemples remarquables de ce que je dis. Le genre de philosophie que je professe m'éloigne de toute aigreur ; même je me sens porté à voir dans les choses le bon côté autant qu'il m'est possible. L'influence de la Cour sur l'armée rend ordinairement ces guerres moins féroces, elle est d'ailleurs parfaitement innocente lorsqu'elle est exercée de part et d'autre, car la guerre est un grand mal, et c'est un grand bien que de mal faire le mal. Cependant, même dans les temps ordinaires, si cette influence ne s'exerce que d'un côté, l'autre est aussi sûr de vaincre que je serais sûr, si je jouais aux échecs avec vous, de vous gagner, à forces égales, si vous me donniez la tour.

Mais dans les circonstances présentes, où des forces immenses se trouvent réunies dans les mains d'un monarque soldat, s'il trouve des Cours dans les armées, il les renversera toutes comme des quilles.

Si vous aviez envie de ne pas me croire sur cet article, croyez au moins la Providence. Elle peut bien mériter cette distinction. Voulant sauver une Monarchie (à ce qui paraît du moins) par des moyens purement humains, qu'a-t-elle fait? Elle a écarté la Cour. Jamais un Prince légitime, même à talents égaux, ne tiendra contre un usurpateur; son infériorité sur ce point ne doit pas l'étonner. Cette infériorité résulte de sa supé-

riorité même. Il me semble que je vous l'ai dit une autre fois : *L'or ne saurait couper le fer;* c'est cela. Tout Souverain est un être ordonnateur et régulateur ; il est né pour l'ordre, et il ne comprend que l'ordre. Dans un chaos tel que celui que nous voyons, il est hors de sa sphère et ne peut se sauver par les moyens ordinaires. Ces vérités étant aussi claires que des axiomes de mathématiques, que fera l'excellent Empereur s'il est attaqué, comme tout l'annonce ? Viendra-t-il à l'armée? Au moment où il mettra le pied dans le camp, la tête de ses Généraux se partagera sur le champ en deux parties : l'une sera destinée uniquement à l'Empereur pour veiller sur sa personne, pour savoir ce qu'il veut, ce qu'il pense, ce qu'il aime, et ce qu'il craint. L'autre moitié de la tête se divisera encore en deux : l'une sera consacrée à la guerre d'intrigues, de manière qu'il ne restera plus qu'un quart de tête contre un ennemi qui sûrement aura toute la sienne.

L'Empereur restera-t-il à Saint-Pétersbourg ? Il y aura deux foyers d'intrigues. L'un à l'armée par les officiers à la mode, et l'autre dans la capitale par leurs parents et amis. Nous venons d'en voir un exemple dans la guerre de Moldavie. Le Prince Troubetzkoy et le Comte de Strogonof se sont pris aux cheveux avec le Général Kamenski. Ils sont revenus, et l'on assure même que le Général les a renvoyés. Leur parti s'occupe ici de toutes ses forces à *défaire* la réputation de Kamenski. Celui-ci est je crois bien défendu par le caractère de l'Empereur, qui ne croit pas aisément, et qui a beaucoup de sagacité pour se démêler de ces sortes d'intrigues.

Mais les arrivants sont ici fort à leur aise et personne ne sait s'ils ont tort ou raison. Peut-être que le caractère national et les circonstances exigent cette conduite de la part du Maître ; mais ce n'est pas ainsi qu'on peut faire la guerre heureusement à Napoléon. Il faut bien une autre force et une autre énergie.

Les Anglais sont plaisants ! Ils impriment dans leurs papiers que *puisque les Rois ne veulent pas* ou ne savent pas sauver les peuples, c'est aux peuples à se sauver par eux-mêmes. Beau système en vérité ! Faire de la révolte un moyen de défense, c'est une idée lumineuse. Dieu seul a droit de congédier les Souverains comme il l'a fait en Espagne.

Tout ce qu'un Prince bien avisé pourrait faire en ce moment serait de se mettre à quelques égards, et jusqu'à un certain point, en état de révolution ; de créer un commandement militaire unique et terrible, sans restriction d'aucune espèce, et d'imiter encore un peu les formes révolutionnaires dans la théorie des récompenses et des punitions. En ajoutant à ces deux précautions celle de ne confier aucun commandement important à des Officiers attachés à la Cour, ou de les retenir non pas dans une obéissance, mais dans une servitude parfaite à l'égard de l'autorité première, il y aurait moyen de compter sur une résistance honorable et même heureuse. Mais de pareilles dispositions nous paraissent-elles probables ? Pas trop je crois. Donc, etc.

3° La troisième raison qui m'ôte l'espoir est d'une espèce qui embarrasse fort ma plume. Souvent j'ai eu occasion de vous parler du Grand-Duc. C'est le frère de

l'Empereur. Que voulez-vous que je vous dise? Je me plais à reconnaître en lui beaucoup d'esprit naturel, et des mouvements de générosité qui ressemblent à des éclairs dans la nuit. Loin d'avoir à m'en plaindre, j'ai au contraire à m'en louer dans la personne de mon fils, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire. Je voudrais pouvoir en dire encore plus de bien. Mais.....! mais.....! Encore une fois, que voulez-vous que je vous dise? Le pouvoir laissé à ce Prince de faire tout ce qu'il veut est un phénomène que la Russie contemple sans savoir l'expliquer. Tout nouvellement encore, il vient d'obtenir une puissance nouvelle sur la Garde, puissance plus funeste que deux ou trois batailles perdues. On ne comprend ni celui qui fait ni celui qui laisse faire. Quoi qu'il en soit, soyez sûr que le caractère de ce Prince et sa manière de traiter les hommes, joints à l'incapacité militaire, compagne inséparable de la *caporalerie*, est une des plus douces et des plus solides espérances de Napoléon, et qu'en face de toute armée où il trouvera le Grand-Duc, il aura beau jeu.

4° Je vous ai détaillé trois motifs de crainte assez plausibles. Il en reste un quatrième plus fort que tous les autres et dont le développement exigerait un livre. Voyons si je pourrai être bref sans vous laisser ignorer rien d'essentiel.

La nation Russe est, je crois, la seule dont l'éducation n'ait pas commencé dans les temples. Depuis les Egyptiens jusqu'à nous, partout les enfants ont été élevés par les prêtres. Ici, l'homme qui ne peut rien faire seul, a voulu faire l'homme qui est la chose la plus difficile à faire.

L'ouvrage a totalement manqué ; rien n'égale le malheur des Russes. Leur civilisation au lieu de s'opérer graduellement comme la nôtre, s'est opérée brusquement à l'époque de la plus profonde corruption de l'esprit humain, et, pour comble de malheur, les circonstances ont mis le Russe en contact avec une nation qui était tout à la fois l'organe le plus actif et la plus déplorable victime de cette corruption. Toutes les pourritures de la Régence passèrent d'emblée dans cette infortunée Russie, qui a commencé par où les autres finissent, par la corruption. Je n'ai aucune expression pour vous peindre l'ascendant de la France dans ce pays. Le génie Français monte le génie Russe, au pied de la lettre, comme l'homme monte le cheval. Contre une telle influence, il n'y avait de remède général que dans l'esprit religieux. Malheureusement ce remède est nul ici, car la religion est nulle partout où ses Ministres sont nuls. Vous entendez parler de la *religion grecque :* je vous assure qu'il n'y en a point. Elle consiste à l'extérieur en signes de croix à l'envers et en révérences, et dans l'intérieur en une haine machinale et irraisonnée contre l'Eglise romaine. L'indifférence religieuse des Russes se manifeste par les symptômes les plus singuliers. C'est encore, par exemple, le seul peuple de l'univers où l'on ne s'informe point de la croyance des instituteurs de la jeunesse. Il est très ordinaire de voir ici, dans la même maison, une bonne anglicane et un précepteur catholique. Si les Turcs enseignaient la musique ou la danse ou les mathématiques, les Russes auraient des précepteurs Turcs. Il y a une loi ici qui défend au

sujet protestant de S. M. I. de se faire catholique, ou plutôt qui défend aux prêtres catholiques de recevoir des protestants ; mais si un sujet catholique de l'Empereur veut se faire protestant, il n'y a nulle défense qui l'en empêche. C'est-à-dire qu'il est défendu d'adopter les dogmes du Souverain (car nous sommes d'accord sur tous les points, excepté celui du Pape), et qu'il est permis de les abdiquer. Ce degré d'inconséquence, presque incroyable, vous prouve ce que je disais tout à l'heure, *qu'il n'y a en effet d'autre religion ici que l'antipathie contre l'Eglise latine*. Mais si vous êtes curieux d'anecdotes, en voici une qui vous intéressera.

Il y a quelque temps qu'il nous tomba des nues un hongrois nommé Fessler, extrêmement protégé par M, Spéranski (je vous ai suffisamment fait connaître ce personnage) qui voulait en faire un professeur de langue hébraïque et d'antiquités ecclésiastiques du Séminaire de Newsky, nouvellement organisé, qui doit être la pépinière des ecclésiastiques. Fessler, à peine arrivé, a fait naître une infinité de discours et de soupçons graves. On a dit qu'il avait été capucin, qu'il avait apostasié, qu'il s'était fait protestant pour se marier, etc., etc. Un parti assez nombreux niait tout cela et vantait cet homme comme un personnage également religieux et savant. Avant d'entrer en fonctions, Fessler publia un prospectus latin des leçons qu'il comptait donner à Newsky. Sur ce prospectus, le clergé s'alarma et à mon avis nullement à tort, car je suis parvenu à lire ce prospectus, et quoiqu'il renferme des pages estimables, et qu'il n'en renferme aucune qu'il ne soit pos-

sible de publier (car ces Messieurs se gardent bien de parler clair), il est cependant vrai que la pièce dans son ensemble, et dans plus d'un passage particulier, prête infiniment au soupçon. Enfin le métropolite s'est jeté en travers, et a refusé Fessler d'une manière si péremptoire que Spéranski a été obligé de plier. Il en a été furieux au point qu'il a juré la perte de l'archevêque, à ce que m'a dit du moins un grand partisan de Fessler. Celui-ci a été consolé par une gratification, même, je crois, par une pension, et par la permission de faire un établissement dans les terres, ce qui vous paraîtra fort étrange. Mais écoutez le reste.

Peu de temps après, Spéranski fit proposer au Général des Jésuites de lui donner un professeur de théologie pour le séminaire de Newski. Ce religieux est un homme simple, éminemment pieux et prudent, bon homme d'ailleurs et n'entendant rien à de certains complots. Il me fit part de cette incroyable proposition. Je lui dis: « Mon R. P., prenez garde qu'on ne vous tende quelque piège; répondez que sur ce point comme sur tous les autres vous êtes toujours aux ordres du gouvernement, mais que vous ne pouvez dans ce cas accepter sans l'assentiment du clergé. » C'est ce qu'il a fait et il s'en est bien trouvé, car le sacré Synode ne voulait point un tel professeur, et l'on ne m'ôtera jamais de la tête que le projet était de pousser le Père général à quelque fausse démarche et de rendre sur sa joue le soufflet donné sur celle de Fessler. Ce qu'il y a de plaisant, c'est que tandis que le gouvernement croit que l'archevêque a refusé ce dernier comme illuminé, moi je penche beau-

coup à croire qu'il l'a refusé comme catholique; car Fessler s'est donné pour tel, et a fait baptiser dans l'église catholique un enfant que sa femme lui a donné ici. Mais devinez, Monsieur le Chevalier, ce qui est arrivé de tout ce grand conflit? On a proposé au Synode un professeur allemand et *protestant* nommé Horn, qui a été accepté sans difficulté. Imaginez, si vous pouvez, un tel degré d'extravagance et tout à la fois d'indécence; vous n'y réussirez pas. Si quelqu'un proposait à S. M. un calviniste pour professeur de théologie dans l'université de Cagliari, elle le ferait sûrement enfermer comme fou : c'est précisément la même chose, et personne ici n'est scandalisé, car cela n'influe nullement sur le prix des modes et du vin de Champagne.

Les esprits étant ainsi disposés, vous pensez que l'illuminisme allemand avait beau jeu, et il en a profité, d'autant plus que dans ce moment on ne pense qu'à organiser l'instruction publique sur un plan radicalement faux et qui achèvera de perdre cette nation. Les gymnases et les universités des provinces sont des cloaques d'où il ne peut sortir que des ennemis forcenés de toute morale, de toute croyance, de toute subordination. Je connais des hommes chargés de l'éducation de la jeunesse (et quelle jeunesse!) que nos aïeux auraient fait pendre, et que nous aurions encore chassés ignominieusement, malgré la faiblesse et l'indifférence modernes. Le Russe en est venu au point de ne regarder, même pour ses propres enfants, qu'à la science et aux agréments, et nullement à la morale. Dites aux Russes qu'un professeur de physique ou de

langue grecque ne croit pas en Dieu, ils vous diront : Qu'est-ce que cela fait ? Il ne s'agit que de physique et de langue grecque. — Ils ne savent pas que le caractère principal de l'impiété est un prosélytisme plus ardent sans comparaison que celui de la religion. Ils ignorent cette maxime si gaiement vraie, écrite à Paris : *Que les incrédules ressemblent aux ivrognes qui ont la fureur de faire boire tout le monde.* Telle est la plaie la plus profonde de l'Empire de Russie, plaie qui s'élargit et s'envenime tous les jours par l'influence toujours croissante que les Allemands obtiennent sur l'éducation publique et particulière. L'Empereur, malgré les préjugés terribles de son éducation (dont la postérité n'absoudra jamais la mémoire de Catherine), est sur ce point comme sur d'autres au-dessus de sa nation. Il va doucement, il tâtonne, il se défie de lui-même, et plus d'une fois j'ai eu lieu de croire qu'il est capable d'agir contre ses préjugés. Il ne sait rien sur les plus importantes questions, mais je me chargerais bien plus volontiers de lui faire comprendre certaines choses qu'à certains personnages qui l'environnent, et qui ont deux fois son âge sans avoir la moitié de sa raison.

Mais toutes ces considérations me laissent peu d'espoir, si la Russie est attaquée sérieusement. Elle a trop d'ennemis dans son sein. Il arrivera à l'Empereur ce qui est arrivé à tous les autres Souverains. Les instruments qu'il emploiera se briseront dans ses mains, ses secrets seront éventés, tout ira mal comme par miracle; et puis l'on dira : *Comment cela s'est-il fait ? Qui l'aurait dit ? On n'y comprend rien.*

On a établi ici un comité secret d'inquisiteurs d'état, auxquels on a dit comme aux anciens consuls Romains : *Videant consules ne respublica detrimentum capiat.* C'est une bonne mesure que personne ne saurait blâmer. Tatistchef, que vous connaissez un peu, vient d'être adjoint à ce comité. La Franc-Maçonnerie, dont je vous ai suffisamment entretenu, ne me paraît nullement prendre une couleur menaçante. Le gouvernement semble s'être fort bien tiré de là par l'inquisition et le ridicule ; cependant je ne voudrais répondre de rien. Mais les véritables coupables, dans le genre qu'on redoute, ne se présentent pas à l'œil comme des francs-maçons vulgaires, et ne sauraient être attaqués de la même manière. En récapitulant tout ce que je viens de dire, et considérant à la fois : le système de l'Empereur, qui s'oppose à l'organisation d'un grand pouvoir militaire ; l'influence de la Cour sur l'armée ; l'influence bien terrible dont j'ai fait un article à part ; l'absence du principe religieux, qui a permis à l'immoralité moderne d'attaquer et de vicier dans son principe le caractère national ; enfin la quantité de scélérats étrangers que le prétexte de l'éducation publique accumule dans ce pays, vous ne douterez pas de la légitimité de mes craintes. Ajoutez encore le défaut d'argent, l'affaiblissement moral de l'armée, dont l'antique esprit a bien dégénéré, le mécontentement particulier des Prétoriens, et plus que tout encore la haine de toutes les nations environnantes qui ont été aliénées entièrement, vos craintes augmenteront encore. Il ne faut pas croire cependant que le gouvernement s'oublie ; au contraire, il

rassemble de grandes forces et beaucoup d'artillerie en Pologne. Tout cela se fait en grand silence. Mais il est d'autres mesures plus visibles, comme celles des citadelles qu'on bâtit sur la frontière et dans les positions les plus avantageuses. Les Jésuites y ont perdu leur établissement de Dunabourg : c'est un objet de plus d'un million. Cette mesure ne me paraît pas d'une sagesse aussi évidente que les autres, car la construction des citadelles absorbera nécessairement des sommes immenses qui seraient fort bien employées ailleurs, et avant que la première muraille soit sèche la question sera décidée. Mais je puis me tromper.

Il est arrivé de Londres un Mémoire adressé au lord Welesley par un officier Prussien (réel ou prétendu) et qui a été mis, je n'en puis douter, sous les yeux de l'Empereur. Il roule en premier lieu sur les forces de l'Empire russe, et l'on y affirme que ces forces sont en grande partie illusoires; qu'il ne peut jamais rassembler plus de 150,000 hommes sur le même point, à cause de l'immensité de ses frontières, que d'ailleurs il manque d'armes, qu'il n'a point de commissariats et ne sait pas nourrir ses troupes.

Le Mémoire montre ensuite tous les projets de Napoléon contre la Russie, il le montre rassemblant toutes ses troupes à Varsovie pour marcher de là, tout à la fois sur Moscou par Mohilev et sur Pétersbourg par Riga, en jetant l'Empereur à Casan. La partie la plus faible du mémoire est celle où il propose pour s'opposer au torrent certaines manœuvres anglaises qui sont des rêves, et que les Anglais n'exécuteront certainement jamais.

Au reste, il me semble que l'auteur du Mémoire se trompe fort en s'imaginant que Napoléon aille s'enfoncer comme un fou dans ces pays immenses, pour être ensuite coupé et exterminé (car c'est là la dernière espérance de l'Auteur). Napoléon sait trop son métier pour faire des fautes que je ne ferais pas, moi, pacifique philosophe. Il rassemblera et poussera en avant une nuée d'Allemands, il organisera les Polonais après les avoir soulevés, il se fortifiera sur tous les points possibles, il s'emparera des citadelles élevées contre lui, il appellera à la liberté tous les habitants de Courlande et de Livonie, il pillera d'une main pour récompenser de l'autre; et soyez sûr que si jamais il en était là, il nous donnerait de belles affaires ; mais nous n'y sommes pas et la Russie ne se laissera pas avaler comme une huître. Je crois que les victimes en définitive seront les Polonais.

Il me prend envie de pleurer, comme une femme, quand je songe au rôle qui etait offert à la Russie et qu'elle a laissé échapper ; elle pouvait balancer et peut-être surpasser la gloire de l'Angleterre et de l'Espagne ; elle pouvait être le centre du commerce du continent, devenir le soutien, l'espoir, le refuge de toute la probité qui respire en Europe, s'enrichir et s'immortaliser. Au lieu de cela, elle abdique toute idée sublime ; elle trompe, elle se ruine, elle s'humilie et s'environne d'ennemis forcenés. Monsieur le Chevalier, croyez-moi si vous voulez, mais je donnerais la moité du sang qui coule dans mes veines, et qui est cependant bien utile à mes enfants, pour mettre l'Empereur de Russie à sa

place et défaire ce qui s'est fait. Tous les jours je suis convaincu davantage de la grande vérité *qu'il n'y a point d'autre politique que la morale.* Souvent on ne comprend pas un misérable qui s'expose à la potence pour un écu. Il n'y a pourtant rien de si aisé à comprendre. C'est que l'écu est *là* au lieu que la potence est *loin.* Petits et grands, nous ressemblons tous à ce noble modèle. Quand le Roi de France s'emparait de la Corse, la petite île était *là* et Napoléon qu'il en rapporta si heureusement était *loin*, mais cependant il y était. Songez au partage de la Pologne, à la guerre d'Amérique, etc., etc. Toujours vous verrez le même aveuglement et le même résultat. Qui de nous n'a pas entendu dire cent fois en parlant de Frédéric II : *Tout lui réussit.* En effet tout a bien réussi !

Ou je me trompe fort, ou cette année 1811 sera fameuse. S'il arrivait ici de grands malheurs, qui sont très possibles, je ne puis prendre conseil, comme vous le sentez bien ; mais mon parti est pris de fuir jusqu'au Kamtchatka chercher une puissance à laquelle je ne prêterai serment que lorsqu'elle aura pris le monde. Alors, s'il n'y a pas de moyen pour passer dans la lune, je lui obéirai. Il serait inutile de vous parler de mes angoisses, et de ce que je dois souffrir comme père si le volcan s'allume. Mon fils à la guerre, et le reste de ma famille sous la main de l'ennemi ! Que pourrait-on imaginer de plus sensible ! Mais je sens que tout cela est étranger au service du Roi.

Il est écrit que dans cette révolution on se trompe sur tout. Bernadotte nous a tous trompés. Il réussit

fort bien en Suède et même auprès de la noblesse du pays, ce qui est inconcevable. Il n'est pas plus embarrassé de son rôle que je le suis d'écrire cette lettre. J'en ai vu une de lui entre les mains du Comte de Steddingk; c'est absolument le style de Louis XIV et de son fameux secrétaire particulier, Rose. Je l'ai trouvée fort plaisante en la comparant à une autre lettre autographe du Roi de Suède écrite sur quatre pages, avec toute l'effusion de l'amitié, et sans qu'il soit possible d'imaginer que c'est un Roi qui écrit à un particulier. *Mais l'autre tient son rang*. Vous aurez vu dans les papiers publics son abjuration. Pour se tirer d'affaire, il a supposé être né protestant, car il y en a beaucoup dans sa province ; mais rien n'est plus faux. Au reste, l'homme qui prête par force un faux serment hait nécessairement la puissance qui le lui a demandé. Ainsi ce n'est plus la foi des Holstein et des Wasa, c'est celle d'un menteur ambitieux qui change son honneur contre une couronne, et qui s'en vengera au moins par l'indifférence. Tout croule en Europe.

Bernadotte (ou le Prince héréditaire) serait peut-être le seul général qu'on pourrait opposer avec avantage à son ancien Maître, et je ne crois pas que, sans la conquête de la Finlande, il eût été fort difficile de l'amener là. Même, malgré ce mur de séparation, il me semble que les deux puissances ne se traitent pas dans ce moment avec aigreur. Le Danemarck me paraît violemment menacé dans cette circonstance, où les amis se trouvent plus exposés que les ennemis. Je plains surtout le digne Roi de Saxe ; il a refusé de réunir les ter-

res des Princes de sa famille, et il a consacré une somme très considérable au paiement des marchandises anglaises qu'il a fallu brûler. Ces belles actions ont fort déplu. Dans la refonte générale de l'Allemagne, qui sûrement est décrétée, il paraît que la Bavière et la Saxe sont les premières désignées. Mais quant au nord en général, il me semble que l'Espagne doit influer infiniment sur la date des événements. Succombera-t-elle ou ne succombera-t-elle pas? S'obstinera-t-elle ou ne s'obstinera-t-elle pas? De ces questions dépendent, je crois, la guerre contre la Russie.

La guerre continue sur la frontière de Perse. Je vous ai mandé l'expédition du Marquis Paulucci. Je suis personnellement fort intéressé dans cette guerre, comme vous savez, à cause de mon frère. On lui a fait l'honneur de lui confier l'avant-garde d'une petite armée, ou pour mieux dire, d'un corps qui a marché vers le Kuban contre je ne sais quel *Check-ali-khan* qui remuait de ce côté. Tout est allé à merveille. Retiré ensuite à Derbens (Pylæ-Caspiæ), mon frère a appris que l'armée se préparait à faire le siège d'Alkalsick sur le Cur (l'ancien Cyrus, long. 66°, lat. 40°, à peu près). Il partit subitement de Derbens, fit 900 verstes à cheval en neuf jours (25 de nos lieues par jour), et le 22 novembre (n. s.) il m'écrivait de Suram, près d'Alkalsick, le singulier billet suivant: « J'arrive à temps, si la ville n'est pas prise aujourd'hui, ce que je ne crois pas. Si l'on donne l'assaut, tu entendras parler de moi, et je ferai en sorte que l'on me loue comme le soldat de César, vif ou mort. Dans ce dernier cas voici mes dernières volontés........

Les chevaux sont prêts : adieu, mon cher ami ». L'assaut était en effet préparé, à ce que je crois, mais il n'a pas eu lieu. Six jours après la date de ce billet. celui qui l'avait écrit reçut deux coups de feu à l'attaque d'une batterie. L'un, qui a touché l'épaule, n'a pas fait grand mal, mais l'autre qui a percé le bras droit de part en part me tient fort en peine ; l'os n'est pas cassé : mais je vois, qu'après trois jours, l'inflammation n'avait pas diminué, et qu'on craignait une lésion du périoste. Le Général en chef a demandé pour lui la croix de Saint-Wladimir au cou. C'est une *distinction distinguée* qui s'accorde rarement aux Colonels : mais j'y compte peu. Je crois voir que l'Empereur est mécontent de ce qui s'est fait, et dans ces sortes de cas il accorde peu de récompenses. On a bien laissé couler dans le public, avec une imprudence simulée, un certain bruit de peste qui a forcé de lever en hâte le siège d'Alkalsick ; mais le fait est qu'on a manqué cette ville et qu'on est revenu à Tiflis. Les militaires désapprouvent beaucoup cette guerre ; ils disent qu'il y a en Georgie trop de troupes pour se défendre, et pas assez pour attaquer les Persans. S. M. I. avait daigné me parler de mon frère d'une manière très honorable. Je suis fort tranquille; rien n'est perdu. Je crois au surplus que S. M. ne sera pas fâchée d'apprendre que, dans toutes les occasions, ses sujets se sont passablement montrés dans ce pays.

La guerre de Turquie va son train. Le cri de la nation est comme vous l'imaginez assez : *Paix avec la Turquie.* Malheureusement elle n'est pas aisée à faire. Les Turcs présentent comme proposition fondamentale l'abandon

de la Moldavie et de la Valachie. Mais ces deux principautés sont réunies : voilà l'effet de cette démarche française. Lorsque M. d'Italinski est arrivé pour traiter, les Plénipotentiaires turcs s'étaient retirés. Il paraît qu'une nouvelle campagne est décidée, ce qui fâche beaucoup tout le monde. Cette guerre coûte cent mille roubles par jour, et je pense qu'elle a bien mis aussi cent mille hommes sous terre ou hors de combat. Dix-neuf généraux y ont péri, dont trois seulement par le fer ennemi.

L'opinion publique en veut beaucoup au Chancelier, à qui elle reproche le système de servitude à l'égard de la France, et les guerres qui ont ruiné inutilement l'Empire. Quant à la guerre de Turquie, il n'en est ni ne peut en être l'auteur. Je vous ai appris dans le temps de quelle singulière manière elle fut déclarée. Depuis, M. de Budberg a confessé en termes clairs qu'il avait conseillé cette guerre afin que l'Empereur, maître des deux principautés, eût des gages dans les mains pour traiter avec ses ennemis. Voilà qui est clair. Or, je ne vois pas pourquoi on voudrait mêler le Chancelier dans cette jurisprudence de cosaque, et même de cosaque aveugle. Sur la conquête de la Finlande, et sur le refus de faire la paix l'année dernière avec les Turcs, en prenant le Pruth pour limite, il est plus difficile de l'excuser : cependant il est difficile dans ces sortes de choses de faire exactement la part du Maître et celle du Ministre. Celui-ci ne peut, ni en honneur ni en conscience, dire qu'on se conduit mal et contre ses intentions. Qui peut savoir ce qui se passe tête à tête entre lui et son

Maître? Qui pourra tirer la ligne entre le conseil et l'obéissance? Le Comte de Roumantzof est-il Empereur de l'Empereur? Pour moi, je crois que personne n'a rien à dire contre le Ministre, jusqu'à ce que le Maître le disgracie et l'accuse de l'avoir mal conseillé. Et quant aux révérences trop profondes faites à la France, la politique étant quelquefois obligée d'être ridicule, je trouve que le Ministre qui se charge de la partie pénible de cette comédie éternelle décharge d'autant son Maître et mérite récompense. Vous trouverez peut-être de la partialité dans ce jugement. J'avoue que je suis suspect, car je n'ai jamais éprouvé de la part du Chancelier que des traits de bienveillance et de politesse exquise; cependant je crois être juste en refusant de faire chorus avec la *Bête à plusieurs têtes* en distinguant ce qui est mal de ce qui est excusable ou douteux, et en laissant à chacun ce qui lui appartient. S. M. en jugera.

Il me semble, Monsieur le Chevalier, que d'après tout ce que je viens de vous dire, vous pouvez vous former une idée assez nette des craintes qui m'agitent. Ces craintes sont partagées par une grande partie de la nation qui est fort découragée; mais je vous cacherais une partie de la vérité, si je ne vous disais pas qu'un parti considérable s'est jeté dans le système opposé et ne doute de rien. *L'Empereur n'a rien à craindre*, *les hommes ne lui manquent pas*, *l'argent ne lui manquera pas davantage. S'il n'y en a pas dans ses coffres en roubles*, *il y en a en vaisselle dans toutes les maisons de sa noblesse*, *etc.* J'ai entendu tout cela de mes propres oreilles avec beaucoup d'autres belles choses. Dans ces

sortes de cas, il faut être modeste, car l'événement trompe souvent les calculs en apparence les mieux fondés. Ici les jugements sur les personnes et sur les choses sont passionnés et extrêmes. Un ouvrier, un artiste, un comédien, un ministre, un médecin, un musicien, etc., tout est jugé également et sans miséricorde, et toujours suivant les coteries. Vous connaissez probablement le vers : *Le Cygne d'un logis est Coq-d'Inde dans l'autre.* Voilà précisément la devise du public de cette grande capitale. Vous ne sauriez croire combien un étranger est dérouté par ces jugements. Il n'y a point d'opinion publique, il ne sait que croire. Je l'éprouve surtout dans ce moment. Une des grandes peines de l'Empereur est certainement le défaut de talents militaires, du moins de grands talents. Si l'opinion lui désignait un Général, sûrement il le nommerait ; mais elle garde le silence, et, ce qui est pire, elle dit blanc et noir. Moi, qui vois des hommes de toutes les couleurs, souvent je leur demande : Quel Général voulez-vous ? — Personne ne se réunit. Je vous dis le pour et le contre ; mais je vous avoue que je penche vers les suppositions tristes. Personne ne rend plus de justice que moi à la valeur russe, mais la première classe est légère, gâtée et affaiblie, et partout c'est elle qui mène tout. Vous pensez bien si j'ai envie de me tromper !

A la manière dont l'on traite ici l'Envoyé d'Autriche, on voit assez clairement que les deux Cours comprennent qu'il conviendrait, toute rancune cessante, de songer à faire leur salut ensemble. D'un autre côté, on parle d'une manière assez affirmative de la proposition

faite par Napoléon, d'un échange des provinces maritimes sur l'Adriatique avec la Gallicie pour arrondir la Pologne, et séparer tout à fait la Russie et l'Autriche. On ajoute que cette dernière puissance est tentée; n'étant pas instruit sur ce fait (quoique probable en lui-même), je n'affirme rien. Quoi qu'il en soit, il me parait qu'on ne saurait attendre aucune grande résolution de la part de cette Cour de Vienne qui a trop souffert et qui est trop écrasée. Ce serait au reste un très grand bien que de l'empêcher de faire quelque grand mal.

En faisant la supposition la plus avantageuse pour nous, la Russie, en cas d'attaque, pourra repousser le terrible homme, et l'humilier en l'obligeant de se retirer : ce sera un très beau coup pour la Russie, et je le souhaite de tout mon cœur ; mais qu'est-ce que cela fera au reste du monde ? Napoléon en sera-t-il moins possesseur du plus vaste et du plus puissant Empire de l'Europe ? Il en faudra toujours revenir à mon éternel axiome : *Sans la France, point de salut.* Mais il y a toujours beaucoup d'espérance de ce côté. Si je me trompe, si les anciennes dynasties sont condamnées, si la vigueur féroce d'une nouvelle race mêlée à une douceur antique peut former un véritable Souverain, comme le cuivre mêlé à l'étain peut faire une cloche ou un canon, que ni l'un ni l'autre n'auraient pu faire séparément, alors je ferme les yeux pour ne plus voir. Je n'abandonnerai cependant mes idées qu'à la dernière extrémité.

Tout le fracas, tous les succès que je vois ne me découragent pas. On dira : Où est la force capable de renverser ce colosse ? Je réponds : Elle est dans un souper

de Paris où trois ou quatre personnes seraient d'accord.

Je vous quitte sur cet augure, en vous renouvelant l'assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être.....

SUPPLÉMENT.

J'ai beaucoup cherché à deviner s'il y avait eu entre S. M. I. et l'Ambassadeur de France quelque explication plus ou moins violente au sujet de tout ce qui se passe. Je n'ai pu obtenir rien de certain ; mais il est infiniment probable qu'on s'est expliqué plus ou moins vivement. Ce Caulaincourt, au reste, n'est pas du tout un homme mauvais ; il est créature de Napoléon, il lui a prêté serment, il lui doit tout, il faut bien qu'il lui obéisse ; mais il déplore sûrement les excès de son Maître, et je sais certainement que, parlant un jour avec une femme dont il est amoureux, il lui échappa de dire après avoir reçu une certaine lettre de Paris : « *Il y a des moments où un honnête homme voudrait mourir.* » Je ne le crois d'ailleurs nullement insensible à la manière dont l'Empereur l'a traité ; personnellement je ne puis m'en plaindre. Il est vrai que j'ai eu soin de ne pas compromettre S. M. par des démarches ni même par des discours déplacés ; n'importe, il aurait pu aisément me faire de la peine. En tout, je n'en voudrais pas un autre.

On m'assure qu'il a tardé d'envoyer le tarif pour voir s'il pourrait obtenir quelques adoucissements. Mais le Conseil, comme le Maître, tiennent fortement à cette mesure, où il entre beaucoup d'orgueil national. Si cepen-

dant ils croient appuyer sur cette mesure la réintégration du billet, je crois qu'ils se trompent fort en cela ; mais en portant pour le moment un coup sensible au commerce de Lyon, ce sera peut-être un bien : nous verrons. Le billet est à 16 s. de France (le pair est 72). Ce n'est pas la mort, mais c'est bien l'agonie. Au reste, ces banqueroutes dont on parle tant ne sont pas, je crois, tout ce qu'on imagine.—Jeudi passé, 26 janv. (7 févr.), il a paru un manifeste fort intéressant de S. M. I., par lequel rendant compte, comme Elle s'y était engagée, de l'état de ses finances, Elle déclare que ses économies ont produit cent millions de roubles en augmentation de revenus, *même en supprimant la capitation d'un demi-rouble.* Je ne vois pas qu'on doute le moins du monde de la vérité de cette assertion qui est bien consolante.

Tous les Ministres ont paru à leur tour devant le Comité des Finances présidé par M. Morwinof, et tous ont proposé ou accepté des retranchements, ce qui a produit de très grandes économies. M. de Gourief, Ministre des finances, a refusé de paraître. Il s'agissait de rendre compte de l'administration des domaines, et surtout de celle qu'on nomme ici le Cabinet (c'est un très grand objet qui passe, je crois, neuf millions de revenu). Le Ministre prétendait que cet article, pouvant être appelé en quelque façon l'*argent de poche* de l'Empereur, ne devait de compte à personne. L'Empereur lui a donné tort ; il a fait au conseil *Una bellissima diceria* dans laquelle il a dit que les domaines étant destinés pour l'entretien de la Maison régnante, à la décharge du trésor public, il ne pouvait pas apparemment les administrer

lui-même, et que loin de les soustraire à l'inspection du Conseil, il avait au contraire un intérêt particulier à cette reddition de comptes. Vous ne sauriez croire combien il est *citoyen*. Dans ce cas, il a évidemment raison. Par quelle vaine idée d'indépendance livrerait-il ses domaines au brigandage qui serait la suite de l'exception à la règle générale ? Il sait assez qu'il est Maître, et par conséquent maître de se laisser voler ; mais ce privilège-là, il suffit de l'avoir ; il n'est pas tout à fait nécessaire d'en user. On a donné pendant quelques jours pour certaine la retraite de M. de Gourief. Ce serait un très grand mal par trois raisons : 1° parce qu'un Prince *qui sait son métier* ne doit jamais laisser tomber l'ombre de disgrâce sur le sujet qui a soutenu sa prérogative *même à l'excès;* 2° parce que M. de Gourief est un homme irréprochable qui sert bien son Maître ; 3° enfin parce que tout changement de Ministre, s'il n'est pas rigoureusement nécessité par des malversations, est un grand mal. Voyez tous les règnes qui brillent dans l'histoire ; toujours vous verrez à côté du Prince un Ministre immobile, qui vieillit et meurt à côté de lui, depuis le Cardinal d'Amboise jusqu'à Bogino. Le trésorier de l'Empire, depuis la dernière formation, était M. de Kampen-Hausen ; il est fort contre-pointé avec M. de Gourief, et c'est sur les mémoires qu'il a fournis que ce dernier a été appelé à l'ordre. Mais il ne peut nullement lui être comparé pour le caractère et ce qu'on appelle l'*existence*. Il ne vient pas moins d'être fait Contrôleur général. Voilà encore une nouvelle place, et le trésor de l'Empire changé d'administrateur. C'est cependant l'administra-

tion qui devrait le moins changer, mais ici tout change ; c'est encore un des traits les plus marquants et les moins explicables de cette grande nation. Le changement est pour elle un besoin, une passion, un délire ; les meubles, les habits, les décorations, les maisons, les modes, les lois, les institutions, tout est dans une variation continuelle. Il n'y a pas dans cette capitale une seule maison qui loge la troisième génération. Les terres changent de propriétaires comme les chevaux, etc., etc.

A côté de cela, il est curieux de voir cette inconcevable nation française revenir graduellement à toutes ses anciennes institutions, même aux plus petites. Vous avez vu rétablir les Parlements sous le nom de *Cours impériales*. Depuis on a rétabli la corporation des avocats, y compris le bâtonnier (notez bien ce nom). Mais rien n'égale l'abolition de l'uniforme hors de service, et le rétablissement de ce qu'on appelait les *quatre saisons*. Le Roi de France était jadis vêtu en Prêtre le jour du sacre, en militaire au moment où il faisait reconnaître un officier de sa garde, et en magistrat dans ses lits de justice. Du reste il ne portait l'habit de personne, pas même en deuil. Si ce bourreau de Napoléon a suivi ces idées, il en sait autant et plus que nous ; j'en suis fâché. S'il n'a obéi qu'aux cris des manufactures de Lyon, *meno male*.

Je voudrais, Monsieur le Chevalier, vous faire lire une dissertation *sur la vertu des habits*. En attendant, observez, je vous prie, qu'aucun des changements qui s'opèrent en France n'auraient pu être opérés par un Bourbon. Il me semble entendre les frondeurs : *Voilà*

*bien les Princes ! Ils ne peuvent changer d'idées. Ils ne sauraient vivre sans fiefs, sans majorats, et enfin sans dentelles et sans broderies.* On ne s'avise pas de parler de celui qui *rebrode sa nation.* Je dis mal : *La Nation.* Laissons-le donc faire, jusqu'à ce qu'il ait tout refait, excepté deux choses. Alors il faut bien espérer qu'il arrivera un événement extraordinaire. Il y a encore une chose que j'oubliais, et qui n'a pas besoin d'un autre homme, c'est le gibet substitué à la guillotine.

Des renseignements, que j'ai lieu de croire aussi sûrs qu'on peut les avoir dans ce genre, portent à plus de 300,000 hommes les forces qui sont prêtes en Pologne, outre un corps de réserve de près de 40,000. Les forces ne manquent pas. C'est uniquement le côté moral qui me fait peur : je vous ai tout dit pour et contre. Dieu veuille que j'aie raison sur le pour, et tort sur le contre. S. M. sait ce que je dois à l'Empereur Alexandre. Je m'étais arrangé pour finir ma vie à côté de son trône puisque j'ai perdu ma place à côté de celui que je sers. S'il arrive malheur à ce Prince, je cesserai d'exister.

FIN DU ONZIÈME VOLUME.

# TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE ONZIÈME VOLUME

---

FIN DE LA TABLE.

Lyon. — Impr. VITTE & PERRUSSEL, rue Sala, 58.

